Sous-Préfecture de BRIVE (Corrèze)
REÇU LE
22 JUIL. 2025
CONTRÔLE
DE LÉGALITÉ

SAINT-VIANCE
Elaboration du PLU

1. Rapport de présentation

(Juillet 2025)

rural concept
bureau d'études - ingénierie

Groupe DEJANTEI

SAINT-VIANCE
Elaboration du PLU

1. Rapport de présentation

(Juillet 2025)

rural concept
bureau d'études - ingénierie

Groupe DEJANTE

Sommaire

Résumé non technique 11

1 Contexte du projet et évaluation environnementale : la méthode retenue 12

2 Analyse de l'état initial de l'environnement 13

2.1 Contexte socio-économique 13

2.2 Occupation du sol et paysage 15

2.3 Milieux naturels et biodiversité 18

2.4 Infrastructures et équipements 20

2.5 Risques naturels, technologiques et nuisances 21

3 Les incidences du PLU sur l'environnement 22

3.1 Contexte socio-économique 22

3.2 Morphologie urbaine 23

3.3 Espace à vocation agricole 24

3.4 Espaces naturels et continuités écologiques 25

3.5 Infrastructures et équipements 26

3.6 Risques naturels et nuisances 26

4 Synthèse de la mise en œuvre du PLU et mise en perspective avec la Loi Cimat & Résilience 27

Préambule 30

1 Le Contenu du Plan Local d'Urbanisme 31

2 La présentation de la commune 35

2.1 La présentation générale du territoire 35

2.2 Les servitudes d'utilité publique présentes sur le territoire 36

2.2.1 Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine 36

2.2.2 Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements 37

2.2.3 Les servitudes relatives à la défense nationale 37

2.2.4 Les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique 37

3 La compatibilité avec les documents supra-communaux 39

3.1 Le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 39

3.2 Le SAGE Vézère-Corrèze 41

3.3 Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine 42

3.3.1 Le SRCE du Limousin 43

3.3.2 Le SRCAE Limousin 44

3.4 Le SCOT Sud Corrèze 46

3.5 Le PLH de l'Agglomération du Bassin de Brive 48

3.6 Le PDU de l'Agglomération du Bassin de Brive 49

3.7 Le PCAET de l'Agglomération du Bassin de Brive 50

Partie 1 : Le diagnostic territorial 52

1 L'analyse de l'état initial de l'environnement 53

1.1 Contexte géomorphologique 53

1.2 Les paysages – l'homme et son territoire 55

1.2.1 Le socle géologique 56

1.2.2 Territoire aquatique 58

1.2.3 La dynamique des paysages 61

1.2.4 Paysage et patrimoine 65

1.2.5 La culture du sol 67

1.2.6 La culture du patrimoine 69

1.2.7 Le vocabulaire de la clôture 70
1.2.8 Le regard sur les paysages 71
1.2.9 La concertation – Atelier paysage 73
1.2.10 Les entités paysagères du territoire de Saint-Viance 75
1.2.11 Les enjeux paysagers 76

1.3 Le diagnostic forestier (source : CRPF Nouvelle-Aquitaine) 78

1.4 Les milieux naturels et la Trame Verte et Bleue 80
1.4.1 Identification de la Trame Verte et Bleue de la commune de Saint-Viance 80
1.4.2 Identification des sous-trames communales 81
1.4.3 Les espèces animales et végétales 85
1.4.4 Les espaces naturels remarquables 95
1.4.5 La sous-trame des milieux aquatiques 99
1.4.6 La sous-trame des milieux humides 106
1.4.7 La sous-trame des milieux forestiers 113
1.4.8 La sous-trame des milieux ouverts et bocagers 119
1.4.9 La trame verte et bleue 124
1.4.10 Analyse de l'état initial de l'environnement 126

1.5 Les risques et nuisances 130
1.5.1 Le risque inondation 131
1.5.2 Le risque rupture de barrage 132
1.5.3 Le risque ruissellement 133
1.5.4 Le risque mouvement de terrain 134
1.5.5 Le radon 138
1.5.6 Les risques technologiques 140
1.5.7 Les nuisances sonores 142
1.5.8 Les autres nuisances 142

1.6 L'analyse de la morphologie urbaine 146
1.6.1 Le bâti ancien 146
1.6.2 Le bâti contemporain 148

2 L'analyse socio-économique 155

2.1 La population 155

2.1.1 L'évolution démographique de la commune 155
2.1.2 La structure par âge de la population 157
2.1.3 Les ménages 158
2.1.4 Les effectifs scolaires 159

2.2 Le parc de logements 161
2.2.1 L'évolution et la structure du parc de logements 161
2.2.2 Le statut d'occupation des résidences principales 164
2.2.3 Les caractéristiques et le confort des résidences principales 165
2.2.4 L'âge du parc de résidences principales et l'ancienneté d'emménagement 166
2.2.5 Le rythme de constructions 168
2.2.6 Cadre réglementaire sur la rénovation du parc de logements 168

2.3 Les caractéristiques socio-économiques 170
2.3.1 L'évolution de la population active 170
2.3.2 Les déplacements domicile-travail 172
2.3.3 Les emplois et activités sur la commune 174

2.4 Le diagnostic agricole 176
2.4.1 Les exploitations agricoles et l'évolution de l'agriculture sur la commune 176
2.4.2 La consommation du foncier agricole 183
2.4.2 Evolution globale de l'agriculture dans le SCOT Sud Corrèze 185

3 L'état des lieux des déplacements et des équipements 187

3.1 Les déplacements 187
3.1.1 Le réseau viaire 187
3.1.2 Les transports en commun 190
3.1.3 Le stationnement 192
3.1.4 Les déplacements doux 193

3.2 Les équipements communaux 195

3.3 Les réseaux 196
3.3.1 Les réseaux d'énergie 196
3.3.2 Le réseau d'eau potable 198
3.3.3 Le réseau d'assainissement 199

3.3.4 Les télécommunications 200
3.3.5 La gestion des déchets 201

4 L'analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis 203

4.1 La méthodologie 203

4.2 Les résultats 204
4.2.1 Le Bourg – Les Baysses – La Vézère 204
4.2.2 Les secteurs Nord et Ouest 205
4.2.3 Les secteurs Est 205
4.2.4 Les secteurs Sud 206
4.2.5 Le bilan 207

4.3 Identification des secteurs abandonnés, anciens ou de friches 209

Partie 2 : Justifications du parti d'aménagement retenu 210

1 Les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) 211

1.1 Les grandes orientations du PADD 211

1.2 Le scenario de développement retenu 213
1.2.1 Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace 214
1.2.2 Mise en perspective avec l'objectif de réduction de la consommation d'espaces défini par la Loi Climat & Résilience 215
1.2.3 Répartition des surfaces du projet de PLU 216

2 Justifications des motifs de délimitation des zones et règles applicables sur le règlement 219

2.1 Le règlement graphique 219
2.1.1 Les zones urbaines 219
2.1.2 Les zones à urbaniser 226
2.1.3 Les zones agricoles 228
2.1.4 Les zones naturelles 232
2.1.5 Autres zonages et figurés spécifiques 235

2.2 Le règlement écrit 242

3 Justifications des motifs de définition des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) 249

3.1 Les OAP sectorielles 249

3.1.1 La logique de densification et de diversification des typologies d'habitat 250

3.1.2 L'OAP du centre-bourg 251

3.1.3 Les OAP définies sur les secteurs proches du bourg 253

3.1.4 Les autres OAP sectorielles 255

3.2 Une OAP thématique santé pour intégrer les problématiques sanitaires actuelles et futures sur le territoire 258

4 Analyse des superficies 259

4.1 La superficie des zones du PLU 259

4.2 La capacité d'accueil réelle en logements 260

Partie 3 : Analyse des incidences du projet d'urbanisme sur l'environnement 263

1 Présentation de la méthodologie utilisée 265

1.1 Le volet agricole 265

1.2 Le volet biodiversité 266

2 Rappel du contexte environnemental 268

2.1 Les zones réglementaires 268

2.2 Rappel des données naturalistes 269

2.3 Trame verte et bleue communale 272

2.4 Les risques 274

2.5 Paysage 280

2.6 Milieu humain 281

3 Localisation des parcelles ouvertes à l'urbanisation 283

4 Caractérisation des enjeux environnementaux sur les parcelles ouvertes à l'urbanisation 296
5 Analyse des effets prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'agriculture et l'environnement 330
5.1 Evaluation des incidences du PADD 330
5.2 Evaluation des incidences du règlement littéral 334
5.3 Evaluation des incidences du règlement graphique 337
5.3.1 Présentation des zones et de leurs objectifs 337
5.3.2 Localisation des zones du PLU et des surfaces ouvertes à l'urbanisation 339
5.3.3 Localisation des surfaces classées en Emplacements Réservés (ER) par rapport au zonage du PLU 343
5.4 Le Plan de Prévention des Risques inondations sur la commune de Saint-Viance 345
6 Evaluation des incidences sur les enjeux environnementaux 349
6.1 Evaluation des impacts bruts 349
6.2 Mesures d'évitement et de réduction et évaluation des impacts résiduels 350
6.3 Évaluation des incidences sur les Enjeu écologiques et agricoles des Emplacements Réservés (ER) 356
6.3.1 Mesures prévues dans le règlement littéral 356
6.3.2 Bilan des incidences des Emplacements Réservés sur les Enjeu écologiques 369
6.4 Incidences, préconisations et analyse des impacts résiduels des OAP sur les enjeux écologiques 373
7 Evaluation des incidences sur les enjeux agricoles 386
8 Analyse des incidences notables sur les sites Natura 2000 392
8.1 La Directive Oiseaux 392
8.2 La Directive Habitats-Faune-Flore 392
8.3 Les sites Natura 2000 sur la commune de Saint-Viance 392
9 Indicateurs de suivi 396

Partie 4 : Compatibilité avec les documents supra-communaux.....399

1 Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires) de la région Nouvelle-Aquitaine.....400

2 Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Adour-Garonne 2022-2027.....402

3 Le SCOT (Schéma de Cohérence Territorial) Sud Corrèze.....404

4 Le PDU (Plan de Déplacement Urbain) de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive.....406

5 Le PLH (Programme Local de l'Habitat) de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive 2016-2022.....409

Résumé non technique

1 Contexte du projet et évaluation environnementale : la méthode retenue

Le Plan Local d'Urbanisme constitue l'un des principaux outils locaux de planification urbaine et rurale.

Il établit un projet global d'urbanisme et d'aménagement et fixe en conséquence les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire communal.

Dans un premier temps, il consiste à analyser l'état initial de l'environnement sur le territoire de Saint-Viance et à dégager les principaux enjeux environnementaux qui servent de base à l'évaluation des incidences potentielles du PLU sur l'environnement.

Il s'agit ensuite d'analyser l'ensemble des composantes du PLU afin de dégager les éventuelles incidences sur l'environnement de manière globale. A noter que le PLU est un document d'urbanisme et non un projet opérationnel, toutes les incidences sur l'environnement ne sont pas connues précisément à ce stade. L'objectif ici est donc de cibler les secteurs à fort enjeu. Concernant l'analyse des incidences du PLU sur l'environnement, pour chaque thématique environnementale sont présentées les dispositions règlementaires mises en place par la municipalité.

Cette analyse permet également de faire ressortir la cohérence entre les enjeux identifiés dans le diagnostic, les orientations prises dans le PADD et la traduction règlementaire de celles-ci. En effet, l'analyse des incidences du PLU est effectuée en confrontant les différents types de disposition du document (objectifs du PADD, orientations d'aménagement et de programmation) à chacun des thèmes analysés dans la présentation de l'état initial de l'environnement. Ainsi une réflexion critique est menée sur les impacts aussi bien négatifs que positifs du PLU. Enfin, les mesures d'atténuation permettant de compenser ou d'atténuer les incidences négatives potentielles sur l'environnement, sont présentées. Des indicateurs sont également proposés afin de permettre le suivi puis l'évaluation environnementale de la mise en œuvre du PLU dans le temps.

Une grande importance a été accordée à la phase de collecte des données tout au long du processus de PLU. La précision et la pertinence de l'étude sont directement liées au volume et à la qualité des informations qui ont pu être recueillies. La phase de collecte des données a consisté à : réaliser une étude de terrain afin d'appréhender au mieux les grandes caractéristiques du territoire (les paysages, la morphologie du village, le système viaire, etc.) ; analyser et synthétiser les données (données à disposition du maître d'ouvrage, études diverses, consultation de sites Internet, Porter à connaissance de l'État, …).

2 Analyse de l'état initial de l'environnement

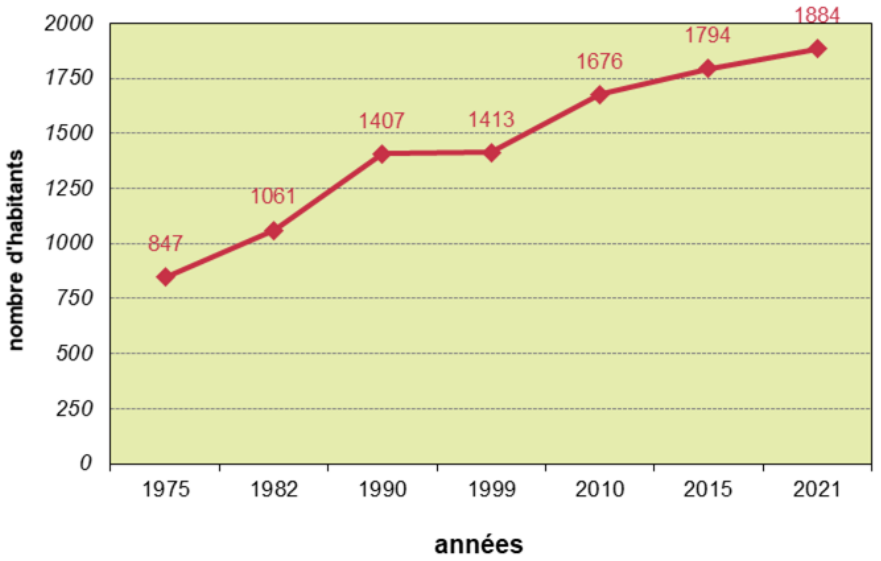
L'analyse de l'état initial de l'environnement porte sur les 5 grandes thématiques, dont les caractéristiques et enjeux sont présentés ci-après : contexte socio-économique, occupation du sol et paysage, milieux naturels et biodiversité, infrastructures et équipements et risques naturels et nuisances.

2.1 Contexte socio-économique

Population

La commune de Saint-Viance a connu une augmentation constante de sa population, qui s'est faite en trois temps depuis 1975 :

- Une très forte augmentation de la population entre 1975 et 1990 passant de 847 à 1407 habitants, soit un TCAM (Taux de Croissance Annuel Moyen) de 3,4% ;
- Une stagnation de population au cours des années 90, où la commune n'a connu qu'une hausse de 6 habitants supplémentaires ;
- Un retour à la croissance après 1999 et jusqu'à 2021, où la population a cru de 471 habitants, soit un TCAM de 1,5%.



En 2021, la population municipale s'élève à 1 884 habitants.

L'analyse de la structure par âge de la population révèle une population jeune puisque près d'un habitant sur 5 est âgé de moins de 15 ans (19% en 2021) et près d'un tiers est âgé de moins de 30 ans.

Enfin, le nombre moyen d'occupants par ménage est relativement élevé (2,38 en 2021), malgré qu'il ait diminué depuis 1975. Il reste néanmoins supérieur aux données supra-communales (2 personnes par ménage environ).

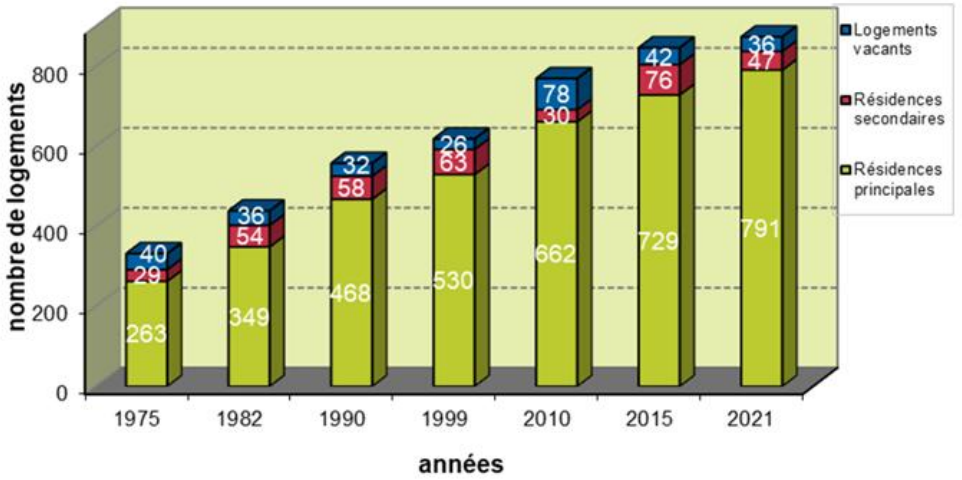
L'enjeu est de poursuivre l'accueil d'une population jeune et dynamique tout en permettant aux seniors de se maintenir sur la commune, afin de conserver une population homogène sur le territoire. Il s'agit également de faire prospérer une croissance démographique par rapport aux évolutions passées tout restant en cohérence avec les équipements communaux.

Habitat

La commune a connu un développement constant de son parc de logement, passant de 332 logements en 1975 à 874 en 2021. Le rythme de constructions a donc été élevé.

Signe d'un dynamisme résidentiel, la part de résidences principales représente 90,5% du parc de logements en 2021. La vacance est faible (4,1%).

Le parc de logement est également plutôt récent puisque 1 logement sur 4 a été construit entre 2006 et 2018 et 40% ont été réalisés entre 1991 et 2018. Les logements anciens (réalisés avant 1946) ne représentent que 13,5% des résidences principales.



L'enjeu est de permettre à la population de pouvoir franchir les différentes étapes de leur parcours résidentiel. Il s'agit également de continuer à proposer une offre d'habitat diversifiée (création de logements groupés et de petits collectifs notamment) adaptée aux besoins de la population.

Activités économiques

Le nombre d'actifs sur la commune est en hausse, avec un taux de chômage qui se réduit depuis 2010. L'activité agricole est très présente sur la commune, avec 27 exploitations qui interviennent sur le territoire. On note d'ailleurs la présence de grosses exploitations. Les autres activités sont ensuite des commerces (hôtel/restaurant, salon de coiffure, …), artisanales et industrielles avec la présence de la Zone d'Activités de la Nau, regroupant une trentaine d'entreprises. Cela explique le nombre important d'emploi sur le territoire communal (1 002 emplois en 2021).

L'enjeu est d'être attentif au type d'activités à développer sur la commune afin de ramener davantage d'emplois sur le territoire, notamment sur le bourg dans le but de le redynamiser. Par ailleurs, il est important de maintenir l'activité agricole et de trouver un équilibre entre le maintien de l'agriculture et le développement de l'urbanisation.

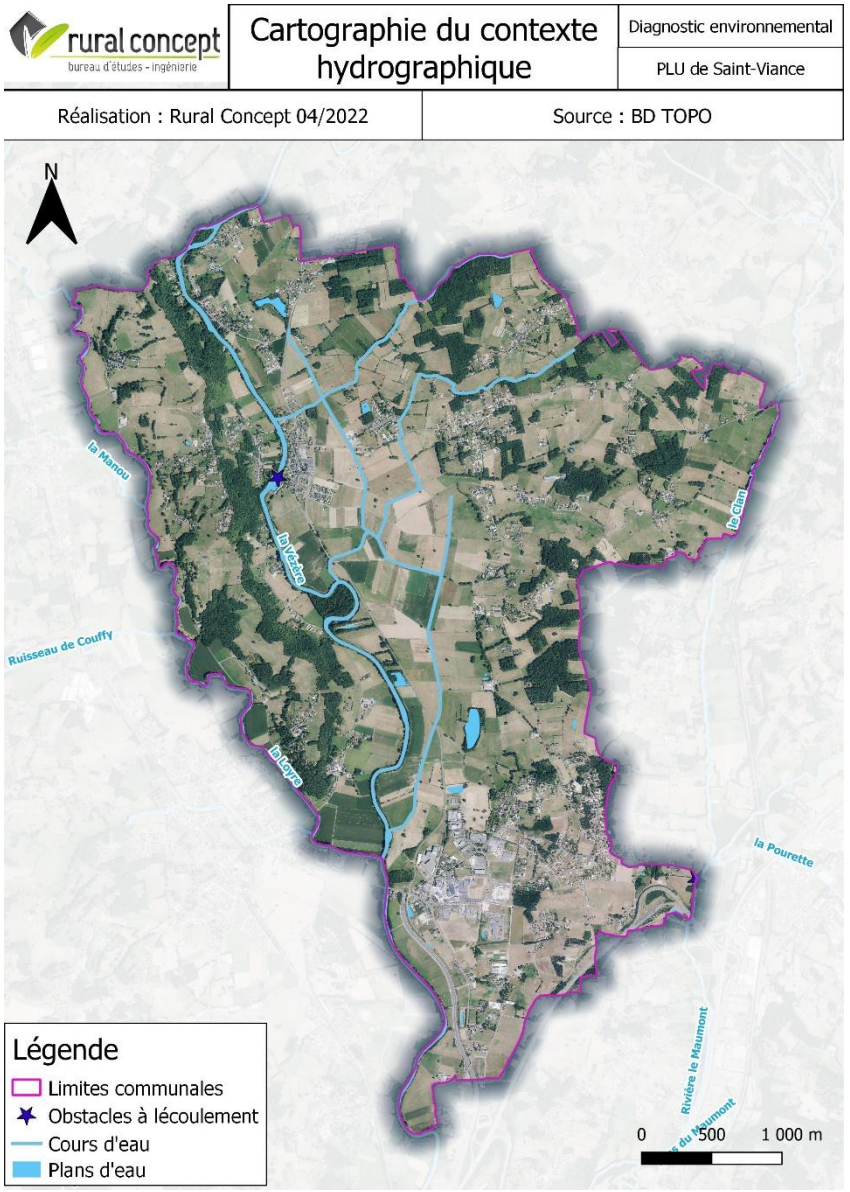
2.2 Occupation du sol et paysage

Hydrographie

La commune de Saint-Viance se situe dans le sous-bassin versant de la Vézère. Le réseau hydrographique de la commune se caractérise principalement par la présence de 3 cours d'eau :

- La Vézère traversant le territoire communal du nord vers le sud ;
- La Loyre longeant le territoire communal sur la partie Ouest ;
- Le Clan poursuivi ensuite par le Maumont sur la partie Est.

L'enjeu est de préserver ces éléments naturels qui constituent des continuités écologiques sur le territoire.



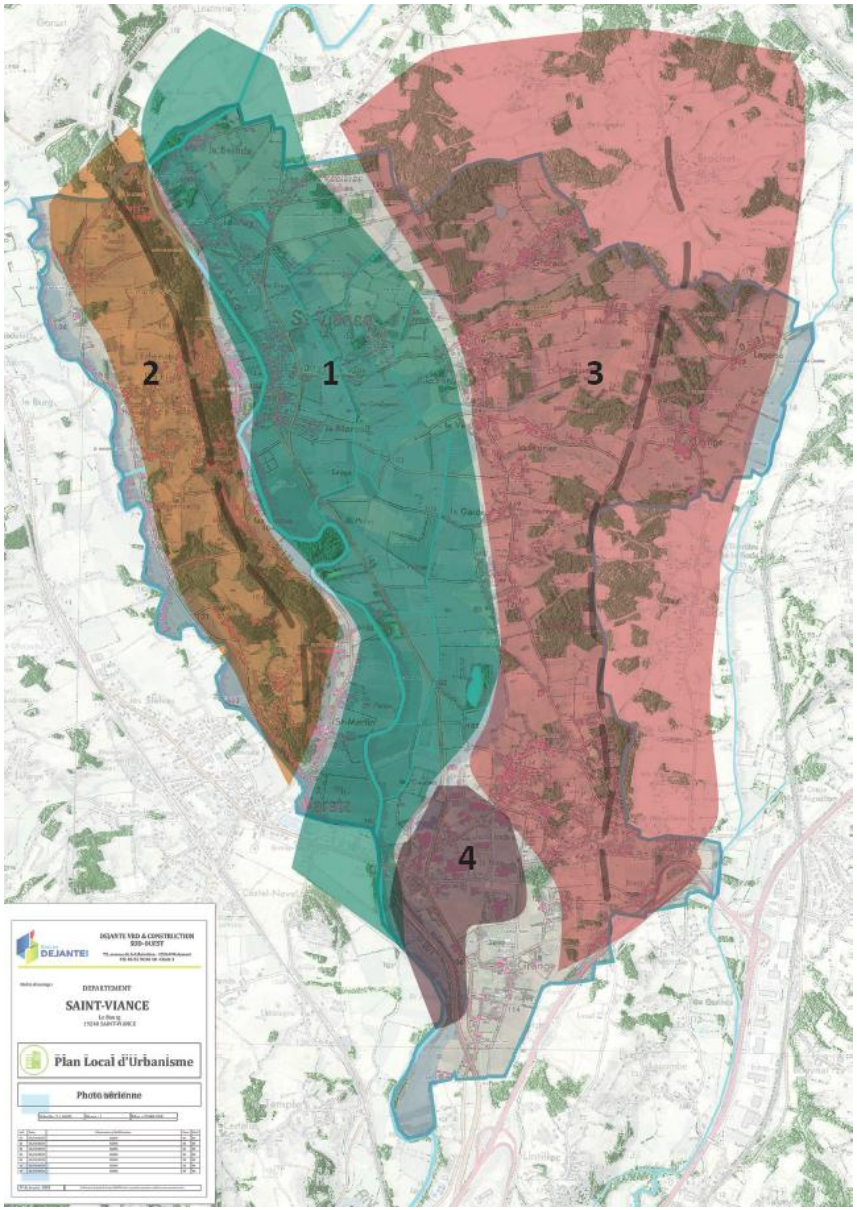
Unité paysagère/Enjeux paysagers

Saint-Viance est située dans l'unité paysagère du Bassin de Brive, faisant partie de l'ensemble des Marges Aquitaines d'après l'atlas des paysages du Limousin.

L'entité de Brive et ses alentours est un vaste bassin ceinturé de petites buttes. Il accueille la confluence des vallées de la Corrèze, de la Vézère, de la Loyre et du Maumont. Ces vallées forment de larges ouvertures dans ce paysage aux reliefs complexes.

A l'échelle communale, 4 entités paysagères sont ressorties :

- 1. La plaine alluviale - vaste zone d'expansion de la Vézère proche de la confluence. C'est un territoire plat, très ouvert. L'urbanisation y est limitée à cause du risque d'inondation et laisse place aux prairies, pâtures et cultures.
- 2. Le coteaux ouest - c'est un coteau au relief prononcé où l'implantation de l'habitat sur les pentes reste complexe. Très boisé, il est un atout pour les continuités de boisements.
- 3. Le coteaux est - C'est un coteau plus large et plus vallonné que celui de l'ouest. Fort de son orientation au coucher du soleil, ce secteur a été fortement recherché pour le développement de l'habitat récent et a produit sur certains espaces un mitage de l'espace par l'habitat. Les boisements sont discontinus et alternent avec des pâtures.
- 4. La zone d'activité - C'est un replat légèrement au-dessus de la zone inondable accolé au hameau des Rieux. Les composantes architecturales d'une zone d'activité a transformé le rapport au paysage des habitants environnants.



Les enjeux sont de :
- Définir les grands équilibres entre espace à urbaniser et les espaces agricoles et forestiers, les structures paysagères essentielles qu'il convient de préserver
- Cibler les lieux de sauvegarde du patrimoine bâti
- Préciser les limites de l'urbanisation pour sécuriser le foncier agricole et freiner la spéculation
- Renforcer le maillage du territoire par un réseau de mobilité douces notamment en accompagnant les structures naturelles : rivière, crête, alignements d'arbres... ou en doublant les axes principaux pour les piétons et cycles.
- Requalifier et densifier le centre-ville, entrées de ville et lisières : en valorisant et en adaptant le bâti existant, en optimisant les espaces
- Requalifier la zone d'activité par un traitement paysager et une lisière conséquente avec les habitations environnantes.
- Mettre en valeur le petit patrimoine rural et favoriser l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments agricoles

Développement urbain

La commune de Saint-Viance est composée de plusieurs secteurs d'urbanisation, structure héritée du passé agricole et rural du territoire. Il s'agit du Rieux et du secteur des Jargasses/du Succalet qui sont les plus gros villages de la commune. Un chapelet de villages et hameaux sont ensuite éparpillés sur le territoire communal.

Le bourg a connu un développement contraint de son urbanisation avec le caractère inondable de ce secteur en bordure de Vézère et l'application du PPRi depuis 2002.,

L'urbanisation récente s'est principalement développée sur les secteurs les plus importants ainsi que sur certains villages, du fait du RNU.

L'enjeu est de privilégier le développement des principaux secteurs d'habitat proches du bourg dans une optique de faire venir une population nouvelle pour consommer et utiliser les services et équipements communaux. Il s'agit ensuite d'assurer une urbanisation maitrisée des villages, visant à limiter la consommation de l'espace tout en délimitant les zones constructibles en adéquation avec la capacité souhaitée d'accueil de nouveaux habitants et le niveau de desserte en équipements.

Patrimoine historique

La commune de Saint-Viance présente un patrimoine vernaculaire intéressant, hérité de l'identité agricole de la commune. Il s'agit d'éléments qui sont disséminés sur le territoire communal (calvaires, puits et fours notamment).







Elle est également concernée par un monument historique (Eglise Saint-Viance).

L'enjeu est de sauvegarder et de valoriser le patrimoine bâti de la commune.

2.3 Milieux naturels et biodiversité

Mesures de protection de l'environnement

La commune de Saint-Viance est concernée par un site Natura 2000 et deux ZNIEFF du fait de la présence de la Vézère.

La présence d'un réseau hydrographique dense et l'alternance de secteurs agricoles ouverts et de secteurs boisés génèrent une richesse écologique du territoire qu'il conviendra de préserver.

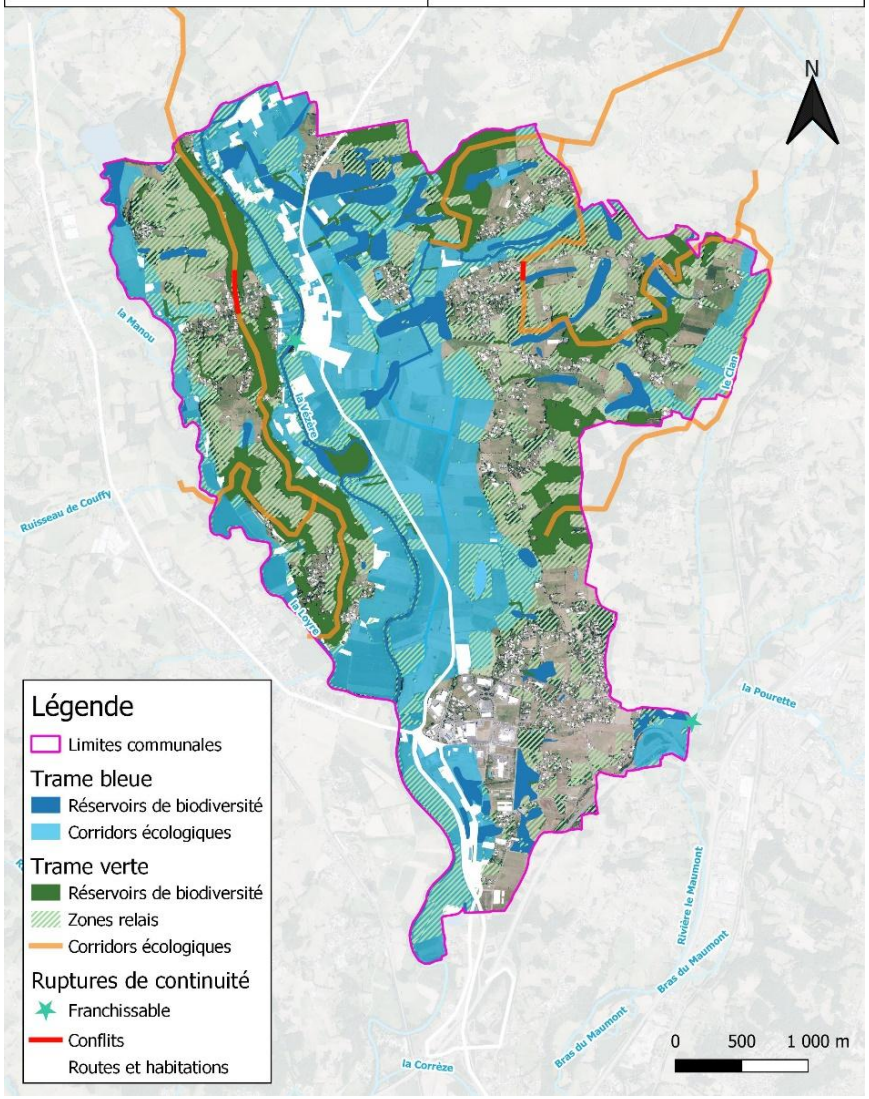
L'enjeu est de prendre en compte les richesses écologiques et environnementales du territoire, dans les choix de développement de l'urbanisation, notamment par un zonage et un règlement adaptés.

Continuités écologiques et réservoirs de biodiversité

La commune est couverte par peu de massifs boisés couvrant 16% du territoire communal et par les milieux naturels liés au cours d'eau traversant la commune, constituant des réservoirs de biodiversité majeurs, de la trame verte et bleue. Les abords des cours d'eau engendrent la présence de zones humides qu'il conviendra de protéger. Les espaces agricoles bocagers jouent également un rôle de continuité écologique, du fait de sa structuration ouverte et la présence de haies et bosquets.

L'enjeu est de prendre en compte ces éléments naturels de biodiversité afin d'en assurer leur préservation.

rural concept bureau d'études - ingénierie	Cartographie de la trame verte et bleue	Diagnostic environnemental
		PLU de Saint-Viance
Réalisation : Rural Concept 04/2022	Sources : BD TOPO, ROE	



2.4 Infrastructures et équipements

Déplacements

La commune de Saint-Viance est desservie par un ensemble de voirie qui forme un maillage relativement dense, du fait de la traversée de la RD 901 notamment ou encore de la RD 148. De plus des routes locales maillent le territoire communal. La commune est d'ailleurs concernée par le projet de déviation du bourg de Varetz devant permettre de déplacer les flux de circulation importants de la RD 901 sur un nouvel axe traversant la plaine de la Loyre.

Les transports en commun sont développés sur la commune, avec la présence d'une ligne de bus urbain Libeo (ligne 8), desservant le village du Rieux et la zone de la Nau et regagnant le centre-ville de Brive-la-Gaillarde. Le transport scolaire existe également est dessert les différents villages de Saint-Viance.

La commune est également concernée par la pratique de la randonnée, avec le GR 46 traversant le territoire ainsi que d'autres sentiers et chemins. Elle est également située sur l'axe de mobilité douce porté par la CABB « Le Saillant-Lac du Causse » dont un tronçon reste actuellement inachevé sur la commune, entre le bourg et le Pont de Risquetout.

Des enjeux de liaisons douces ont également été identifiés entre le bourg et les secteurs habités proches.

L'enjeu est de continuer à intégrer la problématique des déplacements dans le développement de la commune, et notamment du stationnement et des déplacements doux, afin de limiter les déplacements motorisés.

Réseaux

La commune dispose d'un réseau d'assainissement desservant respectivement le bourg ainsi qu'un grand nombre de villages.

Les eaux usées rejetées par le réseau d'assainissement collectif sont traitées par la station d'épuration de Gourgue-Nègre, située sur la commune de Saint-Pantaléon-de-Larche, d'une capacité de 250 000 équivalents habitants (EH). Elle est conforme à la fois en équipement et en performance en 2019.

Le reste du territoire est donc en zone non collective. Ces secteurs doivent disposer et gérer un assainissement autonome individuel règlementaire. Pour ce faire, le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif), service mis en place au niveau de l'intercommunalité, est chargé du contrôle de la mise en œuvre des installations nouvelles et de la surveillance des anciennes. En 2020, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif sur la commune était relativement bon puisqu'il était de plus de 80%.

L'enjeu est d'être vigilant à l'adéquation entre la capacité des équipements (station d'épuration, réseau d'eau potable, …) et les nouveaux besoins induits par l'apport d'une nouvelle population pour les 15 prochaines années.

Equipements

Présence de divers équipements publics : salle polyvalente, école, complexe sportif, atelier municipal, médiathèque, …

L'enjeu est de prendre en compte la capacité des équipements dans le développement de la commune et d'accompagner la réalisation de nouveaux équipements.

2.5 Risques naturels, technologiques et nuisances

La commune est concernée par les risques notamment naturels. Le risque inondation est le principal risque présent avec le PPRi de la Vézère mais la partie Nord-Ouest du territoire est concerné par un PPRmt du fait d'un risque de mouvements de terrain.

9 arrêtés de catastrophes naturelles ont été déposés, pour tempête, inondation, coulée de boue et mouvement de terrain.

Le risque retrait-gonflement des argiles est présent sur l'ensemble de la commune via un aléa moyen sur la quasi-totalité du territoire (aléa fort sur le secteur de la Gratade et aléa faible sur le quart sud-est (La Nau, le Rieux notamment).

Enfin, les nuisances pouvant être observables sont sonores avec la présence de deux voies avec un trafic important (supérieur à 5 000 véhicules/jour) : la RD 901 et l'A89. Un arrêté préfectoral fixant les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte dans la construction des bâtiments a été pris le 15 novembre 2023. Les nuisances récentes sont allergènes et sanitaires avec la prolifération de l'ambroisie et du moustique tigre.

L'enjeu est de ne pas augmenter l'exposition aux risques des habitants.

3 Les incidences du PLU sur l'environnement

Cette partie de l'évaluation analyse le projet de PLU au regard des composantes environnementales identifiées dans l'état initial de l'environnement. Pour chacun des thèmes, l'évaluation aborde les incidences positives et négatives ainsi que les dispositions mises en place dans le Plan Local d'Urbanisme.

3.1 Contexte socio-économique

Incidences positives

Les objectifs démographiques fixés par les élus permettent une croissance démographique maîtrisée d'ici une quinzaine d'années. Par ailleurs, les règles mises en place dans le PLU permettent de favoriser une mixité à la fois sociale et urbaine à travers la réalisation de formes d'habitat plus variées, venant ainsi contrebalancer l'offre de maisons individuelles. Enfin, concernant l'aspect économique, les règles permettent de développer les activités de proximité et de soutenir également les activités existantes.

Nombre moyen de personnes/ménage d'ici 15 ans	Baisse à 2,2 personnes/ménage de la population actuelle
1er facteur : Evolution démographique (+400 habitants)	165 logements
2ème facteur : Desserrement des ménages	82 logements
3ème facteur : Fluidité du marché immobilier	25 logements
TOTAL	272 logements
Surface nécessaire (densité de 12 logements/ha)	22,7 hectares
Surface à mobiliser pour atteinte de l'objectif (prise en compte des surfaces nécessaires à l'aménagement d'espaces communs	**24 hectares**

Incidences négatives

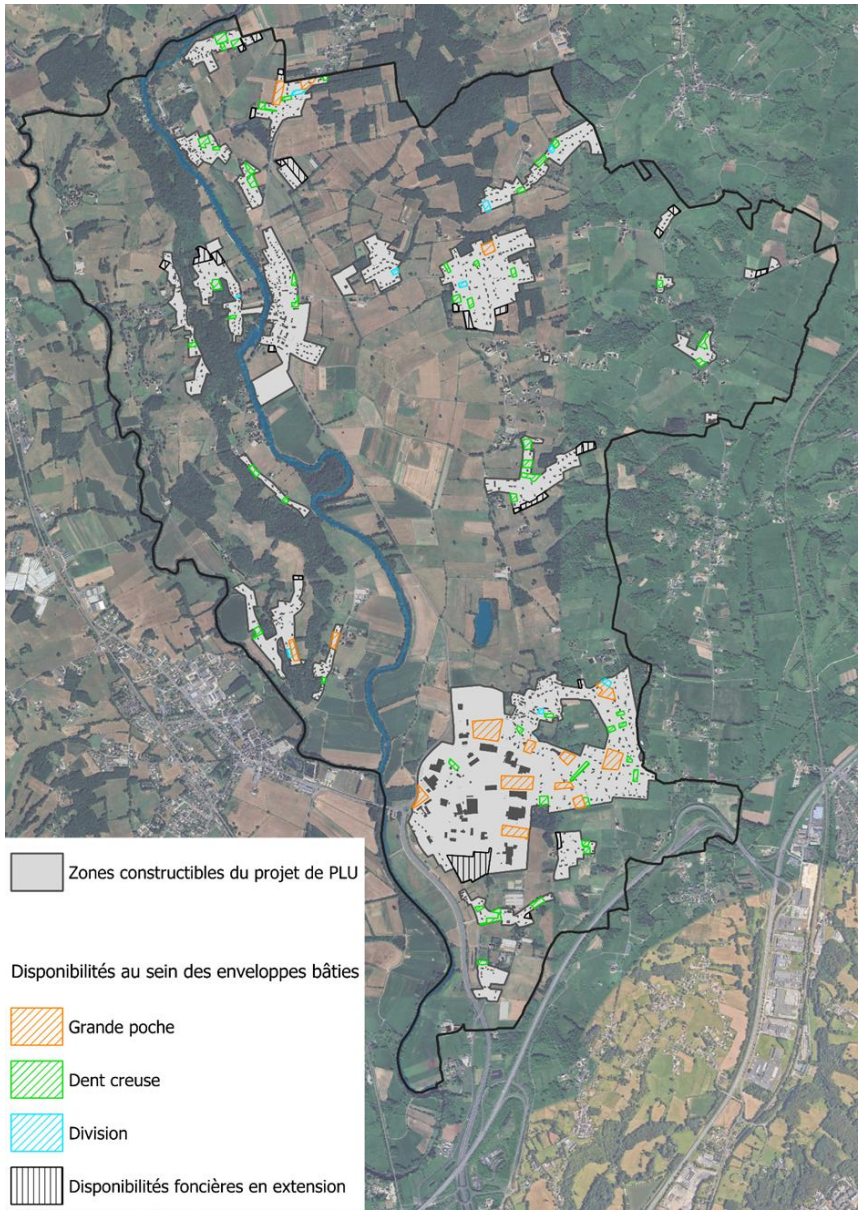
L'arrivée d'une nouvelle population engendrera automatiquement des consommations d'énergie supplémentaires, notamment dans le domaine du résidentiel mais également des transports. Il faudra donc que la commune soit vigilante à cela pour atténuer ces incidences négatives sur l'environnement.

3.2 Morphologie urbaine

Incidences positives

Le projet de la commune consiste à poursuivre la croissance démographique de manière durable, et à maîtriser le développement de son urbanisation. Afin de délimiter l'enveloppe constructible du PLU, plusieurs critères ont été pris en compte : les limites naturelles, la présence d'un tissu bâti existant et l'adéquation entre la capacité des zones constructibles, les objectifs démographiques et la capacité des réseaux collectifs. Ainsi, les élus ont été attentifs à l'adéquation entre la capacité des zones constructibles et les objectifs démographiques fixés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

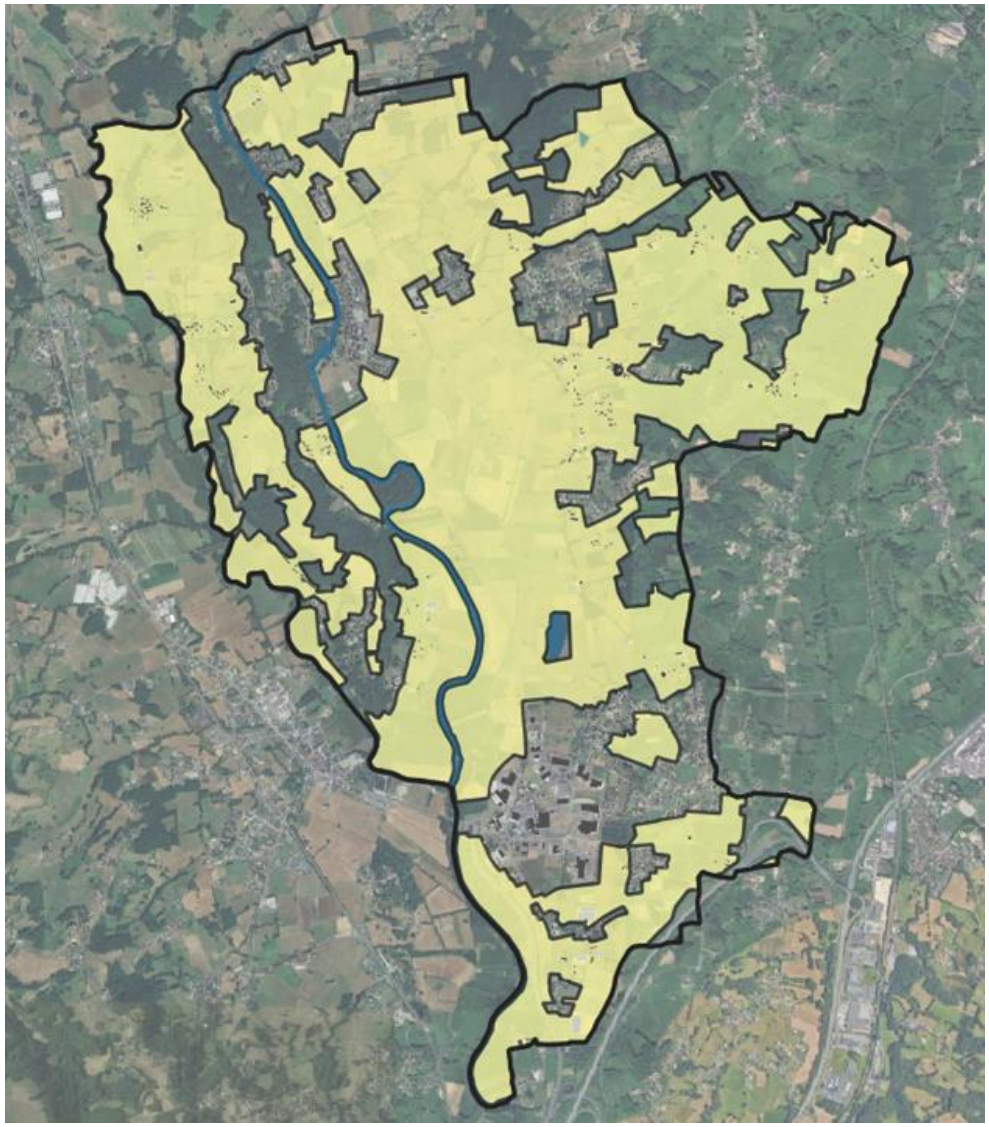
De plus, les capacités de densification analysées ont été inscrites en priorité dans le PLU. La limitation de la consommation de l'espace est passée par une densification des secteurs déjà urbanisés notamment le Bourg ainsi que les villages ne concentrant pas d'enjeux agricoles. Enfin, l'objectif est également de permettre une diversification des typologies d'habitat, notamment sur le bourg et les secteurs proches (diversification des formes d'habitat incitées dans les OAP).



3.3 Espace à vocation agricole

Incidences positives

Les espaces à vocation agricole sont protégés à travers le PLU. Ils ont été classés en **zone A** (zone agricole). Une délimitation fine des espaces cultivés ou ayant un potentiel agricole avéré a été effectuée à l'échelle de la commune. On limite ainsi le mitage de ces espaces. L'extension limitée des constructions à usage de logements et la création d'annexes d'habitation sont autorisées sous conditions. De plus les règles mises en place dans le PLU permettent de limiter la consommation des espaces agricoles par une densification des secteurs déjà construits.



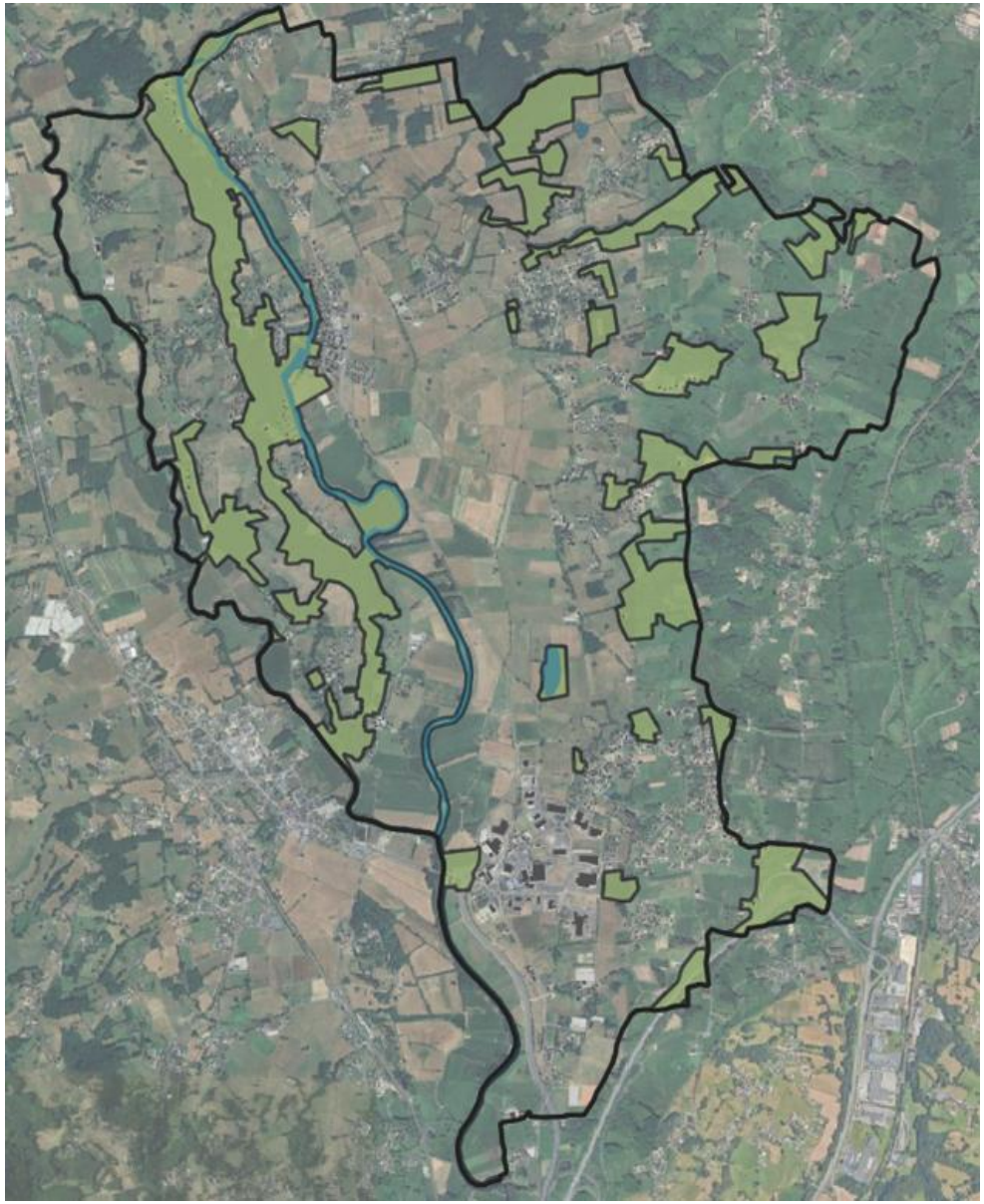
3.4 Espaces naturels et continuités écologiques

Incidences positives

Les espaces naturels sont protégés par un classement en **zone N** (Naturelle) dans laquelle une réglementation stricte a été mise en place, limitant ainsi la consommation des espaces naturels.

L'ensemble de ces mesures vise à protéger de manière efficace les espaces, en tenant compte de leur particularité et de leur besoin de préservation. Ces espaces naturels incluent également les secteurs présentant un intérêt écologique et/ou environnemental. Enfin les règles mises en place dans le PLU permettent de limiter la consommation des espaces naturels par une densification des secteurs déjà construits.

Les enjeux identifiés à la parcelle lors de l'analyse de terrain menée dans le cadre de la définition des impacts du PLU sur l'environnement ont été en grande partie pris en compte. Il s'agit notamment de haies, ripisylves, … qui ont été protégées dans le cadre du PLU en application de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.



3.5 Infrastructures et équipements

Incidences positives

La capacité de la station d'épuration de Gourgue Nègre sera suffisante pour anticiper les futurs besoins des habitants.

Les ressources en eau potable sont également suffisantes pour prendre en compte l'évolution de la population. De plus, les objectifs du PLU sont compatibles avec les dispositions du SDAGE. La problématique de l'accessibilité, des déplacements et du stationnement est bien prise en compte notamment dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

3.6 Risques naturels et nuisances

Incidences positives

Les risques naturels d'inondation et de mouvements de terrain et les autres risques/nuisances ont bien été pris en compte dans le Plan Local d'Urbanisme. La délimitation des zones constructibles et les documents règlementaires tiennent compte de ces risques et nuisances majeures.

4 Synthèse de la mise en œuvre du PLU et mise en perspective avec la Loi Cimat & Résilience

D'une manière générale, l'élaboration du PLU de Saint-Viance est favorable à la modération de la consommation d'espaces.

L'analyse de la superficie par zone démontre l'intention de la commune de préserver les espaces naturels et agricoles présents sur le territoire.

Corrélativement, on constate une superficie limitée des zones urbaines et à urbaniser, représentant 243 hectares, soit à peine 15% du territoire communal.

La mise en œuvre du PLU sera ainsi vertueuse.

Zones du PLU		Superficie (en ha)	% de la superficie du territoire communal
Zones urbaines (U)	Ua	7,8	0,5
	U	167	10,0
	Ue	2,2	0,1
	Ux/Uxn	61	3,7
Total zone urbaine		238	14,4
Zone à urbaniser (AU)	1AU	5	0,3
Total zone à urbaniser		5	0,3
Agricole (A)	A	1 105,2	67,1
	Ah	3,2	0,2
	Ax	0,6	< 0,1
Total zone agricole		1 109	67,3
Naturelle (N)	N	292,2	17,8
	Nl	3,8	0,2
Total zone naturelle		296	18,0
Superficie totale de la commune		**1 648**	**100**

	Zones du PLU	Superficie (en ha)	Capacité constructible (en ha)		
			Densification	Extension	Total
A vocation principale d'habitat	Ua	7,8	0,3	0,2	0,5
	U	167	13,1	4,2	17,3
	1AU	5	2,8	2	4,8
	Ah	3,2	0,2	0,8	1
A vocation d'équipements publics	Ue	2,2	-	-	-
A vocation d'activités économiques	Ux/Uxn	61	5,3	3,4	8,7
	Ax	0,6	-	-	-
A vocation d'activités sportives et de loisirs	Nl	3,8	-	-	-
Agricole	A	1 105,2	-	-	-
Naturelle	N	292,2	-	-	-
Total constructible			21,7	10,6	32,3
Dont à vocation principale d'habitat			16,4	7,2	23,6
Dont à vocation d'activités économiques			5,3	3,4	8,7

Le PLU s'est attaché à réduire la consommation d'espaces NAF (Naturels, Agricoles et Forestiers) d'ici 2031 comme l'impose l'objectif fixé par la Loi Climat & Résilience.

Sur ces 32,3 hectares, 10,6 hectares sont identifiés en extension urbaine et se caractériseront par de la consommation d'ENAF (Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) d'ici 15 ans (soit 0,7 ha en moyenne par an). Pour rappel, sur la période de référence 2011-2021, 17,4 hectares d'ENAF ont été consommés (1,7 ha par an).

Ainsi, le PLU est vertueux étant donné qu'il permettra une consommation d'ENAF d'environ 8,4 hectares d'ici 2031 (5,7 ha consommés entre 2021 et 2024 + 2,7 hectares consommés avec le PLU de 2025 à 2031) et de 7,9 hectares sur les 9 années suivantes (horizon 2039). La consommation d'ENAF prévue d'ici 2031 sera ainsi réduite de 52%.

Concernant la compatibilité de sa partie environnementale, en l'occurrence l'ex SRCE Limousin, le projet de PLU est compatible notamment à travers les orientations 2 et 3 du PADD qui prévoit une protection des paysages, des espaces naturels, agricoles et forestiers et une préservation ou remise bon état des continuités écologiques. Plus spécifiquement, le PADD et le règlement graphique du PLU prennent en compte la TVB à l'échelle communale par :

- La préservation des grands ensembles boisés par un classement en zone naturelle
- La protection des cours d'eau et zones humides classées en zone agricole ou naturelle en fonction de la nature des terrains.

Préambule

Par délibération du Conseil Municipal du 23 novembre 2020, la commune de Saint-Viance a décidé de prescrire l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU) ; conforme à la Loi n°2000-1208 du 13 Décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain et à la Loi n°2003-590 du 2 Juillet 2003 relative à l'Urbanisme et à l'Habitat ; à la loi du 3 Août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, à la loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, à la Loi ALUR du 29 mars 2014 et à la Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 13 Octobre 2014, à la Loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Loi Elan) et à la Loi n°2021-1104 du 22 Août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (Loi Climat & Résilience).

Les objectifs sont de créer un véritable projet de territoire sur la commune, intégrant les dispositions de la loi Grenelle 2 du 12/07/2010, de la loi ALUR, de la loi Macron, de la loi ELAN et de la loi Climat & Résilience, tout en étant compatible avec le SCOT Sud Corrèze et le SRADDET Nouvelle-Aquitaine.

1 Le Contenu du Plan Local d'Urbanisme

Le contenu du Plan Local d'Urbanisme est défini par les articles L.151-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Article L.151-4 du Code de l'Urbanisme (Modifié par LOI n°2022-296 du 2 mars 2022 – art. 16) :

> *Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.*
>
> *Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements notamment sportifs, et de services.*
>
> *En zone de montagne, ce diagnostic est établi également au regard des besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles.*

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

A l'issue de ce diagnostic, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est ensuite établi :

Article L.151-5 du Code de l'Urbanisme (Modifié par LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 – art. 194 et art. 243 (V)) :

Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Pour la réalisation des objectifs de réduction d'artificialisation des sols mentionnés aux articles L. 141-3 et L. 141-8 ou, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, en prenant en compte les objectifs mentionnés à la seconde phrase du deuxième alinéa de l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales, ou en étant compatible avec les objectifs mentionnés au quatrième alinéa du I de l'article L. 4424-9 du même code, à la seconde phrase du troisième alinéa de l'article L. 4433-7 dudit code ou au dernier alinéa de l'article L. 123-1 du présent code, et en cohérence avec le diagnostic établi en application de l'article L. 151-4, le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour

ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article L. 153-27.

[…]

Le PLU se compose (article L.151-2 du Code de l'Urbanisme) des documents suivants :

- Un rapport de présentation (art. L.151-4) ;
- Un projet d'aménagement et de développement durables (art. L.151-5) ;
- Des orientations d'aménagement et de programmation (art. L.151-6 et L.151-7) ;
- Un règlement (art. L.151-8 à L.151-42) ;
- Des annexes (art. L.151-43).

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. Ces documents graphiques peuvent contenir des indications relatives au relief des espaces auxquels il s'applique.

Son élaboration

Le Plan Local d'Urbanisme est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de la commune.

L'élaboration est régie par l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme, elle se déroule dans les formes prévues par les articles L.153-11 à L.153-26 du Code de l'Urbanisme en ce qui concerne l'association des services de l'État et des personnes publiques, la tenue du débat au sein du Conseil Municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables de la commune (L.153-12), la consultation des services, personnes et organismes associés et le déroulement de l'enquête publique (L.153-19 et L.153-20).

Le débat sur les orientations générales du PADD permet l'application d'un sursis à statuer "sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan". (Art. L.153-11 et L.424-1 du Code de l'Urbanisme).

Le Plan Local d'Urbanisme sera soumis à enquête publique après consultation des personnes publiques associées et sera exécutoire après transmission au Préfet de la délibération d'approbation du document par le Conseil Municipal et accomplissement des mesures de publicité conformément aux articles R.153-21 et R.153-22 du Code de l'Urbanisme.

2 La présentation de la commune

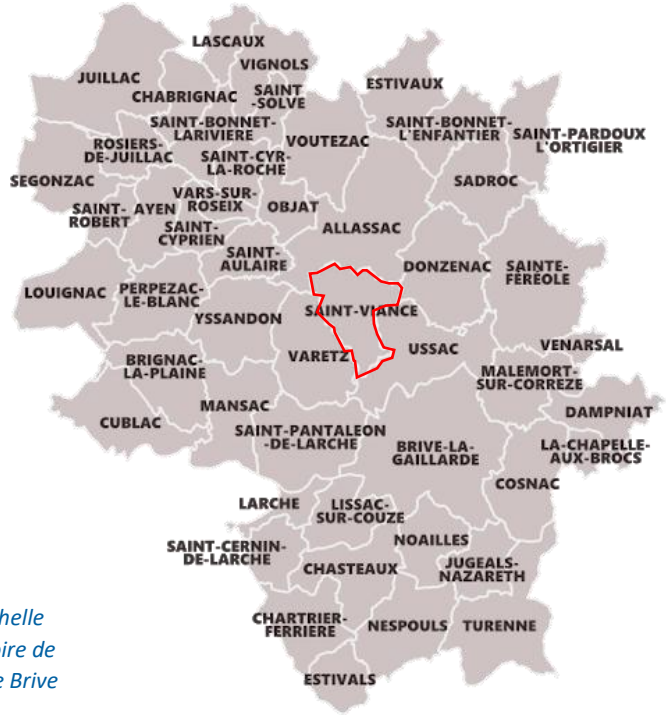
2.1 La présentation générale du territoire

La commune de Saint-Viance s'étend sur 1 623 ha, au Nord-Ouest de la sous-préfecture Brive-la-Gaillarde, la plus importante ville du département de la Corrèze. Elle est idéalement située puisqu'à seulement 12 km du centre de Brive, disposant d'une desserte routière de qualité par le biais de la RD 901. La proximité du carrefour autoroutier de l'A20 et de l'A89 est également un atout indéniable.

Saint-Viance fait partie du canton d'Allassac et de l'arrondissement de Brive-la-Gaillarde. Les communes limitrophes sont Allassac, Donzenac, Ussac et Varetz.

Saint-Viance fait partie de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive (CABB) regroupant 48 communes et 108 107 habitants en 2021.





Cartes de localisation à l'échelle départementale et du territoire de l'Agglomération du Bassin de Brive

2.2 Les servitudes d'utilité publique présentes sur le territoire

Les servitudes d'utilité publique sont instituées par des lois ou règlements particuliers, indépendamment du code de l'urbanisme.

Elles sont classées en quatre catégories, relatives à :

- la conservation du patrimoine,
- l'utilisation de certaines ressources et équipements,
- la défense nationale,
- la salubrité et la sécurité publiques.

2.2.1 Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine

Servitude de protection des Monuments Historiques classés ou inscrits (AC1)

Gestionnaire : Ministère de la Culture/Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine

La commune de Saint-Viance est concernée par cette servitude pour l'église de Saint-Viance dont l'abside et le chœur (parcelle AC 12) sont inscrits par arrêté du 15 mars 1972.

Servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables (AS1)

Gestionnaire : Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine

La commune de Saint-Viance est impactée par cette servitude par l'intermédiaire du périmètre de protection rapproché du captage du Pigeon Blanc.

2.2.2 Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements

Servitude au voisinage d'une ligne électrique aérienne ou souterraine (I4)

Gestionnaire : Réseau de transport d'électricité – RTE

La commune de Saint-Viance est traversée par les lignes électriques haute tension LIT 90kV n°1 et 2 Donzenac-Pont-de-l'Elle.

2.2.3 Les servitudes relatives à la défense nationale

La commune de Saint-Viance n'est pas impactée par ce type de servitude.

2.2.4 Les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publique

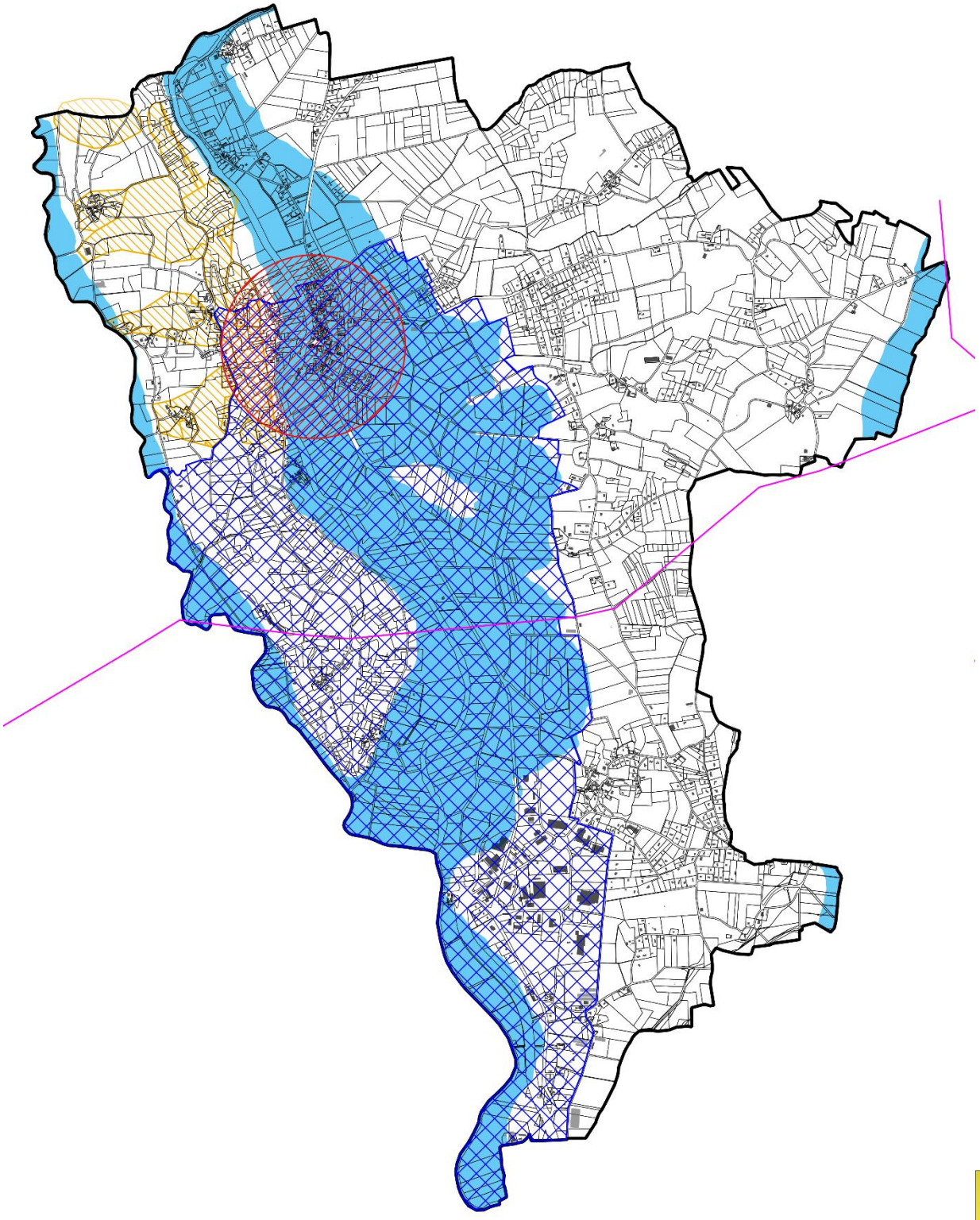
Plans de prévention des risques naturels prévisibles et plans de prévention de risques miniers (PM1)

Gestionnaire : Direction Départementale des Territoires

La commune de Saint-Viance est impactée par cette servitude pour :

- **le Plan de Prévention du Risque d'Inondation du bassin de la Vézère** approuvé par arrêté préfectoral du 29 aout 2002 et modifié par arrêté préfectoral du 25 octobre 2016.

- **Le Plan de Prévention du Risque de Mouvement de Terrain de Saint-Viance** approuvé par arrêté préfectoral du 3 novembre 2009.



Plan des servitudes d'utilité publique

3 La compatibilité avec les documents supra-communaux

3.1 Le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027

Les documents d'urbanisme constituent de fait, pour partie, des documents administratifs qui portent une politique de l'eau et relèvent donc du domaine de l'eau, notamment pour ce qui concerne l'alimentation en eau potable, l'assainissement, la gestion des eaux pluviales, les risques d'inondation, la protection des espaces naturels constitués d'écosystèmes hydriques.

Le SDAGE Adour Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le Préfet coordonnateur de bassin, fixe pour son bassin hydrographique, dont fait partie le bassin versant des cours d'eau des communes, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau dans l'intérêt général et dans le respect de la loi sur l'eau.

Dans la continuité du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021, ce document est basé sur 9 principes fondamentaux d'action concernant notamment la gestion globale des milieux aquatiques et des vallées et une gestion quantitative et qualitative des eaux superficielles et souterraines :

- ✓ **Sensibiliser sur les risques encourus, former et mobiliser les acteurs de territoires**
- ✓ **Renforcer la connaissance pour réduire les marges d'incertitudes, permettre l'anticipation et l'innovation**
- ✓ **Développer les démarches prospectives, territoriales et économiques**
- ✓ **Développer les plans d'actions basés sur la diversité et la complémentarité des mesures**
- ✓ **Mettre en œuvre des actions flexibles, progressives, si possible réversibles et résilientes face au temps long**
- ✓ **Agir de façon équitable, solidaire et concertée pour prévenir et gérer les conflits d'usages**
- ✓ **Appliquer le principe de non détérioration de l'état des eaux**
- ✓ **Limiter et compenser l'impact des projets**
- ✓ **Prioriser et mettre en œuvre les actions pour atteindre le bon état**

Pour atteindre ces 8 enjeux fondamentaux le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 a défini 4 grandes orientations :

A. **Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE** : une politique de l'eau cohérente et menée à la bonne échelle.
B. **Réduire les pollutions** : les pollutions compromettent le bon état des milieux aquatiques mais aussi les différents usages : l'alimentation en eau potable, les loisirs nautiques, la pêche, l'aquaculture…

C. **Agir pour assurer l'équilibre quantitatif** : maintenir une quantité d'eau suffisante dans les rivières est primordial pour l'alimentation en eau potable, le développement des activités économiques ou de loisirs et le bon état des milieux aquatiques.
D. **Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides** : le bassin Adour-Garonne abrite des milieux aquatiques et humides d'un grand intérêt écologique qui jouent un rôle majeur dans le maintien de la biodiversité, dans l'épuration et la régulation des eaux.

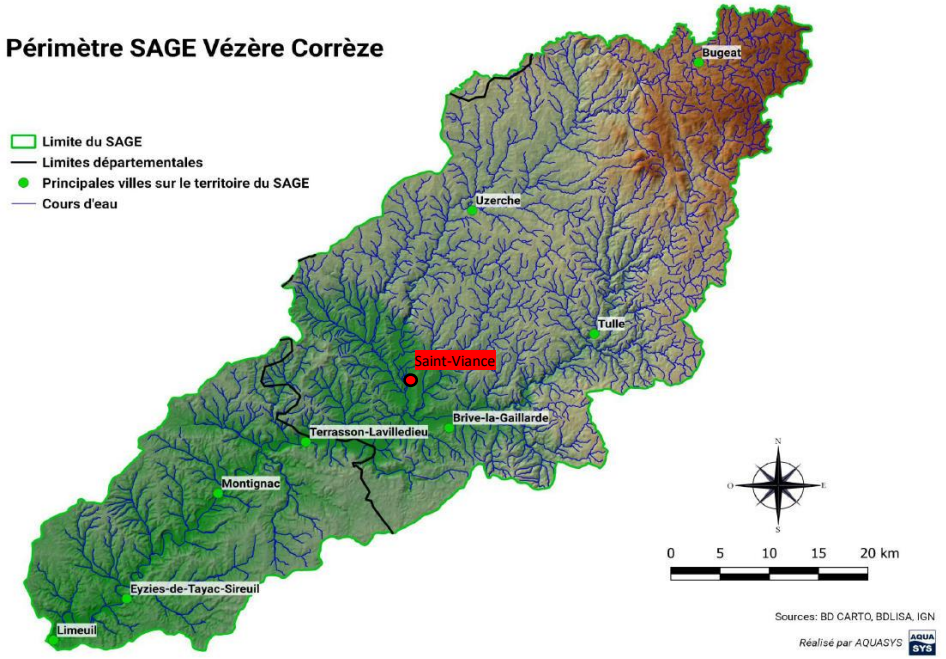
Le SDAGE et le Programme de Mesure (PDM) intègrent les obligations définies par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour atteindre un bon état des eaux d'ici 2027. Il a comme principal objectif que 70% des cours d'eau du bassin soit en bon état d'ici 2027.

3.2 Le SAGE Vézère-Corrèze

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère...). Il fixe des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau et il doit être compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Le SAGE est constitué d'un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques (PAGD) dans lequel sont définis les objectifs partagés par les acteurs locaux, d'un règlement fixant les règles permettant d'atteindre les objectifs, et d'un rapport environnemental.

Une fois le SAGE approuvé, le règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers et aux actes administratifs. Pour ce qui a trait au PAGD et à ses documents cartographiques, ils deviennent opposables à l'administration.



Périmètre du SAGE Vézère-Corrèze

Saint-Viance est concernée par le périmètre du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vézère-Corrèze. Le SAGE Vézère-Corrèze s'étend sur 3 730 km². Le territoire du SAGE concerne 1 région (Nouvelle- Aquitaine), 3 départements (Corrèze, Haute-Vienne, et Dordogne) et 234 communes.

Actuellement, il est en phase d'élaboration de l'état initial et son périmètre a été validé par l'arrêté inter-préfectoral du 23 juillet 2015. La structure porteuse de l'élaboration est le Conseil Départemental de Corrèze.

Il sera orienté autour de plusieurs enjeux :

- l'amélioration ou la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines
- la gestion équilibrée et durable des ressources
- la lutte contre les risques d'inondations
- la préservation et la restauration des milieux et de la biodiversité
- le maintien de l'activité économique et des usages

3.3 Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine

Le SRADDET est le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires que, conformément à la loi NOTRe du 7 août 2015, chaque Région doit élaborer pour **réduire les déséquilibres et offrir de nouvelles perspectives de développement et de conditions de vie à ses territoires.**

La Nouvelle-Aquitaine a lancé l'élaboration du SRADDET le 1er septembre 2017. La version définitive a été adoptée le 16 décembre 2019 et approuvée par la Préfète de Région le 27 mars 2020. Le projet s'articule autour de quatre grandes thématiques :

- **Bien vivre dans les territoires** (se former, travailler, se loger, se soigner) ;
- **Lutter contre la déprise et gagner en mobilité** (se déplacer facilement et accéder aux services) ;
- **Consommer autrement** (assurer à tous une alimentation saine et durable et produire moins de déchets) ;
- **Protéger l'environnement naturel et la santé** (réussir la transition écologique et énergétique).

Les ambitions du SRADDET sont fixées pour l'horizon 2030. Ainsi :

- la consommation foncière aura été divisée par deux en Nouvelle-Aquitaine ;
- il aura été mis fin à un étalement commercial effréné qui dévitalise les centres-villes/bourgs ;
- la consommation énergétique des bâtiments aura été réduite ;
- des solutions de transport auront été trouvées pour réduire non seulement les pollutions atmosphériques et les émissions de GES mais aussi les coûts de transport et les temps de parcours ;
- le modèle de développement respectera la nature, les paysages et favorisera la restauration de la biodiversité.

La Nouvelle-Aquitaine prépare dès à présent son adaptation aux dérèglements climatiques ainsi que la prévention des risques auxquels elle est exposée. En 2050, la Nouvelle-Aquitaine sera une région à énergie positive.

Le SRADDET est structuré autour de trois éléments principaux :

- Le rapport comprenant la synthèse de l'état des lieux et la stratégie déclinée au travers de 80 objectifs ;
- Le fascicule regroupant 41 règles, les mesures d'accompagnement et les indicateurs de suivi/évaluation ;
- Les annexes.

Il intègre également certains schémas sectoriels tels que les SRCE (Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique) de chaque ancienne région (Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes) ainsi que les SRCAE (Schémas Régionaux du Climat, de l'Air et de l'Energie).

Le SCOT Sud Corrèze n'intégrant pas les règles définis par le SRADDET, c'est le PLU qui devra être directement compatible avec ces dernières.

3.3.1 Le SRCE du Limousin

Afin de répondre aux engagements fixés par les différentes conventions internationales sur la biodiversité, et notamment celle du Sommet de la terre de Johannesburg en 2002, la France a défini une stratégie nationale pour la biodiversité (2003-2010), stratégie qui place la biodiversité au cœur des politiques publiques.

C'est dans ce contexte qu'ont été promulguées : la loi n°2009-967 du 3 août 2009 (Grenelle 1) qui impose la constitution d'un réseau écologique national : la Trame Verte et Bleue (TVB) d'ici fin 2012 ; et la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 (Grenelle 2) portant engagement national pour l'environnement, qui introduit quant à elle :

- La Trame verte et bleue dans le Code de l'environnement (article L. 371-1 et suivants), avec sa définition, ses objectifs, le lien avec les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE),
- Les continuités écologiques dans le Code de l'urbanisme (articles L. 101-2, L. 141-10, L. 151-23), avec des objectifs de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.

Au niveau régional, la Trame Verte et Bleue se définit et se concrétise au travers d'un schéma cadre appelé « Schéma Régional de Cohérence Ecologique » (SRCE), co-piloté par l'Etat et la Région et élaboré avec des acteurs locaux regroupés au sein d'un Comité Régional « Trame Verte et Bleue » (CRTVB). C'est un échelon intermédiaire de la Trame Verte et Bleue, entre les Orientations nationales et les Trame verte et bleue locales. À l'échelle locale, il doit d'ailleurs être « pris en compte » par les documents d'urbanisme communaux et intercommunaux.

Le SRCE Limousin, adopté définitivement par arrêté préfectoral le 2 décembre 2015, identifie notamment les réservoirs de biodiversité et les continuités écologiques d'intérêt régional, les objectifs de préservation ou de remise en bon état qui leur sont assignés, la localisation, la caractérisation et la hiérarchisation des obstacles à ces éléments.

Des enjeux prioritaires ont été retenus :

Enjeu clé A	**Le maintien et la restauration de la mosaïque de milieux, élément paysager identitaire du Limousin**
Enjeu clé B	**Le maintien ou l'amélioration de la qualité et de la fonctionnalité des milieux aquatiques et de la ressource en eau du Limousin, région située en têtes de bassins versants**
Enjeu clé C	**L'intégration de la biodiversité et la fonctionnalité des écosystèmes de la région dans le développement territorial**
Enjeux transversaux (T)	
Enjeu T.1	L'amélioration et le partage des connaissances liées aux continuités écologiques
Enjeu T.2	La consolidation et la création d'outils au service des continuités écologiques
Enjeu T.3	La sensibilisation et la valorisation des services rendus par la Trame Verte et Bleue

3.3.2 Le SRCAE Limousin

Le Schéma Régional Climat Air Energie de la région Limousin comprend 44 orientations réparties en 10 secteurs, dont quatre spécifiques aux zones sensibles pour la qualité de l'air. Ces orientations abordent les thématiques suivantes :

- Réduire les consommations énergétiques : Consommations d'énergie par secteur ;
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre : émissions de CO2 - Émissions de CH4 – Émissions de N2O ;
- Développer la production d'énergies renouvelables : Rapport entre la production d'énergies renouvelables et la consommation d'énergie finale - Production d'énergies renouvelables par source ;
- Réduire les émissions de polluants atmosphériques : émissions régionales de Nox - émissions régionales de PM10 Nombre de jour/an de dépassement des procédures d'alerte - Nombre de polluants dépassant la réglementation européenne - % des jours de bonne qualité sur les agglomérations surveillée.

Les objectifs fixés par le scénario de référence du SRCAE sont les suivants :

- Une réduction de 25% des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2012,
- Une production des énergies renouvelables équivalente à 55% de la consommation énergétique finale en 2020,
- Une réduction de 18% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) d'ici 2020 par rapport à celles de 1990.

Le SRCAE comprend d'ailleurs une orientation relative à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme. Cette dernière vise :

- La réduction des besoins de déplacements, en nombre et en portée (distance). Il s'agit de conforter les démarches régionales de maîtrise de la périurbanisation et d'organisation territoriale autour d'une armature de pôles structurants afin de limiter les distances,

La limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles. Il s'agit de promouvoir les principes d'un aménagement durable afin de préserver les richesses naturelles du Limousin.

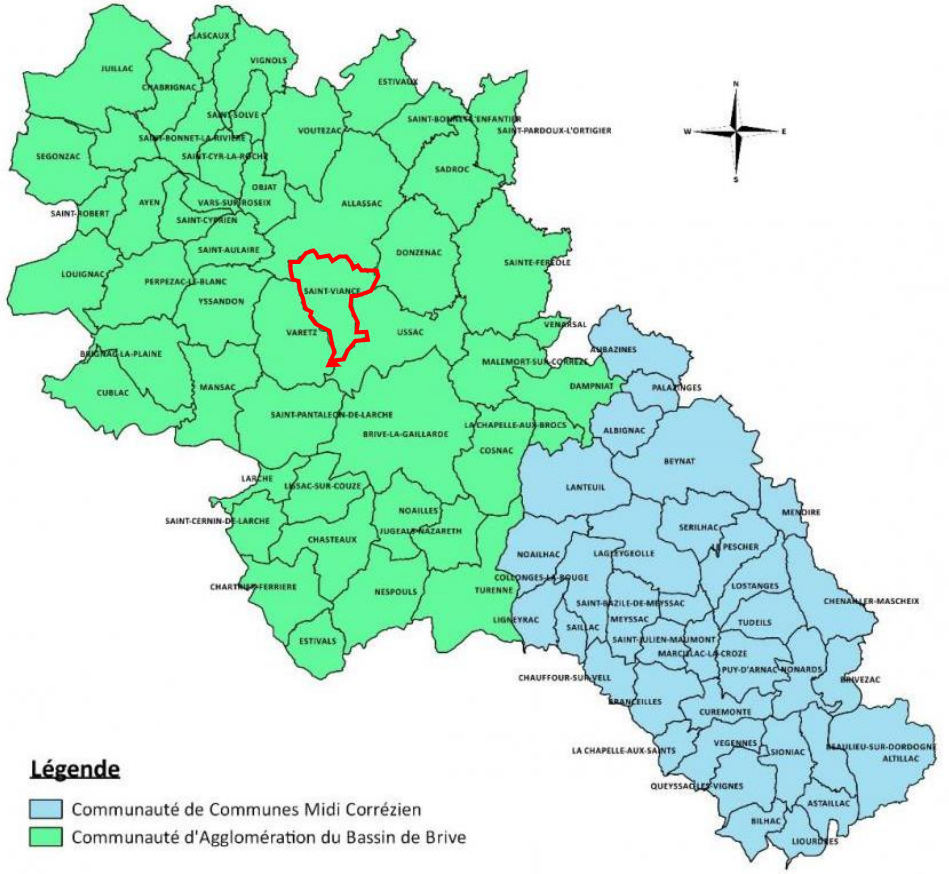
3.4 Le SCOT Sud Corrèze

Succédant aux Schémas Directeurs, les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) sont des documents de planification intercommunale permettant aux collectivités locales de mettre en cohérence, de coordonner les politiques d'urbanisme, d'habitat, de développement économique, de déplacements et d'implantations commerciales. Tant par son existence que par son contenu et ses effets, le SCOT conditionne la majeure partie du développement du territoire à moyen terme.

Lancé sur 86 communes sous la forme de 4 intercommunalités + 3 communes isolées, le SCOT Sud Corrèze a été approuvé le 11 décembre 2012. Son Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) se décline autour de trois grands objectifs :

- ✓ Construire un territoire harmonieux associant les différents bassins de vie du territoire du SCOT Sud Corrèze,
- ✓ Affirmer le positionnement régional du territoire du SCOT Sud Corrèze et définir une stratégie de développement économique favorisant une certaine équité,
- ✓ Préserver le capital environnement et le valoriser au profit de l'activité et du développement du territoire du SCOT Sud Corrèze.

Depuis 2014, les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et les schémas de secteur doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) et les Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE). En absence de SCOT, les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SDAGE et les SAGE.



Territoire du SCOT Sud Corrèze

La commune de Saint-Viance est localisée dans le pôle urbain de Brive-la-Gaillarde et devra répondre aux objectifs fixés par celui-ci :

« Il s'agit de la commune de Brive-la-Gaillarde et des communes limitrophes, se trouvant dans une logique de continuité d'agglomération (moins de 200 mètres entre deux constructions) : Malemort-sur-Corrèze, Cosnac, Saint-Pantaléon-de-Larche, Ussac, Varetz, Saint-Viance, Larche.

De par leur proximité avec Brive-la-Gaillarde, les communes appartiennent à la sphère directe d'influence de la ville-centre mais participent également à son rayonnement et à son dynamisme.

Il existe plusieurs centralités au sein de ce pôle urbain :

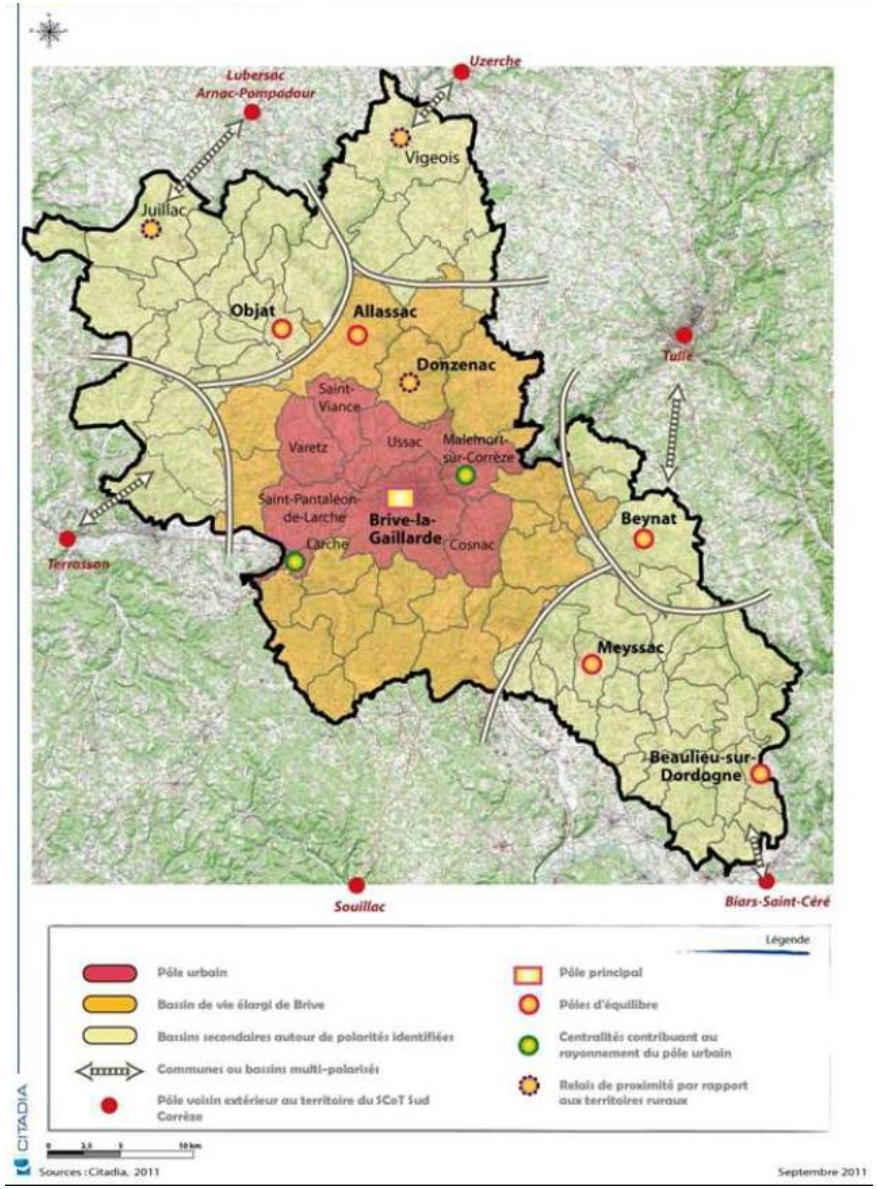
- *La ville centre, Brive, qui répond à la fois à une logique de proximité et de rayonnement d'échelle départementale et régionale, constitue le pôle principal du pôle urbain et du territoire du SCoT Sud Corrèze.*

- *Larche et Malemort-sur-Corrèze qui, répondent à une logique de proximité et contribuent à l'équilibre de l'ensemble du pôle, constituent deux centralités participant au rayonnement du pôle urbain. »*

Le PADD est ensuite traduit dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCOT qui fixe des objectifs précis.

Le territoire du SCOT a connu des évolutions successives depuis son approbation :

- 2013 : Sortie de Salagnac et entrée de Ménoire
- 2014 : Sorties de Vigeois, Orgnac-sur-Vézère et Perpezac-le-Noir
- 2016 : Les communes de Venarsal et Malemort-sur-Corrèze ont fusionné pour donner naissance à la commune de Malemort



Carte des bassins de vie sur le territoire du SCOT (source : SCOT Sud Corrèze)

- 2017 : Entrée d'Altillac.
- 2019 : Les communes de Beaulieu-sur-Dordogne et Brivezac ont fusionné pour donner naissance à la commune de Beaulieu-sur-Dordogne

Ainsi, actuellement, 83 communes composent le territoire du SCOT Sud Corrèze.

Le SCOT a été prorogé après le bilan délibéré du 4 décembre 2018. Sa révision générale a ensuite été prescrite le 8 mars 2021.

3.5 Le PLH de l'Agglomération du Bassin de Brive

La commune de Saint-Viance, par son appartenance à l'Agglomération du Bassin de Brive, a approuvé en décembre 2016 son Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période de 2016 à 2022.

Ce dernier établi 7 orientations stratégiques qui permettront *« de répondre aux besoins de la population en diversifiant l'offre de logements, en l'adaptant au contexte et en valorisant le parc existant et les pratiques vertueuses en matière de préservation du foncier et de la qualité environnementale :*

1. ***Basées sur les principes du SCoT en matière d'aménagement, de développement durable et d'habitat,*** *les perspectives d'évolution prennent également en compte les tendances récentes en matière démographique et de production de logements.* ***Celles-ci sont actuellement moins favorables.*** *Encourager les bonnes pratiques, respectueuses de l'environnement et de l'activité agricole et qui favorisent la mixité sociale et générationnelle implique de s'appuyer sur les outils existants en matière d'urbanisme, de foncier et d'aménagement du territoire.*

2. ***Le développement urbain doit se recentrer sur le parc existant.*** *Il est notamment prévu de* ***favoriser la réhabilitation des logements, de lutter contre la vacance et de dynamiser les centres bourgs.*** *Dans un contexte de marché détendu, une partie de plus en plus importante du parc de logements est aujourd'hui délaissée par les ménages. Ce parc constitue un potentiel qu'il convient de valoriser pour maintenir la cohérence et l'attractivité du territoire. Il s'agit d'en améliorer la qualité, notamment au plan énergétique, afin qu'il constitue une alternative crédible à la construction neuve. Cela passe principalement par la mise en œuvre d'opérations et de programmes de réhabilitation plus ou moins incitatifs et coercitifs et par un recours plus systématique à l'acquisition-amélioration pour accroître l'offre de logements locatifs sociaux.*

3. *La prise en compte de l'inéluctable vieillissement de la population implique de* ***garantir de bonnes conditions d'habitat aux personnes âgées et aux personnes handicapées****. Il convient d'encourager et de donner les possibilités aux aînés et aux personnes souffrant de handicap d'une*

manière générale de vivre à domicile dans des conditions satisfaisantes au regard de leur état de santé, avant d'envisager une entrée en structure d'hébergement au moment de l'apparition d'une plus grande dépendance.

4. *Compte tenu du niveau de ressources plutôt modeste de la population,* ***le maintien d'une offre de logements à coût maitrisé*** *est une nécessité. Il convient donc de développer des produits en accession et en locatif à faible coût sur le territoire notamment dans les communes disposant d'un niveau d'équipements et de services satisfaisant, et limiter ainsi l'évasion des ménages en dehors de l'agglomération.*

5. ***Poursuivre le renouvellement urbain*** *pour continuer à améliorer la qualité de l'offre dans les quartiers d'habitat social de Brive et tendre vers plus de mixité et de cohésion. Il s'agit également de prendre en compte les possibilités offertes par la loi ALUR en matière de gestion de la demande locative sociale et de politique d'attribution.*

6. ***L'accès à l'autonomie des personnes sortant de structure d'hébergement à caractère social doit être facilité et l'offre spécifique répondant aux besoins des ménages à parcours atypique complétée.*** *Il convient de diversifier l'offre pour répondre aux besoins des populations les plus fragiles telles que les jeunes, les personnes sur le chemin de l'accès à l'autonomie, et les gens du voyage.*

7. ***Conduire la politique de l'habitat*** *afin d'assurer un suivi dans le temps et permettre une mise en œuvre satisfaisante des actions et des ajustements lorsque les objectifs ne sont pas atteints. La mise en place d'un dispositif d'observation doit être relancée, le suivi, l'animation, l'évaluation du PLH poursuivis, et l'accompagnement des élus dans leurs projets d'aménagement et d'habitat amélioré »*

Le PLH a été prolongé de 2 ans. Un nouveau PLH est en cours de révision pour la période 2025-2031.

3.6 Le PDU de l'Agglomération du Bassin de Brive

Le Plan de Déplacement Urbain (PDU) définit **les principes de l'organisation des transports de personnes et de marchandises, de la circulation et du stationnement**. Il a été approuvé en conseil communautaire le 24 juin 2019.

C'est un outil de planification au service de l'agglomération, qui permet **d'organiser sur le long terme les déplacements sur le territoire**. Prévu pour dix ans, il s'articule avec les autres politiques de l'Agglomération du Bassins de Brive (habitat, développement économique, …).

Les grands objectifs du PDU sont les suivants :

- Faire face aux enjeux de mobilité durable à l'échelle du bassin de vie ;
- Améliorer la sécurité de tous ;
- Favoriser le rapport modal sur les modes alternatifs à la voiture particulière ;
- Développer les transports collectifs pour tous et les modes de transports autonomes moins polluants comme le vélo, la marche à pied ;
- Prévoir l'aménagement et les conditions d'exploitation du réseau principal de voirie ;
- Organiser le stationnement (sur la voirie et en souterrain) y compris pour les personnes à mobilité réduite ;
- Organiser le transport et la livraison des marchandises de façon à réduire les impacts sur la circulation et l'environnement ;
- Encourager les entreprises et les collectivités publiques à favoriser le transport de leur personnel par les transports en commun et le covoiturage grâce à la mise en place de déplacements d'entreprises et d'administrations (PDE, PDA) ;
- Harmoniser la tarification et la billettique.

Ces grands objectifs sont ensuite déclinés en fiches actions :

- Axe 1 : Nouvelles pratiques liées à la voiture
- Axe 2 : Améliorer le maillage du réseau viaire
- Axe 3 : Agir sur l'offre et la gestion du stationnement
- Axe 4 : Développer les transports collectifs et faciliter l'intermodalité, en particulier en milieu rural
- Axe 5 : Diminuer l'impact environnemental du transport de marchandises
- Axe 6 : Permettre le développement des modes actifs
- Axe 7 : Promouvoir des actions transversales

3.7 Le PCAET de l'Agglomération du Bassin de Brive

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) renforce le rôle des collectivités territoriales dans la lutte contre le changement climatique. Les objectifs nationaux inscrits dans la LTECV, à l'horizon 2030, sont :

- Une réduction de 40 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 1990

- Une réduction de 20 % de la consommation énergétique finale par rapport à 2012
- Une part d'énergie renouvelable de 32 % dans la consommation finale d'énergie

Le plan climat-air-énergie territorial est l'outil opérationnel de coordination de la transition énergétique sur le territoire. Il comprend un diagnostic, une stratégie territoriale, un programme d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation. Le PCAET est un projet territorial de développement durable. Il est mis en place pour une durée de 6 ans.

Plan : Le PCAET est une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle. Il concerne tous les secteurs d'activités. Il a vocation à mobiliser tous les acteurs économiques, sociaux et environnementaux.

Climat : Le PCAET a pour objectifs :

- De réduire les émissions de gaz à effet de serre du territoire
- D'adapter le territoire aux effets du changement climatique afin d'en diminuer la vulnérabilité

Air : Les sources de polluants atmosphériques sont, pour partie, semblables à celles qui génèrent les émissions de gaz à effet de serre, en particulier les transports, l'agriculture, l'industrie, le résidentiel et le tertiaire. Dans le cas des GES, les impacts sont dits globaux, tandis que pour les polluants atmosphériques ils sont dits locaux.

Energie : L'énergie est le principal levier d'action dans la lutte contre le changement climatique et la pollution atmosphérique, avec 3 axes de travail :
- La sobriété énergétique
- L'amélioration de l'efficacité énergétique
- Le développement des énergies renouvelables

Territorial : Le PCAET s'applique à l'échelle du territoire. Il ne s'agit pas d'un échelon administratif mais d'un périmètre géographique donné sur lequel tous les acteurs sont mobilisés et impliqués.

La CABB a engagé la révision du PCAET le 18 décembre 2017. Une étude stratégique sur les énergies renouvelables a également été réalisée par l'Agglo.

Partie 1 : Le diagnostic territorial

1 L’analyse de l’état initial de l’environnement

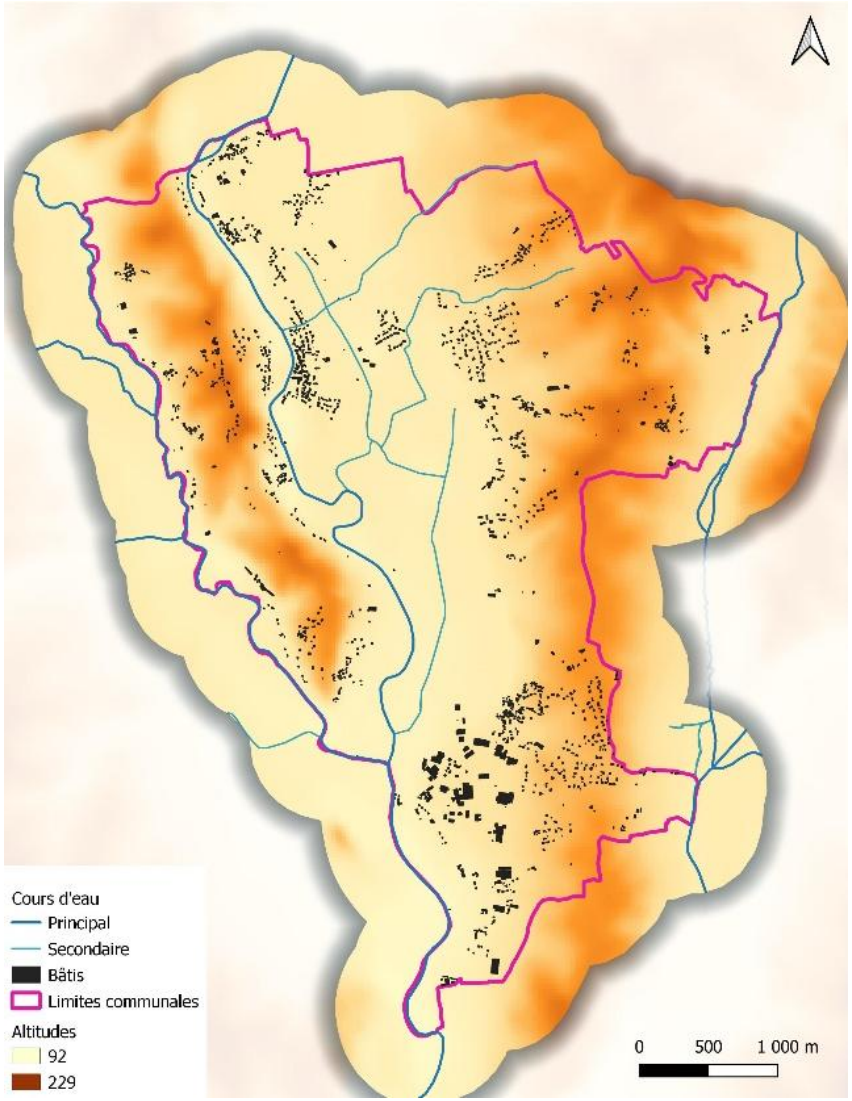
1.1 Contexte géomorphologique

La commune de Saint-Viance fait partie de la Communauté d’agglomération de Bassin de Brive. Cette commune au caractère rural s’étend sur 1 648 ha dans la région agricole du Sud-Est du Limousin pour une altitude variant de 92 à 229 m.

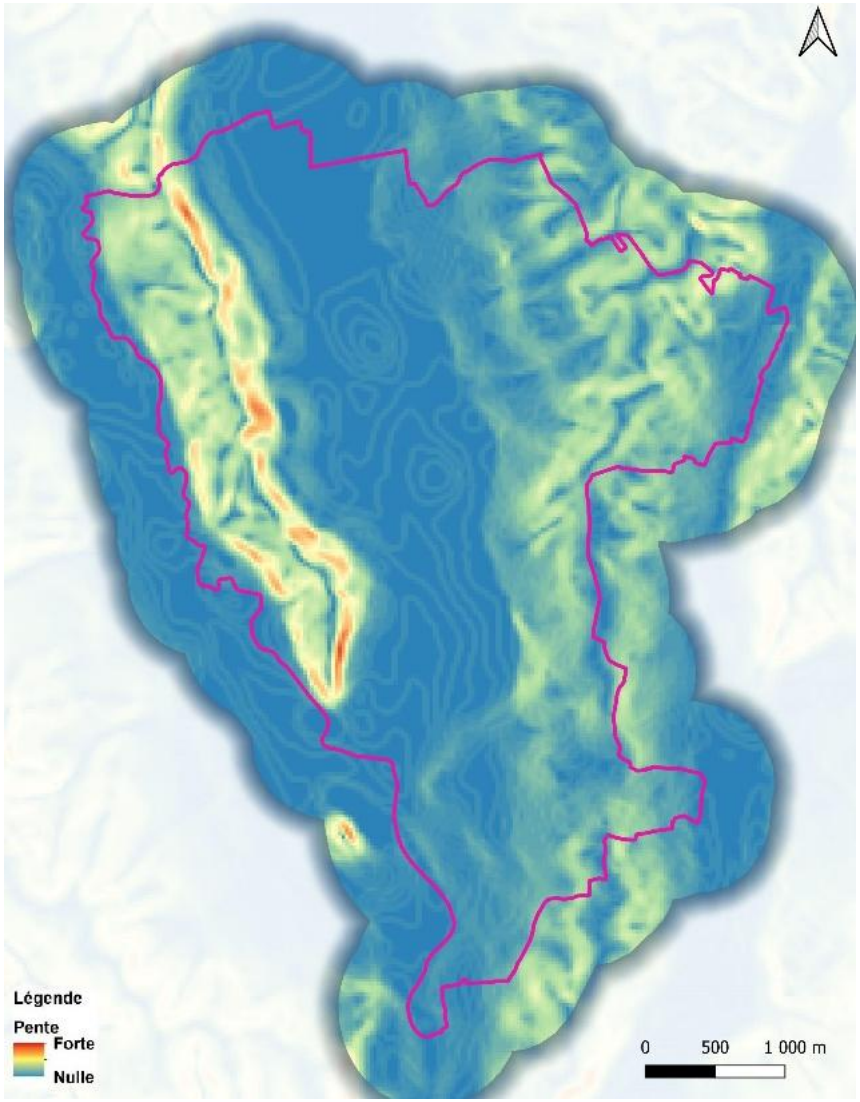
Elle s’intègre au sein du socle métamorphique et cristallin dit du Bas-Limousin. La commune est organisée sous la forme d’un fond de vallée relativement large et plate (1,5 km au moins large) dans un axe Nord – Sud. Cette vallée est bordée à l’Est et à l’Ouest de collines aux pentes boisées. Le plateau Ouest est encadré des deux principaux cours d’eau de la commune

L’agriculture et l’habitat sont donc organisés en fonction des contraintes du relief mais surtout par le réseau hydrologique composé, en plus des rivières et ruisseaux, des nombreux affluents secondaires et des zones inondables notamment celles de la Vézère. Le socle géologique est donc complété par des sédiments et alluvions modernes liés aux phénomènes de débordement des cours d'eau. Dans les secteurs de fond de vallées, on retrouve des sols épais, sablo-argileux à argilo-limoneux où l'hydromorphie temporaire de surface peut être marquée à proximité de cours d'eau. L’activité agricole principalement orientée vers l’élevage a aisément valorisé la majorité de ces terrains sous forme de prairies voire de cultures de céréales dans les sols les plus profonds et les plus drainants.

On retrouve donc des boisements au niveau des pentes fortes des plateaux et particulièrement à l’Ouest. Toutefois, ce relief est peu limitant pour l’agriculture sur les pentes plus légères joignant le plateau à l’Est.



Carte des altitudes et du réseau hydrographique



Carte des pentes

1.2. Les paysages - l'homme et son territoire

La convention européenne du Paysage définit le paysage comme « ***une partie de territoire telle que perçue par les populations dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations*** ».

L'objectif du diagnostic est de constituer un référentiel paysager commun permettant d'accorder les différentes perceptions pour :
- Une meilleure maîtrise de l'évolution des paysages (diagnostic, suivi , orientations)
- Une prise en compte systématique de la qualité paysagère dans les projets d'aménagement
- Un appui efficace et coordonné aux initiatives de mise en valeur paysagère (outils de protection et de valorisation)

Il s'agit donc de :
- questionner la qualité paysagère : ressource de notre territoire, à la fois par les grands paysages, mais également par nos paysages du quotidien par la mise en valeur, la préservation…
- A partir des entités paysagères, des perceptions, des évolutions actuelles, des tendances, des fonctions… que souhaitons nous de nos paysages?

Le diagnostic paysager proposé dans ce document n'est pas exhaustif, il révèle en partie la perception des participants à l'atelier paysage réalisé le 28 janvier 2022. Le diagnostic recoupe à la fois des données scientifiques, mais aussi de perceptions collectées lors des discussions autour des cartes.

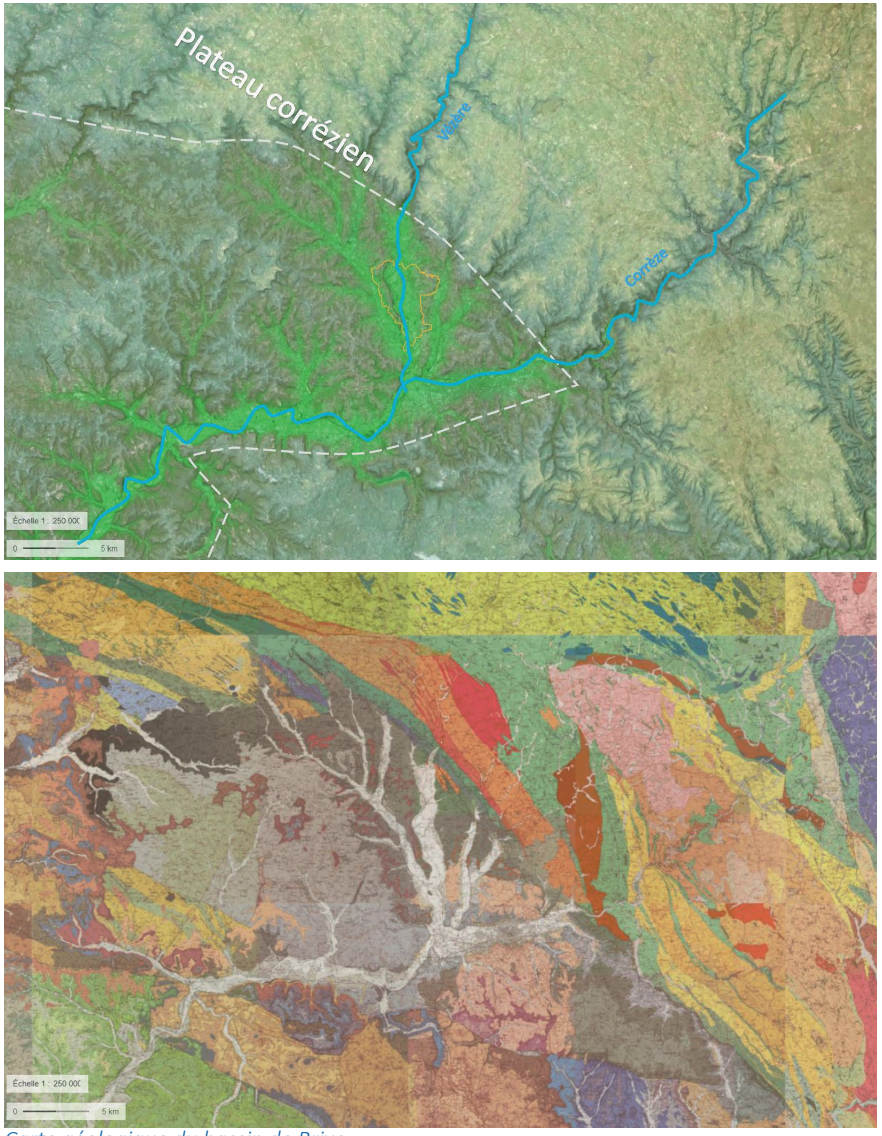


"Le bassin de Brive au climat si doux est un petit éden entre les rudes granites et les âpres Causses. Les grès ont fait naître de coquettes petites maisons semées dans les vergers fleuris au milieu des cultures de primeurs et arbres fruitiers" (Brunhes, 1956)

1.2.1. Le socle

le socle géologique

Le bassin ou pays de Brive correspond à une zone de transition entre les contreforts cristallins et volcaniques du Massif central et les formations sédimentaires du Bassin Aquitain. Le département de la Corrèze constitue le versant sud-ouest du Limousin.
On distingue trois régions en Corrèze qui définissent des entités différentes :
- La **Montagne**, au nord et nord-ouest du département, formée de granite, roches métamorphiques,
- Le **plateau corrézien**, au centre, est une vaste pénéplaine dont l'altitude en dépasse pas 600 m. De nombreux cours d'eau entaillent ce plateau et prennent leurs sources sur le plateau de Millevaches. A quelques kilomètres au nord de Saint Viance, la Vézère a du frayer son lit dans des gorges escarpées, constituées de roches métamorphiques, modifiées par l'action de la chaleur et de la pression pour former des schistes, micaschistes et du gneiss. Les habitatns de Saint Viance, depuis le XIX siècle, ont remplacé leurs toits de chaume par des ardoises d'Allassac.
- Le **Bas-Pays**, ou basse Corrèze, occupe la partie sud-ouest du département. A la sortie du Saillant, la Vézère s'étale dans une vaste plaine alluviale où émergent de petites collines séparées par les vallées de ses affluents. Dans les secteurs de Saint-Viance, du nord d'Objat et après la cuvette de Brive jusqu'à Collonges-la-Rouge et Meyssac, les collines sont constituées de grès caractéristiques de l'étage géologique du Trias (grès blanc, grisâtres et bariolés) et surtout de l'Autunien pour les plus bas (grès brun, rougeâtres et rosâtres), datés de 300 / 250 millions d'années.
Ces grès ont été extraits depuis longtemps pour construire les maisons traditionnelles du pays.

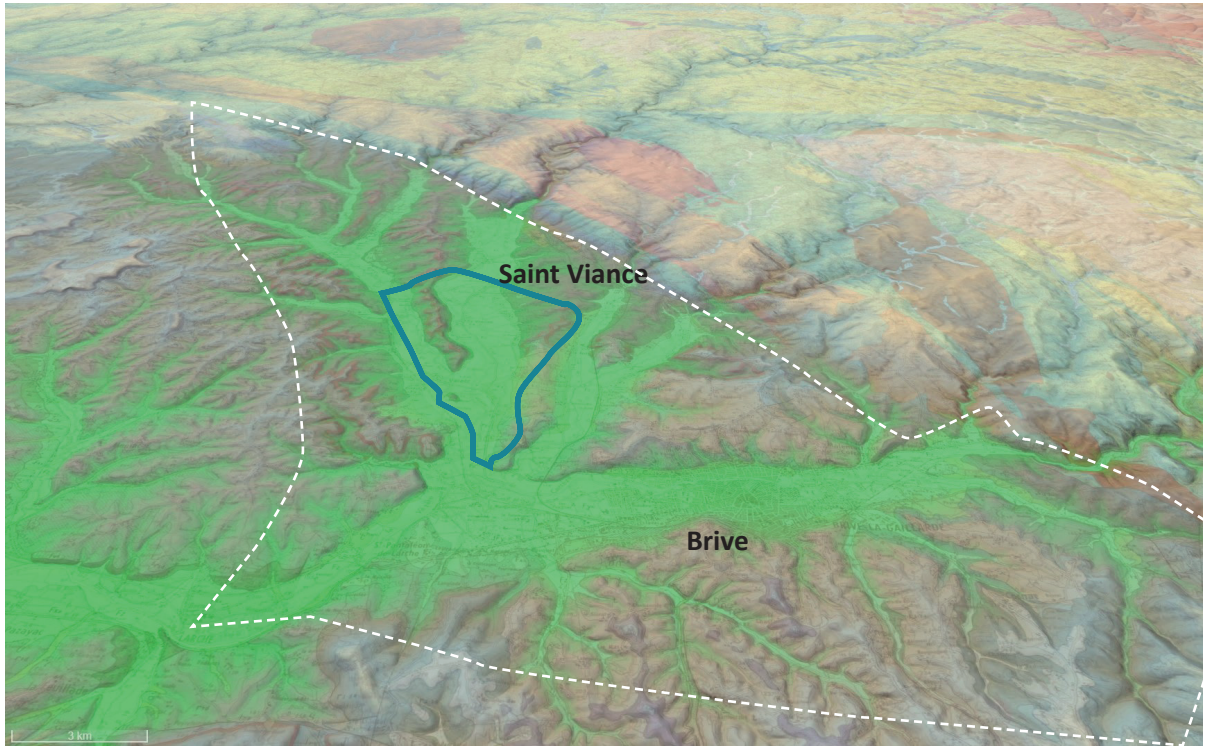


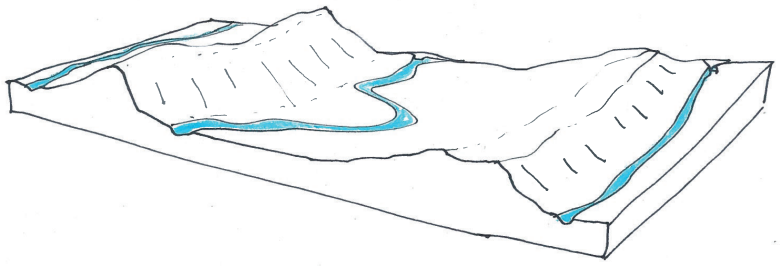
Carte géologique du bassin de Brive

Unité paysagère des marges aquitaines

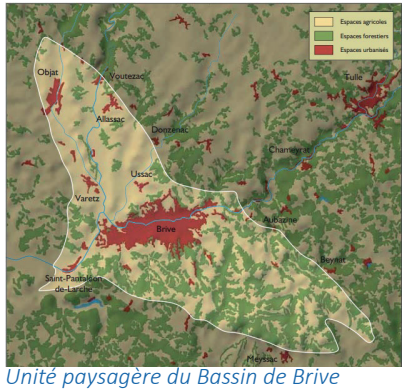
La commune fait partie de l'unité paysagère du Bassin de Brive, des marges aquitaines.
Les unités se différencient entre elles selon plusieurs critères :
- les modelés : tabulaires ou collinéens,
- le substrat géologique : grès, calcaire ou marnes,
- la part de l'arbre ou de la forêt,
- la part des cultures et des vergers par rapport aux pâtures; la taille des parcelles
- les types d'habitat et les dynamiques d'urbanisation dans la campagne , notamment autour de Brive.

Les principaux enjeux de paysage de cette unité tels que décrit dans l'atlas des paysages du Limousin sont :
- Silhouettes de bourgs et petites villes : maîtrise de l'extension de l'urbanisation qui fragilise des sites bâtis parfois remarquables
- Périurbanisation : à l'occasion du développement urbain à l'échelle de l'agglomération, mise en place de lieux d'aménités de proximité
- Bocage : bien qu'irrégulier, ce bocage mérite d'être maintenu en l'état avec ses haies arborées (feuillus)
- Abords routiers : autour des échangeurs, maîtrise qualitative du développement économique et urbain.

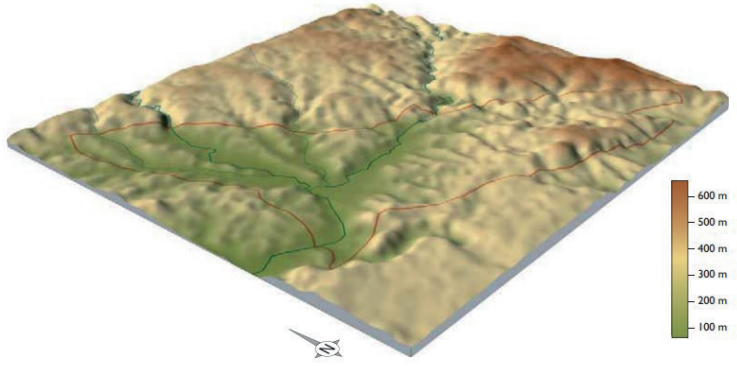




Schema de la morphologie du territoire de la commune



Unité paysagère du Bassin de Brive

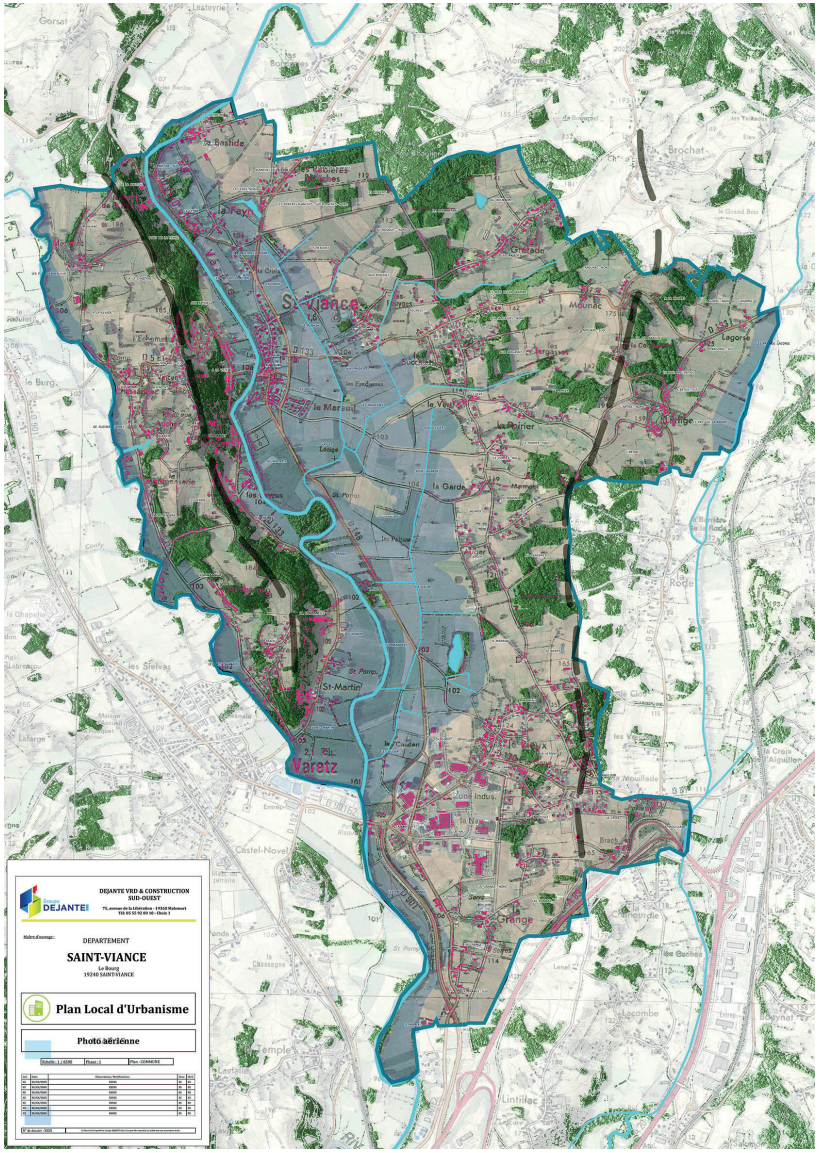


1.2.2. Territoire aquatique

L'eau comme territoire

Le territoire de Saint Viance est traversé par trois rivières. Au centre, la plus importante, la Vézère parcourt environ 7,5 km depuis le nord du village au niveau de la Bastide, jusqu'au hameau de la Grange, soit 12 km de rive. A l'ouest la Loyre sert de frontière avec Varetz sur 4 km. A l'est, la rivière Le Clan forme 1km de frontière avec Donzenac et Ussac.
Dans la plaine de la Vézère, au abords de la rivière, les sols sont plutôt sablo-argileux, voire très argileux aux pieds des collines.
La plaine de Saint-Viance est parcourue par des petits ruisseaux, rus et des fossés d'évacuation des eaux.
C'est une vaste zone d'expansion des crues qui contraint de plusieurs manière ce territoire.
Les innondations ont fortement marqué les populations notamment celles de 1783, 1960 et 1994 où le coeur de bourg est rapidement submergé par 50cm d'eau.
De nombreux fossés parcourent la plaine pour draîner des zones humides.





Risques et qualités des ressources

Le rapport au risque d'innondation est complexe tant il relie plusieurs phénomènes :
- météorologique : avec le réchauffement climatique, les pluies sont plus violentes, et lorsqu'elles durent plusieurs jours la rivière est vite saturée.
- l'imperméabilisation des sols : le bassin de Brive est à la confluence de deux rivières : la Vézère et la Corrèze. à ce point de confluence les zones d'expansion des crues sont plus importantes. L'urbanisation et l'artificialisation des sols accélèrent le parcours de l'eau et réduit son infiltration.
- les obstacles à l'écoulement sont tout autant de facteurs où les eaux vont générer, notamment les routes construites légèrement au dessus du sol.
- la qualité d'absorption des sols est vitale. La porosité d'un sol conditionne l'infiltration verticale de l'eau. Les racines des arbres y contribuent par le biais de leurs systèmes racinaires qui dirigent l'eau verticalement.

La perte d'un grand nombre de haies- 40 km ont été repertorié durant le remembrement, longeant les fossés a réduit l'efficience d'un système écologique viable face au risque d'inondation.

Ce risque doit être pris très au sérieux notamment sur la ZAC de la Nau où il peut y avoir un risque de pollution des eaux.



Les infrastructures routières limitent la circualtion des eaux du lit majeur de la rivière.

Bien qu'impactant largement la vie de la commune, et notamment du coeur de bourg. Les prairies qui servent de zones d'expansion sont une richesse écologique pour les zones humides à valoriser, tant certaines pratiques d'aménagement et de gestion du territoire peuvent nuire au bon fonctionnement de ces écosystèmes.
Le drainage, agrandissement ou création des fossés, les fauches précoces, l'arrachage des arbres sont autant d'actes qui réduisent le potentiel de ces zones humides.

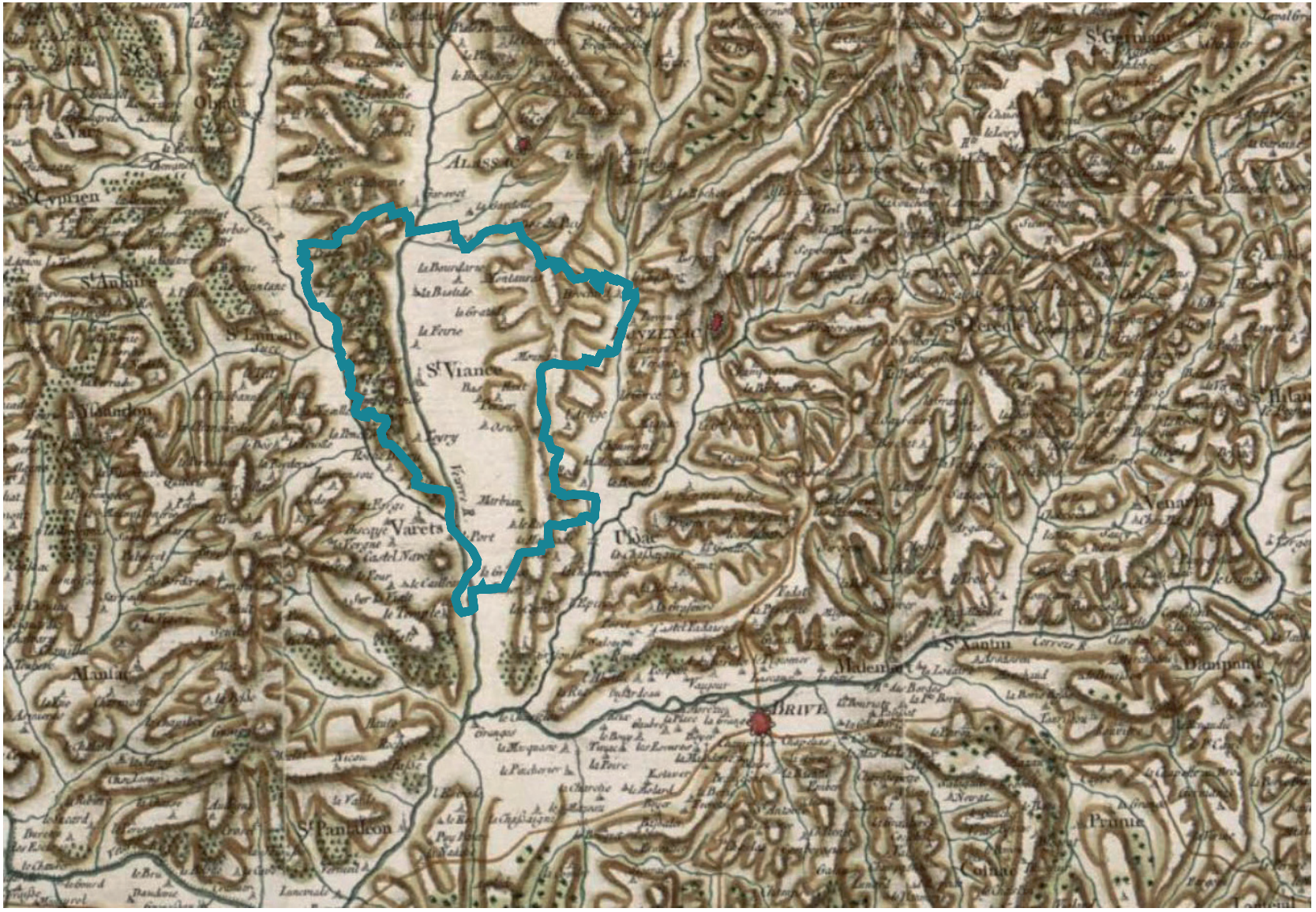
Un autre phénomène lié à l'inondabilité est le compactage des sols. Les cultures intensives de céréales induisent l'emploi de machines lourdes retournant et compactant les sols ce qui réduit la perméabilité de ceux-ci. Le rôle d'éponge des sols devient donc de plus en plus limité.



Plaine alluviale inondée

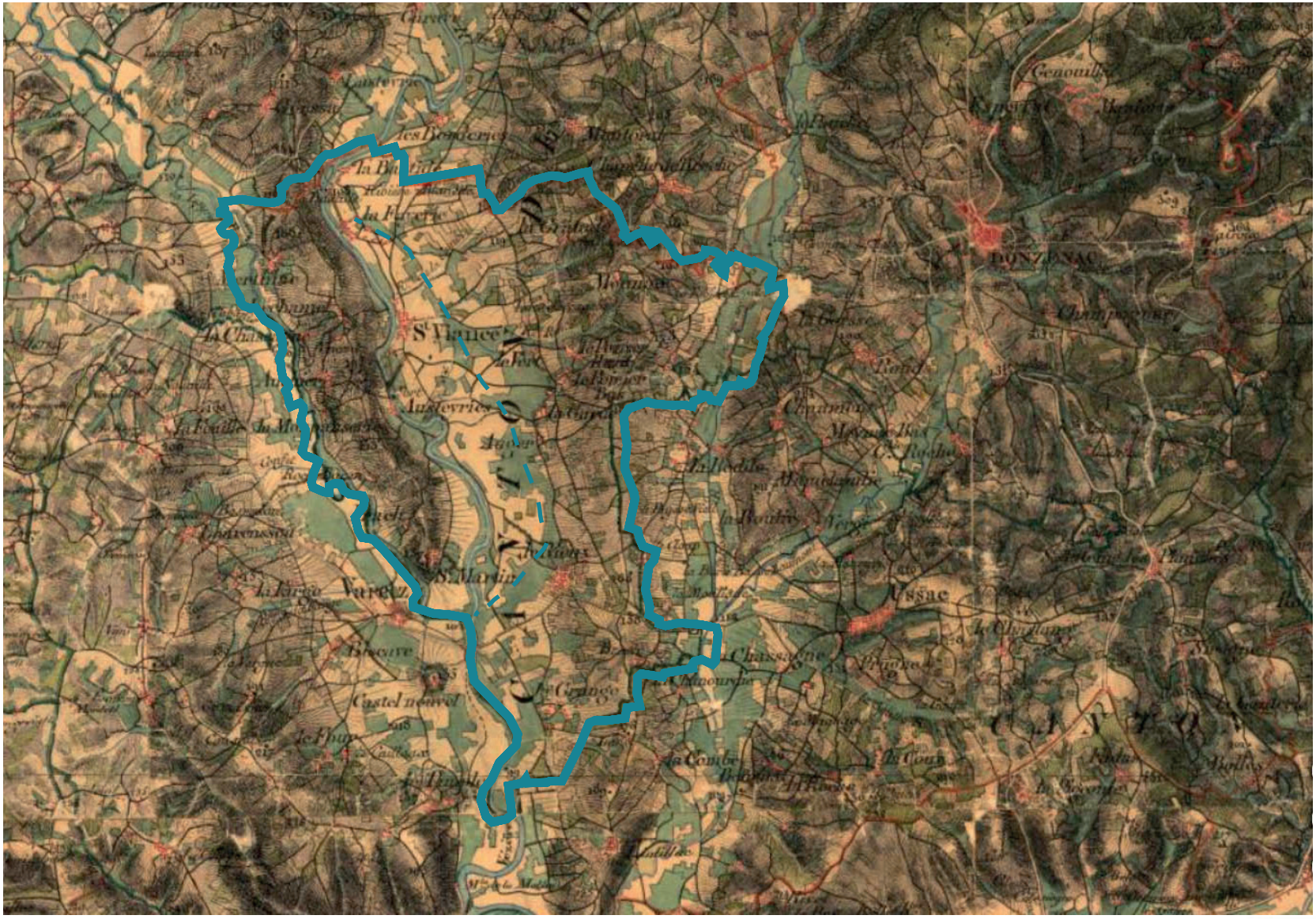
1.2.3. La dynamique des paysages

La carte de Cassini (1755) met en exergue le relief prononcé de la vallée particulièrement large sur cette section liée à la proximité de la confluence entre la Vézère et la Corrèze. Les principaux hameaux de la commune y sont déjà présent. Le coteaux ouest apparaît très boisé contrairement au coteau est.



La dynamique des paysages

La carte d'état major (1875)
Le détail de la carte permet de visualiser les zones humides et les parcelles forestières.
La prédominance d'une grande partie de zones humides à l'est de la Vézère permet de visualiser le passage ancien du lit de la rivière.



La dynamique des paysages - DE 1950 à 2020


1950


1959


1970


1974

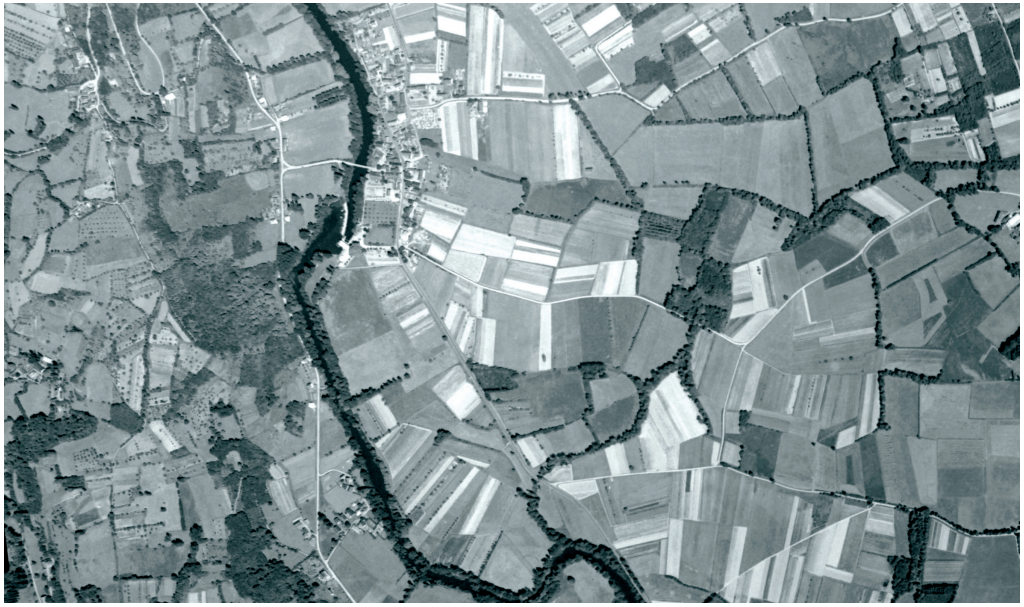

1987


1999


2001


2020

La dynamique des paysages - le remembrement



1959



1970

LE REMEMBREMENT DE 1968

Un nécessaire besoin d'une vision sur le temps.
La dynamique des paysages, leur évolution est une donnée d'entrée sur les pratiques, les usages que l'homme a sur le territoire. Cette emprise dessine et modifie petit à petit les paysages et les différentes ambiances que composent le territoire. Par exemple, l'emploi des outils "mécaniques" transforme les usages et modifie l'aspect des haies, des fossées.

On note que deux grandes phases de changements marquent le paysage de la commune.
Dans un premier temps, le remembrement a eu un impact considérable sur le maillage des haies qui composaient la plaine alluviale. L'impact sur la biodiversité est considérable. La résilience du territoire se réduit face aux inondations.

Dans un deuxième temps, le développement de la maison individuelle sur les coteaux marque fortement le paysage- des coteaux. Ce développement commence vers les années 1980 jusqu'à nos jours. Ici la problématique est la perte des surfaces agricoles, et la fermeture et la banalisation des paysages.

1.2.4. Paysage et patrimoine

Le patrimoine bâti originel de la commune se concentre essentiellement sur le bourg historique et sur les coeurs des hameaux. La qualité des bâtiments existant est conforme à des critères d'authenticité de formes et d'emploi des matériaux traditionnels (grès et ardoises).
Néanmoins l'extension urbaine du bourg et des hameaux ont conduit à la construction de maisons d'habitations aux formes contemporaines et aux matériaux banalisés (enduits).
Le patrimoine protégé est essentiellement tourné vers l'église qui marque la porte depuis la Vézère et de son pont comme point de passage incontournable de la commune.
Les vues vers l'église doivent être maîtrisées. Un enjeu pour la commune sera de requalifier la place et son patrimoine arboré dans un schéma global d'aménagement et de découverte des berges de la Vézère. Ce schéma devra prendre en compte le petit bâti traditionnel comme les petits abris dans les champs, les fours à pain ou le lavoir qui est un peu exentré du bourg mais qui est atypique car il a les pieds dans la rivière.
On remarque aussi de nombreux bâtis traditionnels peu adaptés aux usages actuels, les granges cherchent à être réhabilitées.

Au delà de l'aspect architectural, le patrimoine arboré est aussi un élément à prendre en compte dans la définition des paysages de la commune. Certains éléments comme les platanes de l'usine à boutons sont des éléments à protéger tout comme les haies bocagères existantes à la fois pour des raisons patrimoniales qu'écologiques.

Le patrimoine végétal comprend tout aussi bien les arbres mais aussi les zones humides dont certaines auraient besoin d'être restaurées, certaines prairies sèches mais aussi certains boisements présentant une diversité et une maturité relevant d'un caractère unique.



Cette carte postale a été prise avant le remembrement de 1968. On voit clairement beaucoup plus de haies qu'aujourd'hui. Ces linéaires permettaient à la faune de pouvoir se développer sur une grande partie du territoire.
Les vergers sont eux aussi présents en marge des habitations.
On aperçoit au fond de l'image le plateau corrézien et les gorges de la Vézère au niveau du Saillant.



1.2.5. La culture du sol

Au début du Xxème siècle sur les 1622 ha que comptent la commune
30% de terres labourables
20% des vignes
20% des prairies
8% des pâtures
9% des futaies-taillis
6% des châtaigneraies
6% des bruyères
1% des jardins, chemins, fossés ou rivières et ruisseaux

Aujourd'hui sur 997ha (déclarés à la PAC)
14 % de terres labourables
69 % des prairies
0,4 % Légumes et vergers
17% hors PAC

Retrospective agricole

Une première phase de reconversion de l'agriculture s'opère de 1880 à 1920. On passe d'une agriculture manuelle et familale en allant vers le remplacement de la vigne très présente à cette époque vers la culture de céréales ou en prairie, et la culture de l'osier dans la plaine pour la confection de vannerie. D'autre agriculteurs seront encouragés par les services agricoles à la production de tabac, mais les rendements sont faibles sans entrants.
La quais totalité des paysans se tourne vers l'élevage et les primeurs. L'augmentation du cheptel va entraîner la construction d'un grand nombre de grange qui datent souvent de 1890. Un renouveau de la vigne va s'opérer suite à l'atteinte du phylloxera sur les vignes. Les portes greffes américains résistants.

Entre 1950 et 1970, le territoire de Saint Viance est réputé pour ses petits pois et se haricots qui avaient une réputation sur les marchés nationaux et internationaux. Une des meilleures varietés de petit-pois se nomme "Gloire de la Corrèze".
La culture de la fraise prend de l'importance vers 1945 et se développe pendant une trentaine d'années. Les terrains sableux des coteaux du Rieux et de la Grange sont parmi les plus réputés au point que ces fraises approvisionnent les marchés du Massif-Central.
La mutation de l'agriculture s'enchaîne rapidement avec le développement du machinisme agricole et l'emploi des engrais chimiques.
Au début des années cinquante la population agricole représente 50% d'actifs et perd 7% par décennies.
Le paysage agricole de la commune va être bouleversé, ainsi que les habitudes et mentalités des propriétaires ruraux avec le remembrement de 1968. On commence les cultures hors sol dans des serres (fraises, melon, salades...) et on s'adapte aux nouvelles techniques. Suivant la situation des exploitations, le nombre de parcelles est divisé par trois en moyenne, avec un accès direct à la route.
Il en découle une spécialisation des cultures, une augmentation des surfaces destinées à la production bovine à viande ou à lait, au détriment des petites cultures de blé, tabac et arbres fruitiers. certains agriculteurs passent des contrats avec des usines pour la culture des haricots verts, des petits pois et des épinards que l'on ne peut pas ramasser à la machine.

Les travaux de grande ampleur débutent au printemps 1968, avec l'arrachage de 40 kilomètres de haies, le défrichage de bois et taillus, le nivellement, la construction d'un canal d'assainissement dans la plaine d'une longueur de trois kilomètres, le creusement d'une centaine de fossés variant de 3m à 0.50m de large. Plusieurs ponts sont construit pour franchir le canal et chaque entrée de parcelle est busée pour franchir les fossés depuis les routes.



Aujourd'hui les usages de la plaine alluviale sont liées principalement à des prairies, des pâtures, des cultures céréalières où les haies bocagères sont presque inexistantes et le couvert végétal fin à inexistant.

Sur les coteaux, les pâtures sont plus abondantes. Elles sont accompagnées de boisements parsemés sans réelle continuité de milieu et notamment coupé par les habitations clôturées.
Il reste quelques relicats de vignes en plaine ou sur les coteaux notamment du côté de la Grange.

Quelques parcelles sont en friche ou abandonné d'entretien régulier et sont plutôt mal vue par le voisinage. La friche est un état intermédiaire entre la prairie et la forêt. La composition floristique spontanée et pionnière de la friche est une aubaine pour certains oiseaux protégés.

On retrouve également quelques serres de cultures (fleurs et primeurs) au niveau de la Gratade et La Grange.







Friche sur les coteaux, plaine alluviale sans haie bocagère, restants de vignes, cultures sous serres et élevage bovin.

1.2.6. La culture du patrimoine

Les cabanes de vignes et de champ sont construites en brasier ou en schiste du pays et couvertes en ardoises. L'entrée est généralement tournée vers le sud ou l'ouest et sont très bien entretenues pendant leur utilisation du XVIIIè au XXè siècles mais tombent dans l'oubli avec l'arrivée du phylloxera en 1886 et de la mécanisation après la deuxième guerre mondiale.
On se rassemble entre vignerons et cultivateurs dans ces cabanes pour partager le casse-croute ou le frugal déjeuner, mais aussi pour se protéger des intempéries. Aujourd'hui il en reste une quinzaine, plus ou moins ravagées par les ans et souvent enfouies sous les ronces.

Les fours banaux et communaux.
"banal" qualifie une personne soumise au droit d'usage fixé par le seigneur.
Le four banal est une petite construction où les habitatns sont obligés de cuire leur pain, sous le contrôle du seigneur des lieux. Cette obligation prend fin à la Révolution. Le four banal devient alors un bien communautaire qu'on appelle le four communal, chacun peut y venir librement mais l'ancien nom substiste. On construit généralement un four communal par gros village ou hameau avec l'aide de la municipalité et une participation financière volontaire des habitants qui n'ont pas de four privé. Ils sont généralement situés en bordure de route pour en faciliter l'accès et l'entretien régulier.

Le lavoir a la particularité d'être positionné les pieds dans la Vézère près de l'ancien passage du bac, du port et de l'ancienne place de Saint-Viance. Il a été restauré ces dernières décennies.

Tous ces éléments de petit partrimoine bâti mérite d'être préservés et d'engager une démarche d'accompagnement de rénovation pour certains.

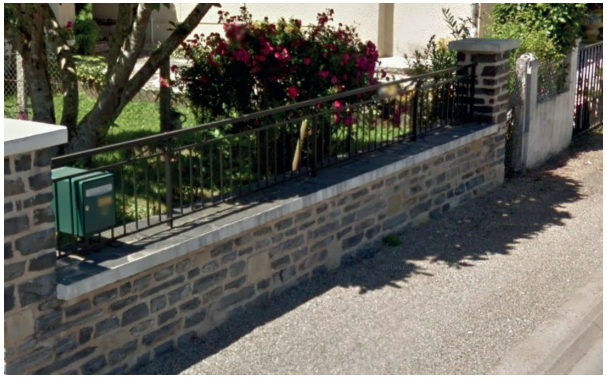


Abri agricole, four à pain et lavoir

1.2.7. Le vocabulaire de la clôture

Un élément marquant des paysages plus urbanisés de la commune sont les clôtures. Sans règlement qui encadre, il existe aujourd'hui une grande diversité de délimitation des surfaces d'habitation.
Les matériaux et les formes employés sont variés en passant du parpaing, au muret, au grillage aux mailles variées, aux paroies occultantes... Ces composaitions dénotent souvent dans ce cadre rural.
La présence du végétal a tendance à atténuer l'effet minéral et éparse des bords des routes et à mieux s'intégrer dans le paysage.










1.2.8. Le regard sur les paysages

La singularité de la commune est de pouvoir apprécier ses paysages depuis ses hauteurs. A la fois vers les commune limitrophes mais également le coeur de la plaine alluviale et ses coteaux.
Il est important d'instaurer des points de vue à l'image des observatoires photographiques des paysages, permettant d'avoir un suivi des modifications des paysages et ainsi d'avoir un oeil bienveillant face à l'urbanisation et aux pratiques liées au monde agricole.

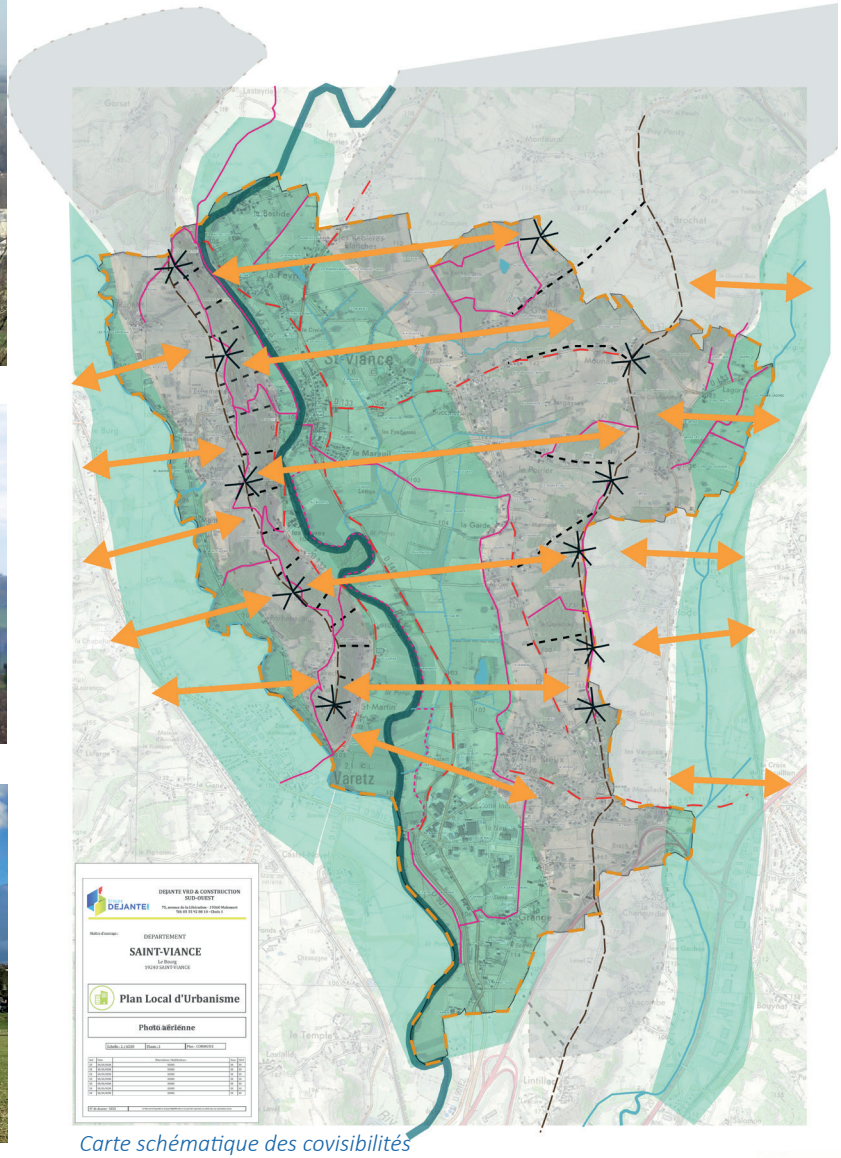


Vue sur la ZAC de la Nau



Coteau depuis la plaine alluviale préservé de l'habitat





Carte schématique des covisibilités





1.2.9. La concertation - atelier paysage

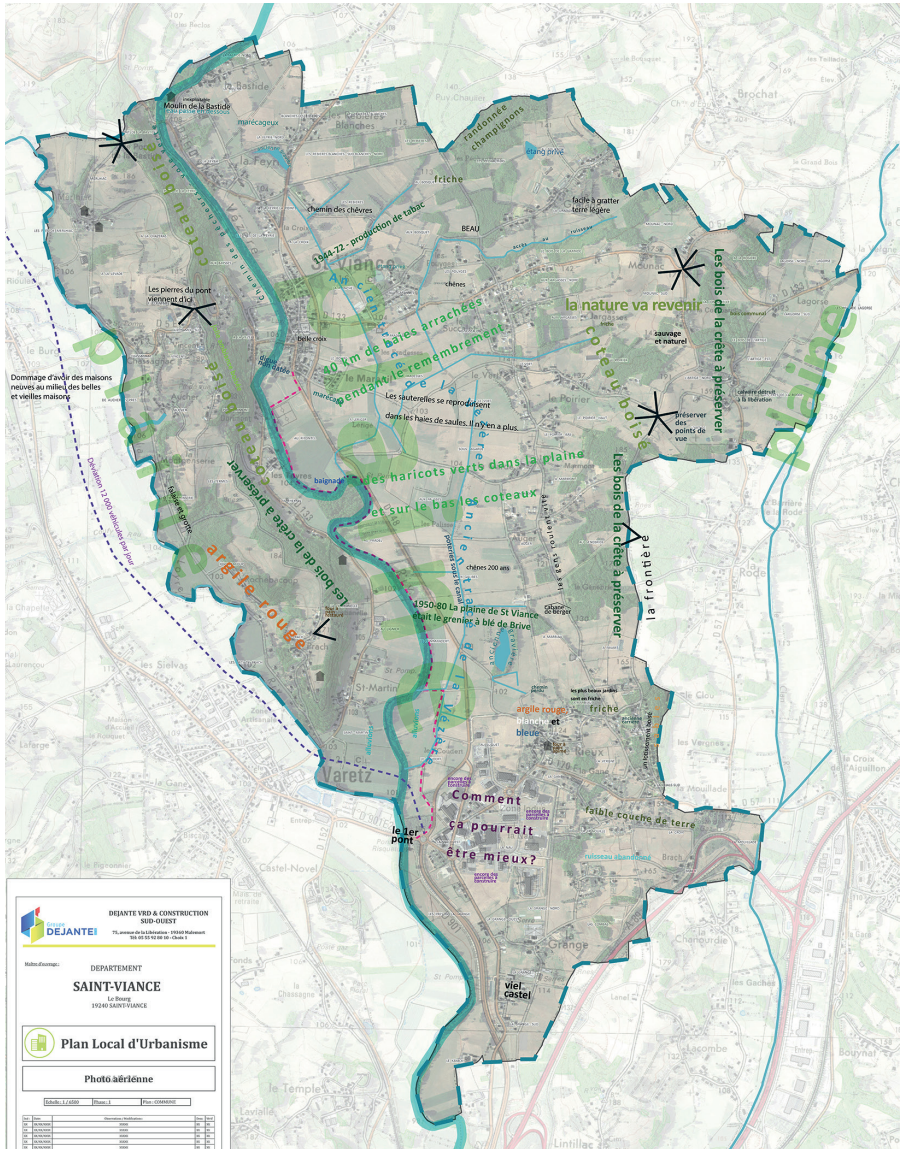
L'atelier de concertation sur la thématique des paysages de la commune s'est déroulé le 28 janvier 2022. Le groupe de réflexion a du réagir sur plusieurs thématiques paysagères à travers l'objectif de questionner la qualité paysagère, les ressources du territoire, la mise en valeur et la préservation des éléments componsants les paysages.

Questions en vrac

Si vous deviez recevoir des amis qui ne connaissent pas la commune, où les emmèneriez vous?
Quels sites remarquables sont à garder « cachés »?
Quels lieux vous semblent particulièrement dévalorisants?
Quelle(s) image(s) emmèneriez-vous avec vous si vous deviez partir de la commune (déménagement)?
Qu'est-ce qui vous choque dans votre environnement proche où à l'échelle des communes voisines?
Qu'est-ce qui dans votre entourage doit être pris en photographie avant qu'il ne disparaisse?
Quelle image laisse, selon vous, le mieux présager du devenir des paysages du pays dans un futur plus ou moins proche?

Ainsi les thématiques évoquées concernaient :
- le socle et la nature du sol
- la végétation et l'agriculture (cultures, boisements, ripisylve...)
- le bâti (agricole, religieux, ancien, récent, zone d'activités)
- les infrastructures (ponts, lignes HT, routes, autoroute), la mobilité douce

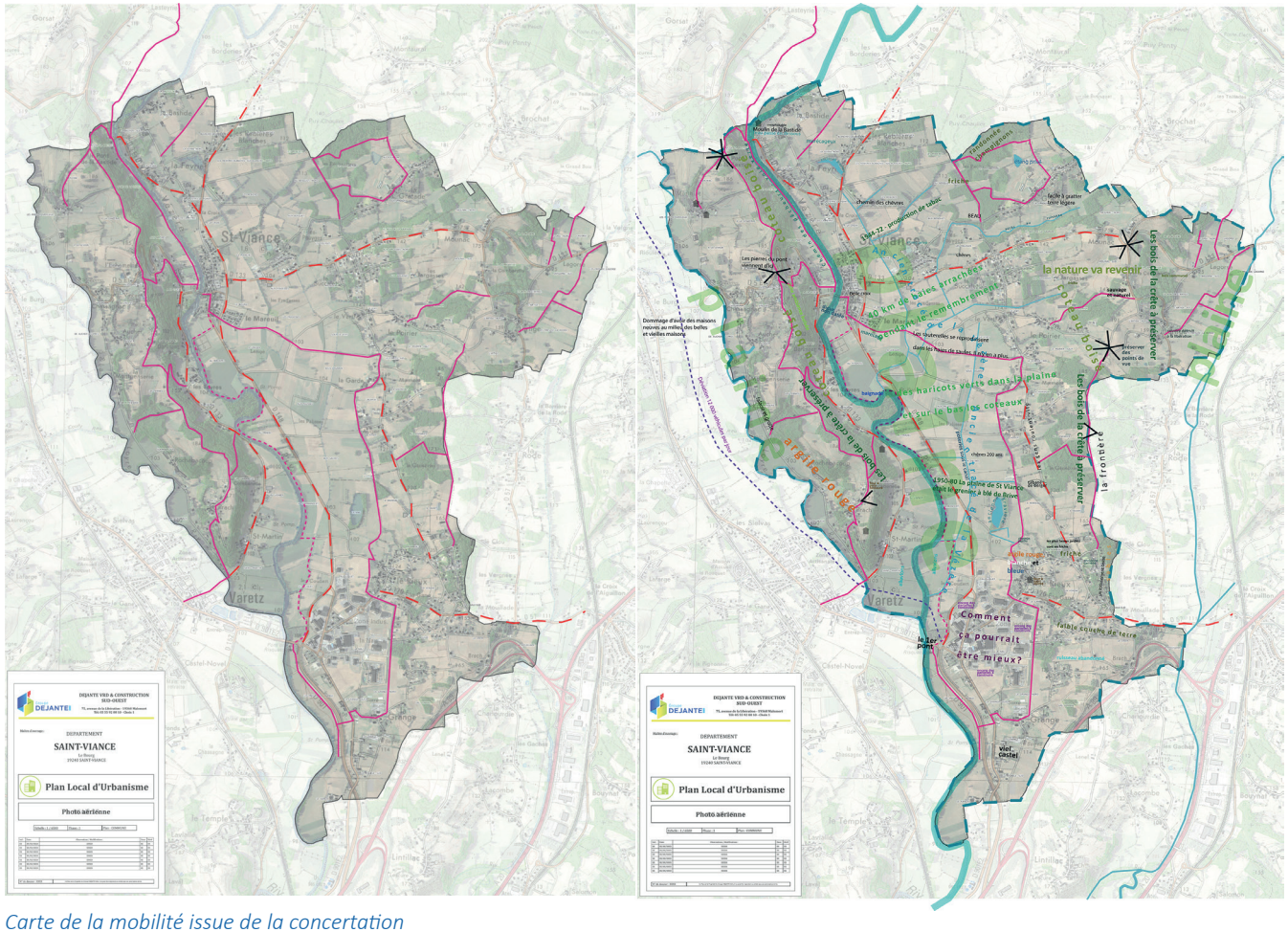
Des mots, des réactions ont été posés sur les cartes et retranscrits sur la carte ci-dessous.



Carte des mots issus de la concertation

La question des mobilités douces a beaucoup mobilisé les participants de l'atelier, car le territoire est vaste, agréable dû à ces nombreux points de vue, avec des alternances entre boisements et milieux ouverts. Néanmoins, la cohabitation avec les voitures, et la disparition progressive des petits chemins ruraux marque fortement un inconfort pour le piéton et le vélo.
Sur la carte, en rose les chemins pratiqués et en rouge pointillés les routes à éviter. On remarque que le maillage est très discontinu notamment le long des cours d'eau et particulièrement le long de la Vézère.

L'impact de l'autoroute sur la commune est peu présente puisque bien intégrée dans le relief. Néanmoins elle est une rupture des continuités pedestre et écologiques. Ce secteur apparaît comme un nom lieu, ayant finalement peu d'écho au sein de la vie de la commune.



Carte de la mobilité issue de la concertation

1.2.10. Les entités paysagères du territoire de Saint Viance

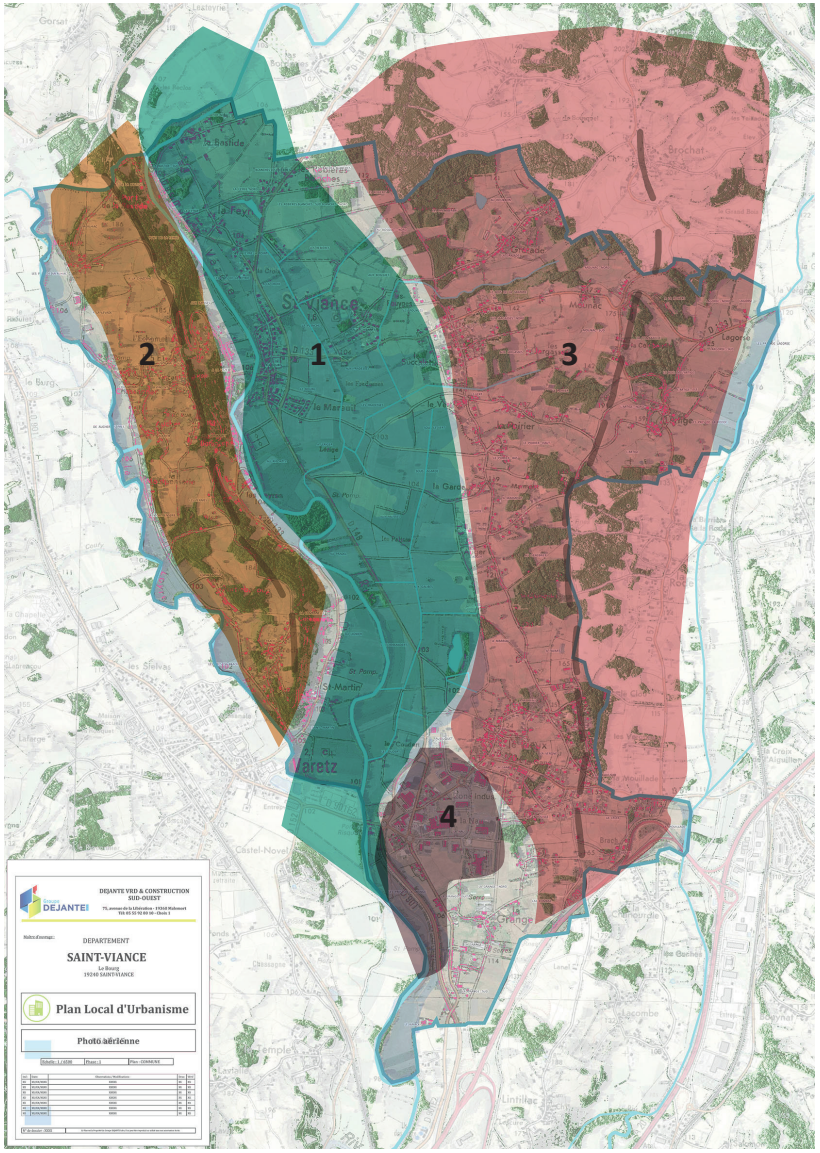
A l'issue de l'atelier Paysage, quatres entités paysagère se sont exprimées sur le territoire.

1. La plaine alluviale- vaste zone d'expansion de la Vézère proche de la confluence. C'est un territoire plat, très ouvert. L'urbanisation y est limitée à cause du risque d'inondation et laisse place aux prairies, pâtures et cultures.

2. Le coteaux ouest - c'est un coteaux au relief prononcé où l'implantation de l'habitat sur les pentes reste complexe. Très boisé, il est un atout pour les continuités de boisements.

3. Le coteaux est - C'est un coteaux plus large et plus valloné que celui de l'ouest. Fort de son orientation au coucher du soleil, ce secteur a été fortement recherché pour le développement de l'habitat récent et a produit sur certains espaces un mitage de l'espace par l'habitat. Les boisements sont discontinus et alternent avec des pâtures.

4. La zone d'activité - C'est un replat légèrement au dessus de la zone inondable accolé au hameau des Rieux. Les composantes architecturales d'une zone d'activité a transformé le rapport au paysage des habitants environnants.

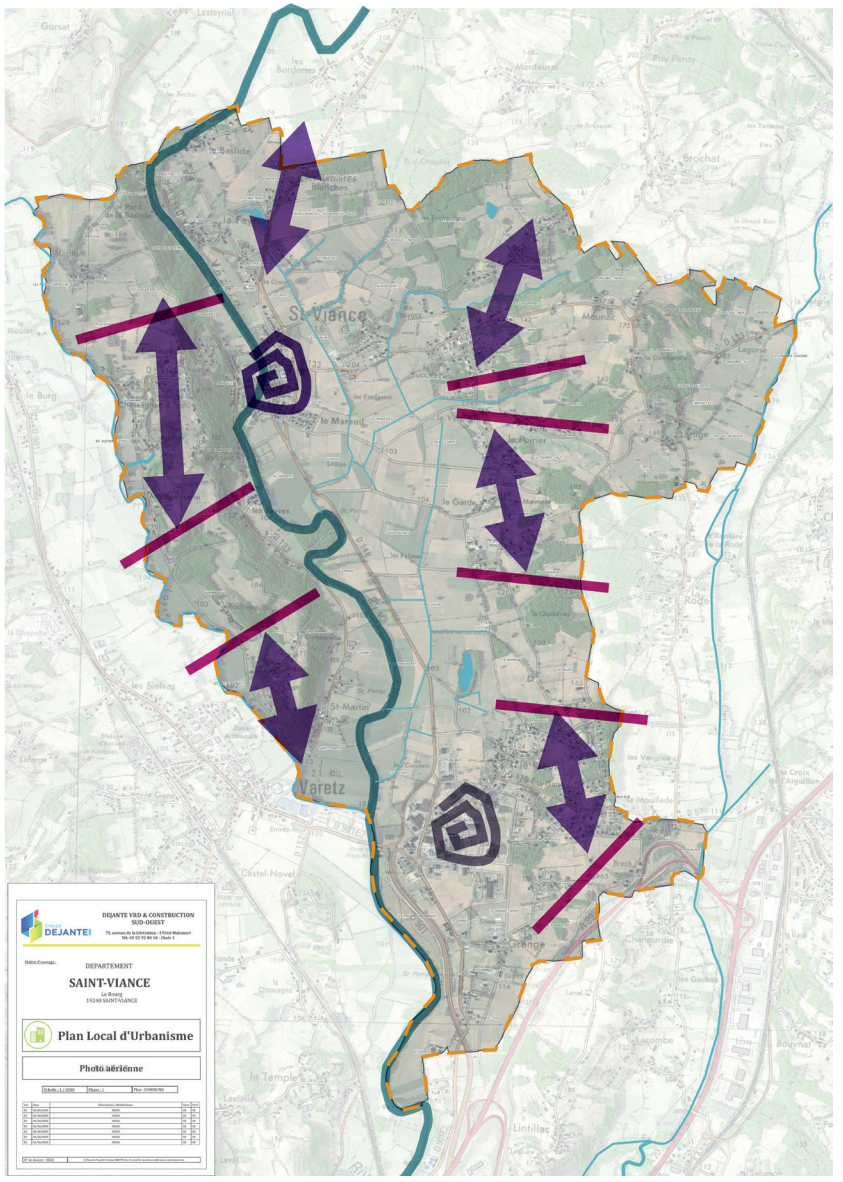


Carte des entités paysagères à l'échelle de la commune

1.2.11. Les enjeux paysagers

Le territoire de Saint-Viance est relativement bien preservé mais les transformations paysagères au fil des jours depuis 1950, ont appauvri la richesse de cette commune rurale par la perte non quantifiable de la biodiversité, ainsi que le foncier dédié à l'agriculture pour la construction de l'habitat individuel.
La création de nouvelles infrastructures a accéléré le caractère inondable de la vallée.

Les dynamiques (sans règlementation) auraient tendance à développer l'habitat le long des coteaux conduisant à une fermeture des paysages et créant des coupures pour les corridors écologiques.
C'est pourquoi aujourd'hui les enjeux de ce territoire se doivent de :
- Définir les grands équilibres entre espace à urbaniser et les espaces agricoles et forestiers, les structures paysagères essentielles qu'il convient de préserver
- Cibler les lieux de sauvegarde du patrimoine bâti
- Préciser les limites de l'urbanisation pour sécuriser le foncier agricole et freiner la spéculation
- Renforcer le maillage du territoire par un réseau de mobilité douces notamment en accompagnant les structures naturelles : rivière, crête, alignements d'arbres... ou en doublant les axes principaux pour les piétons et cycles.
- Requalifier et densifier le centre ville, entrées de ville et lisières : en valorisant et en adaptant le bâti existant, en optimisant les espaces
- Requalifier la zone d'activité par un traitement paysager et une lisière conséquente avec les habitations environnantes.
- Mettre en valeur le petit patrimoine rural et favoriser l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments agricoles



Carte des dynamiques urbaines

Les enjeux paysagers

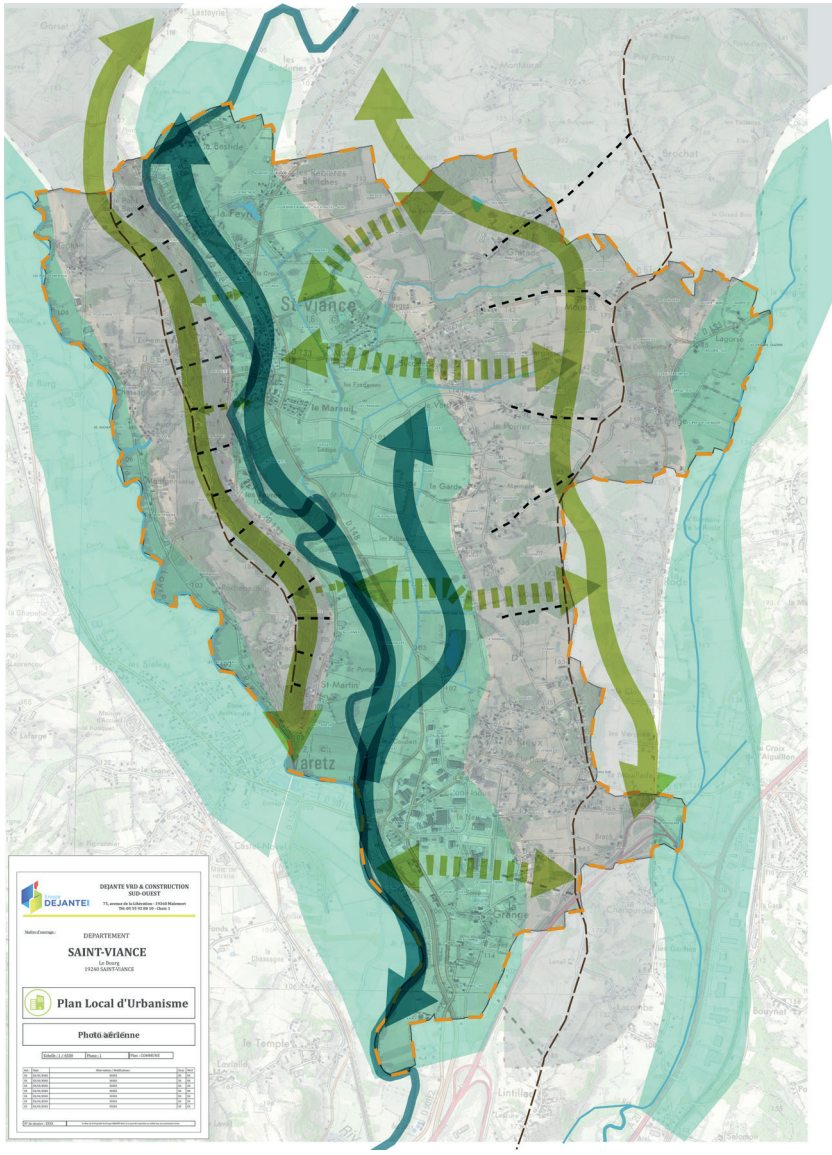
Bien que moins visible que les dynamiques urbaines les habitats, milieux naturels et réservoirs de biodiversité nécessitent des mesures sérieuses en faveur de leur maintien, de leur protection et de leur renforcement par le biais de création d'espaces protégés et d'actions en faveur de qualité écologique des milieux.

Plusieurs milieux sont notamment ciblés aujourd'hui :
- Les zones humides, zones d'expansion des crues, mares : préservation des milieux humides, renforcement de leur qualité écologique, création
- Les installations artificielles de gestion de l'eau : renforcement de la capacité de ces installations à fournir des habitats aux écosystèmes des milieux humides, atténuation de l'effet d'obstacle au déplacement de la faune

Entre ces milieux cibles les connexions sont à définir de part leur viabilité actuelle et le potentiel futurn en cherchant à améliorer la fonctionnalité des corridors, notamment par leur composition végétale et leur gestion, la protection des points de fragilité face à l'urbanisation.
Ces actions s'appliquent par la création ou le confortement d'éléments relais de la trame verte et bleue et cherchant à réduire l'impact des obstacles artificiels au déplacement de la faune par la suppression, et l'aménagement des obstacles pour permettre leur traversée par les espèces sauvages.

Ces enjeux doivent de faire de concert avec les agriculteurs et les réservoirs des territoires voisins en veillant à la coordination des actions de préservation, restauration, création des espaces naturels ou semi-naturels de la commune et des communes voisines. L'objectif étant de maintenir et valoriser une argiculture vivante et diversifiée tout en accompagnant sa mutation.

Alors que le paysage est souvent considéré comme le miroir de notre société, formuler des objectifs de qualité paysagère, c'est se donner les moyens de construire un projet de territoire partagé, dans lequel chacun individuellement et la société dans son ensemble, puisse se reconnaître.



Carte de enjeux de biodiversité

1.3 Le diagnostic forestier (source : CRPF Nouvelle-Aquitaine)

La commune de Saint-Viance est composée de 193 hectares de forêts privées (principalement mélange futaie et taillis feuillus) pour 298 propriétaires de parcelles cadastrées en bois.

Il n'existe pas de Plan Simple de Gestion (PSG) qui est un outil pratique pour mieux connaitre son bois ou sa forêt, définir des objectifs et faciliter les choix et décisions à prendre et prévoir un programme précis de coupes et travaux. Il est obligatoire pour :

- Toutes les forêts privées d'une surface supérieure ou égale à 20 hectares d'un seul tenant ;
- Tout ensemble de parcelles forestières appartenant à un même propriétaire, constituant au total une surface supérieure ou égale à 20 hectares, en prenant en compte tous les ilots de plus de 4 hectares situés sur la commune de l'îlot le plus grand et les communes contigües à celle-ci.

Un Plan Simple de Gestion facultatif peut être réalisé pour les propriétés non soumises à PSG obligatoire :

- D'une surface totale d'au moins 10 hectares ;
- D'un seul tenant ou non ;
- Situées sur une même commune ou sur des communes contiguës.

Un Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles (CBPS) existe sur la commune et couvre 1,41 hectare. Il constitue pour le propriétaire à la fois un guide technique puisqu'il propose différents itinéraires sylvicoles, et un engagement. Il se compose de 8 fiches, chacune présentant un type de peuplement et ses possibilités de gestion. Le propriétaire y adhère pour 10 ans en indiquant :

- Les parcelles concernées avec les fiches qu'il s'engage à suivre,
- Le programme des coupes et travaux prévus, éventuellement. Ce programme facultatif exonère le propriétaire de déclaration de coupe en EBC (Espace Boisé Classé) du Plan Local d'Urbanisme.

Aucun Règlement Type de Gestion (RTG) n'est défini sur la commune de Saint-Viance. Ce document de gestion est élaboré pour un ensemble de parcelles gérées en commun, par un gestionnaire forestier professionnel (expert forestier agréé, organisme de gestion et d'exploitation en commun agréé). Ce document décrit des itinéraires sylvicoles (modalités de gestion et d'exploitation) par grand type de peuplements. Il donne des indications sur la prise en compte des particularités écologiques qui pourraient se rencontrer dans ces peuplements, et sur la gestion recommandée des populations de gibier. Son contenu doit être en accord avec le Schéma Régional de Gestion Sylvicole pour être approuvé par le CRPF.

Le projet AMI Dynamic Bois : *La loi sur la transition énergétique fixe l'objectif de porter la part des énergies renouvelables à 38 % dans la consommation finale de chaleur à l'horizon 2030. Il repose en partie sur la biomasse issue de la forêt et implique d'en développer fortement l'exploitation dans le cadre d'une gestion durable des massifs forestiers.* Les projets DYNAMIC BOIS, s'articulent autour de trois axes : l'amélioration des peuplements forestiers, les investissements matériels et l'animation. Celui qui se trouve sur le secteur de Saint-Viance se nomme **Optibois**, il est porté par le Comptoir des Bois de Brive (CBB) et le CRPF.

1.4 Les milieux naturels et la Trame Verte et Bleue

1.4.1 Identification de la Trame Verte et Bleue de la commune de Saint-Viance

La trame verte et bleue est une mesure adoptée par le Grenelle de l'environnement qui a pour but de limiter la perte de biodiversité en préservant et en restaurant les continuités écologiques. C'est donc un outil d'aménagement du territoire qui vise à reconstituer les différents réseaux écologiques à l'échelle nationale.
Par réseau écologique, on désigne un ensemble de mêmes milieux qui sont connectés entre eux. La trame verte est donc représentée par les milieux boisés et ouverts, la trame bleue par les cours d'eau, retenues d'eau et zones humides associées.
Elle est constituée d'un ensemble de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques.

Trame verte et bleue

=

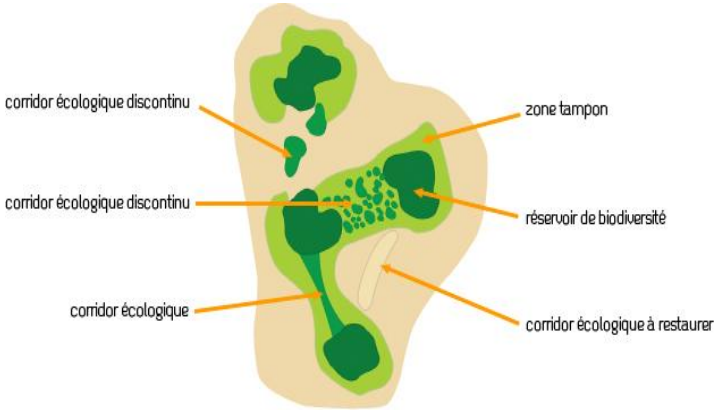
Réservoirs de biodiversité
(Zones vitales, riches en biodiversité, où les individus peuvent réaliser l'ensemble de leur cycle de vie)

+

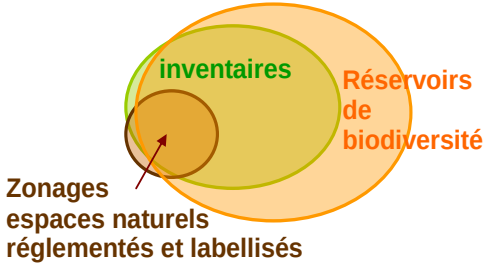
Corridors écologiques
(Voies de déplacement empruntées par la faune et la flore qui relient les réservoirs de biodiversité)

=

Ensemble de continuités écologiques
(Forestières, littorales, aquatiques, bocagères, prairiales…)



Représentation schématique des composantes de la TVB (source : Site officiel du Schéma Régional de Cohérence Écologique de Basse-Normandie)



Les réservoirs de biodiversité sont des « cœurs de nature » où la biodiversité est la plus riche et la mieux représentée. Les conditions indispensables à son maintien et à son fonctionnement sont réunies. Une espèce peut y exercer l'ensemble de son cycle de vie : alimentation, reproduction, repos. Ce sont soit des réservoirs biologiques à partir desquels des individus d'espèces présentes dispersent, soit des espaces rassemblant des milieux de grand intérêt.

Le terme de corridor écologique désigne l'élément de connexion entre deux réservoirs de biodiversité.

Les corridors peuvent différer, selon les besoins des espèces. Ils peuvent :

- **Être continus et linéaires** (les corridors au sens strict), comme dans le cas des cours d'eau (poissons) ;
- **Être discontinus** (séries de bosquets, de mares ou d'îlots), pour des espèces susceptibles de voler ou de traverser des espaces inhospitaliers mais non rédhibitoires, tels que des courtes surfaces minéralisées pour des petits mammifères ou des reptiles ;
- **Prendre la forme d'une trame générale,** comme dans le cas du cerf, susceptible de traverser une trame agricole pour passer d'un bois à un autre.

La variabilité des enjeux écologiques et des territoires peut conduire à décomposer ce réseau écologique en sous-trames : ensembles d'espaces constitués par un même type de milieu, identifiés à partir de l'occupation des sols ou d'une cartographie de végétation, et répondant aux besoins d'un groupe d'espèces : sous-trame de milieux aquatiques, de milieux forestiers, de prairies sèches, de zones agricoles extensives, de milieux rocheux, etc.

1.4.2 Identification des sous-trames communales

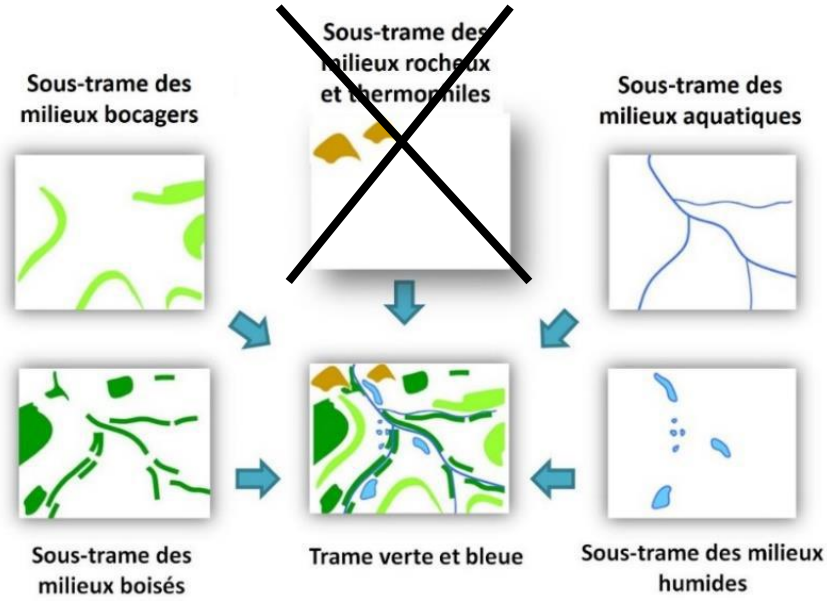
La commune de Saint-Viance abrite plusieurs types de milieux naturels (boisés, ouverts…) ou habitats. Un habitat est « un espace où des animaux ou plantes vivent, caractérisé premièrement par ses particularités physiques (topographie, physionomie des plantes ou animaux, caractéristiques du sol, climat, qualité de l'eau…etc.) et secondairement par les espèces de plantes et d'animaux qui y vivent »[1]. Ces différents types d'habitats, décrits ci-après, serviront de base pour identifier les sous-trames qui composent la trame verte et bleue communale.

Le SRADDET Nouvelle-Aquitaine a été adopté définitivement par le Conseil régional le 16 décembre 2019 et approuvé par la Préfète de Région le 27 mars 2020. Les documents d'urbanisme doivent le prendre en compte et, la trame verte et bleue de la commune de Saint-Viance doit donc être compatible avec celle du SRADDET. C'est pourquoi ce dernier est utilisé comme base pour l'élaboration de la Trame verte et bleue communale.

[1] Louvel J., Gaudillat V. & Poncet L., 2013. EUNIS, European Nature Information System, Système d'information européen sur la nature. Classification des habitats. Traduction française. Habitats terrestres et d'eau douce. MNHN-DIREV-SPN, MEDDE, Paris, 289 p.

Les sous-trames prises en compte dans le SRADDET Nouvelle-Aquitaine et en lien avec le territoire du PLU sont :

- Les milieux aquatiques
- Les milieux humides
- Les milieux forestiers
- Les milieux ouverts et bocagers
- ~~Sous-trame des milieux thermophiles et/ou rocheux~~



Code CORINE Biotope	Intitulé habitat	Type d'habitat simplifié	Sous-trame écologique
22	Eaux douces stagnantes	Eaux stagnantes	ST Milieux aquatiques
24	Eaux courantes	Eaux courantes	ST Milieux aquatiques
31.2	Landes sèches	Landes et fourrés	ST Milieux boisés
31.8	Fourrés	Landes et fourrés	ST Milieux boisés
41	Forêts caducifoliées	Forêts de feuillus	ST Milieux boisés
41.2	Chênaies	Forêts de feuillus	ST Milieux boisés
41.3	Frênaies	Forêts de feuillus	ST Milieux boisés
42	Forêts de conifères	Forêts de conifères	ST Milieux boisés
43	Forêts mixtes	Forêts de feuillus et de conifères	ST Milieux boisés

Code CORINE Biotope	Intitulé habitat	Type d'habitat simplifié	Sous-trame écologique
84.1	Alignements d'arbres	Bocage	ST Milieux boisés et ST Milieux bocagers
84.2	Bordures de haies	Bocage	ST Milieux boisés et ST Milieux bocagers
84.3	Petits bois, bosquets	Bocage	ST Milieux boisés et ST Milieux bocagers
44.1	Formations riveraines de Saules	Ripisylve et boisements humides	ST Milieux humides et ST Milieux boisés
44.3	Forêt de frêne et d'aulnes des fleuves medio-europeens	Ripisylve et boisements humides	ST Milieux humides et ST Milieux boisés
44.6	Peupleraie	Ripisylve et boisements humides	ST Milieux humides et ST Milieux boisés
53.2	Communauté à grandes Laîches	Zones humides non tourbeuses	ST Milieux humides
53.4	Bordures à Calamagrostis des eaux courantes	Zones humides non tourbeuses	ST Milieux humides
37.21	Prairies humides atlantiques et subatlantiques	Zones humides non tourbeuses	ST Milieux humides
37.22	Prairies à Jonc acutiflore	Zones humides non tourbeuses	ST Milieux humides
37.24	Prairies à Agropyre et Rumex	Zones humides non tourbeuses	ST Milieux humides
38.1	Pâtures mésophiles	Pelouses et prairies naturelles acidiphiles	ST Milieux bocagers

Code CORINE Biotope	Intitulé habitat	Type d'habitat simplifié	Sous-trame écologique
38.2	Prairies à fourrage des plaines	Pelouses et prairies naturelles acidiphiles	ST Milieux bocagers
82.2	Cultures avec marges de végétation spontanée	Milieux agricoles et artificialisés	ST Milieux bocagers
83.13	Vergers à Noyers	Milieux agricoles et artificialisés	
83.15	Vergers	Milieux agricoles et artificialisés	
83.21	Vignobles	Milieux agricoles et artificialisés	
83.3	Plantations	Milieux agricoles et artificialisés	
84.43	Voies de chemins de fer, gares de triage et autres espaces ouverts	Milieux agricoles et artificialisés	
85.3	Jardins	Milieux agricoles et artificialisés	
86.2	Villages	Milieux agricoles et artificialisés	

Les milieux naturels présents sur la commune

1.4.3 Les espèces animales et végétales

Différentes espèces animales et végétales ont été recensées sur le territoire communal, par différentes structures. Ces dernières ont été consultées et les espèces animales et végétales ainsi que les espèces envahissantes sont listées ci-dessous.

Les espèces végétales

Plus de 500 espèces végétales ont été recensées sur la commune de Saint-Viance dont un peu plus de 30 espèces végétales d'intérêt patrimonial[2].

Certaines espèces n'ont pas été observées depuis plus de 30 ans, ce qui laisse planer un doute sur leur présence avérée de nos jours. C'est le cas de la Moenchie commune (Moenchia erecta), le Sceau de salomon odorant (Polygonatum odoratum) ou encore la Cicendie naine (Exaculum pusillum).

Nom valide	Nom vernaculaire	Dernière obs.	Statut*	Protection nationale (ensemble	Protection nationale (pouvant	Protection régionale	Convention de Berne	Directive Habitats (Europe)	Convention CITES (Convention de Washington) (europe)	ZNIEFF Limousin	Liste rouge régionale Limousin	Liste rouge France	Liste rouge Europe	Liste rouge mondiale
Alisma lanceolatum (With., 1796)	Plantain d'eau à feuilles lancéolées, Alisma lancéolée	2012	P							X	EN	LC	LC	LC
Anacamptis laxiflora (Lam.) R.M.Bateman, Pridgeon & M.W.Chase, 1997	Orchis à fleurs lâches	2003	P						Annexe B	X	NT	LC	LC	-
Astragalus glycyphyllos L., 1753	Réglisse sauvage, Astragale à feuilles de Réglisse										EN	LC	LC	-
Centaurium pulchellum (Sw.) Druce, 1898	Petite centaurée délicate	2001	p							X	EN	LC	-	LC
Euphorbia platyphyllos L., 1753	Euphorbe à feuilles larges, Euphorbe à feuilles plates	2001	P								VU	LC	-	-
Exaculum pusillum (Lam.) Caruel, 1886	Cicendie naine, Éxacule nain, Cicendie fluette	1915	P							X	EN	LC	-	NT
Genista tinctoria L., 1753	Genêt des teinturiers, Petit Genêt	1981	P							X	LC	LC	-	-
Lathyrus hirsutus L., 1753	Gesse hérissée, Gesse hirsute	2001	P								EN	LC	LC	LC

[2] Espèce rare, protégées ou indicatrice ZNIEFF Limousin

Nom valide	Nom vernaculaire	Dernière obs.	Statut*	Protection nationale (ensemble	Protection nationale (pouvant	Protection régionale	Convention de Berne	Directive Habitats (Europe)	Convention CITES (Convention de Washington) (europe)	ZNIEFF Limousin	Liste rouge régionale Limousin	Liste rouge France	Liste rouge Europe	Liste rouge mondiale
Linum trigynum L., 1753	Lin de France	2001	p							X	EN	LC	-	-
Ludwigia palustris (L.) Elliott, 1817	Isnardie des marais, Ludwigie des marais	2012	P							X	LC	LC	LC	LC
Lythrum hyssopifolia L., 1753	Salicaire à feuilles d'hyssope, Salicaire à feuilles d'Hysope	2016	P								EN	LC	LC	LC
Melampyrum cristatum L., 1753	Mélampyre à crêtes									X	NT	LC	-	-
Moenchia erecta (L.) G.Gaertn., B.Mey. & Scherb., 1799	Moenchie commune, Céraiste dressée	1986	P							X	VU	LC	-	-
Oenanthe peucedanifolia Pollich, 1776	Oenanthe à feuilles de peucédan	1981	P							X	EN	LC	-	-
Oenanthe pimpinelloides L., 1753	Oenanthe faux boucage	2007	P							X	LC	LC	-	-
Ophioglossum vulgatum L., 1753	Ophioglosse commun, Langue de serpent, Ophioglosse Langue-de-serpent					Article 1				X	NT	LC	LC	-
Persicaria minor (Huds.) Opiz, 1852	Petite renouée	2012	P							X	LC	LC	-	-
Peucedanum gallicum Latourr., 1785	Peucédan de France, Peucédan de Paris	1915	P							X	LC	LC	-	-
Polygonatum odoratum (Mill.) Druce, 1906	Sceau de salomon odorant, Polygonate officinal	1870	P								VU	LC	LC	-
Scilla bifolia L., 1753	Scille à deux feuilles, Étoile bleue									X	LC	LC	LC	-
Serapias lingua L., 1753	Sérapias langue, Sérapias à languette	2003	P			Article 1			Annexe B	X	NT	LC	LC	-
Silaum silaus (L.) Schinz & Thell., 1915	Silaüs des prés, Cumin des prés	1986	P							X	VU	LC	-	-
Trifolium angustifolium L., 1753	Trèfle à folioles étroites, Queue-de-renard	2001	P								VU	LC	LC	LC
Trifolium patens Schreb., 1804	Trèfle étalé	2001	P							X	LC	LC	-	-
Veronica acinifolia L., 1762	Véronique à feuilles d'acinos, Véronique à feuilles de Calament Acinos									X	VU	LC	-	-
Veronica anagallis-aquatica L., 1753	Mouron aquatique, Mouron d'eau	2012	P								VU	LC	LC	LC
Vicia bithynica (L.) L., 1759	Vesce de Bithynie									X	VU	LC	¨LC	LC

Liste des espèces végétales patrimoniales recensées sur la commune

Listes rouges :

LC : préoccupation mineure
VU : Espèce menacée
EN : Espèce en danger
DD : Données insuffisantes
NT : Espèce quasi-menacée
NA : Non applicable
CR : En danger critique
RE : Disparue au niveau régional

Statut :
**** pour la France métropolitaine : A Absent ; B Occasionnel ; C Cryptogène ; D Douteux ; E Endémique ; I Introduit ; J Introduit envahissant ; M Introduit non établi (dont cultivé / domestique) ; N Natif (= indigène) ; P Présent (indigène ou indéterminé) ; Q Mentionné par erreur ; S Subendémique ; W Disparu ; X Eteint ; Y Introduit éteint ; Z Endémique éteint***

Les espèces animales

Près de 460 espèces animales ont été recensées sur la commune de Saint-Viance, dont un peu plus de 120 d'intérêt patrimonial[3].

Groupe simplifié	Nom latin	Nom vernaculaire	Dernière obs.	Statut*	Protection nationale	Convention de Berne (International)	Directive Habitats (Europe)	Directive Oiseaux (Europe)	Convention CITES (Convention de Washington) (europe)	ZNIEFF Limousin	Liste rouge régionale Limousin	Liste rouge France	Liste rouge Europe	Liste rouge mondiale
Amphibiens	*Alytes obstetricans (Laurenti, 1768)*	Alyte accoucheur (L'), Crapaud accoucheur			NAR2	IBE2	CDH4				-	LC	LC	LC
Amphibiens	*Bombina variegata (Linnaeus, 1758)*	Sonneur à ventre jaune (Le)	1994	P	NAR2	IBE2	CDH2-CDH4			X		VU	LC	LC
Amphibiens	*Bufo bufo (Linnaeus, 1758)*	Crapaud commun (Le)			NAR3	IBE3						LC	LC	LC
Amphibiens	*Bufo spinosus (Daudin, 1803)*	Crapaud épineux			NAR3	IBE3					-	-	-	-
Amphibiens	*Hyla arborea (Linnaeus, 1758)*	Rainette verte (La)	1997	P	NAR2	IBE2	CDH4				-	NT	LC	LC
Amphibiens	*Lissotriton helveticus (Razoumowsky, 1789)*	Triton palmé (Le)	1997	P	NAR3	IBE3					-	LC	LC	LC

[3] Espèce rare, protégées ou indicatrice ZNIEFF Limousin

Groupe simplifié	Nom latin	Nom vernaculaire	Dernière obs.	Statut*	Protection nationale	Convention de Berne (International)	Directive Habitats (Europe)	Directive Oiseaux (Europe)	Convention CITES (Convention de Washington) (europe)	ZNIEFF Limousin	Liste rouge régionale Limousin	Liste rouge France	Liste rouge Europe	Liste rouge mondiale
Amphibiens	*Pelophylax kl. esculentus (Linnaeus, 1758)*	Grenouille verte (La)			NAR4	IBE3	CDH5				-	NT	-	-
Amphibiens	*Pelophylax ridibundus (Pallas, 1771)*	Grenouille rieuse			NAR3	IBE3	CDH5				-	LC	LC	LC
Amphibiens	*Rana dalmatina (Fitzinger in Bonaparte, 1838)*	Grenouille agile (La)	1997	P	NAR2	IBE2	CDH4				-	LC	LC	LC
Amphibiens	*Rana temporaria (Linnaeus, 1758)*	Grenouille rousse (La)			NAR1,NAR4	IBE3	CDH5				-	LC	LC	LC
Amphibiens	*Salamandra salamandra (Linnaeus, 1758)*	Salamandre tachetée (La)	1997	P	NAR3	IBE3					-	LC	LC	LC
Amphibiens	*Triturus marmoratus (Latreille, 1800)*	Triton marbré (Le)	1994	P	NAR2	IBE3	CDH4				-	NT	LC	LC
Insectes	*Aeshna mixta (Latreille, 1805)*	Aeschne mixte	2020	P						X	LC	LC	LC	LC
Insectes	*Anax imperator (Leach, 1815)*	Anax empereur (L')	2019	P							LC	LC	LC	LC
Insectes	*Calopteryx haemorrhoidalis (Vander Linden, 1825)*	Caloptéryx hémorroïdal								X	EN	LC	LC	LC
Insectes	*Calopteryx xanthostoma (Charpentier, 1825)*	Caloptéryx occitan	2020	P							NT	LC	LC	LC
Insectes	*Coenagrion mercuriale (Charpentier, 1840)*	Agrion de Mercure	2006	P	NI3	IBE2	CDH2			X	LC	LC	NT	NT
Insectes	*Coenagrion scitulum (Rambur, 1842)*	Agrion mignon (L')	2019	P							-	LC	LC	
Insectes	*Gomphus simillimus (Selys, 1840)*	Gomphe semblable (Le)	2017	P						X	-	LC	NT	LC
Insectes	*Oxygastra curtisii (Dale, 1834)*	Cordulie à corps fin (La), Oxycordulie à corps fin (L')	2017	P	NI2	IBE3	CDH26CDH4			X	NT	LC	NT	LC
Insectes	*Somatochlora metallica (Vander Linden, 1825)*	Cordulie métallique (La)									LC	LC	LC	LC
Oiseaux	*Accipiter nisus (Linnaeus, 1758)*	Épervier d'Europe	2019	P	NO3	IBE3			CCA, NO6		-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Acrocephalus schoenobaenus (Linnaeus, 1758)*	Phragmite des joncs			NO3	IBE3				X	CR	DD	LC	LC

Groupe simplifié	Nom latin	Nom vernaculaire	Dernière obs.	Statut*	Protection nationale	Convention de Berne (International)	Directive Habitats (Europe)	Directive Oiseaux (Europe)	Convention CITES (Convention de Washington) (europe)	ZNIEFF Limousin	Liste rouge régionale Limousin	Liste rouge France	Liste rouge Europe	Liste rouge mondiale
Oiseaux	*Acrocephalus scirpaceus (Hermann, 1804)*	Rousserolle effarvatte			NO3	IBE3				X	EN	LC	LC	LC
Oiseaux	*Actitis hypoleucos (Linnaeus, 1758)*	Chevalier guignette	2019	P	NO3	IBE2					-	DD	LC	LC
Oiseaux	*Alauda arvensis (Linnaeus, 1758)*	Alouette des champs	2019	P		IBE3		CDO22		X	-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Alcedo atthis (Linnaeus, 1758)*	Martin-pêcheur d'Europe			NO3	IBE2		CDO1			NT	NA	VU	LC
Oiseaux	*Anas acuta (Linnaeus, 1758)*	Canard pilet				IBE3		CDO21-CDO32	CCC		-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Spatula clypeata (Linnaeus, 1758)*	Canard souchet				IBE3		CDO21-CDO32	CCC		EN	LC	LC	LC
Oiseaux	*Anas crecca (Linnaeus, 1758)*	Sarcelle d'hiver	2019	P		IBE3		CDO21-CDO32	CCC	X	CR	LC	-	LC
Oiseaux	*Anas platyrhynchos (Linnaeus, 1758)*	Canard colvert	2019	P		IBE3		CDO21-CDO31			-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Anser anser (Linnaeus, 1758)*	Oie cendrée			NO3	IBE3		CDO21-CDO32		X	-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Anthus pratensis (Linnaeus, 1758)*	Pipit farlouse	2019	P	NO3	IBE2				X	EN	DD	NT	NT
Oiseaux	*Anthus spinoletta (Linnaeus, 1758)*	Pipit spioncelle	2019	P	NO3	IBE2					-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Ardea alba Linnaeus, 1758*	Grande Aigrette	2019	P	NO3	IBE2		CDO1	CCA		VU	LC	LC	LC
Oiseaux	*Ardea cinerea Linnaeus, 1758*	Héron cendré	2019	P	NO3	IBE3					-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Ardea purpurea Linnaeus, 1766*	Héron pourpré			NO3	IBE2		CDO1		X	CR	LC	LC	LC
Oiseaux	*Athene noctua (Scopoli, 1769)*	Chouette chevêche, Chevêche d'Athéna	2019	P	NO3	IBE2			CCA		-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Bubulcus ibis (Linnaeus, 1758)*	Héron garde-boeufs, Pique bœufs	2019	P	NO3	IBE3			CCA	X	EN	LC	LC	LC
Oiseaux	*Buteo buteo (Linnaeus, 1758)*	Buse variable	2019	P	NO3	IBE3			CCA		-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Chloris chloris (Linnaeus, 1758)*	Verdier d'Europe	2019	P	NO3	IBE2					-	NA	LC	LC
Oiseaux	*Spinus spinus (Linnaeus, 1758)*	Tarin des aulnes	2019	P	NO3	IBE2					-	DD	LC	LC

Groupe simplifié	Nom latin	Nom vernaculaire	Dernière obs.	Statut*	Protection nationale	Convention de Berne (International)	Directive Habitats (Europe)	Directive Oiseaux (Europe)	Convention CITES (Convention de Washington) (europe)	ZNIEFF Limousin	Liste rouge régionale Limousin	Liste rouge France	Liste rouge Europe	Liste rouge mondiale
Oiseaux	*Carduelis carduelis (Linnaeus, 1758)*	Chardonneret élégant	2019	P	NO3	IBE2					VU	NA	LC	LC
Oiseaux	*Ardea alba (Linnaeus, 1758)*	Grande Aigrette	2019	P	NO3	IBE2		CDO1	CCA		VU	LC	LC	LC
Oiseaux	*Chroicocephalus ridibundus (Linnaeus, 1766)*	Mouette rieuse	2018	P	NO3	IBE3		CDO22			-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Ciconia ciconia (Linnaeus, 1758)*	Cigogne blanche	2019	p	NO3	IBE2		CDO1			VU	LC	LC	LC
Oiseaux	*Ciconia nigra (Linnaeus, 1758)*	Cigogne noire			NO3	IBE2		CDO1	CCA	X	CR	EN	LC	LC
Oiseaux	*Cinclus cinclus (Linnaeus, 1758)*	Cincle plongeur			NO3	IBE2				X	VU	LC	LC	LC
Oiseaux	*Circus cyaneus (Linnaeus, 1766)*	Busard Saint-Martin			NO3	IBE3		CDO1	CCA	X	CR	LC	NT	LC
Oiseaux	*Circus aeruginosus (Linnaeus, 1758)*	Busard des roseaux			NO3	IBE3		CDO1	CCA	X	-	NA	LC	LC
Oiseaux	*Circus pygargus (Linnaeus, 1758)*	Busard cendré			NO3	IBE3		CDO1	CCA	X	RE	NA	LC	LC
Oiseaux	*Cisticola juncidis (Rafinesque, 1810)*	Cisticole des joncs	2019	P	NO3	IBE3				X	-	VU	LC	LC
Oiseaux	*Dendrocopos medius (Linnaeus, 1758)*	Pic mar	2019	P	NO3	IBE2		CDO1			-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Dendrocopos minor (Linnaeus, 1758)*	Pic épeichette	2018	P	NO3	IBE2					-	VU	LC	LC
Oiseaux	*Egretta garzetta (Linnaeus, 1766)*	Aigrette garzette	2017	P	NO3	IBE2		CDO1	CCA	X	CR	LC	LC	LC
Oiseaux	*Emberiza cia (Linnaeus, 1766)*	Bruant fou	2019	p	NO3	IBE2				X	EN	LC	LC	LC
Oiseaux	*Emberiza hortulana (Linnaeus, 1758)*	Bruant ortolan			NO3	IBE3		CDO1		X	RE	EN	LC	LC
Oiseaux	*Gallinago gallinago (Linnaeus, 1758)*	Bécassine des marais	2019	P		IBE2		CDO21-CDO32	OC3	X	RE	CR	LC	LC
Oiseaux	*Gallinula chloropus (Linnaeus, 1758)*	Poule-d'eau, Gallinule poule-d'eau	2019	P		IBE3		CDO22	OC3		NT	LC	LC	LC
Oiseaux	*Grus grus (Linnaeus, 1758)*	Grue cendrée			NO3	IBE2		CDO1	CCA		-	CR	LC	LC
Oiseaux	*Hieraaetus pennatus (Gmelin, 1788)*	Aigle botté	2018	P	NO3	IBE3		CDO1	CCA	X	EN	NT	LC	LC
Oiseaux	*Lanius senator (Linnaeus, 1758)*	Pie-grièche à tête rousse			NO3	IBE2				X	EN	NA	LC	LC

Groupe simplifié	Nom latin	Nom vernaculaire	Dernière obs.	Statut*	Protection nationale	Convention de Berne (International)	Directive Habitats (Europe)	Directive Oiseaux (Europe)	Convention CITES (Convention de Washington) (europe)	ZNIEFF Limousin	Liste rouge régionale Limousin	Liste rouge France	Liste rouge Europe	Liste rouge mondiale
Oiseaux	*Milvus milvus (Linnaeus, 1758)*	Milan royal	2019	P	NO3	IBE3		CDO1		X	EN	NA	NT	LC
Oiseaux	*Numenius arquata (Linnaeus, 1758)*	Courlis cendré	2019	p		IBE2		CDO22		X	CR	LC	VU	NT
Oiseaux	*Nycticorax nycticorax (Linnaeus, 1758)*	Héron bihoreau, Bihoreau gris			NO3	IBE2		CDO1		X	CR	NA		LC
Oiseaux	*Oenanthe oenanthe (Linnaeus, 1758)*	Traquet motteux	2019	P	NO3	IB2					RE	DD	LC	LC
Oiseaux	*Pandion haliaetus (Linnaeus, 1758)*	Balbuzard pêcheur			NO3	IB3		CDO1	CCA		EN	LC	LC	LC
Oiseaux	*Passer montanus (Linnaeus, 1758)*	Moineau friquet	2019	P	NO3	IB3				X	CR	EN	LC	LC
Oiseaux	*Phylloscopus sibilatrix (Bechstein, 1793)*	Pouillot siffleur			NO3	IB3				X	-	NA	LC	LC
Oiseaux	*Rallus aquaticus (Linnaeus, 1758)*	Râle d'eau	2017	P		IB3		CDO22	OC3	X	EN	NA	LC	LC
Oiseaux	*Regulus regulus (Linnaeus, 1758)*	Roitelet huppé	2018	P	NO3	IBE2				X	VU	NA	LC	LC
Oiseaux	*Riparia riparia (Linnaeus, 1758)*	Hirondelle de rivage	2019	P	NO3	IBE2				X	VU	DD	LC	LC
Oiseaux	*Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)*	Traquet tarier, Tarier des prés	2019	P	NO3	IBE2				X	CR	DD	LC	LC
Oiseaux	*Serinus serinus (Linnaeus, 1766)*	Serin cini			NO3	IBE2					EN	NA	LC	LC
Oiseaux	*Spinus spinus (Linnaeus, 1758)*	Tarin des aulnes	2019	P	NO3	IBE2					-	DD	LC	LC
Oiseaux	*Streptopelia turtur (Linnaeus, 1758)*	Tourterelle des bois	2019	P		IBE3		CDO22	OC3		VU	NA	VU	VU
Oiseaux	*Tachybaptus ruficollis (Pallas, 1764)*	Grèbe castagneux	2019	P	NO3	IBE2					VU	LC	LC	LC
Oiseaux	*Tringa glareola Linnaeus, 1758*	Chevalier sylvain			NO3	IBE2		CDO1			EN	LC	LC	LC
Oiseaux	*Tringa ochropus Linnaeus, 1758*	Chevalier culblanc			NO3	IBE2					CR	LC	LC	LC
Oiseaux	*Tyto alba (Scopoli, 1769)*	Chouette effraie, Effraie des clochers	2019	P	NO3	IBE2			CCA		NT	LC	LC	LC
Oiseaux	*Upupa epops Linnaeus, 1758*	Huppe fasciée	2019	P	NO3	IBE3					-	LC	LC	LC
Oiseaux	*Vanellus vanellus (Linnaeus, 1758)*	Vanneau huppé	2019	P		IBE3		CDO22	OC3		EN	LC	VU	NT

Groupe simplifié	Nom latin	Nom vernaculaire	Dernière obs.	Statut*	Protection nationale	Convention de Berne (International)	Directive Habitats (Europe)	Directive Oiseaux (Europe)	Convention CITES (Convention de Washington) (europe)	ZNIEFF Limousin	Liste rouge régionale Limousin	Liste rouge France	Liste rouge Europe	Liste rouge mondiale
Mammifères	*Apodemus sylvaticus (Linnaeus, 1758)*	Mulot sylvestre									-	LC	LC	LC
Mammifères	*Arvicola sapidus (Miller, 1908)*	Campagnol amphibie, Rat d'eau			NM2					X	-	NT	VU	VU
Mammifères	*Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)*	Chevreuil européen, Chevreuil, Brocard (mâle), Chevrette (femelle)	2019	P		IBE3					-	LC	LC	LC
Mammifères	*Cervus elaphus (Linnaeus, 1758)*	Cerf élaphe	1984	P		IBE3					-	LC	-	LC
Mammifères	*Erinaceus europaeus (Linnaeus, 1758)*	Hérisson d'Europe	2019	P	NM2	IBE3					-	LC	LC	LC
Mammifères	*Lepus europaeus (Pallas, 1778)*	Lièvre d'Europe	2019	P							-	LC	LC	LC
Mammifères	*Lutra lutra (Linnaeus, 1758)*	Loutre d'Europe, Loutre commune, Loutre	2005	P	NM2	IBE2	CDH2-CDH4	CCA		X	-	LC	NT	NT
Mammifères	*Martes foina (Erxleben, 1777)*	Fouine				IBE3					-	LC	LC	LC
Mammifères	*Martes martes (Linnaeus, 1758)*	Martre des pins, Martre				IBE3	CDH5				-	LC	LC	LC
Mammifères	*Meles meles (Linnaeus, 1758)*	Blaireau européen, Blaireau				IBE3					-	LC	LC	LC
Mammifères	*Mustela nivalis (Linnaeus, 1766)*	Belette d'Europe, Belette				IBE3					-	LC	LC	LC
Mammifères	*Mustela putorius (Linnaeus, 1758)*	Putois d'Europe, Putois, Furet				IBE3	CDH5				-	NT	LC	LC
Mammifères	*Myocastor coypus (Molina, 1782)*	Ragondin	2019	P							-	NA	-	LC
Mammifères	*Ondatra zibethicus (Linnaeus, 1766)*	Rat musqué									-	NA	-	LC
Mammifères	*Oryctolagus cuniculus (Linnaeus, 1758)*	Lapin de garenne	2019	P							-	NT	NT	EN
Mammifères	*Rattus norvegicus (Berkenhout, 1769)*	Surmulot									-	NA	-	LC
Mammifères	*Sciurus vulgaris (Linnaeus, 1758)*	Écureuil roux	2019	P	NM2	IBE3					-	LC	LC	LC
Mammifères	*Sus scrofa (Linnaeus, 1758)*	Sanglier	2019	P							-	LC	LC	LC

Groupe simplifié	Nom latin	Nom vernaculaire	Dernière obs.	Statut*	Protection nationale	Convention de Berne (International)	Directive Habitats (Europe)	Directive Oiseaux (Europe)	Convention CITES (Convention de Washington) (europe)	ZNIEFF Limousin	Liste rouge régionale Limousin	Liste rouge France	Liste rouge Europe	Liste rouge mondiale
Mammifères	*Talpa europaea (Linnaeus, 1758)*	Taupe d'Europe									-	LC	LC	LC
Mammifères	*Vulpes vulpes (Linnaeus, 1758)*	Renard roux, Renard, Goupil									-	LC	LC	LC
Reptiles	*Hierophis viridiflavus (Lacepède, 1789)*	Couleuvre verte et jaune (La)			NAR2	IBE2	CDH4				-	LC	LC	LC
Reptiles	*Lacerta agilis (Linnaeus, 1758)*	Lézard des souches (Le)			NAR2	IBE2	CDH4			X	-	NT	LC	LC
Reptiles	*Lacerta bilineata (Daudin, 1802)*	Lézard à deux raies (Le)			NAR2	IBE3	CDH4				-	LC	LC	LC
Reptiles	*Natrix maura (Linnaeus, 1758)*	Couleuvre vipérine (La)	1998	P	NAR3	IBE3					-	NT	LC	LC
Reptiles	*Podarcis muralis (Laurenti, 1768)*	Lézard des murailles (Le)	1998	P	NAR2	IBE2	CDH4				-	LC	LC	LC

Liste des espèces animales patrimoniales recensées sur la commune

Listes rouges :

LC : préoccupation mineure
VU : Espèce menacée
EN : Espèce en danger
DD : Données insuffisantes
NT : Espèce quasi-menacée
NA : Non applicable
CR : En danger critique
RE : Disparue au niveau régional

Statut :
**** pour la France métropolitaine : A Absent ; B Occasionnel ; C Cryptogène ; D Douteux ; E Endémique ; I Introduit ; J Introduit envahissant ; M Introduit non établi (dont cultivé / domestique) ; N Natif (= indigène) ; P Présent (indigène ou indéterminé) ; Q Mentionné par erreur ; S Subendémique ; W Disparu ; X Eteint ; Y Introduit éteint ; Z Endémique éteint***

Les espèces introduites envahissantes

Une espèce introduite est une espèce qui n'est pas présente à l'état naturel dans une région donnée. Dans la majorité des cas, ces espèces ont été introduites par l'Homme, volontairement ou non.

Dans certains cas, une partie de ces espèces peut engendrer des nuisances environnementales (colonisation des berges de cours d'eau aux dépens des autres espèces), économiques (dégradations, lutte) ou de santé humaine (allergies). On dit alors qu'elles sont envahissantes.

6 espèces envahissantes (5 espèces animales et 1 espèce végétale) ont été recensées sur la commune de Saint-Viance. Celles–ci se situent dans ou en bordure des cours d'eau.

Catégorie simplifiée	Nom valide	Nom vernaculaire	Espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'UE	Source
Insectes	Vespa velutina nigrithorax du Buysson, 1905	Frelon asiatique	Article 1	INPN
Crustacés	*Pacifastacus leniusculus* (Dana, 1852)	Ecrevisse signal	Article 1	Faune Limousin
Poissons	*Lepomis gibbosus* (Linnaeus, 1758)	Perche-soleil	Article 1	INPN
Mammifères	*Myocastor coypus* (Molina, 1782)	Ragondin	Article 1	INPN
Mammifères	*Procyon lotor* (Linnaeus, 1758)	Raton laveur	Article 1	INPN
Plantes	*Elodea nuttallii* (Planch.) H.St.John, 1920	Élodée de Nuttall	Article 1	INPN

Liste des espèces envahissantes recensées sur la commune

Le CPIE de la Corrèze se mobilise pour lutter contre les plantes exotiques envahissantes (en réseau avec le CPIE des Pays Creusois). Il apporte assistance aux communes qui en font la demande.

Ce qu'il faut retenir du chapitre :

La commune abrite de nombreuses espèces végétales et animales d'intérêt patrimonial. Ces espèces concernent en majorité deux grands types de milieux naturels : les boisements et les zones humides.

Leur présence sur la commune, témoigne de l'existence de nombreux réservoirs de biodiversité en lien avec ces milieux.

En ce qui concerne les espèces exotiques envahissantes, les milieux les plus touchés sont les milieux aquatiques et humides.

1.4.4 Les espaces naturels remarquables

La Réserve de Biosphère du bassin de la Dordogne

La commune de Saint-Viance se trouve en plein cœur de la Réserve de Biosphère du bassin de la Dordogne, il s'agit de la plus grande de France. Sites d'application du programme sur l'Homme et la biosphère de l'UNESCO, les Réserves sont des lieux d'apprentissage et d'expérimentation du développement durable. Ce sont aussi des territoires engagés pour la préservation des paysages, des écosystèmes et des espèces, dans lesquels on a su conserver un équilibre entre la nature et les activités humaines.

Les réserves de biosphère comprennent des écosystèmes terrestres, marins et côtiers. Chaque réserve favorise des solutions conciliant la conservation de la biodiversité et son utilisation durable. Ce sont enfin des lieux où les gens partagent un idéal de vie respectueux de la nature et construisent ensemble un avenir prometteur.

Une Réserve de biosphère est donc à la fois un laboratoire du développement durable, un catalyseur de bonnes pratiques et un lieu de partage des expériences. C'est avant tout un territoire vivant en constante évolution dans lequel nous cherchons à bien comprendre nos héritages passés pour mieux créer notre futur.

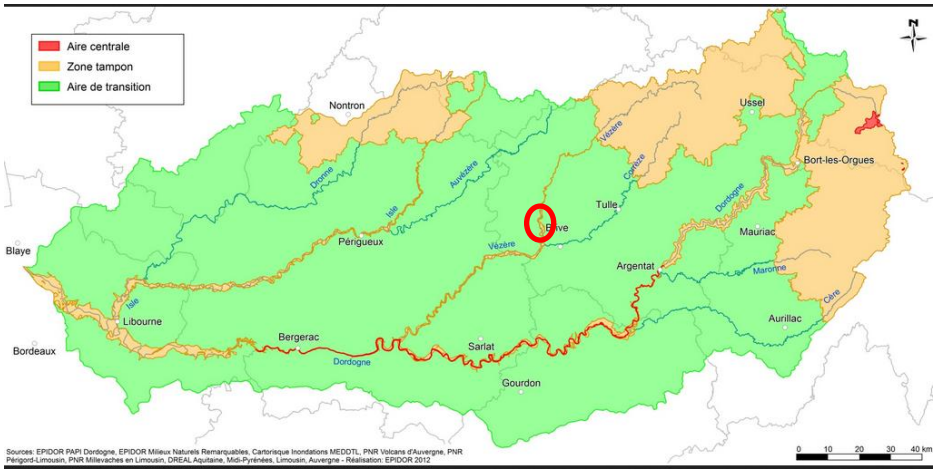
Chaque réserve de biosphère doit remplir trois fonctions fondamentales, à la fois complémentaires et se renforçant mutuellement :

- une fonction de conservation, pour contribuer à la conservation des paysages, des écosystèmes, des espèces et des variations génétiques ;

- une fonction de développement, pour favoriser un développement économique et humain durable d'un point de vue socio-culturel et écologique ;
- une fonction logistique, pour fournir un soutien à la recherche, à la surveillance continue, à l'éducation et à l'échange d'information concernant les questions locales, nationales et mondiales de conservation et de développement.

La Réserve de biosphère du bassin de la Dordogne est structurée autour de la rivière Dordogne et de de son réseau hydrographique.

Le principe fondateur de la Réserve de biosphère du bassin de la Dordogne est que la préservation de son patrimoine fluvial, des ressources et des bienfaits qu'il dispense, est une condition du développement futur de ce territoire et du bien-être des riverains.



Périmètre de la Réserve de Biosphère du bassin de la Dordogne

C'est à ce titre que le fleuve Dordogne a été désigné par l'UNESCO aire centrale du dispositif dont la fonction première est la conservation de la biodiversité. Cela implique qu'à travers les actions menées, la protection des écosystèmes et des espèces que la rivière abrite soient garanties. Autrement dit, l'objectif est de permettre les activités humaines en lien avec la rivière tout en s'assurant qu'elles s'exercent dans le respect des équilibres naturels.

Le réseau Natura 2000

La commission européenne, en accord avec les Etats membres, a fixé le 21 mai 1992, le principe d'un réseau européen de zones naturelles d'intérêt communautaire. Ce réseau est nommé Natura 2000. L'objectif de ce réseau écologique est de favoriser le maintien de la diversité des espèces et des habitats naturels sur l'ensemble de l'espace communautaire en instaurant un ensemble cohérent de sites remarquables, appelés « sites Natura 2000 », tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles (Conseil de l'Europe, 1992).

Le réseau Natura 2000 est le résultat de la mise en œuvre de deux directives européennes :

- La Directive 97/62/CEE, dite « Directive Habitats » du 27 octobre 1997 portant adaptation au progrès technique et scientifique de la Directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Elle désigne les Zones Spéciales de Conservation (ZSC),
- La Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages dite « Directive Oiseaux », remplaçant la Directive 79/409/CEE. Elle désigne des Zones de Protection Spéciale (ZPS).

Sur le territoire communal de Saint-Viance, le site de la vallée de la Vézère d'Uzerche est classé site Natura 2000. Ce site concerne 14 communes et s'étend sur 1 313 hectares et 54 km de rivière.

Les Arrêtés préfectoraux de Protection de Biotope (APB)

Les biotopes sont des aires géographiques protégées par des mesures réglementaires : les Arrêtés préfectoraux de Protection de Biotope. Ceux-ci ont pour objectif de prévenir la disparition d'espèces protégées. Ces arrêtés de protections ne relèvent pas d'une compétence nationale mais de celle de chaque préfet, représentant l'Etat dans les départements, et ils sont en conséquence limités au maximum à un département. Chaque arrêté vise un biotope précis, dans la mesure où il est nécessaire à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie de la ou des espèces concernées, et peut être de petite superficie ou englober un département entier.

La réglementation instituée par l'arrêté consiste essentiellement en l'interdiction d'actions ou d'activités pouvant nuire à l'objectif de conservation du ou des biotopes (et non des espèces elles-mêmes).

Aucun périmètre d'arrêté de protection de biotope n'est présent sur le territoire communal.

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier des secteurs présentant des intérêts biologiques.

On discerne :

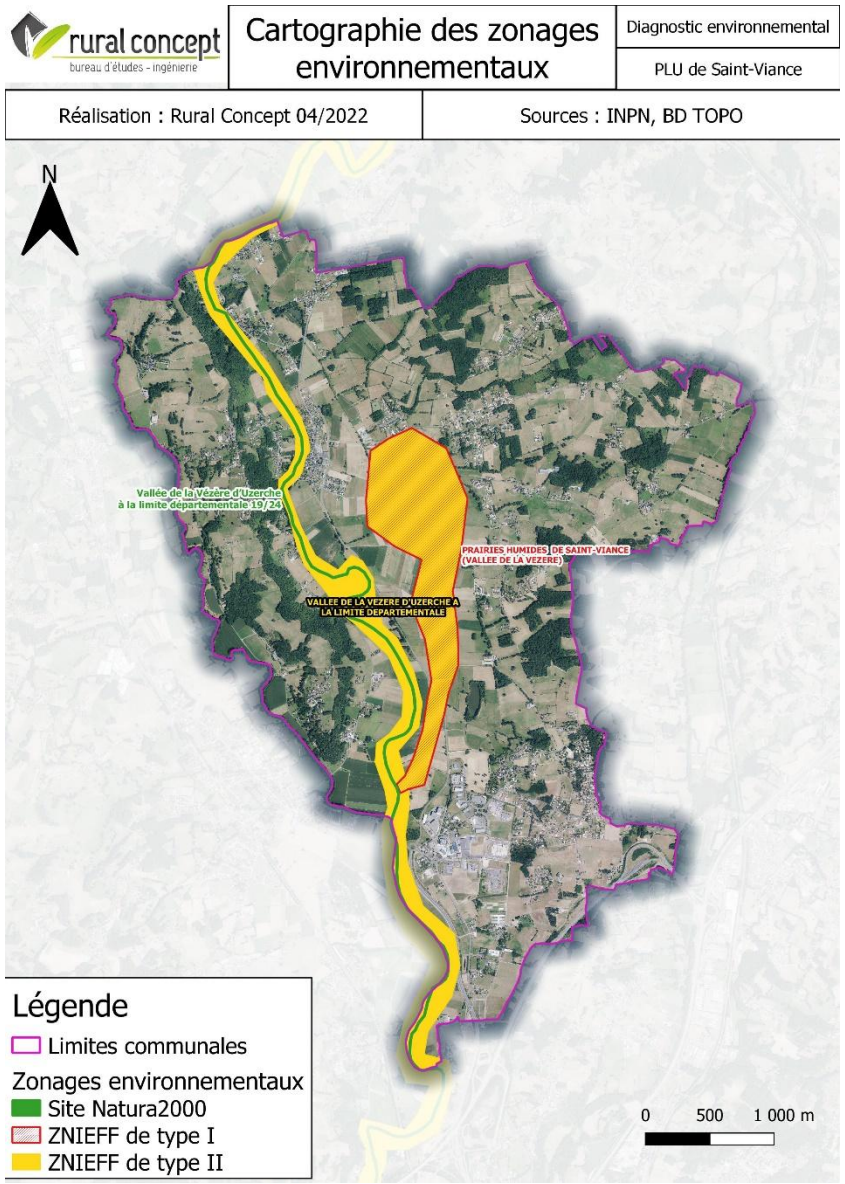
- les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

A la différence des sites Natura 2000, les inventaires ZNIEFF n'ont pas de vocation de protection. Ils recensent une biodiversité et servent de base à l'élaboration de périmètres de protection (créations d'espaces protégés) ou dans le cadre d'aménagement du territoire (document d'urbanisme, élaboration de schémas départementaux de carrière, etc.). Le but de ces périmètres est d'acquérir de meilleures connaissances sur les richesses écologiques, floristiques et faunistiques et de les utiliser dans l'aménagement du territoire.

Sur le territoire communal de Saint-Viance, les prairies humides de Saint-Viance (vallée de la Vézère) correspond à une ZNIEFF de type I et la vallée de la Vézère d'Uzerche correspond à une ZNIEFF de type I et II.

Ce qu'il faut retenir du chapitre :

La commune Saint-Viance est pourvue d'espaces naturels remarquables ciblés sur les milieux humides et aquatiques. Cela témoigne de l'importance de ces types de milieux dans la fonctionnalité écologique du territoire et la déclinaison locale de la TVB devra en tenir compte.



Cartographie des espaces naturels remarquables de la commune

1.4.5 La sous-trame des milieux aquatiques

Le réseau hydrographique…

….à l'échelle départementale

Le département de la Corrèze possède un réseau hydrographique dense et varié où on compte plus de 5000 km de cours d'eau. En situation de transition entre l'Aquitaine et le Massif central, la Corrèze voit son altitude s'élever graduellement du bassin de Brive au plateau de Millevaches, véritable château d'eau de la façade atlantique.

Ses cours d'eau sont nombreux et dépendent du réseau hydrographique de la Garonne. Ils connaissent un régime irrégulier, souvent torrentiel, et coulent au fond de vallées encaissées. Le climat de montagne présente déjà certains aspects méridionaux. Il reçoit des influences océaniques sensibles dans le bassin de Brive. Les pentes et vallées tournées vers l'Aquitaine bénéficient de conditions climatiques plus favorables.

Les trois principaux cours d'eau du département sont la Corrèze, la Vézère et la Dordogne. Ces trois rivières constituent le squelette de la trame aquatique départementale.

…à l'échelle locale

La présence d'eau est perceptible sous différentes formes sur tout le territoire communal. Les talwegs accueillent le plus souvent des prairies, laissant transparaitre les lignes d'écoulement des eaux. L'eau est également présente sous forme d'étangs et de source.

La commune de Saint-Viance se situe dans le bassin versant de la Vézère. Le réseau hydrographique de la commune se caractérise principalement par la présence de 4 cours d'eau :

- **La Vézère** est un affluent de la Dordogne, elle s'étend sur 211 km.
- **Le Loyre** est un affluent en rive droite de la Vézère et un sous-affluent de la Dordogne. Cette rivière s'étend sur 45 km.
- **Le Maumont** est un affluent en rive droite de la Corrèze et un sous-affluent de la Dordogne par la Vézère. Cette rivière s'étend sur 37 km.
- **Le Clan** est un affluent en rive droite du Maumont et un sous-affluent de la Dordogne et la Vézère. Ce ruisseau s'étend sur 18 km.

Les eaux superficielles sont aussi présentes à Saint-Viance sous forme de plans d'eau et de mares, du plus important, 2,1 ha, aux plus modestes inférieurs à 0,5 ha. Un certain nombre d'entre eux sont artificiels, historiquement aménagés par les agriculteurs.

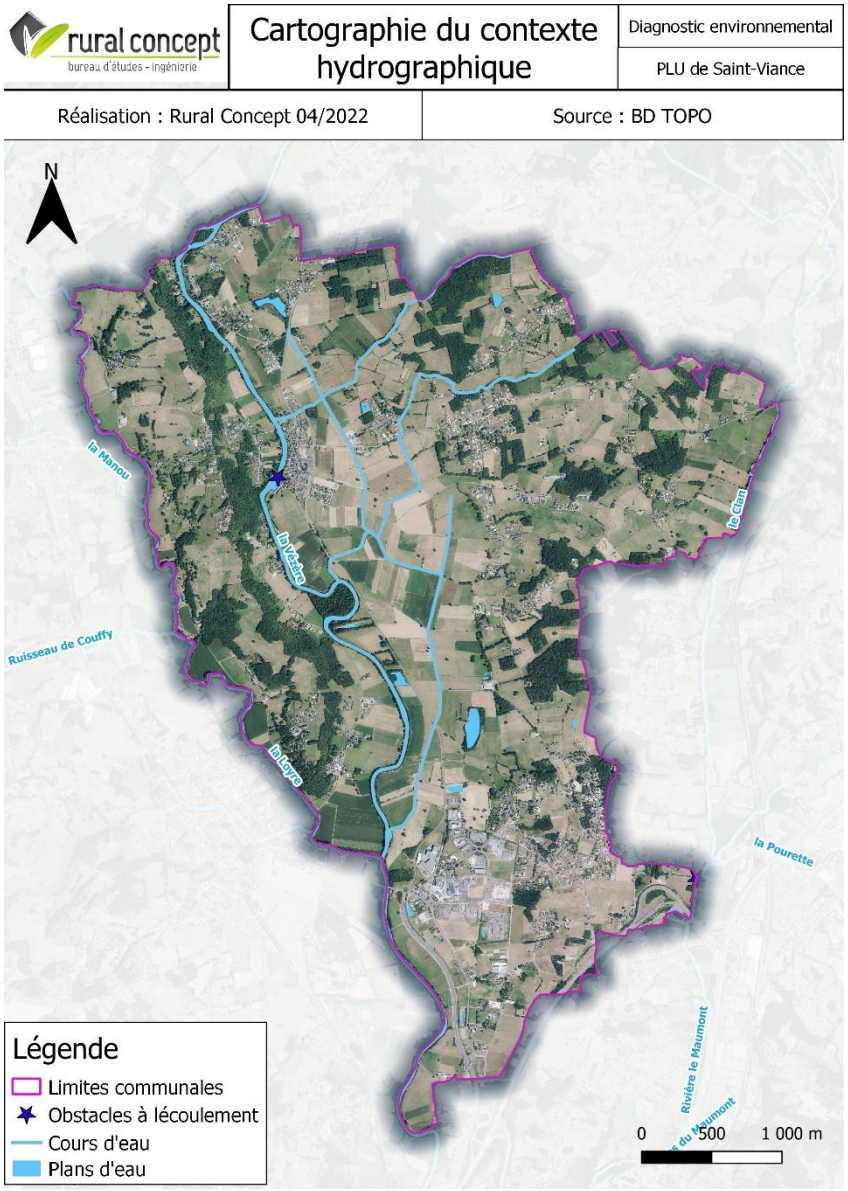


Etang privé (2,1 ha)

Les mares qui n'ont plus de vocation agricole sont laissées à l'abandon et se retrouvent progressivement colonisées par des ligneux hygrophiles (saules, aulnes et bouleaux) ou sont asséchées et comblées.

Parmi les cours d'eau de la commune, certains bénéficient d'un classement particulier :

- **Les cours d'eau classés au titre de l'article L-214-17 du code de l'environnement** : Depuis le 1er janvier 2014 les anciens classements « cours d'eau réservés » pris en application de la loi sur l'énergie de 1980 et « cours d'eau classés à migrateurs » pris en application de l'article L.432-6 du code de



Contexte hydrographique de la commune

l'environnement sont devenus caducs. La loi sur l'eau du 31 décembre 2006 a introduit deux nouveaux types de classement qui se substituent à ces anciens classements en permettant d'étendre leur application à l'ensemble des ouvrages faisant obstacle à la continuité écologique.

L'article L.214-17-I du code de l'environnement et ses articles d'application R.214-107 à 110 du code de l'environnement définissent ces classements :

- Liste 1 : Ce sont des cours d'eau sur lesquels aucun nouvel ouvrage ne peut être autorisé ou concédé s'il fait obstacle à la continuité écologique.
- Liste 2 : Ce sont des cours d'eau sur lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et/ou la circulation des poissons migrateurs.

Sur le bassin Adour-Garonne, la liste des cours d'eau mentionnée au 1° du I de l'article L.214-17 du code de l'environnement a été établie par arrêté préfectoral du 7 octobre 2013.

- **Les cours d'eau identifiés en réservoirs biologiques**: Les réservoirs biologiques sont des cours d'eau ou parties de cours d'eau ou canaux qui comprennent une ou plusieurs zones de reproduction ou d'habitat des espèces aquatiques et permettent leur répartition dans un ou plusieurs cours d'eau du bassin versant.

- **Le classement « cours d'eau en très bon état »** : Ce classement désigne les cours d'eau présentant un état le plus proche possible de l'état naturel. Ils présentent des caractéristiques de biodiversité, de physico-chimie et d'hydromorphologie proches des valeurs normalement constatées en l'absence d'influences humaines.

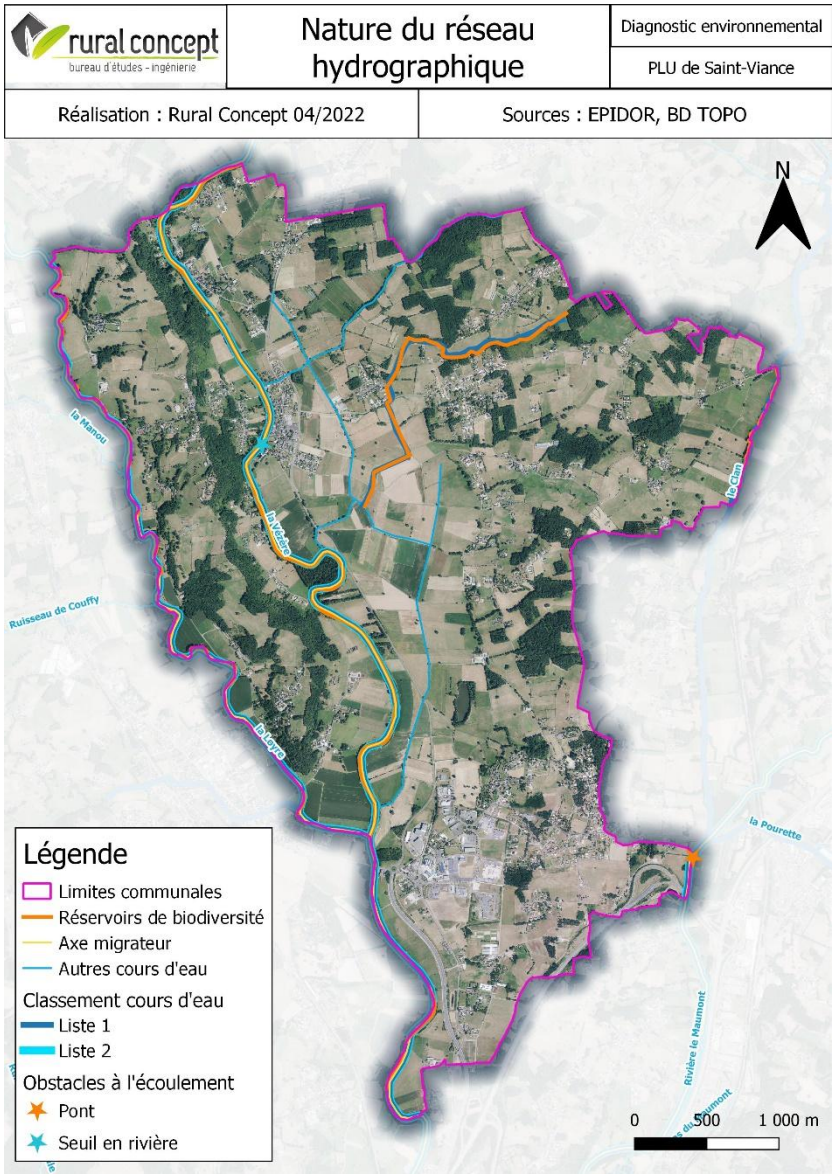
- **Les cours d'eau classés en axes migrateurs amphihalins** : Les axes migrateurs sont des cours d'eau identifiés pour la mise en œuvre de mesures de préservation et de restauration des poissons grands migrateurs amphihalins. Il y a lieu de préserver et de restaurer la continuité écologique sur ces cours d'eau et les zones de frayères des poissons migrateurs amphihalins et leurs zones de grossissement doivent être conservées.

	Réservoir biologique	Axe migrateur (préserver la continuité écologique pour les migrateurs)[4]	Liste 1 (aucun nouvel ouvrage ne peut être autorisé ou concédé s'il fait obstacle à la continuité écologique)	Liste 2 (assurer le transport suffisant des sédiments et/ou la circulation des poissons migrateurs)	Cours d'eau en « très bon état »
La Vézère	X	X	X	X	
La Loyre	X		X	X	X
Le Maumont	X				
Le Clan	X		X		
Autres cours d'eau (non nommés, temporaires ...)					

Classement des cours d'eau de la commune



La Vézère



Enjeux écologiques du réseau hydrographique de la commune

Un obstacle à l'écoulement est un ouvrage lié à l'eau qui est à l'origine d'une modification de l'écoulement des eaux de surface. Seuls les obstacles artificiels (provenant de l'activité humaine) sont pris en compte (barrage, seuil, seuil induit par un pont, moulin, étang…). Ils sont géolocalisés dans une banque de données appelée ROE (Référentiel des Obstacles à l'Ecoulement) produite par l'ONEMA.

Selon le référentiel aux obstacles à l'écoulement (ROE de l'ONEMA[4]), l'ensemble du réseau hydrographique de la commune de Saint-Viance est concerné par deux ouvrages : il s'agit d'un obstacle induit par une microcentrale hydroélectrique et d'un obstacle induit par un pont. Ces deux obstacles sont franchissables par la faune piscicole.



Seuil en rivière (microcentrale hydroélectrique)

A noter que le SRADDET ne considère pas ces obstacles comme majeurs, en effet ils ne sont pas identifiés dans ce dernier.

[4] Source : ROE ONEMA mise à jour 2017

Intérêt écologique et autres fonctions

Les cours d'eau apportent divers services :

- Des services d'approvisionnement : eau douce, électricité, réserve en eau, irrigation…
- Des services écosystémiques : l'abondance et la variété des habitats (ripisylve, abris sous berges, blocs, embâcles, plans d'eau...) favorisent la multitude d'espèces de faune et de flore qui assurent leur cycle de vie au sein des milieux aquatiques. Certaines espèces protégées sont présentes sur la commune, telle que le Crapaud sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*).
- Des services de régulation : la diversité des caractéristiques d'une rivière augmente son pouvoir auto-épurateur (débit, vitesse du courant, température, échanges entre eaux de surface et eau des fonds de cours d'eau, présence d'embâcles ; protection incendie) …
- Des services sociaux et culturels : paysage, loisirs, tourisme…

Facteurs d'évolution

Malgré des potentialités biologiques élevées, les cours d'eau sont soumis à plusieurs facteurs d'évolution défavorables. Ces perturbations peuvent avoir plusieurs origines :

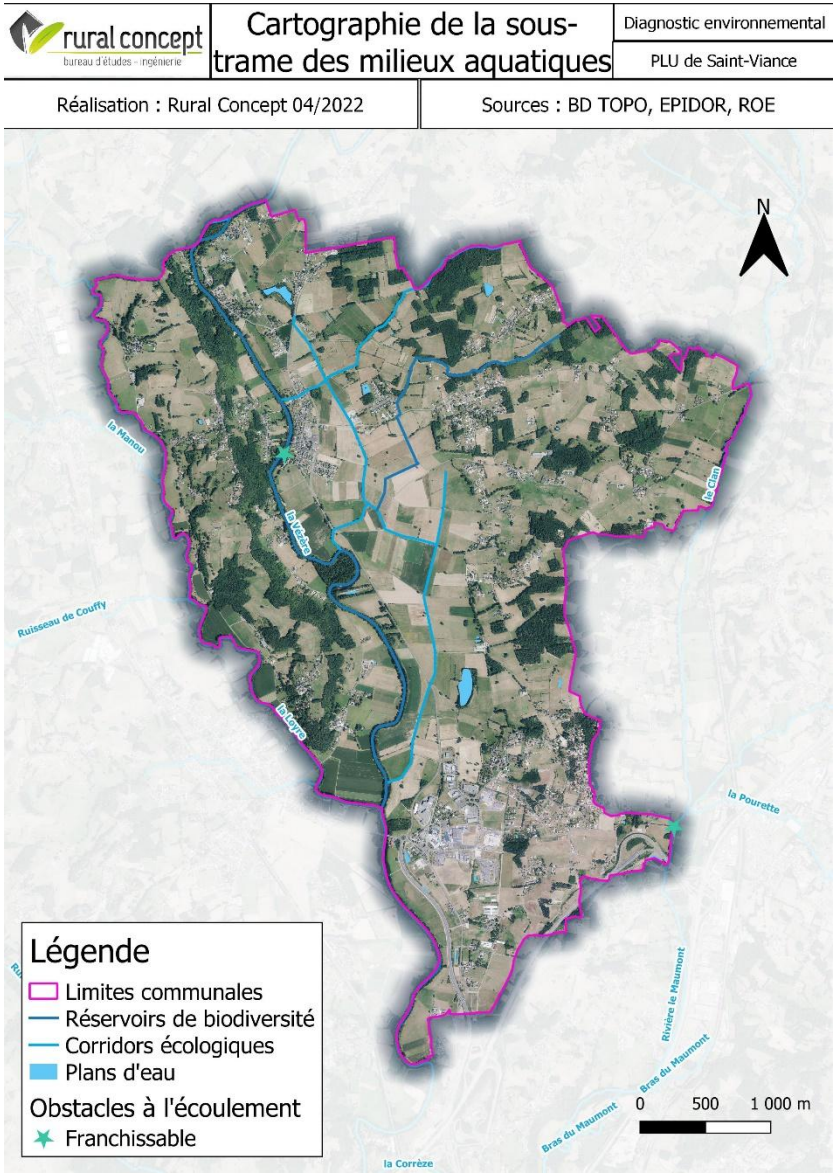
- De moins en moins d'eau : le drainage des zones humides et le recalibrage de cours d'eau qui accélèrent le courant en crue, accentuent les étiages et artificialisent le milieu aquatique,
- Les rejets d'origine agricole (élevages en stabulation) et domestiques, qui peuvent altérer la qualité de l'eau,
- Le piétinement des berges par le bétail, qui élargit le lit en diminuant la hauteur de lame d'eau, apporte matières organiques et matières en suspension au ruisseau.
- Les plans d'eau qui entraînent en aval le réchauffement et la désoxygénation des eaux, et apporte des espèces de poissons indésirables,
- Le sur-entretien ou le sous-entretien de la végétation rivulaire,
- La présence d'espèces exotiques envahissantes : écrevisses californienne (qui contribuent à la raréfaction des espèces autochtones[5]).
- La présence d'ouvrages, qui constituent des obstacles aux continuités biologiques, empêchent les brassages génétiques des populations et les besoins de reproduction et d'alimentation pour les grands migrateurs amphihalins, mais aussi pour toutes les autres espèces holobiotiques : difficulté à rejoindre les meilleures frayères, retard à la migration, mortalité prématurée des individus (due à l'épuisement lors du franchissement des ouvrages). Diverses zones décrivant l'état de la population piscicole, allant de conforme à dégradée, ont pu être identifiées sur le département par la Fédération Départementale pour la pêche de Corrèze. La commune de Saint-Viance se trouve dans un contexte piscicole très perturbé voire dégradé.

[5] Comme l'écrevisse à pattes blanches (*Austropotamobius pallipes*) qui a disparu de la Corrèze et de ses affluents Source : Op. Cit.

- Enfin, l'urbanisation est également source de fragmentation pour les cours d'eau. Le réseau routier et les infrastructures en général nécessitent la construction d'ouvrages de franchissement et des aménagements (seuils…) réalisés lors de la traversée des cours d'eau, même si les écoulements sont maintenus.

Principaux enjeux identifiés	Enjeux cours d'eau : Enjeux relevés par la FDAAPPMA : - Sur les cours d'eau appartenant au bassin versant de la Corrèze : contexte piscicole très perturbé voire dégradé - Les obstacles à l'écoulement sont franchissables (dispositifs de franchissement, fable hauteur de seuil,..). A noter également que des obstacles naturels sont présents.

Réservoirs de biodiversité identifiés Réservoirs de biodiversité	Les réservoirs de biodiversité sont : - Les cours d'eau classés (Liste 1 et Liste 2, axe migrateur, réservoirs biologiques considérés comme permanents) - Les cours d'eau et portions de cours d'eau identifiés dans le SRADDET - Les points d'eau
Corridors écologiques identifiés Corridors écologiques	Les corridors écologiques sont : - Les autres cours d'eau permanents - Les cours d'eau temporaires La cartographie des cours d'eau est issue de la BD Topage de l'IGN.
Zones de rupture de continuité identifiées Obstacles à l'écoulement Pont Seuil en rivière	Obstacles à l'écoulement : - Seuil en rivière - Pont



Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques de la sous-trame des milieux aquatiques

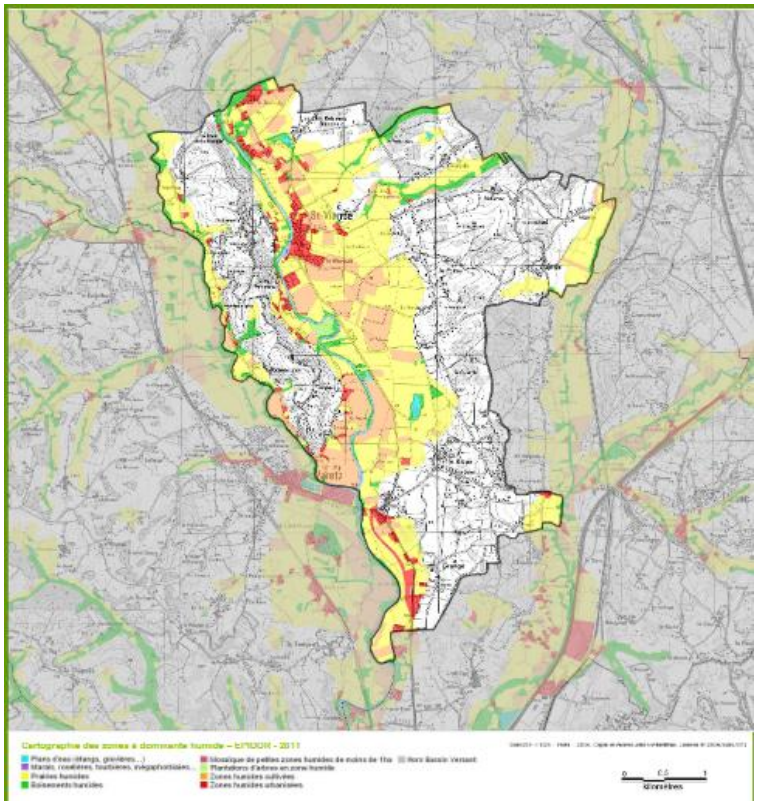
Ce qu'il faut retenir du chapitre :
La commune de Saint-Viance est parcourue par un réseau hydrographique relativement dense mais très modifié par les activités humaines (urbanisation, agriculture…), comprenant surtout des cours d'eau dits de « plaine » avec de grandes surfaces cultivées. Certains milieux aquatiques sont reconnus de bonne qualité (réservoirs biologiques, axes de migration…) et présentent un fort intérêt écologique, même si diverses menaces existent. Les réservoirs et continuités écologiques formés par ces milieux sont à préserver. Il faut également retenir que la commune est dans une zone où le contexte piscicole est très perturbé voire dégradé.

1.4.6 La sous-trame des milieux humides

En France, la définition des zones humides est très cadrée. D'après le Code de l'environnement, les zones humides sont désignées comme des « *terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». (Art. L.211-1). Des textes complémentaires en précisent les critères de définition.

L'identification de la sous-trame des zones humides sur le territoire communal a été réalisée à partir de deux sources de données :

- L'utilisation et la mise à jour cartographique des inventaires des Zones à Dominante Humide d'EPIDOR.
- La réalisation de prospections de terrain en avril 2022 afin d'identifier et délimiter les zones humides fonctionnelles.



Zones à dominante humide (ZDH) (source : EPIDOR)

Les zones humides de la commune

Nature des zones humides	Nombre de zones humides cartographiées	Superficie (hectares)
Plans d'eau (étangs, gravières…)	5	3.4
Marais, roselières, tourbières, mégaphorbiales…	0	0.0
Prairies humides	44	465.1
Boisements humides	59	67.4
Mosaïque de petites zones humides de moins de 1ha	0	0.0
Plantations d'arbres en zone humide	1	3.8
Zones humides cultivées	39	157.5
Zones humides urbanisées	65	56.9
Zones humides altérées	Surface totale	754.1

L'Etablissement Public Territorial du Bassin de la Dordogne (EPIDOR), a réalisé de 2007 à 2011, sur la base d'analyses cartographiques[6], une cartographie des zones à dominantes humides sur l'ensemble du bassin versant de la Dordogne. Ces éléments sont disponibles pour la commune de Saint-Viance. La précision de la cartographie des délimitations obtenues pour ces zones à dominante humide (ZDH) est de 1/25000ème. Cette méthodologie[7] permet d'identifier non seulement des zones humides potentiellement fonctionnelles (prairies, boisements…) mais également dégradées (zones urbanisées, zones drainées, zones cultivées…).

Les parcelles qualifiées d'anthropisées/artificialisées, sont exclues de la cartographie réalisée dans le cadre du présent rapport car considérées comme non-fonctionnelles.

Les surfaces qualifiées de cultivées (céréales, plantations, vergers …) sont, quant à elles, identifiées comme « zones de vigilance ». En effet, elles constituent des ruptures de continuités entre deux zones humides fonctionnelles et, pourraient le redevenir et ainsi recréer une continuité.
Seules les surfaces présentant une occupation des sols naturelle sont considérées comme étant potentiellement fonctionnelles (au regard des services rendus par les zones humides).

Sur la base de la pré-cartographie des zones humides potentielles réalisée par photo-identification, Rural concept a réalisé des inventaires de terrain qui ont permis d'affiner la localisation des zones humides de la commune de Saint-Viance. Seules les zones humides « fonctionnelles au regard de la gestion de l'eau et de la biodiversité », c'est-à-dire présentant une végétation hygrophile visible, ont été étudiées et recensées sur la commune. Ces inventaires ont permis d'obtenir une cartographie de précision au 1/5000ème.

Plusieurs types de zones humides sont présents sur le territoire communal allant d'une surface de 0,5 ha à presque 9 hectares. 55 zones humides « fonctionnelles » ont été identifiée pour une surface d'environ 326 hectares, soit environ 21 % de la surface communale.

[6] Source : EPIDOR

[7] La méthodologie de cartographie combine traitements analogiques (PIAO : photo-interprétation assistée par ordinateur), traitements numériques (Image Satellite, données altimétriques (MNT), données thématiques (dont pédologiques), …), et relevés de terrain (clé d'interprétation). Le travail consiste à identifier des zones présumées humides avec une typologie proche des typologies Corine Land Cover et EUNIS.

Les prairies humides

Ce sont les principales zones humides rencontrées sur la commune. Elles sont situées généralement en tête de bassin, dans des pâturages permanents ou intermittents, fauchés ou non. L'hygrométrie et le mode de conduite va influencer l'installation d'habitats différents.

Les **prairies humides subatlantiques (37.21)** sont très représentées et assez diversifiées. Elles contiennent généralement une proportion plus ou moins grande de joncs selon le niveau d'eau et l'intensité du pâturage. Si les joncs dominent, dans le cas des pâturages plus intensif ou de zones plus humides, on retrouvera des **prairies à Jonc acutiflore (37.22)**, également communes.



Pâture à joncs acutiflore et cardamines des Prés

La ripisylve et les boisements humides

La ripisylve correspond au boisement présent le long des rives d'un cours d'eau. Elle est bien représentée sur la commune où elle est relativement large et continue. Les cours d'eau présentent un cordon rivulaire majoritairement boisé, la ripisylve laissant régulièrement place à des massifs forestiers plus étendus.

Elle est moins représentée sur les secteurs de plateaux. En effet, la végétation accompagnant le chevelu se cantonne à un petit cordon rivulaire de part et d'autre des écoulements. Celui-ci est essentiellement composé de hautes herbes (mégaphorbiaie, ronces) mais, peut ponctuellement s'accompagner de bosquets (Frênes (*Fraxinus excelsior*), Saules (*Salix spp.*), Chênes pédonculés (*Quercus robur*), Peupliers (*Populus sp.*), Aulnes (*Alnus glutinosa*)) ou d'arbres isolés).

Le long des cours d'eau, lorsqu'ils sont encore boisés, on trouvera souvent des **formations riveraines de Saules (44.1)** ou **forêt de frêne et d'aulnes des fleuves medio-européens (44.3).**



Ripisylve



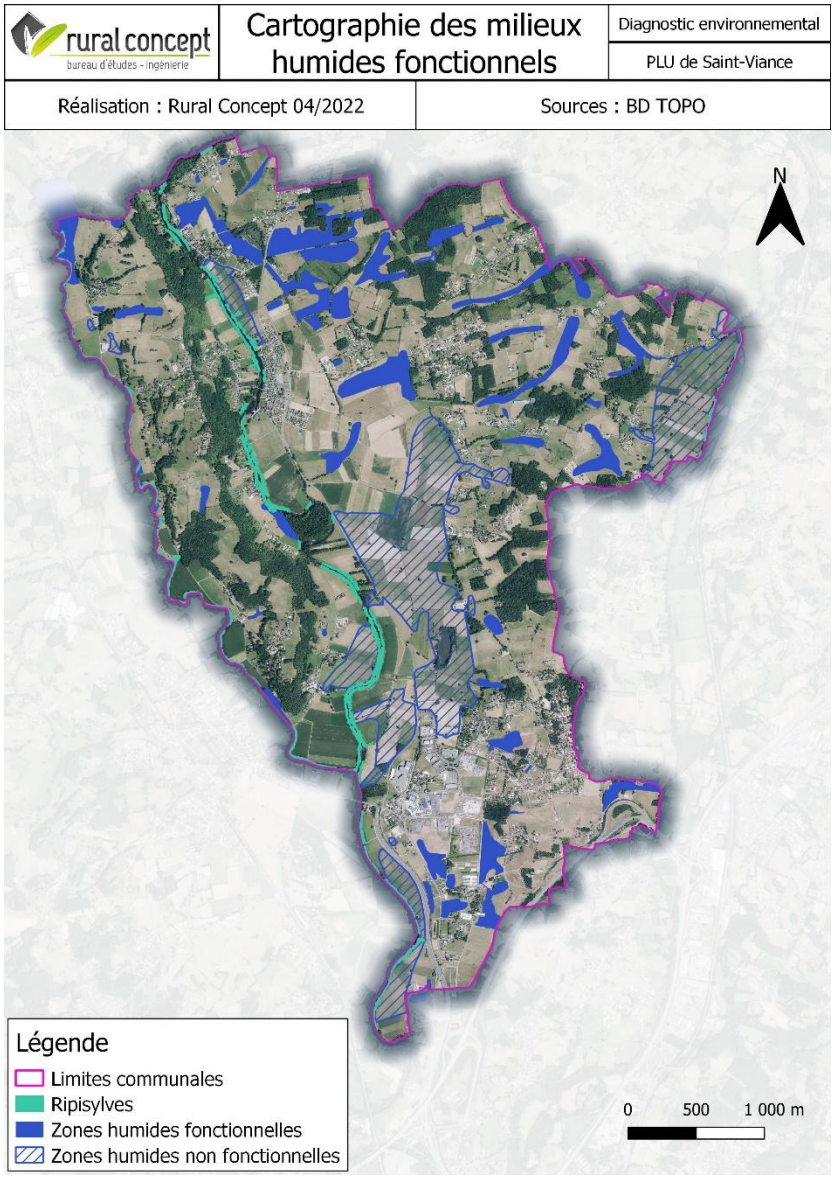
Bosquet de peuplier tremble

Intérêts écologiques et autres fonctions

Les milieux humides remplissent diverses fonctions. Situés à l'interface entre le monde aquatique et terrestre, ils participent à la structuration du paysage et jouent un rôle essentiel pour le fonctionnement et l'équilibre des milieux. Outre leur aspect d'interface, les milieux humides forment des écosystèmes à part entière avec leurs propres spécificités.

- **Rôle de régulation :** De par leur capacité à retenir l'eau, les milieux humides permettent d'atténuer l'intensité des crues en période d'inondation ou de pluies abondantes (régulation des débits) et de restituer l'eau dans les milieux environnants en cas de sècheresse. Ils font donc partie intégrante du fonctionnement du système hydrologique régional. Par ailleurs, les zones humides participent au maintien du bon état de qualité des eaux, en assurant un bon système d'épuration et de dépollution (piégeage des sédiments…). Par exemple, les ceintures végétales ou ripisylves en bord de cours d'eau participent à l'abattement de la charge azotée. Les prairies humides et les tourbières permettent également de stocker le carbone limitant ainsi l'effet de serre global.

- **Rôle écologique :** Ces milieux constituent de véritables réservoirs de biodiversité. En effet, les conditions pédoclimatiques de certains de ces milieux dont les tourbières (humidité permanente et élevée, acidité et pauvreté minérale des eaux, microclimat souvent plus froid) font que seules des espèces animales et végétales adaptées ou spécialisées peuvent s'y développer. Or, il s'agit généralement d'espèces rares ou menacées à l'échelle nationale et européenne. Elles sont souvent riches en insectes[8], inféodés à certaines plantes des praires, notamment les papillons et les libellules qui apprécient les rigoles et ruisselets qui parcourent les prairies.



Cartographie des milieux humides fonctionnels du territoire

[8] Source : SCOT du Sud Corrèze

Les amphibiens et reptiles affectionnent également ces milieux, comme le Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*), espèce protégée présente sur la commune[9].

- **Rôle économique et culturel :** Ces milieux forment de bons supports au développement d'activités économiques et récréatives : élevage, chasse, pêche, tourisme, éducation à l'environnement… Sur le plan agricole, les zones humides comme les tourbières assurent aux troupeaux une réserve d'eau et de fourrage lors des périodes de sécheresse.

- **Rôle paysager :** Les milieux humides du Limousin participent à l'identité paysagère de la région. Sur la commune, ils témoignent de la forte présence de l'eau

La ripisylve et les boisements humides bordant les cours d'eau assurent l'alimentation de la nappe, la filtration des polluants ruisselants, l'auto-épuration du milieu, le maintien des berges et la bonne qualité biologique du milieu (diversité des habitats et des espèces).

Ces milieux peuvent être intéressants notamment pour certaines espèces de chauves-souris qui utilisent ces milieux comme territoires de chasse, mais aussi des cortèges d'insectes comme les coléoptères. C'est en outre un corridor écologique. Ces milieux possèdent une forte valeur patrimoniale pour certaines espèces et donc un fort enjeu écologique.

Facteurs d'évolution

Les milieux humides ouverts sont menacés à l'échelle de l'ex région Limousin : ils sont de surface réduite et subissent de nombreuses pressions (drainage, plantation, remblaiement, abandon pastoral, pression urbaine, conversion en culture…). La plupart des milieux humides ouverts ont subi par le passé des assèchements (drainage enterré, création de rigoles…) qui ont diminué leur surface initiale. Aujourd'hui, la diminution de l'élevage, le retournement des prairies au profit de cultures ou la plantation de résineux peuvent constituer une menace pour ces zones humides.

Les menaces principales sur la commune de Saint-Viance étant l'abandon de ces milieux humides entrainant leur fermeture et ponctuellement, leur retournement pour un ensemencement (prairie temporaire).

[9] Source : INPN

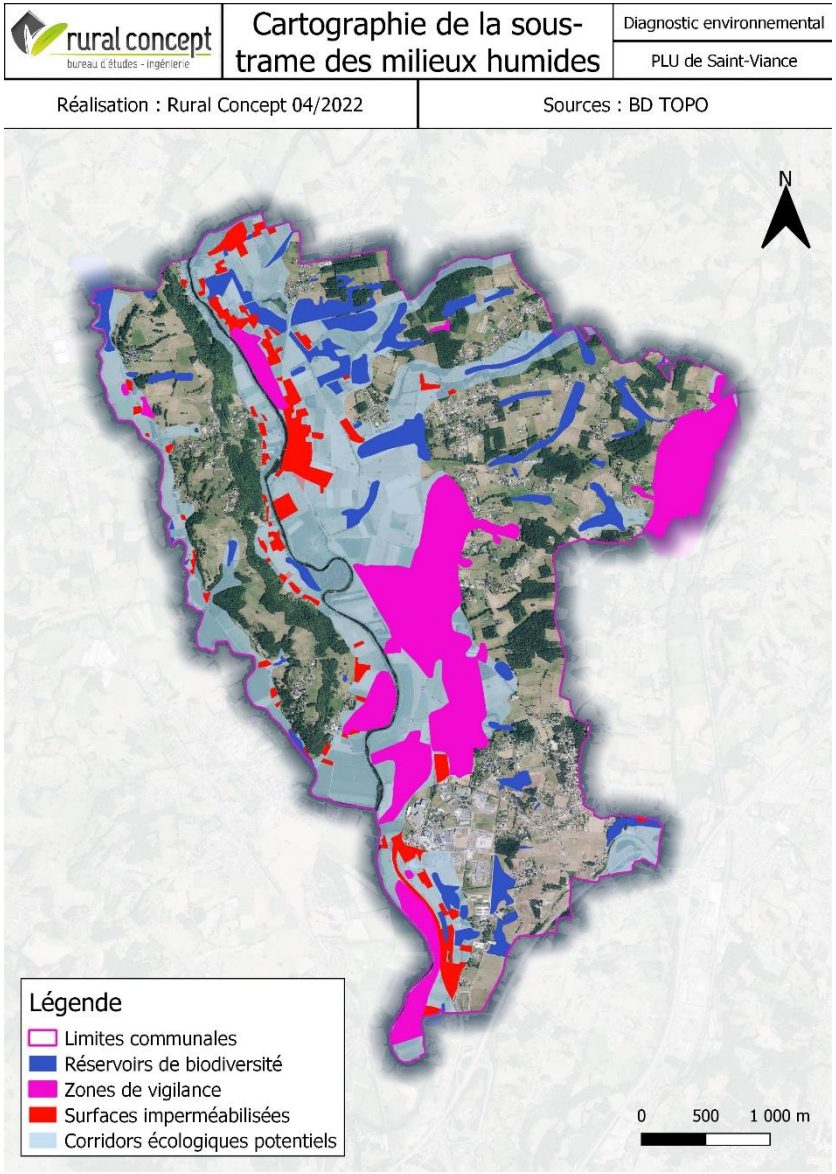
En outre, les milieux humides proches des secteurs urbanisés sont particulièrement menacés de disparition. L'imperméabilisation des sols et l'urbanisation (création de parkings, routes…) peuvent générer des ruptures d'échange entre milieux humides et milieux aquatiques.

Les ripisylves paraissent peu menacées car trop étroites pour être exploitées en peupleraie ou en prairie/culture. Certaines sont d'ailleurs identifiées en Espaces boisés classés dans l'actuel PLU.

Les boisements humides semblent résulter d'un abandon des prairies humides les moins productives. Ils ne sont donc pas menacés.

Une CATZH (Cellule d'Assistance Technique aux Zones Humides) peut intervenir sur le territoire communal pour apporter son appui concernant la prise en compte des zones humides. Le but de ces cellules est de promouvoir auprès de collectivités, d'agriculteurs, de particuliers ou encore de forestiers gestionnaires de zones humides, des conseils et des techniques adaptés à ces milieux. Cet accompagnement passe notamment par la réalisation de diagnostics et de plans de gestion. Il s'agit de **« Réseau zones humides en Limousin »**. Ce réseau dont le territoire d'actions est à cheval sur les deux bassins versants Loire-Bretagne et Adour-Garonne, est coordonné par le CEN Nouvelle-Aquitaine – antenne Limousin depuis 2005 et intervient à la demande des communes.

Principaux enjeux identifiés	Enjeux relevés par les élus : - Les milieux humides, sont menacés par le retournement des prairies au profit de cultures
Réservoirs de biodiversité identifiés Réservoirs de biodiversité	Les réservoirs de biodiversité sont les zones humides fonctionnelles (près de 200 hectares identifiés): - identifiées lors de visites de terrain, - identifiées par le Conservatoire Botanique National du Massif Central (CBNMC) durant une campagne d'inventaire en 2008-2009,



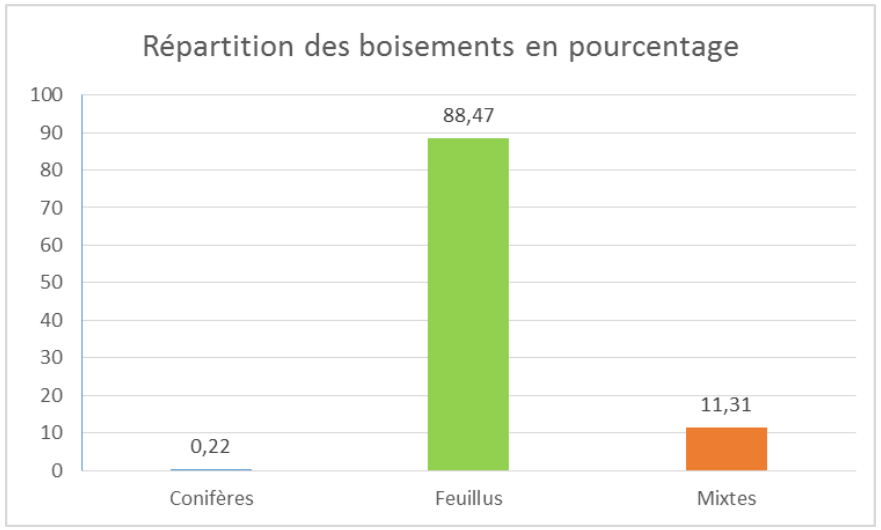
Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques de la sous-trame des milieux humides

	- Identifiés par photo-interprétation dans le cas de la ripisylve.
Corridors écologiques identifiés Corridors écologiques potentiels	Les corridors écologiques des milieux humides ont été déterminés à partir des : - Zones à dominante humide (ZDH) présentant une végétation naturelle identifiées par Epidor.
Zones de rupture de continuité identifiées Surfaces imperméabilisées	« Zones urbanisées » : - Toutes les zones bâties,
Zones de vigilance concernant les continuités Zones de vigilance	Il faut être particulièrement attentif aux ruptures de continuités entre deux zones humides fonctionnelles crées par les zones cultivées (cultures, vergers). En effet, les cultures, même si elles ne constituent pas des zones humides fonctionnelles pourraient le redevenir et ainsi recréer une continuité.

Ce qu'il faut retenir du chapitre :
La commune est globalement située en zone de plaine, ce qui explique la présence de nombreuses zones humides liées aux plaines alluviales des cours d'eau . Ces zones humides sont en majorité situées dans des fonds de prairies pâturées et/ou fauchées. On retrouve également quelques boisements humides le long des cours d'eau.
Les services que rendent les milieux humides sont reconnus d'intérêt général et doivent être préservés. Ils tiennent un rôle à la fois de réservoirs de biodiversité (de par les espèces qui s'y développent) et de continuités écologiques (continuités latérales des cours d'eau) et jouent un rôle essentiel dans la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau.
A noter que la ZNIEFF de type 1 « prairies humides de Saint-Viance (vallée de la Vézère) » n'abrite quasiment plus de milieux humides fonctionnels du fait de leur mise en culture.

1.4.7 La sous-trame des milieux forestiers

Le territoire de la commune de Saint-Viance présente un taux de boisement d'environ 16 %. La surface des boisements couvre environ 245 ha du territoire communal et est constituée de boisements de feuillus à 88 % et de boisements de conifères et/ou mixtes à 12 %.



Les boisements de feuillus[10]

Les boisements les mieux représentés sur le territoire de la commune sont composés de peuplements naturels de feuillus, en grande majorité des chênaies (41.2) ou des frênaies (41.3).

Les boisements de conifères

Ce sont des plantations mono-spécifiques. Sur la commune de Saint-Viance il s'agit essentiellement de plantations de Sapins pectinés (*Abies alba)*, d'Epicéas (*Picea sp*.) et de Pins Sylvestre (*Pinus sylvestris*).

Les boisements mixtes

Les boisements composés d'un mélange de feuillus et de conifères sont variés et peuvent être spontanées ou d'origine anthropique (plantations). Ils sont en nombre très restreint sur la commune de Saint-Viance.



Chênaie

[10] Source : IFN

Les landes et les friches

Les landes se caractérisent par des formations végétales basses (moins de 2 m) dominées par des espèces ligneuses de la famille des Ericacées (Bruyères, Myrtille), Fabacées (Ajoncs, Genêts…) ou par des Fougères, qui se développent sur des sols pauvres ou peu évolués et acides bénéficiant d'un bon ensoleillement.

Elles se rencontrent soit en conditions stationnelles contraignantes, souvent au niveau d'affleurements rocheux, soit lors d'un abandon de gestion d'une parcelle agricole. Les friches sont des cultures ou pacages abandonnés ou en voie d'abandon car à faible potentiel, qui évoluent vers la friche-boisée et le taillis.

On y retrouve des espèces telles que le Genêt à balai (Cytisus scoparius), la Bruyère cendrée (Erica cinerea), la Callune (Calluna vulgaris), même si, sur la commune, les landes sont largement dominées par la Fougère aigle (Pteridium aquilinum). La présence de cette dernière espèce témoigne de l'évolution de la lande vers un stade boisé.



Lande à genêts

Il y a très peu de landes et friches sur la commune de Saint-Viance, ce qui témoigne d'un bon entretien des milieux ouverts au travers des activités agricoles.

Les ripisylves et boisements humides

Les boisements humides sont considérés plus en détail dans la partie concernant les milieux humides (sous-trame des milieux humides).

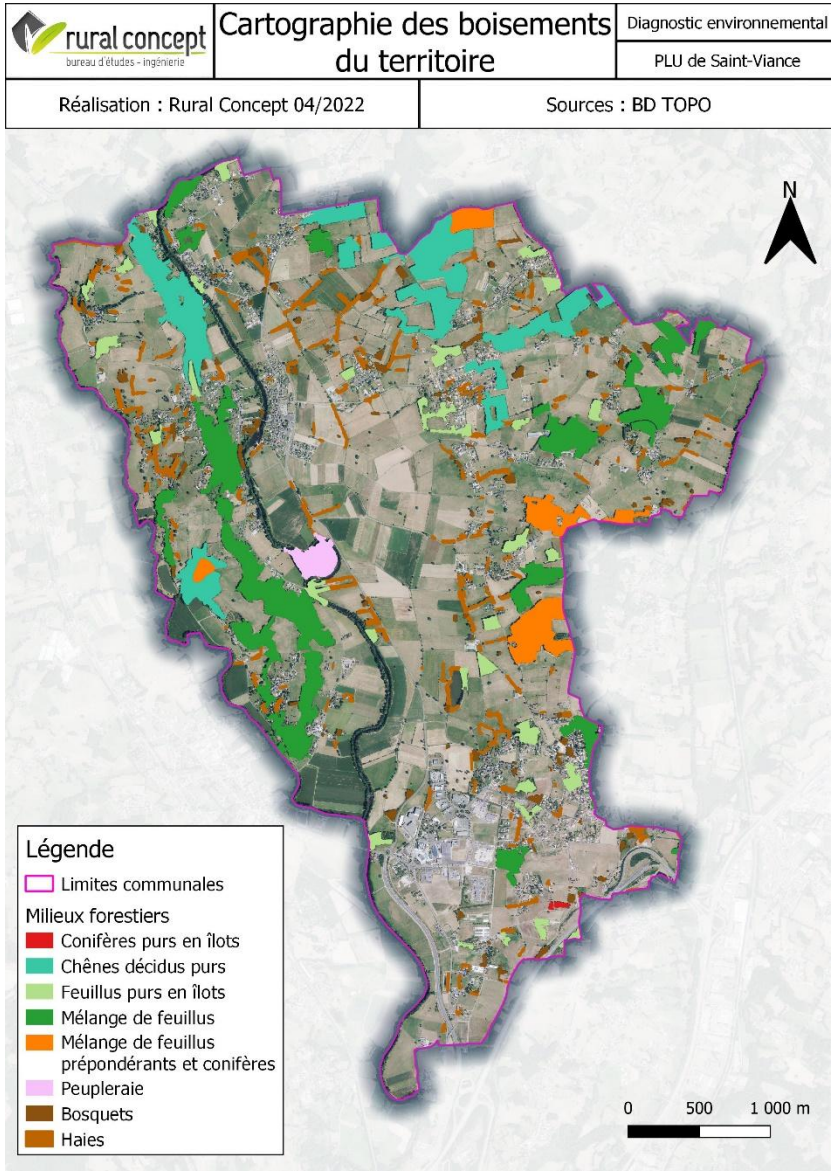
Intérêts écologiques et autres fonctions

Les boisements de feuillus et/ou mixtes : D'une manière générale, les boisements sont d'autant plus riches en espèces végétales qu'il existe des micro-habitats nombreux (clairières, stations fraîches, pentes, plateaux, substrat…). De même, la faune est d'autant plus abondante que les boisements possèdent une structure de végétation diversifiée (plusieurs strates, peuplements différents, arbres d'âge différents…) et qu'ils sont relativement bien connectés malgré leurs tailles modestes.
La diversité de ces peuplements forestiers, ainsi que leur interconnexion, sont favorables à l'installation d'une faune diversifiée, avec des populations dynamiques qui peuvent facilement se déplacer dans l'espace. Si les conditions décrites ci-dessus sont réunies, on y trouve un cortège animal qui peut être riche en espèces des systèmes forestiers et agroforestiers[11] :

- La Genette commune, la Martre des pins
- Les rapaces nicheurs (le Milan royal, l'Autour des palombes, la Bondrée apivore, le Milan noir…)
- Les Picidés (Pic noir, le Pic mar, le Pic épeiche…), Passereaux des forêts (Loriot d'Europe …), Limicoles (Bécasse des bois),
- Les batraciens forestiers
- Les insectes saproxyliques qui se nourrissent de bois mort (vieux arbres)
- Les Chiroptères (gîte ou zone de repos lors de leur chasse nocturne)
- Le grand gibier (Sangliers, Cerfs, Chevreuils, Daims…)

Les vieux arbres et les arbres morts présentent des cavités et abris occupés par nombre d'espèces d'insectes, oiseaux et chiroptères.

Les boisements des coteaux et des fonds de vallées ou vallons présentent un degré de naturalité important et sont à préserver et les haies constituent des jonctions entre les massifs forestiers, utilisées par certaines espèces animales comme zones de transit (corridors écologiques), d'alimentation, de reproduction ou de refuge.



Cartographie des boisements du territoire

[11] Source : Fédération des chasseurs de Corrèze, INPN, Faune Limousin

Les boisements mono spécifiques de résineux : Les plantations mono spécifiques de résineux sont moins intéressantes d'un point de vue écologique que les boisements de feuillus et les boisements mixtes[12]. En effet, ces plantations sont peu favorables à la biodiversité et sont pauvres biologiquement (acidification du sol et limitation de la diversité floristique, limitation de la quantité de lumière arrivant au sol et baisse du nombre de plantes herbacées...).

Les landes possèdent une diversité végétale moindre que celle des autres milieux mais sont potentiellement riches en reptiles et oiseaux qui apprécient les milieux buissonneux.

En plus de son importance pour le maintien de la biodiversité, la forêt possède d'autres fonctions :

- Puits de carbone, « stocké » dans la matière végétale, qui permet de lutter contre l'effet de serre,
- Protection des sols contre l'érosion, notamment dans les parties en pente,
- Services récréatifs et culturels (chasse, randonnée, etc.),
- Production économique.

La forêt est d'ailleurs l'une des deux principales richesses économiques du département de la Corrèze.

Facteurs d'évolution

L'importance surfacique de la forêt est récente, puisqu'en moins d'un siècle, le taux de boisement de l'ancienne région Limousin a été multiplié par près de quatre. Cet accroissement est dû d'une part à un fort exode rural, libérant ainsi les espaces agricoles pour l'implantation naturelle des essences ligneuses principalement feuillues (accrus spontanés), et d'autre part à un enrésinement artificiel des landes et des parcours avec l'aide du Fonds Forestier National (FFN) d'après-guerre.
En outre, certains paysages sont en train de se fermer via l'abandon des parcelles les plus pentus et inaccessible anciennement pâturées. De grands pans de versants pentus, se boisent progressivement.

La multiplication des coupes rases[13] des dernières années, pratique très peu encadrée par la loi (voir Code Forestier), souvent de plusieurs hectares d'un seul tenant et utilisant une machinerie très lourde, pose plusieurs problèmes d'un point de vue écologique :

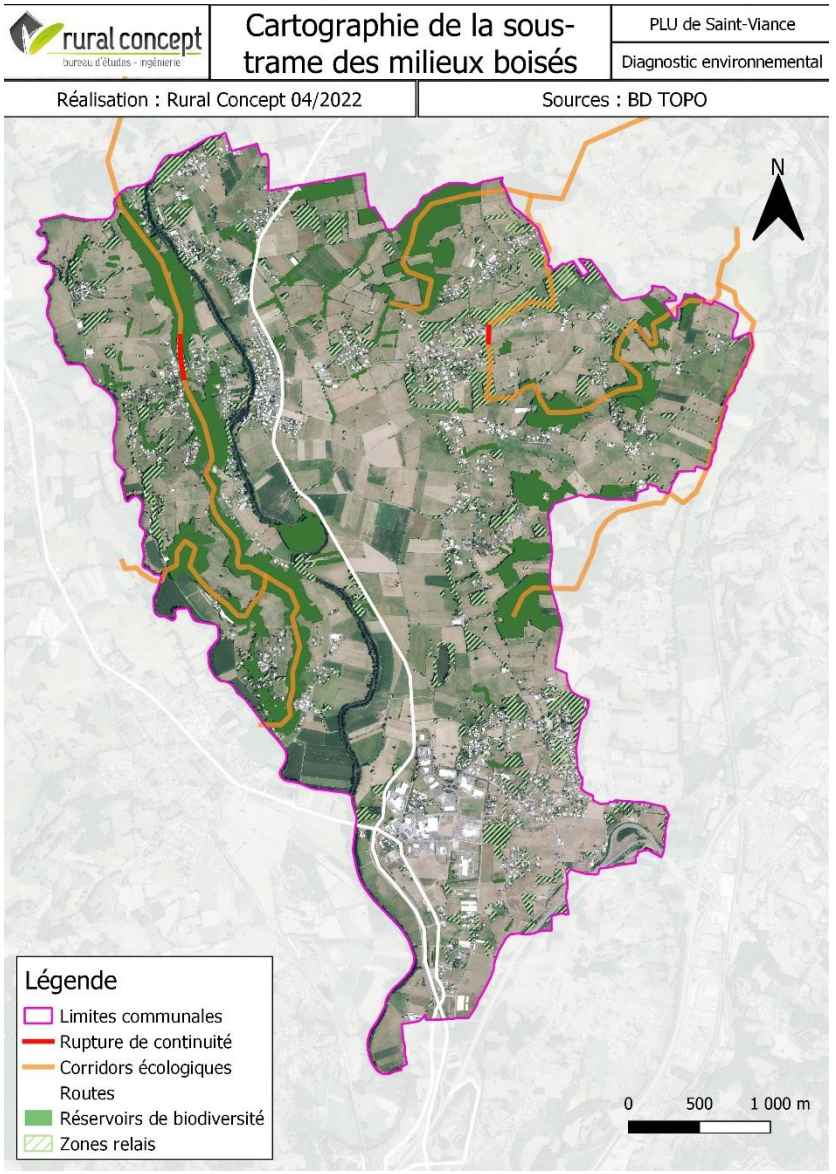
[12] Stéphane Barbier. Influence de la diversité, de la composition et de l'abondance des essences forestières sur la diversité floristique des forêts tempérées. Ecologie, Environnement. Université d'Orléans, 2007. 267p.
[13] C. BARTHOD & all - "Coupes fortes et coupes rases dans les forêts françaises »

- Les sols des versants sont généralement mis à nu et la nature limoneuse à sableuse des sols entraîne une forte érosion et un lessivage important des matières organiques. Dans les zones avec une forte pluviométrie, comme c'est le cas à Saint-Viance, cela entraîne une perte de sol nette, réduisant considérablement la capacité des sols à retenir l'eau.

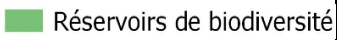
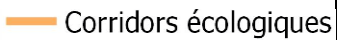
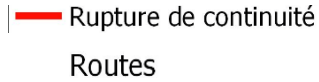
- L'hydrologie des petits et moyens cours d'eau sera fortement impactée si les coupes rases sont généralisées sur le bassin versant. Le manque de rétention d'eau des sols va provoquer de plus fortes inondations en hiver et des sécheresses plus marquées en été. Cela a un impact direct sur la morphologie et la santé des cours d'eau qui s'érodent plus rapidement en période de crue et dont les sédiments sont emportés par le courant, impactant ainsi les habitats (notamment ceux des poissons).

- L'impact sur le micro-climat est également direct. La forêt jouant un rôle de régulation des températures et de l'humidité de l'air, les habitations à proximité vont être sujettes à des températures plus extrêmes (très chaudes et très froides).

- Les techniques d'exploitation sont très impactantes et méritent d'être encadrées et discutées avec les Coopératives et les exploitants forestiers (ex : choix du matériel, préservation des zones et des pistes de débardage, etc.).



Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques de la sous-trame des milieux forestiers

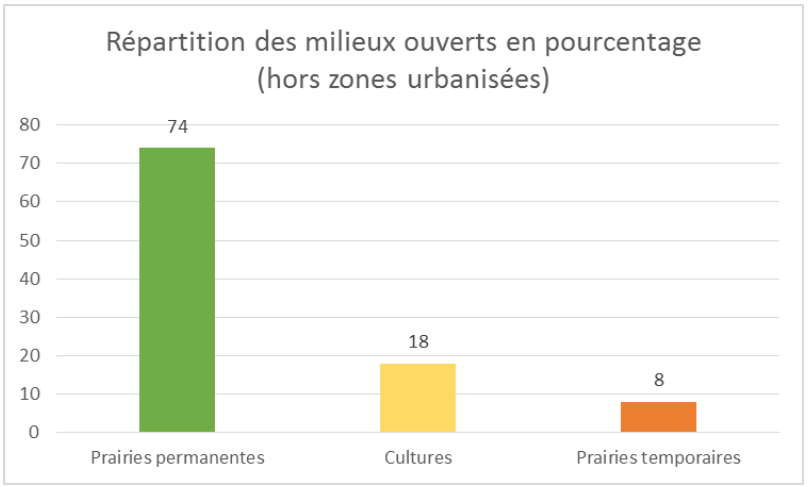
Principaux enjeux identifiés	Autres enjeux : - Certains corridors écologiques ou réservoirs de biodiversité pourraient être déconnectés et/ou dégradés par l'urbanisation linéaire. A certains endroits, des coupures vertes devront être maintenues.
Réservoirs de biodiversité identifiés 	Réservoirs primaires : - Espaces boisés situés dans les zonages environnementaux existants (cartographie SRADDET/SRCE). - Massifs boisés de feuillus, diversifiés et de grande surface - Boisements mixtes spontanés de grande surface, accolés à un réservoir de biodiversité feuillus ou abritant une zone humide
Zones relais 	Zones relais : - Tout type de boisements - Haies et bosquets
Corridors écologiques 	Les corridors écologiques : - Détermination visuelle avec la participation des acteurs locaux (élus, fédération des chasseurs de Corrèze…), - Corridors identifiés dans le SRADDET/SRCE - Corridors identifiés dans le cadre d'autres documents d'urbanisme et en continuité avec la commune
Zones de rupture de continuité identifiées 	Certaines zones présentant des conflits ou risques de conflits ont été identifiées : - Routes principales (D148, D133…), - Zones urbaines proches d'un réservoir de biodiversité

Ce qu'il faut retenir du chapitre :
La commune de Saint-Viance présente un taux de boisement assez important. Les gros massifs boisés sont plutôt à L'Ouest et au Nord de la commune. Le maintien d'une continuité dans la trame boisée notamment entre l'Ouest et l'Est est impératif pour favoriser la circulation des individus et des populations.
Les vieux arbres constituent des ilots de biodiversité très spécifiques et fortement menacés.
De plus, le département de la Corrèze supporte une économie importante lié à l'exploitation du bois. Une exploitation raisonnée des boisements sera la clé d'un développement durable pour la commune. Il conviendra de prendre en compte ces éléments dans le futur zonage du PLU.

1.4.8 La sous-trame des milieux ouverts et bocagers

Les milieux ouverts représentent une bonne partie du territoire communal puisqu'ils couvrent environ 63 % de sa surface. Ils correspondent, pour la plupart, à des prairies exploitées par l'agriculture (fauche et/ou pâturage) dont certaines peuvent être concernées par des zones humides.

Les prairies permanentes sont les milieux ouverts les plus largement répandus sur la commune (74 % des milieux ouverts), suivies par les cultures avec 18 %. Ce sont des cultures monospécifiques (céréales, cultures spécialisées), et donc peu intéressantes d'un point de vue biodiversité. Les prairies temporaires (intégrées dans une rotation herbe/culture) représentent 8 % des milieux ouverts.



Les prairies naturelles

Ces prairies présentent une végétation qui s'exprime de manière naturelle, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas été retournées et/ou semées depuis de nombreuses années. Ce sont généralement des pelouses acidiphiles, sèches à mésophiles. Généralement ces milieux constituent une transition entre les landes sèches et les milieux humides. Elles sont fauchées ou pâturées, ou soumises à un double régime de fauche et de pâturage. Elles se caractérisent par la présence de nombreuses espèces de Graminées telles que l'Agrostide des chiens (*Agrostis canina*), la Flouve odorante (*Anthoxanthum odoratum*), le Fromental élevé (*Arrhenatherum elatius*), la Brize intermédiaire (*Briza media*), le Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*)…



Prairie de fauche

On y rencontre également la Marguerite (*Leucanthemum vulgare*), le Plantain lancéolé (*Plantago lanceolata*), les Trèfles (*Trifolium spp.*), l'Achillée millefeuille (*Achillea millefolium*), le Cirse des champs (*Cirsium arvense*) ou encore la Carotte sauvage (*Daucus carota*). La majorité de ces surfaces sont déclarées à la PAC avec environ 68 %.

Les prairies de pâture

Les prairies de pâture sont également présentes sur la commune.



Prairie de pâture

Le bocage (haies et bosquets)

Le bocage n'est pas à proprement parler un type de milieu naturel mais plutôt un regroupement caractéristique de petites parcelles dont les haies constitueraient le squelette. Sur la commune de Saint-Viance, le bocage est assez bien représenté.

Le bocage se traduit ici par la présence de haies basses et moyennes, de petits bosquets et d'arbres isolés. Il y a très peu de grandes haies, les clôtures entre deux prairies étant bien dégagées et associées à de la ronce. Les haies observées se situent en bordure de talus et de chemins. Elles sont généralement peu diversifiées (pas plus de 5 espèces ligneuses). On y retrouve généralement des Châtaigniers, Chêne pédonculé et Charmes pour les arbres, Noisetiers, aubépines et prunellier pour les arbustes, ainsi que quelques arbres fruitiers anciennement plantés (cerisiers ou pruniers).

Les arbres isolés sont retrouvés dans la majorité des prairies de la commune.



Paysage bocager

Autres milieux ouverts

Les cultures, parcs et jardins, prairies temporaires (intégrées dans une rotation culture/herbe) et autres milieux ouverts anthropisés, ne présentent que peu, voire pas du tout, d'intérêts écologiques, sauf s'ils sont associés à une haie. Dans ce cas-là, ils participent à la sous-trame des milieux bocagers.



Culture de maïs

Intérêts écologiques et autres fonctions

Les prairies, lorsqu'elles sont associées à des haies et/ou des zones humides, sont des milieux intéressants écologiquement pour les espèces : zone de transit, de chasse… C'est le cas pour la majorité d'entre elles.

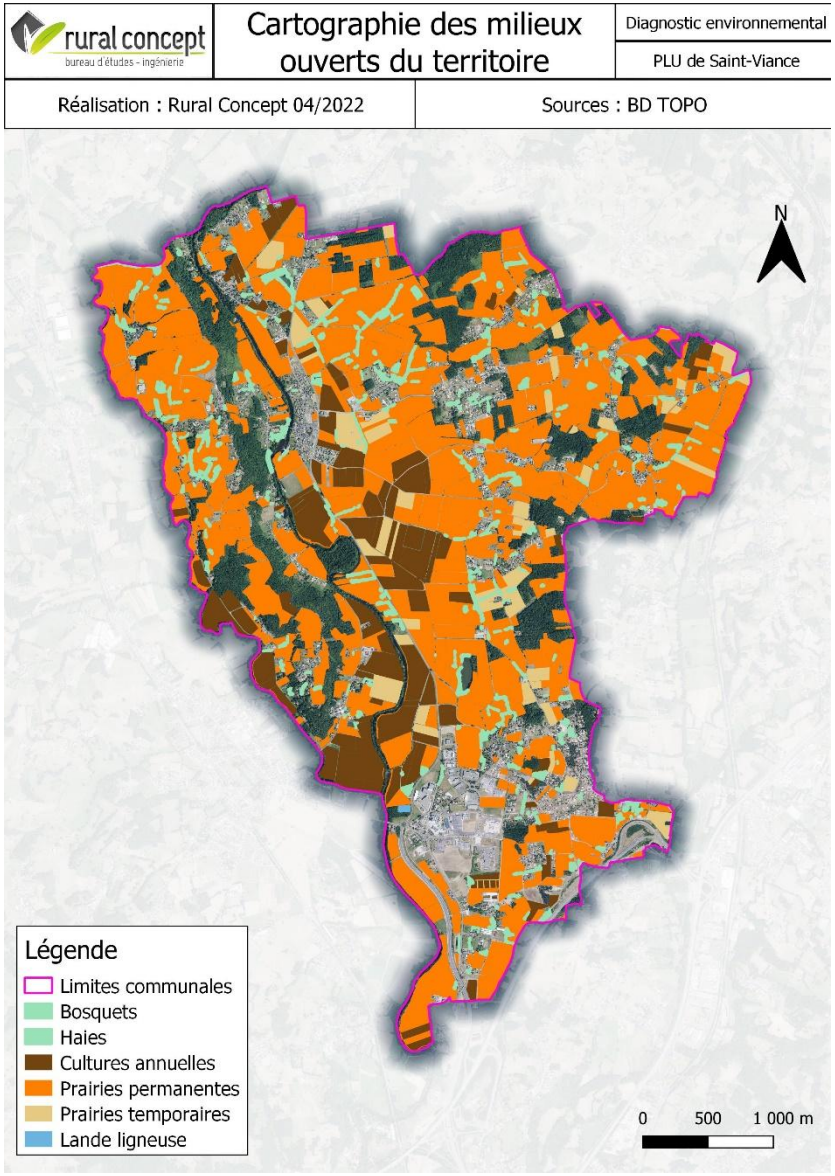
Elles sont favorables à différentes espèces telles que le Bruant zizi, ou la Pie-grièche écorcheur dans le bocage et les milieux ouverts. Elles abritent de nombreuses espèces chassables (Lièvre, lapin, faisan, …).

La haie et les lisières abritent à la fois des espèces de milieux fermés (boisements) et de milieux ouverts (prairies) ainsi que des espèces vivant exclusivement dans les haies. On peut trouver de nombreuses espèces d'oiseaux, des petits mammifères (Ecureuil…) et des Chiroptères qui utilisent les vieux arbres.

Elles représentent également une ressource importante pour les troupeaux et l'agriculture, potentiellement valorisable (agroforesterie, fourrage ligneux…). En plus de son intérêt pour la biodiversité, le bocage a un rôle de protection physique, utile à l'activité agricole : brise-vent, protection des sols, protection du bétail, régulation hydrologique, …

Facteurs d'évolution

Les prairies sont parfois fertilisées, ce qui peut créer un risque de pollution diffuse dans les cours d'eau et l'homogénéisation de la végétation. Leur retournement en prairie temporaire est également un facteur de réduction et de dérangement de la biodiversité.



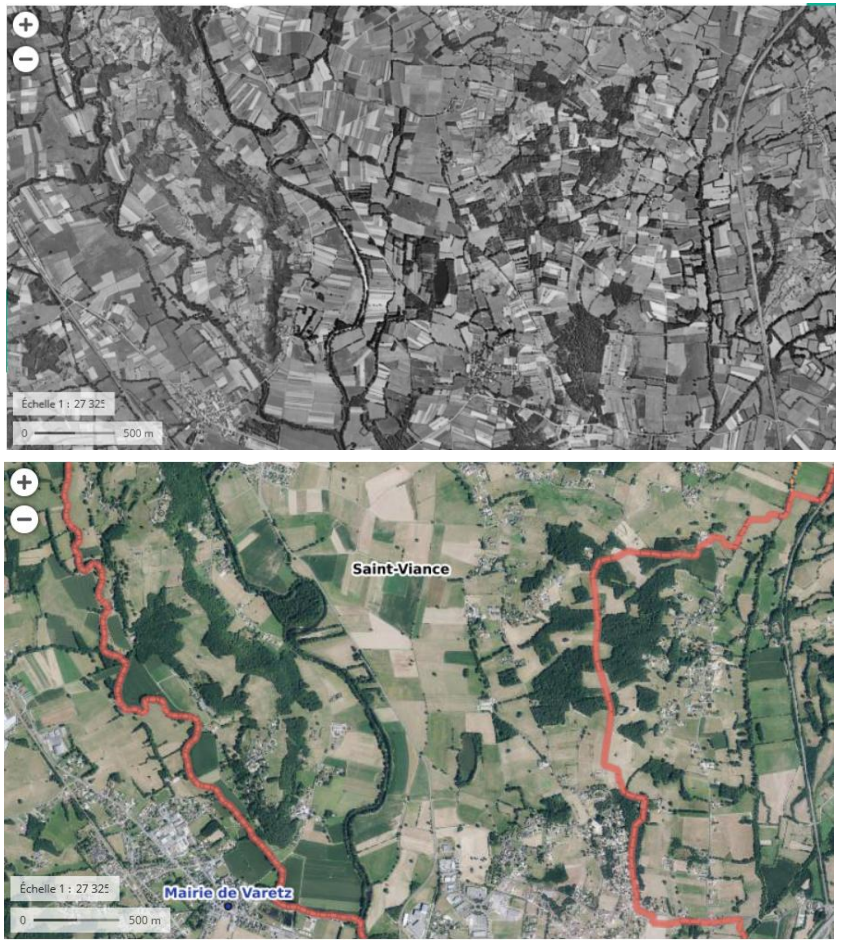
Cartographie des milieux ouverts du territoire

Le bocage : Une comparaison des photographies aériennes passées (années 50) et actuelles sur le territoire nous permettent de conclure que le réseau bocager s'est assez bien maintenu au fil des ans. Son évolution majeure est liée à l'augmentation des surfaces boisées au détriment des haies et des prairies associées.

L'abandon des terres agricoles a favorisé l'enfrichement et l'expansion des milieux boisés phagocytant le réseau de haies autrefois en place. Aujourd'hui, **les espaces bocagers** sur la commune de Saint-Viance peuvent subir 2 types de menaces :

- Le développement de l'urbanisation diffuse, consommatrice d'espaces et qui peut entraîner une rupture des continuités écologiques due à la dynamique démographique en augmentation,

- La fermeture du milieu (enfrichement), notamment en ce qui concerne les surfaces non exploitées, difficiles d'accès.



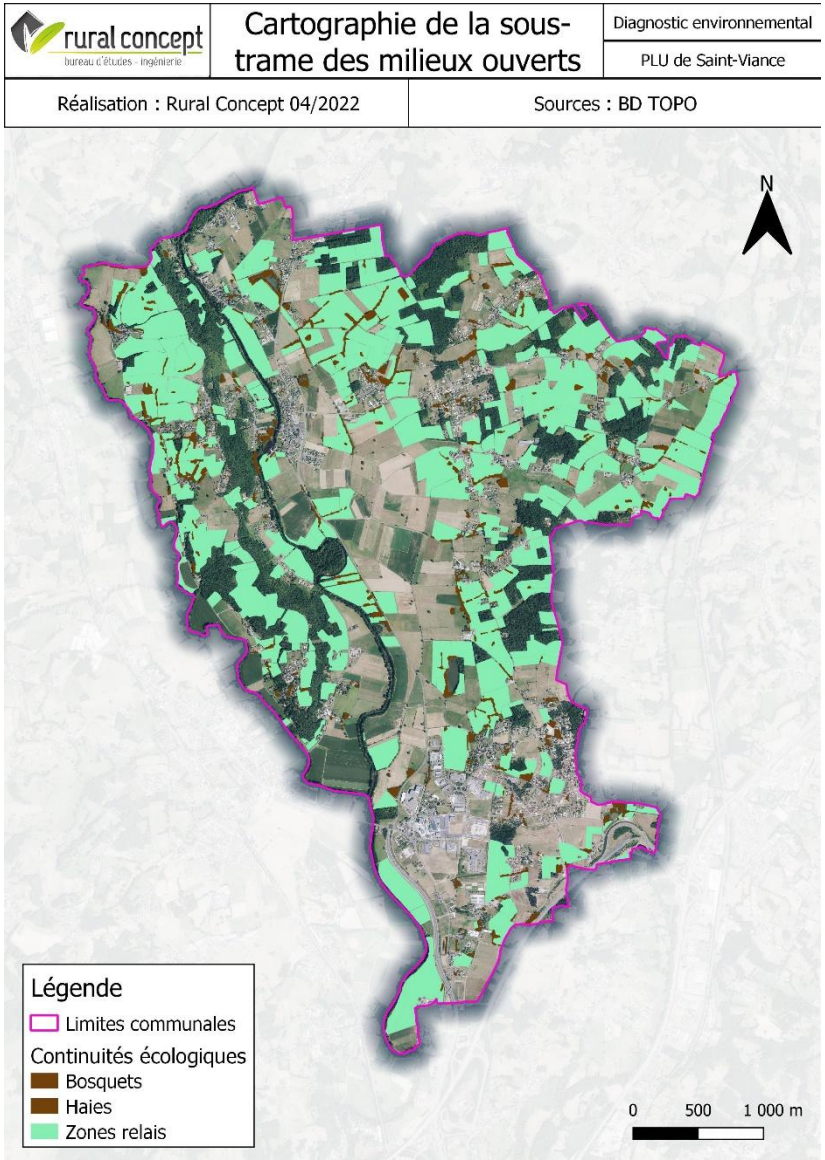
Photographies aériennes de Saint-Viance en 1960 et 2017

Principaux enjeux identifiés	Enjeux relevés par les élus :

Réservoirs de biodiversité et corridors écologiques Bosquets Haies Zones relais	Le bocage est un réseau en lui-même et joue le rôle à la fois de réservoir de biodiversité et de corridor écologique. - Les zones relais correspondent aux milieux ouverts associé à une haie et/ou un bosquet. - Les haies et bosquets constituent le bocage.

Zones de rupture de continuité identifiées	L'urbanisation peut entraîner la disparition de certaines haies et des coupures de continuités écologiques. L'abandon de l'activité agricole qui peut entrainer la fermeture du paysage.

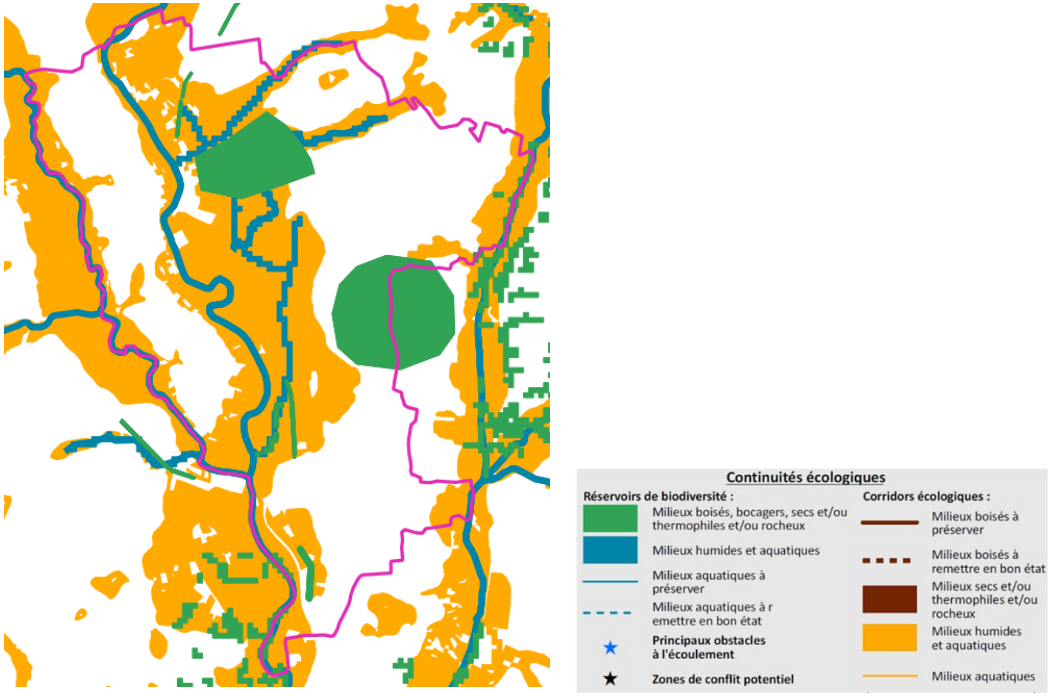
Ce qu'il faut retenir du chapitre :
Les milieux ouverts seuls présentent moins d'intérêts écologiques que les milieux boisées ou humides. Les prairies voient leur intérêt écologique augmenter dès lors qu'elles sont associées à un maillage de haies ou à des zones humides et qu'elles ne sont pas fertilisées.
Le réseau bocager est de bonne qualité sur le territoire, même s'il a tendance à diminuer au profit des surfaces boisées. Certains secteurs présentent toutefois une densité importante et une très bonne fonctionnalité et sont identifiés comme à conserver.



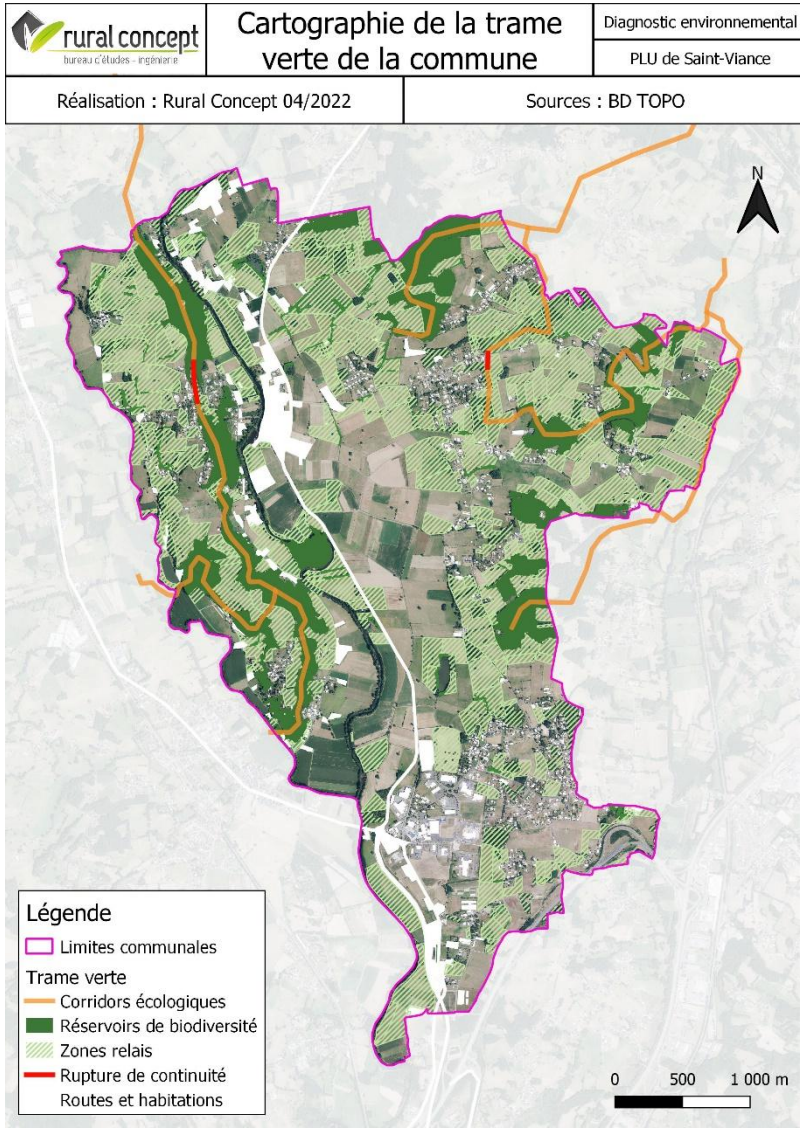
Continuités écologiques de la sous-trame des milieux ouverts et bocagers

1.4.9 La trame verte et bleue

La déclinaison communale de la Trame verte et bleue reprend donc des éléments du SRADDET Nouvelle-Aquitaine, mais également des éléments locaux, identifiés à partir des prospections de terrain et des éléments de continuités écologiques disponibles pour certaines communes limitrophes[14].



Extrait du SRADDET Nouvelle-Aquitaine – Trame verte et bleue (zoom sur la commune de Saint-Viance)



Carte de la trame verte de la commune

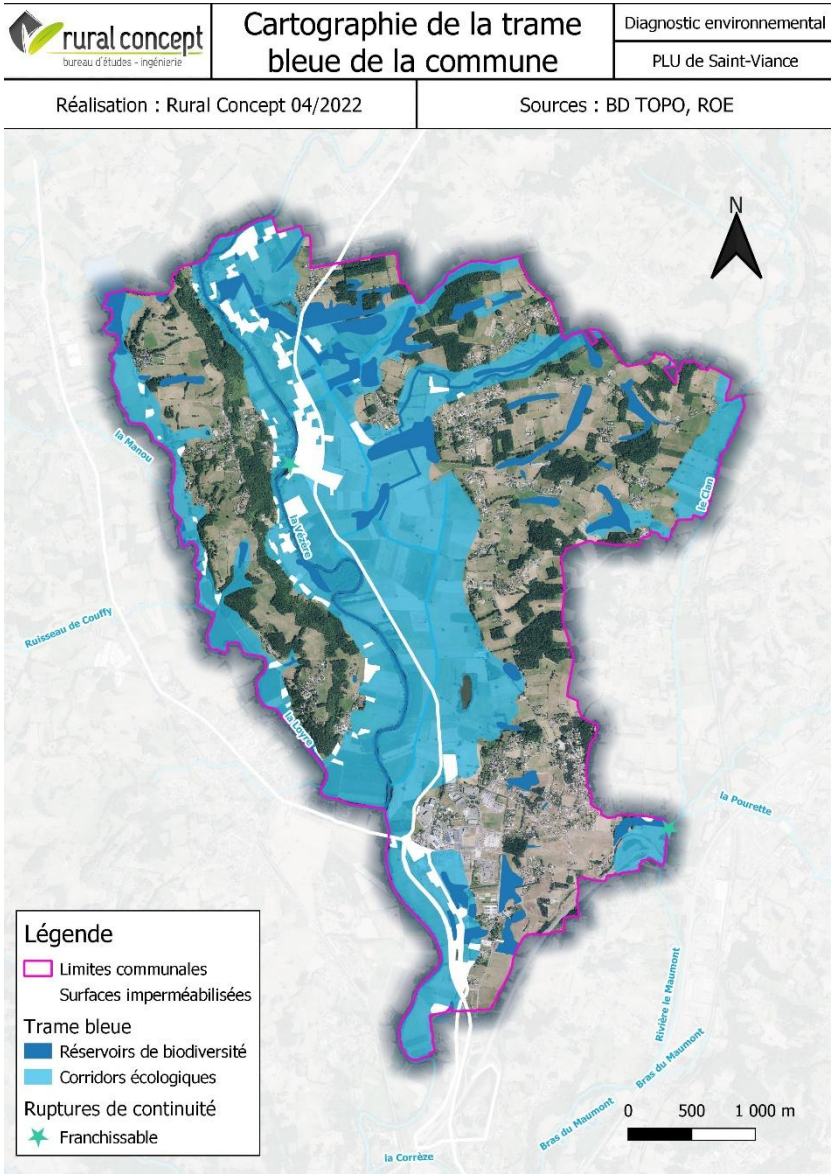
[14] Les continuités écologiques avec les territoires limitrophes ont été étudiées et intégrées, notamment avec la commune de Varetz, Ussac et Allassac.

La commune de Saint-Viance, bien que soumise à une certaine pression d'urbanisation, est constituée de secteurs d'espaces naturels assez bien conservés et bien connectés. De nombreux éléments sont gérés par les activités agricoles, ce qui témoigne de la dynamique de ce secteur sur le territoire et de l'importance d'en maintenir les pratiques.

La TVB proposée ici est compatible avec celle du SRADDET et y apporte des compléments (zones humides notamment).

La **trame verte** est centrée sur les milieux boisés et bocagers. Il ressort néanmoins que cette trame tend également à être fragilisée en certains points comme en témoigne les zones identifiées en « conflit ».

Les deux sous-trames composantes de la **trame bleue** se superposent bien du fait des zones humides connectées aux cours d'eau, très nombreux sur le territoire. Il en résulte une trame bleue centrée sur les cours d'eau. Il ressort néanmoins que cette trame tend à être fragilisée en certains points, notamment au niveau des zones urbanisées et sur les zones de plaines cultivées.



Carte de la trame bleue de la commune

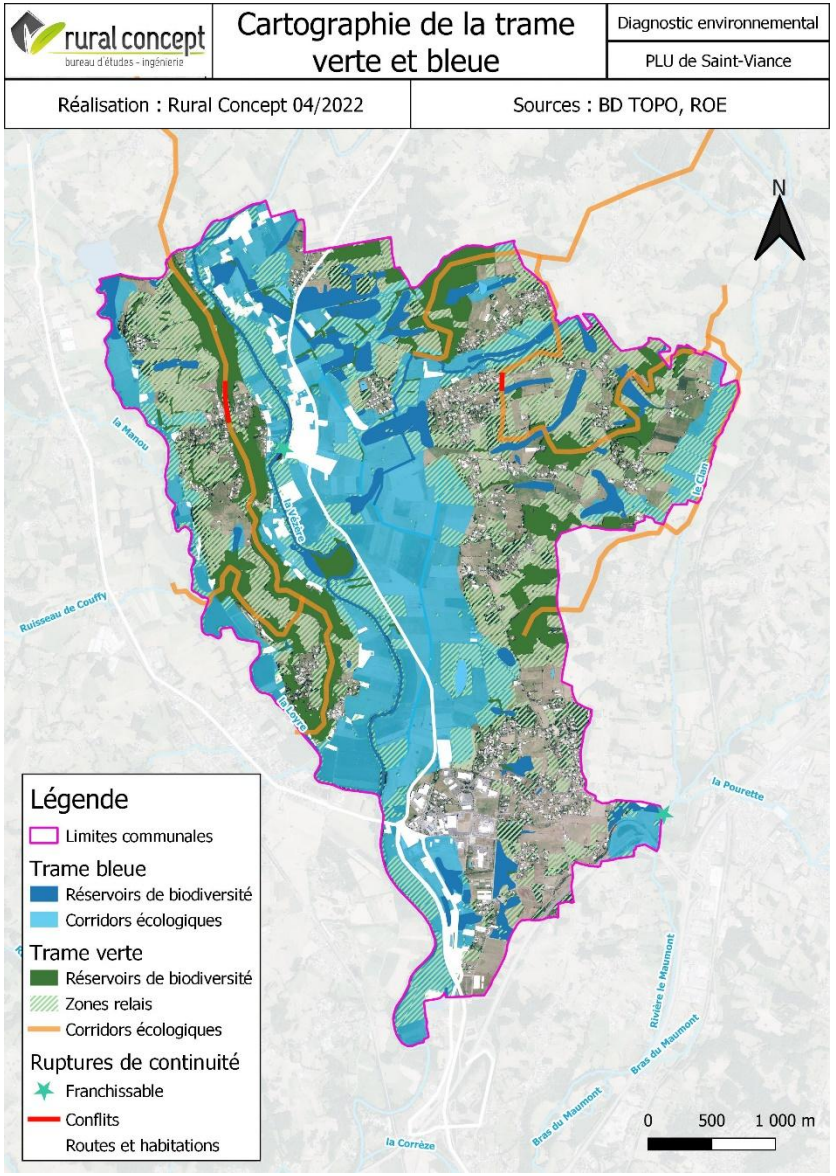
L'analyse de la TVB

A noter que certaines zones humides fonctionnelles et/ou cours d'eau se retrouvent quasiment entourées par l'urbanisation. Ces secteurs, ainsi que leurs abords doivent être préservés de toute urbanisation et une continuité avec les écoulements d'eau maintenue.

L'urbanisation linéaire, tends à fragmenter les habitats et à dégrader les continuités écologiques.

Ce qu'il faut retenir du chapitre :
L'ensemble de la Trame verte et bleue du territoire communal forme un réseau assez dense de réservoirs et de corridors mais qui a tendance à se réduire de par la pression d'urbanisation du territoire. Les secteurs les plus « ruraux », où l'agriculture subsiste, apparaissent clairement au niveau de la trame verte et bleue.

Toutefois, même si la Trame verte et bleue semble omniprésente, il est important, dans une logique concomitante de développement territorial et de préservation de l'environnement, de gérer l'espace de manière économe afin de préserver ses grandes caractéristiques et notamment maintenir les réservoirs de biodiversité et des coupures vertes au niveau des secteurs les plus concernés par l'urbanisation.



Carte de la trame verte et bleue de la commune

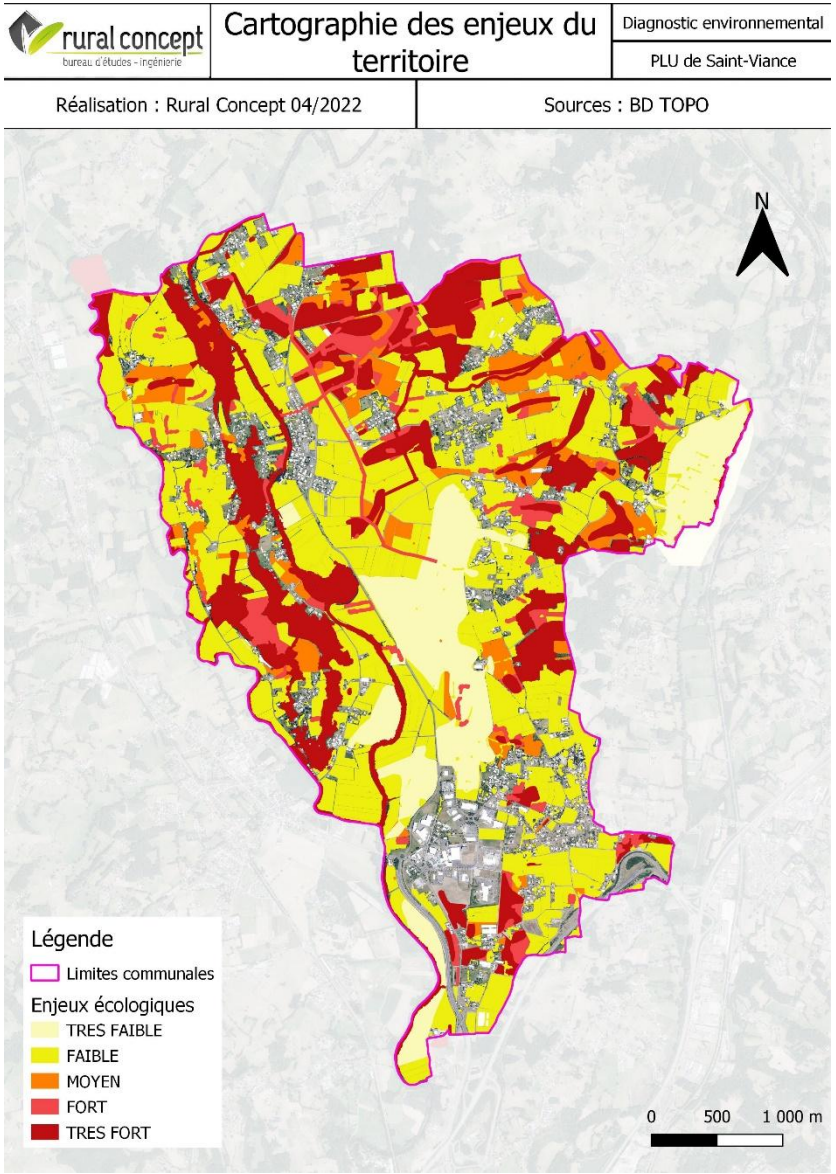
L'analyse des enjeux écologiques

La connaissance des milieux naturels, des continuités écologiques et des espèces animales et végétales d'intérêt patrimonial présents sur la commune nous permet d'identifier des secteurs à enjeux. Tous les milieux naturels de la commune ne présentent pas le même niveau d'enjeu. Certains possèdent un intérêt écologique important pour les espèces ou les habitats de la commune (boisements diversifiés, zones humides, sites pour l'avifaune migratrice …) et d'autres cumulent les enjeux (zones humides boisées par exemple).

Il est important de souligner que certains secteurs à enjeux écologiques forts ou très forts sont exploités par l'agriculture et qu'ils nécessiteront, le cas échéant, une prise en compte particulière dans le PLU. Il s'agit essentiellement de milieux ouverts et notamment de prairies naturelles associées à des haies et/ou à des zones humides mais également des prairies identifiées comme intéressantes dans le SRCE Limousin.

La gestion en cours sur ces milieux est essentiellement par pâturage extensif et/ou fauche. Ce type de pratiques mises en place depuis très longtemps est garante du maintien en bon état écologique de ces milieux. La gestion agricole est essentielle au maintien des écosystèmes.

La carte de synthèse suivante présente la classification des enjeux écologiques.



Carte des enjeux écologiques de la commune

Ce qu'il faut retenir :
Cette analyse des enjeux permettra aux élus de disposer d'un outil d'aide à la décision lors de la phase de délimitation du zonage. Il conviendra en effet de limiter au maximum les impacts sur les milieux à enjeux très forts et forts et, le cas échéant, de s'assurer du maintien et/ou de la restauration de leurs continuités écologiques.

Les éléments de la TVB présentant les plus forts enjeux écologiques se situent évidemment au sein des réservoirs de biodiversité identifiés pour chacune des sous-trames retenues mais également au niveau des corridors écologiques.

Sur ces secteurs à forts enjeux écologiques, il conviendra de définir des projets d'urbanisation permettant à la fois le développement territorial et la préservation de l'environnement.

Trame verte et bleue – A retenir

SYNTHESE

- Un réseau hydrographique dense mais très modifié par les activités humaines (agriculture et urbanisation notamment)
- De nombreuses zones humides liées aux plaines alluviales des cours d'eau.
- Un taux de boisement assez important sur la commune avec des gros massifs plutôt à l'Ouest et au Nord.
- Un réseau bocager de bonne qualité même s'il a tendance à diminuer au profit des surfaces boisées
- Un réseau assez dense de réservoirs et de corridors ayant tendance à se réduire de par la pression de l'urbanisation

ENJEUX

- Préserver la richesse et la diversité des milieux présents sur le territoire
- Protéger les réservoirs de biodiversité identifiés en concertation
- Permettre le développement du territoire tout en prenant en considération les préoccupations écologiques (par exemple, pour la trame forestière et son exploitation raisonnée : périodes d'exploitation, secteurs à préserver, pas de coupes rases, nettoyage des parcelles après exploitations…)
- Préserver la continuité et la fonctionnalité des corridors écologiques grâce au maintien de coupures vertes dans l'urbanisation
- Préserver les milieux aquatiques et humides et définir les dynamiques d'urbanisation de manière à prendre en compte et maintenir voire restaurer les continuités, notamment au sein des zones de vigilances (cultures)
- Intégrer la Trame Verte et Bleue dans les choix d'urbanisation et d'aménagement pour rendre les espaces urbanisés plus perméables.

1.5 Les risques et nuisances

Trois risques majeurs présents

La démarche, conduite par la Préfecture de Corrèze, s'est traduite par l'édition d'un Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) arrêté le 14 Octobre 2005 et remis à jour le 17 janvier 2018. Celui-ci recense trois risques majeurs sur la commune de Saint-Viance :

- Le risque inondation, le PPRi (Plan de Prévention des Risques inondation) Vézère étant approuvé depuis le 29 août 2002 ;
- Le risque mouvement de terrain, le PPRmt (Plan de Prévention des Risque mouvement de terrain) étant approuvé depuis le 3 novembre 2009 ;
- Le risque rupture de barrage, un PPI (Plan Particulier d'Intervention) relatif au barrage de Monceaux étant approuvé depuis le 21 décembre 2009.

Les arrêtés de catastrophes naturelles

Au-delà des risques majeurs, l'analyse des aléas s'avère nécessaire dans tout projet de territoire : il s'agit d'éviter que le déploiement des enjeux humains, économiques ou écologiques dans l'espace vienne se combiner à un aléa existant et donne lieu à un risque. Le nombre et la fréquence des arrêtés de catastrophes naturelles en particulier plaident en faveur d'une vigilance pour les aléas inondation et mouvement de terrain :

- 1 arrêté pour glissement de terrain en 1994 ;
- 1 arrêté pour inondations, coulées de boue et mouvements de terrain en 1999 ;
- 5 arrêtés pour inondations et coulées de boue en 1994 (2), 2001, 2008 et 2016 ;
- 1 arrêté pour mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols en 2019 ;
- 1 arrêté pour tempête en 1982.

Ainsi, pas moins de 9 arrêtés de catastrophes naturelles ont été recensés sur la commune en l'espace de 40 ans.

1.5.1 Le risque inondation

La commune de Saint-Viance est soumise au Plan de Prévention du Risque inondation Vézère. Ce PPRi a été approuvé le 29 août 2002 et a été modifié en 2016. Il regroupe 20 communes.

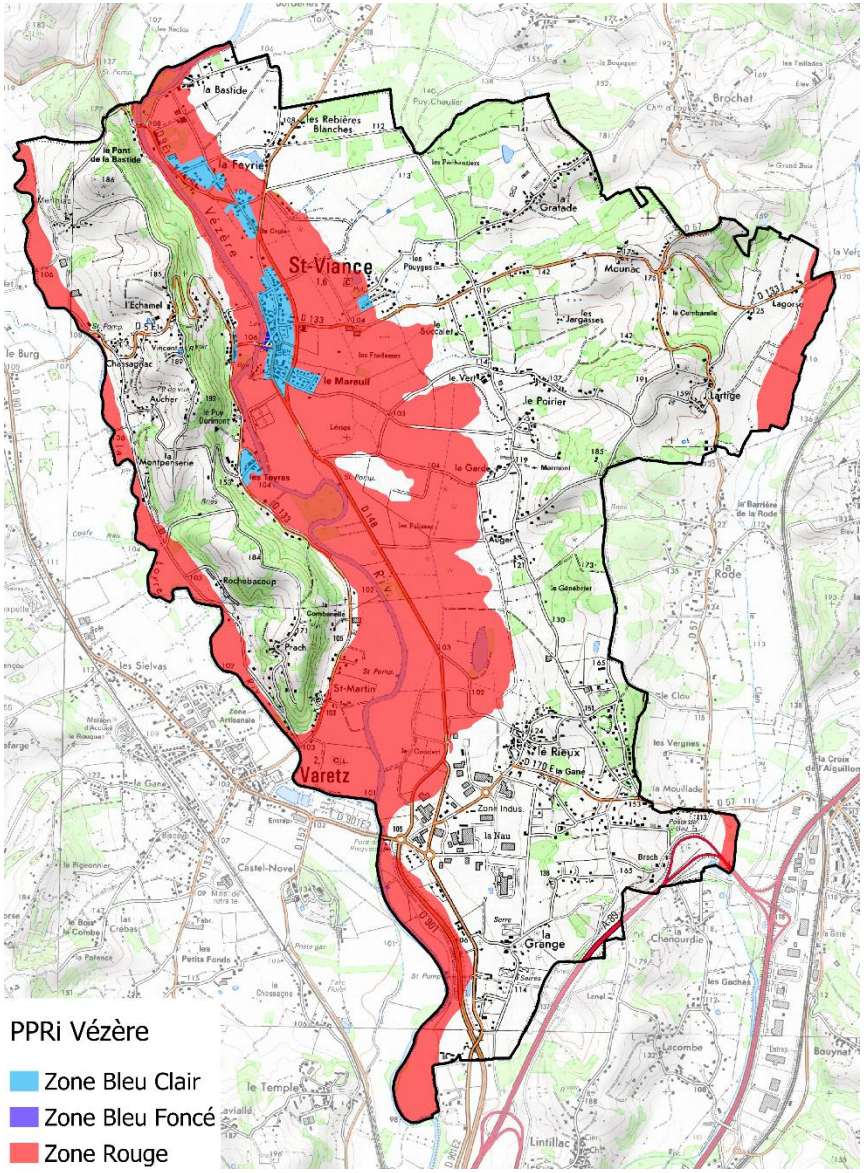
Il s'agit d'une servitude d'utilité publique dont la cartographie et le règlement de l'aléa sont jointes dans la partie « Annexes » du PLU. Des règles particulières s'appliquent pour les constructions et terrains situés dans une zone d'aléa.

La commune est concernée par les trois zones d'aléa, à savoir :

- La **zone rouge** comprenant :
    - Dans les zones à vocation urbaine (hors centre urbain), tout le territoire se situant en zone d'aléas forts. C'est la zone la plus exposée vis-à-vis de la sécurité des populations et des conséquences sur les biens et activités ;
    - Les champs d'expansion des crues : zones naturelles, agricoles, d'urbanisation peu dense. Ces zones doivent être préservées en raison du rôle important qu'elles jouent sur le stockage et l'écoulement des eaux lors des crues et des risques d'aggravation des conséquences des inondations en amont et en aval, générés par leur urbanisation ou leur aménagement.

  L'inconstructibilité est la règle générale.

- La **zone bleu foncé** comprend les centres urbains se situant en zone d'aléas forts. Le règlement est comparable à celui de la zone rouge, mais certaines constructions nouvelles autres que l'habitat peuvent y être autorisées sous conditions.



Zonage réglementaire du PPRi Vézère sur Saint-Viance (source : PPRi Vézère)

- La **zone bleu clair** où l'intensité du risque est plus faible. Il s'agit des zones urbaines soumises à un aléa faible ou moyen. La constructibilité sous condition est la règle générale.

La commune est également concernée par le PGRI (Plan de Gestion des Risques d'Inondation) Adour-Garonne. Il vise à prévenir et gérer les risques d'inondation en définissant les priorités stratégiques à l'échelle du grand bassin hydrographique Adour-Garonne. Ces objectifs sont les suivants :

- Objectif n°1 : Développer des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes, et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions permettant la mise en œuvre des objectifs 2 à 6 ci-dessous ;
- Objectif n°2 : Améliorer la connaissance et la culture du risque inondation en mobilisant tous les acteurs concernés ;
- Objectif n°3 : Améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés ;
- Objectif n°4 : Aménager durablement les territoires pour une meilleure prise en compte des risques d'inondation dans le but de réduire leur vulnérabilité ;
- Objectif n°5 : Gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements ;
- Objectif n°6 : Améliorer la gestion des ouvrages de protection.

1.5.2 Le risque rupture de barrage

La commune de Saint-Viance est concernée par le Plan Particulier d'Intervention (PPI) du barrage de Monceaux, situé en amont sur la Vézère. La rupture de l'ouvrage constitue le risque majeur, car elle crée une onde de submersion, qui provoque des dégâts et des inondations catastrophiques en aval. La probabilité d'une rupture brusque et imprévue est cependant extrêmement faible. Le seul accident de cette nature en France s'est produit dans le département du Var en 1959.

Compte tenu de sa force intrinsèque, associée aux matériaux arrachés sur son parcours et des inondations qu'elle engendre, une onde de submersion provoque des dommages considérables :

- sur l'homme : noyade, ensevelissement, blessures ;
- sur les biens : destructions, détériorations et dommages aux habitations, aux ouvrages (ponts, routes, etc.), au bétail, aux cultures, paralysie des services publics et des activités économiques ;

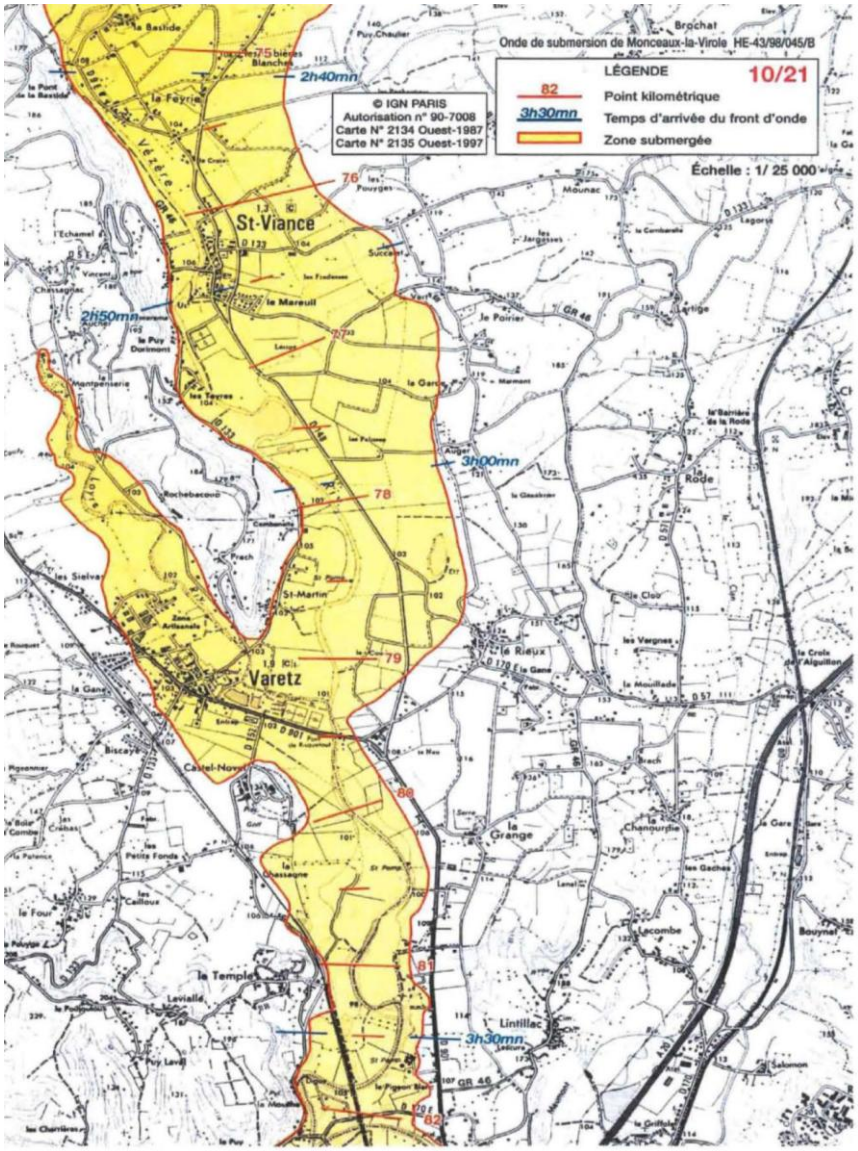
- sur l'environnement : endommagement, destruction de la flore et de la faune, disparition du sol arable, pollutions diverses, dépôts de déchets, boues, débris, etc., voire accidents technologiques dus à l'implantation d'entreprises dans la vallée (déchets toxiques, explosions par réaction avec l'eau, etc.).

Le PPI définit notamment une modélisation de l'onde de submersion provoquée par la rupture du barrage (voir ci-contre). Elle indique les secteurs qui seraient impactés par une telle catastrophe.

1.5.3 Le risque ruissellement

La commune est concernée par le phénomène de ruissellement des eaux sur certains secteurs du fait de phénomènes orageux. Il s'agit des bassins versants de Mounac et de l'Echamel, de Prach, des Trinquilles (en particulier la Rue des Sapins), la rive droite de la Vézère et également à proximité de l'autoroute A 89.

Il s'agit de phénomènes épisodiques que la commune a en partie gérée par la mise en œuvre d'aménagements.



Carte de l'onde de submersion provoquée par la rupture du barrage de Monceau-la-Virole (source : DICRIM)

Le PPRmt (Plan de Prévention du Risque mouvement de terrain)

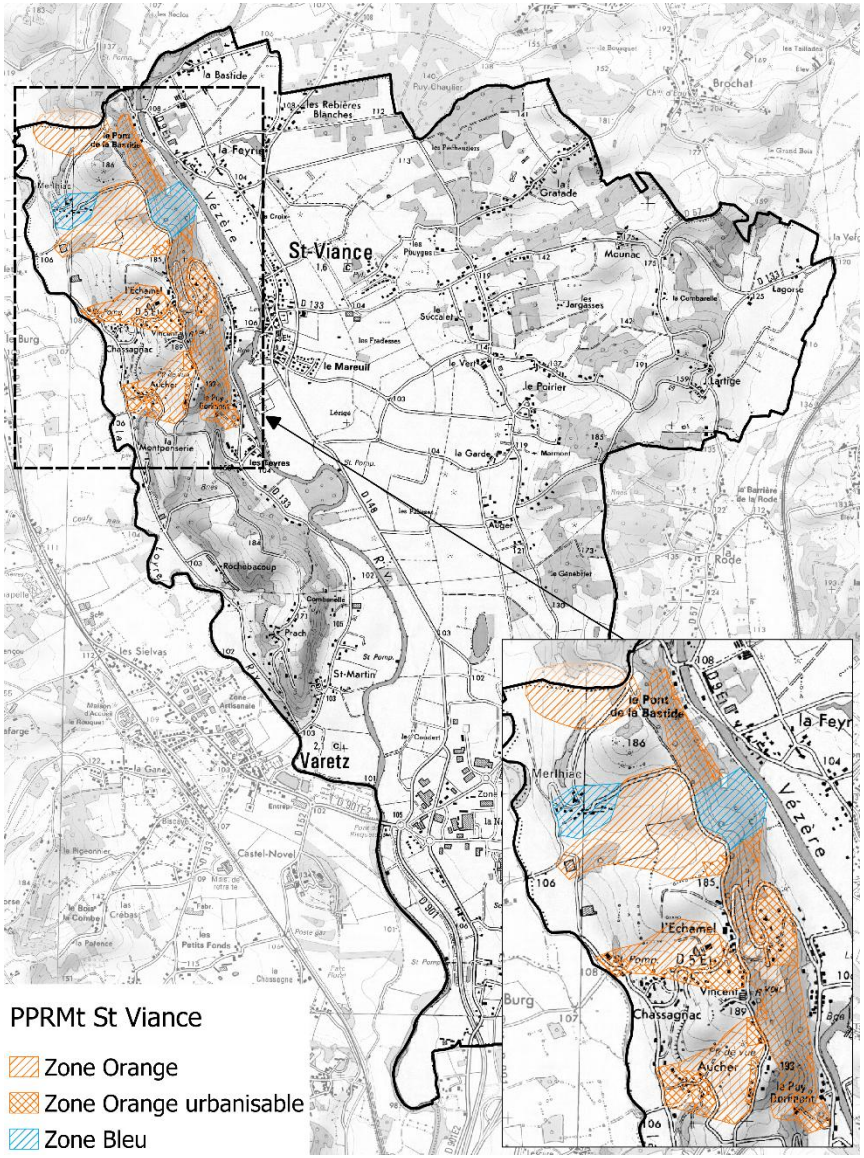
La commune est concernée par un PPRmt depuis son approbation le 3 novembre 2009. Il concerne le Nord-Ouest du territoire communal et plus particulièrement les secteurs de Merlhiac, de l'Echamel, d'Aucher et du Puy Dorimont.

Les types de mouvements de terrain identifiés sont des glissements profonds (Merlhiac notamment), de la solifluxion (Nord de l'Echamel), de la décompression (Puy Dorimont notamment) et des phénomènes potentiels dus à des pentes de terrain élevées (supérieures à 10°).

Il s'agit d'une servitude d'utilité publique dont la cartographie et le règlement de l'aléa sont jointes dans la partie « Annexes » du PLU. Des règles particulières s'appliquent pour les constructions et terrains situés dans une zone d'aléa.

La commune est concernée par les trois zones d'aléa, à savoir :

- La **zone orange** s'applique aux terrains affectés par un aléa fort. Elle comprend les zones où, dans les limites de la connaissance du risque, celui-ci est tel que la sécurité des biens et des personnes ne peut y être garantie. Elle est réputées **inconstructible** sauf exceptions.
- La **zone orange urbanisable** s'applique aux terrains affectés par un aléa fort. Elle constitue une alternative de la zone orange permettant dans certaines conditions la constructibilité des terrains. Cette zone spécifique est créée pour tenir compte des nécessités de développement de la



Zonage réglementaire du PPRmt sur Saint-Viance (source : PPRmt Saint-Viance)

commune. des prescriptions constructives particulières sont prévues pour tenir compte de l'aléa fort.

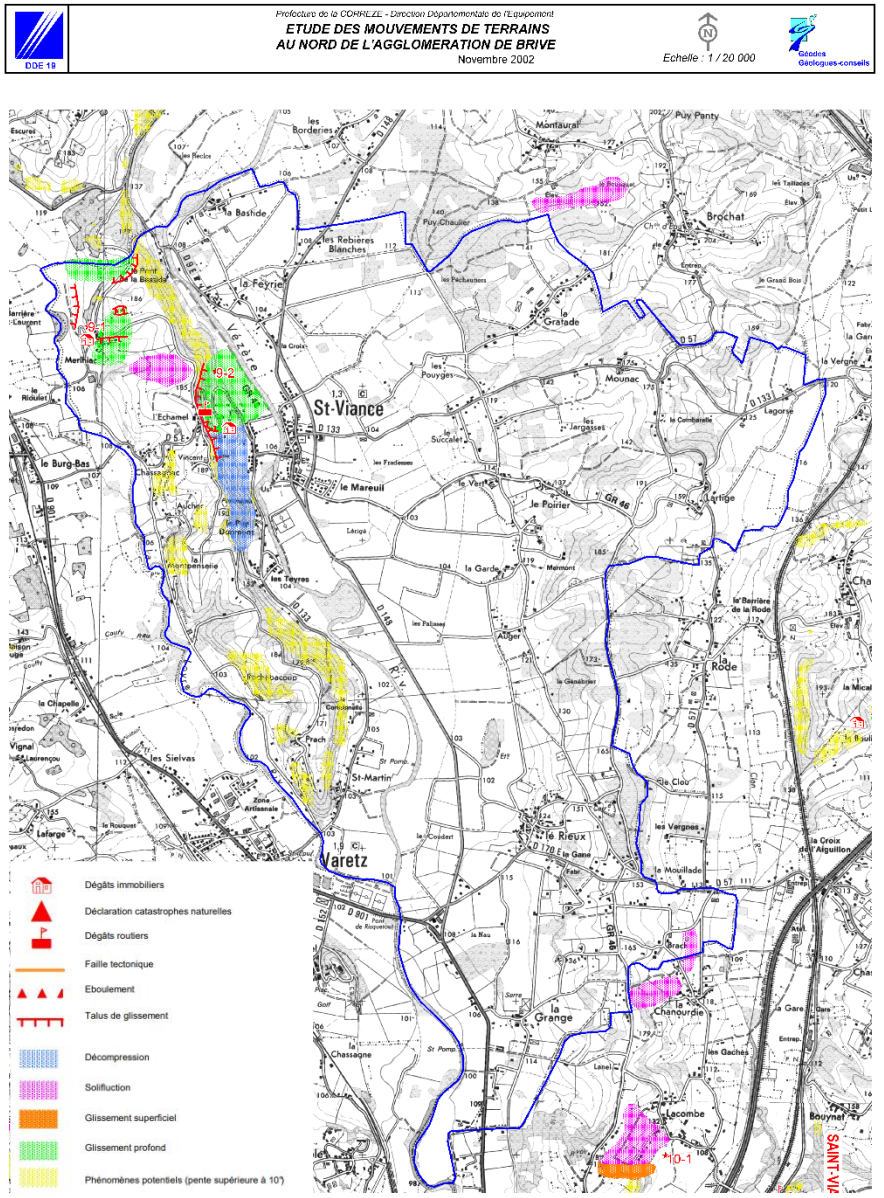
- La **zone bleu** s'applique aux terrains affectés par un aléa moyen à faible. Elle concerne des terrains où, dans les limites de la connaissance du risque, la sécurité des biens et des personnes peut être garantie, mais où la construction et l'aménagement doivent être maitrisés afin de ne pas contribuer à augmenter le risque.

L'étude des mouvements de terrains au nord de l'agglomération de Brive (GEODES)

Une étude des mouvements de terrains a été réalisée sur la commune en novembre 2002 par le bureau d'études Géodes.

Elle a servi de base à la définition du risque mouvement de terrain du PPRmt.

Elle cible d'ailleurs des secteurs n'étant pas concernés par le PPRmt tels que Prach et Rochebacoup, où des pentes supérieures à 10 degrés peuvent engendrer des phénomènes de mouvements de terrain. On observe également la présence de solifluction à proximité du village de Brach, à l'Est du territoire.



Cartographie de l'étude des mouvements de terrains (source : GEODES - 2002)

L'effondrement des cavités souterraines

La commune est concernée par 5 cavités référencées par le BRGM situées sur :

- L'Echamel (ouvrage civil) ;
- Rochebacoup (ouvrage civil) ;
- Le Rieux (ouvrage civil) ;
- Le Clou (ouvrage civil) ;
- Auger (naturelle).

Cet aléa est à prendre en compte lors de l'élaboration des projets de construction.

Le risque sismique

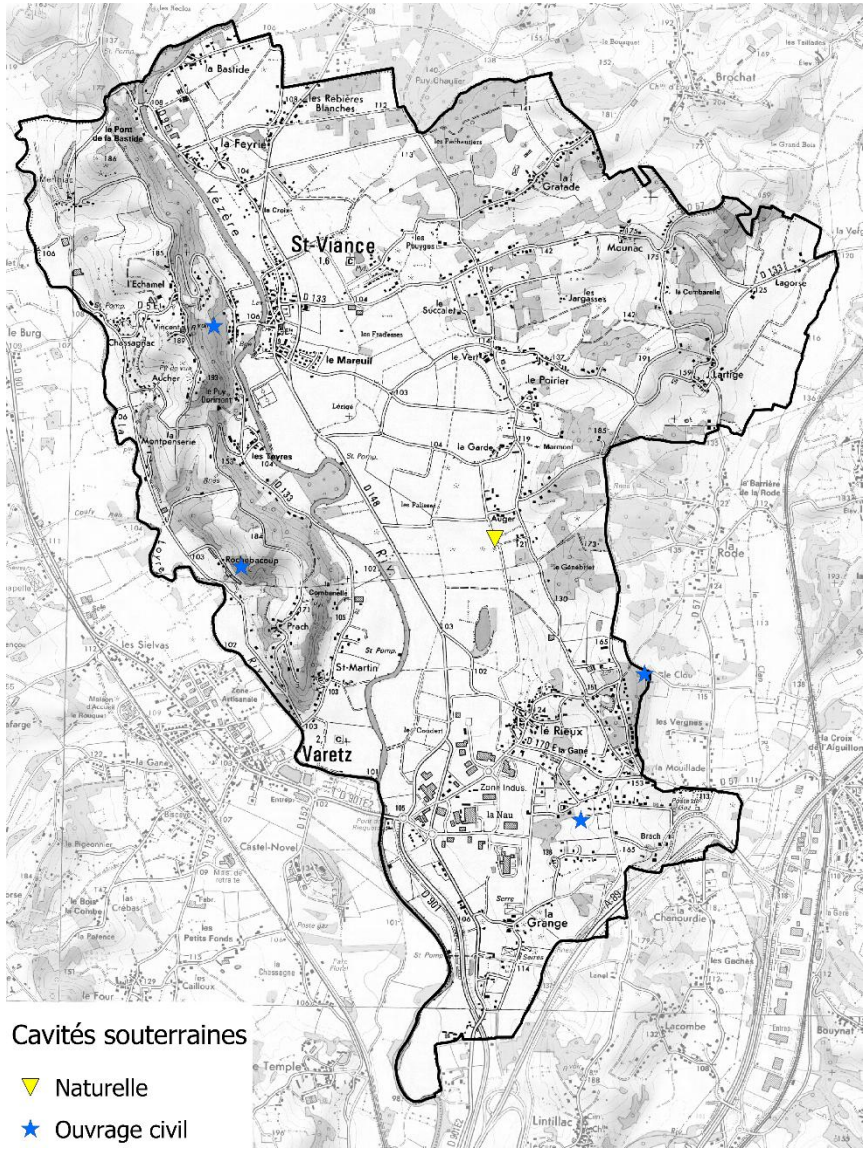
Dans la nomenclature des zones de sismicité (décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français), la commune est classée en zone de sismicité 1, c'est à dire très faible.

Aucune mesure n'est requise vis-à-vis de la sismicité.

Le retrait-gonflement des argiles

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau :

- Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ».



Les cavités souterraines identifiées sur la commune (source : georisques.gouv.fr)

- Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

La carte d'exposition du territoire au phénomène de retrait-gonflement des argiles a pour but d'identifier les zones exposées au phénomène où s'appliqueront les dispositions réglementaires introduites par l'article 68 de la loi ELAN.

La carte d'exposition présentée ici :

- remplace l'ancienne (avant 2019) carte d'aléa (publiée entre 2001 et 2020) ;
- requalifie l'exposition de certains territoires au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux.

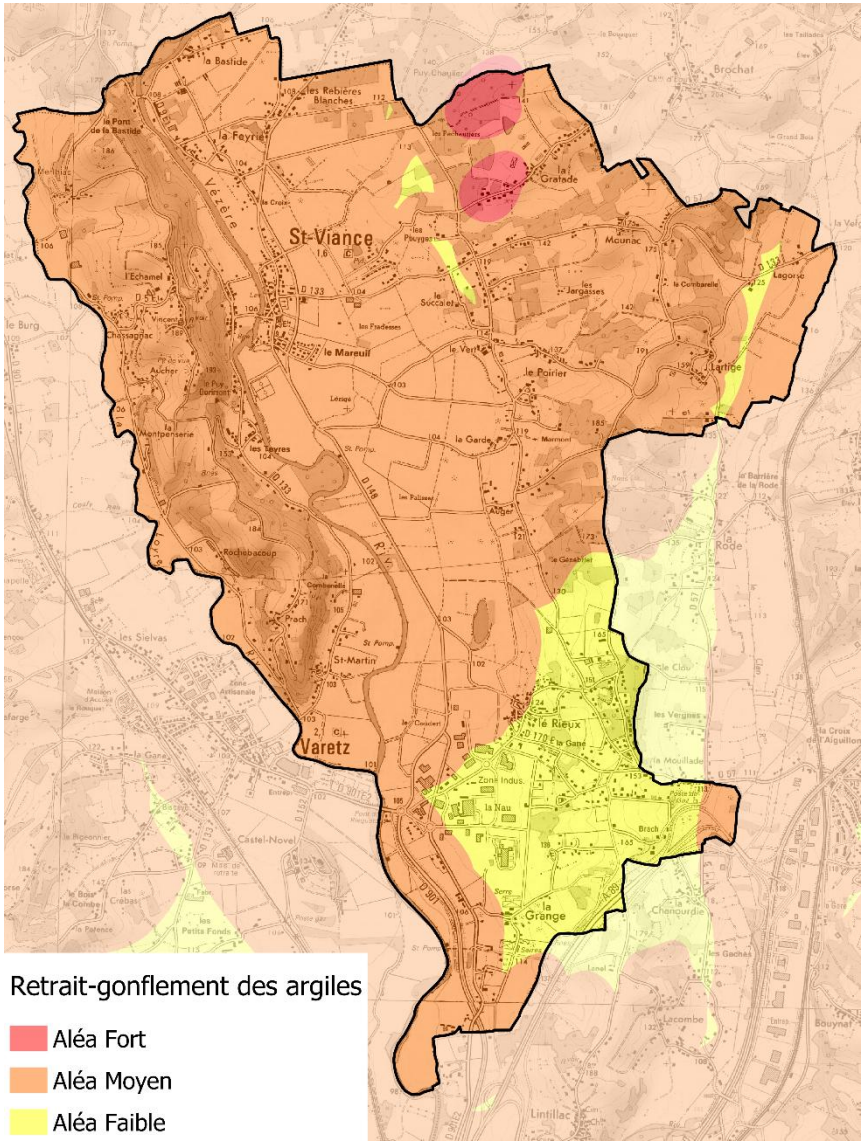
La cartographie de l'exposition du territoire au phénomène de retrait-gonflement des argiles a pour but d'identifier les zones exposées au phénomène afin de contribuer à diminuer le nombre de sinistres qu'il provoque.

Elle a été mise au point à partir de deux sources de données :

- la carte de susceptibilité réalisée par le BRGM à l'issue du programme de cartographie départementale de l'aléa retrait-gonflement des argiles conduit de 1997 à 2010 ;

- les données actualisées et homogénéisées de la sinistralité observée, collectées par la Mission Risques Naturels (MRN).

La commune est globalement concernée par un aléa moyen sur une grande majorité de son territoire.



Le retrait-gonflement des argiles (source : georisques.gouv.fr)

On note la présence de deux poches d'aléa fort au Nord de la commune, sur les secteurs de la Gratade et des Péchautiers. Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).

Enfin, le quart sud-est du territoire communal est concerné par un aléa faible (secteurs du Rieux, des Trinquilles, de la Nau, de Brach ou encore de la Grange).

1.5.5 Le radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre. Certains types de roches, notamment le granit, en contiennent davantage.

Une fois produit par les roches, le radon peut être transféré vers l'atmosphère, via la porosité des roches et du sol. Il peut également être dissout dans l'eau souterraine et circuler avec elle. Malgré sa période radioactive relativement courte (la radioactivité d'une quantité donnée de radon 222 diminue de moitié en 3,82 jours), une partie du radon parvient à quitter les roches dans lesquelles il est formé pour atteindre l'air que nous respirons.

En se désintégrant, le radon forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Dans l'air extérieur, le radon se dilue rapidement et sa concentration moyenne reste généralement faible : le plus souvent inférieure à une dizaine de Bq/m^3.

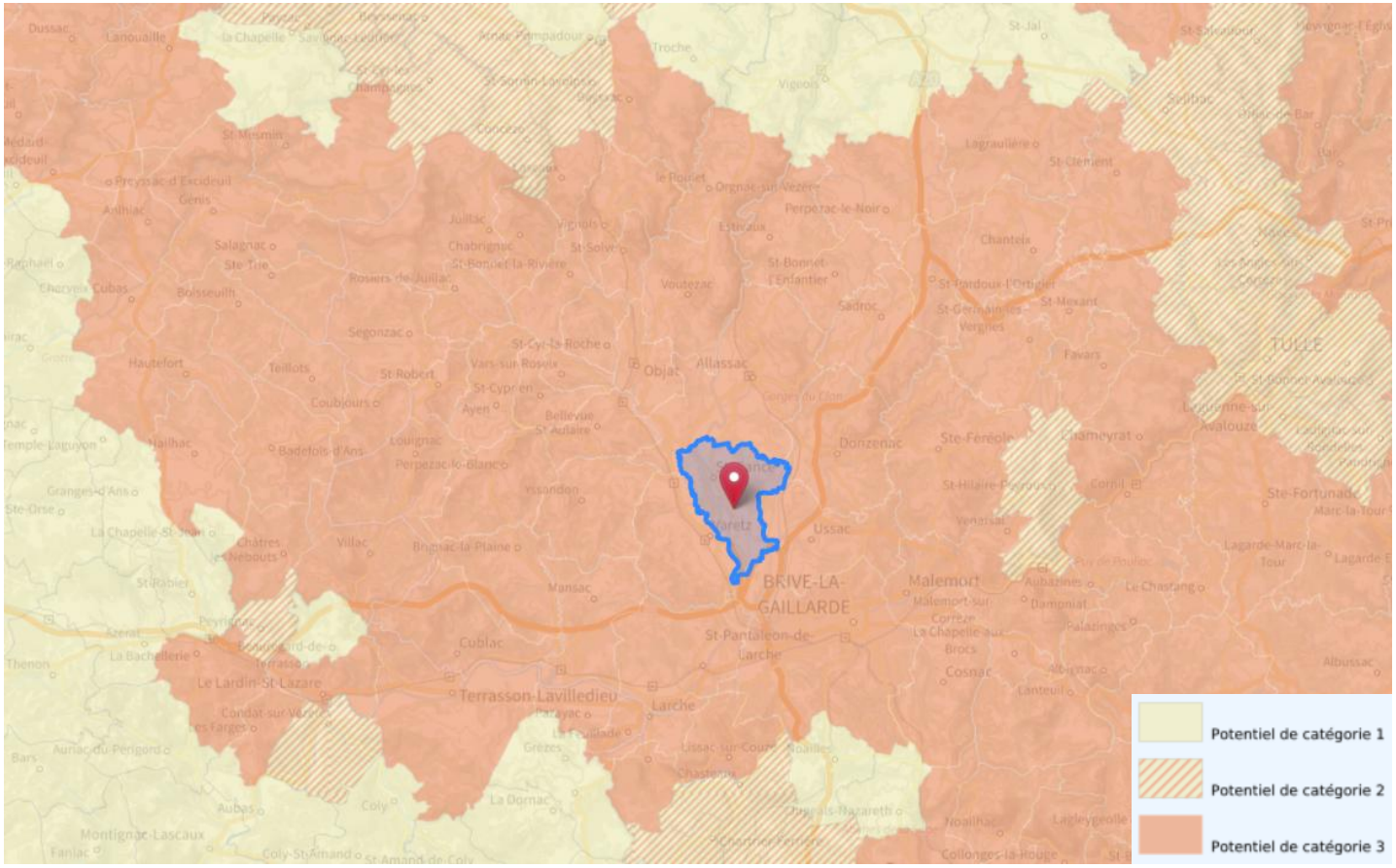
Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m^3.

La connaissance des caractéristiques des formations géologiques sur le territoire rend ainsi possible l'établissement d'une cartographie des zones sur lesquelles la présence de radon à des concentrations élevées dans les bâtiments est la plus probable. Ce travail a été réalisé par l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sureté Nucléaire) à la demande de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et a permis d'établir une cartographie du potentiel radon des formations géologiques du territoire métropolitain et de l'Outre-Mer.

Saint-Viance, comme une grande majorité des communes de la Corrèze est classée en catégorie 3, signifiant qu'elle présente des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives

de massifs granitiques (massif armoricain, massif central, Guyane française…), certaines formations volcaniques (massif central, Polynésie française, Mayotte…) mais également certains grés et schistes noirs.

Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que sur le reste du territoire. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments situés sur ces terrains dépassent 100 Bq.m^{-3} et plus de 10% dépassent 300 Bq.m^{-3}.



Le potentiel radon sur Saint-Viance (source : georisques.gouv.fr)

Les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)

Sur la commune, 5 ICPE sont recensées. Il s'agit de :

- FRANCEP INTERNATIONAL ;
- L'abattoir SABCOR ;
- SILAB ;
- FRUINOV ;
- La société CAVIAR.

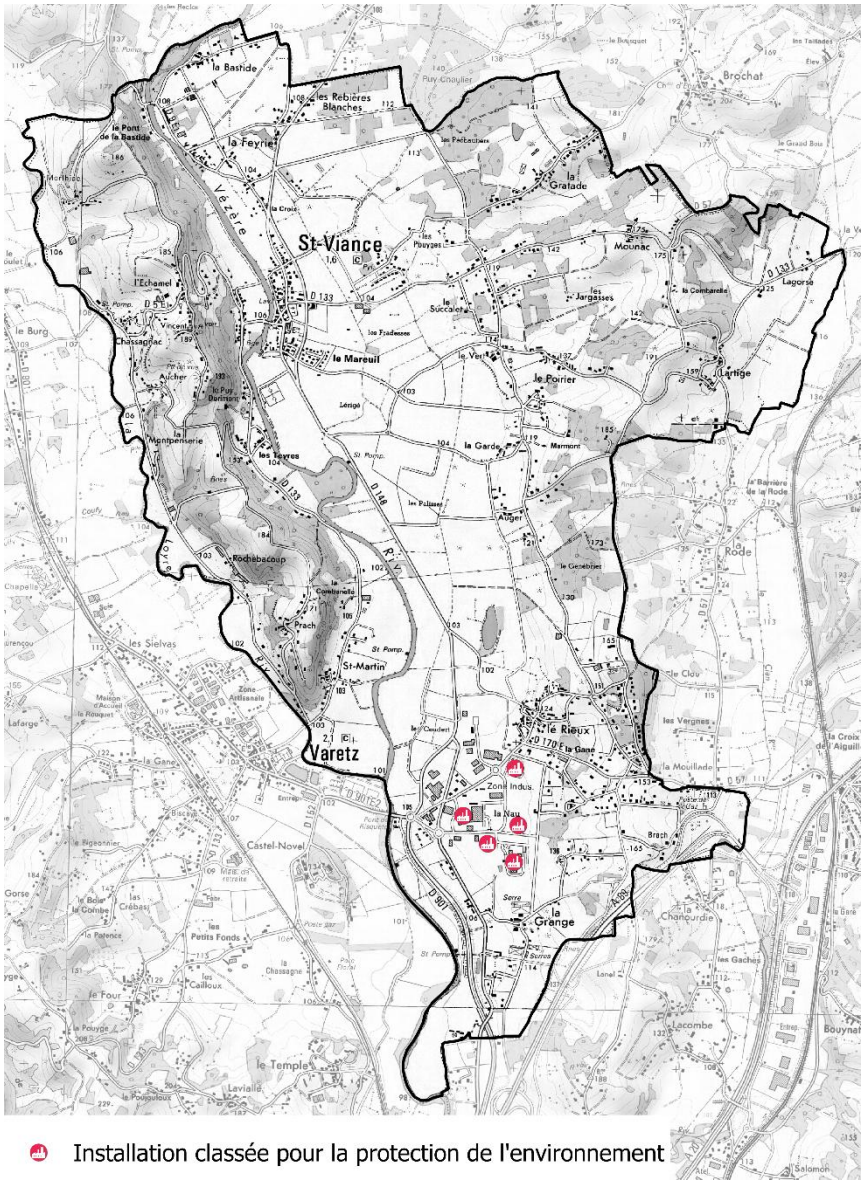
Ces activités sont toutes situées sur la zone d'activités de la Nau.

Pollution des sols

Cette partie recense les différents sites qui accueillent ou ont accueillis par le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes (sites BASOL). Ce recensement a pour objectif de conserver la mémoire de ces activités.

La commune de Saint-Viance recense 1 site pollué ou potentiellement pollué appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. Il s'agit du site de l'entreprise Sanicentre implantée dans la Zone d'activités de la Nau.

Cette entreprise avait été mise en demeure de régulariser sa situation à la suite d'une visite de l'inspection pour les installations classées en mars 2002 suite à un défaut d'autorisation de l'activité. Une étude de sol a ensuite été réalisée indiquant une absence de pollution au PCB et aux hydrocarbures mais une présence de chrome élevée.

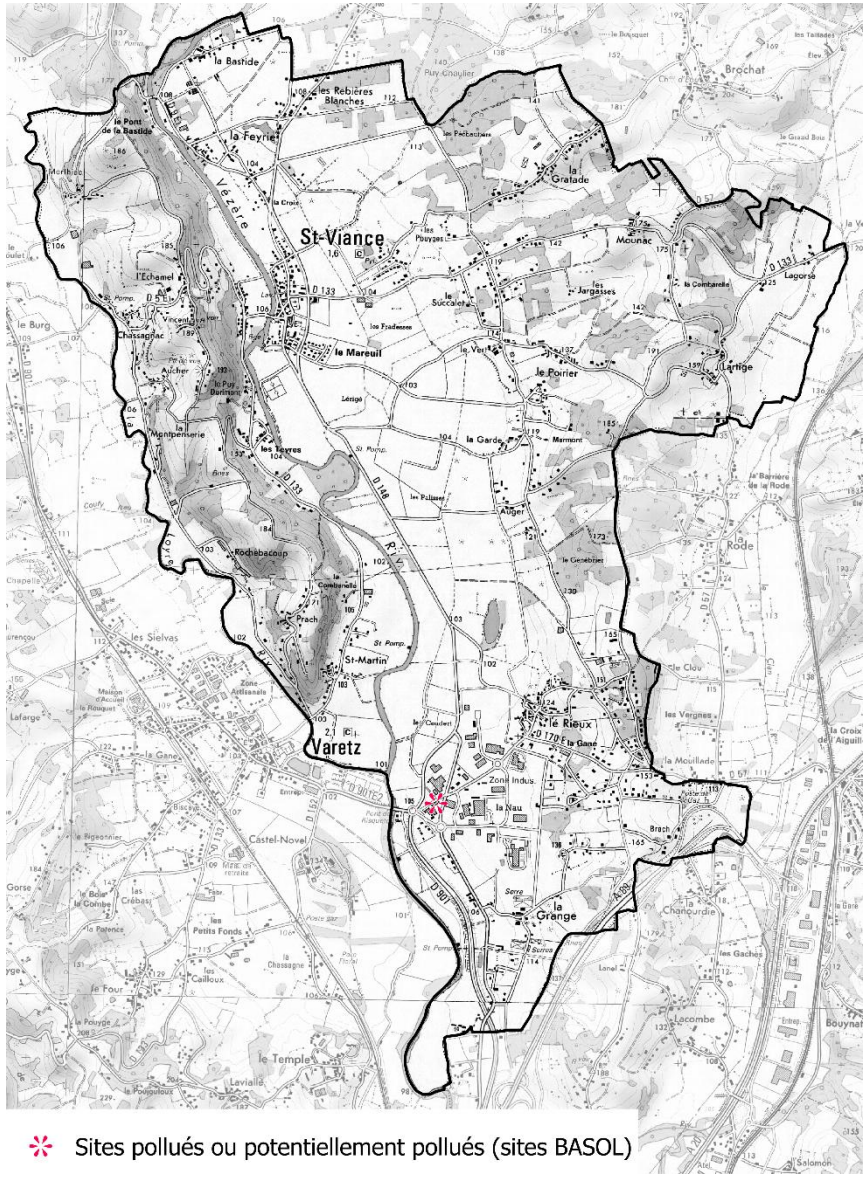


Les installations classées sur Saint-Viance (source : georisques.gouv.fr)

A la suite de ça, une surveillance de la qualité des eaux souterraines a été mise en place en 2003 (par un réseau de 3 piézomètres) puis à partir de 2004 une surveillance régulière est demandée par l'inspection des installations classées.

Depuis la mise en place de la surveillance, il est constaté une nette amélioration de la qualité des eaux souterraines au droit du site. L'entreprise a donc demandé la suspension de la surveillance du site. Le réseau de piézomètres a par contre été maintenu.

L'exploitation du site en son état actuel ne ressort plus de la législation des installations classées, la surveillance des eaux souterraines est suspendue au vu des résultats du bilan quadriennal. L'exploitant reste locataire du site et s'est engagé à protéger et maintenir en état le réseau piézométrique.



Les sites pollués ou potentielle pollués (source : georisques.gouv.fr)

1.5.7 Les nuisances sonores

Le préfet de département classe les infrastructures de transport terrestre en fonction de leurs caractéristiques sonores et de leur trafic.

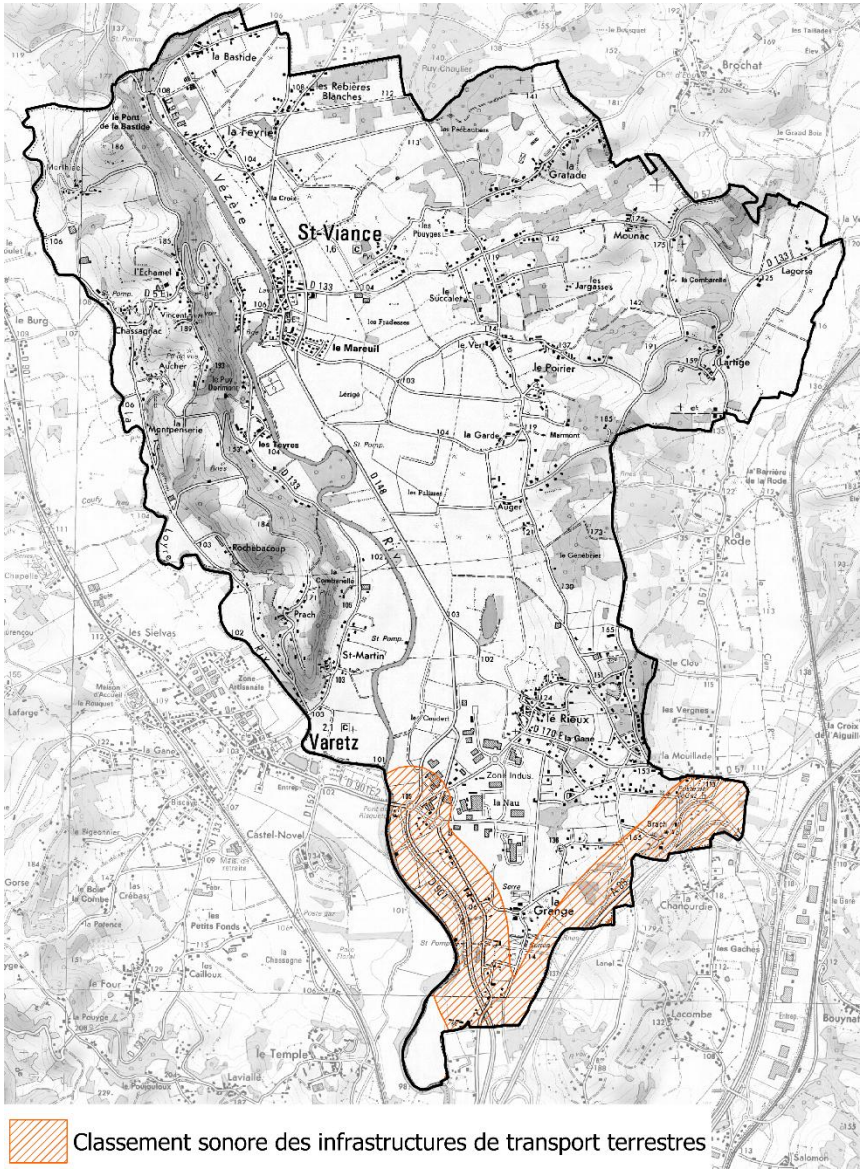
Ce classement permet de définir des « secteurs affectés par le bruit », dans lesquels l'isolation acoustique devient une règle de construction pour les nouveaux bâtiments.

L'arrêté préfectoral du 15 novembre 2023 fixe les niveaux de nuisances sonores à prendre en compte pour la construction de bâtiments et les prescriptions techniques à mettre en œuvre.

Les voies classées sont celles dont le trafic est supérieur aux valeurs limites indiquées ci-après :

- voies routières : 5000 véhicules/jour ;
- lignes ferroviaires interurbaines : 50 trains/jour ;
- lignes ferroviaires urbaines : 100 trains/jour ;
- lignes de transports en commun en site propre : 100 autobus/jour.

Sur Saint-Viance, seule la pointe Sud du territoire communal est concernée par des secteurs affectés par le bruit liés au passage de deux voies. Il s'agit de l'A 89 et de la RD 901 classées en catégorie 2, dont la zone de bruit impacte une bande de 250 m de part et d'autres des voies.



Les secteurs affectés par le bruit (source : DDT Corrèze)

L'ambroisie

L'ambroisie est une plante envahissante et dangereuse faisant l'objet d'un dispositif de surveillance et de lutte, notamment en Corrèze. Originaire d'Amérique du Nord, l'ambroisie s'est propagée via les activités humaines.

Elle émet un pollen très allergisant pour l'homme à partir de mi-juillet. Afin de lutter contre cette espèce nuisible, un arrêté prefectoral a été promulgué le 30 mai 2022. Les principales dispositions de cet arrêté sont les suivantes :

- la création d'un réseau de lutte et de surveillance ;
- la création d'un comité de coordination : il permett d'établir le bilan de la saison et de définir les orientations de lutte contre les ambroisies et le programme d'action pour la saison suivante ;
- la mise en place d'un réseau de référents communaux. Le rôle de ces référents territoriaux est, notamment, de participer à la surveillance et d'informer les personnes concernées des mesures de lutte pouvant être appliquées sur leurs terrains ;
- l'obligation de mettre en œuvre les mesures permettant de lutter contre les ambroisies : élimination (arrachage, fauchage, tonte, …) des pieds d'ambroisie avant la pollinisation et la grenaison ;
- l'obligation applicable sur toutes surfaces y compris les domaines publics, les ouvrages linéaires tels que les voies de communication, les terrains des entreprises (agriculture, carrières notamment) et les propriétés de particuliers ;
- l'élimination non-chimique de l'ambroisie à privilégier.

Elle est à ce jour non répertoriée sur la commune de Saint-Viance mais 55 communes corréziennes sont d'ores et déjà colonisées, dont une commune voisine (Ussac).

Le moustique tigre

Une surveillance entomologique est mise en place au niveau national concernant l'implantation des moustiques Aedes albopictus vecteurs de la dengue et du chikungunya. Aedes albopictus est désormais implanté et actif en Corrèze. La commune de Saint-Viance est colonisée par le moustique Tigre.

Il s’agira d’être vigilant quant au maintien et/ou la réalisation, dans les quartiers, d’espaces de nature et de traitements végétalisés éventuellement en lien avec la présence de l’eau. Il apparaît essentiel d’intégrer dans le développement de tels espaces la prise en compte du risque moustique afin d’éviter la prolifération de ce vecteur au sein de la commune et de se prémunir de l’apparition de cas autochtones de dengue ou de chikungunya.

Risques et nuisances – A retenir

SYNTHESE

- De nombreux risques présents sur le territoire
- Une connaissance complète des différents risques et nuisances
- Des secteurs urbanisés contraints dans leur développement notamment le bourg
- Des activités économiques concentrées dans la zone d'activités pouvant générer des pollutions
- Des axes routiers importants générant des nuisances sonores.

ENJEUX

- Prendre en compte la connaissance des risques dans les choix de développement de la commune
- Veiller à ne pas exposer davantage la population aux risques et nuisances



Inondation dans le bourg de Saint-Viance en 2018 (source : AFP)



Vue sur la zone d'activités de la Nau

1.6 L'analyse de la morphologie urbaine

1.6.1 Le bâti ancien

Historiquement, l'urbanisation s'est développée à partir du bourg et de plusieurs villages, les principaux étant notamment la Feyrie et le Rieux.

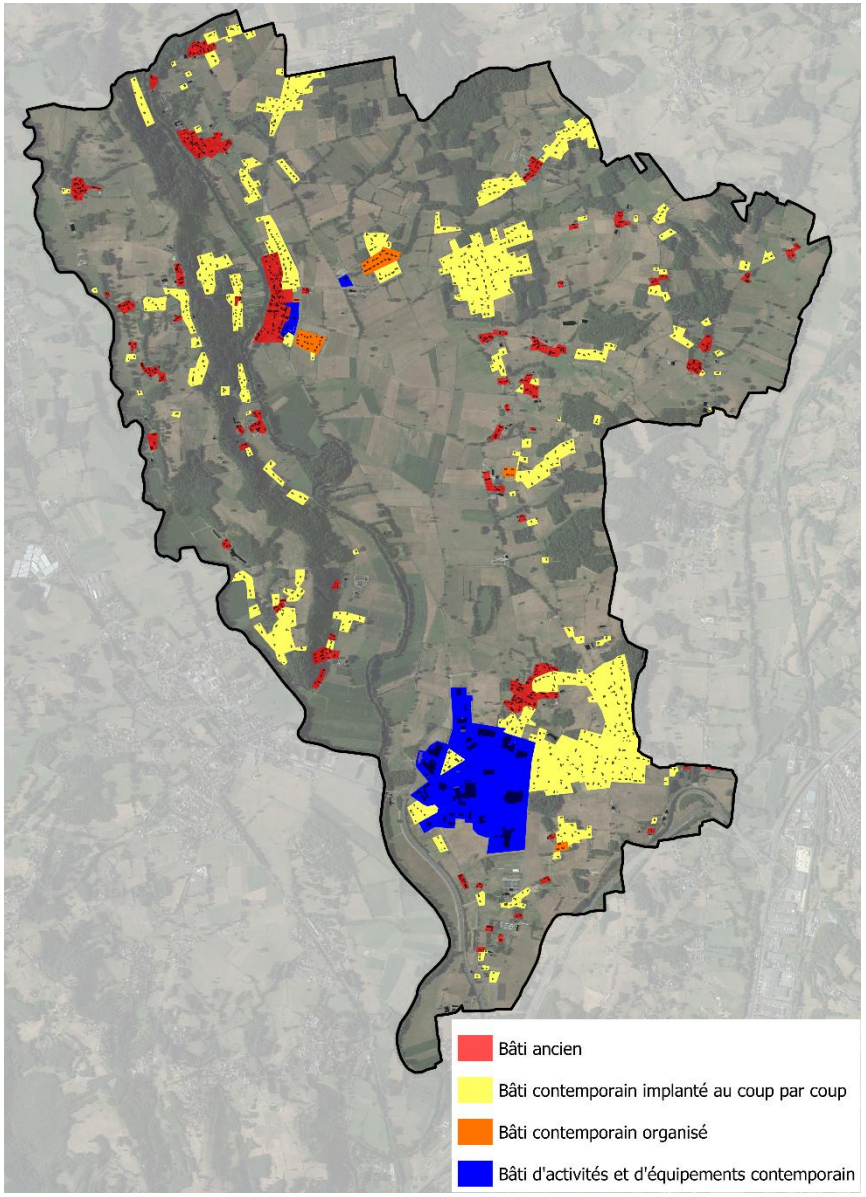
Le mitage est très présent sur la commune, en témoigne les nombreux villages historiques témoins de la forte et ancienne fonction agricole du territoire.

Comme sur le reste du territoire communal, les constructions traditionnelles sont en pierre de pays et les toits en ardoises souvent à 2 ou 4 pans, voire des toits à demi-croupes.

Les bâtisses construites jusqu'à la fin des années 50 sont assez semblables d'aspect. On constate peu d'hétérogénéité dans le cœur historique, le tissu bâti ayant une certaine harmonie. Ces bâtisses présentent généralement une volumétrie simple et imposante en général en R+1.

La morphologie urbaine est dense dans le bourg ancien et les villages historiques, ce qui a permis de gérer la consommation d'espaces agricoles et naturels de façon économe.

Les constructions sont très souvent implantées à l'alignement des voies, sur un tissu parcellaire composé de parcelles étroites et de taille réduite. Le bâti est souvent imbriqué, les constructions pouvant être mitoyennes sur une voire deux pignons, notamment dans le bourg. Les espaces extérieurs privatifs sont généralement situés en arrière des constructions.



Les morphologies urbaines sur Saint-Viance

Le Bourg









Le Rieux







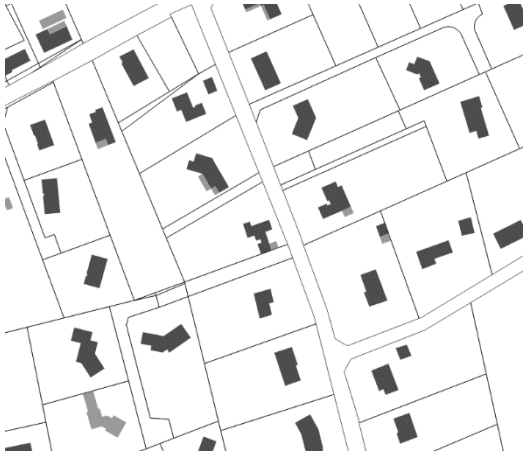


Implanté au coup par coup

A partir des années 50 et surtout à partir des années 70, la commune de Saint-Viance a connu un fort développement urbain généré par la maison individuelle qui représente aujourd'hui la forme urbaine majoritaire sur le territoire. Il est très disparate sur la commune, formant les extensions du bourg ou de villages anciens (le Rieux, la Gratade ou Rochebacoup notamment) tout comme en créant de nouveaux secteurs urbanisés (les Pouyges/les Jargasses). Ce développement a eu un impact important sur l'extension et le renforcement des réseaux (AEP, assainissement, électricité particulièrement).

Il s'est très largement réalisé au « coup par coup » (constructions réalisées hors opération d'aménagement d'ensemble), en rupture avec le développement urbain ancien, les constructions ayant des formes géométriques simples (cubiques ou parallélépipédiques) sur un ou deux niveaux. Elles sont généralement implantées en milieu de grandes parcelles (supérieur à 1 000 m²), générant des densités de constructions très faibles (densité nette[15] de 5 logements/hectare).

En terme de matériaux, la pierre a cédé la place aux briques et aux parpaings enduits. Les teintes sont généralement proches de la pierre (beige, grège, ocre) même si des tonalités plus claires peuvent être observées (blanc, gris clair voire rose). Les toitures sont couvertes en tuile plate plus forcément de teinte ardoisée (rouge, brun).

Les Pouyges Les Jargasses			
Densité nette : 5 logements/ha			

[15] La densité nette de constructions est calculée uniquement sur les surfaces bâties (parcelles), les surfaces constituant les espaces communs (espaces verts, voirie, …) sont exclues







Le développement urbain des secteurs du Rieux et de la Mijale de 1950 à 2021 (source : remonterletemps.ign.fr)

Organisé (lotissement, habitat groupé)

Le bâti contemporain à vocation d'habitation s'est développé sous la forme de quelques opérations d'aménagement d'ensemble (lotissements) que ce soit dans le bourg ou également sur des secteurs excentrés. Le plus ancien, daté du début des années 80, est le lotissement du Mareuil à proximité immédiate du bourg. Il s'agit d'un lotissement composé de 18 maisons individuelles desservies en partie par une voie en impasse. Dans les années 2000, un lotissement de 16 maisons individuelles aux Garennes a également été réalisé.

Les surfaces de terrain sont plus réduites que dans le cas des constructions réalisées au « coup par coup » (parcelles inférieures ou égale à 1 000 m²), et la densité nette de constructions est de l'ordre de 10 à 12 logements/hectare. La présence de voirie et d'espaces communs (espaces verts notamment) apportent une organisation aux constructions.

Plus récemment, des opérations de taille plus réduites sous forme d'habitat groupé ont permis de diversifier l'offre de logements de la commune et d'apporter une densité de construction plus élevée, pouvant aller jusqu'à plus de 40 logements par hectare.

Lotissement du Mareuil

Densité nette : 12 logements/ha







Lotissement des Garennes

Densité nette : 10 logements/ha

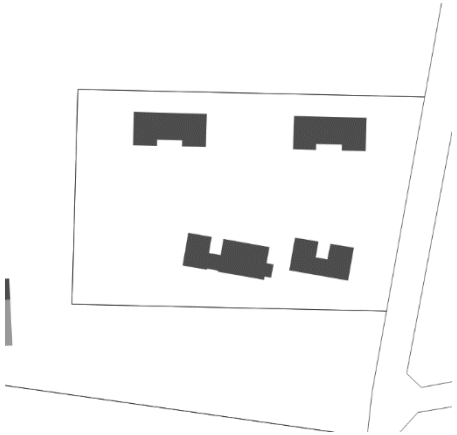






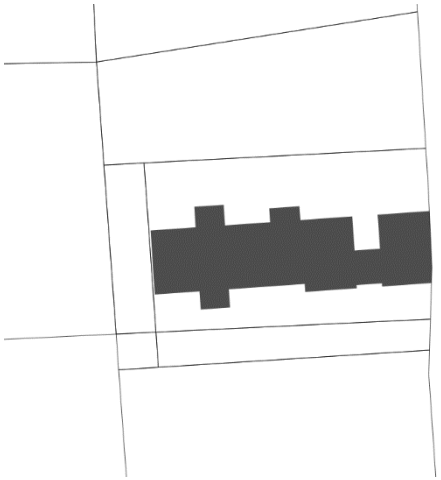
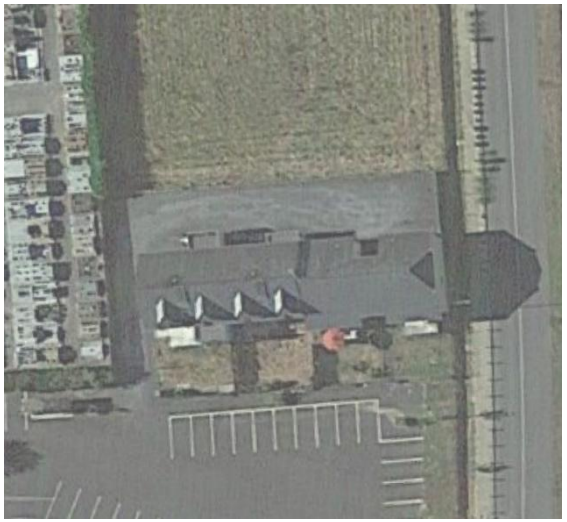
Opération d'habitat groupé à Auger

Densité nette : 18 logements/ha







Opération d'habitat groupé dans le bourg			
Densité nette : 44 logements/ha			

A vocation d'activités et d'équipements

Outre le développement de l'urbanisation généré par l'habitat, la commune a également connu un développement urbain lié aux activités économiques et aux équipements.

En effet, une vaste zone d'activités s'est développée au Sud de la commune à partir des années 90, à proximité de la RD 901. Il s'agit de la zone d'activités de la Nau. Elle a grandement modifié le paysage au Sud du territoire communal et a eu un impact sur le réseau viaire (création de voirie, modification de carrefour).

Les parcelles sont de taille hétérogène puisqu'elles sont conditionnées aux besoins des différentes activités. De même, la volumétrie des bâtiments et leur architecture sont très diverses selon leur destination (bureaux, entrepôts, …).







Le développement de la ZA de la Nau de 1994 à 2021
(source : remonterletemps.ign.fr)





La diversité d'aspect et de volumes des bâtiments d'activités sur la zone d'activités de la Nau

Sur le bourg, un pôle commercial et de services situé à côté du groupe scolaire s'est développé dans les années 90. Il s'agit de petites constructions reprenant des caractéristiques architecturales traditionnelles comme l'ardoise en toiture ainsi que la pierre utilisée en partie sur les façades.

Dans les années 2000, le groupe scolaire s'est étendu en montant des classes en préfabriqué, qui existent toujours. Il s'agit de constructions qui dénotent par rapport à l'architecture du bourg.


Le pôle commercial du bourg


Le cabinet médical


Les bâtiments préfabriqués de l'école

2 L'analyse socio-économique

2.1 La population

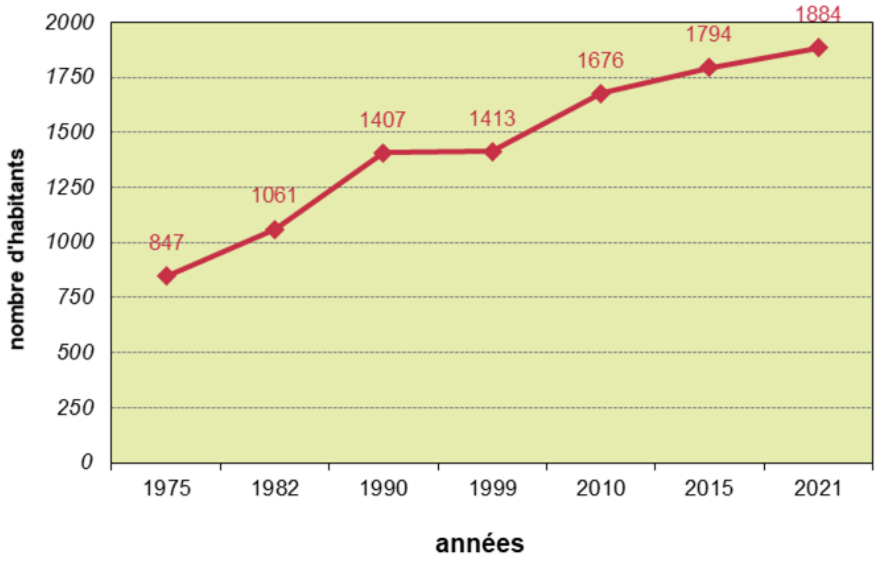
Cette présente partie consacrée à l'analyse socio-économique sera agrémentée de comparaison avec les échelons administratifs supérieurs, à savoir la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive (CABB) et le Département de la Corrèze.

2.1.1 L'évolution démographique de la commune

Selon l'INSEE, la population de la commune de Saint-Viance en 2021 est de 1 884 habitants.

On peut constater à la vue du graphique ci-contre que l'évolution démographique de la commune s'est faite en trois temps depuis 1975 :

- Une très forte augmentation de la population entre 1975 et 1990 passant de 847 à 1407 habitants, soit un TCAM (Taux de Croissance Annuel Moyen) de 3,4% ;
- Une stagnation de population au cours des années 90, où la commune n'a connu qu'une hausse de 6 habitants supplémentaires ;
- Un retour à la croissance après 1999 et jusqu'à 2021, où la population a cru de 471 habitants, soit un TCAM de 1,5%.



Evolution de la population entre 1975 et 2021 (source : INSEE 2021)

Si l'on compare l'évolution de la population avec le territoire de la CABB, on constate également une augmentation de la population avec des similitudes notamment sur les années 90 où on constate un vrai ralentissement de la démographie. D'une manière générale, la hausse de

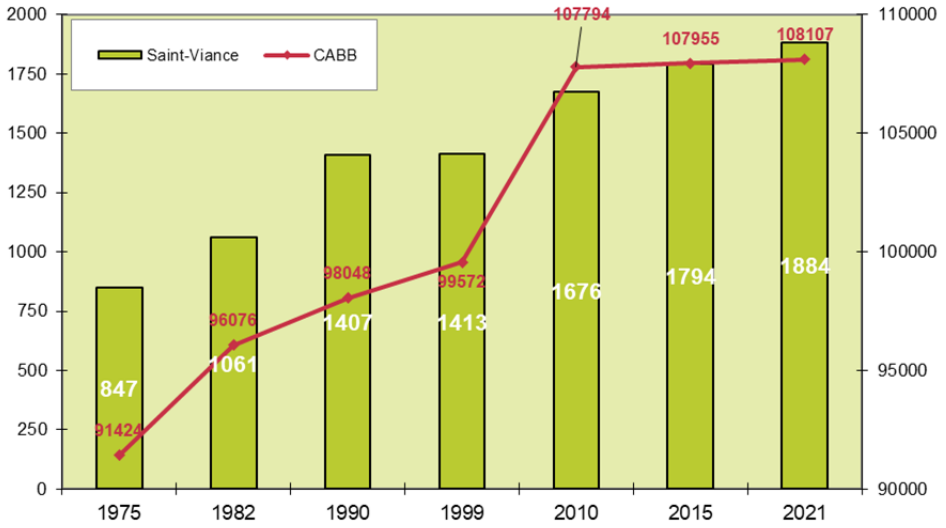
population est continue comme sur Saint-Viance, mais on constate un ralentissement depuis 2010 sur le territoire de la CABB tandis que sur la commune ce n'est pas le cas.

En comparant l'évolution démographique communale avec celle du Département de la Corrèze, on s'aperçoit qu'elle est contraire sur bien des périodes. Le territoire départemental perd de manière générale des habitants, tandis que la commune en gagne, notamment sur la période 2008-2018.

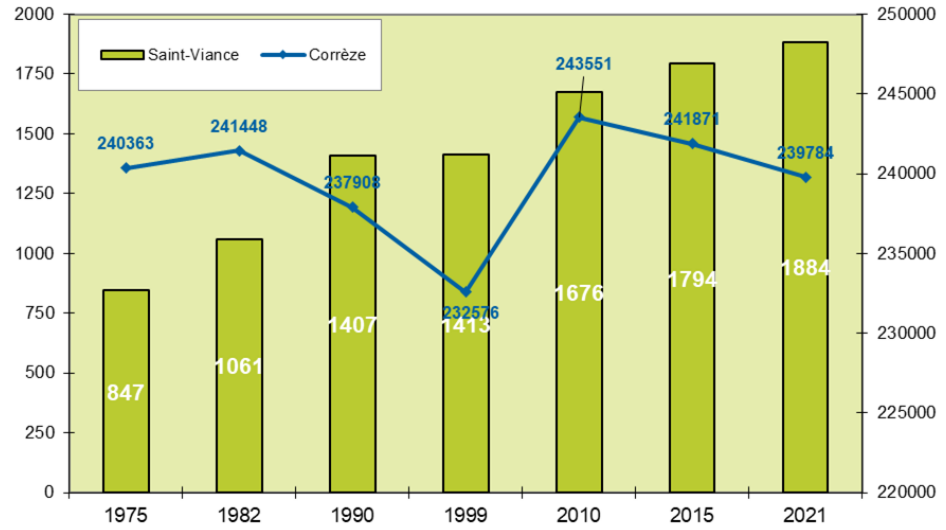
L'évolution démographique observée sur la commune provient essentiellement d'un solde migratoire positif.

En effet, le solde migratoire hormis dans les années 90 a toujours été très important allant de 0,5% sur la période 2015-2021 à 3,7% sur la période 1975-1982. Il faut malgré tout noter que sur la dernière période 2015-2021 le solde naturel n'a jamais été aussi haut depuis 1975, à hauteur de 0,3%. Cela indique que Saint-Viance voit sa population croire de plus en plus à travers les naissances, phénomène que l'on observe depuis la période 2010-2015 où le solde naturel était de 0,3% également.

	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2010	2010-2015	2015-2021
Taux d'évolution global en %	3,3%	3,6%	0,0%	1,6%	1,4%	0,8%
- dû au solde naturel	-0,4%	0,1%	-0,1%	0,0%	0,3%	0,3%
- dû au solde migratoire	3,7%	3,4%	0,1%	1,5%	1,1%	0,5%
Taux de natalité pour 1000	7,8	11,2	7,9	9,6	10,1	9,8
Taux de mortalité pour 1000	11,9	9,7	8,5	8,9	7,1	6,6



Evolution démographique – Comparaison avec la CABB (source : INSEE 2021)



Evolution démographique – Comparaison avec le département de la Corrèze (source : INSEE 2021)

2.1.2 La structure par âge de la population

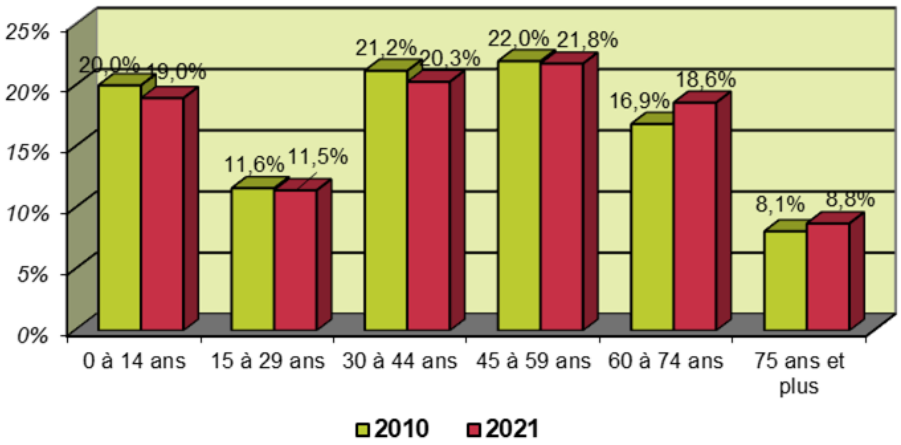
L'analyse de la structure par âge de la population révèle une population jeune puisque près d'un habitant sur 5 est âgé de moins de 15 ans (19% en 2021) et près d'un tiers est âgé de moins de 30 ans.

La tranche d'âge la plus représentée est celle des 45-59 ans avec 21,8%, suivie de celle des 30-44 ans avec 20,3% en 2021.

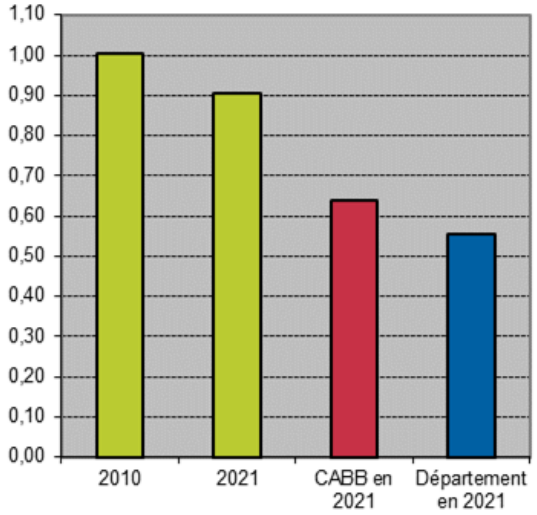
Si on analyse l'évolution de la population par tranches d'âges entre 2010 et 2021, on constate un léger vieillissement de la population. En effet, la tranche d'âges ayant connu la plus forte augmentation en l'espace de 11 ans est celle des 60-74 ans avec un gain de 68 habitants (16,9% en 2010 à 18,6% en 2021). Elle est suivie de la tranche d'âges des 75 ans et plus, qui est passée de 8,1% à 8,8% sur la décennie.

Les tranches d'âges plus jeunes, ont toutes vu leur part se réduire. Ainsi, la part des 0 à 14 ans a connu la baisse la plus importante, passant de 20% à 19%. Vient ensuite la tranche d'âge des 30-44 ans, passant de 21,2% à 20,3%. Les tranches d'âges 15-29 ans et 45 à 59 ans ont baissé quant à elles de manière très légère, on peut même parler d'une certaine stabilité.

L'analyse de l'indice de jeunesse (rapport entre la population des moins de 20 ans et la population des 60 ans et plus) sur le territoire est de 0.91 en 2021, indiquant une population relativement jeune. On constate tout de même que cet indicateur est en diminution puisqu'il était de 1 en 2010. Néanmoins, il reste haut comparé à celui de la CABB (0,64) et du Département de la Corrèze (0,56).



Evolution de la part des tranches d'âges sur la commune entre 2010 et 2021 (source : INSEE 2021)



Evolution de l'indice de jeunesse et comparaison avec la CABB et le département de la Corrèze (source : INSEE 2021)

On peut estimer que la commune a attiré sur son territoire sur la dernière décennie une population de néo-retraités qui peut expliquer en partie le vieillissement observé.

2.1.3 Les ménages

A l'échelle nationale, le nombre d'occupants par logement est généralement en décroissance. Cette évolution correspond au phénomène de « desserrement ». Elle traduit la transformation de la structure des ménages, l'augmentation des familles monoparentales et le vieillissement de la population.

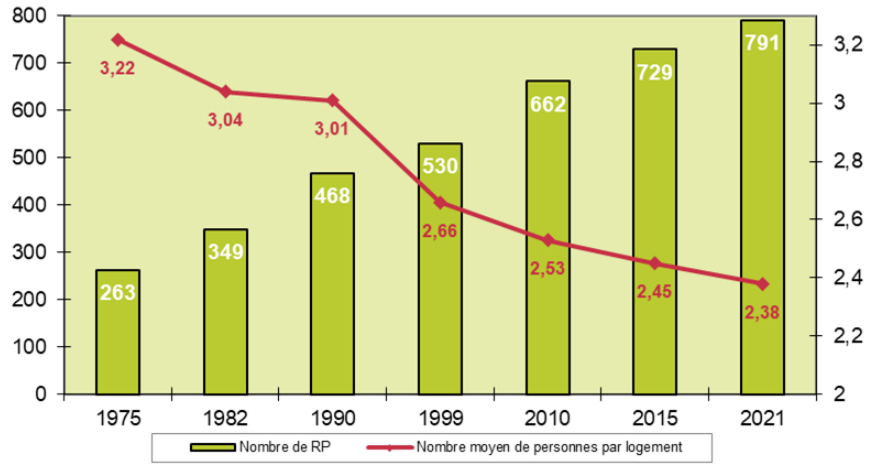
Au vu des chiffres des données INSEE, on peut constater pendant la période de 1975 à 2021 :

- Une nette augmentation du nombre de ménage depuis 1975 : + 528 ménages,
- Une évolution à la baisse de la structure des ménages.

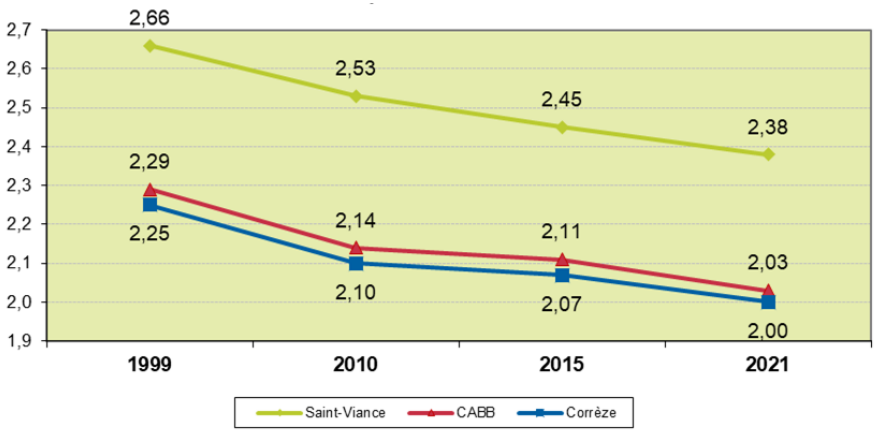
En effet, la commune de Saint-Viance voit son nombre d'occupants par résidence principale diminuer, passant de 3,22 en 1975 à 2,38 en 2021. Néanmoins, la baisse a eu tendance à ralentir depuis 1999, indiquant que l'augmentation du nombre de ménages s'est accompagnée d'arrivées de jeunes ménages avec enfants. En effet, la taille des ménages est passée de 2,53 à 2,38 personnes.

Si l'on compare la structure des ménages de Saint-Viance, avec celles de la CABB et du département de la Corrèze, on peut se rendre ainsi compte que le nombre moyen d'occupants par logement est supérieur sur la commune.

En effet, le nombre moyen d'occupants par logement tourne autour de 2, à l'échelle intercommunale et départementale.



Evolution du nombre et de la taille des ménages (source : INSEE 2021)



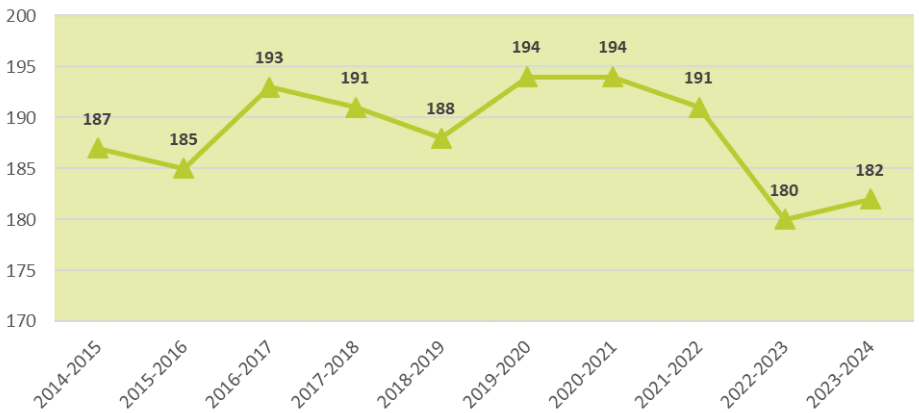
Evolution de la taille des ménages - Comparaison (source : INSEE 2021)

2.1.4 Les effectifs scolaires

Depuis l'année scolaire 2014-2015, on constate une certaine stabilité des effectifs scolaires de Saint-Viance.

En effet, jusqu'en 2022, le nombre d'élèves a oscillé entre 185 et 194 élèves. Depuis l'année scolaire 2022-2023, on constate une baisse qui semble se maintenir autour des 180 élèves.

Cette évolution des effectifs scolaires est à mettre en lien avec la baisse de la tranche d'âge des 0-14 ans entre 2010 et 2021 (cf. page 134).



Evolution des effectifs scolaires sur Saint-Viance (source : commune)

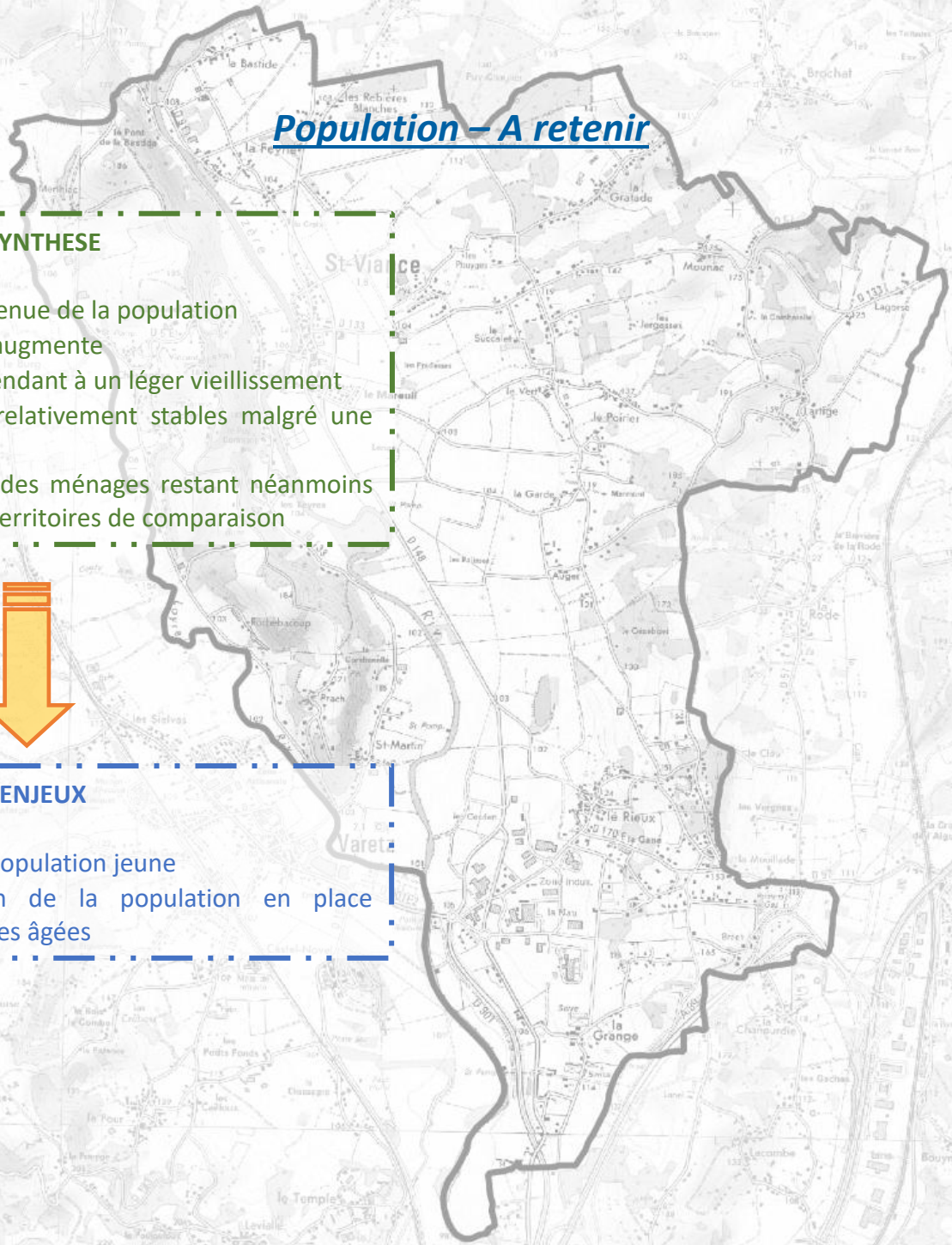
Population – A retenir

SYNTHESE

- Une augmentation soutenue de la population
- Un taux de natalité qui augmente
- Une population jeune tendant à un léger vieillissement
- Des effectifs scolaires relativement stables malgré une baisse récente
- Une baisse de la taille des ménages restant néanmoins élevée par rapport aux territoires de comparaison

ENJEUX

- Poursuivre l'accueil de population jeune
- Permettre le maintien de la population en place notamment les personnes âgées



2.2 Le parc de logements

2.2.1 L'évolution et la structure du parc de logements

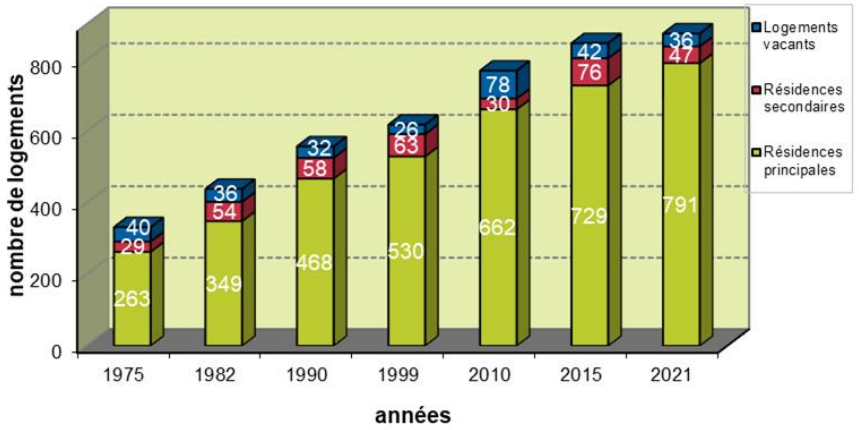
Au vu des données INSEE, nous pouvons constater que le parc de logements est en constante évolution depuis 1975. En effet, celui-ci a gagné 542 logements en 46 ans. En 2021, la commune de Saint-Viance recensait 874 logements. La croissance du parc de logements sur la commune résulte en grande partie de sa position au sein du bassin d'emploi de Brive-la-Gaillarde qui a conduit à un développement pavillonnaire important sur la commune.

En 2021, la composition du parc de logements de la commune est majoritairement le fait des résidences principales représentant 90,5% du parc de logements avec 791 unités. Les résidences secondaires regroupent 47 unités pour 5,4% du parc, tandis que les logements vacants représentent 4,1% des logements soit 36 unités (selon les fichiers LOVAC 2023, le taux de vacance est de 5,2% soit 49 logements). Ce faible taux de logements vacants nous renseigne sur la tension du marché immobilier de la commune, où peu de logements sont disponibles.

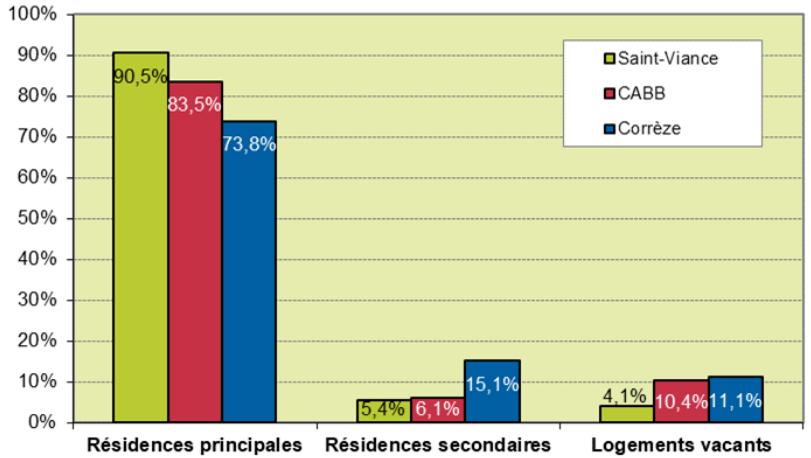
Depuis 1975, on constate que le parc de logements est principalement alimenté par les résidences principales, puisque celles-ci sont en constante augmentation, gagnant environ 530 unités en l'espace de 46 ans.

La composition des parcs de logements sur la CABB et le département de la Corrèze, montre également une prédominance de résidences principales, même si celle-ci est plus faible (respectivement 83,5% et 73,8%).

Concernant le parc de résidences secondaires, le taux communal est similaire à celui de l'intercommunalité (6,1%) mais bien plus faible que celui du département (15,1%).



Evolution et structure du parc de logements (source : INSEE 2021)



Composition du parc de logements - Comparaison (source : INSEE 2021)

Enfin, le taux de vacance est bien inférieur à celui des territoires de comparaison. Sur la CABB, les logements vacants représentent 10,4% du parc et sur le département 11,1%.

Au vu de la composition de son parc de logements, Saint-Viance est donc une commune résidentielle.

Zoom sur la vacance

Compte tenu des exigences réglementaires en matière de modération de la consommation de l'espace, une étude approfondie sur le logement vacant a été réalisée.

Elle se base sur les logements déclarés vacants au niveau des impôts en 2022.

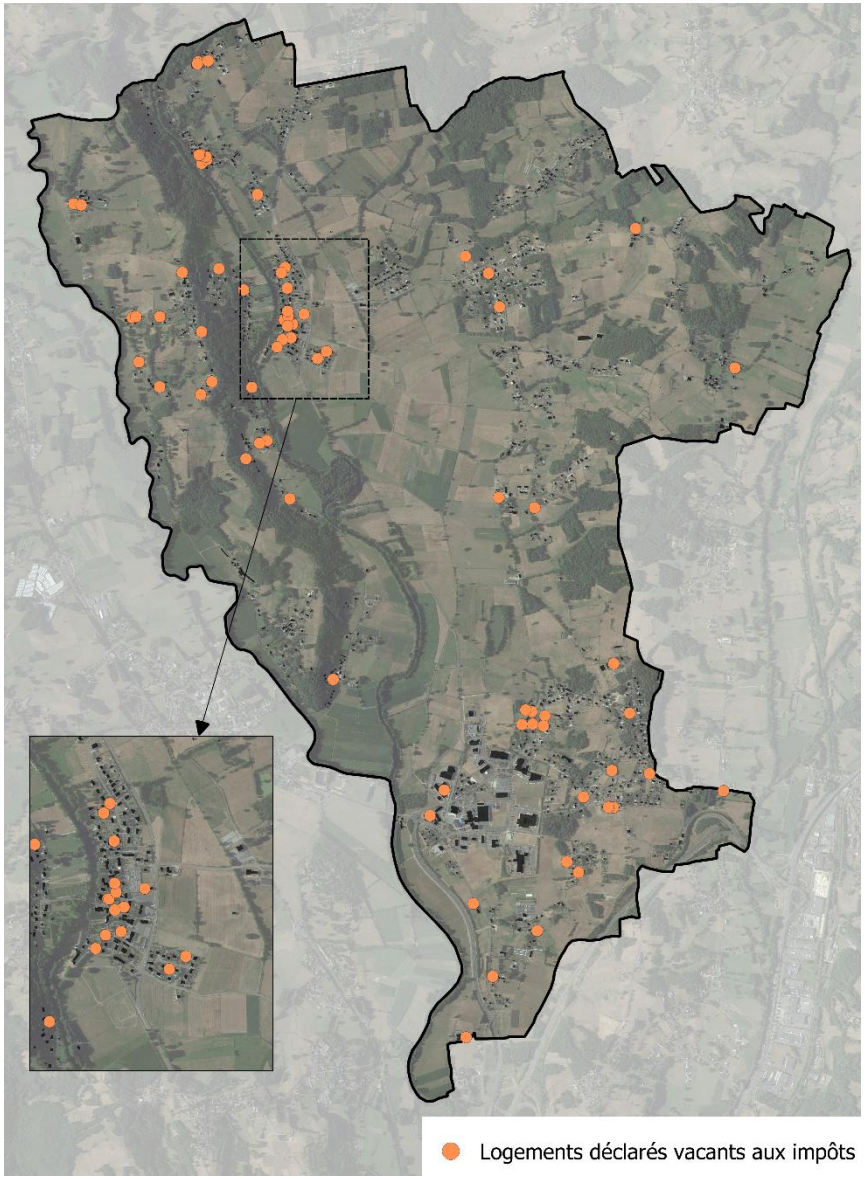
Ainsi, 72 logements ont été déclarés vacants, 61 maisons d'habitation et 11 appartements.

Une analyse permettant de catégoriser la cause de la vacance des logements a ensuite été réalisée, dans l'optique d'une prise en compte dans le projet de PLU d'un objectif de remise sur le marché de logements vacants.

2 catégories ont été définies :

- Le logement est toujours vacant (à vendre ou à louer notamment) ;

- Le logement est, depuis la déclaration, habité :
    - A l'année (résidence principale). Il a fait l'objet d'une vente, d'une rénovation ou d'un achèvement de travaux dans le cadre d'une construction neuve au cours de l'année 2022 ;



Localisation des logements déclarés vacants en 2022 (source : DGFIP)

- Sur des séjours de courte durée (week-end, vacances, fonction de gîtes, …) (résidence secondaire).

Après une analyse approfondie, au 26 avril 2022, seuls 16 logements sont vacants. Il s'agit en grande partie de logements anciens en état de délabrement avancé (ruines) qui sont inhabitables sans de gros travaux de rénovation.

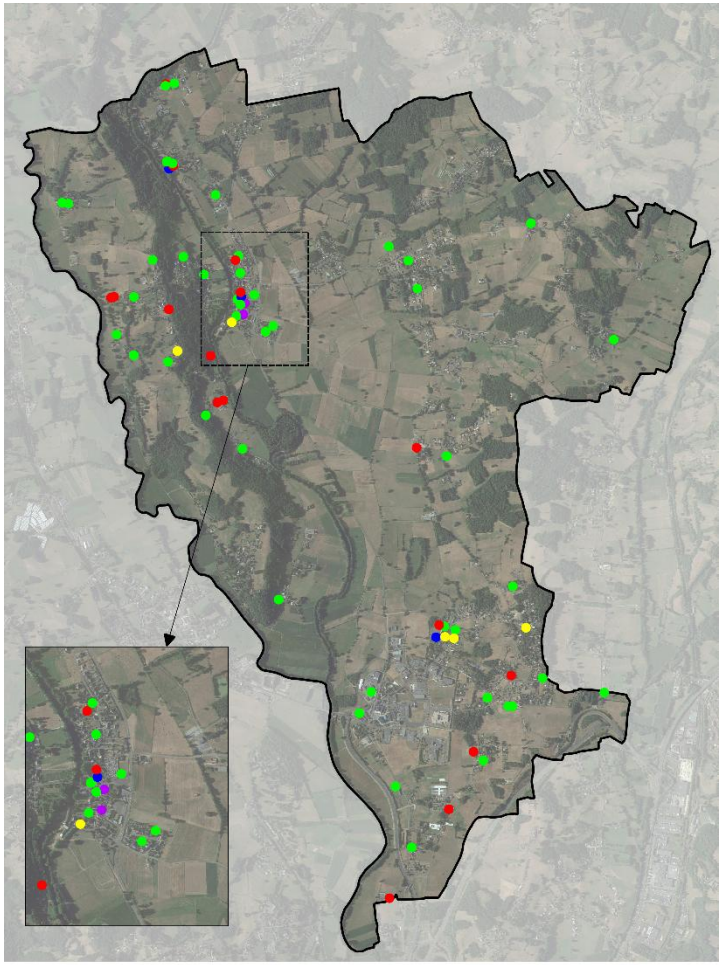
51 logements sont de nouveaux occupés, à titre de résidences principales ou de résidences secondaires. Il s'agit notamment de maisons en cours de construction dont la déclaration d'achèvement de travaux n'avait pas été réalisée au moment de la déclaration aux impôts, de maisons anciennes en cours de rénovation ou encore de gîtes. A noter également que 2 logements ont depuis changé de destination (au sein de mairie pour son extension et au sein de l'école où un logement a été transformé en classe).

5 logements ont un statut indéterminé au 26 avril 2022, leur situation n'étant pas connue.





Photographies 1 et 2 : Exemples de logements vacants au 26 avril 2022



Situation des logements déclarés vacants au 26 avril 2022

2.2.2 Le statut d'occupation des résidences principales

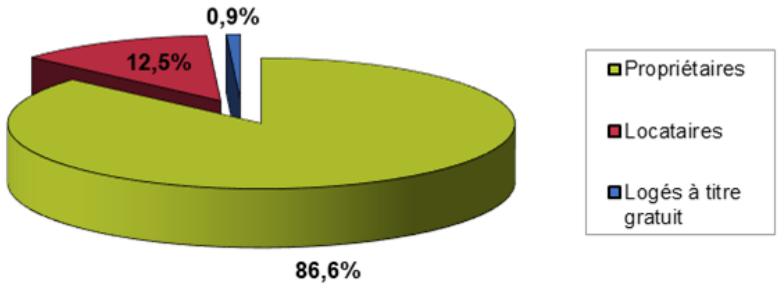
Le statut d'occupation le plus représenté sur le territoire communal est celui de propriétaire avec près de 87%. Cette évolution est le reflet, d'une accession à la propriété qui est de plus en plus forte sur l'ensemble du territoire français.

Le nombre de logements locatifs progresse néanmoins, tout en restant à un niveau plutôt moyen à l'échelle de la France (40% de locatif sur le territoire français), mais à un niveau assez élevé (12,5% des résidences principales en 2021) par rapport aux autres communes de taille identique en Corrèze.

Au vu, des derniers recensements, celui-ci continue de progresser, puisque l'on recensait en 2021, 99 logements locatifs sur la commune contre 63 en 2010. A noter que parmi les logements en location, 0,7% d'entre eux sont destinés à du logement social. Ce nombre de logements locatifs a été revu à la hausse en 2014, grâce à une opération de 13 logements à loyers modérés, 4 dans le bourg et 9 au hameau d'Auger, la plupart étant adaptée aux personnes à mobilité réduite.

En ce qui concerne les occupations gratuites (ménages logés par l'employeur ou par leur famille), elles ont été divisées par deux, puisque l'on en recensait 16 en 2010 contre 7 en 2021.

Si l'on replace la commune de Saint-Viance dans le contexte intercommunal et départemental, on peut se rendre compte que celle-ci possède une part de propriétaires plus importante. La part de locataires est de fait bien plus basse que sur la CABB et le département.



Statut d'occupation des résidences principales (source : INSEE 2021)

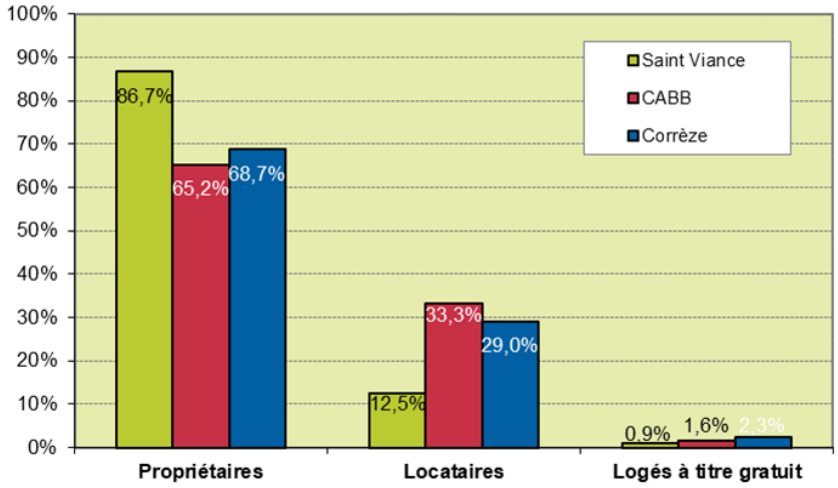


Opération de logements adaptés sur le secteur d'Auger

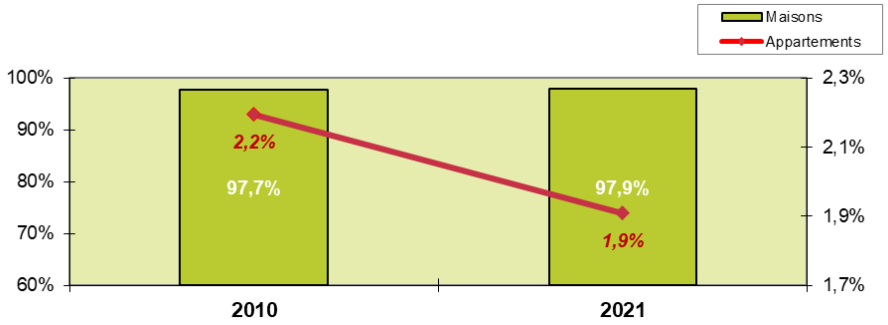
2.2.3 Les caractéristiques et le confort des résidences principales

La très grande majorité des logements de la commune est constituée de grandes maisons individuelles (T4 et plus), gagnant 104 maisons individuelles entre 2010 et 2021. Elles représentent 97,9% des résidences principales en 2021. Le nombre d'appartements stagne sur la période avec 17 unités. Ils représentent seulement 1,9% du parc de résidences principales.

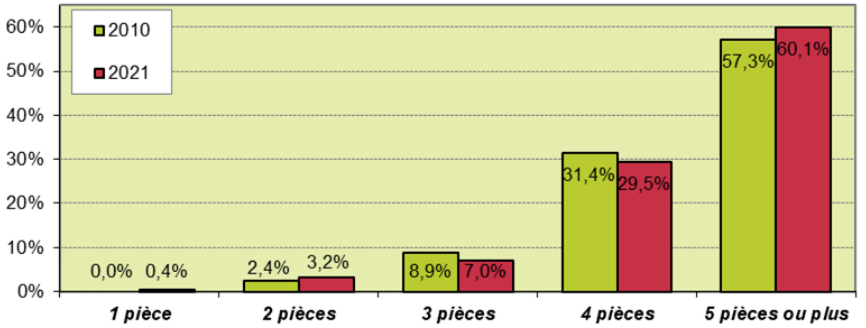
Au niveau du nombre de pièces par résidence principale, la prédominance de la maison individuelle sur la commune se retrouve, avec une prépondérance de logements d'au moins 4 pièces (89,6%). Les petits logements (1 à 2 pièces) sont très minoritaires, représentant 3,6% des résidences principales. Ils sont tout de même en augmentation par rapport à 2010, du fait notamment de la réalisation de l'opération portée par Polygone en 2014.



Statut d'occupation des résidences principales - Comparaison (source : INSEE 2021)



Type de résidences principales sur le territoire communal (source : INSEE 2021)



Evolution de la taille des résidences principales entre 2010 et 2021 (source : INSEE 2021)

Ces deux tendances s'observent également à l'échelle de la CABB et du département, même si elles sont beaucoup moins fortes :

- Une proportion de petits logements (1 à 2 pièces) de 13% sur la CABB et de 10,8% sur le département de la Corrèze ;
- Une proportion de grands logements (4 pièces et plus) de 67,2% sur la CABB et de 70,7% sur le département de la Corrèze.

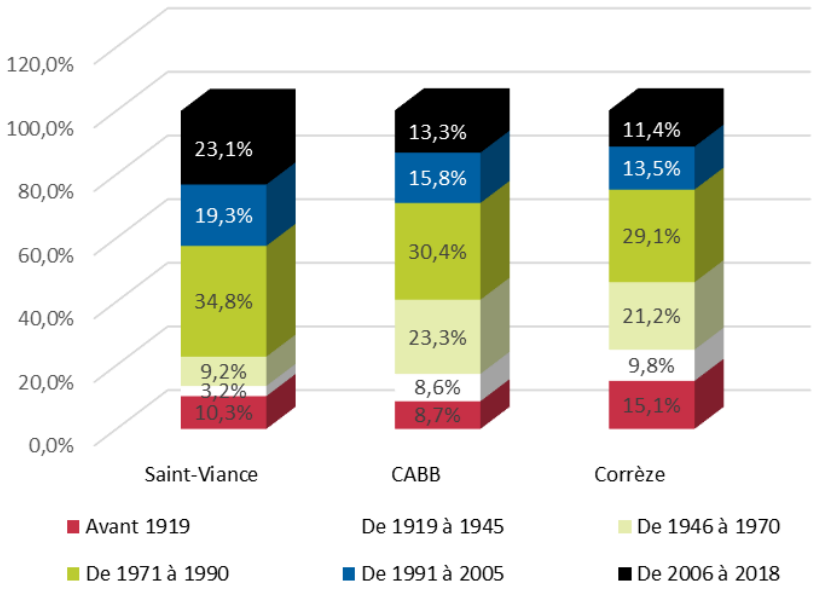
2.2.4 L'âge du parc de résidences principales et l'ancienneté d'emménagement

La répartition par période de construction des résidences principales indique que le parc est relativement récent. Près d'1 résidence principale sur 4 a été construite entre 2006 et 2018 et plus de 40% des résidences principales ont été construites entre 1991 et 2018. Cela s'observe de manière importante sur la commune, et est à mettre en lien avec le phénomène de périurbanisation que le bassin de Brive a connu en particulier sur le secteur Ouest. D'ailleurs, la tranche de constructions la plus représentée sur la commune est celle de 1971 à 1990 (34,8%) qui renvoie à la forte hausse de population que la commune a connue (pour rappel TCAM de 3,4% entre 1975 et 1990).

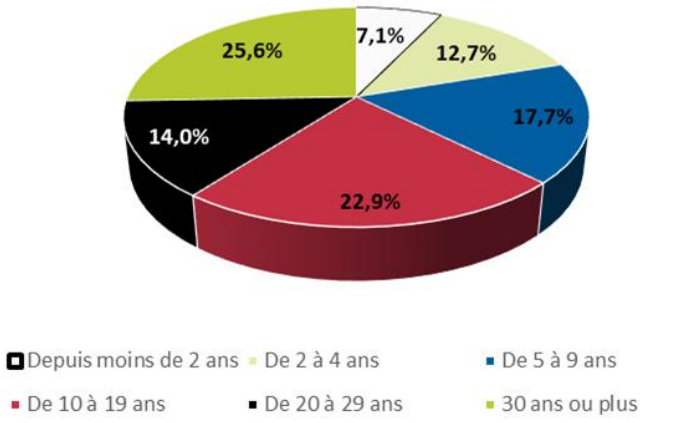
Quant aux logements anciens (réalisés avant 1946), ils ne représentent que 13,5% du parc de résidences principales.

En replaçant Saint-Viance dans les strates administratives supérieures, on constate que la part des logements récents (1991 à 2018) représente 29,1% du parc de résidences principales de la CABB et 24,9% au niveau du département. Ces territoires ont en effet un parc de logements beaucoup plus ancien, en témoigne le taux de logements réalisés avant 1946 (17,3% pour la CABB et 24,9% pour le département).

Enfin, il est important également de faire un point sur l'ancienneté d'emménagement des habitants sur le territoire communal, afin de savoir si la commune fidélise ses habitants et n'est pas seulement une « commune de passage ». Les habitants de la commune de Saint-Viance sont majoritairement présents depuis plus de 10 ans sur le territoire communal (62,5% des ménages).



Age du parc de résidences principales - Comparaison (source : INSEE 2021)



Ancienneté d'installation des ménages sur la commune (source : INSEE 2021)





La prédominance d'un habitat récent sous forme pavillonnaire



Un habitat ancien rénové et entretenu dans le bourg



Une opération d'habitat groupé sur le secteur des Combes

2.2.5 Le rythme de constructions

Le rythme de construction que l'on peut observer sur la commune de Saint-Viance oscille aux alentours des 13 permis de construire par an en moyenne, pour la réalisation de logements.

On constate un pic en 2015, avec 30 logements autorisés.

L'absence de document d'urbanisme sur son territoire depuis son annulation par décision de la cour administrative d'appel de Bordeaux en 2010, peut expliquer en grande partie ce rythme de constructions peu soutenu, en particulier sur la fin de la décennie.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de permis de construire délivrés pour des logements	13	16	17	8	30	14	11	9	9	7

Evolution du rythme de délivrance des permis de construire pour un logement neuf

2.2.6 Cadre réglementaire sur la rénovation du parc de logements

Un nouveau cadre de contractualisation entre l'agence nationale de l'habitat (ANAH), l'état et les collectivités fait évoluer en profondeur l'organisation actuelle des opérations programmées pour l'amélioration de l'habitat (OPAH), en fusionnant les dispositifs des espaces conseils France Renov (ECFR) avec les OPAH et les programmes d'intérêt général (PIG) en une seule contractualisation, dénommé pacte territorial depuis le 1er janvier 2025. Deux pactes définissent, à compter de 2025, les conditions de mise en œuvre du service public de rénovation de l'habitat (SPRH) sur le territoire corrézien. Ainsi, la commune de Saint-Viance est couverte par le pacte « Territoire Ouest Corrèze ». La CABB porte ce dispositif sur son territoire.

Parc de logements – A retenir

SYNTHESE

- Un parc de logement en constante augmentation
- Une prédominance de résidences principales
- Un taux faible de logements vacants
- Une offre de logements locatifs en augmentation
- La part importante des grands logements (4 pièces et +)
- Un parc de logements récent important et essentiellement individuel

ENJEUX

- Poursuivre la création de logements pour accueillir de nouveaux habitants
- Diversifier l'offre de logements notamment pour maintenir la population des seniors avec des logements adaptés
- Favoriser le développement de forme d'habitat plus compacte (logements groupés et petits collectifs)

2.3 Les caractéristiques socio-économiques

La commune de Saint-Viance fait partie de l'aire d'attraction de Brive-la-Gaillarde d'après l'INSEE. Il s'agit d'une commune de la couronne.

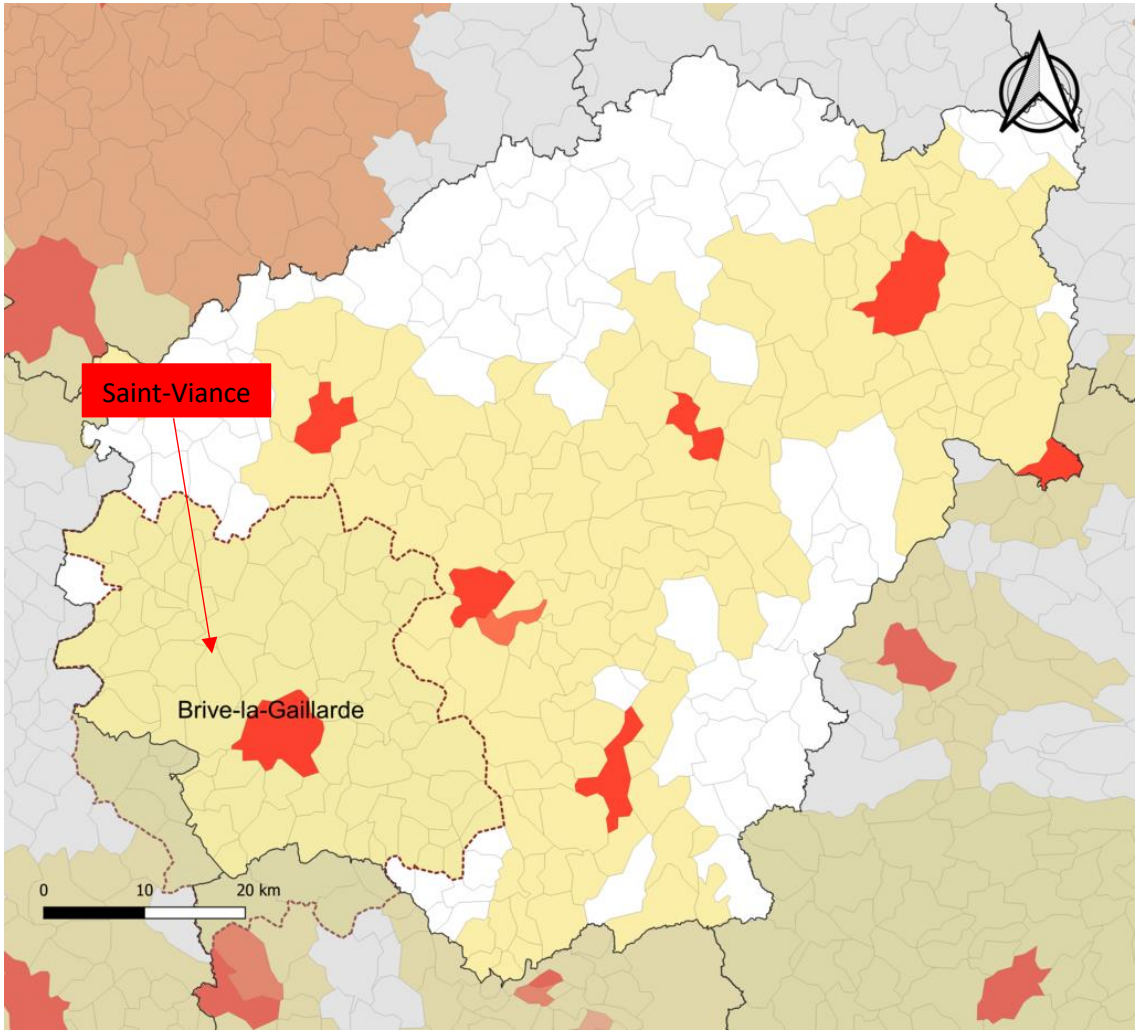
2.3.1 L'évolution de la population active

La population active communale représente 80,5% des 15-64 ans. Elle est en constante augmentation depuis 2010. La commune de Saint-Viance recensait 796 actifs en 2010 contre 913 en 2021, soit une progression de près de 120 actifs. Ceci va de pair avec l'augmentation de la population, ce qui signifie que les nouveaux habitants se situent entre autres dans la tranche d'âge des 15-64 ans, tranche d'âge retenue pour l'étude de la population active.

La population des 15-64 ans est répartie entre les actifs (personnes travaillant ou à la recherche d'un emploi) et les inactifs (retraités, pré-retraités, élèves ou étudiants).

Concernant le nombre de personnes à la recherche d'un emploi, celui-ci a baissé, passant de 60 à 44 demandeurs d'emploi entre 2010 et 2021.

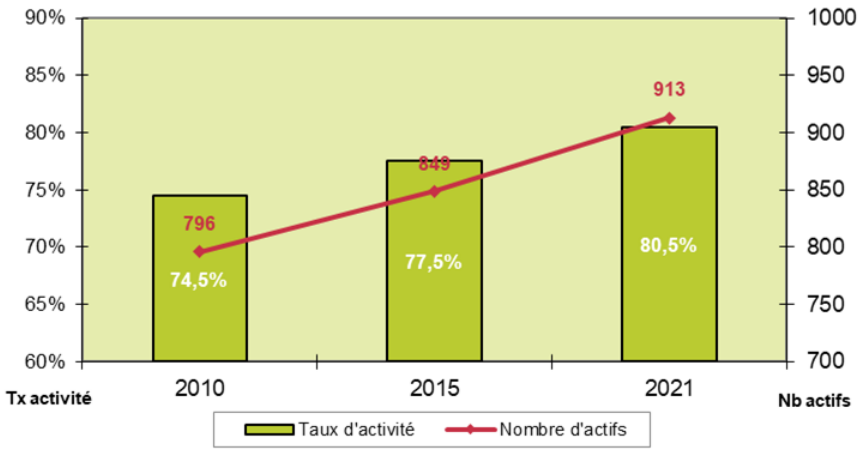
Le taux de chômage a baissé sur la commune, passant de 7,5% en 2010 à 4,8% en 2021, soit une baisse de 16 personnes.



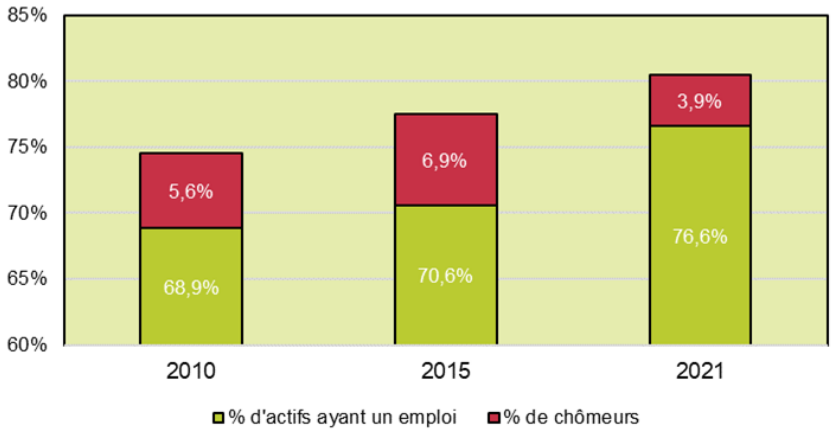
Extrait de la carte d'appartenance géographique des communes selon l'INSEE (source : DDT Corrèze)

Concernant le taux d'inactifs, il est en diminution passant de 25,5% de la population des 15-64 ans en 2010 à 19,5% en 2021, soit une baisse de 51 personnes. Les inactifs sont principalement représentés par les élèves et étudiants, correspondant à 8,1% de la population des 15-64 ans et par les retraités représentant 7,1%.

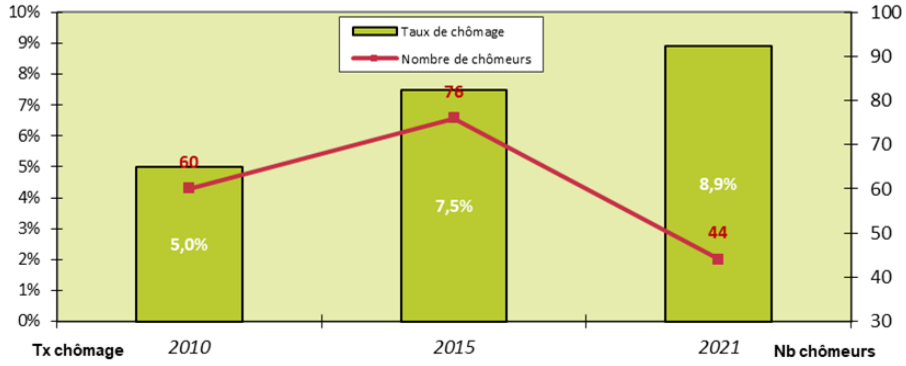
A titre de comparaison, sur les territoires de la CABB et du département, le taux d'activité est de l'ordre de 75,4% et de 74,8%, alors que le taux de chômage lui est de l'ordre de 10,2% et 9,8%. La commune de Saint-Viance a donc un taux d'activité supérieur aux territoires de comparaison et un taux de chômage inférieur.



Evolution de la population active sur Saint-Viance (source : INSEE 2021)



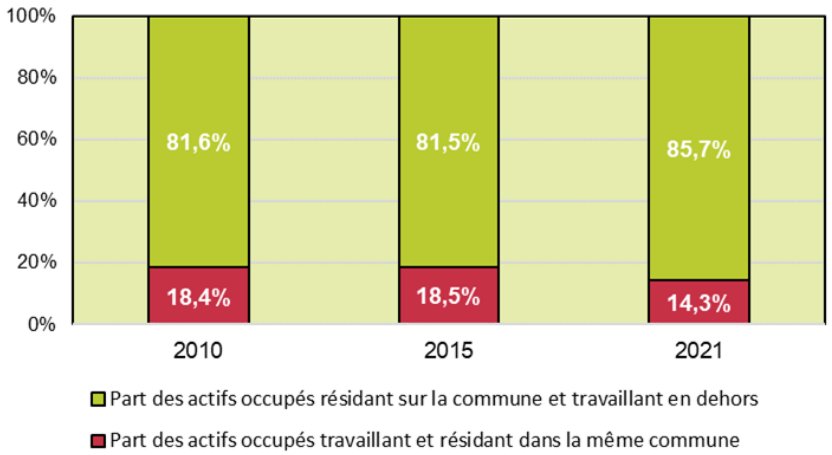
Répartition de la population active (source : INSEE 2021)



Evolution du taux de chômage sur la commune (source : INSEE 2021)

2.3.2 Les déplacements domicile-travail

L'analyse de la population active qui travaille et/ou réside dans une ou plusieurs communes et son évolution permettent d'approcher la commune plutôt comme un lieu de résidence dans la mesure où plus de 80% des actifs travaillent à l'extérieur de la commune (soit 753 personnes). Il a d'ailleurs augmenté depuis 2015 puisqu'il est passé de 81,5% à 85,7% en 2021.



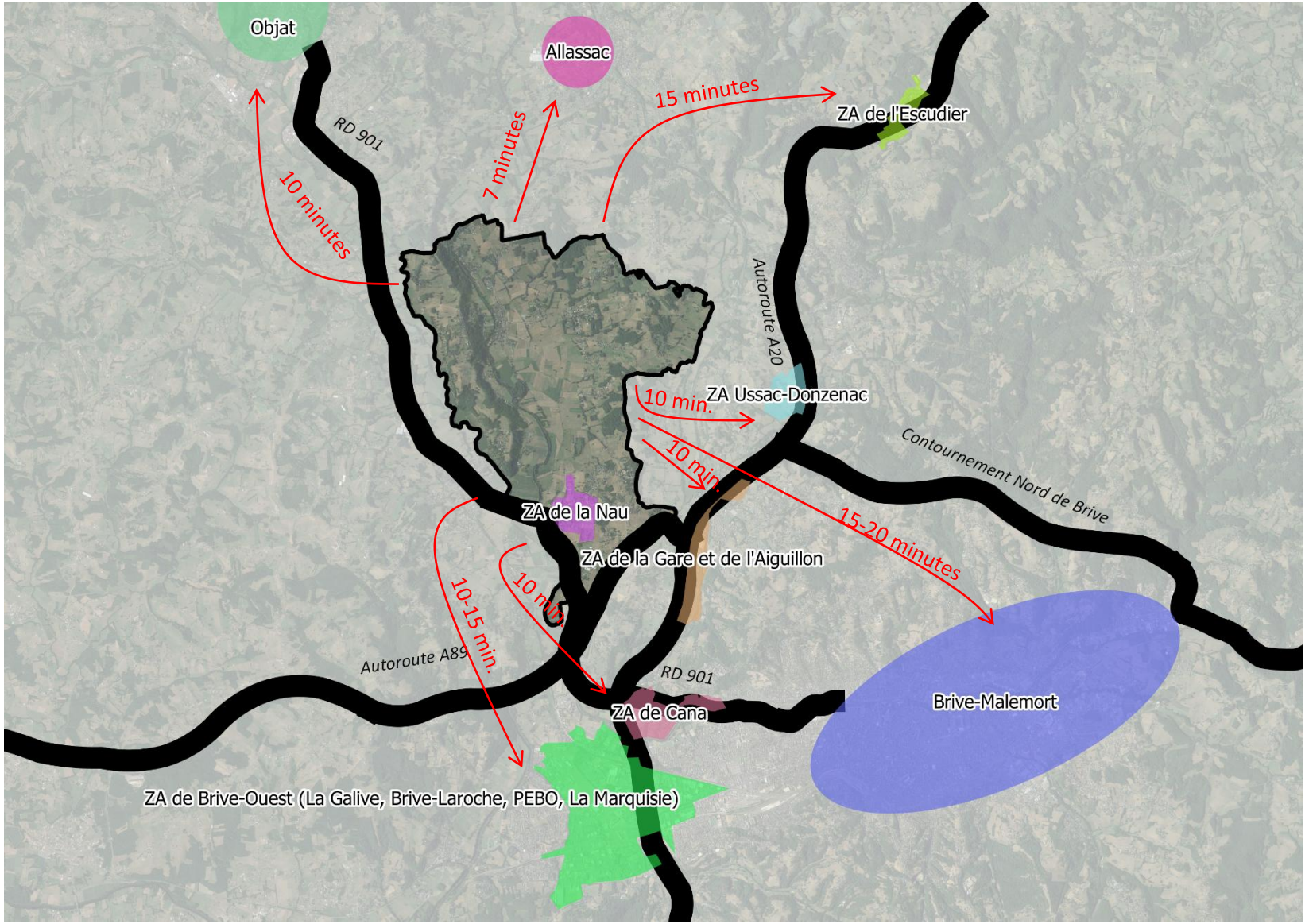
Les déplacements domicile-travail des actifs de la commune (source : INSEE 2021)

Ainsi, la part des actifs travaillant et résidant sur Saint-Viance a quant à elle baissé de 18,4% en 2010 à 14,3% en 2021 (18,5% en 2015). Cette baisse est due à la proximité d'autres pôles d'emploi proches de Saint-Viance, même si cette dernière dispose de la zone d'activités de la Nau, où des entreprises telles que Fruinov se sont installées et Francep Garnier et Verlhac Logistique se sont développées.

Cette zone d'activités s'inscrit dans le bassin d'emploi de Brive, regroupant plusieurs zones d'activités de taille importante, notamment sur les communes voisines d'Ussac (ZA de l'Aiguillon et de la Gare) et Donzenac (ZA de l'Escudier), ainsi que sur la commune de Saint-Pantaléon-de-Larche (ZA de la Galive, Brive-Laroche et la Marquisie) et de Brive (ZA de Cana et du Teinchurier). La future zone d'activité Ussac-Donzenac est également proche de la commune par le réseau autoroutier.

Le tissu économique est également concentré dans Brive et Malemort notamment d'un point de vue commercial. Cela explique notamment les déplacements pendulaires importants entre la commune de Saint-Viance et ces pôles d'activités. Dans une moindre mesure, les déplacements domicile-travail relient également Saint-Viance à Allassac et Objat.

Les temps de trajet sont relativement courts pour rejoindre l'ensemble des pôles d'emploi présents sur le pôle urbain de Brive et alentours. L'ensemble de la commune de Saint-Viance est distante de 10 à 20 minutes de l'ensemble des pôles d'emploi. Cela est notamment dû à la proximité du réseau de voies rapides du bassin de Brive (A20, RD 901, contournement nord de Brive).

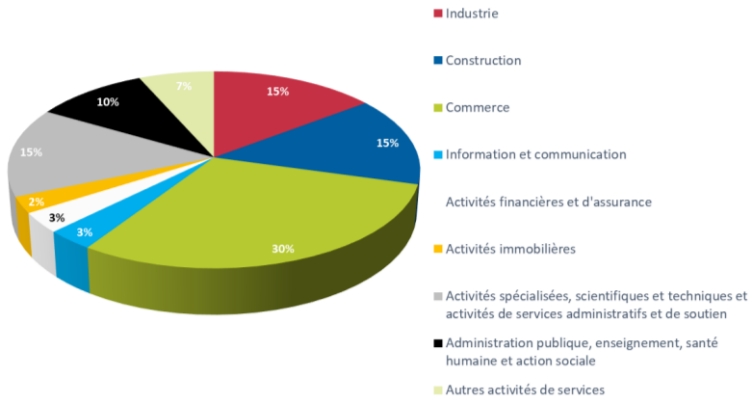


Localisation des pôles d'emploi influant sur les actifs de la commune de Saint-Viance

2.3.3 Les emplois et activités sur la commune

Cette partie du diagnostic vise à identifier quels sont les secteurs d'activités économiques où les entreprises qui commandent le marché du travail sur Saint-Viance.

C'est le secteur du commerce, des transports et services divers qui domine avec près de 30% des entreprises implantées sur la commune au 31 décembre 2022. Suivent ensuite les secteurs de l'industrie, de la construction et des activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (15%).



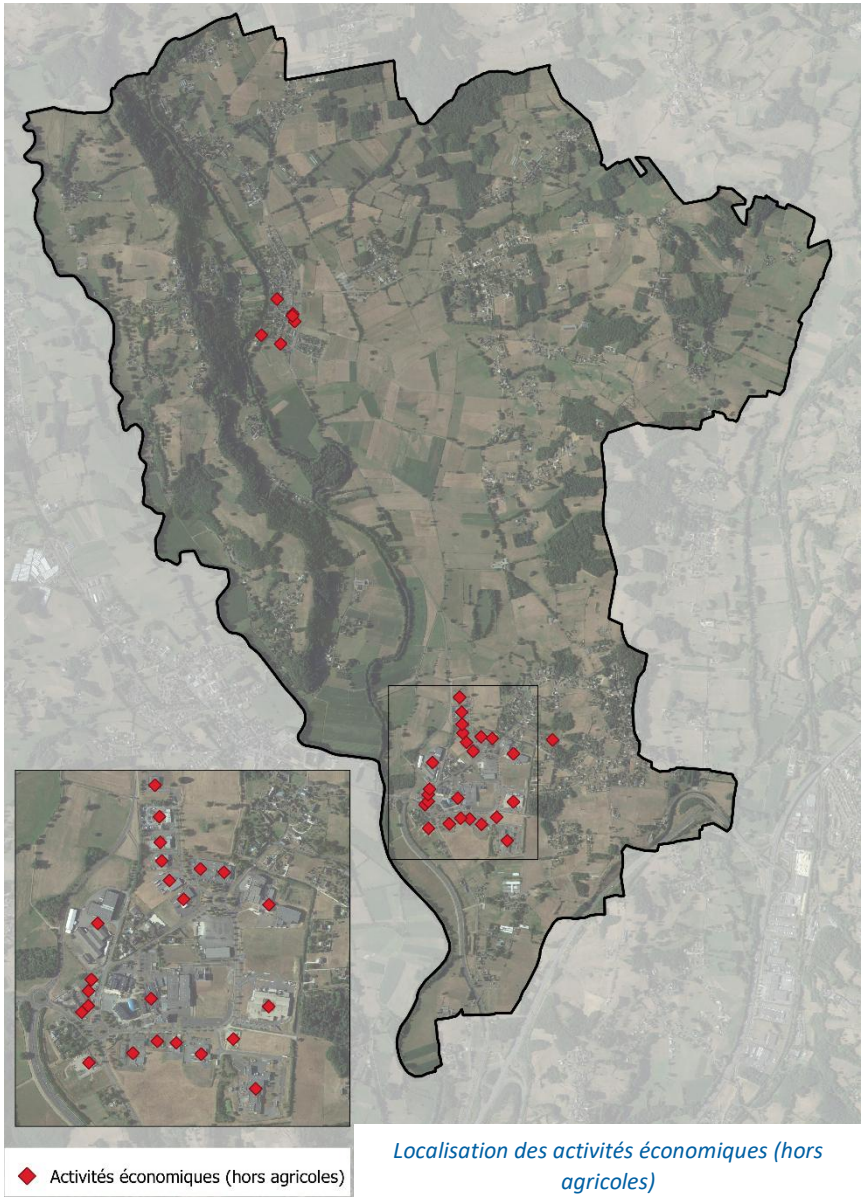
Répartition des entreprises sur la commune par secteur d'activités (source : INSEE 2021)

Selon l'INSEE, la commune concentre 1 002 emplois sur son territoire en 2021. Ce nombre est en nette augmentation puisqu'il était de 739 en 2010 et 889 en 2015.

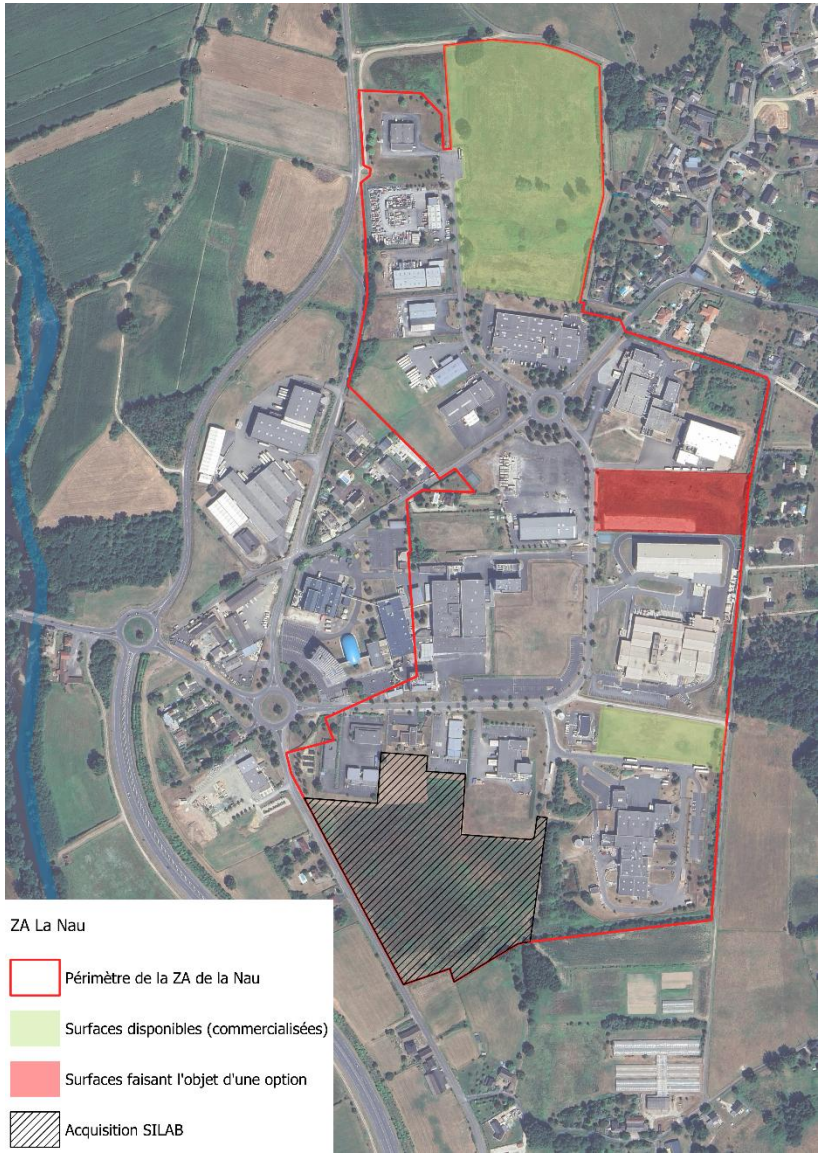
Ce nombre important d'emplois est principalement dû à la présence de la zone d'activités de la Nau abritant une trentaine d'entreprises artisanales et industrielles notamment dans le domaine de l'agro-alimentaire :

- Brousse et Fils (ciergerie) ;
- NSO assistance (dépannage/remorquage véhicule) ;
- BACHES 19 (vente de menuiseries, stores et portails) ;
- Transport Many (logistique) ;
- UV Germi (conception et fabrication d'appareils à ultraviolets) ;
- Alcura (vente, location et réparation de matériel médico-chirurgical) ;
- Alliance Healthcare (logistique) ;
- SOS Oxygène (vente, location et réparation de matériel médico-chirurgical) ;
- Francep International (transformation et conservation de produits végétaux surgelés) ;
- Silab (fabricant de principes actifs pour l'industrie cosmétique) ;
- Fruinov (transformation et conservation de fruits) ;
- T'RHEA (abattoirs) ;
- CAVIAR (transformation et conservation de la viande de boucherie) ;
- Come Chez Mamert (restaurant-traiteur) ;
- Crèche Babilou ;
- Novapole (pépinière regroupant une vingtaine d'entreprises) ;
- Verlhac Logistique (logistique) ;
- Calou Express (logistique) ;
- ASP Programmation (garage automobile) ;
- Sanicentre (vidange curage assainissement).

La zone d'activités dispose de 6,8 hectares de surfaces commercialisées. 1,5 hectare fait l'objet d'une option prise par une entreprise déjà implantée. SILAB a acquis 5,2 ha au sud pour divers projets (création parking employés notamment). Il n'y a pas d'extensions de la zone de prévues.



Localisation des activités économiques (hors agricoles)



Etat des lieux de l'occupation de la zone d'activités de la Nau

2.4 Le diagnostic agricole

Ce diagnostic permet de faire un constat sur les activités agricoles présentes sur le territoire communal. Il permet aussi de mettre en exergue les perspectives d'évolution en lien aux surfaces et aux bâtiments à vocation agricole dans le cadre du document d'urbanisme en cours d'élaboration.

Il a été réalisé avec la collaboration des agriculteurs présents sur le territoire. Il repose donc en partie sur des enquêtes individuelles ainsi que sur un recueil d'informations et un travail de terrain réalisé en Décembre 2021.

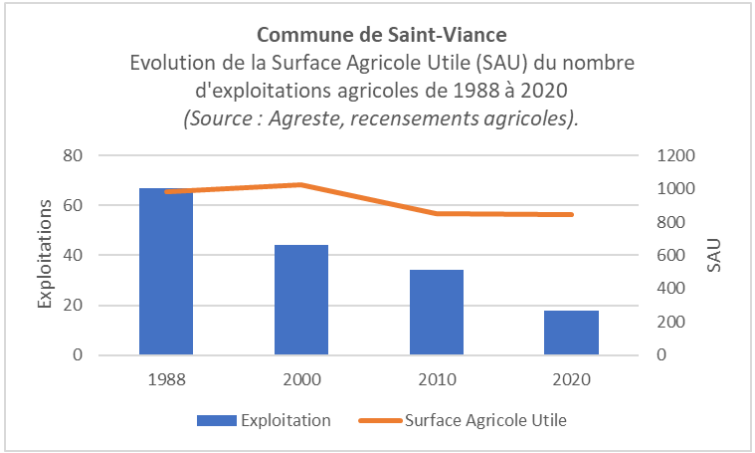
2.4.1 Les exploitations agricoles et l'évolution de l'agriculture sur la commune

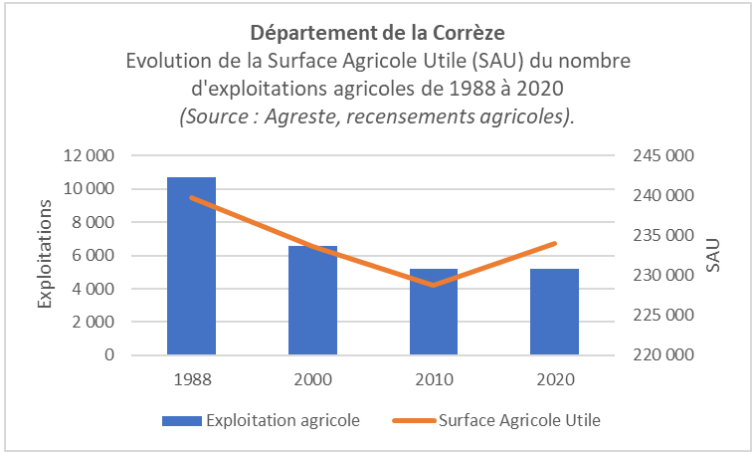
L'évolution de l'agriculture sur la commune

On constate que la SAU communale, à l'instar du département de la Corrèze, est en diminution au cours des dernières années alors qu'elle avait connu un sursaut de regain entre 1988 et 2000. Cependant, la commune connait une forte régression avec -17% de SAU entre 2000 et 2010 contre seulement -2% à l'échelle du département. Sur la commune, la tendance régressive se confirme entre 2010 et 2022 avec une perte de près de la moitié des sièges d'exploitations (-47%). Sur la même période, la SAU de la Corrèze a légèrement augmenté avec +2%.

En ce qui concerne le cheptel, calculé en UGB (Unité Gros Bétail), la diminution du nombre de bête est fortement marquée entre 2000 et 2010 à l'échelle communale (-25%) cet effet est moindre à l'échelle du département avec -5%.

La surface de production de céréales est passée de 102 à 86 ha (- 21%) pour revenir aux surfaces céréalières de 1988. En ce qui concerne le département les tendances sont à la baisse avec 18746 ha céréaliers en 1988, 13 705 en 2000 (-21%) pour aboutir à une légère atténuation en 2010 avec 12 623 ha avec une baisse de -8%.



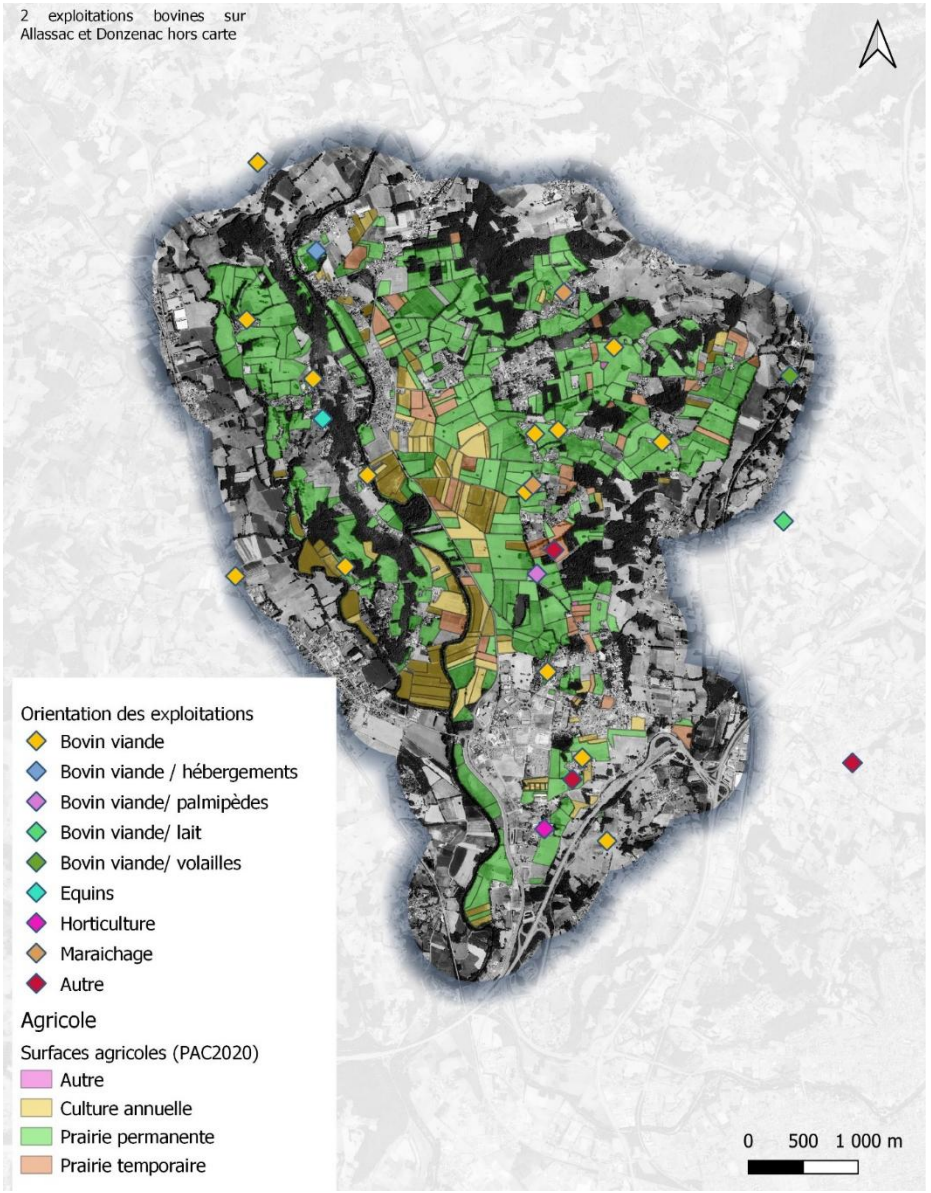


Evolution de la SAU et du nombre d'exploitations agricoles entre 1988 et 2020 sur Saint-Viance et sur la Corrèze





Contexte des surfaces prairiales

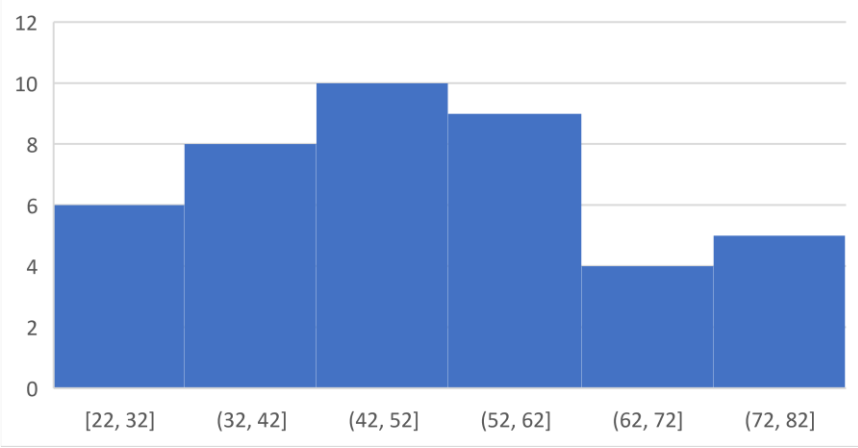


Carte des orientations des exploitations et des surfaces agricoles

Les exploitants

Selon les enquêtes menées en Décembre 2021, toutes les exploitations en pleine activité utilisent des surfaces et/ou des bâtiments sur la commune. 27 exploitations agricoles interviennent sur la commune, 21 y ont leur siège. Les autres sièges sont situés sur les communes limitrophes (Donzenac, Varetz et Ussac). Parmi ces exploitations, 22 sont orientées vers des productions animalières (bovins lait et viande, volailles), les autres ont des productions végétales (maraichage, horticulture, fourrage).

Une majorité des entreprises correspond à des exploitations individuelles. On trouve plusieurs exploitations sous forme sociétaire dont 6 GAEC, 4 EARL, 1 SCEA. Chacune de ses sociétés regroupe généralement 1 à 2 exploitations. Sur les 43 personnes enquêtées, la grande majorité des personnes sont des chefs d'exploitation à titre principale (CEI), seuls 4 d'entre eux le sont à titre secondaire (CEII) et 1 personne est cotisant solidaire.



Classe d'âge des exploitants agricoles

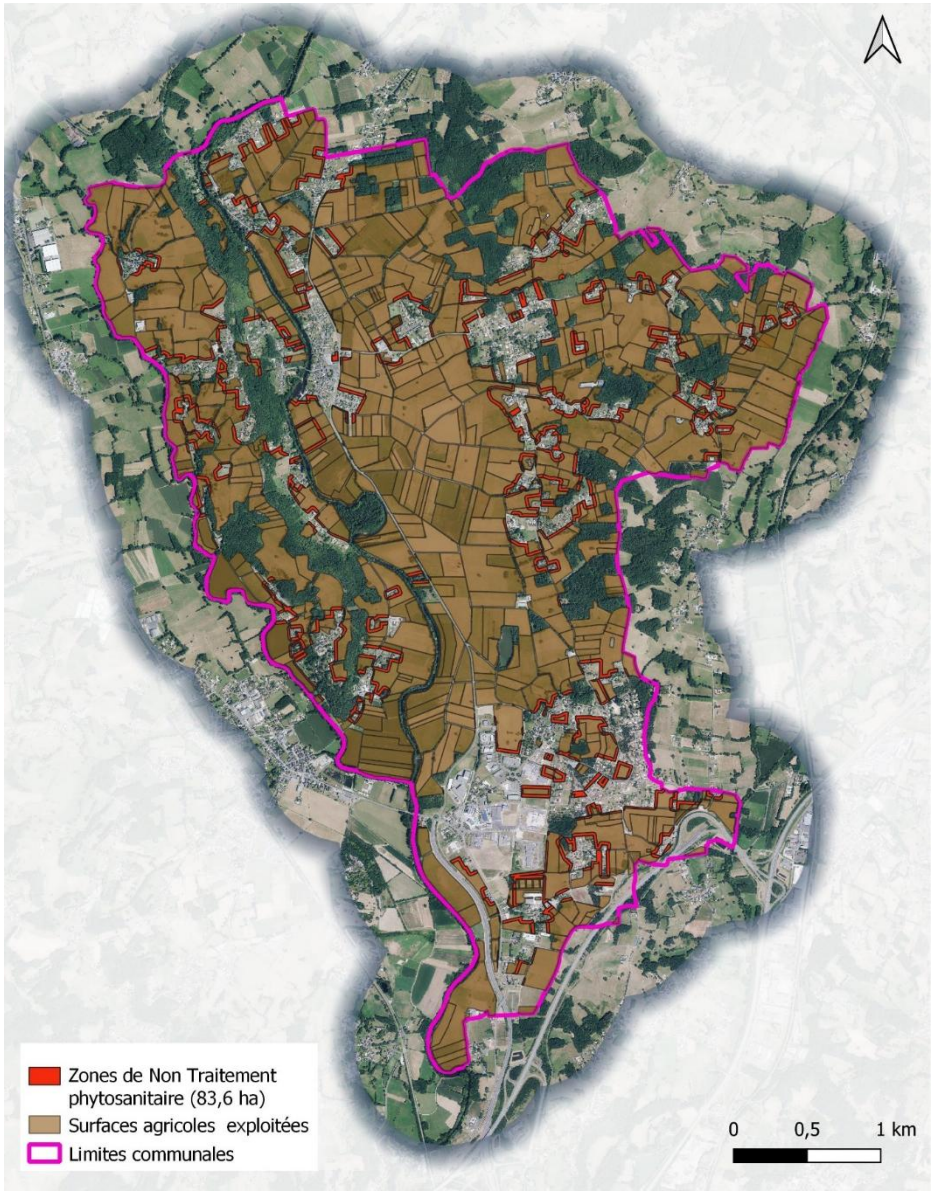
L'avenir de l'agriculture est sur le moyen terme assuré, la majorité des exploitants ayant moins de 52 ans (graphique ci-contre). En effet, sur l'ensemble des exploitations, 8 souhaitent se développer, soit en augmentant le cheptel, soit en multipliant les activités ou encore par une réorientation de la production. 6 exploitations (dont 1 GAEC à 2 CEI) prévoient de partir à la retraite avec quelques difficultés pour trouver des repreneurs.

Ainsi, au moins 8 entreprises agricoles de la commune ont des projets de développement, ce qui va engendrer des besoins en termes de construction de bâtiments et de surfaces nécessaires pour la production et les pratiques d'épandage. La définition d'un zonage spécifique à l'agriculture doit permettre d'affirmer la pérennisation et la protection d'un espace dédié, et cela contre toute artificialisation nouvelle et notamment tous les projets qui viendraient à grever des îlots agricoles homogènes. Cette activité est en effet indispensable dans l'espace rural, qu'il s'agisse de son rôle de production mais également sa contribution au maintien et au façonnage des paysages et des milieux naturels, comme les zones humides ouvertes. La commune présente la particularité d'avoir implantée sur son territoire plusieurs installations classées qui ont des exigences fortes en termes de respect des distances vis-à-vis des habitations de tiers.

Productions et outils de production

La grande majorité des exploitations de la commune sont spécialisées en bovins viandes avec des ateliers de taille importante. 6 exploitations soumises au régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le reste étant soumis au RSD (Règlement Sanitaire Départemental). 22 des exploitations valorisent leurs productions dans le cadre, a minima, d'un label de qualité (Label Rouge, Blason prestige, route du Lait, IGP Veau du Limousin ou encore certification Haute Valeur Environnementale). Il s'agit surtout d'exploitations Bovin Viande avec 13 exploitations labellisées sur les 20. La vente du bétail se fait via des négociants ou des coopératives principalement. On retrouve de la vente directe dans une moindre mesure.

Cette orientation technico-économique des agriculteurs sur des productions animales et des productions complémentaires comme la production de céréales pour l'autoconsommation par les troupeaux implique l'existence de surfaces dédiées aux épandages. Cette pratique nécessite de respecter des règles d'éloignement. Sur ces surfaces, les agriculteurs sont tenus de réaliser leurs épandages à distance respectable des habitations mais aussi des cours d'eau, ici la rivière Vézère est concernée ainsi que quelques plans d'eau. Ces surfaces sont particulièrement importantes pour les éleveurs. Il est donc essentiel de préserver ces surfaces épandables et de ne pas développer l'habitat à proximité immédiate de ces terrains. Des épandages peuvent ainsi être réalisés sur l'ensemble des surfaces en prairie et en culture de la commune, dans le respect des distances de 35 m autour des cours d'eau/points d'eau et de 50 m autour des habitations, soit environ 84 hectares inaptes à l'épandage.

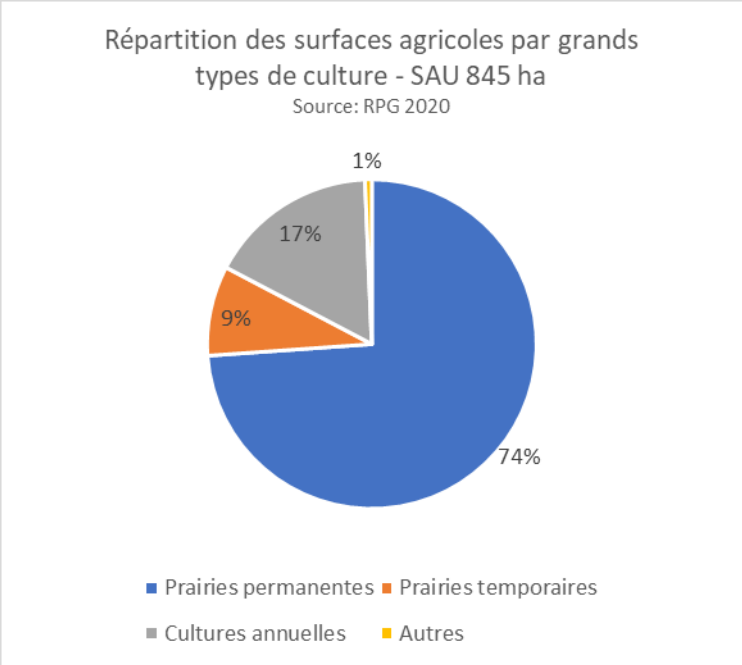


Zones de non traitement sur la commune de Saint-Viance

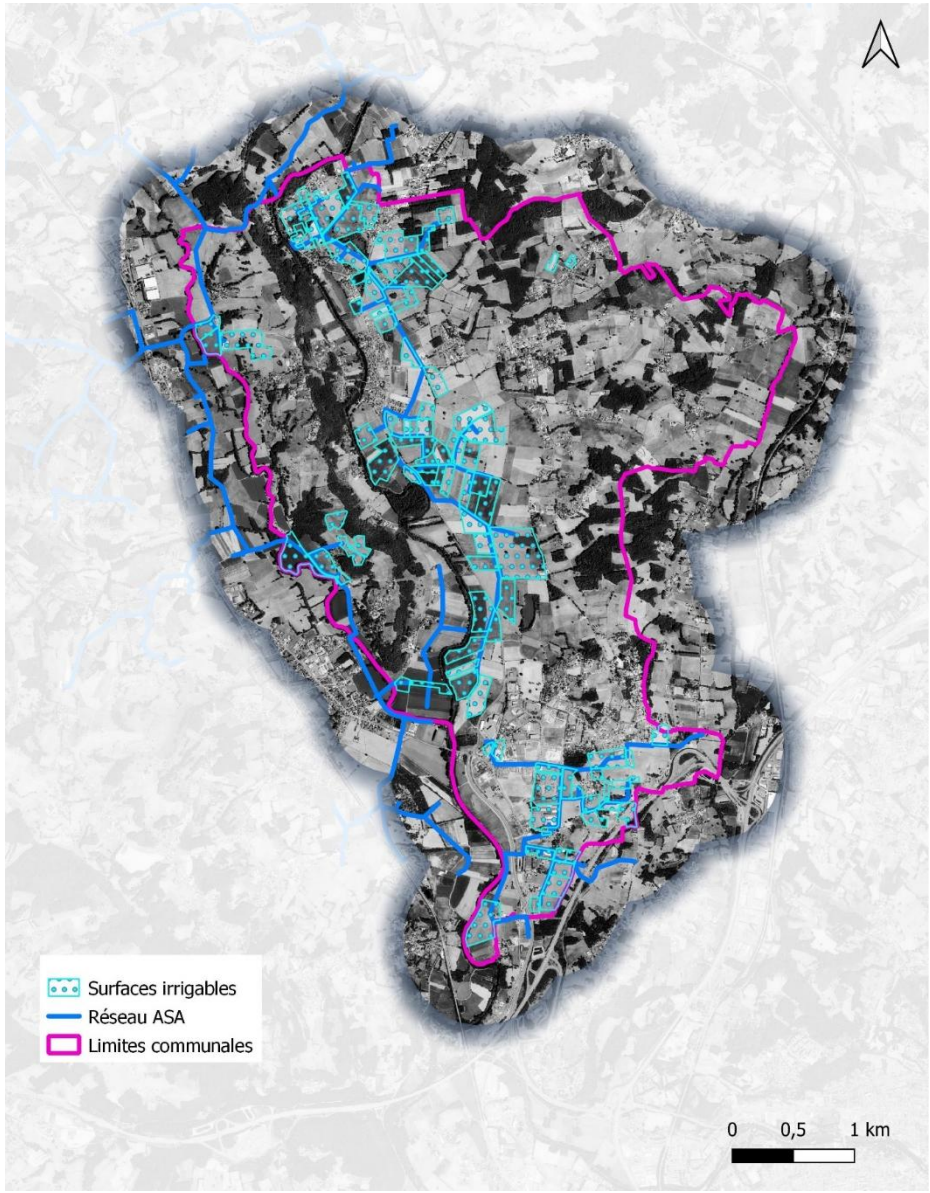
Les prairies naturelles représentent naturellement une part plus importante que les cultures annuelles dans l'assolement de la commune (voir Figure 4), respectivement à hauteur de 74% et 17%.

Quelques productions sont à ajouter mais représentent une part minime dans l'assolement, il s'agit des surfaces en « vignes » et en production de « légumes et fleurs » qui, cumulées, représentent 1 % de la surface.

On trouve également dans les outils de production le réseau d'irrigation et les surfaces irrigables qui sont un véritable enjeu pour l'agriculture du territoire.



Répartition des surfaces agricoles par grands types de culture (source : RPG 2020)



Réseau ASA et surfaces irrigables (source : ASA)

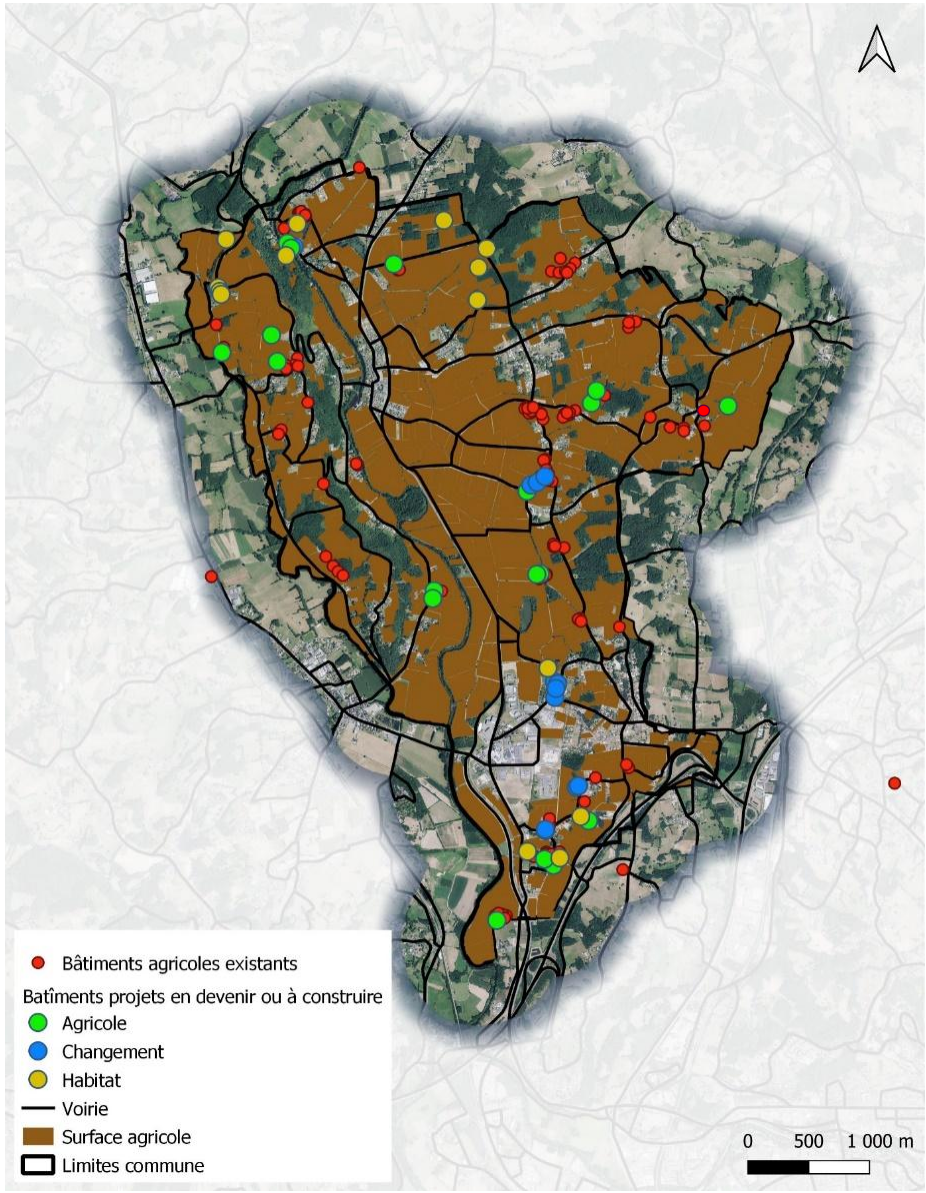
Les bâtiments

La commune accueille près de 180 bâtiments, toutes destinations confondues, au sein des exploitations. On retrouve en particulier 43 bâtiments accueillant du bétail (nurserie, salles de traites, tables d'alimentation …). Le reste étant des granges, des hangars de stockage, des silos, des fosses et des serres horticoles ou simplement les sièges d'exploitations. A ces bâtiments, on rajoute des bâtiments délaissés qui seront possiblement réhabilitées.

Il existe également des structures utilisées comme points de vente directe ou comme ateliers de transformation.

Les enquêtes ont permis d'identifier également des projets d'agrandissement ou de construction de bâtiment d'élevage et de stockage. Il conviendra donc de prendre en compte à la fois les outils existants ainsi que ces projets nécessaires au maintien et à l'installation d'agriculteurs, mais également de ne pas développer l'urbanisation à proximité des sites de production existant ou en projet. Un projet de cabanes est également envisagé.

La règlementation prévoit que sur l'ensemble de ces ateliers d'élevages s'applique une zone de réciprocité par rapport aux habitations de tiers. La distance règlementaire d'inconstructibilité est de 50 mètres minimum (notamment pour les stabulations). La préconisation portée dans le présent diagnostic est, sur le principe de réciprocité bâtiments d'élevage – habitat de tiers, de respecter une distance minimale de 100 mètres pour tout atelier. Ainsi, une zone tampon supplémentaire de 50 mètres est volontairement appliquée aux distances règlementaires définies pour des raisons sanitaires et de sécurité. Il est important de prendre en compte des périmètres bien supérieurs à ces minima afin de préserver à la fois le devenir de ces ateliers et d'anticiper de possibles concurrences d'utilisation des espaces voire de conflits



Carte des bâtiments agricoles

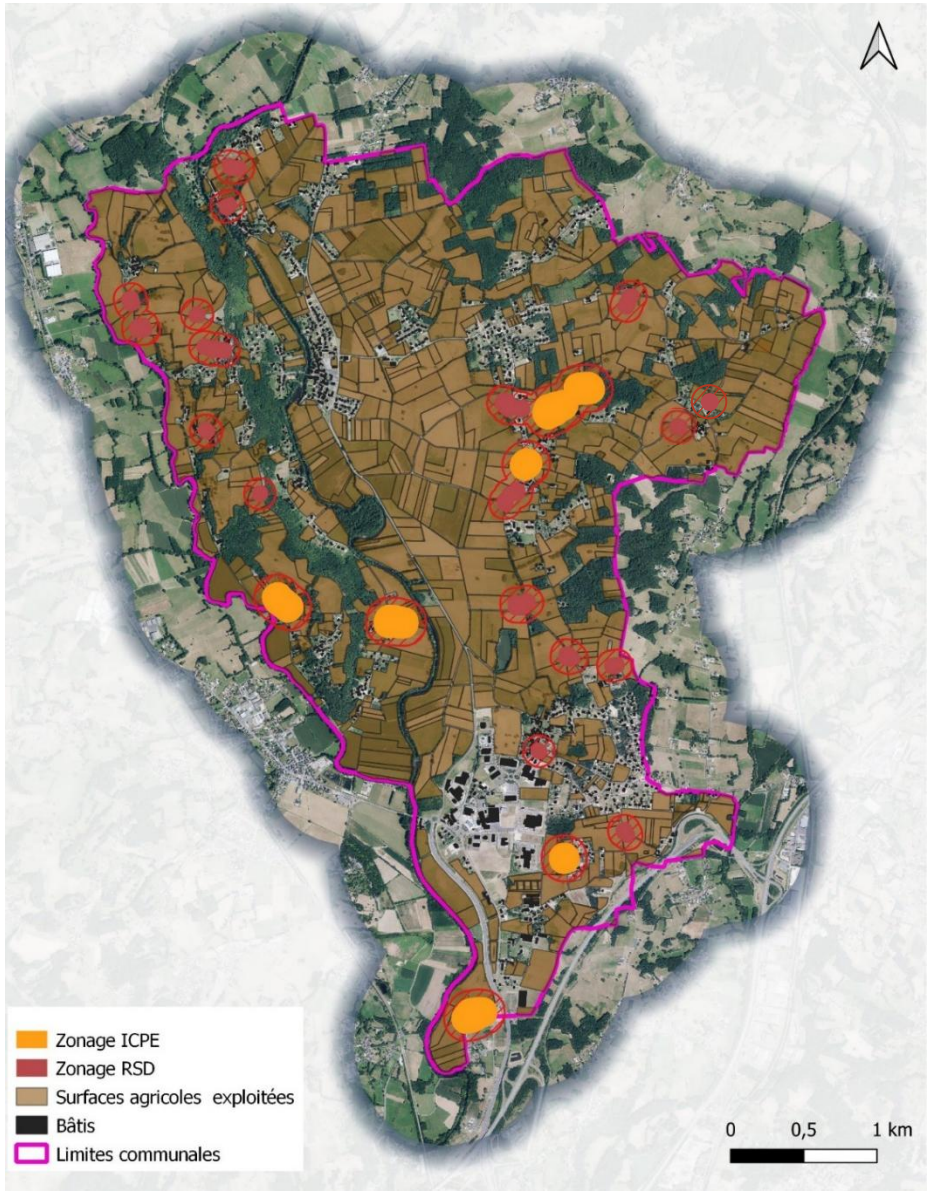
potentiels. Le même principe de périmètres élargis est appliqué sur les projets de création ou d'extension de bâtiments d'élevage à venir.

Lors des entretiens, aucun point noir sur la circulation agricole n'a été relevé. Dans le cadre du présent document d'urbanisme et pour rester sur une approche parcellaire, il sera opportun d'évaluer si de nouvelles zones d'urbanisation n'engendrent pas de contraintes de ce type. L'enjeu se porte également sur la sécurité des usagers et la fluidité du trafic d'une part, sur une gestion rationnelle des coûts de production et plus largement sur la maitrise des rejets de CO^2 d'autre part.





Bâtiments agricoles



Périmètres réglementaires et zones de vigilance

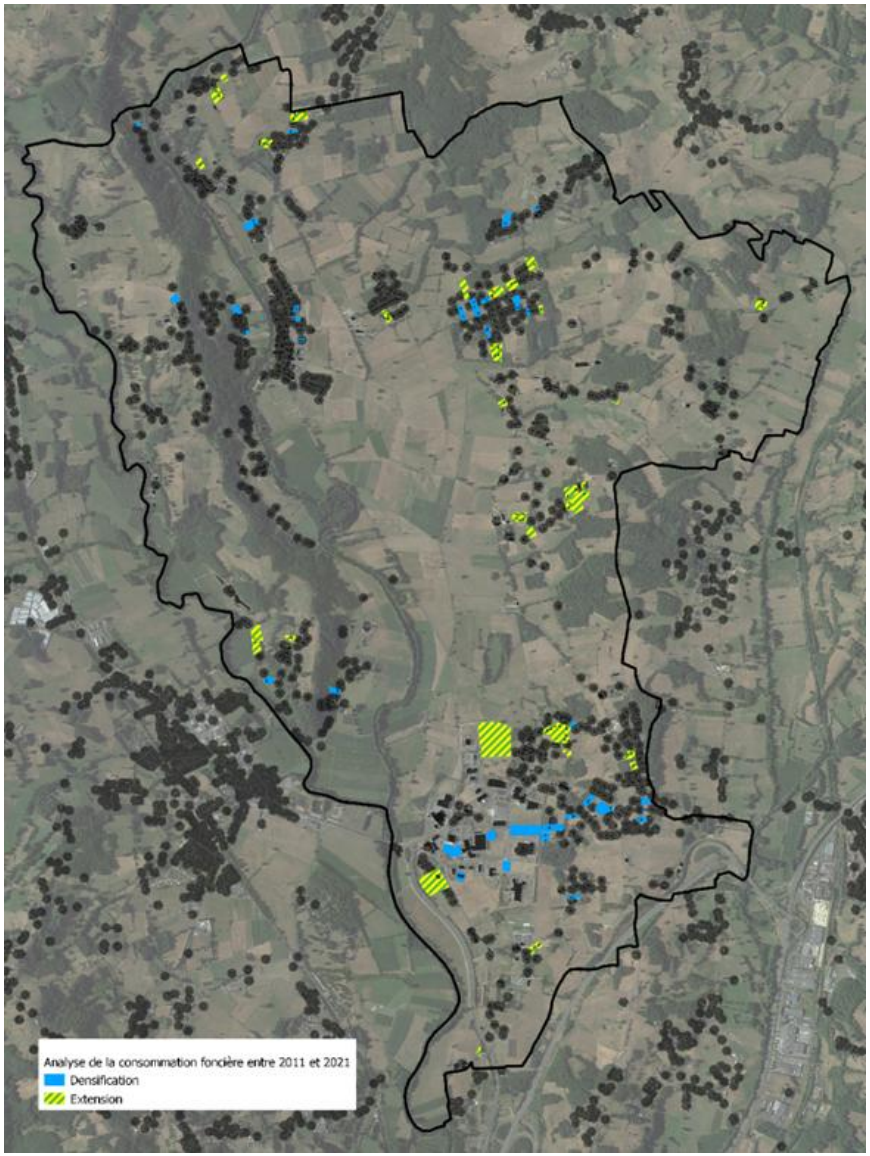
2.4.2 La consommation du foncier agricole

L'analyse des surfaces consommées à destination de l'habitat et/ou autres aménagements ont été réalisée sur la base de photographies aériennes sur les périodes 2011 et 2021. Cette analyse permet de constater que la surface totale utilisée sur cette décennie représente 27 ha de terrains. Une grande partie des surfaces consommées correspondent à des terrains à vocation agricole (17,4 hectares). 9,3 hectares ont été consommés en densification des espaces bâtis de la commune, limitant ainsi l'impact sur l'activité agricole.



Bâti récent développé en zone agricole

Sur la période 2021-2024, 5,7 hectares d'espaces agricoles ont été consommés sur la commune selon le Portail National d'Artificialisation des Sols.

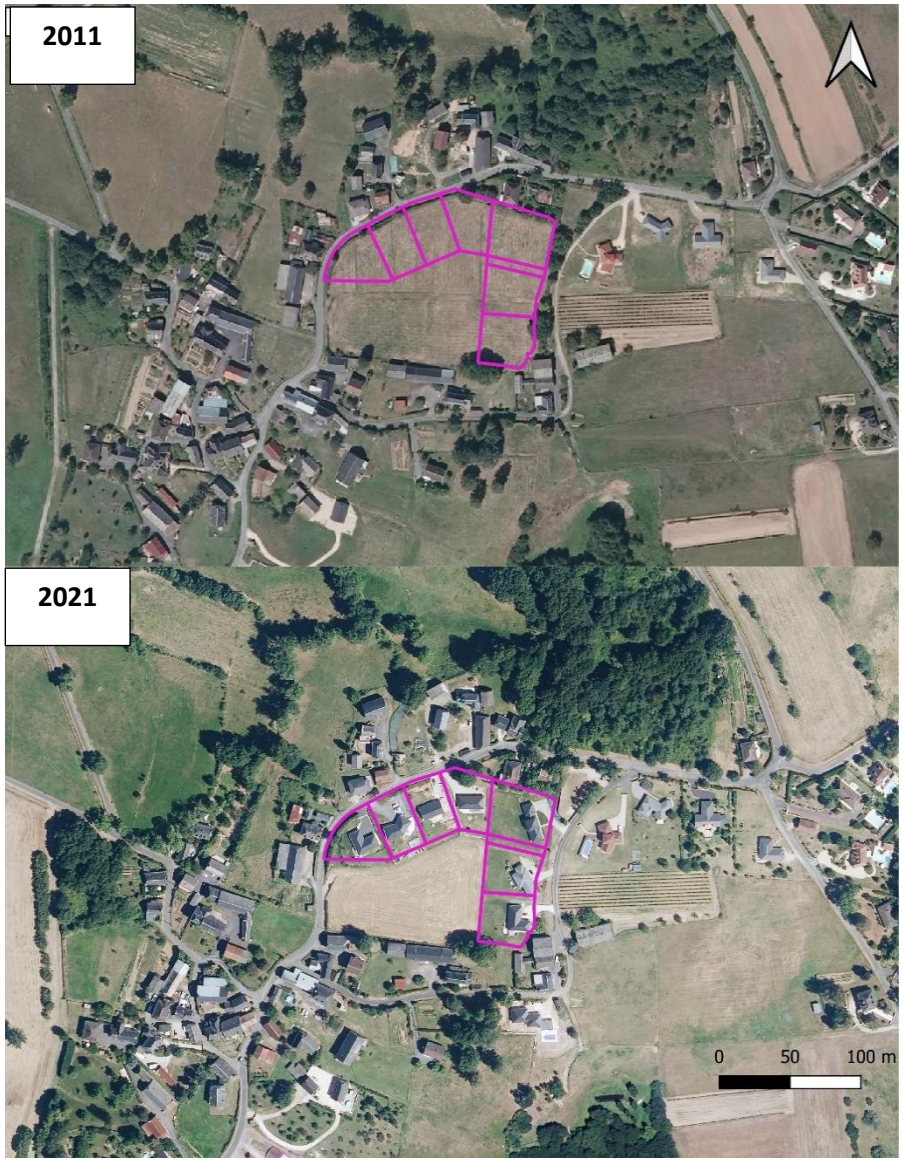


Consommation foncière observée entre 2011 et 2021

Sur un territoire communal de taille relativement conséquente, ce développement a un impact non négligeable sur le potentiel agricole. Les extensions urbaines ont été nombreuses et ont été faites en continuité du bourg et des hameaux, on retrouve ici et là néanmoins des habitats diffus. Ces multiples parcelles urbanisées ont donc engendré des contraintes sur principalement les zones potentiellement épandables et sur l'expansion des exploitations.

Afin d'éviter la création de zone de délaissement peu utilisables pour la production agricole et source potentielle de conflit, le PLU devra s'attacher à limiter cette dispersion de l'habitat. Il devra également identifier une limite claire entre secteurs urbains et surfaces à vocation agricole, sur lesquelles les pratiques normales d'exploitation comme le pâturage et les épandages seront possibles.

Par essence, l'agriculture est liée au foncier et à la terre. Reconnaître la vocation agricole d'un espace, c'est assurer de réelles perspectives de pérennité et de développement à l'agriculture, dans l'intérêt de tous. La définition d'une zone agricole dans un document de planification permet d'affirmer la vocation agricole de ces espaces au regard de leur potentiel et de leur intérêt, aujourd'hui et pour demain, dans leur fonction aussi bien socio-économique qu'environnementale et paysagère. Ce principe est d'autant plus important que la moitié des exploitants de la commune sont proches de la cessation d'activité sur le moyen terme et que la reprise de ces entreprises et des terrains sera facilitée par la reconnaissance de leur vocation agricole.



Exemple de surfaces consommées entre 2011 et 2021

2.4.2 Evolution globale de l'agriculture dans le SCOT Sud Corrèze

La commune de Saint-Viance fait partie du pôle urbain de Brive. Afin de préserver les surfaces naturelles et agricoles, le Document d'Orientations et d'Objectifs prévoit une densification progressive de l'habitat en imposant une densité minimale à l'hectare.

Les objectifs relatifs à l'activité agricole sont les suivants :

« Le SCoT, à travers les orientations qu'il propose, a pour principaux objectifs :

- d'assurer la préservation du principal outil de production agricole : la ressource sol,
- de limiter les risques de conflits entre activités agricoles et fonction résidentielle
- de favoriser la reprise et le développement des exploitations agricoles
- de favoriser la diversification des activités et la recherche d'une plus grande valeur ajoutée des productions (transformation, circuits courts de proximité, …) »

(source : DOO- Document approuvé ; 123 p.)

En accord avec le DOO du SCoT, le PLU doit intégrer plusieurs critères comme par exemple interdire le mitage, favoriser le changement de destination des anciens bâtiments agricoles dès lors qu'ils n'ont plus d'usage agricole et ne compromettent pas le fonctionnement actuel ou futur de l'exploitation et qu'ils ne nécessitent pas un renforcement des réseaux, positionner les terres irriguées, drainées ou irrigables (raccordables à un réseau d'irrigation passant à proximité) en zone Agricole, favoriser l'installation de jeunes agriculteurs par un règlement adapté des documents d'urbanisme.

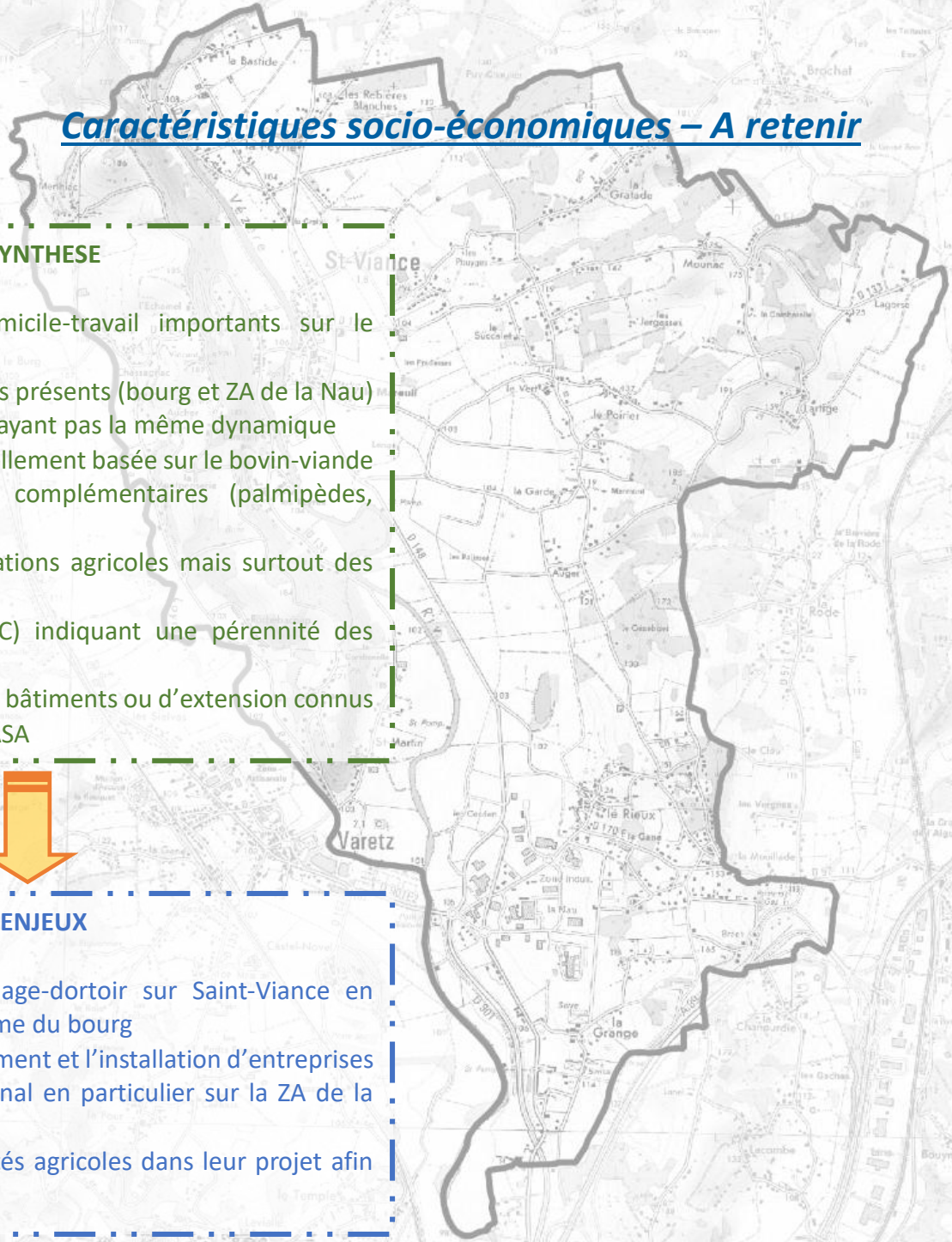
Caractéristiques socio-économiques – A retenir

SYNTHESE

- Des déplacements domicile-travail importants sur le territoire
- Deux pôles économiques présents (bourg et ZA de la Nau) sur la commune mais n'ayant pas la même dynamique
- Une agriculture essentiellement basée sur le bovin-viande avec des productions complémentaires (palmipèdes, volailles, …)
- Une baisse des exploitations agricoles mais surtout des petites exploitations
- 10 sociétés (dont GAEC) indiquant une pérennité des activités
- De nombreux projets de bâtiments ou d'extension connus
- La présence du réseau ASA

ENJEUX

- Enrayer l'image de village-dortoir sur Saint-Viance en favorisant le redynamisme du bourg
- Permettre le développement et l'installation d'entreprises sur le territoire communal en particulier sur la ZA de la Nau
- Accompagner les activités agricoles dans leur projet afin d'assurer leur pérennité



3 L'état des lieux des déplacements et des équipements

3.1 Les déplacements

3.1.1 Le réseau viaire

La commune de Saint-Viance est traversée et desservie par un ensemble de voies qui forme un maillage relativement dense.

L'autoroute A89

Cette autoroute, dont le premier tronçon a été mis en service en 2003, traverse le territoire français d'Est en Ouest afin de relier Lyon à Bordeaux, en passant par Clermont-Ferrand. Elle traverse le territoire communal sur sa partie Sud, l'accès le proche étant sur la commune voisine d'Ussac, à l'embranchement avec la RD 901.

Le réseau routier départemental

La commune est traversée par plusieurs routes départementales (RD). Le règlement de la voirie départementale, approuvé en décembre 2013, édicte des règles de protection des routes départementales vis-à-vis de l'urbanisation.

Le réseau routier départemental est d'ailleurs hiérarchisé en fonction de la fréquentation des voies.

Le réseau structurant :

La route départementale 901 traverse le territoire communal au Sud, en 2x2 voies. Elle relie l'agglomération de Brive au bassin de vie de Saint-Yrieix-la-Perche (87), en passant par Objat, Juillac, Arnac-Pompadour et Lubersac.

Il est d'ailleurs projeté par le Conseil Départemental de la Corrèze de dévier la RD 901 au niveau du rond-point du Pont de Risquetout afin de contourner le bourg de Varetz et les villages du Burg (Varetz) et de la Barrière Saint-Laurent (Allassac). Ce nouvel axe devrait ainsi enjamber la Vézère et longer la Loyre sur une partie de la commune de Saint-Viance.

Cette route départementale est référencée comme une route du réseau structurant, de ce fait il n'est pas permis de créations d'accès ou d'utilisation d'accès existants pour la desserte de nouvelles constructions, en dehors des agglomérations, sauf opération importante accompagnée d'un aménagement de carrefour spécifique.

Le réseau de liaison :

La route départementale 148 traverse le territoire communal du Nord au Sud, reliant la RD 901 (Rond-Point du Pont de Risquetout) au village du Saillant (Allassac). Cet axe permet notamment la desserte du bourg de Saint-Viance.

Cette route départementale est référencée comme une route du réseau de liaison, de ce fait il n'est pas permis de créations d'accès ou d'utilisation d'accès existants pour la desserte de nouvelles constructions, en dehors des agglomérations, sauf opération importante accompagnée d'un aménagement de carrefour spécifique.

Le réseau de desserte secondaire :

Les autres routes départementales traversant le territoire de Saint-Viance sont catégorisées dans le réseau de desserte secondaire. Il s'agit de :

- La RD 57 qui traverse le Nord-Est du territoire dont le village de Lartige. Elle relie de manière générale la commune d'Allassac (Le Bois Communal) à la commune d'Ussac (La Mouillade).
- La RD 133 qui traverse l'ensemble du territoire communal d'Est en Ouest, en passant par le bourg et les villages de Mounac, des Teyres et de Saint-Martin notamment. Elle relie de manière générale la commune de Donzenac (depuis Travassac) à la commune de Mansac (La Rivière de Mansac).
- La RD 9E1 qui relie la RD 148 sur le secteur de la Feyrie à la RD 9 sur Allassac.
- La RD 5E1 qui relie la RD 133 au niveau du bourg de Saint-Viance au village du Burg (Varetz). Elle traverse notamment le village de l'Echamel.
- La RD 170E1 reliant le rond-point du Pont de Risquetout à la commune d'Ussac (La Croix de l'Aiguillon). Elle traverse notamment la zone d'activités de la Nau et le secteur des Trinquilles.
- La RD 901E2 (ancienne RD 901) longeant la 2x2 voies.

Ces routes départementales sont référencées comme des routes de desserte secondaire n'entrainant aucune prescription de caractère général sauf application des articles R.111-5 et R.111-6 du code de l'urbanisme.

Le réseau de voies communales et de chemins ruraux

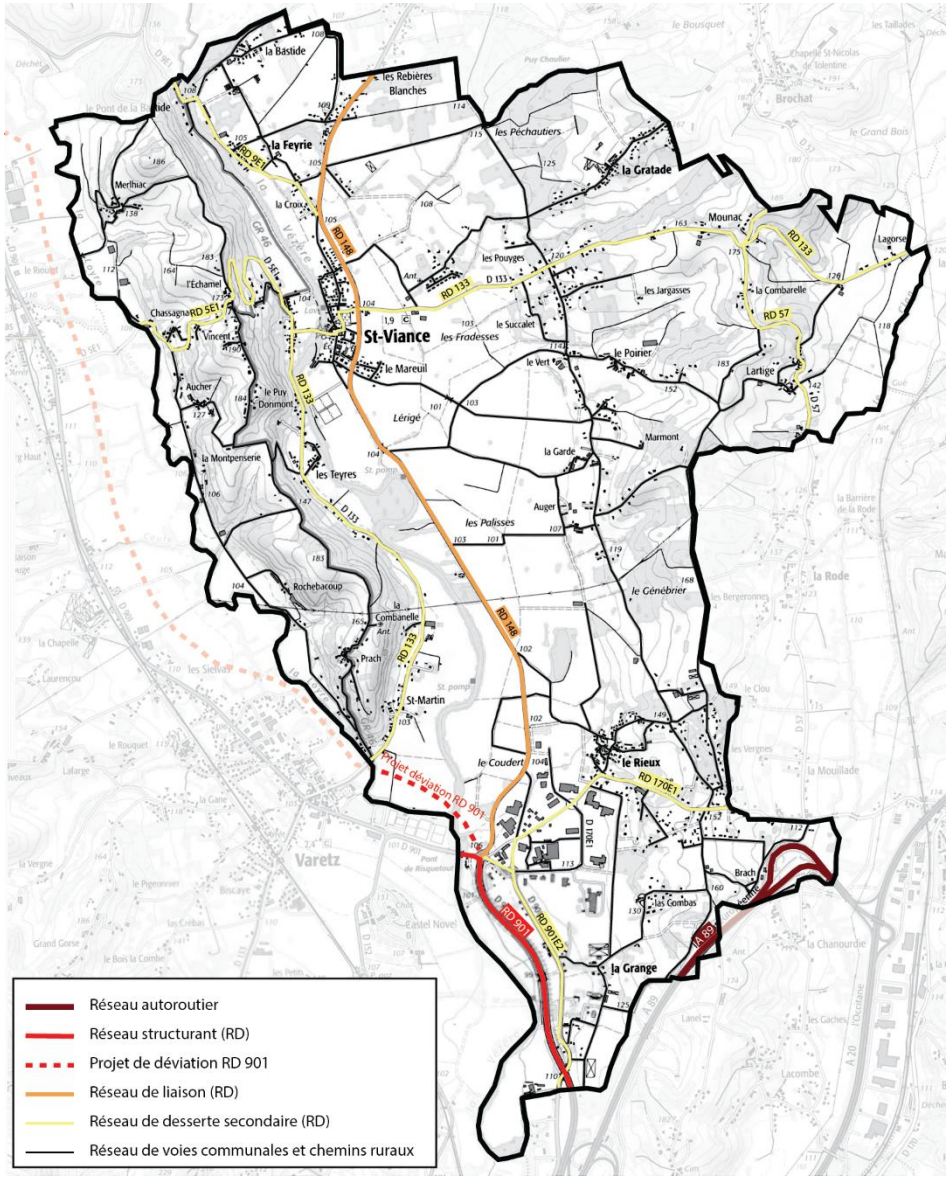
La commune dispose également d'un réseau de voies communales et de chemins ruraux qui desservent de manière locale les constructions et terrains.



La RD 148 à hauteur du bourg



La rue du Poirier Bas



Le réseau viaire de la commune

3.1.2 Les transports en commun

La commune est desservie par plusieurs réseaux de transport en commun.

Le réseau de cars de la Région Nouvelle-Aquitaine

Saint-Viance n'est pas desservie par les lignes de transport régulières de la région Nouvelle-Aquitaine.

En revanche, elle est desservie par une ligne de transport scolaire à destination des lycéens se rendant à Brive. Cette ligne relie Perpezac-le-Noir à Brive-la-Gaillarde (Place de Tassigny). Sur Saint-Viance, deux arrêts existent : les Rebières Blanches et le Bourg.

Ce service peut également être utilisé par tout le monde, notamment pour se rendre au travail en direction de Brive.

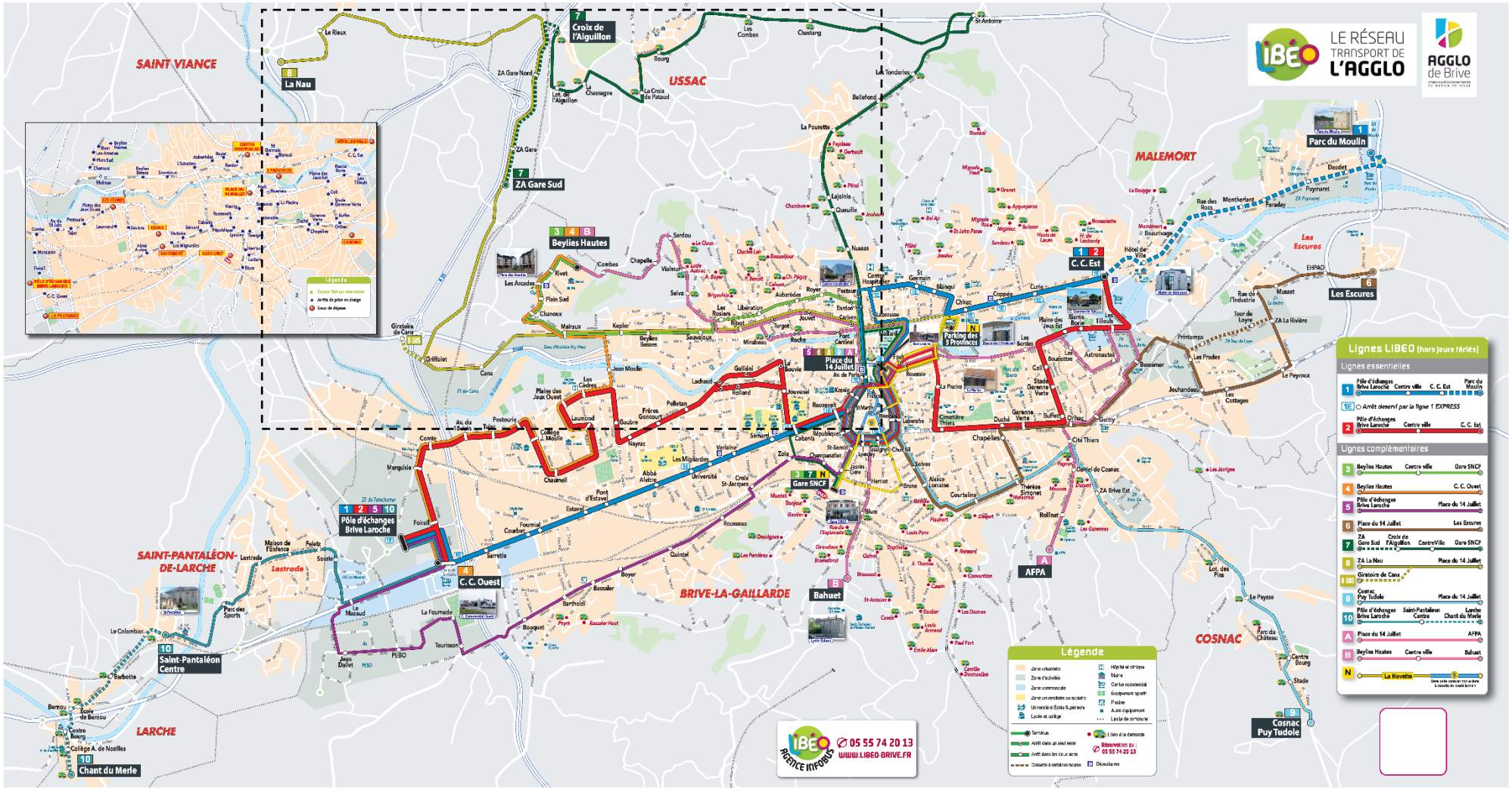
Le réseau de bus urbain Libeo

Le réseau de bus urbain Libeo, desservant l'agglomération de Brive dessert la Zone d'Activités de la Nau et le Rieux via la ligne 8 (ZA La Nau – Place du 14 juillet).

Deux rotations par jour effectuées pour un temps de trajet aller de 30 minutes environ :

- Départ Place du 14 juillet : 07h19 / 08h20 ⇔Arrivée La Nau : 07h50 / 08h52
- Départ La Nau : 17h10 / 18h16 ⇔Arrivée Place du 14 juillet : 17h43 / 18h49

Il ne dessert donc qu'une petite partie du territoire communal et est donc difficilement une alternative à la voiture pour les habitants de Saint-Viance.



Plan du réseau Libeo

3.1.3 Le stationnement

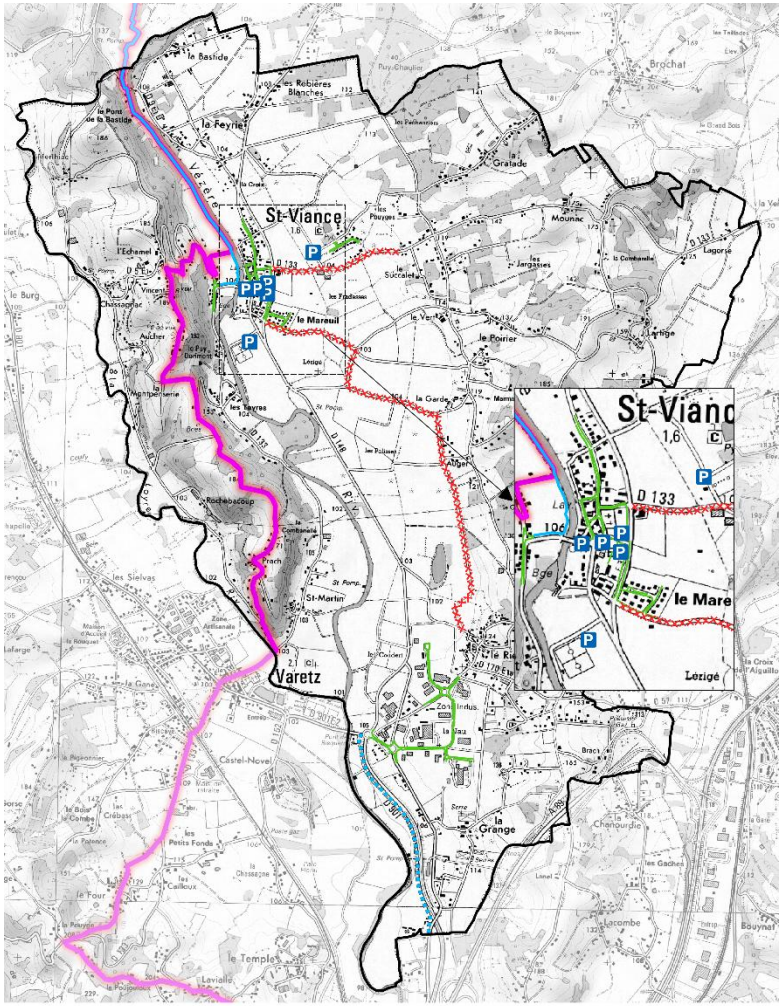
Plusieurs aires de stationnement public sont présentes sur le bourg et à proximité des principaux équipements communaux :

- Stade : 50 places environ + range-vélos ;
- Terrains de pétanque / Atelier municipal : 12 places ;
- Cimetière / Arrêt de bus : 38 places ;
- Ecole / Centre commercial : 25 places + range-vélos ;
- Mairie : 4 places ;
- Eglise : 15 places environ.

Il n'a pas été constaté de saturation de ces parkings. Seules les entrées/sorties d'école viennent remplir les aires de stationnement.



Aires de stationnement dans le bourg



Localisation des aires de stationnement et des cheminements doux

3.1.4 Les déplacements doux

La commune dispose d'aménagements piétons uniquement dans son bourg, à proximité des équipements publics (école, mairie, …) et des zones d'habitat environnantes. Une jonction piétonne existe par ailleurs avec le lotissement du Mareuil, situé de l'autre côté de la RD 148. Des réseaux déconnectés existent également, notamment sur le lotissement des Garennes et sur la ZA de la Nau.

Saint-Viance est également traversée par la voie verte de l'Agglo de Brive, devant à terme reliée le Saillant au Lac du Causse. Un tronçon est aujourd'hui réalisé (Lasteyrie-Saint-Viance). Elle suit la Vézère sur le territoire de Saint-Viance.

Enfin, un chemin de Grande Randonnée (GR 46) traverse la commune du Nord au Sud. Il s'agit d'un chemin totalisant 946 km, reliant Tours à Toulouse.

Il a été constaté un manque de liaisons douces sur le territoire communal, notamment en direction du bourg. En effet, le développement de l'urbanisation contraint par le risque inondation a engendré une implantation des logements majoritairement sur les coteaux ou en pied de coteaux (Le Succalet/la Pouyge, le Rieux/la Mijale), avec peu voire pas d'opérations d'aménagement d'ensemble qui auraient pu prévoir des aménagements doux (piéton/cyclable). C'est notamment vrai le long de la Route de la Petite Vallée (RD 133) en direction de la Pouyge, où le flux et la vitesse des véhicules décourage la pratique pédestre et cyclable sur cet axe.



Cheminements doux présents sur la commune (de gauche à droite : trottoirs, allée piétonne le long de la RD 148 et voie verte le long de la Vézère)

Déplacements – A retenir

SYNTHESE

- Un réseau viaire important amené à évoluer (projet de déviation de la RD 901)
- La présence de lignes de transport en commun avec des fréquences réduites et une desserte unique sur la Nau et le Rieux
- Une offre de stationnement public relativement importante dans le bourg, à proximité des équipements et commerces
- Des infrastructures de déplacements doux existantes mais insuffisantes notamment entre le bourg et les principales zones habitées

ENJEUX

- Prendre en compte les enjeux liés aux routes départementales notamment en ce qui concerne le projet de déviation et les futurs accès directs créés sur ces voies
- Poursuivre le bon calibrage de l'offre en stationnement dans les futurs projets
- Favoriser le développement des déplacements doux notamment le projet de voie verte de la CABB

3.2 Les équipements communaux

Saint-Viance possède une offre d'équipements diversifiée, qui doit être développée/restructurée dans les années à venir.

Les équipements présents actuellement sont principalement implantés dans le bourg ou sa proximité :

- La mairie ;
- La salle des fêtes ;
- L'école élémentaire, allant de la petite section de maternelle au CM2 ;
- L'ALSH (Accueil de Loisirs Sans Hébergement) ;
- Un court de tennis ;
- Le cimetière ;
- La médiathèque ;
- Le stade où une aire de loisirs et de sport intergénérationnelle (aire de jeux, tables de pique-nique) a été récemment aménagée ;
- L'atelier municipal et les terrains de pétanque situés sur les Garennes.

La commune n'ayant pas de maison des associations, elle loue un bâtiment privé (ancienne usine à boutons) afin que les associations communales puissent avoir des locaux pour se réunir.





La médiathèque et l'aire de loisirs nouvellement créée



Les équipements publics de la commune

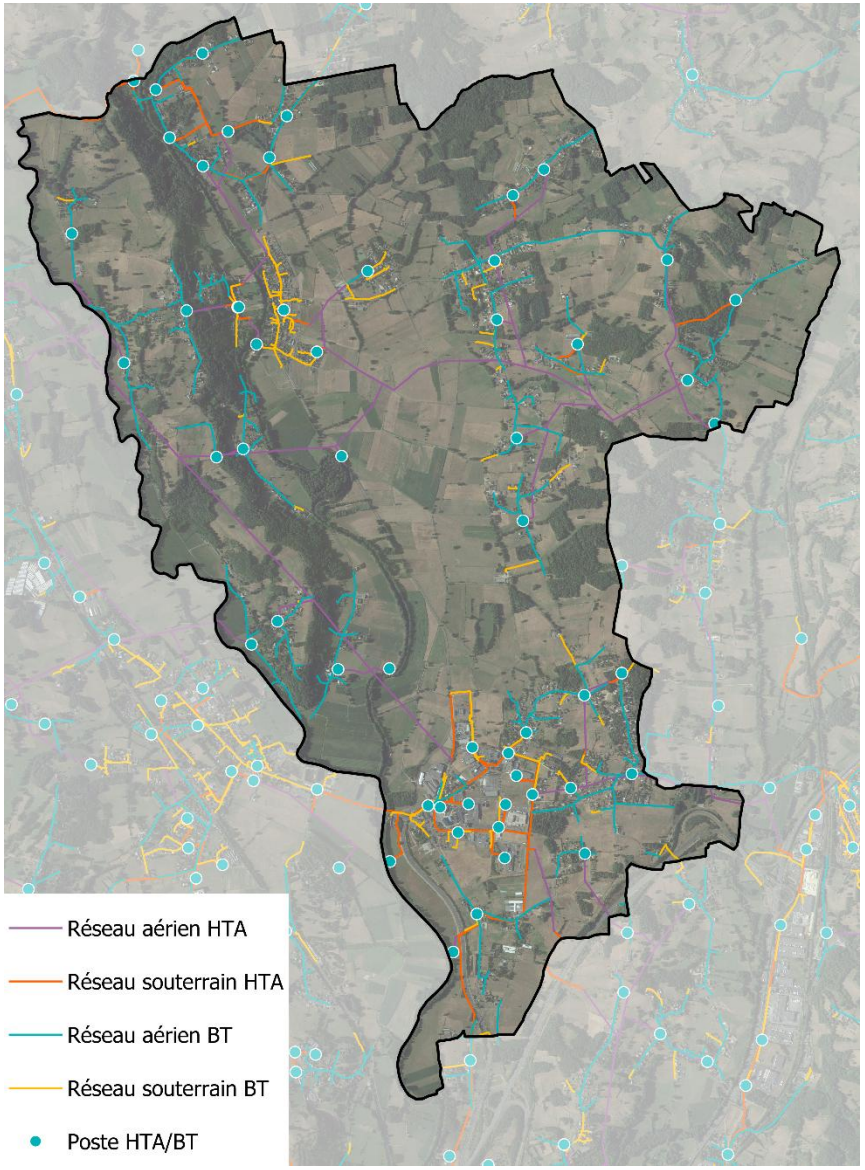
3.3 Les réseaux

3.3.1 Les réseaux d'énergie

Le réseau de distribution d'électricité

Le réseau électrique de la commune est géré par la Fédération Départementale d'Electrification et d'Energie de la Corrèze et plus particulièrement du secteur de Brive composé des communes de Cosnac, Dampniat, Donzenac, Estivals, Jugeals-Nazareth, La Chapelle-aux-Brocs, Malemort, Nespouls, Noailles, Saint-Viance, Turenne, Ussac et Varetz.

L'ensemble des bâtiments de la commune sont principalement alimentés par des lignes aériennes de basse tension. A noter que le bourg et la zone d'activités de la Nau ont un réseau de basse tension souterrain.

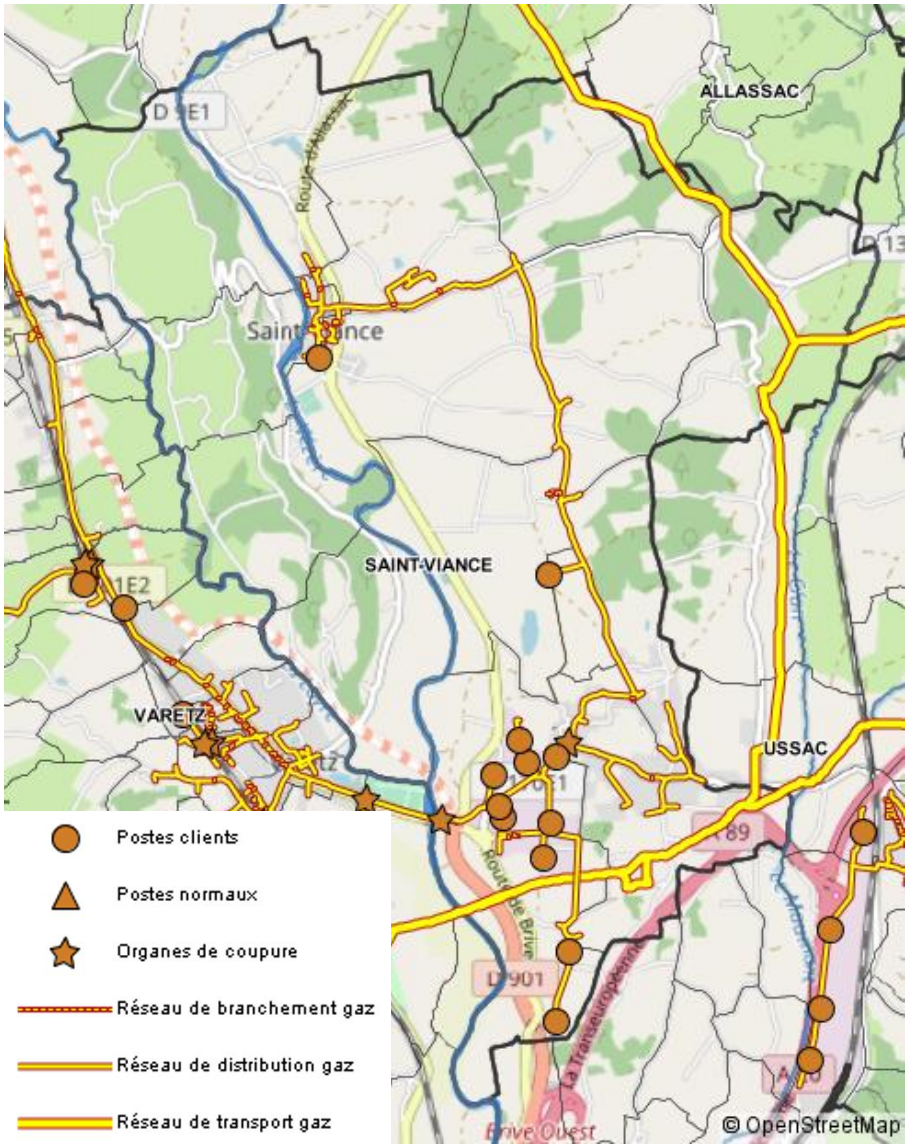


Le réseau de distribution d'électricité de la commune (source : Enedis)

Le réseau de distribution de gaz

Le territoire communal est desservi par le réseau de distribution de gaz, plus particulièrement le bourg ainsi que la zone de la Nau et des zones d'habitat (lotissement des Garennes, le Vert, le Rieux ou encore les Vergnes).

Il est également traversé par des canalisations de transport de gaz, au Sud et au Nord-Est du territoire. Ces canalisations de gaz à haute pression font l'objet d'une servitude d'utilité publique I3, annexée au dossier de PLU.



Le réseau de distribution de gaz de la commune (source : GRDF)

3.3.2 Le réseau d'eau potable

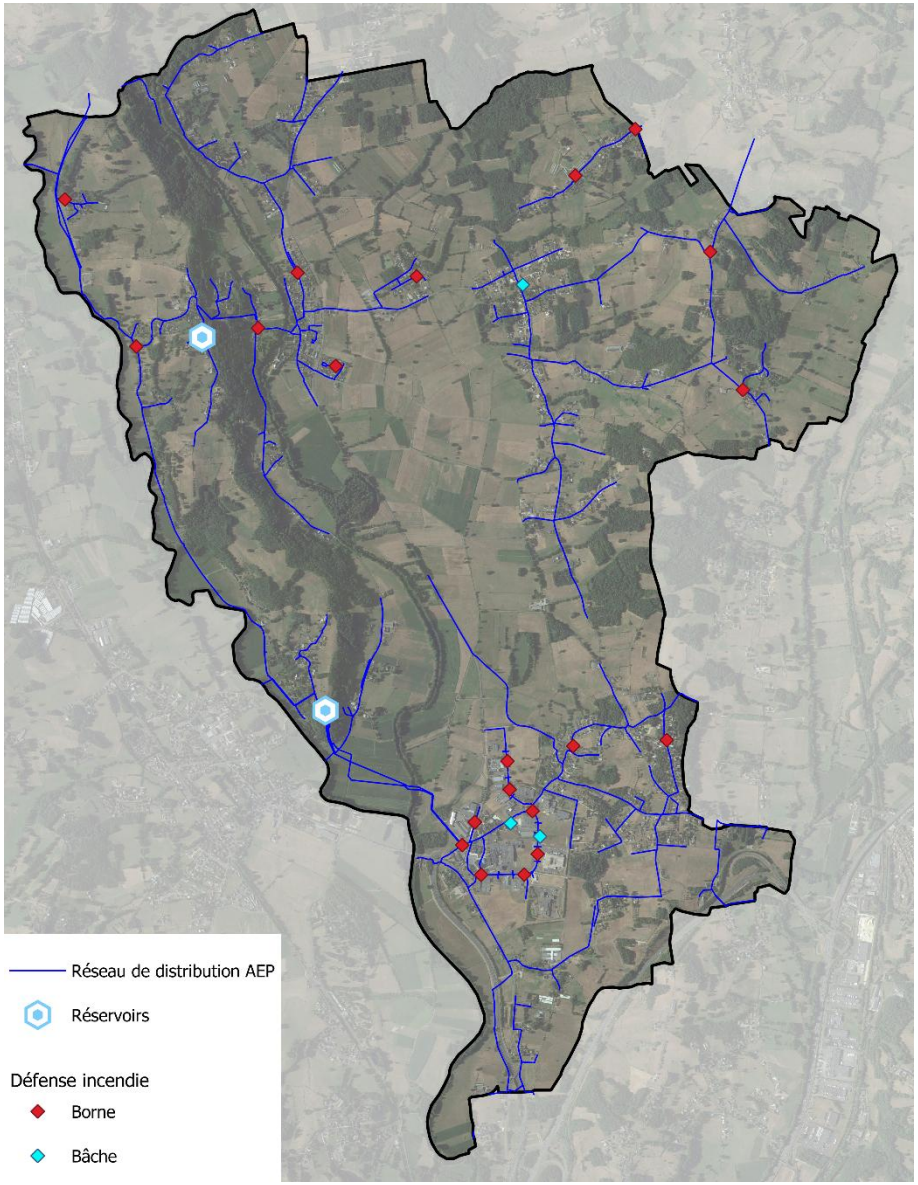
Le réseau d'alimentation en eau potable est géré par la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive et dépend du secteur Yssandonnais. Ce secteur regroupe 22 communes dont 21 communes adhérentes (Allassac, Ayen, Brignac-la-Plaine, Donzenac, Louignac, Mansac, Objat, Perpezac-le-Blanc, Rosiers-de-Juillac en partie, Saint-Aulaire, Saint-Cyprien, Saint-Cyr-la-Roche, Saint-Pantaléon-de-Larche en partie, Saint-Robert, Saint-Viance, Segonzac, Ussac, Varetz, Vars-sur-Roseix, Voutezac et Yssandon) et une commune seulement desservie (Coubjours). Ce secteur regroupe près de 29 000 habitants et est alimenté par l'unité de production d'Agudour (prise d'eau) située sur Voutezac. En 2018, le volume produit par l'unité était de 1 519 268 L.

Le rendement du réseau est bon (87,6%) en 2020. La commune de Saint-Viance dispose de 2 ouvrages de stockage d'eau potable sur son territoire :

- Un réservoir semi-enterré sur le secteur de Vincent, d'une capacité de 200 m^3 ;
- Un réservoir semi-enterré sur le secteur de Prach, d'une capacité de 200 m^3.

La défense incendie

La commune dispose de bornes incendie implantées sur le linéaire d'eau potable. Il existe 20 bornes incendies sur le territoire communal et de 3 bâches. La protection incendie dispose d'un maillage de bornes et de bâches existant plutôt bien réparti et dispersé dans les zones occupées avec une potentialité dans son développement. En revanche, certains secteurs résidentiels en sont dépourvus (notamment Prach, les Teyres, le Poirier ou encore la Feyrie). Sur ces derniers, les secours sont en mesure d'utiliser le réseau d'irrigation ou de puiser dans la Vézère.



Le réseau de distribution d'eau potable et de défense incendie (source : CABB)

Le réseau d'assainissement collectif

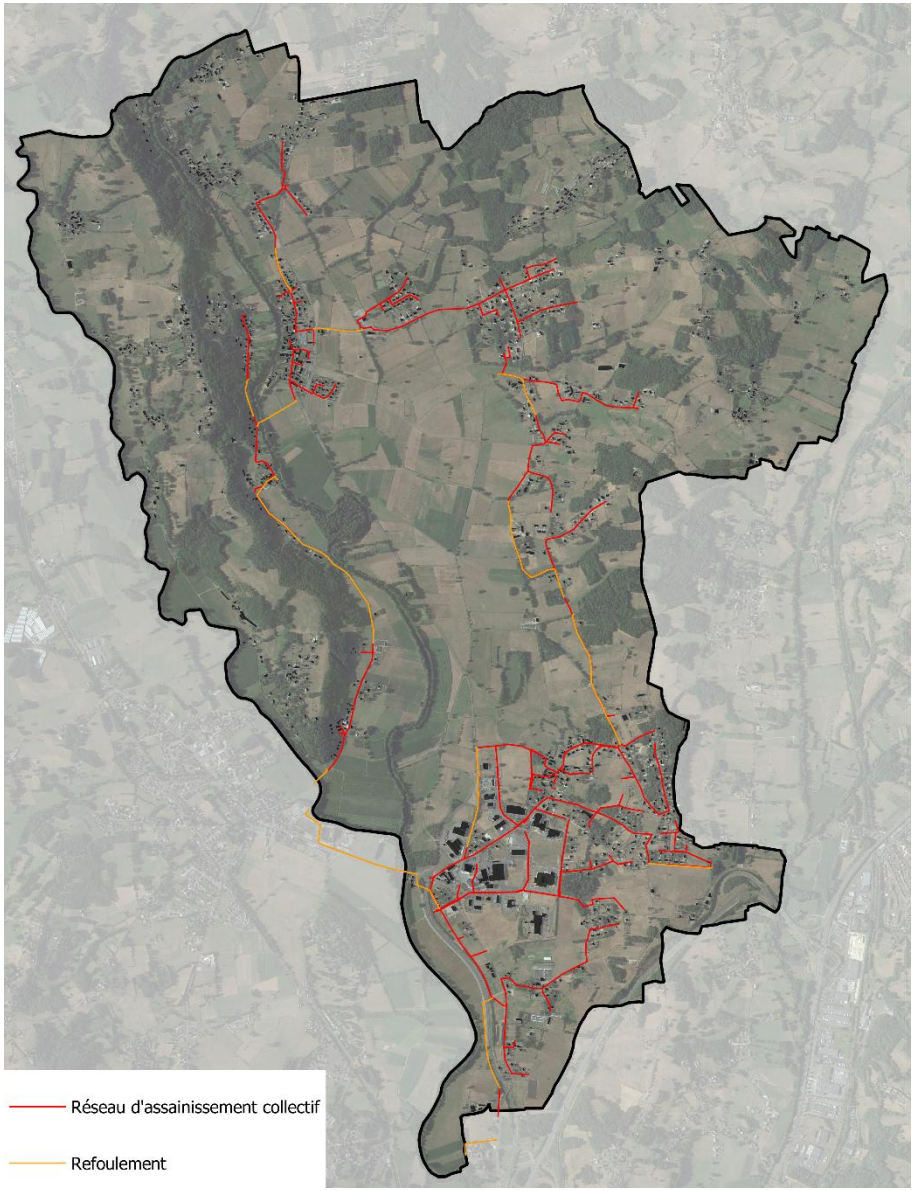
Le réseau collectif sur Saint-Viance est raccordé à la STEP du Gourgue Nègre situé sur la commune de Saint-Pantaléon-de-Larche. D'une capacité nominale de 250 000 EH, la station d'épuration de Brive est une station d'épuration boues activées de type « faible charge ». Son réseau dessert tout ou partie des communes d'Allassac, Brive-la-Gaillarde, La Chapelle-aux-Brocs, Cosnac, Dampniat, Malemort, Saint-Pantaléon-de-Larche, Saint-Viance, Ussac et Varetz. La filière de traitement est composée d'une filière eau et d'une filière boue. En 2021, sa charge maximale en entrée est de 188 340 EH. Elle est conforme en équipement et en performance cette même année. Quelques problèmes d'eaux parasites (par temps de pluie) ont été détectés récemment mais des études sont menées par la CABB pour solutionner ce problème.

Sur Saint-Viance, le réseau d'assainissement collectif dessert la majorité des secteurs urbanisés de la commune, tels que le Bourg, les Rebières, les Garennes, les Pouyges, le Succalet, le Vert, le Poirier, Lagarde, Auger, le Rieux, la Mijale, les Trinquilles, la Nau, la Grange, les Combes, Saint-Martin et les Teyres.

En 2019, la commune recense 543 abonnés.

L'assainissement non collectif

Le reste du territoire est donc en zone non collective. Ces secteurs doivent disposer et gérer un assainissement autonome individuel règlementaire. Pour ce faire, le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif), service mis en



Le réseau d'assainissement collectif (source : CABB)

place au niveau de l'intercommunalité, est chargé du contrôle de la mise en oeuvre des installations nouvelles et de la surveillance des anciennes.

En 2020, le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif sur la commune était relativement bon puisqu'il était de plus de 80%.

3.3.4 Les télécommunications

Le réseau de téléphonie mobile

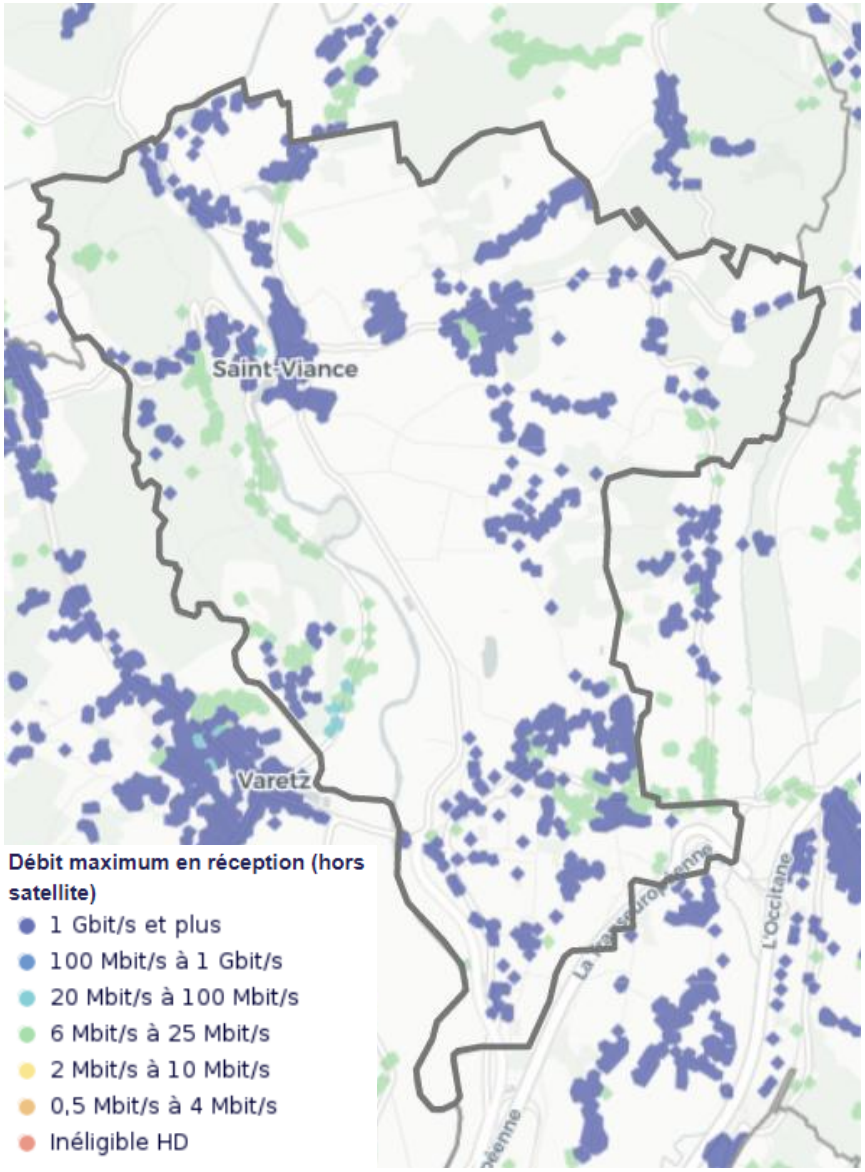
Selon l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques, des Postes et de la distribution de la presse), le réseau mobile sur Saint-Viance est de qualité puisque l'ensemble de la commune est couverte par la 4G.

La commune dispose d'un émetteur 3G/4G/5G établi par Free sur le secteur de Prach.

Le réseau internet

La commune de Saint-Viance est desservie par la fibre sur une grande partie de son territoire. Ainsi, les principaux secteurs d'habitat et la zone d'activités de la Nau sont desservis.

Seuls les villages de Merlhiac, Vincent, des Teyres, de Saint-Martin ainsi qu'une partie des Trinquilles n'ont pas accès à la fibre à ce jour. Leur desserte doit être prévue pour 2022.



Connexion internet - Les débits maximum en réception (source : ARCEP)

3.3.5 La gestion des déchets

Les déchets sont collectés par le SIRTOM du Pays de Brive qui est implanté sur la commune de Saint-Pantaléon-de-Larche.

La commune ne dispose pas d'une déchetterie, les plus proches étant situées sur les communes voisines de Donzenac (Le Gaucher) et d'Ussac. Elle dispose néanmoins de PAV (Points d'Apport Volontaire) sur le bourg, au niveau de la Garenne (atelier municipal) et dans la ZA de la Nau.

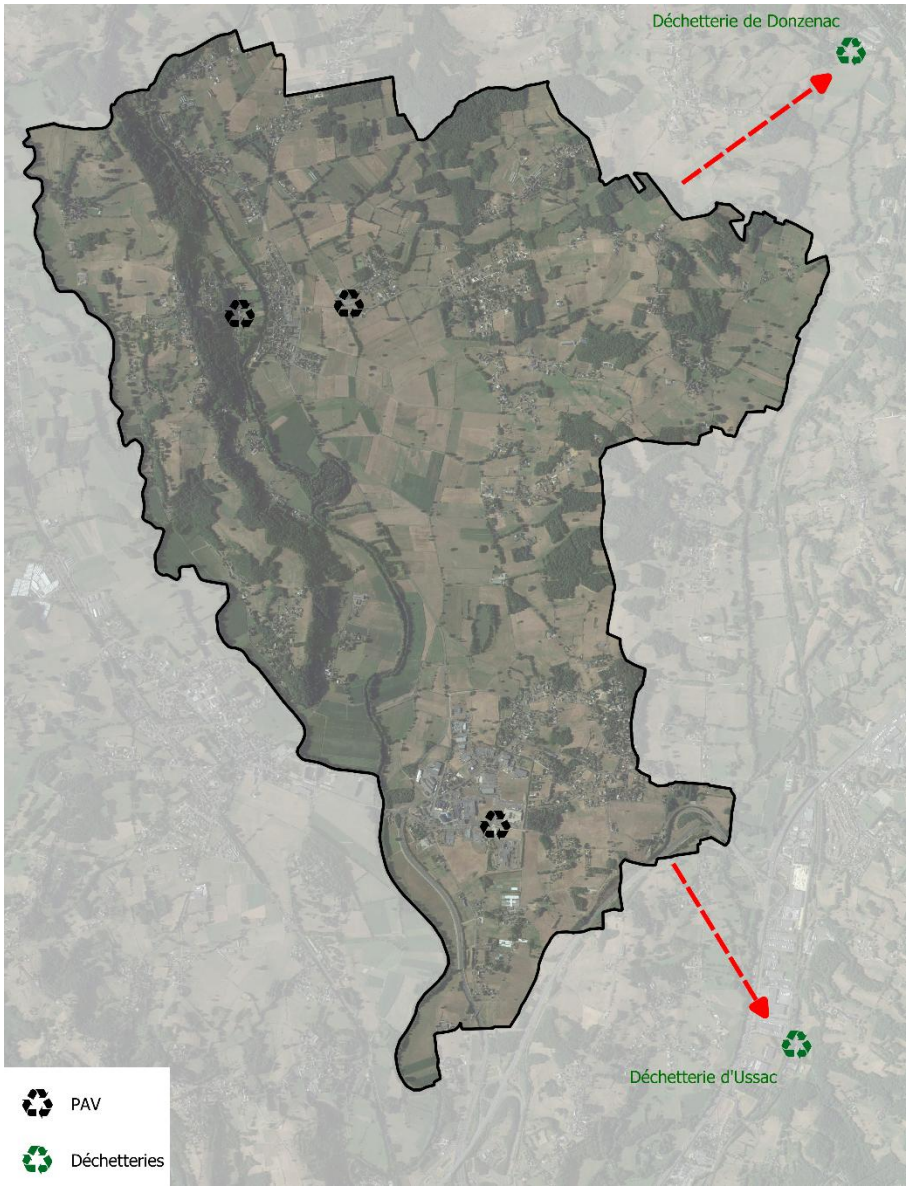
La collecte des ordures ménagères s'effectue deux jours par semaine en fonction des secteurs :

- Le vendredi matin pour les villages de la Grange, Les Prés de la Grange, la zone de la Nau, le Rieux, La Gane, Brach, le Poirier, La Garde et Auger ;
- Le lundi matin pour le reste de la commune.

La collecte du tri sélectif ne concerne par contre pas toute la commune. Seuls certains secteurs sont concernés.



Point d'apport volontaire dans le bourg



Localisation des points d'apport volontaire et des déchetteries (source : SIRTOM)

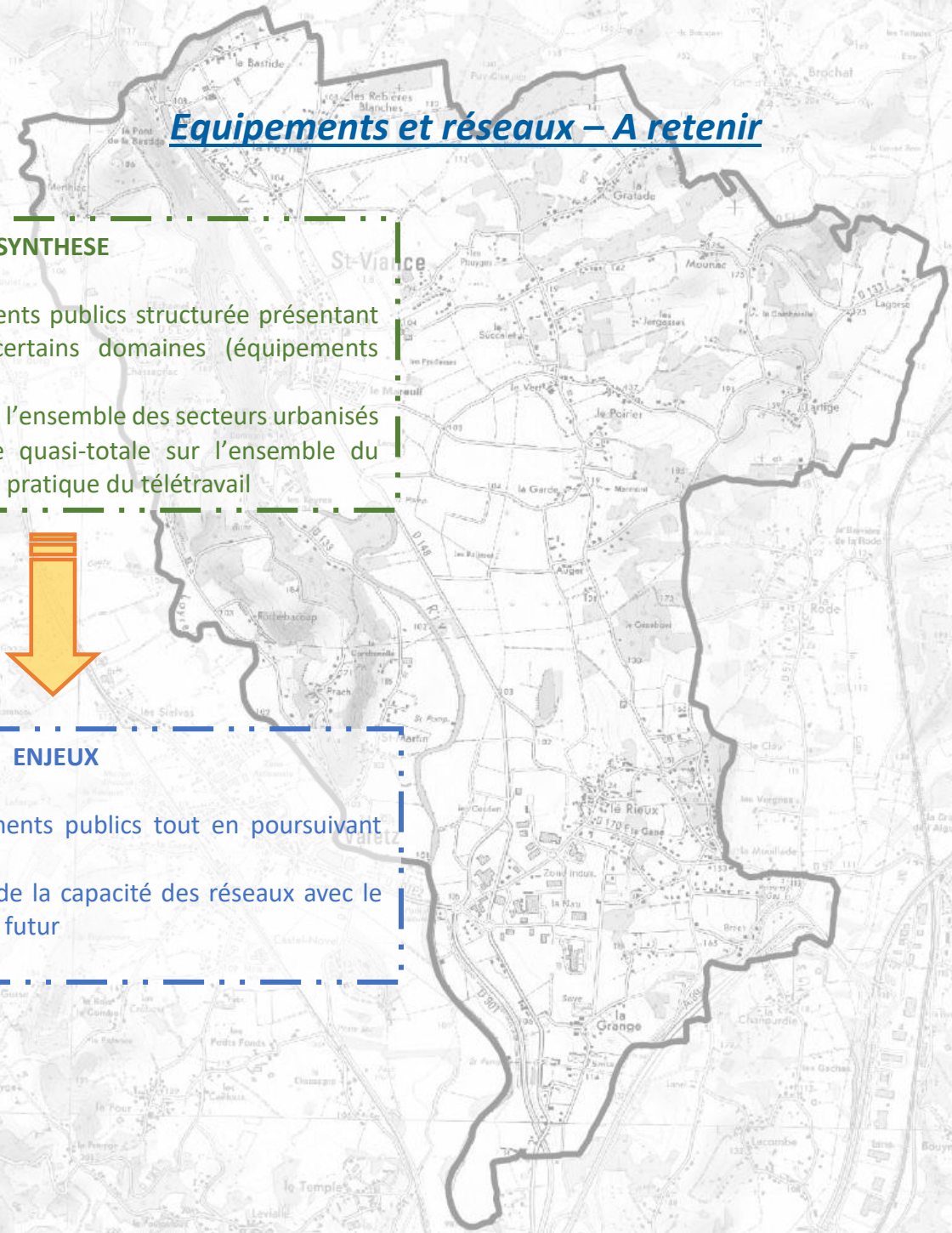
Equipements et réseaux – A retenir

SYNTHESE

- Une offre en équipements publics structurée présentant des manques dans certains domaines (équipements sportifs)
- Des réseaux desservant l'ensemble des secteurs urbanisés
- La desserte à la fibre quasi-totale sur l'ensemble du territoire permettant la pratique du télétravail

ENJEUX

- Maintenir les équipements publics tout en poursuivant leur développement
- Veiller à l'adéquation de la capacité des réseaux avec le développement urbain futur



4 L'analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis

4.1 La méthodologie

La Loi ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) promulguée le 24 mars 2014, a complété l'article L.151-4 du Code de l'Urbanisme sur le contenu du rapport de présentation. Ainsi, il est désormais spécifié qu'il « analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales ».

Les espaces bâtis analysés sont ceux compris dans une enveloppe bâtie comprenant plus de 10 constructions. Il s'agit du bourg, des villages et de la zone d'activités présents sur la commune. Les enveloppes bâties sont analysées selon leur vocation. Ainsi, les enveloppes bâties à vocation principale d'habitat sont dissociées de l'enveloppe bâtie à vocation d'activités économiques (zone d'activité de la Nau).

Pour se faire, l'analyse porte sur :

- les grandes poches non bâties (parcelles/ensemble de parcelles non urbanisées de grande superficie),
- les dents creuses recensées au sein de l'enveloppe bâtie (parcelles/ensemble de parcelles non urbanisées de petite superficie),
- les parcelles bâties pouvant être densifiées, c'est-à-dire accueillir de nouvelles constructions (par division foncière),
- le bâti pouvant faire l'objet d'une mutation (division de logement, changement de destination, démolition/reconstruction, …).

Concernant le recensement des grandes poches non bâties, il s'agit d'ensemble de parcelles ou de parcelles enclavées dans le tissu urbain, où une opération d'aménagement d'ensemble pourrait être réalisée (via permis d'aménager ou déclaration préalable valant division foncière). La surface minimale doit être de 4 000 m².

Concernant le recensement des dents creuses, sont concernées les parcelles non bâties enclavées dans le tissu urbain, dont la configuration permettrait d'implanter une nouvelle construction sans générer d'extension de l'enveloppe bâtie. La surface est inférieure à 4 000 m².

Concernant le recensement des parcelles bâties pouvant faire l'objet d'une mutation et notamment d'une division, sont concernées les unités foncières bâties d'une surface supérieure à 2000 m² permettant l'implantation d'une nouvelle construction sur une surface minimale de 1 000 m². La morphologie du bâti, son implantation sur la parcelle ainsi que la configuration des parcelles sont prises en compte afin d'obtenir un potentiel de logements techniquement réalisable.

Cette analyse tient compte des Plans de Prévention des Risques inondation et mouvement de terrain s'appliquant sur la commune ainsi que des rayons de protection autour des bâtiments d'élevage (50 mètres ou 100 mètres en fonction du régime), pouvant interdire la construction sur des terrains même enclavés dans le tissu urbain. Il s'agit de dresser un inventaire de la capacité de densification réaliste.

4.2 Les résultats

4.2.1 Le Bourg – Les Baysses – La Vézère

Relativement dense en son cœur, sa capacité de densification n'est pas très importante. Seules quelques possibilités de densification de parcelles bâties et des dents creuses subsistent. Il faut s'écarter du noyau ancien notamment sur sa partie Nord où des extensions pavillonnaires ont été réalisées, pour que des disponibilités plus importantes puissent exister. La Vézère scinde d'ailleurs le bourg en deux parties, celle présente sur la rive droite étant de plus faible superficie et présentant un bâti plus contemporain et moins dense.

Au total, on peut considérer que **0,8 hectare** pourraient être mobilisés en vue de densifier l'enveloppe bâtie du bourg. Cette surface se répartie de la manière suivante :

- 0,7 hectare de dents creuses majoritairement situées au sein d'espaces pavillonnaires ;
- 0,1 hectare de terrains issus d'une division foncière.

Ainsi, environ **10 logements** pourraient être créés dans l'enveloppe bâtie du bourg.

4.2.2 Les secteurs Nord et Ouest

Sont compris dans ces secteurs, les villages suivants : la Feyrie, les Rebières, la Bastide, Merlhiac, l'Echamel, Vincent, Chassagnac, les Teyres, Saint-Martin et Prach.

Il s'agit de villages abritant un bâti plus ou moins dense. En effet, des villages anciens tels que Merlhiac ou la Feyrie sont constitués dans un bâti dense, implanté à l'alignement des voies sur de petites parcelles, offrant peu de possibilités de densification. Au contraire, d'espaces bâtis plus récents tels que les Rebières ou l'Echamel où le développement pavillonnaire offre plus de capacité de densification.

Au total, on peut considérer que **4,9 hectares** pourraient être mobilisés en vue de densifier ces enveloppes bâties. Cette surface se répartie de la manière suivante :

- 1,9 hectares de grande poche non bâtie situé sur les Rebières, Saint-Martin et Prach ;
- 2,7 hectares de dents creuses ;
- 0,3 hectare de terrains issus de divisions foncières.

Ainsi, environ **50 logements** pourraient être créés dans ces enveloppes bâties.

4.2.3 Les secteurs Est

Sont compris dans ces secteurs, les villages suivants : la Gratade, les Garennes, les Pouyges, le Succalet, le Vert, le Poirier, Mounac, l'Artige, la Garde et Auger.

Il s'agit d'espaces bâtis où le bâti neuf a très largement supplanté le bâti ancien, notamment sur le secteur des Pouyges, du Succalet, du Vert et de la Gratade. Seul le secteur de l'Artige est essentiellement composé de bâti ancien. On note la présence d'un bâti contemporain organisé avec le lotissement des Garennes et une petite opération d'habitat groupé sur Auger.

L'essentiel des disponibilités au sein des enveloppes bâties sont des dents creuses, même si la présence de grandes parcelles bâties pourrait permettre un nombre non négligeable de division parcellaire.

Au total, on peut considérer que **3,9 hectares** pourraient être mobilisés en vue de densifier ces enveloppes bâties. Cette surface se répartie de la manière suivante :

- 0,5 hectare de grande poche non bâtie situé sur les Jargasses ;
- 2,9 hectares de dents creuses ;
- 0,5 hectare de terrains issus de divisions foncières.

Ainsi, environ **48 logements** pourraient être créés dans ces enveloppes bâties.

4.2.4 Les secteurs Sud

Sont compris dans ces secteurs, les villages suivants : le Rieux, la Mijale, la Vergne, les Trinquilles, la Grange et les Combes. On note également la présence de la zone d'activités de la Nau.

L'enveloppe bâtie constituée par les secteurs du Rieux, de la Mijale, de la Vergne et des Trinquilles forme la plus grande agglomération de bâti de la commune, idéalement située au vu de la proximité des principaux axes routiers et des zones d'emploi (ZA de la Nau, ZA de la Gare et de l'Aiguillon sur Ussac, …).

Hormis le cœur historique du village du Rieux, le bâti est globalement sous forme pavillonnaire et relativement récent. Les possibilités de densification sont ainsi très importantes, du fait notamment de grandes parcelles non bâties. Le nombre de division foncière est par contre infime compte tenu d'un parcellaire plus dense que sur d'autres secteurs bâtis.

Sur le secteur de la Grange, un permis d'aménager a été délivré récemment et a donc été intégré dans l'enveloppe bâtie du fait de la réalisation prochaine de constructions.

Au total, on peut considérer que **6,9 hectares** pourraient être mobilisés en vue de densifier ces enveloppes bâties. Cette surface se répartie de la manière suivante :

- 3,5 hectares de grande poche non bâtie ;
- 3,1 hectares de dents creuses ;
- 0,3 hectare de terrains issus de divisions foncières.

Ainsi, environ **80 logements** pourraient être créés dans ces enveloppes bâties.

Concernant l'enveloppe bâtie de la zone d'activités de la Nau, elle est vouée à accueillir de nouvelles activités ou permettre le développement d'activités existantes. On note également la présence de quelques habitations (maisons individuelles) sur les extrémités des espaces bâtis. Deux grandes poches non bâties et une dent creuse ont été identifiées, représentant une surface de **5,2 hectares**. Il est difficilement possible d'estimer le nombre d'entreprises pouvant s'implanter sur ces terrains, puisque la surface nécessaire est fonction du type d'activités.

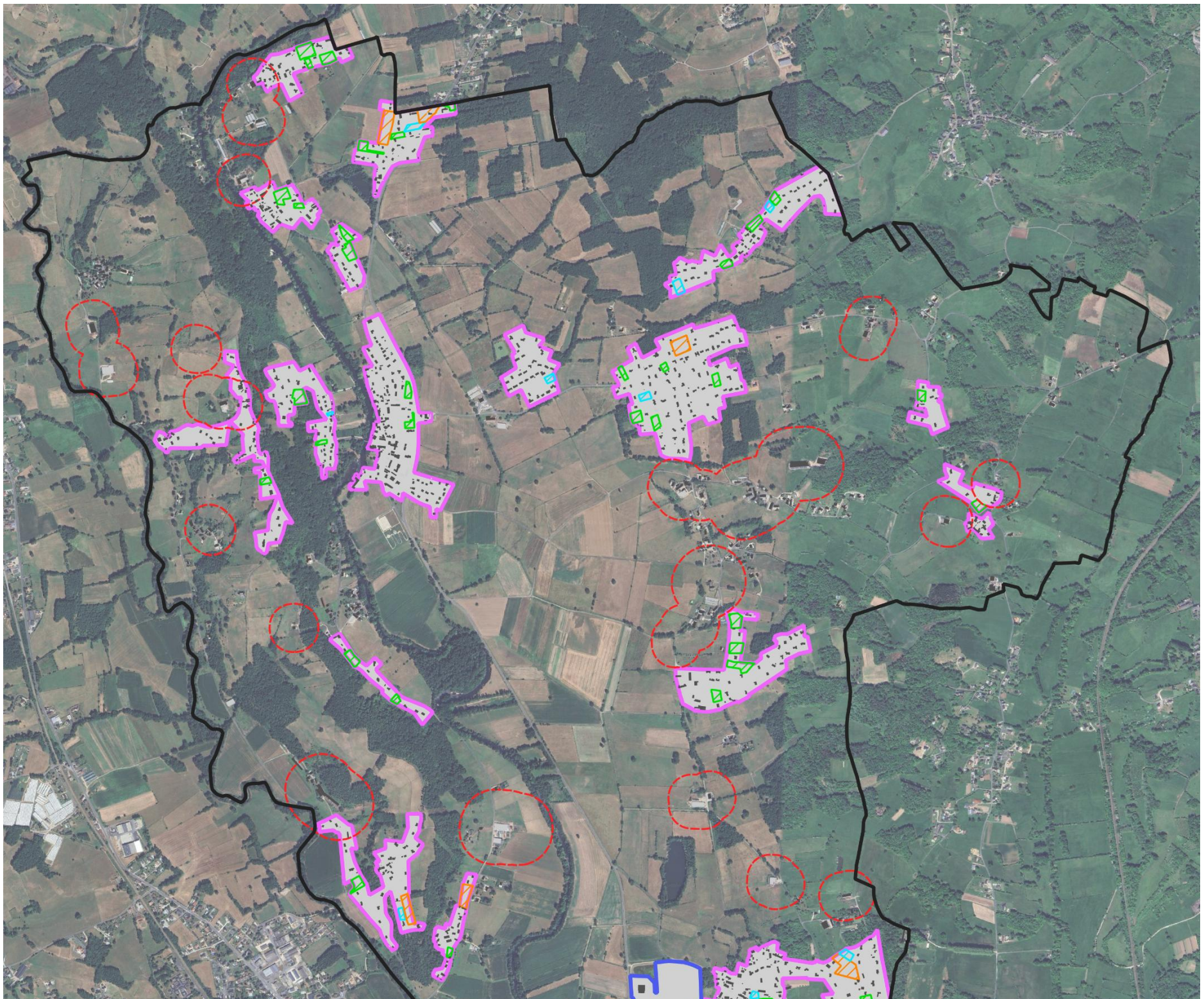
4.2.5 Le bilan

Au final, les capacités de densification des espaces bâtis à vocation principale d'habitat sur Saint-Viance sont relativement importantes. **16,4 hectares** de terrains ont été identifiés comme pouvant permettre le développement de l'urbanisation en densification des enveloppes bâties, limitant ainsi fortement la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Cette surface pourrait générer la réalisation d'environ **190 logements**.

Au niveau des activités économiques, l'enveloppe bâtie de la Nau regroupe 5,2 hectares de superficie non bâtie.

La carte suivante localise les enveloppes bâties analysées et recense les disponibilités en leur sein.



Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis de la commune

4.3 Identification des secteurs abandonnés, anciens ou de friches

Le SCOT Sud Corrèze au travers de son Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) demande au travers de ses « objectifs permettant de définir une stratégie claire de l'habitat » (page 27-28) que les PLU identifient les secteurs abandonnés, anciens et/ou en friche urbaine qui mériteraient une action forte.

La commune ne dispose pas de secteurs à proprement parlé mais a identifié quelques bâtiments délabrés situés dans le bourg et certains villages. Il s'agit de :

- Bâtiment délabré dans la Rue de l'Ancien Port (Bourg) ;
- Construction à proximité du Pont de la Bastide ;
- Deux constructions dans le village du Rieux, l'une d'entre elles ayant été démolie en 2024 suite à un arrêté de mise en sécurité ;
- Constructions sur la Feyrie.



Exemple de constructions anciennes abandonnées identifiées (de gauche à droite : Pont de la Bastide, le Rieux et Rue de l'Ancien Port)

Partie 2 : Justifications du parti d'aménagement retenu

1 Les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

1.1 Les grandes orientations du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Saint-Viance s'articule autour de trois grands axes :

Axe 1 : Encadrer le développement urbain de Saint-Viance dans le but d'enrayer l'image de ville-dortoir

- **Hiérarchiser l'urbanisation en fonction de la proximité au bourg dans le but de lui redonner vie**
  - Identifier les surfaces libres dans le bourg et optimiser leur aménagement, dans le respect du PPRi Vézère (Plan de Prévention du Risque inondation)
  - Prioriser le développement des secteurs habités proches du bourg en veillant à prendre en compte les risques inondation et mouvement de terrain
  - Densifier les villages situés sur les écarts de la commune dans le respect des enjeux agricoles et environnementaux
  - Terminer l'urbanisation des hameaux
  - S'appuyer sur l'existence des réseaux pour développer l'urbanisation
  - Accompagner la transition énergétique du territoire communal

- **Encourager une offre de logements diversifiés et répondre qualitativement au besoin en logements**
  - Promouvoir une croissance démographique maîtrisée
  - Favoriser un développement urbain basé sur l'optimisation du foncier en gardant un principe de cohérence avec le bâti environnant
  - Renforcer l'attractivité résidentielle pour les familles et les personnes âgées, afin d'assurer la pérennité des équipements et services communaux
  - Réfléchir à un site d'accueil pour de l'hébergement à caractère social ou touristique sur la commune

- **Développer l'offre en équipement et faciliter les mobilités**
  - Restructurer le groupe scolaire, enjeu majeur dans le dynamisme du bourg

- Prendre en compte les équipements existants et poursuivre le développement de l'offre
- Mailler le territoire en liaisons douces, en particulier depuis et en direction du bourg
- Intégrer le projet de déviation de la RD 901

Axe 2 : Accompagner le développement des activités économiques du territoire

- **Donner les possibilités au monde agricole de perdurer**
  - Favoriser l'installation et le développement des exploitations agricoles
  - Prendre en compte la présence de bâtiments d'élevage dans les choix de développement de l'urbanisation
  - Permettre le changement de destination des bâtiments agricoles désaffectés

- **Favoriser le développement des activités économiques sur la Nau**
  - Poursuivre l'accueil d'entreprises sur la zone d'activités communautaire
  - Cibler des terrains hors de la ZAC pouvant également accueillir de nouvelles activités
  - Maintenir les éléments paysagers définis dans la ZAC traitant les interfaces avec les zones d'habitat voisines

- **Promouvoir la dimension touristique de Saint-Viance**
  - Intégrer le projet de voie verte de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive
  - Mettre en valeur le patrimoine bâti du bourg
  - Envisager la création d'une aire de camping-car

- **Encourager le développement d'activités dans le bourg et les secteurs d'habitat, dans une logique de mixité des fonctions**
  - Dynamiser la centralité historique de la commune en favorisant l'installation de commerces et services à forte valeur ajoutée
  - Permettre le développement d'activités au sein de toutes les zones d'habitat sous conditions
  - Prendre en compte les activités disséminées sur le territoire communal

Axe 3 : Préserver les singularités paysagères et écologiques de la commune

- **Maintenir les fonctionnalités écologiques des milieux identifiés dans la Trame Verte et Bleue**
  - Préserver et valoriser les espaces naturels et boisés

- Protéger les arbres remarquables de la commune
- Protéger le maillage dans sa globalité pour l'intérêt des services environnementaux et paysagers

- **Valoriser les singularités du paysage de la vallée**
  - Créer un réseau de point de vue en lien avec les sentiers de randonnées
  - Créer un maillage de mobilités douces ombragées
  - Favoriser la mise en valeur et la protection du patrimoine bâti identitaire de la commune

- **Conforter l'identité du bourg**
  - Requalifier les espaces publics du centre-bourg ancien
  - Qualifier la lisière et les entrées de bourg

1.2 Le scenario de développement retenu

La commune de Saint-Viance souhaite permettre à son territoire de poursuivre son développement de manière raisonnée, afin de conserver une dynamique démographique essentielle au maintien de son cadre de vie, de ses équipements et services en particulier.

C'est ainsi que les élus ont fait le choix de maintenir la croissance démographique observée récemment, à savoir un taux de croissance annuel moyen de 1,2%. Ainsi, d'ici 15 ans, la commune souhaite accueillir 400 habitants supplémentaires (27 habitants/an en moyenne), soit une population communale qui atteindrait les 2 340 habitants.

En définitive, le projet démographique est en cohérence avec l'évolution de population observée sur la dernière décennie. Il permettra de poursuivre l'implantation de population de manière mesurée et stable dans le temps, permettant l'implantation de nouveaux jeunes ménages ou de familles avec enfants et le maintien des plus âgés, de manière pérenne.

Habitat

Le scenario choisi représente une augmentation d'environ 27 habitants par an en moyenne (soit un TCAM de 1,2%).

Ce scenario se structure par la poursuite de l'évolution démographique observée entre 2014 et 2020, période de léger ralentissement de la croissance de population sur la commune. En effet, sur la période 2008-2020, le TCAM était de 1,3%.

Soit 400 habitants sur les 15 ans à venir

Nécessitant un besoin de **165 nouveaux logements pour accueillir cette population** (à raison de 2,42 personnes par logement)

En plus, il est primordial d'anticiper les évolutions de la structure des familles, au vu notamment du vieillissement de population constaté ces dernières années. La taille des ménages actuelle risque de se réduire à l'avenir. Il est donc nécessaire de majorer le besoin en logements sur la commune (réduction à 2,2 personnes par ménage).

Soit un besoin de 82 logements pour anticiper le desserrement des ménages

Enfin, le faible taux de logements vacants sur la commune (3,4% selon l'INSEE en 2020) ne facilite pas le parcours résidentiel des ménages sur la commune. La production de logements est ainsi majorée dans le scenario retenu dans l'optique d'atteindre 5% de logements vacants d'ici 15 ans. Ainsi, 25 logements supplémentaires sont prévus *(RP 2020 = 780 logements/90,5% LV 2020 = 29 logements/3,4%. Si LV 2035 = 54 logements/5%, RP 2035 =1027 logements/ 90%)*

Soit un besoin de 25 logements supplémentaires

Bilan :

Production de logements : 165 + 82 + 25 = 272 logements à prévoir

Surface à ouvrir à l'urbanisation : 272 x 833 m² (12 logements/ha) = 22,7 hectares

22,7 ha + 1,3 ha = 24 hectares

De ce fait le besoin en surface constructible pour l'habitat est estimé à 24 hectares environ pour les quinze prochaines années via la révision générale du PLU. Ainsi, le PLU devra permettre une meilleure maitrise de la consommation de l'espace. La densité de construction appliquée est en phase avec l'objectif défini par le SCOT Sud Corrèze, démontrant l'importance pour la collectivité de modérer la consommation de l'espace sur la commune.

Le taux de 25% majorant la surface ouverte à l'urbanisation à vocation d'habitat est destiné à prendre en compte la surface urbanisable pour la réalisation des équipements et espaces communs sur les zones 1AU. La surface allouée à ces zones, faisant l'objet d'une OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation), représente 5,2 hectares. Elles nécessiteront dans la plupart des cas de permis d'aménager générant des surfaces consommées pour la voirie, le stationnement, les espaces publics communs (espace vert, aire de jeux, place, …).

Activités économiques

L'existence de la zone d'activités de la Nau, disposant encore de superficie libre de constructions, a été intégrée dans le projet de PLU. Ainsi, seules les surfaces existantes dans la ZAC ont été prises en compte. Il n'y a pas d'extensions supplémentaires envisagées sur la zone. Seuls des terrains non inclus dans la ZAC et englobés dans l'urbanisation existante ont été englobés.

Au total, 8,6 hectares de superficie à vocation d'activités économiques sont identifiés dans le projet de PLU.

1.2.2 Mise en perspective avec l'objectif de réduction de la consommation d'espaces défini par la Loi Climat & Résilience

Comme indiqué dans le diagnostic, la consommation observée sur Saint-Viance entre 2011 et 2021 est de 27 hectares environ, répartis de la manière suivante :

- 9,3 hectares en densification
- 17,4 hectares en extension urbaine correspondant à la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

Ainsi, d'ici 2031, la consommation d'espace NAF doit être divisée par deux soit 8,7 hectares.

Le projet de PLU prévoit 10,6 hectares de consommation d'espaces NAF d'ici 15 ans (soit à un horizon 2039).

1.2.3 Répartition des surfaces du projet de PLU

Le projet de PLU de Saint-Viance au travers de son PADD a indiqué un recentrage de l'urbanisation en priorité sur les secteurs du bourg et ceux étant les plus proches du bourg.

Ainsi, le bourg doit être la centralité urbaine de la commune même si elle est aujourd'hui contrainte par le risque inondation. Néanmoins, des possibilités existent au sein de l'enveloppe bâtie, classée en zone bleue dans le PPRi Vézère. Une OAP a d'ailleurs été définie afin de proposer les grandes lignes d'une organisation future du bourg, en lien avec le projet de réhabilitation de l'école. Une densification de l'habitat est également proposée en lien avec une dynamisation de l'activité économique, en particulier commercial autour.

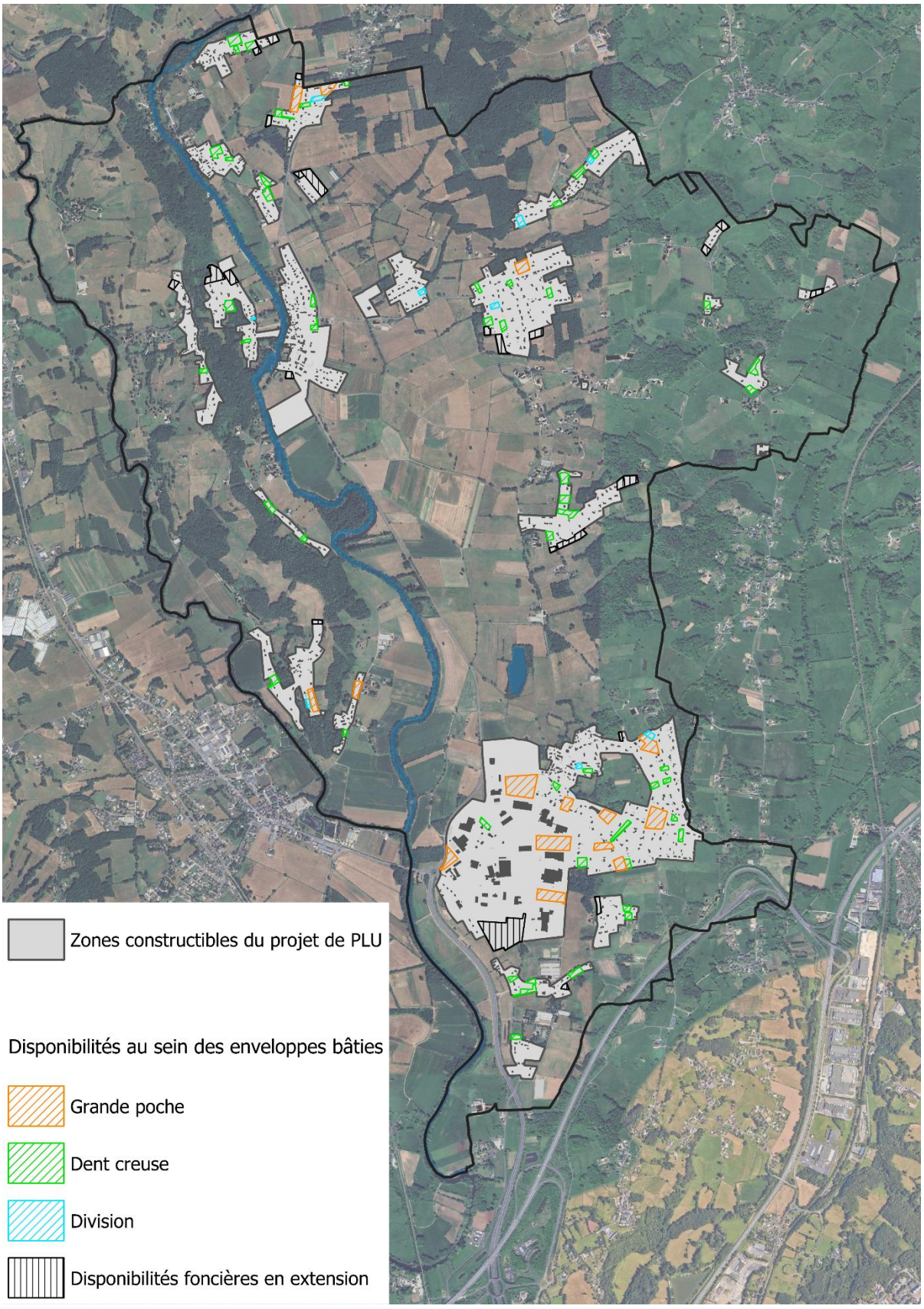
Différents secteurs urbains proches du bourg se sont développés ces dernières années, au travers notamment du Règlement National d'Urbanisme (RNU). Il s'agit de secteurs hors zones PPRi mais étant suffisamment proches du bourg pour apporter un bénéfice en matière de scolarisation des enfants sur la commune, de consommation dans les commerces et services existants et à venir, … il s'agit du secteur des Garennes, des Jargasses/du Succalet, de la Feyrie, des Rebières, de la Bastide, des Baysses, de l'Echamel et du secteur d'Auger/Lagarde/le Genébrier. Au sein de ces secteurs, 12,4 hectares de surfaces à bâtir dédiées à l'habitat ont été identifiés : 6,9 hectares en densification des espaces bâtis et 5,5 hectares en extension, soit plus de la moitié de la surface constructible définie en extension (à savoir 10,6 ha). Ces secteurs sont d'ailleurs favorables à des déplacements alternatifs aux déplacements motorisés, que ce soit piétons ou cyclables. Des chemins existent pour certains :

- Chemin des pêcheurs le long de la Vézère, entre la Bastide et le bourg ;
- Chemin des Promeneurs entre l'Echamel et le bourg ;
- Voies communales peu fréquentées traversant la plaine entre Lagarde et le Bourg.

Pour le secteur des Jargasses/du Succalet, un emplacement réservé a été défini en bordure de la Route de la Petite Vallée (RD 133), permettant ainsi de relier par des modes doux l'un des principaux secteurs d'habitat de la commune au bourg.

Les autres secteurs, notamment ceux situés au sud et au nord-est, ne sont pas voués à être étendus, si ce n'est sur des superficies très réduites dans le but de terminer leur urbanisation. Seule la ZA de la Nau dispose de vastes superficies constructibles en extension de l'urbanisation qui sont commercialisées ou acquises dans l'attente de projet (environ 3,4 hectares). Sur l'ensemble de ces secteurs, 10,7 hectares ont été identifiés pour accueillir de nouveaux logements : 9,5 hectares en densification des espaces bâtis et 1,7 hectare en extension.

	Zones du PLU	Superficie (en ha)	Capacité constructible (en ha)		
			Densification	Extension	Total
A vocation principale d'habitat	Ua	7,8	0,3	0,2	0,5
	U	167,0	13,1	4,2	17,3
	1AU	5	2,8	2	4,8
	Ah	3,2	0,2	0,8	1
A vocation d'équipements publics	Ue	2,2	-	-	-
A vocation d'activités économiques	Ux/Uxn	61	5,3	3,4	8,7
	Ax	0,6	-	-	-
A vocation d'activités sportives et de loisirs	Nl	3,8	-	-	-
Agricole	A	1 105,2	-	-	-
Naturelle	N	292,2	-	-	-
Total constructible			21,7	10,6	32,3
Dont à vocation principale d'habitat			16,4	7,2	23,6
Dont à vocation d'activités économiques			5,3	3,4	8,7



Identification des surfaces construcitlbes du projet de PLU

2 Justifications des motifs de délimitation des zones et règles applicables sur le règlement

La commune traduit son projet d'aménagement et de développement durables dans le zonage en définissant plusieurs types de zones : les zones U (urbaines), les zones AU (à urbaniser), les zones A (agricoles) et les zones N (naturelles).

2.1 Le règlement graphique

2.1.1 Les zones urbaines

La délimitation des zones urbaines

Article R.151-18 du Code de l'Urbanisme :

Les zones urbaines sont dites " zones U ". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Les zones urbaines (zone U) sont des zones dans lesquelles les équipements publics (voiries, alimentation en eau potable, électricité, réseau public d'assainissement s'il existe, défense incendie, …), existants ou en cours de réalisation, permettront d'admettre immédiatement des constructions. En classant ces zones U, la commune admet implicitement qu'elles ont le niveau d'équipement nécessaire à une urbanisation immédiate.

Différentes zones urbaines ont été délimitées, présentant les caractéristiques suivantes :

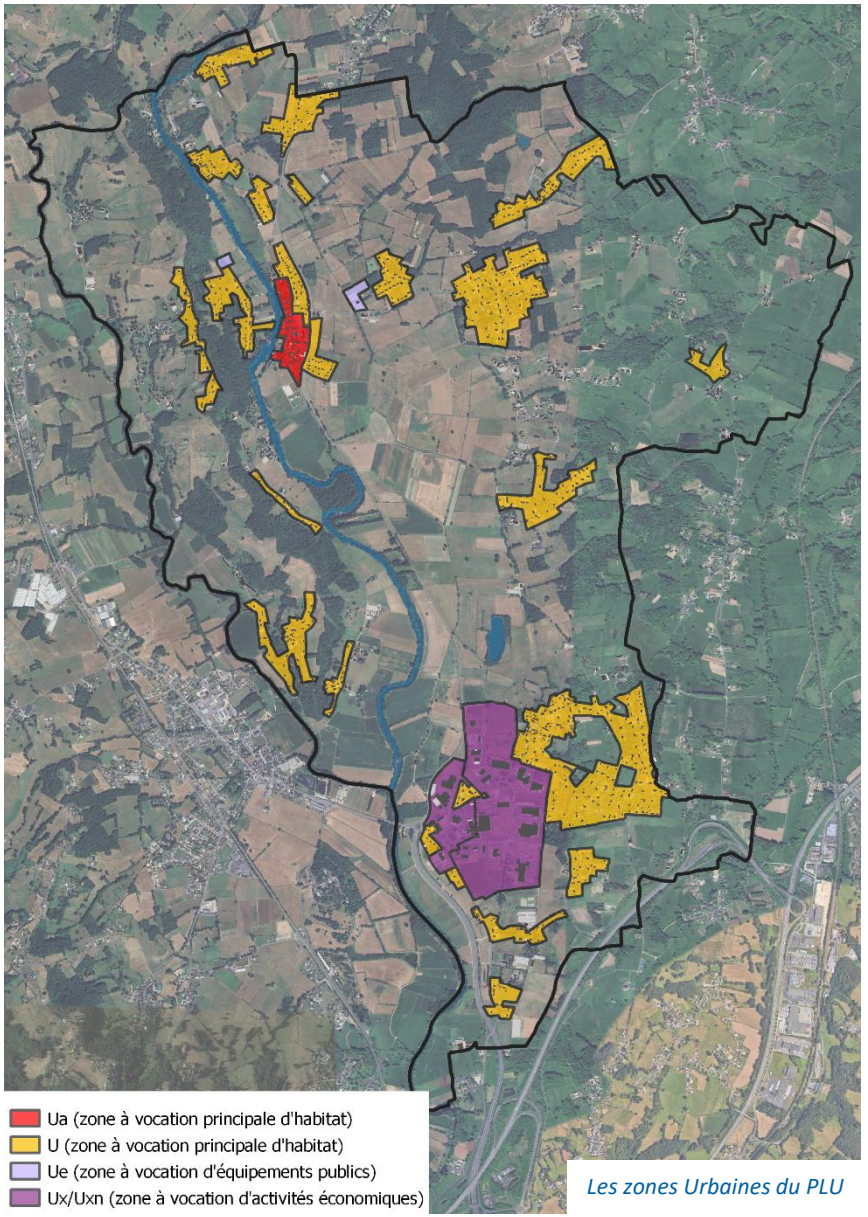
- La zone Ua, d'une superficie de 7,8 hectares, délimitée sur le bourg ancien de Saint-Viance, est caractérisée par un cadre bâti dense et ancien, avec une forme urbaine homogène. Elle est composée essentiellement d'habitat mais elle accueille des commerces et des services également. Cette zone est vouée à être densifiée en requalifiant les espaces imperméabilisés (parkings notamment). Une OAP a été définie pour encadrer le réaménagement de cet espace.

- La zone U, d'une superficie de 167 hectares, comprend les villages constructibles et secteurs d'extensions pavillonnaires de la commune, sur lesquels aucune contrainte à l'urbanisation liée à l'activité agricole n'est présente. Elle recouvre les extensions du bourg ancien de Saint-Viance, les secteurs des Baysses, de l'Echamel et de Vincent, de Prach, de Saint-Martin, des Teyres, de la Grange, des Combes, de la Mijale, des Trinquilles et du Rieux, du Genébrier et d'Auger, des Jargasses et du Succalet, de l'Artige, de la Gratade, des Rebières et des Rebières Blanches, de la Feyrie et de la Bastide.

- La zone Ue, d'une superficie de 2,2 hectares, comprend des zones d'équipements publics actuelles et futures, à développer. Il s'agit de la zone située à la Garenne comprenant actuellement l'atelier communal et le terrain de pétanque où la commune souhaiterait réaliser une aire de camping-car et d'une zone aux Baysses destinée à un projet de nouveau cimetière, l'existant étant enclavée au centre du bourg et ne pouvant s'étendre.

- Les zones Ux/Uxn, d'une superficie 61 hectares, correspond à la zone d'activités de la Nau (Uxn = zone d'activité communautaire et Ux = partie avec des activités n'appartenant pas à zone d'activités en tant que telle). Elle abrite des entreprises et des possibilités de nouvelles installations existent également.

Dans les zones U, les terrains susceptibles de recevoir de nouvelles constructions sont évalués à environ 26,5 hectares dont 17,8 hectares à vocation d'habitat et 8,7 hectares à vocation d'activités économiques. Ces zones sont desservies par les réseaux d'eau potable et d'électricité. Elles sont en grande partie équipées d'un réseau d'assainissement collectif auquel les constructions ont obligation d'être raccordées lorsque celui-ci est présent. Sinon, la mise en place d'un dispositif d'assainissement autonome doit être réalisée avec accord du SPANC.



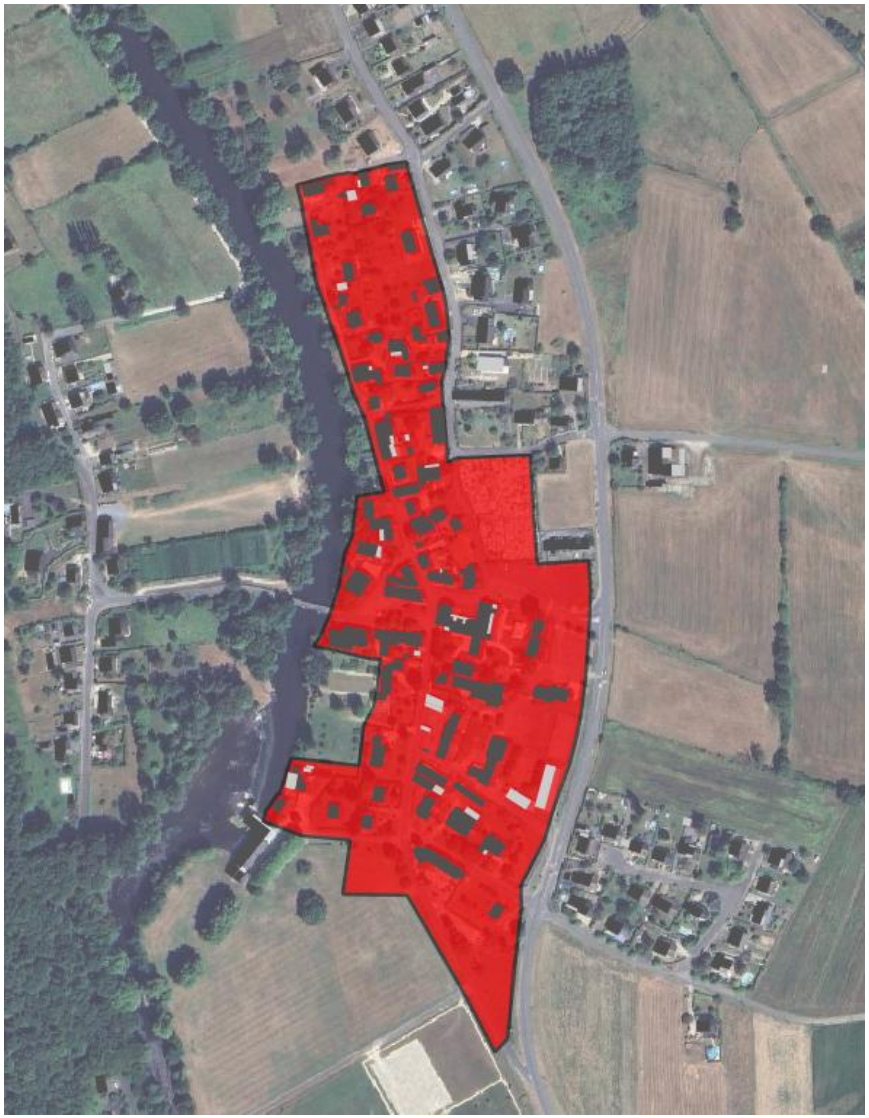
Les zones Urbaines du PLU

La zone Ua : zone urbaine à vocation principale d'habitat (bourg ancien de Saint-Viance)

La zone Ua correspond au centre ancien du bourg. Le bâti y est relativement dense, avec quelques places et jardins qui contribuent à aérer le tissu urbain. Le bâti est doté d'une grande qualité architecturale et est implanté généralement en accroche ou léger retrait de la voirie, revendicatif d'une forme urbaine traditionnelle.

La zone Ua regroupe également des activités et équipements (école et commerces notamment) mais dont le fonctionnement est compatible avec la fonction résidentielle qui prédomine au sein de cette zone.

La qualité architecturale du bâti a été intégrée dans le règlement du PLU, favorisant l'extension du bâti et la réhabilitation de manière traditionnelle. De plus, cette zone est desservie par les réseaux, d'assainissement, AEP et d'électricité et est défendue contre le risque incendie.

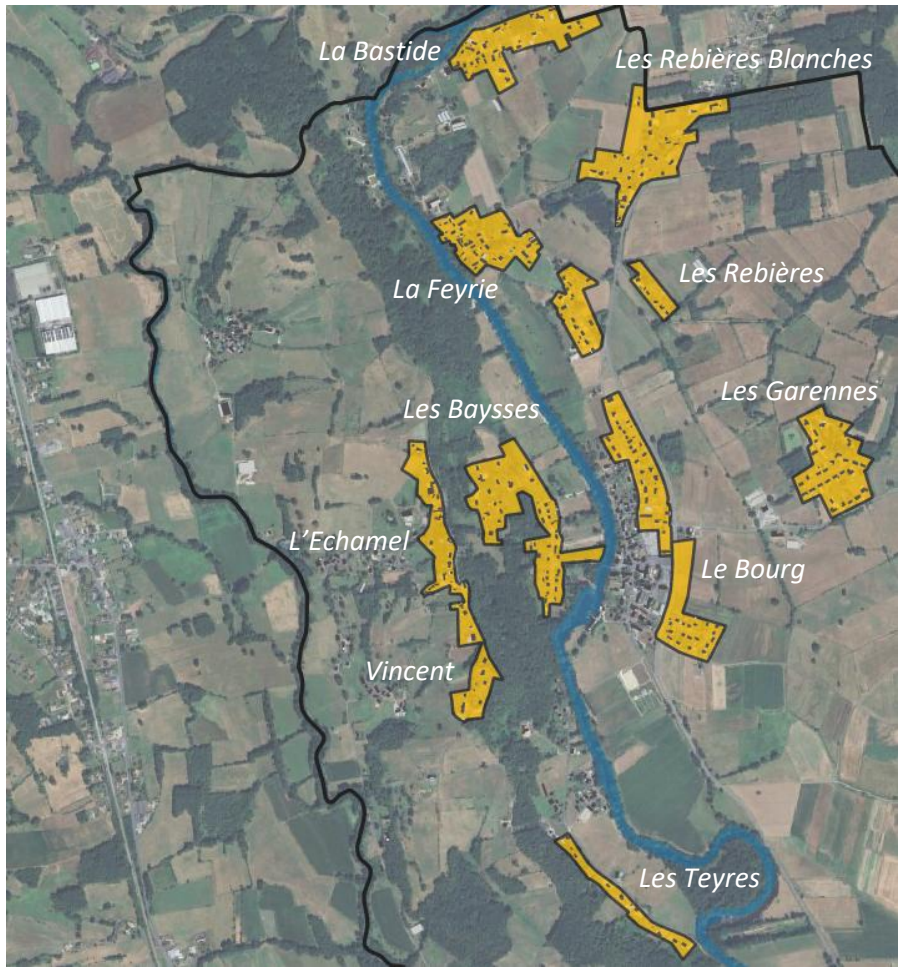


La zone Ua

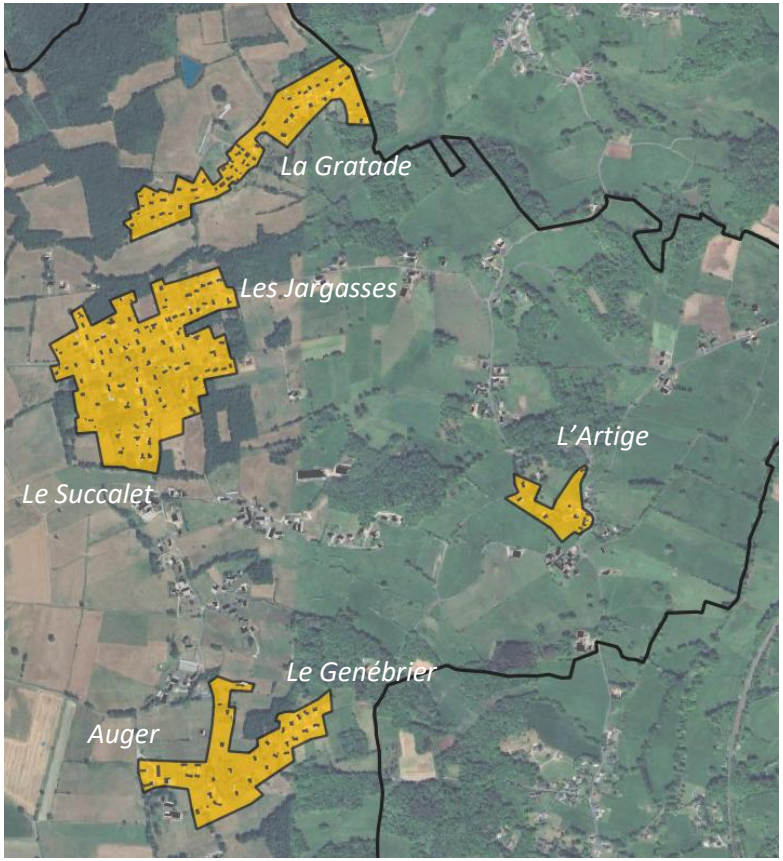
La zone U : zone urbaine à vocation principale d'habitat (villages et extensions pavillonnaires)

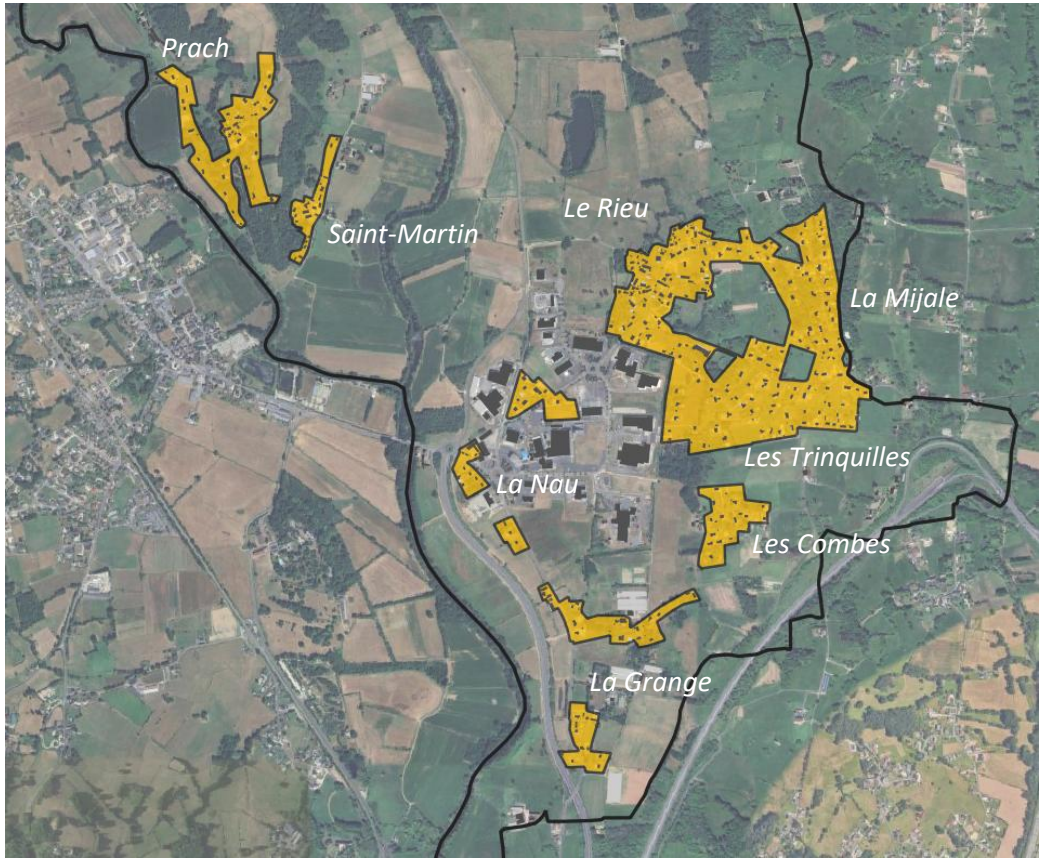
La zone U correspond aux secteurs de développement d'habitat où l'on observe une diversité des formes d'habitat (groupés et individuels). Ils se sont développés dans la continuité du bourg ainsi que sur les différents villages. Les constructions sont généralement implantées en retrait par rapport à la voie, en milieu de parcelle. Cette zone à vocation à être densifiée, puisque des espaces interstitiels ont été identifiés au sein de cette zone (13 hectares de dents creuses).

Cette zone est également desservie par les réseaux AEP et d'électricité et est défendue contre le risque incendie. Le réseau d'assainissement collectif est présent sur une grande partie des secteurs à l'exception de l'Artige, la Gratade, la Bastide, la Feyrie, l'Echamel et Vincent ainsi que Prach.



La zone U – Partie Nord-Ouest





La zone U – Parties Nord-Est et Sud

La zone Ue : zone urbaine à vocation d'équipements publics

La zone Ue regroupe deux secteurs dont la vocation d'équipements publics sera développée à l'avenir :

- Une zone au secteur des Garennes, prenant en compte l'atelier municipal et le terrain de pétanque, où un projet d'aire de camping est souhaité par les élus. Son emplacement est idéal à savoir proche du bourg, tout en étant dans un secteur calme et desservi par les réseaux ;

- Une zone aux Baysses, proche du bourg, permettant de créer un nouveau cimetière étant donné que l'actuel ne peut pas s'étendre et est soumis au risque inondation. La localisation choisie s'explique donc de par la proximité au bourg et la maitrise foncière d'une partie de la zone par la commune.



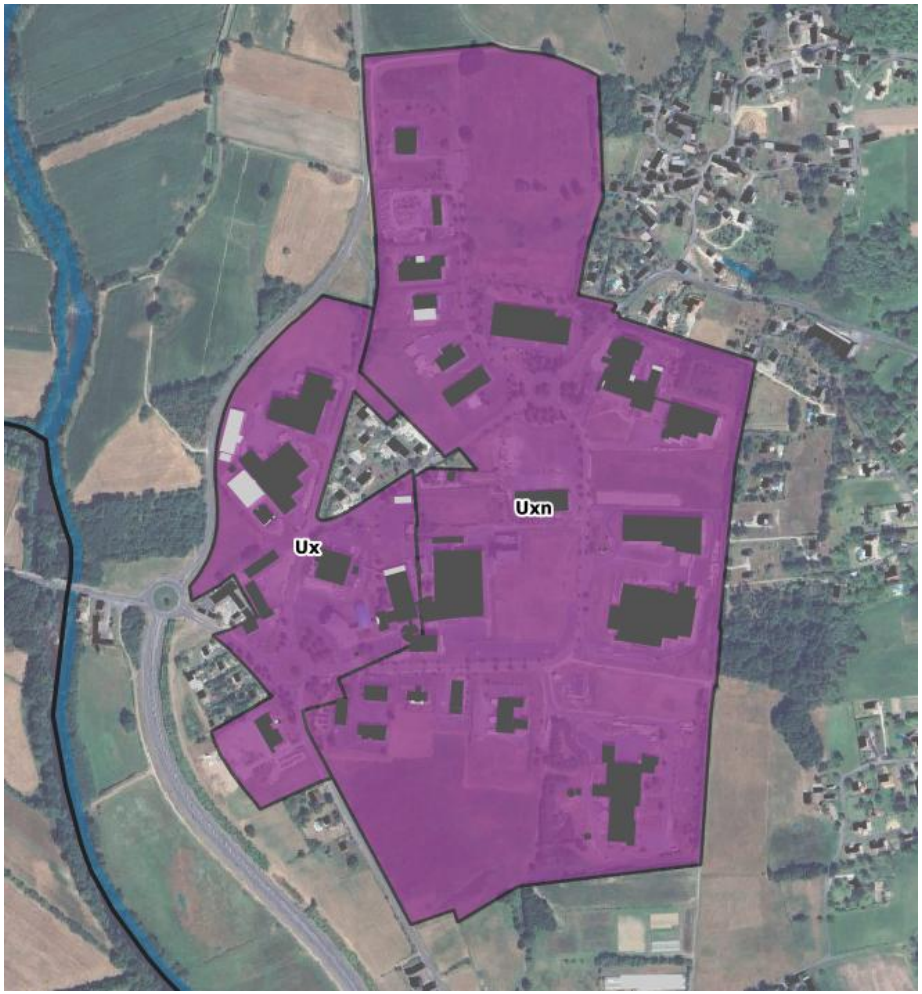
La zone Ue

La zone Ux : zone urbaine à vocation d'activités économiques

La zone Ux a été délimitée sur le secteur de la Nau, comprenant la zone d'activités communautaire ainsi que des activités et des terrains présents à proximité.

Un sous-secteur Uxn a été défini sur la ZAC de la Nau où seules certaines destinations sont autorisées, au regard de la vocation de cette zone (artisanat et commerce de détail, restauration, industrie, entrepôt et bureau).

Le principe de ces zones est que les activités existantes puissent se développer et que de nouvelles entreprises s'y installent.



Les zones Ux et Uxn

2.1.2 Les zones à urbaniser

Les zones d'urbanisation future (zones AU) correspondent à des secteurs présentant un caractère pour l'instant naturel ou agricole mais qui sont voués à l'urbanisation dès lors qu'ils seront équipés (voirie, eau, électricité, assainissement, défense incendie…).

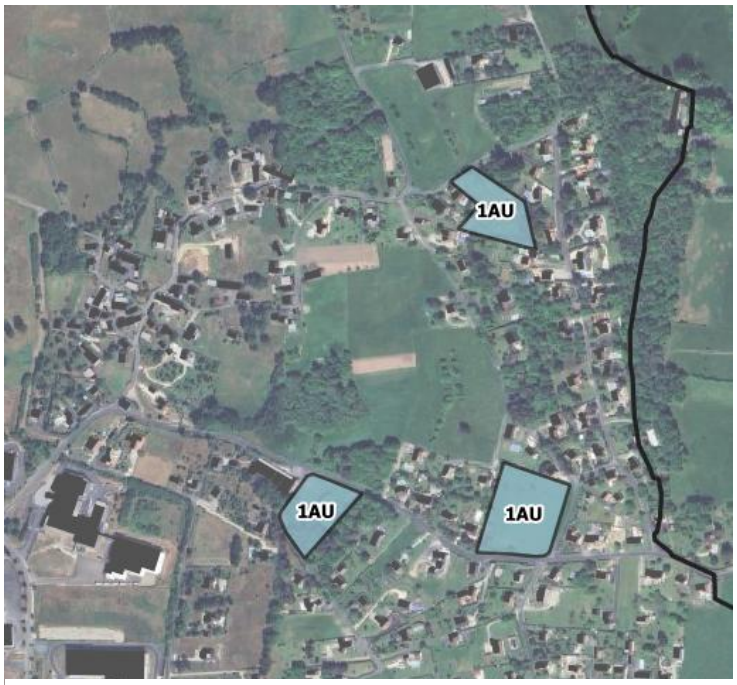
Article R.151-20 du Code de l'Urbanisme :

Les zones à urbaniser sont dites " zones AU ". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation est subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme comportant notamment les orientations d'aménagement et de programmation de la zone.

L'urbanisation de ces secteurs est conditionnée au respect des principes d'aménagement contenus dans les OAP du présent PLU.



Zone 1AU – La Mijale et les Trinquilles



Zone 1AU – Le Genébrier



Zone 1AU – Les Jargasses



Zone 1AU – Les Baysses et les Rebières

La zone 1AU (zone à urbaniser ouverte) est localisée sur sept secteurs non bâtis, d'une superficie allant de 4 000 m² à 1,2 hectare, situés au sein ou en continuité immédiate de l'enveloppe bâtie. Ces zones sont situées sur les secteurs les plus proches du bourg (Les Baysses, les Rebières, les Jargasses et le Genébrier) ou sur le secteur le Rieux-La Mijale-Les Trinquilles permettant ainsi sa densification.

Ces zones sont vouées à accueillir plusieurs constructions et à faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble permettant une organisation et une diversification des formes d'habitat.

La superficie nette disponible au sein de cette zone est de 3,5 hectares (5 hectares de superficie brute), permettant l'accueil d'un minimum de 44 logements, représentant une densité moyenne de 12,5 logements/hectare.

Leur aménagement devra être compatible avec les OAP définies.

2.1.3 Les zones agricoles

Article R.151-22 du Code de l'Urbanisme :

Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Article R.151-23 du Code de l'Urbanisme :

Peuvent être autorisées, en zone A :

1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci.

Article L.151-11 du Code de l'Urbanisme :

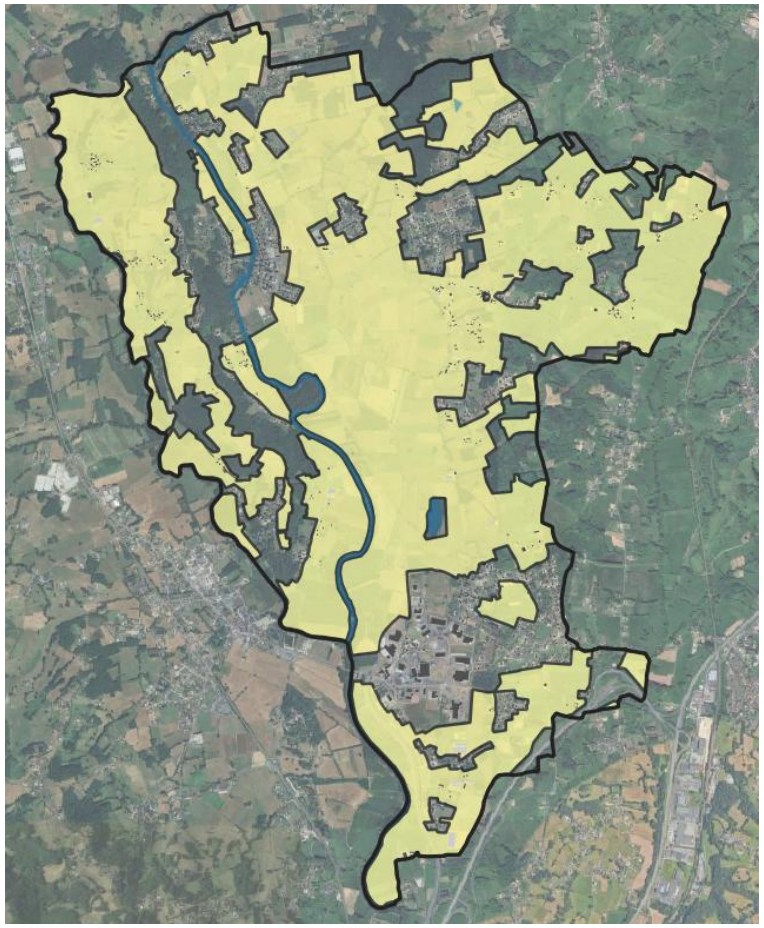
I- Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut :

1° Autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;

2° Désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

II- Dans les zones agricoles ou forestières, le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

III- Lorsque le règlement n'interdit pas les constructions ou les installations mentionnées au II du présent article, les installations de méthanisation mentionnées à l'article L. 111-4 sont considérées comme de telles constructions ou de telles installations. Ces projets d'installations sont préalablement soumis pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.



La zone agricole

La zone A : zone agricole

La zone A correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, qui sont à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Le conseil municipal a souhaité protéger les terres agricoles et les secteurs agricoles caractérisés par des terres de bonne qualité, conformément au deuxième axe du PADD.

Les bâtiments d'activités sont également classés en zone A. Ils sont généralement éloignés des villages et ont des volumétries simples. Il est nécessaire de maintenir, sur le territoire communal, une activité agricole significative en équilibre avec le développement urbain. Certains villages ont été classés en zone agricole car des bâtiments agricoles (bâtiments d'élevage notamment) sont toujours fonctionnels ou alors parce qu'il s'agit de villages n'ayant pas vocation à s'étendre (Merlhiac, Chassagnac et Aucher notamment). Les habitations existantes peuvent néanmoins évoluer (rénovation, extensions et annexes) et des changements de destination de bâtiments repérés sur le règlement graphique sont possibles. Leur transformation en logement notamment permettra à ce bâti remarquable de perdurer dans le temps.

Les secteurs Ah : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées à vocation d'habitat

Il s'agit de STECAL définis par l'article L.151-13 du Code de l'urbanisme.

La volonté de la commune est de terminer l'urbanisation de hameaux soit par le comblement de dents creuses soit par une extension immédiate qui ne sera pas poursuivi. Une à deux constructions supplémentaires sont prévues sur ces secteurs. Ils sont tous desservis par les réseaux et les terrains identifiés ne consomment pas de foncier utilisé par l'agriculture.

Il s'agit des hameaux de Mounac-Nord, Mounac-Sud et Lagorse.

Les nouvelles constructions à usage d'habitation sont autorisées dans ces secteurs.



Les STECAL Ah

Les secteurs Ax : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées à vocation d'activités économiques

Il s'agit de STECAL définis par l'article L.151-13 du Code de l'urbanisme.

Ils ont été définis dans le but de prendre en compte des activités économiques disséminées sur la commune. Il s'agit d'une entreprise de menuiserie et un garage automobile.

La définition de STECAL permettra un développement limité de ces activités existantes qui sont situées en dehors d'une zone d'activités économiques.



Entreprise Lenhart (menuiserie) au Poirier



Garage JC Automobiles



Les STECAL Ax

2.1.4 Les zones naturelles

Article R.151-24 du Code de l'Urbanisme :

Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;
4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Article R.151-25 du Code de l'Urbanisme :

Peuvent être autorisées en zone N :

1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changements de destination et aménagements prévus par les articles L. 151-11, L. 151-12 et L. 151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci.

Article L.151-11 du Code de l'Urbanisme :

I - Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, le règlement peut :

1° Autoriser les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;

2° Désigner, en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la commission départementale de la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

II - Dans les zones agricoles ou forestières, le règlement peut autoriser les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

La zone N : zone naturelle

La zones naturelle et forestière est appelée zone "N". Indépendamment du degré d'équipement, le classement en zone N doit être motivé, soit par la qualité du site ou des paysages et/ou leur intérêt esthétique ou historique, soit par le caractère majoritairement naturel des lieux qu'il s'agit dès lors de conserver. La zone N est donc très largement inconstructible. L'objectif de cette zone est de garantir la vocation d'espace naturel en réhabilitant les paysages et en restaurant les milieux en les rendant accessibles.

Le PLU s'est ainsi attaché à protéger toutes les masses boisées de la commune et la quasi-totalité des surfaces des zones naturelles participant des trames vertes et bleues.

Le PLU, qui délimite les espaces naturels à protéger, s'est ainsi attaché à protéger de nombreuses masses boisées de la commune et les zones naturelles participant des trames vertes et bleues. En ce sens, la matérialisation de la zone N répond à la volonté du conseil municipal de protéger l'ensemble des connexions entre les divers boisements et autres milieux servant de biotope pour la faune (cours d'eau, etc.). L'ensemble des liaisons fonctionnelles entre les différents écosystèmes permettant d'assurer la migration des espèces est ainsi préservé. La physionomie des corridors écologiques correspond soit à des structures linéaires (haies, bords de chemins, cours d'eau) ou bien à des matrices paysagères plus larges assurant une continuité avec les différents îlots relais (bosquet, pièce d'eau, etc.).

Dans la zone naturelle, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions, de constructions d'annexe dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur d'emprise et de densité de ces extensions permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

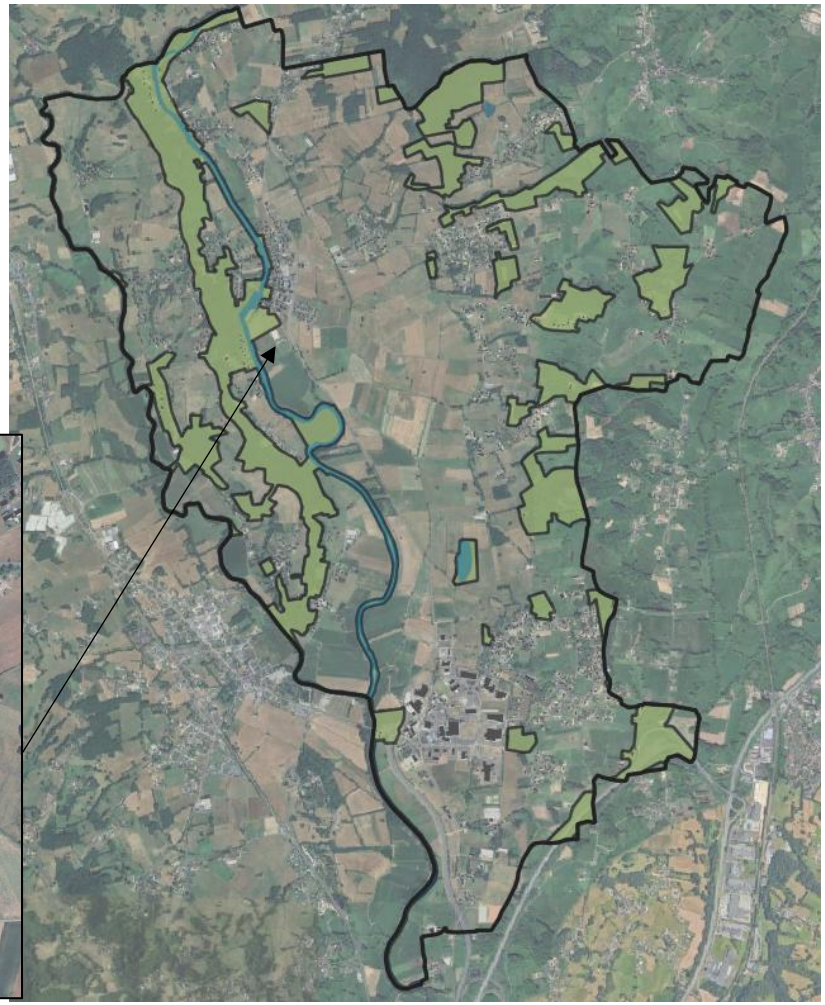
Le secteur Nl : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées à vocation d'activités sportives et de loisirs

Il s'agit d'un STECAL définis par l'article L.151-13 du Code de l'urbanisme.

Il a été défini dans le but de prendre en compte le site d'équipements sportifs de plein air, composé du stade et de l'aire intergénérationnelle. Ces équipements sont situés en zone rouge du PPRi, contraignant fortement le développement d'équipements bâtis notamment.

La définition de STECAL permettra l'évolution de l'existant et l'aménagement d'espaces de loisirs et de sports de plein air qui ne porteront pas atteinte au règlement du PPRi.





La zone naturelle

Le changement de destination des bâtiments en zone A et N

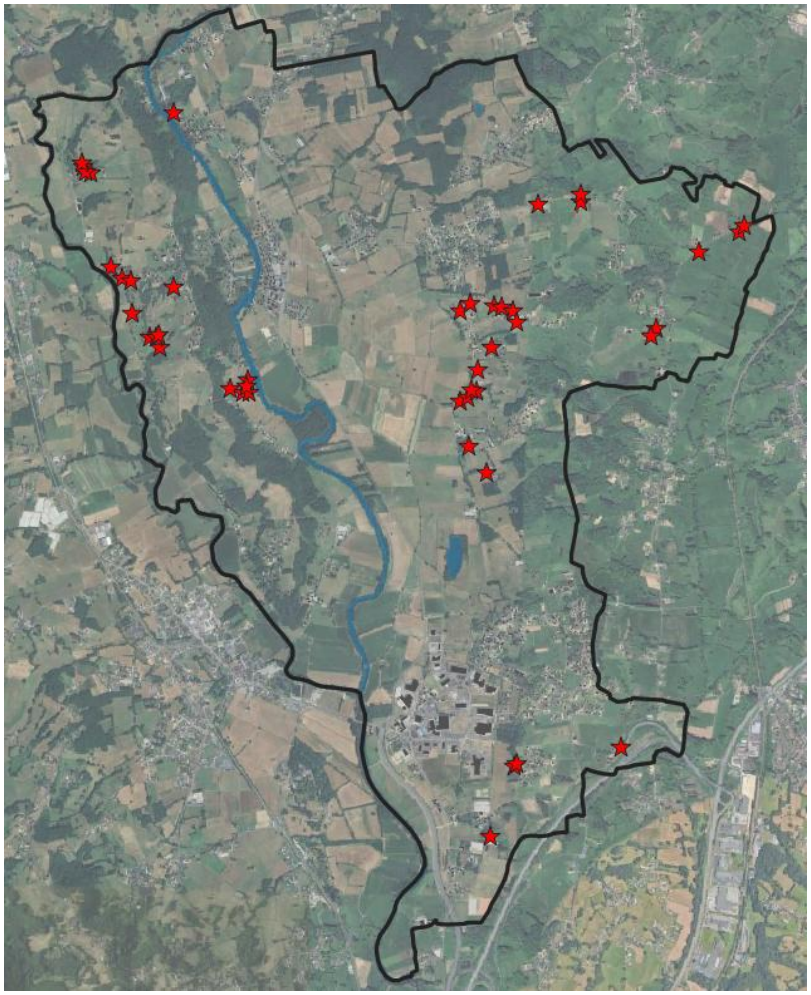
Des bâtiments ont été identifiés sur le plan de zonage via une étoile. Ils sont situés en zone A ou N ; le changement de destination est soumis à l'avis conforme de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF) en zone agricole et de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) en zone naturelle. Les éléments identifiés sur le règlement graphique présentent un intérêt patrimonial avéré et ont les réseaux situés à proximité.

Les 45 bâtiments identifiés sont situés au sein de villages disposant déjà d'habitations. Quelques granges sont situées dans des rayons de protection de bâtiments agricoles, leur changement de destination devra à la fois avoir reçu l'avis de la CDPENAF ou de la CDNPS et qu'un accord entre le pétitionnaire et l'agriculteur soit conclu devant le notaire.





Exemples de bâtiments identifiés



Les bâtiments identifiés pour un changement de destination en zone A et N

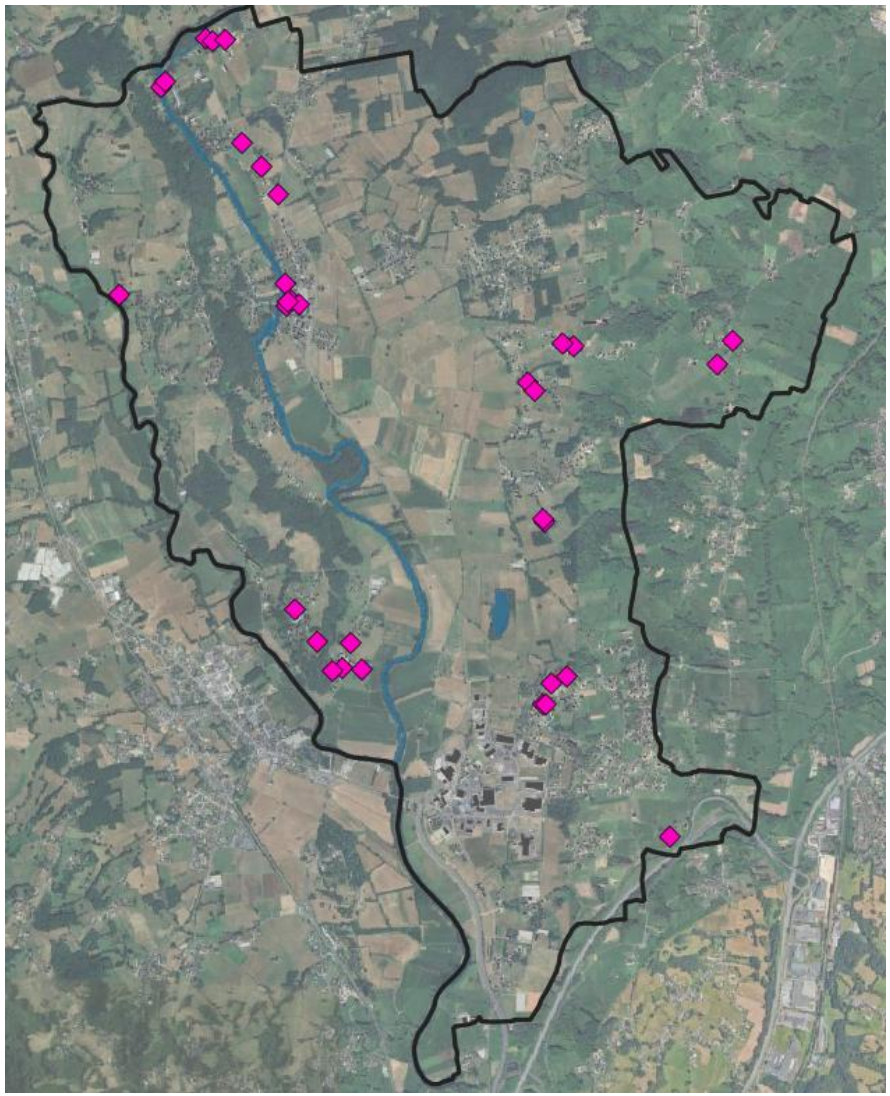
Les éléments de patrimoine à préserver au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme

Article L.151-19 du Code de l'Urbanisme :

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation leur conservation ou leur restauration. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L. 421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Le patrimoine vernaculaire

La commune a choisi d'identifier des éléments de patrimoine vernaculaire tels que des croix, puits et fours présents sur le territoire. Ces derniers avaient fait l'objet d'un recensement communal, que les élus ont souhaité reprendre dans le PLU.



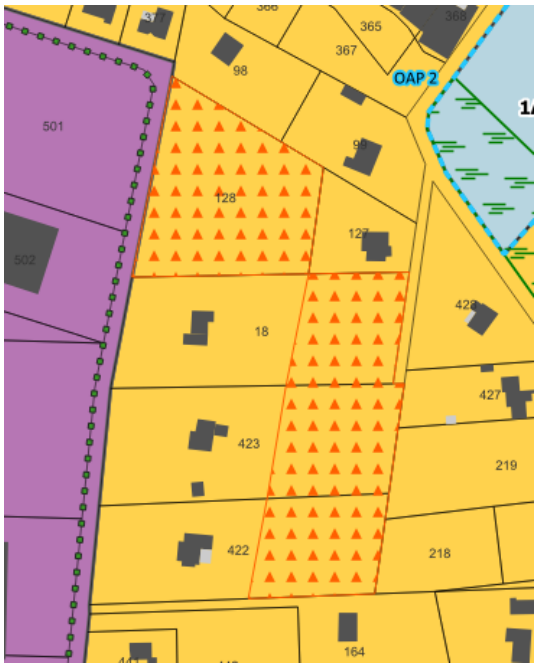
Les éléments de patrimoine vernaculaire identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme

Les espaces de jardins à préserver au sein des espaces urbanisés

Au sein de la zone U, sur le secteur des Trinquilles, de grandes parcelles bâties sont présentes. Elles sont composées de maisons individuelles et de grands jardins pouvant être assimilés à des parcs.

Ces derniers participent à l'ambiance « verte » du secteur, permettant une insertion discrète des constructions dans l'environnement. De plus, pour certains, ils ne sont pas accessibles pour envisager un découpage parcellaire en vue de lotir.

Ils sont ainsi préservés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Les constructions sont interdites exceptées les constructions annexes à l'habitation.

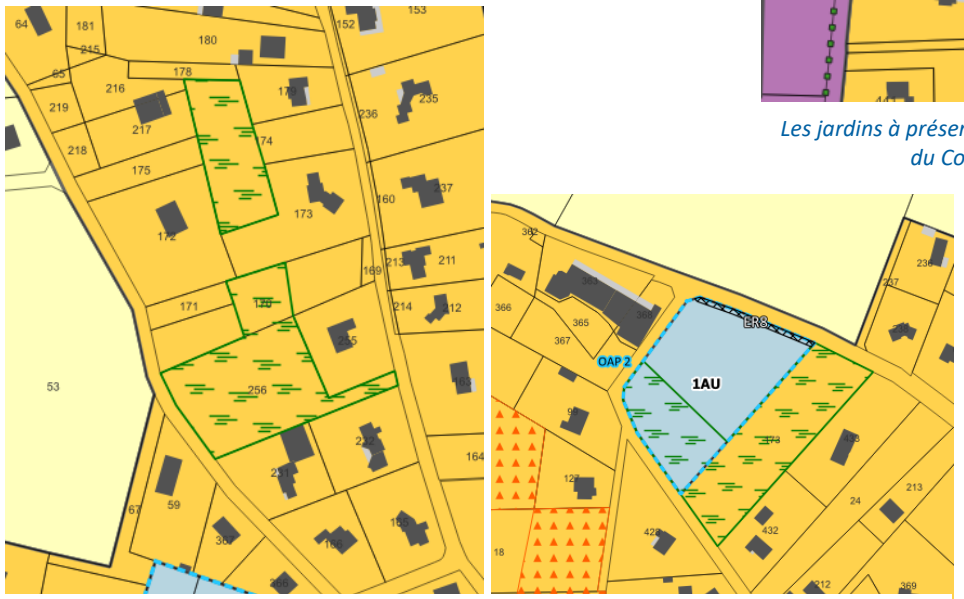


Les jardins à préserver au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme

Les espaces boisés à conserver au sein des espaces urbanisés

Les secteurs des Trinquilles et de la Mijale sont des secteurs relativement boisés où l'urbanisation s'est développée de manière grandissante. Elle a su néanmoins se faire discrète notamment sur la Rue des Sapins.

Ainsi, ces secteurs faisant l'objet d'une densification de l'urbanisation de leurs espaces bâtis dans le cadre du projet de PLU, les élus ont souhaité que le caractère boisé de certains espaces soit maintenu. Ils sont ainsi préservés de toute construction. Cela garantira sur certaines parcelles à bâtir une insertion harmonieuse des futures constructions comme ont peuvent l'être les constructions existantes.



Les espaces boisés à préserver identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme

L'espace tampon entre la zone d'activités de la Nau et les zones d'habitat voisines

La zone d'activités de la Nau a été créée par le biais d'une Zone d'Aménagement Concerté. Le règlement de la ZAC avait défini des espaces tampons à maintenir ou à créer entre la zone et les espaces habités autour.

Il s'agissait notamment que des haies/alignements d'arbres permettent de faire écran entre le village du Rieux et la zone de la Nau afin d'atténuer les nuisances visuelles et sonores que les bâtiments d'activités pouvaient générer.

Ces bandes tampons sont ainsi reprises à l'identique dans le règlement graphique du PLU.

Les éléments végétaux à préserver (haie, alignement d'arbres et ripisylve) au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme

L'analyse de l'impact du projet de PLU, en particulier en croisant les enjeux environnementaux avec la définition des zones constructibles, a permis d'identifier des éléments ponctuels qui participent à leur échelle à la préservation de la faune et de la flore locales.

Ainsi, un certain nombre de haies, alignements d'arbres ou encore ripisylves au sein ou en bordure de zone constructible ont été identifiés. Leur préservation a une incidence dans la réduction de l'impact du PLU sur l'environnement.

Ces éléments ont ainsi été préservés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. **Le détail de ces éléments est précisé dans la partie Evaluation Environnementale (voir partie 6).**



Le espaces tampons autour de la ZA de la Nau identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme

Les périmètres des secteurs concernés par des Orientations d'Aménagement et de Programmation

Sept secteurs au contour bleu ont été délimités sur les zones 1AU et certains terrains de grande superficie en zones U et Ah du PLU. Il s'agit de zones concernées par des Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles. De plus, une OAP sectorielle a été définie sur le bourg de Saint-Viance dans le but de cadrer les futurs aménagements/constructions et leur organisation.

Les emplacements réservés

10 emplacements réservés ont été identifiés sur le règlement graphique, dans le but que la commune de Saint-Viance ou la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive puisse acquérir et réaliser des aménagements pour améliorer le cadre de vie des habitants notamment.

Ces emplacements attraient surtout à la mobilité des personnes et notamment à favoriser les déplacements doux, à mettre en sécurité les secteurs de ramassage scolaire ou encore d'améliorer l'offre en stationnement sur le bourg.

En effet, les emplacements réservés n°1, 2 et 3 visent à favoriser les déplacements piétons et cyclables :

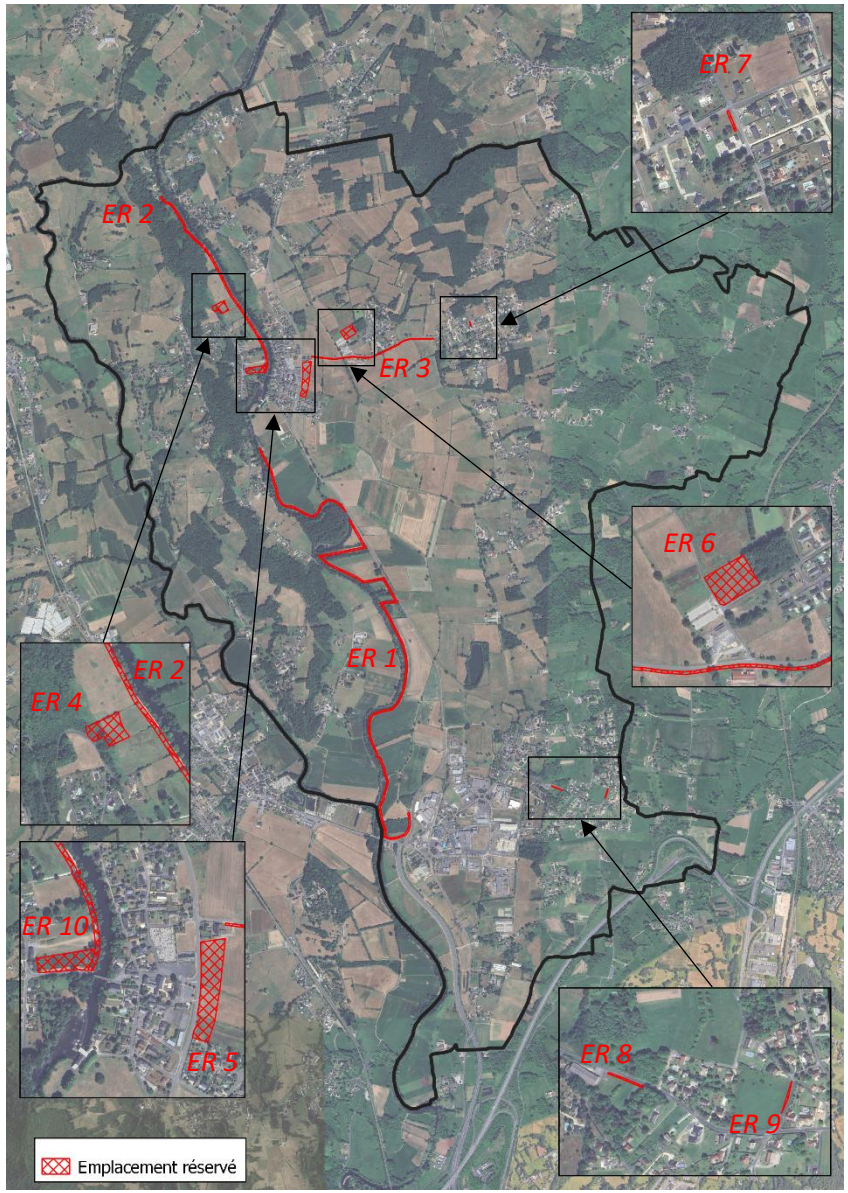
- ER 1 : Création d'une voie verte entre le bourg de Saint-Viance et la commune de Varetz afin de poursuivre la liaison douce Le Saillant-Lac du Causse, axe touristique de mobilité verte majeur porté par la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive ;
- ER 2 : Elargissement du chemin des pêcheurs, le long de la Vézère qui est un des tronçons de la voie verte déjà réalisée par la CABB. Ce dernier subit l'érosion des berges de la Vézère, il s'agirait ainsi de pouvoir l'écarter légèrement de la Vézère afin de le préserver.
- ER 3 : Création d'une voie de circulation douce le long de la RD 133 : il s'agit de créer une liaison douce entre le bourg et le secteur du Succalet/des Jargasses qui est un des principaux secteurs d'habitat de la commune. Sa proximité au bourg en fait un secteur indispensable à relier autrement que par les déplacements motorisés.

Les emplacements réservés n°5 et 10 sont destinés à créer de nouvelles aires de stationnement, en périphérie du bourg afin d'optimiser l'aménagement et la construction des aires actuelles au sein du bourg, qui sont constructibles car classés en zone bleu du PPRi. Les deux ER sont quant à eux situés en zone rouge mais leur aménagement pour du stationnement n'est pas contraint dès lors que toutes les dispositions sont prises pour ne pas altérées le libre écoulement des eaux. L'ER 10 permettrait de gérer le stationnement particulier des usagers de la voie verte.

L'emplacement réservé n°6 permettrait de réaliser une aire de camping-car, à proximité du bourg et sur un terrain desservi par les réseaux. Sa situation au niveau du lotissement des Garennes en fait un lieu idéal à la fois proche du bourg et au sein d'un espace tranquille pour les usagers.

Les emplacements réservés n°7, 8 et 9 sont quant à eux prévus pour créer des arrêts de bus en particulier pour le ramassage scolaire. Ils sont situés sur les secteurs des Trinquilles, de la Mijale et des Jargasses, sur des espaces le long ou à proximité de routes départementales fréquentées qui font actuellement défaut pour sécuriser la prise en charge et la dépose des écoliers.

Enfin, l'emplacement réservé n°4 a été défini dans le but de créer un nouveau cimetière, l'actuel ne pouvant être étendu du fait de sa position en plein bourg et en zone inondable. La situation du futur cimetière sur le secteur des Baysses, qui reste proche du bourg et hors zone inondable est ainsi idéale.



Les emplacements réservés

Les retraits générés par les Routes à Grande Circulation (Loi Barnier)

L'autoroute A89, qui longe la partie Sud de la commune, est classée Route à Grande Circulation par le Décret n°2009-615 du 3 juin 2009. Ainsi, en application de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme, les constructions (hors exception) doivent observer un recul minimal respectif de 100 mètres de l'axe de l'A89. Ainsi, ces retraits sont repris sur le plan de zonage.

Il est possible de déroger à ces retraits comme le stipule l'article L.111-8 du Code de l'Urbanisme, à condition de produire une étude prenant en compte les nuisances, la sécurité, la qualité architecturale, ainsi que la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Les zones de bruit issues du classement sonore des infrastructures de transports terrestres

La commune est concernée par ces dispositions issues de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2023. La RD 901 et l'A89 sont les deux axes routiers mentionnés. Des prescriptions acoustiques en matière d'isolation sont exigées pour les constructions qui s'implanteraient dans les bandes tampon identifiées (voir annexe du PLU).

Les rayons de protection autour des bâtiments d'élevage

Il s'agit qu'aucune nouvelle habitation de tiers ne s'implante à moins de 100 mètres d'un bâtiment afin de prévenir tout conflit de voisinage. Le Règlement Sanitaire Départemental et la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement fixe des reculs allant de 50 à 100 mètres en fonction du type d'animaux et du nombre.

Le SCOT Sud Corrèze préconise d'homogénéiser le recul à l'ensemble des bâtiments d'élevage en le fixant à 100 mètres. Ainsi, la commune a souhaité suivre cette recommandation en majorant de 50 m supplémentaire le recul autour des bâtiments d'élevage détenus par une exploitation ICPE. Cela permettra à un bâtiment d'élevage de pouvoir s'étendre de manière plus aisée ou qu'un nouveau bâtiment puisse s'implanter à proximité d'un bâtiment d'élevage existant. De même, si une exploitation venait à changer de statut, en passant du RSD à la réglementation ICPE, cela lui laisserait une marge de manœuvre plus confortable pour exploiter son bâtiment.

2.2 Le règlement écrit

Le Plan Local d'Urbanisme comporte un règlement fixant, en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les règles générales et les servitudes d'utilisations du sol permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L101-2 du Code de l'Urbanisme.

Items réglementaires	Principes justificatifs
Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité	
Destination des constructions	Habitation : Cette destination est vouée à se développer dans les zones Ua, U, 1AU et Ah définie au règlement graphique. Il s'agit du bourg et des principaux secteurs urbanisés de la commune. Au sein de la zone Ux, la sous-destination « Logement » peut être autorisée s'il s'agit de logements destinés aux personnes dont la présence permanente est nécessaire (direction, surveillance et gardiennage uniquement) et à condition qu'ils soient intégrés au bâtiment d'activité. Des dérogations sont ensuite permises uniquement en zone A et N : - De nouvelles constructions en zone A et N si cela est nécessaire à l'exploitation agricole ; - Des extensions et annexes aux habitations existantes en zone A et N sous conditions (ne pas compromettre l'activité agricole et la qualité paysagère du site, annexes non transformées en logement d'un seul niveau et limitées à 3 unités) ; Commerce et activités de service : Au sein des zones U et AU à vocation principale d'habitat, toutes les sous-destinations (à l'exception du commerce de gros) sont autorisées sous réserve que le volume et l'aspect des constructions soient compatibles avec le caractère des constructions avoisinantes et qu'elles ne créent pas de nuisances pour le voisinage. Il s'agit que des activités puissent être autorisées dans une logique de mixité des fonctions mais que ces dernières n'apportent pas de gênes aux habitations qui sont majoritaires dans ces zones. Cette destination est interdite en zone Ue qui est vouée aux équipements publics. Dans la zone Ux, cette destination est autorisée puisqu'il s'agit de la zone de la Nau dont l'activité économique est vouée à se développer. En revanche dans la zone Uxn (périmètre ZAC), seules les sous-destinations « artisanat et commerce de détail » et « restauration » sont autorisées.

	<u>Equipements d'intérêt collectif et services publics</u> : Cette destination est autorisée au sein des zones U et AU à vocation principale d'habitat. Des équipements sont déjà présents et ils doivent pouvoir se développer au besoin dans une logique de mixité des fonctions. En zone Ue, elle est autorisée étant donné que cette zone est vouée au développement des équipements publics. Au sein de la zone Ux, elle est interdite. Au sein des zones A et N, elle est autorisée sous que les constructions et installations ne soient pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Il s'agit de zones où la règle première est la protection des espaces agricoles et naturels. Dans l'ensemble des zones, la sous-destination « Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés » est autorisée sous condition que les volumes et aspects des constructions soient compatibles avec les constructions avoisinantes et n'apportent pas de nuisances. Cette sous-destination recouvre une multitude de constructions techniques qui peuvent possiblement ne pas s'intégrer dans le paysage et le bâti environnant voire générer des nuisances (constructions et installations produisant de l'énergie, générant des ondes, …). <u>Autres activités des secteurs primaire, secondaire et tertiaire</u> : Au sein des zones U et AU à vocation principale d'habitat, cette destination est autorisée dans les mêmes conditions que pour la destination « Commerce et activités de service ». Elle est interdite en zone Ue car incompatible avec le caractère de la zone. En zone Ux, elle est autorisée puisque la zone est destinée aux activités économiques. En revanche, en zone Uxn, seules les sous-destinations « industrie », « entrepôt » et « bureau » sont autorisées. En zone A et N, les sous-destinations afférentes sont autorisées uniquement par le biais d'un changement de destination de constructions existantes et repérées au règlement graphique. Seule la sous-destination « « Centre de congrès et d'exposition » est interdite. <u>Exploitation agricole et forestière</u> : Cette destination n'est autorisée qu'en zone A et N du PLU.

	L'exploitation agricole est autorisée en zone A et N, les constructions et installations devant être nécessaires à l'exploitation. L'exploitation forestière quant à elle est uniquement autorisée en zone N. D'une manière générale, des changements de destination de bâtiments repérés sur le plan de zonage en zone A et N, peuvent être autorisés sous condition de ne pas compromettre l'exploitation agricole et la qualité paysagère du site (projet soumis à l'avis de la CDPENAF ou de la CDNPS).
Usages des sols	Dans l'ensemble des zones, les opérations d'affouillements et d'exhaussements des sols sont réglementées. Elles doivent être liées à la réalisation de voies, à l'insertion d'ouvrages, d'installations ou de constructions dans le site. En zone U et 1AU, des espaces de jardins et des espaces boisés ont été identifiés dans le but d'être préservés (article L.151-19 du CU). Toute construction est interdite dans ces espaces à l'exception des annexes à l'habitation dans les espaces de jardins. Ces protections permettent le maintien de « poumons verts » au sein de l'urbanisation existante. Dans la zone Ux, les espaces tampons identifiés entre la zone d'activités de la Nau et les zones d'habitat voisines au titre de l'article L.151-19 doivent être préservés de toute construction et plantés. Comme vu précédemment, il s'agit d'espaces concourant à l'intégration des constructions d'activités proches des quartiers d'habitat et à la réduction des nuisances visuelles et sonores qui peuvent être générées. Enfin, il est rappelé que dans les zones concernées par le PPRi ou le PPRmt, les projets doivent se référer aux règlements afférents.
Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des constructions	
Volumétrie et implantation des constructions	
Condition d'implantation par rapport aux voies et emprises publiques	Les conditions d'implantation ont été fixées par rapport à l'alignement des voies afin de créer une certaine homogénéité, puisque les voies n'ont pas toutes la même largeur et la réglementation depuis l'axe peut donc créer des incohérences. Seul le règlement de la voirie départementale fixe des retraits depuis l'axe des voies, en dehors des agglomérations. Il est applicable le long des RD hors agglomération.

	En zone Ua, les constructions doivent s'implanter à l'alignement des voies ou en continuité des constructions existantes si ces dernières sont implantées en retrait de l'alignement. En zone U, 1AU, A et N, dans une logique de densification, l'implantation des constructions peut se faire à l'alignement des voies ou à 4 mètres minimum de cette limite. En zone U, si un alignement de constructions est existant, la construction future devra respecter cet alignement. En zone Ue, aucune règle n'est définie afin de conserver une souplesse dans la réalisation d'équipements. En zone Ux, les constructions doivent s'implanter à l'alignement des voies ou observer un retrait de 10 mètres par rapport à l'alignement. Il s'agit notamment que les véhicules de secours puissent intervenir facilement au besoin. Les zones A et N sont concernées par le recul d'une route classée à grande circulation (A89). Ainsi, un retrait minimal des constructions de 100 mètres depuis l'axe est obligatoire sauf exception prévue aux articles L.111-6 et suivants du CU. De manière générale, des dispositions particulières peuvent être accordées si des constructions existantes ne respectent pas les règles énoncées ou lors de travaux d'isolation par l'extérieur. Cela afin de ne pas contraindre les projets de rénovation et d'extensions des constructions existantes.
Condition d'implantation par rapport aux limites séparatives	La règle générale est l'implantation des constructions soit en limite séparatives, soit à une distance minimale au moins égale à 3 mètres. En zone Ua, le tissu bâti étant dense et allant généralement d'une limite séparative à l'autre, la règle fixée a été adaptée à cet effet. En zone Ue, aucune règle n'est définie afin de conserver une souplesse dans la réalisation d'équipements. En zone Ux, pour des raisons liées à la sécurité incendie notamment, le retrait minimal fixé par rapport aux limites séparatives est de 5 mètres. De manière générale, des dispositions particulières peuvent être accordées si des constructions existantes ne respectent pas les règles énoncées ou lors de travaux d'isolation par l'extérieur. Cela afin de ne pas contraindre les projets de rénovation et d'extensions des constructions existantes.

Condition d'implantation des constructions par rapport aux autres constructions sur une même propriété	Cette section n'est pas réglementée dans la plupart des zones du PLU, dans le but de laisser une certaine liberté dans l'implantation des constructions les unes par rapport aux autres. Des règles relatives aux implantations des annexes des constructions à usage d'habitation ont été fixées au sein des zones A et N. Il s'agit que les annexes soient implantées à proximité de la construction principale afin de ne pas nuire aux espaces agricoles, naturels et aux paysages. Ainsi, les annexes bâties doivent être situées à l'intérieur d'une zone de 10 mètres de la construction principale. Cette distance est portée à 20 mètres pour les piscines, et à 50 mètres pour les annexes de 20 m² maximum type abri de jardin et box pour animaux.
Hauteur des constructions	La règle a été adaptée en fonction du contexte bâti existant et des objectifs de densité à mettre en œuvre dans le PLU. En zone Ua, la hauteur des constructions est limitée à 9 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère (R+2+combles). Le bourg est la centralité de la commune et le secteur bâti le plus dense. Il s'agit ainsi de pouvoir diversifier l'offre de logements sur ce secteur (petits collectifs notamment). Il va de même pour les zones U et 1AU au sein desquelles ce type de constructions pourrait voir le jour dans une optique de densification des logements. En zone Ue, aucune règle n'est définie afin de conserver une souplesse dans la réalisation d'équipements. En zone Ux, la hauteur des constructions ne pourra pas excéder 15 mètres à l'égout du toit ou 18 mètres à l'acrotère. Il s'agit d'une zone d'activités où des constructions de taille importante sont déjà présentes. En zone A et N, la hauteur des constructions à usage agricole ne peut dépasser 10 mètres à l'égout du toit. En fonction de considérations techniques, la hauteur maximale autorisée peut être différente notamment pour des silos. Pour les constructions à usage d'habitation, elle est fixée à 6 mètres à l'égout du toit sauf dans le cas d'un bâtiment existant plus haut, où la hauteur de l'extension peut s'aligner à l'existant. Les annexes sont quant à elles limitées à 4 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère. Il s'agit de constructions qui doivent être de taille et de volume plus réduits que la construction principale. Il s'agit d'éviter les dérives d'une transformation d'annexes en maison d'habitation.

	Au sein du secteur Ax, la hauteur ne devra pas excéder 6 mètres à l'égout du toit ou à l'acrotère. Il s'agit d'activités artisanales ne nécessitant pas des hauteurs de constructions trop importantes.
Emprise au sol des constructions	En zone Ua, elle n'est pas réglementée étant donné que le bâti est déjà dense et peut dans certains cas recouvrir l'entièreté d'une unité foncière. En zone U et 1AU, celle-ci est réglementée à 70% de la surface de l'unité foncière. Il s'agit d'une zone vouée à être densifiée mais doit pour autant conserver des espaces libres (espaces verts, voies de circulation et stationnement) favorables à l'infiltration des eaux de pluie. Elle n'est pas réglementée en zone Ue et Ux puisqu'en fonction des activités et des équipements qui seront implantés, l'emprise au sol créée sera différente. En zone A et N, les extensions des constructions à usage d'habitation sont limitées en surface de plancher (50% de la SP existante) et les annexes en emprise au sol (70 m² maximum bâti + annexe type abri jardin). Ceci afin de limiter la consommation d'espaces agricoles et naturels.
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des constructions	
Caractéristiques des façades	Pour l'ensemble du territoire, les prescriptions établies visent à assurer et maintenir la qualité des constructions et leur insertion harmonieusement dans le milieu environnemental, afin de garantir la qualité paysagère et architecturale des sites. En ce qui concerne les couvertures, le parti pris par les élus est d'avoir des toitures en ardoise en cas de rénovation ou dans un autre matériau de teinte similaire à l'ardoise. Ceci étant afin d'être en harmonie avec le bourg et les villages traditionnels globalement en ardoise. De même, la teinte des façades doit rester dans les tons locaux afin de ne pas dénaturer l'environnement bâti.
Caractéristiques des toitures	
Menuiseries	
Clôtures	
Eléments extérieurs	
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	
	Les règles établies visent à maintenir les caractéristiques paysagères des différents espaces ou à créer des espaces verts correspondant à l'importance de l'opération à réaliser. Ainsi, les espaces non bâtis et d'une manière générale non imperméabilisée, doivent être végétalisés. Les futurs projets doivent respecter les caractéristiques urbaines et paysagères des sites où ils s'insèrent. Les boisements existants devront être préservés sauf impossibilité technique et les plantations nouvelles devront être réalisées à partir d'essences locales. Ces dernières sont listées en annexe du règlement dans la brochure du

	CAUE. Il s'agit ainsi de valoriser les essences locales plutôt que de planter des essences exotiques (ex : thuya). Les accès et parcs de stationnement ne devront pas accentuer l'imperméabilité des sols. Il sera recherché l'aménagement de ces espaces sous forme d'espaces minéraux sablés, de dalles-gazon, de dalles ou pavés, de préférence aux espaces bitumés ou enrobés.
Stationnement	
	Pour l'ensemble des zones, la règle est semblable et oblige d'assurer le stationnement des différents projets hors de l'emprise totale des voies publiques. Cela devra donc permettre d'éviter l'encombrement des aires de stationnement publiques mais également le stationnement des véhicules sur le trottoir.
Equipements et réseaux	
Desserte par les voies publiques ou privées	
	Les règles sont les même pour l'ensemble des zones. Elles assurent une accessibilité sécurisée de chaque terrain aux voies, qu'elles soient publiques ou privées.
Desserte par les réseaux	
Alimentation en eau potable	Les règles sont les même pour l'ensemble des zones. Elles assurent le bon raccordement aux différents réseaux des projets de constructions.
Assainissement des eaux usées	
Assainissement des eaux pluviales	
Défense incendie	
Communications électroniques, réseau électrique, éclairage public et autres réseaux d'énergie	

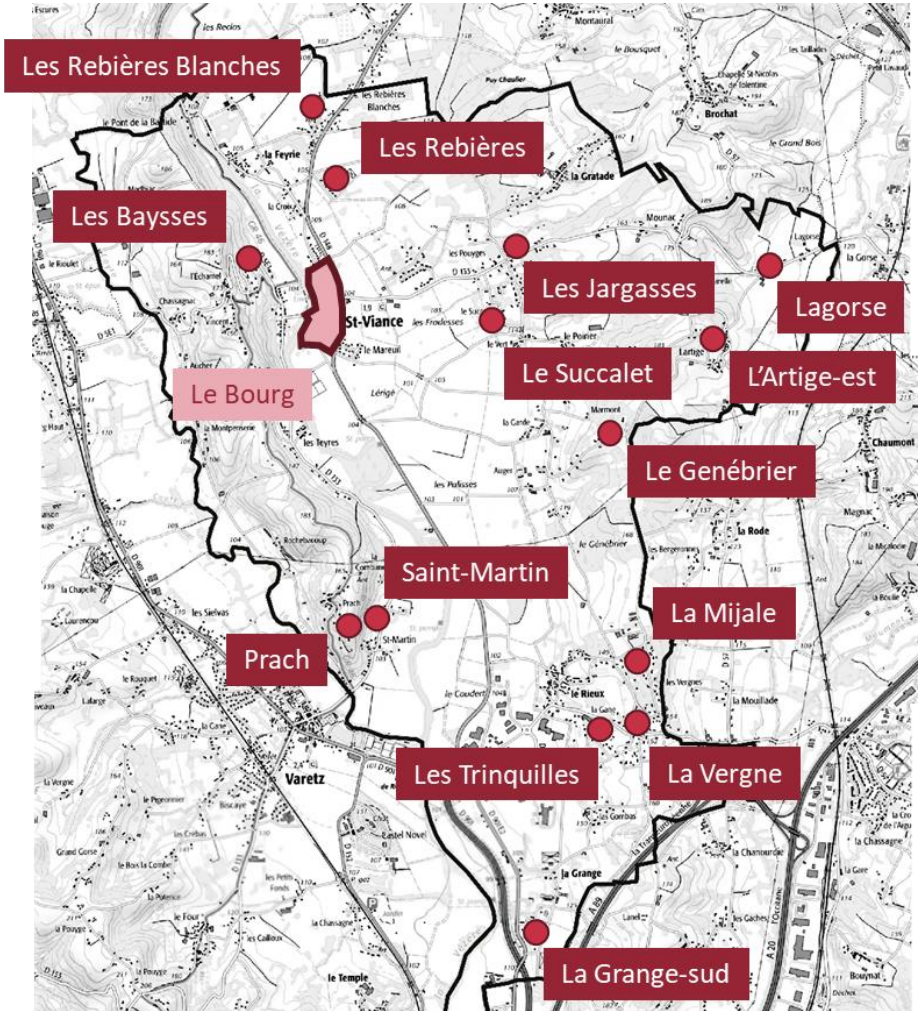
3 Justifications des motifs de définition des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

3.1 Les OAP sectorielles

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) peuvent, par quartiers ou par secteurs, prévoir les actions et opérations d'aménagement visant à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager un quartier.

Les opérations d'urbanisme et les constructions à venir devront être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme (article L.151-6 et L.151-7).

Elles sont mises en place sur des terrains en dents creuses ou en extension urbaine, sur des surfaces plus ou moins importantes, allant de 2 500 m² à 1,15 hectare. Tous ces terrains viendront répondre aux enjeux de diversification des formes de logement et de densification du tissu urbain sur de vastes surfaces, où l'aménagement de voie de desserte interne et d'espaces publics sera nécessaire dans certains cas.



Localisation des secteurs concernés par une OAP

15 secteurs ont été identifiés pour faire l'objet d'une OAP. Il s'agit de venir densifier des espaces non bâtis enclavés dans le tissu urbain existant ou en extension immédiate afin d'optimiser la consommation de foncier pour l'habitat mais également de travailler à une intégration urbaine de qualité tant sur le plan des constructions que sur le plan des déplacements.

Au sein de ces secteurs, les constructions qui sont autorisées ne pourront l'être qu'à la condition qu'elles se réalisent sous la forme d'une ou plusieurs opérations d'aménagement d'ensemble selon les cas, ne remettant pas en cause les dispositions fixées dans les OAP.

3.1.1 La logique de densification et de diversification des typologies d'habitat

La mise en œuvre des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) dans le PLU de Saint-Viance a pour objectif de fixer un nombre minimal de logements sur chaque terrain identifié. Il s'agit de terrains de grandes surfaces, où la volonté municipale est de réaliser plusieurs logements dans un souci de modération de la consommation de l'espace. Le tableau suivant met en évidence le nombre de logements prévus en rapport à la surface mobilisés.

Secteur	Surface brute (ha)	Surface nette (ha)	Densité brute (Nbre de logement /ha)	Densité nette (Nbre de logement /ha)	Nombre minimum de logement à créer
La Vergne	1,15	0,86	12	16	14
Les Trinquilles	0,7	0,35	6	11	4
La Mijale	0,71	0,52	7	10	5
Saint-Martin	0,4	0,4	10	10	4
Prach	0,38	0,38	8	8	3
Les Baysses	0,7	0,52	3	4	2
Les Jargasses	0,47	0,36	13	17	6
Le Succalet	0,45	0,45	11	11	5
Les Rebières	0,89	0,67	9	12	8
Les Rebières Blanches	0,69	0,69	9	9	6
Le Genébrier	0,36	0,27	11	15	4
L'Artige-est	0,28	0,28	7	7	2
La Grange-sud	1,14	1	10,5	12	12
Lagorse	0,25	0,25	8	8	2
TOTAL	8,57	7	9	11	77

Les OAP sectorielles en chiffres

77 logements minimum sont prévus sur les terrains soumis à OAP. Cela représente 28% des logements à réaliser avec le PLU d'ici 15 ans.

Ainsi, d'une manière générale, les secteurs à OAP fixent un objectif de densité important par rapport à la densité observée sur la commune de manière globale, à savoir 11 logements par hectare. Certains secteurs prônent également une densité plus importante, de l'ordre de 17 logements par hectare.

Cette densification va passer par la diversification des formes d'habitat dans le but de disposer sur la commune d'une offre de logements variée et adaptée à toutes les catégories sociales.

3.1.2 L'OAP du centre-bourg

La définition d'une OAP sur la centralité de Saint-Viance est incontournable tant ce secteur est important dans la trame urbaine de la commune. Ce dernier est affecté par des contraintes liés au risque naturel (inondation et mouvement de terrain sur la rive gauche de la Vézère) et a longtemps été délaissé dans les choix de développement communaux.

Néanmoins, l'enveloppe bâtie peut réglementairement et techniquement recevoir de nouvelles constructions et doit pouvoir être redynamiser compte tenu du potentiel qui existe (surfaces en stationnement importantes sur des zones constructibles identifiées au PPRi).

Des projets à venir (reconfiguration de l'école et plan d'aménagement de bourg) vont être des fers de lance de la requalification du bourg et de ses espaces publics notamment. La traversée de la route départementale ne doit pas être un frein à la mobilisation du foncier en zone rouge du PPRi afin d'y réaliser du stationnement.

Cela permettrait un potentiel de constructions sur les surfaces imperméabilisées de stationnement existante, pour des logements et des activités commerciales et de services. Le but est tout de même de conserver du stationnement sur les emplacements existants mais d'en déplacer une partie de l'autre côté de la RD. Une sécurisation de la traversée de la route sera bien entendu nécessaire pour les piétons avec un ralentissement de la circulation par requalification des carrefours d'entrée du bourg (style giratoire).

L'école devra être reconfigurée afin d'accueillir les élèves dans des locaux modernes et adaptés et un accès au groupe scolaire plus sécurisé depuis le parking du centre commercial.

Des constructions à vocation d'habitation pourront être implantées sur les locaux préfabriqués de l'école existante et le cours de tennis pouvant prendre la forme de logements compacts comme il est possible d'en voir dans un bourg dense. Cela pourrait permettre par exemple de maintenir une population de personnes âgées sur la commune dans des logements adaptés (type MARPA, résidences seniors, foyer-logement, …).

La requalification des espaces publics existants, très minéralisés pourrait amorcer une désimperméabilisation des sols, notamment sur le grand parking du cimetière et sur la place de l'Eglise. Ce vaste projet doit permettre de dynamiser le bourg de Saint-Viance par une meilleure accessibilité, l'arrivée d'habitants et d'activités afin de créer une véritable synergie qui profitera à l'ensemble de la commune.

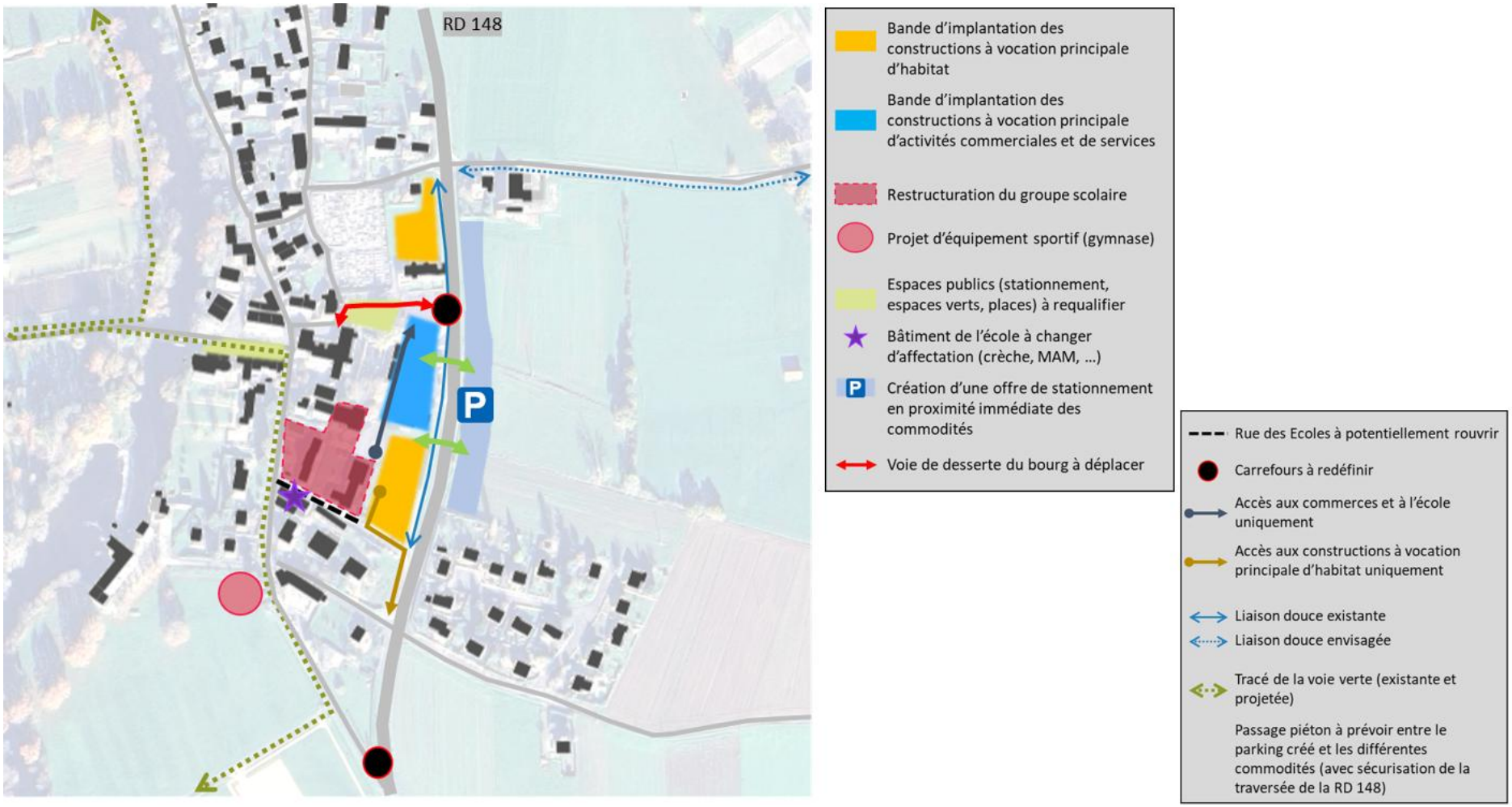


Schéma de principes de l'OAP du centre-bourg

3.1.3 Les OAP définies sur les secteurs proches du bourg

La position affirmée de la commune est que son PLU profite au centre-bourg.

L'un des enjeux principaux pour Saint-Viance à l'avenir et de maintenir son école qui en fait une commune attractive. C'est ainsi que les secteurs où l'urbanisation doit être confortée sont ceux les plus proches du bourg, où les contraintes en matière de risques naturels sont absentes.

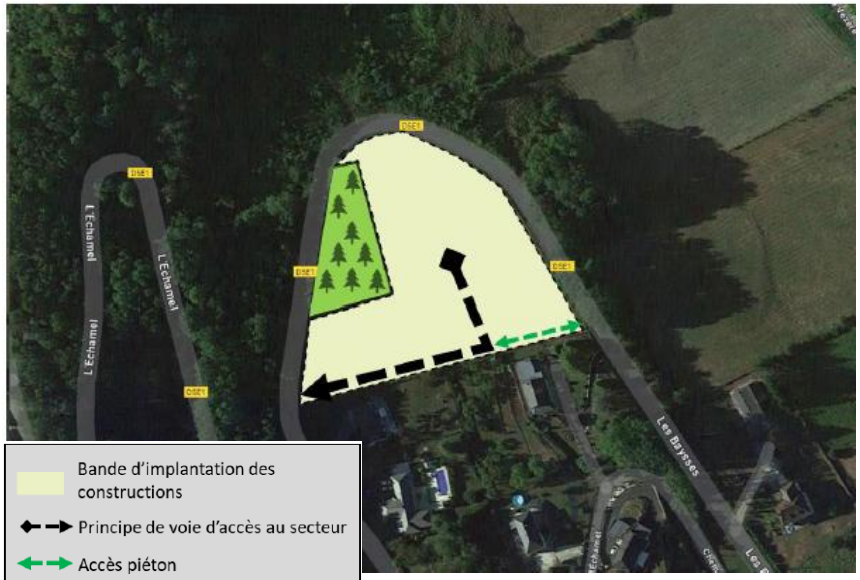
Les secteurs des Baysses, des Rebières, des Rebières Blanches, du Succalet/des Jargasses et d'Auger/du Genébrier ont donc été ceux choisis pour que l'urbanisation soit réalisée en priorité, indépendamment du centre-bourg.

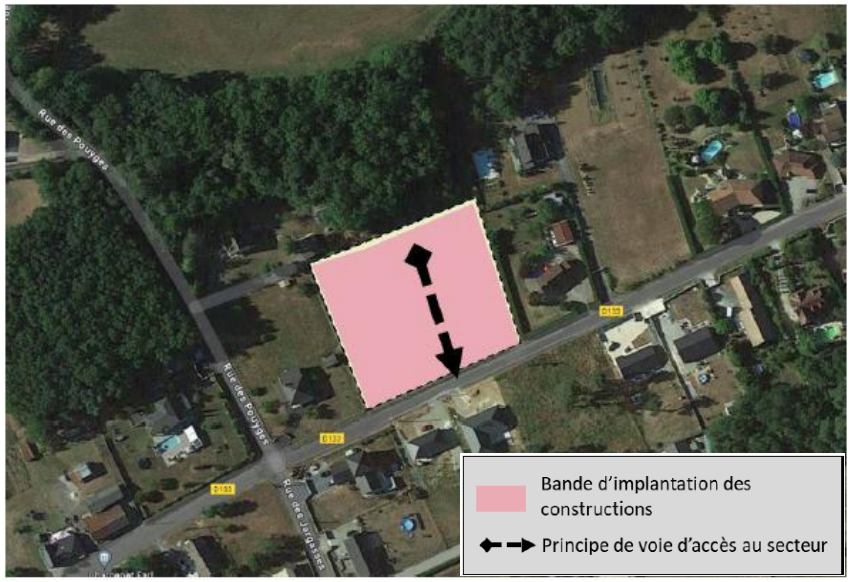
C'est ainsi que des OAP sectorielles ont été définies sur des terrains identifiés en densification mais aussi en extension urbaine. Ce potentiel de futurs logements est voué à accueillir de nouveaux logements à destination de jeunes ménages qui in fine alimenteront l'école. A contrario des secteurs sud de la commune qui sont davantage tournés sur les communes voisines (Ussac, Varetz voire Brive).

Ces OAP ont été travaillées à l'appui des réseaux existants et phasées au regard des travaux nécessaires pour renforcer/étendre certains réseaux. Elles sont toutes rejoignables depuis le bourg par des moyens de déplacements alternatifs à la voiture ou le seront à terme. En effet, des cheminements doux existent ou seront créés dans les années à venir (cf Emplacement réservé défini le long de la Route de la Petite Vallée en direction du Succalet notamment) et le réseau de voies communales sur ces secteurs est peu fréquenté et permet une desserte rapide (voie communale dans la plaine en direction d'Auger et du Genébrier).

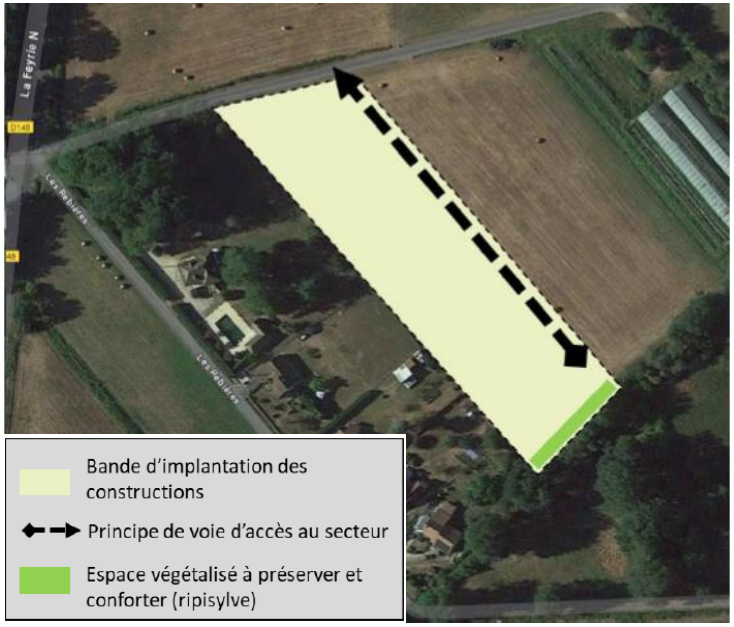
Enfin, compte tenu de leur position souvent en limite d'espaces agricoles et/ou naturels, les éléments participant au maintien de la biodiversité et à la bonne insertion des futures constructions ont été préservés (haies, ripisylves notamment).

Schéma de principes des OAP proches du bourg (voir pages suivantes)


L'Echamel
L'Echamel
L'Echamel
Les Baysses
Bande d'implantation des constructions
Principe de voie d'accès au secteur
Accès piéton
Espace boisé à préserver


Rue des Pouyges
Rue des Pouyges
Bande d'implantation des constructions
Principe de voie d'accès au secteur


Rue des Jargasses
Rue des Jargasses
Rue des Jargasses
Rue des Jargasses
Rue des Jargasses
Bande d'implantation des constructions
Espace végétalisé à préserver et conforter (ripisylve)
Accès aux lots


La Feytie N
Les Rebières
Bande d'implantation des constructions
Principe de voie d'accès au secteur
Espace végétalisé à préserver et conforter (ripisylve)





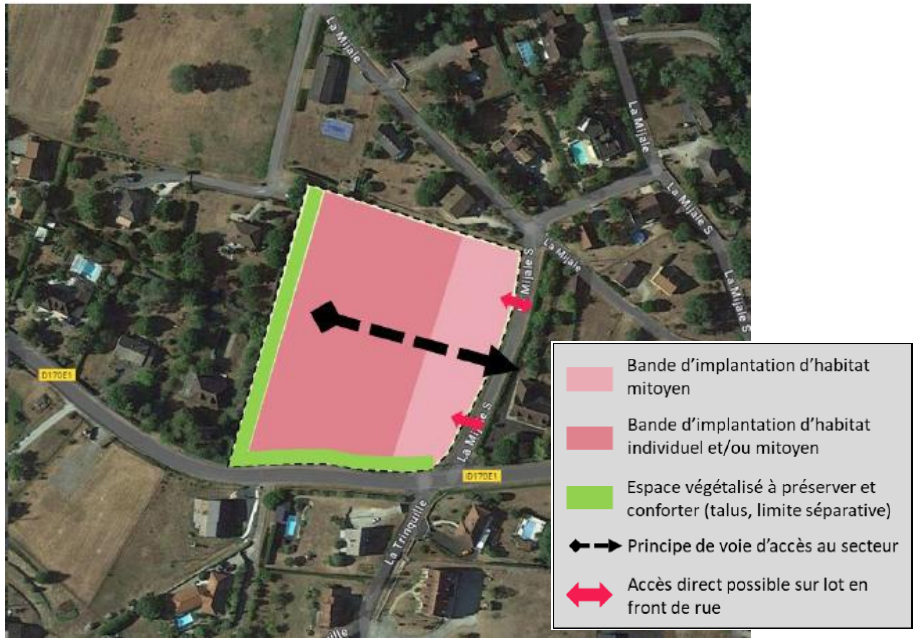
3.1.4 Les autres OAP sectorielles

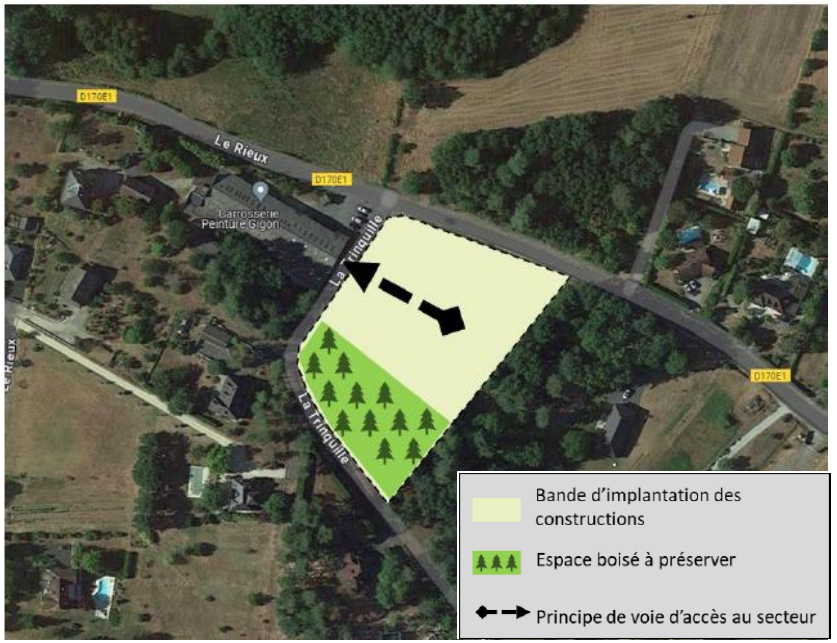
Elles ont été définies sur les villages les plus éloignés du centre-bourg, sur des espaces non bâtis présents en densification de l'enveloppe urbaine. Elles sont situées au sein de l'enveloppe urbaine du Rieux/la Vergne/la Mijale/les Trinquilles, Saint-Martin et Prach.

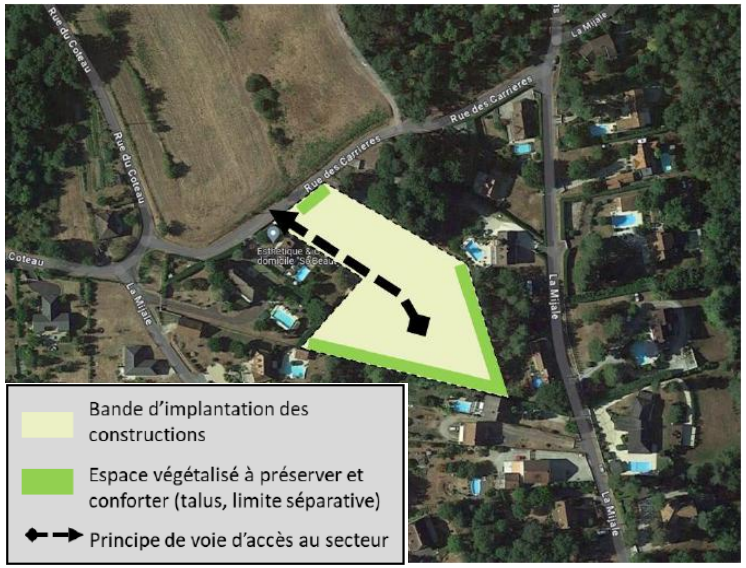
Elles permettront d'optimiser l'usage du foncier constructible sur des espaces où le principe a été de ne pas étendre l'urbanisation compte tenu de leur éloignement par rapport à la centralité de la commune.

L'insertion des constructions en particulier par la prise en compte de la végétation existante, des accès possibles et de la topographie a été travaillée. Les densités de constructions varient en fonction de la configuration des lieux (de 8 à 16 logements/ha) mais sont toujours supérieures à celles des quartiers environnants.

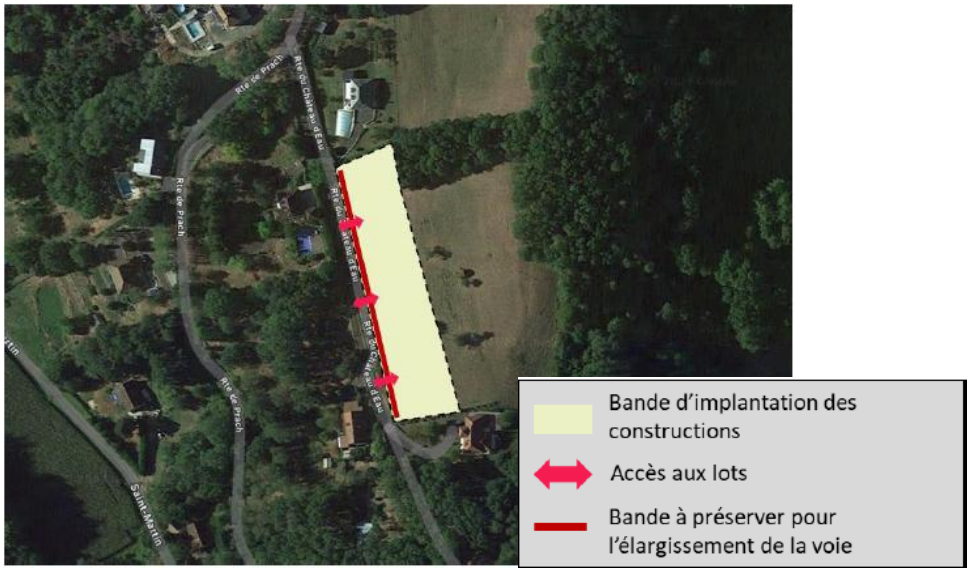
Schéma de principes des autres OAP sectorielles (voir pages suivantes)

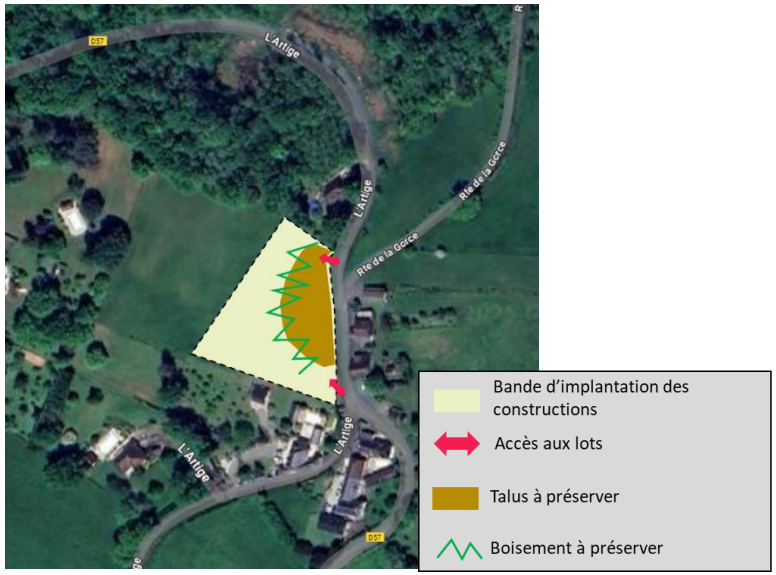

La Miaie
D170E1
Le Trinquille
Bande d'implantation d'habitat mitoyen
Bande d'implantation d'habitat individuel et/ou mitoyen
Espace végétalisé à préserver et conforter (talus, limite séparative)
Principe de voie d'accès au secteur
Accès direct possible sur lot en front de rue

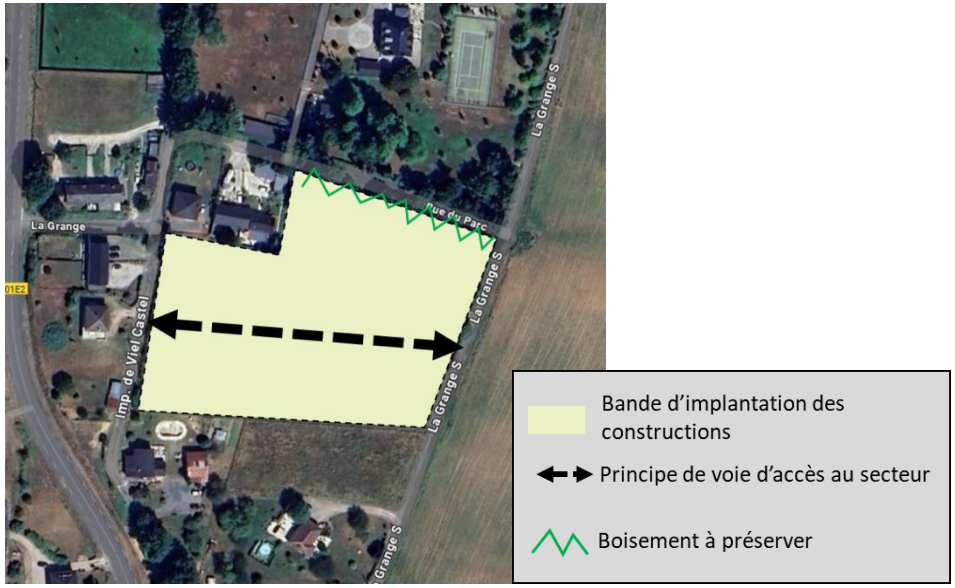

D170E1
Le Rieux
Carrosserie Peinture Gigon
La Trinquille
Bande d'implantation des constructions
Espace boisé à préserver
Principe de voie d'accès au secteur

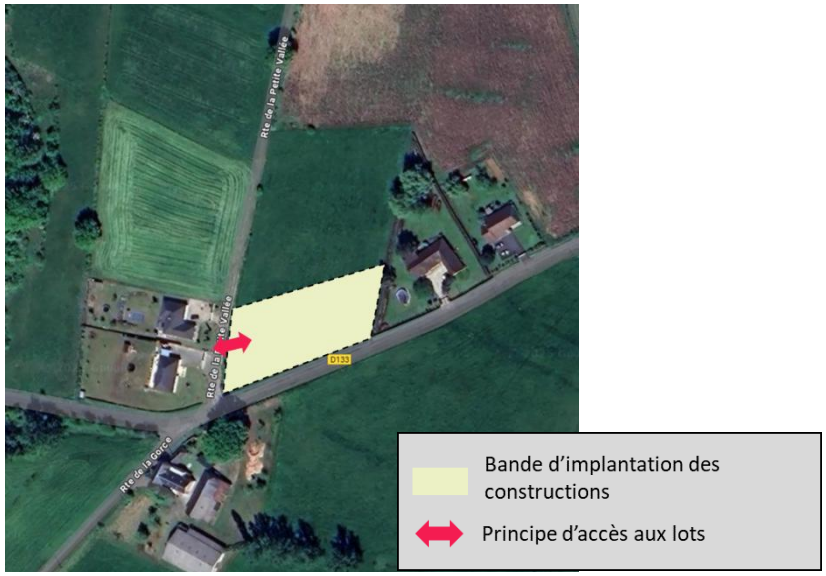

Rue du Coteau
Rue des Carrières
La Miaie
Coteau
Bande d'implantation des constructions
Espace végétalisé à préserver et conforter (talus, limite séparative)
Principe de voie d'accès au secteur


D133
Le Lignier
Bande d'implantation des constructions
Espace végétalisé à préserver et conforter (limite de propriété sur voie)
Accès aux lots


Rte de Pinch
Rte de Pinch
Rte de Pinch
Saint-Martin
Bande d'implantation des constructions
Accès aux lots
Bande à préserver pour l'élargissement de la voie


D57
L'Artige
L'Artige
Rte de la Gorce
L'Artige
L'Artige
D57
Bande d'implantation des constructions
Accès aux lots
Talus à préserver
Boisement à préserver


La Grange
D1E2
Imp. de Viel Castel
Rue du Parc
La Grange S
La Grange S
La Grange S
La Grange S
Bande d'implantation des constructions
Principe de voie d'accès au secteur
Boisement à préserver


Rte de la Petite Vallée
Rte de la Petite Vallée
D133
Rte de la Gorce
Bande d'implantation des constructions
Principe d'accès aux lots

3.2 Une OAP thématique santé pour intégrer les problématiques sanitaires actuelles et futures sur le territoire

La commune de Saint-Viance comme un nombre de plus en plus croissant de communes du département de la Corrèze fait face à deux enjeux sanitaires majeurs qui perdureront dans les années à venir : la prolifération du moustique tigre et le risque allergène lié à l'ambroisie.

Cette OAP est destinée à sensibiliser les porteurs de projet sur ces questions qui apportent des nuisances à la population et peuvent être dangereux pour la santé.

Il a donc été décidé d'intégrer des recommandations pouvant permettre de limiter la prolifération à la fois du moustique tigre ainsi que de l'ambroisie. Elles portent sur des recommandations architecturales visant à freiner la reproduction du moustique tigre et sur les mesures instaurées par l'arrêté préfectoral fixant les modalités de surveillance, de prévention et de lutte contre les ambroisies en Corrèze du 30 mai 2022.

4 Analyse des superficies

4.1 La superficie des zones du PLU

Zones du PLU		Superficie (en ha)	% de la superficie du territoire communal
Zones urbaines (U)	Ua	7,8	0,5
	U	167	10,0
	Ue	2,2	0,1
	Ux/Uxn	61	3,7
Total zone urbaine		238	14,4
Zone à urbaniser (AU)	1AU	5	0,3
Total zone à urbaniser		5	0,3
Agricole (A)	A	1 105,2	67,1
	Ah	3,2	0,2
	Ax	0,6	< 0,1
Total zone agricole		1 109	67,3
Naturelle (N)	N	292,2	17,8
	Nl	3,8	0,2
Total zone naturelle		296	18,0
Superficie totale de la commune		**1 648**	**100**

L'analyse de la superficie par zone démontre l'intention de la commune de préserver les espaces agricoles et naturels présents sur le territoire. Ainsi, ce sont près de 85% du territoire communal qui sont protégés par un classement en zone A ou N. Corrélativement, on constate une superficie limitée des zones urbaines et à urbaniser, représentant à peine 15% du territoire communal soit 243 hectares. Les secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) en zone A et N sont circonscrits à moins de 0,6% de la surface totale de Saint-Viance, soit 7,6 hectares.

Cela va dans le sens d'une modération de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers de la commune.

4.2 La capacité d'accueil réelle en logements

Secteurs	Zones	Superficie disponible sur le règlement graphique	Superficie nette (après déduction des superficie dédiées aux espaces communs en zone AU)	Densité minimale nette (logement/ha)	Nombre de logements minimum
Le Bourg – La Vézère – Les Baysses	Ua	-	-	-	37
	U	1,1	1,1	11	12
	1AU	0,7	0,5	6	2
La Pointe de la Feyrie	U	0,5	0,5	10	5
La Feyrie	U	0,4	0,4	10	4
La Bastide	U	1,3	1,3	10	13
Les Rebières Blanches	U	2	2	9	18
Les Rebières	U	0,1	0,1	10	1
	1AU	0,9	0,7	12	8
Les Garennes	U	0,1	0,1	10	1
La Gratade	U	0,8	0,8	10	8
Le Succalet – Les Jargasses	U	1,8	1,8	10	18
	1AU	0,5	0,4	17	6
Mounac – Nord	Ah	0,5	0,5	4	2
Mounac – Sud	Ah	0,2	0,2	5	1
Lartige	U	0,6	0,6	9	4
Lagorse	Ah	0,3	0,3	7	2
Auger – Le Genébrier	U	2	2	10	20
	1AU	0,4	0,3	15	4
Le Rieux – La Mjiale – Les Trinquilles	U	3,5	3,5	10	35
	1AU	2,5	2	12	23
Les Combes	U	0,5	0,5	12	6
La Grange	U	0,9	0,9	10	9
La Grange - Sud	U	0,2	0,2	10	2
	U (PA délivré)	*1,1 (coup parti)*	*1 (coup parti)*	*12 (coup parti)*	12

Secteurs	Zones	Superficie disponible sur le règlement graphique	Superficie nette (après déduction des superficie dédiées aux espaces communs en zone AU)	Densité minimale nette (logement/ha)	Nombre de logements minimum
Saint-Martin	U	0,5	0,5	10	5
Prach	U	0,8	0,8	10	8
Les Teyres	U	0,3	0,3	10	3
Vincent-L'Echamel	U	0,3	0,3	10	3
TOTAL		23,5	22,3	12	272

Ainsi, l'objectif de construire 272 logements environ par la mobilisation de 23,5 hectares environ est justifié :

- 77 logements au sein des secteurs identifiés en OAP sectorielle (zone U, 1AU et Ah de superficie importante) ;
- 37 logements au sein du bourg sur des surfaces imperméabilisés (propriétés communales) ;
- 158 logements au sein des zones U (dents creuses, division de parcelles bâties voire extension limitée).

La prise en compte de la capacité des réseaux

Eau potable

Le réseau d'eau potable s'étend sur toutes les parties urbanisées de la commune de Saint-Viance. Les zones U et 1AU pourront être desservies par le réseau d'eau potable de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive.

La desserte par le réseau d'eau potable est obligatoire pour toute construction et installation susceptible de requérir une alimentation. Une demande devra être effectuée pour tout raccordement au réseau et devra être établi dans les conditions prévues au Règlement du Service de l'Eau.

La commune est desservie par l'unité de distribution d'Agudour.

D'après le rapport de la CABB sur le prix et la qualité du service public de l'eau, le volume de production et de stockage est largement sécuritaire. Néanmoins, un renforcement du volume de stockage est nécessaire pour l'unité de distribution d'Agudour. L'ensemble des secteurs constructibles sur Saint-Viance peuvent être correctement desservis par le réseau d'eau potable.

Pour les terrains encore non desservis par le réseau public de distribution d'eau potable, une modélisation devra permettre de vérifier que le réseau existant le plus proche pourra assurer l'alimentation, dans les conditions prévues au Règlement du Service de l'Eau. Le cas échéant, il pourra être exigé la participation du pétitionnaire à l'extension ou au renforcement du réseau, voire la création d'une réserve propre à la construction permettant d'assurer ses besoins.

Assainissement

La volonté des élus est de parvenir à assurer un développement urbain, en cohérence avec l'ensemble des réseaux, afin de limiter les coûts d'équipements pour la collectivité, tout en favorisant une urbanisation au sein des zones urbaines existantes.

Les eaux usées collectées sur la commune de Saint-Viance sont dirigées vers la station d'épuration située à Gourgue Nègre, d'une capacité de 250 000 EH, dispose d'une charge maximale en entrée de 188 340 EH en 2021 et est conforme en équipement et en performance cette même année. Environ 198 logements vont être réalisés avec le PLU sur ces secteurs raccordés à cette station. Ainsi, on peut estimer que 288 habitants vont venir peupler ces logements, ce qui augmenterait la charge maximale de la STEP de 288 EH. Ainsi le réseau est apte à accueillir davantage d'effluents. Quelques problèmes d'eaux parasites ont été détectés récemment mais des études sont menées par la CABB pour solutionner ce problème.

Ainsi 72% des logements prévus au PLU seront raccordés au réseau d'assainissement collectif. Les autres secteurs verront les futures constructions être raccordés à des dispositifs d'assainissement autonome.

Des prescriptions ont été inscrites au règlement, visant ainsi à avoir un dispositif de traitement en adéquation en fonction du sol et de la taille des terrains :

> *« En cas d'absence de réseau public d'assainissement, les rejets d'eaux usées doivent être traités par une installation d'assainissement non collectif conforme aux règles en vigueur.*
>
> *La fourniture d'une étude de sol démontrant la faisabilité technique d'une filière d'assainissement non collectif et prenant en compte la gestion des eaux pluviales (à traiter de façon à ce qu'elles ne perturbent pas le fonctionnement de l'assainissement non collectif) devra être fournie en amont du dépôt du permis de construire ou du permis*

d'aménager voire de la DP (ou du CU de division) en cas de doute sur la faisabilité de la mise en œuvre d'une gestion pérenne des eaux.

Le rejet d'eaux usées non traitées dans les fossés, rivières ou réseau d'eaux pluviales est interdit. »

Partie 3 : Analyse des incidences du projet d'urbanisme sur l'environnement

1 Présentation de la méthodologie utilisée

Le présent rapport fait part de la phase d'évaluation environnementale du PLU de la commune de Saint-Viance. Les premières analyses en termes d'agriculture et d'environnement, notamment l'état initial de l'environnement et le diagnostic agricole, ont été réalisées durant les années 2021 et 2022.

La démarche d'évaluation environnementale n'a pas vocation à réaliser des inventaires faune, flore et milieux naturels exhaustifs sur l'ensemble des espaces libres susceptibles d'être urbanisés. Elle vise cependant à produire suffisamment de données pertinentes permettant d'évaluer l'intérêt écologique des espaces libres, afin de disposer d'un outil d'aide à la décision qui permette d'orienter la collectivité vers un PLU moins impactant.

Les prospections de terrain ont été réalisées les 1er et 2 août 2024.

1.1 Le volet agricole

Afin de déterminer les enjeux agricoles des surfaces disponibles présentes dans le règlement graphique, plusieurs critères ont été étudiés par étude cartographique :

- Nature de l'agriculture de la parcelle
- Taille et position de la parcelle
- Accès à l'exploitation
- Prise en compte des déclarations à la Politique Agricole Commune (PAC)
- Accessibilité à l'eau pour l'irrigation des parcelles
- Périmètres des bâtiments d'élevages
- Périmètres des vergers

Chaque parcelle se voit alors attribuer un commentaire qui décrit brièvement la surface inscrite dans le projet de zonage, en l'associant à un niveau d'enjeu :

- Enjeu **NUL** : aucune utilisation agricole

- Enjeu **FAIBLE** : très petites parcelles enclavées dans le bâti existant, le plus souvent entretenues en prairies ; très petites parcelles à faible potentiel agronomique, sans activité agricole

- Enjeu **MOYEN** : petites parcelles cultivées, souvent enclavées dans le bâti existant ; petites zones d'extension sur des parcelles à faible potentiel ; petites parcelles enclavées proches des vergers ou des bâtiments d'élevages

- Enjeu **MOYEN à FORT** : petites extensions sur de vastes espaces agricoles ; vastes espaces agricoles enclavés ; extensions sur des espaces agricoles proches de vergers ou de bâtiments d'élevages

- Enjeu **FORT** : extensions sur de vastes espaces agricoles ; vastes extensions sur de grandes parcelles exploitées, parfois irrigables ; très vastes extensions proches des bâtiments d'élevages ou des vergers ; très vastes extensions linéaires, le long des routes

1.2 Le volet biodiversité

Plutôt que d'effectuer un inventaire des espèces de faune et de flore présentent, l'évaluation environnementale est orientée vers une approche « milieux naturels ». En effet, on peut considérer que l'analyse des milieux naturels présents, leurs caractéristiques intrinsèques et leur contexte local permettent d'évaluer efficacement l'intérêt qu'ils peuvent avoir en tant que zone de vie, de reproduction ou d'abri pour la faune. Ainsi, ce sont les végétations et les micro-habitats naturels présents au sein et autour des espaces libres qui ont été caractérisés.

Les éléments de la Trame Verte et Bleue (TVB) et les délimitations des Zones Humides (ZH) font partie des critères de détermination des enjeux environnementaux.

Lors des prospections de terrain, deux enjeux sont observés :

- L'enjeu **« habitat naturel »** : il s'agit tout simplement du ou des milieu(x) présent(s) au sein de la parcelle
- L'enjeu **« micro-habitats »** : il s'agit là des éléments fixes du paysages, tels que les arbres remarquables, les linéaires de haies et de murets de pierres sèches, les fossés à écoulement temporaire ou permanent, les sources, les mares, etc.

Chaque relevé de terrain s'accompagne d'une codification des habitats selon la nomenclature EUNIS (European Nature Information System) et d'un niveau d'enjeu pour la faune et pour la flore :

1 Enjeu **NUL** : parcelles déjà construites

2 Enjeu **FAIBLE** : milieux cultivés ou plantés ; jardins particuliers tondus

3 Enjeu **FAIBLE à MOYEN** : zones urbanisées et habitats plus ou moins anthropisés mais ayant un intérêt écologique potentiel

4 Enjeu **MOYEN** : susceptible d'être des zones de reproduction ou d'alimentation pour la faune sauvage, des réservoirs de biodiversité et/ou corridors écologiques présentant un mauvais état de conservation

5 Enjeu **MOYEN à FORT** : milieux possédant une diversité floristique et faunistique intéressante ou une intégrité écologique forte ; secteurs abritant des espèces identifiées en liste rouge ; petit morcellement ou faible diminution des réservoirs de biodiversité et/ou corridors écologiques dans la TVB

6 Enjeu **FORT** : prairies de fauche ou de pâture de grande taille en bon état de conservation ; prairies permanentes avec des haies champêtres dans une trame bocage ; boisements à forte naturalité et/ou de grande surface ; présence d'éléments ponctuels remarquables (arbres à cavités, arbres morts sur pied, etc.) ; parcelles situées dans un réservoir de biodiversité impactant fortement le réservoir ; parcelles situées dans un corridor et constituant une rupture à l'échelle du paysage si urbanisée ; parcelles en amont immédiat d'une zone humide (ZH) ; boisements isolés dans un paysage urbanisé (qualité de vie / microclimat)

7 Enjeu **TRES FORT** : présence de ZH et cours d'eau ; parcelles en amont direct d'une ZH et risquant d'impacter son alimentation en eau ; parcelles abritant des espèces protégées ; parcelles dans un zonage règlementaire ou ZNIEFF abritant des habitats remarquables

NB : L'enjeu peut varier selon l'élément de la parcelle : on peut, par exemple, émettre un enjeu FAIBLE sur une culture mais un enjeu FORT sur la haie champêtre avec des arbres remarquables qui la borde au sein d'une même parcelle. L'enjeu global sera alors FORT, et si la haie est préservée, l'impact final de l'urbanisation de la parcelle sera FAIBLE.

Des préconisations de préservation et de conservation, selon la doctrine Éviter, Réduire, Compenser (dite ERC), ainsi que des propositions de modification d'urbanisation, sont ensuite émises.

2 Rappel du contexte environnemental

2.1 Les zones réglementaires

Thématique	Enjeu sur le territoire communal	Tendance évolutive (scénario au fil de l'eau)	Niveau d'enjeu
Natura 2000	**Sites Natura 2000 présents sur la commune :** • **FR7401111 Vallée de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale 19/24** Le site s'étend depuis 22km au Nord de la commune jusqu'à 13km au Sud-ouest de celle-ci. ⇨ **Plusieurs espèces et habitats cités dans la Directive Habitats sont présents sur la commune (dans et hors site Natura 2000)** **Site Natura 2000 non présent sur la commune :** • **FR7401121 - Vallée du ruisseau du Moulin de Vignols** ⇨ En connexion avec la vallée de la Vézère par le réseau hydrographique, en aval de la Loyre, affluent de la Vézère qui est classé « Axe migrateur » • **FR7401119 – Pelouses calcicoles et forêts du Causse corrézien** ⇨ En connexion au réseau hydrographique de la Vézère, en aval de la Couza, affluent de la Vézère	- Destruction des HIC au sein du site Natura 2000 (Habitats d'Intérêt Communautaire) tels que la ripisylve - Destruction des habitats des espèces citées dans la Directive sur la commune mais en-dehors du site Natura 2000 : haies, boisés et ripisylve (Lucane cerf-volant et - Chiroptère par ex.), zones humides, fossés et mares (Cuivré des marais, Sonneur à ventre jaune par ex.) - Pollution des cours d'eau sur la commune, tous en connexion avec le site Natura 2000 - Création d'obstacles sur la Loyre pouvant entraver la migration des espèces piscicoles vers l'amont et le site Natura 2000 FR7401121	**Fort**
Autres périmètres existants	**ZNIEFF de type I présent sur la commune :** **740120070 – Prairies humides de Saint-Viance** **ZNIEFF de type II présent sur la commune** **740000094 – Vallée de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale 19/24**	- Comblement, assèchement, drainage des zones humides - Modification du fonctionnement hydraulique - Coupe, abattages, arrachages et déboisements (de la ripisylve)	**Fort**

Le PLU de la commune de Saint-Viance pourrait avoir des conséquences sur les sites Natura 2000 ainsi que les sites ZNIEFF cités, et sur leurs capacité d'accueil des espèces présentes. Ces impacts seraient liés aux milieux humides ainsi qu'au réseau hydrographique associés à ces sites (destruction de milieux humides, impacts sur les ripisylves, pollution du réseau hydrographique), ainsi qu'aux corridors écologiques et réservoirs de biodiversité boisés et bocagers.

2.2 Rappel des données naturalistes

Le PLU de la commune de Saint-Viance fait état des données naturalistes suivantes :

Thématique	Enjeu sur le territoire communal	Tendance évolutive (scénario au fil de l'eau)	Niveau d'enjeu
Faune	On note la présence d'espèces protégées au niveau national sur le territoire : - Des oiseaux, dont : Grande aigrette (Ardea alba), Tarin des aulnes (Spinus spinus), Chevêche d'Athéna (Athene noctua), Cisticole des joncs (Cisticola juncidis), Milan royal (Milvus milvus)… - 8 mammifères : Loutre d'Europe (Lutra lutra), Hérisson d'Europe (Erinaceus europaeus), Écureuil roux (Sciurus vulgaris) Des chiroptères : Petit rhinolophe (Rhinolophus hipposideros), Grand rhinolophe (Rhinolophus ferrumequinum), Barbastelle d'Europe (Barbastellus barbastellus), Minioptère de Schreibers (Miniopterus schreibersii), Grand Murin (Myotis myotis) - 6 amphibiens : Sonneur à ventre jaune (Bombina variegata), Rainette verte (Hyla arborea), Triton palmé (Lissotriton helveticus), Grenouille agile (Rana dalmatina), Salamandre tachetée (Salamandra salamandra), Triton marbré (Triturus marmoratus) - 2 insectes : Agrion de mercure (Coneagrion mercurialis), Cordulie à corps fin (Oxygastra curtisii) - 2 reptiles : Couleuvre vipérine (Natrix maura), Lézard des murailles (Podarcis muralis)	Les espèces liées aux milieux humides et aquatiques sont menacées : assèchement, retournement des parcelles, imperméabilisation, dégradation de la qualité des eaux… Les espèces liées aux milieux boisés et bocagers sont également menacées par l'urbanisation (destruction des haies, coupures des continuités dans les grands espaces bocager), bien que cet impact devrait être relativement limité sur la commune, une bonne part des surfaces n'étant pas positionnées sur les réseaux bocagers.	**Fort**

Flore	2 espèces protégées en Limousin : Sérapias en langue (Serapias lingua), Ophioglosse commun (Ophioglossum vulgatum) 1 espèce classée en « Quasi menacée (NT) sur la Liste rouge de la flore vasculaire du Limousin (2013) (liée aux prairies humides) : Orchis à fleurs lâches (Anacamptis laxiflora)	Les espèces liées aux milieux ouverts peuvent être impactées par l'urbanisation lorsque des espaces agricoles (prairies naturelles, cultures) sont urbanisées. La mesure D44 du SDAGE Adour-Garonne prévoit que l'habitat des espèces remarquables des milieux aquatiques ou humides classées menacées et quasi-menacées de disparition dans les listes rouges régionales ou nationales doivent être préservés.	**Fort**
Habitats naturels	▪ <u>Zones humides</u> Des zones humides « fonctionnelles » sont présentes en fond des vallons, le long des cours d'eau, et sur les versants des collines au niveau de résurgence de nappe (décrochages de pentes) et dans la plaine alluviale et zone d'expansion des crues de la Vézère. Aucun inventaire exhaustif de terrain de ces zones humides fonctionnelles n'existe sur la commune mais Rural Concept a réalisé des inventaires de terrain qui ont permis d'affiner la localisation des zones humides sur la commune de Saint-Viance en 2022. Les zones humides ainsi identifiées représentent 327,04 ha sur la commune de Saint-Viance, soit 19,85% du territoire. ⇨ **Toutes les zones humides sont protégées au niveau national et elles constituent l'habitat de plusieurs espèces protégées sur la commune (Cuivré des marais, tous les amphibiens, Campagnol amphibie).** ▪ <u>Boisements :</u> Les boisements représentent 245,43 ha sur la commune de Saint-Viance, soit 14,89% du territoire. Ils sont constitués à 88% de boisements de feuillus, majoritairement des chênaies et frênaies et à 12% de boisements mixtes.	Les zones humides sont fortement menacées sur la commune par l'urbanisation, ainsi que par le drainage agricole et la mise en culture. Le réseau bocager est bien représenté sur la commune et en bon état général, mais il est également menacé par la fragmentation du réseau de haies (routes et urbanisation). Les boisements ont fortement progressé au cours du siècle dernier suite à un fort exode rural et l'abandon de terres agricoles. Toutefois, les coupes rases se multiplient ces dernières années, qui au-delà de la destruction des boisées qu'elles engendrent, provoquent également des pertes de capacité de rétention des sols, pouvant menant à des perturbations de l'hydrologie des petits et moyens cours d'eau.	**Très fort**

	Les boisements des coteaux et des fonds de vallées ou vallons présentent le plus d'intérêt écologique de par leur degré de naturalité. On retrouve également quelques plantations monospécifiques de résineux sur la commune, présentant peu d'intérêt écologique. ⇨ **Les boisements de feuillus matures et/ou contenant des arbres morts sur pied sont l'habitat privilégié de plusieurs espèces protégées sur la commune (Lucane cerf-volant, Chauves-souris, Chouette hulotte)** ▪ <u>Bocages (milieux ouverts associés à des haies) :</u> Le réseau bocager (haies et ripisylves associées à des milieux ouverts tels des prairies permanentes) assure un rôle de corridor entre les boisés. Les milieux ouverts couvrent une superficie de 990,1 ha, soit 60% du territoire communal. Sur cette surface totale, 514,7 ha sont associés à des haies, soit 52% des milieux ouverts. Le milieu bocager est ainsi présent sur près d'un tiers du territoire de Saint-Viance (31,3%). ⇨ **Le bocage constitue l'habitat privilégié de nombreuses espèces protégées (Chauves-souris, Lucane cerf-volant, Loutre d'Europe, Écureuil, Hérisson, de nombreuses espèces d'oiseaux…)**		

2.3 Trame verte et bleue communale

La Trame Verte et Bleue (TVB) traduit le fonctionnement écologique d'une zone puisqu'elle donne à voir les principaux corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité.

La Trame Verte concerne les corridors terrestres à savoir les grands massifs boisés reliés entre eux par les haies, bosquets, lisières, mais aussi les milieux ouverts bordés de haies reliées entre elles (trame bocage).

La Trame Bleue traite des corridors aquatiques : les cours d'eau et leurs ripisylve et les zones humides.

Plusieurs éléments de la commune de Saint-Viance peuvent avoir un rôle de corridor écologique :

- Les cours d'eau et leurs ripisylves, particulièrement la Vézère, classé axe migrateur et cours d'eau liste 1
- Les milieux humides faisant jonction entre les cours d'eau et les milieux aquatiques, les zones de sources
- Le réseau bocager et les lisières forestières, qui ont déjà été menacé par l'urbanisation de la commune
- Les boisements de la commune

L'ensemble de ces éléments contribuent au bon fonctionnement écologique de la commune.

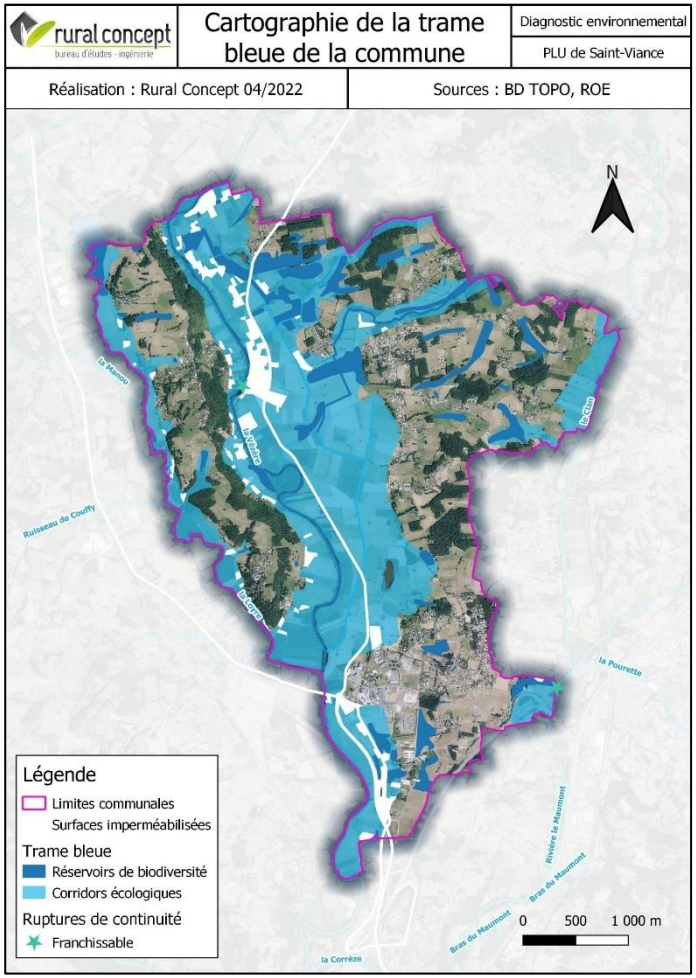
Thématique	Enjeu sur le territoire communal	Tendance évolutive (scénario au fil de l'eau)	Niveau d'enjeu
Trame Verte	La trame verte est centrée sur les grands massifs boisés reliés entre eux par les haies, bosquets, lisières (le réseau bocager).	Grignotage des réservoirs de biodiversité et coupure de continuités écologiques par l'urbanisation linéaire ou les aménagements routiers. Destruction de milieux humides par urbanisation des zones.	**Très Fort**
Trame Bleue	La trame bleue est centrée sur les cours d'eau et les zones humides.		

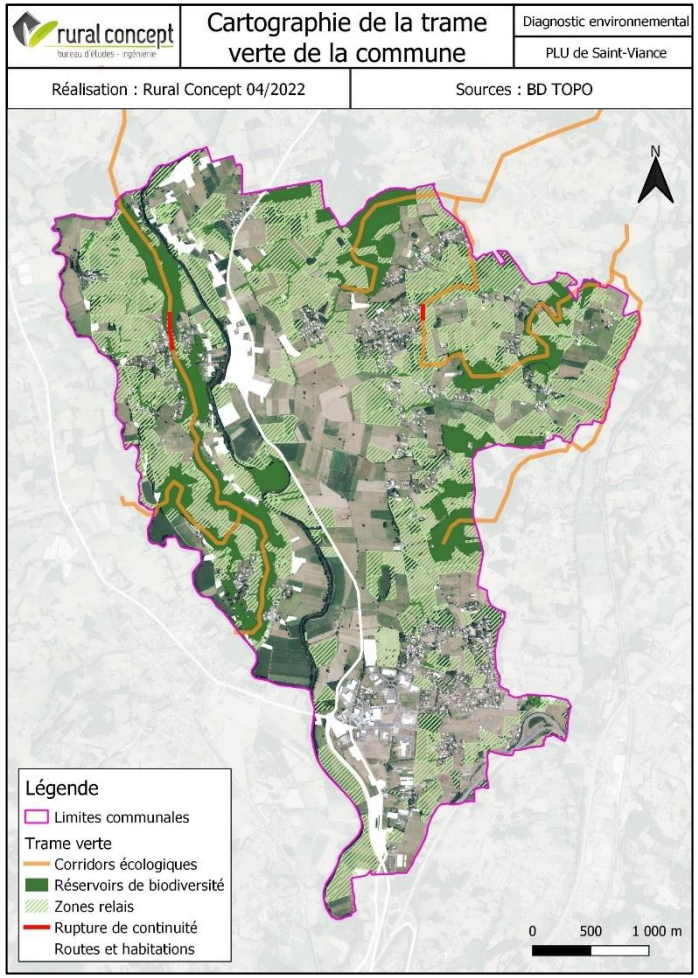
Les cartes suivantes montrent les trames vertes et bleues du territoire communal identifiées par Rural Concept en 2022. Cette carte a été élaborée en se basant sur les données issues du SRCE Limousin adopté en 2015 (et celles du SCOT Sud Corrèze validé en 2012). Il comprend cinq sous-trames dont quatre sont présentes sur la commune :

- Sous-trame des milieux aquatiques
- Sous-trame des milieux humides
- Sous-trame des milieux boisés
- Sous-trame des milieux bocagers

Ces cartographies ont été amendées par des prospections de terrain réalisées en 2022.

À noter, l'identification de zones humides fonctionnelles (présentant une végétation hygrophile) a été réalisé principalement sur les parcelles susceptibles d'être construites. Cet inventaire de terrain n'est pas exhaustif à l'échelle communale.





Cartes de la Trame Bleue et de la Trame Verte sur la commune de Saint-Viance

2.4 Les risques

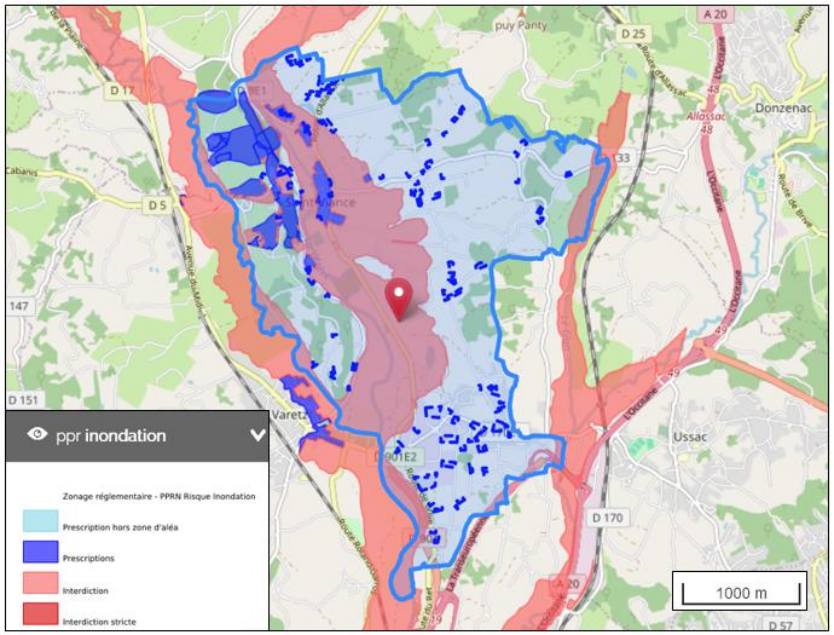
En se basant sur les données du BRGM[16] (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), nous avons identifiés les principaux risques naturels et technologiques auxquels la commune est exposée :

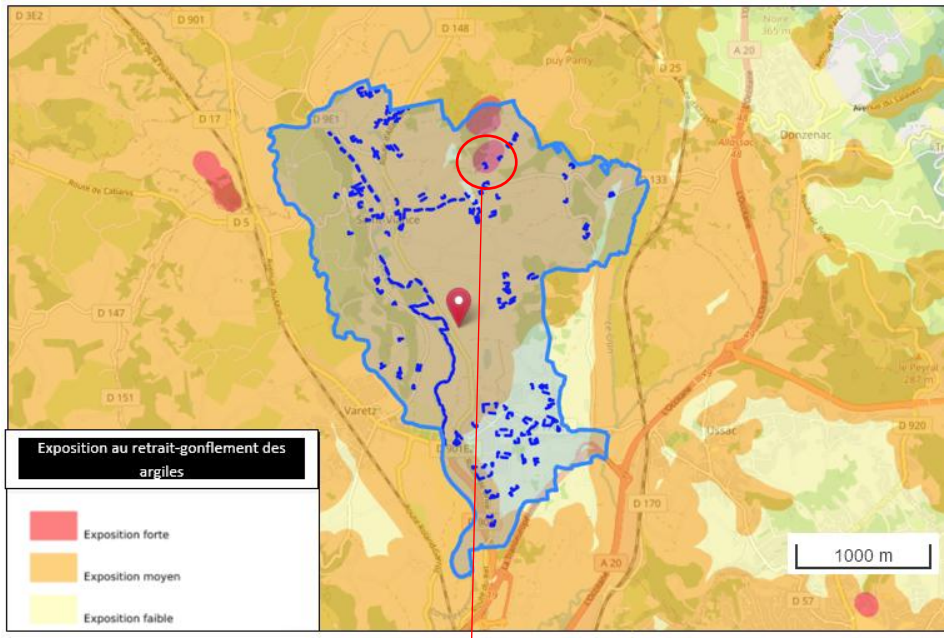
Thématique	Enjeu sur le territoire communal	Tendance évolutive (scénario au fil de l'eau)	Niveau d'enjeu
Risques naturels	▪ <u>Inondation</u> La commune est concernée par un Plan de Prévention de Risques d'Inondation (PPRi du bassin de la Vézère) approuvé en 2016. Sur la commune, il concerne principalement les plaines alluviales de la Vézère et de la Loyre qui sont en zone « rouge », où, sauf certaines dérogations, l'inconstructibilité est la règle. Le bourg de Saint-Viance est situé en zone « bleu clair » (constructibilité sous conditions). Ce zonage est intégré au règlement du PLU. ⇨ **Plusieurs parcelles ouvertes à l'urbanisation sont à cheval sur ce zonage mais ce sont des surfaces classées en Emplacements Réservés dans le PLU (Chemin des pêcheurs, aire de stationnement, aire de camping-car, voie de circulation douce, Voie verte), pas des habitations** ▪ <u>Mouvement de terrain</u> Plusieurs zones présentant des risques (connus ou supposés) de glissement de terrain ont été identifiées (secteurs de l'Echamel et de Saint-Martin). La commune est ainsi concernée par le Plan de Prévention des Risques de mouvement de terrain de Saint-Viance définissant trois zones :	Le PPRI impose la prise en compte des zones de crues dans le règlement du PLU. Certaines constructions peuvent être impactées et toute nouvelle construction dans les zones rouges ou bleues doivent prendre en compte les risques d'inondation. Risque d'érosion des berges : il est crucial de préserver les ripisylves et de limiter les enrochements des berges ou les installations qui accélèrent le débit d'eau lors des fortes charges (passages busés/ouvrages sous-calibrés). Risque de glissement de terrain : les secteurs à risque doivent être évités, cependant quatre parcelles sont concernées par un risque de glissement de terrain connu.	**Moyen**

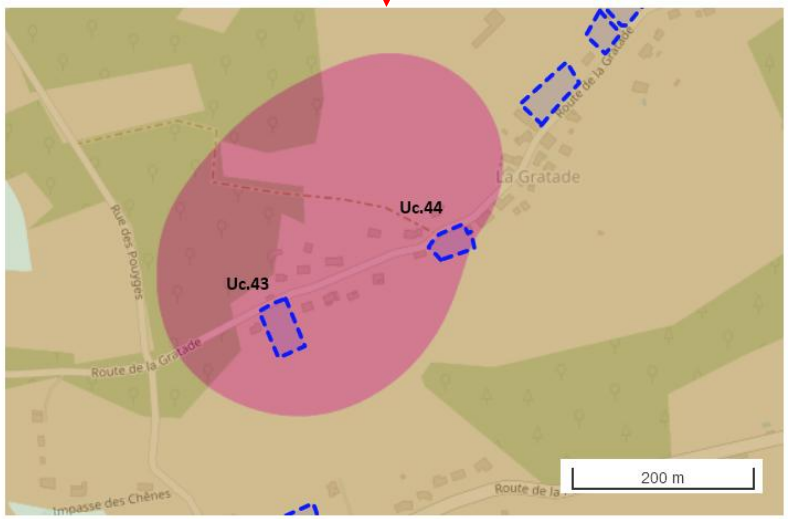
Thématique	Enjeu sur le territoire communal	Tendance évolutive (scénario au fil de l'eau)	Niveau d'enjeu
	- une zone orange qui concerne les terrains affectés par un aléa fort. Elle est réputée inconstructible sauf exceptions. - une zone orange urbanisable correspondant aux terrains affectés par un aléa fort mais où la constructibilité des terrains est permise pour tenir compte des nécessités de développement de la commune. - une zone bleu correspondant à l'aléa moyen à faible, où la sécurité des biens et des personnes peut être garantie, mais où la construction et l'aménagement doivent être maitrisés afin de ne pas contribuer à augmenter le risque. ⇨ **Plusieurs ouvertes à l'urbanisation (Uc.21, Uc.64, Uc.65, Uc.67), sont concernées par un risque de glissement de terrain : le dernier est survenu en 2001 sur la parcelle Uc.21 et a été causé par de fortes précipitations.** ▪ <u>Retrait/gonflement des argiles</u> Exposition faible à forte au risque sur l'ensemble de la commune. Deux parcelles sont concernées par une exposition forte : Uc.43 et Uc.44. ▪ <u>Radon</u> Selon l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français, la commune de Saint-Viance est classée en zone 3, signifiant que sur au moins une partie de sa superficie, elle présente des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations.	Les constructeurs devront prendre les précautions nécessaires pour assurer la stabilité des constructions, et de manière générale, l'utilisation de sols. Les projets de constructions et de rénovations devront s'appuyer sur le « Guide de recommandations pour la protection des bâtiments neufs et existants vis-à-vis du radon »	

Thématique	Enjeu sur le territoire communal	Tendance évolutive (scénario au fil de l'eau)	Niveau d'enjeu
Risques technologiques	▪ Canalisations de matières dangereuses Une canalisation de gaz naturel traverse la commune. ⇨ **Des parcelles ouvertes à l'urbanisation sont à proximité (Uc.90, Uc.91, Ux.73 et Ah.48)** ▪ Pollution des sols 5 anciens sites industriels recensés sur la commune, dans le secteur des Rébières Blanches, dans le bourg de Saint-Viance, dans le secteur des Teyres, et dans le secteur du Rieux. ⇨ **Les parcelles 1AU.27, Ux.68 ainsi que l'ER.1 se situent sur le périmètre de ces sites.**	Les canalisations de gaz devront être localisées avec précisions à proximité des parcelles ouvertes à l'urbanisation, tout surcreusement proscrit.	**Moyen**
Nuisances sonores	La commune est concernée par un classement sonore des infrastructures terrestres apporte des prescriptions en matière d'isolation acoustique pour les futures constructions.		**Faible à moyen**

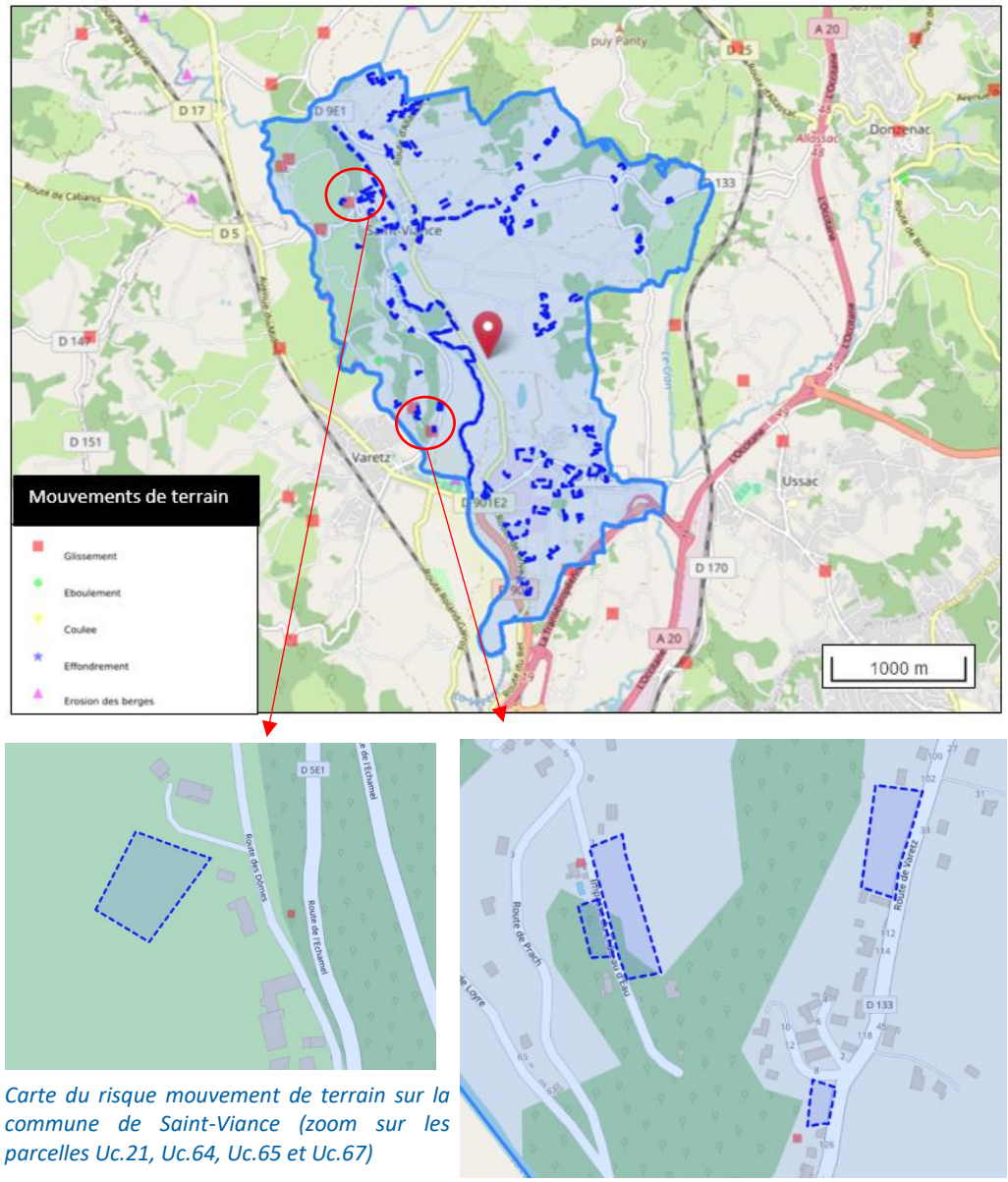
Les cartes suivantes illustrent les risques naturels et industriels identifiés sur la commune de Saint-Viance par rapport aux parcelles ouvertes à l'urbanisation (Source : BRGM - cartes issues de Géorisques (georisques.gouv.fr))



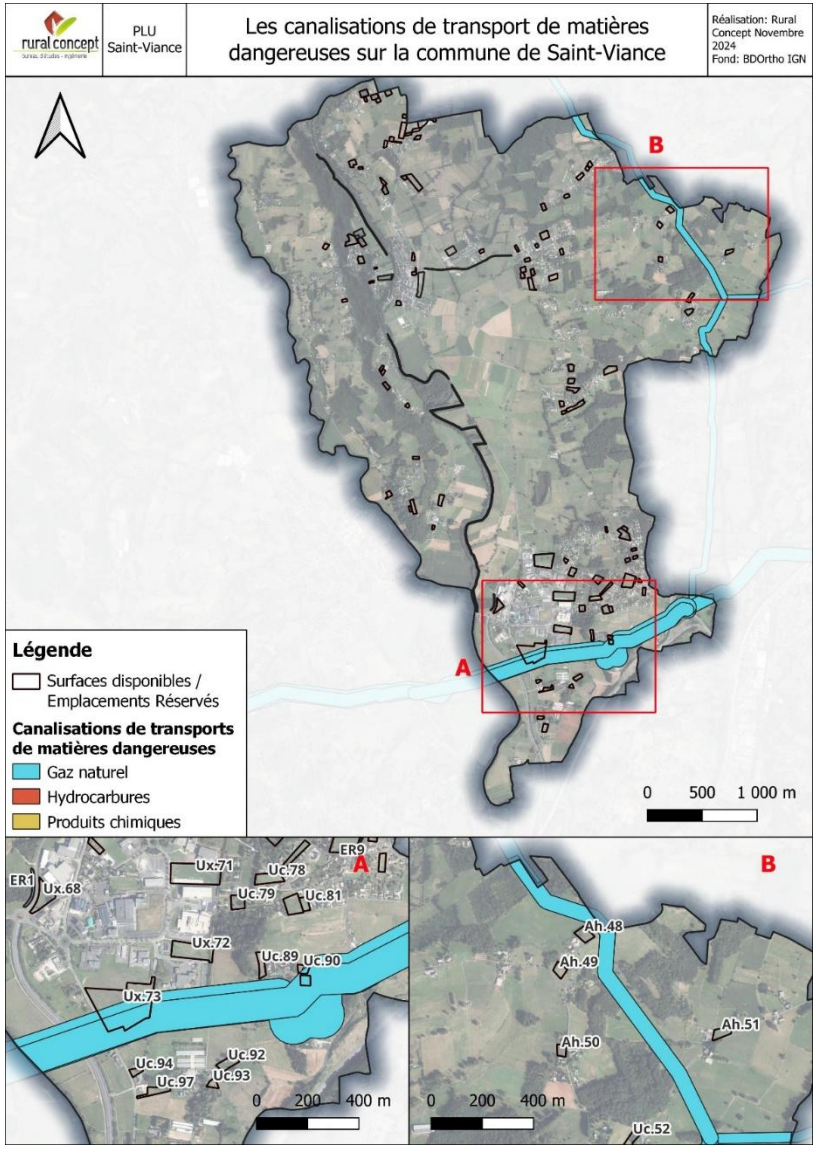




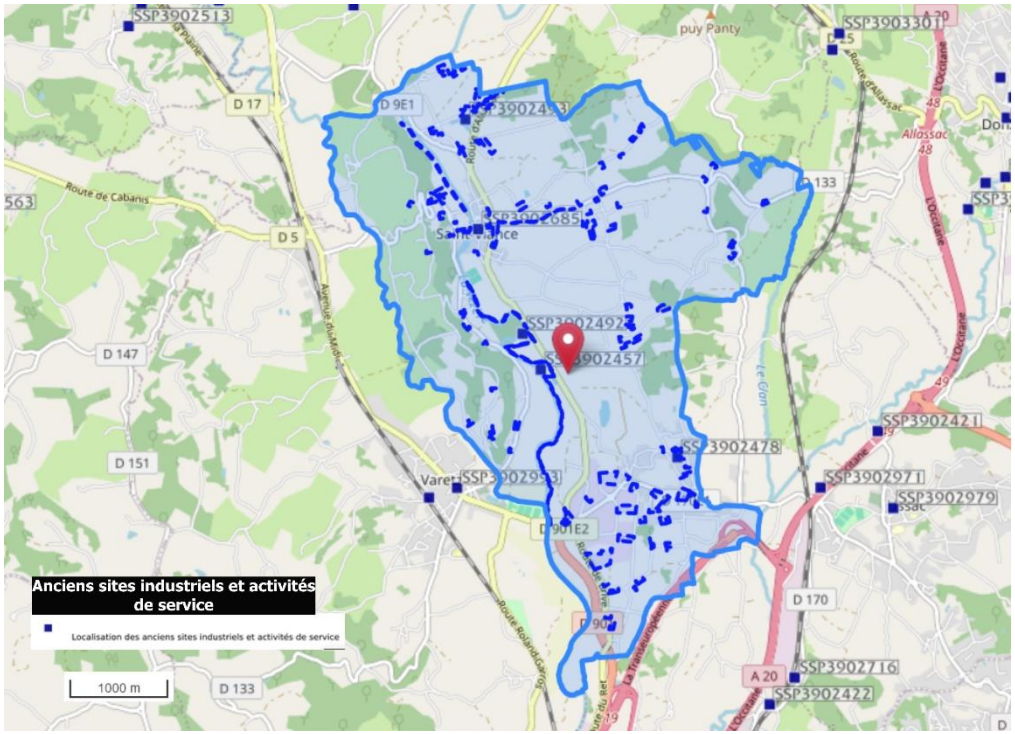
Cartes du risque inondation et du risque aléa retrait-gonflement des argiles sur la commune de Saint-Viance (zoom sur les parcelles Uc.43 et Uc.44)



Carte du risque mouvement de terrain sur la commune de Saint-Viance (zoom sur les parcelles Uc.21, Uc.64, Uc.65 et Uc.67)



Carte des canalisations de transport de matières dangereuses sur la commune de Saint-Viance



Carte des anciens sites industriels sur la commune de Saint-Viance

2.5 Paysage

La commune de Saint-Viance s'inscrit dans l'entité paysagère de la « marge aquitaine ». Elle alterne entre des milieux prairiaux bocagers et des milieux forestiers. La plaine alluviale de la Vézère et ses zones humides, ainsi que les milieux bocagers et boisés qui y sont associés sont identifiés comme des milieux à préserver dans le PADD, notamment pour leur rôle panoramique. De manière général, le paysage bocager est inscrit comme à préserver. Les boisements participant activement aux corridors écologiques sont indiqués comme à classer comme Espace Boisé Classé, conformément au PADD, mais aucun ne l'est effectivement, y compris ceux identifiés en Réservoir de biodiversité.

Thématique	Enjeu sur le territoire communal	Tendance évolutive (scénario au fil de l'eau)	Niveau d'enjeu
Paysage	Entité paysagère de la « marge aquitaine ». Plaine alluviale et ses milieux humides offrant une vue panoramique de coteaux à coteaux. Paysage bocager historique régressant et à préserver. Boisement à forte naturalité.	Dégradation de la plaine alluviale et des milieux humides par leur urbanisation. Dégradation des boisements dus à leur urbanisation et à un manque de protection effective de ces zones. ⇨ Urbanisation d'une parcelle sur un réservoir de biodiversité malgré son indication comme maillage boisé à protéger dans le schéma de principe de l'axe 3 du PADD Dégradation du milieu bocager principalement dû au remembrement agricole ⇨ Maintien des linéaires de bocage inscrit au PADD	**Fort**

2.6 Milieu humain

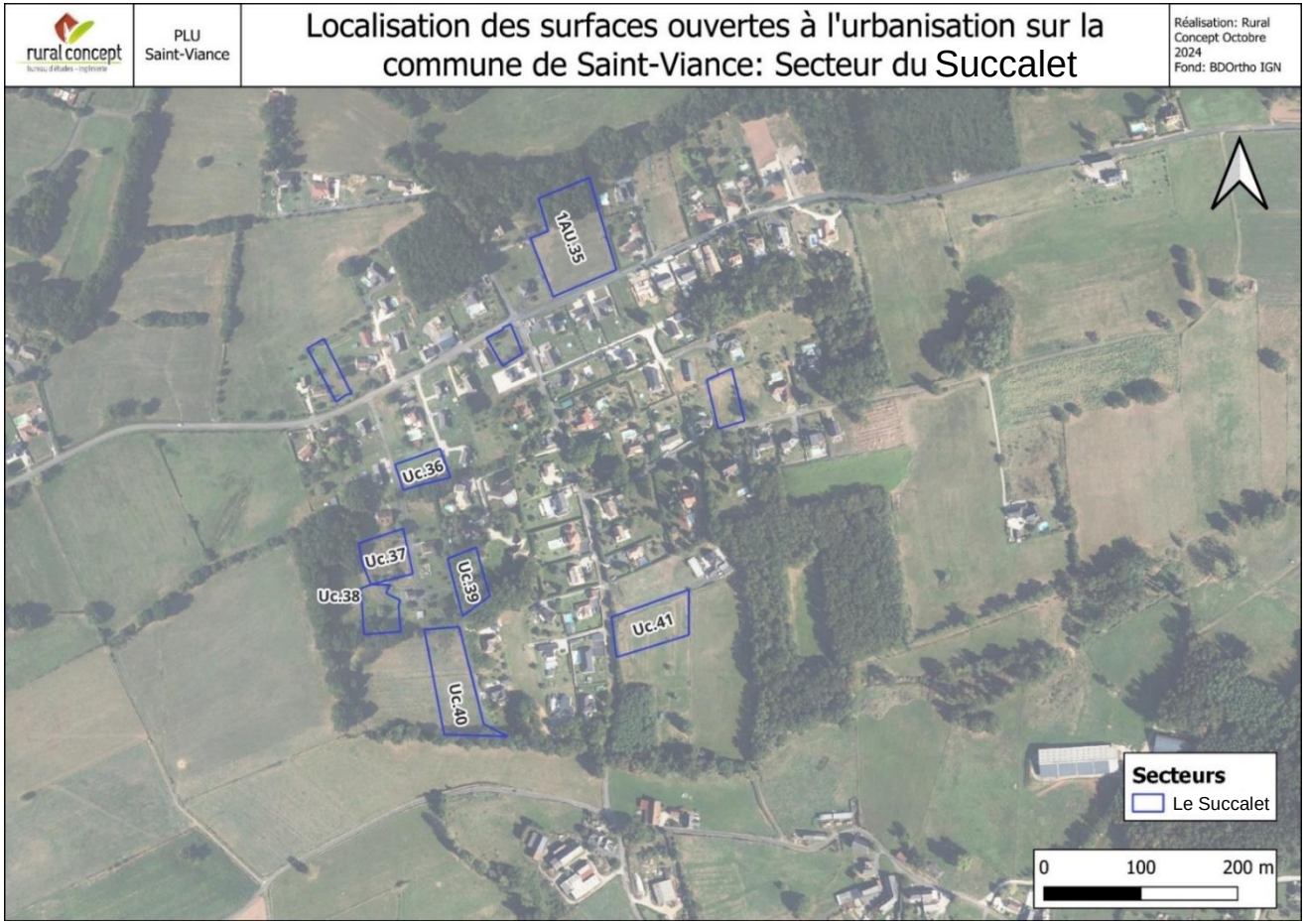
L'analyse du milieu humain fait état des enjeux suivants :

Thématique	Enjeu sur le territoire communal	Tendance évolutive (scénario au fil de l'eau)	Niveau d'enjeu
Gestion des espaces agricoles	60% du territoire est occupé par des milieux ouverts, avec 842 ha de surfaces déclarées à la PAC, soit 51.1% du territoire communal et 85% des milieux ouverts de Saint-Viance. Un peu plus de la moitié de ces surfaces sont des prairies permanentes ou temporaires (51,8%) et le reste se compose principalement de cultures annuelles telles que le maïs.		**Moyen**
Gestion des espaces à urbaniser	L'augmentation de la population est constante depuis 1999, avec un taux de croissance annuel moyen de 1,3% entre 2008 et 2020. La municipalité a pour objectif de maintenir ce taux à 1,2% par an sur les prochaines quinze années, soit 27 nouveaux habitants par an. Ce sont ainsi 272 nouveaux logements qui seront construits pour le développement de la commune sur les quinze prochaines années. Historiquement, la commune de saint-Viance a connu un développement urbain basé sur les villages de son territoire, comme la Gratade, l'Artige, Rieux-les Trinquilles-la Mijale, les Teyres, Saint-Martin et Prach. Bien que situés sur les écarts de la commune, ces villages disposent de capacité de densification. L'objectif est de conforter l'urbanisation dans les secteurs proche du bourg en les raccordant avec des liaisons douces, ainsi que dans le bourg, en accordance avec le PPRi Vézère. L'imperméabilisation des sols liée à l'urbanisation croissante engendre une augmentation des volumes d'eaux à collecter qui peuvent, sur certains secteurs, atteindre les limites de capacité des réseaux. Il en résulte, lors d'épisodes pluvieux intenses, des	Mitage agricole. Imperméabilisation des sols, pollutions diffuses.	**Fort**

Thématique	Enjeu sur le territoire communal	Tendance évolutive (scénario au fil de l'eau)	Niveau d'enjeu
	débordements qui peuvent être à l'origine d'un risque d'inondation (SCoT Sud-Corrèze).		
Patrimoine culturel, architectural et archéologique	Afin de favoriser le tourisme sur son territoire, Saint-Viance souhaite mettre en valeur son patrimoine tel que l'Église et le Pont de la Vézère, classé Monuments historiques, ainsi que son bâti ancien. La commune dispose également d'éléments de patrimoine vernaculaire (fours à pain, les calvaires, puits, lavoirs, fontaines), qu'elles souhaitent protéger, étant des éléments pouvant également participer à l'attraction touristique du territoire.		**Fort**

3 Localisation des parcelles ouvertes à l'urbanisation

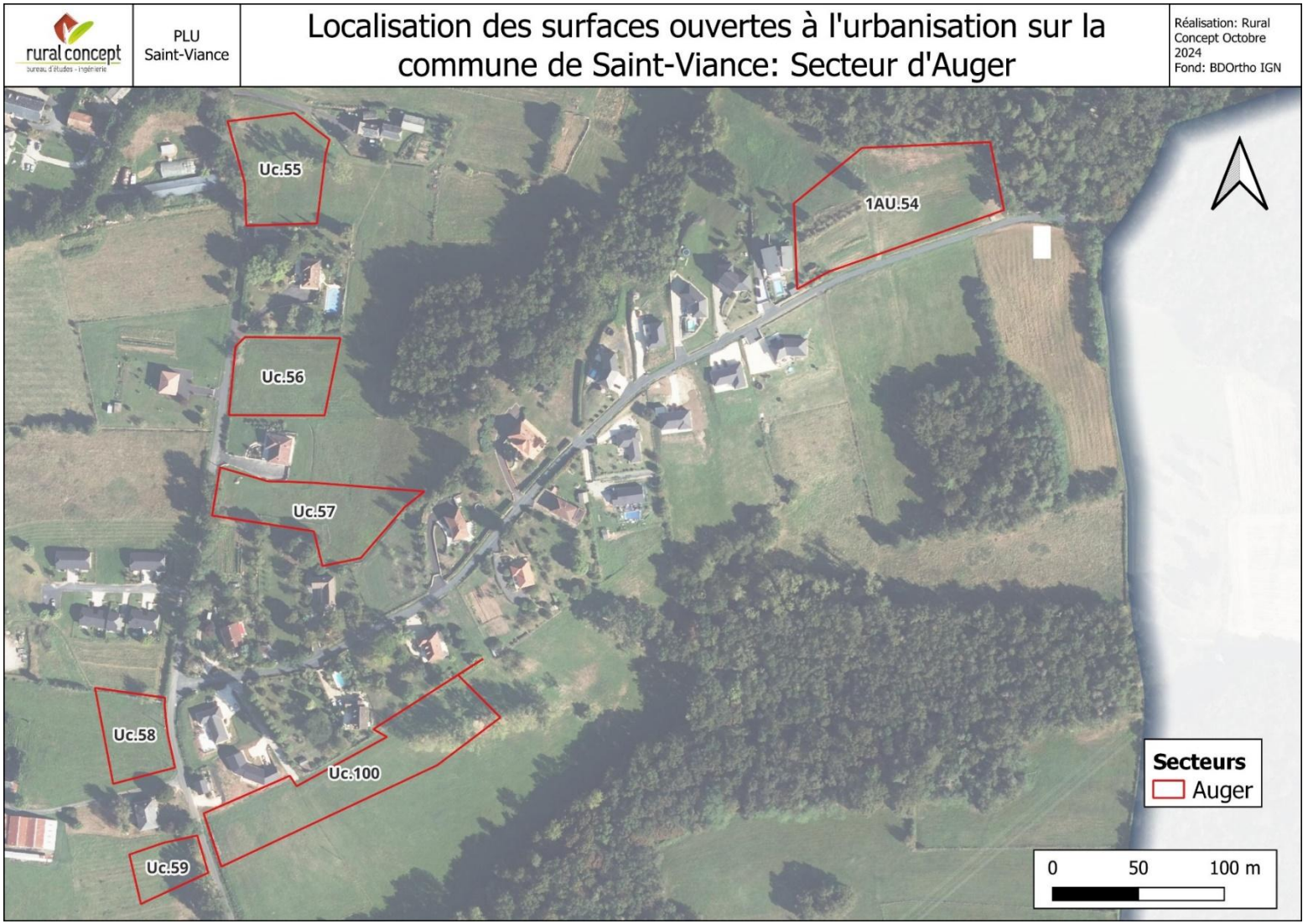
La localisation précise des parcelles ouvertes à l'urbanisation figure sur les cartographies suivantes présentant les différents secteurs concernés sur la commune de Saint-Viance.



Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur des Jargasses et du Succalet



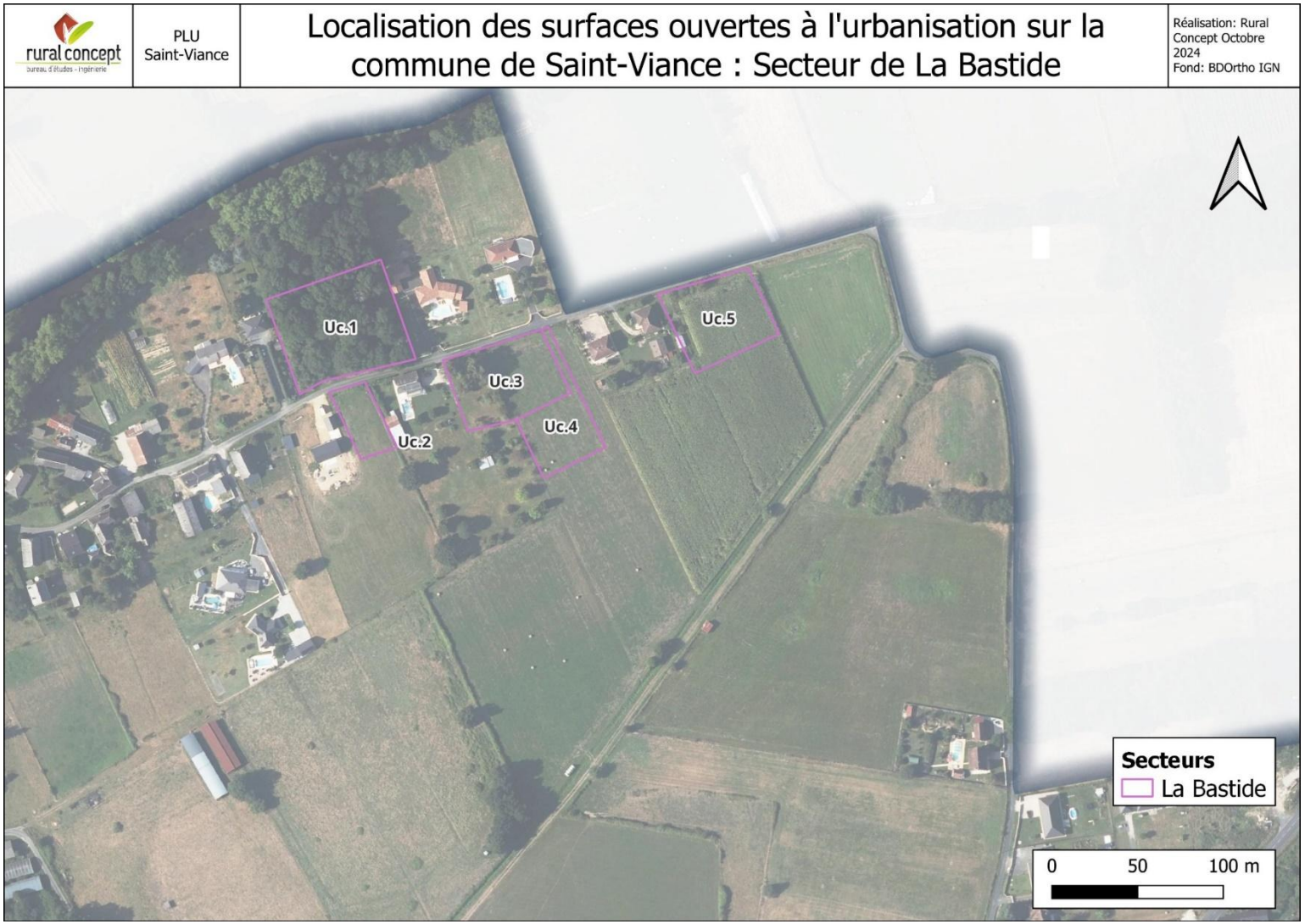
Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur de Lartige



Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur d'Auger et du Genébrier



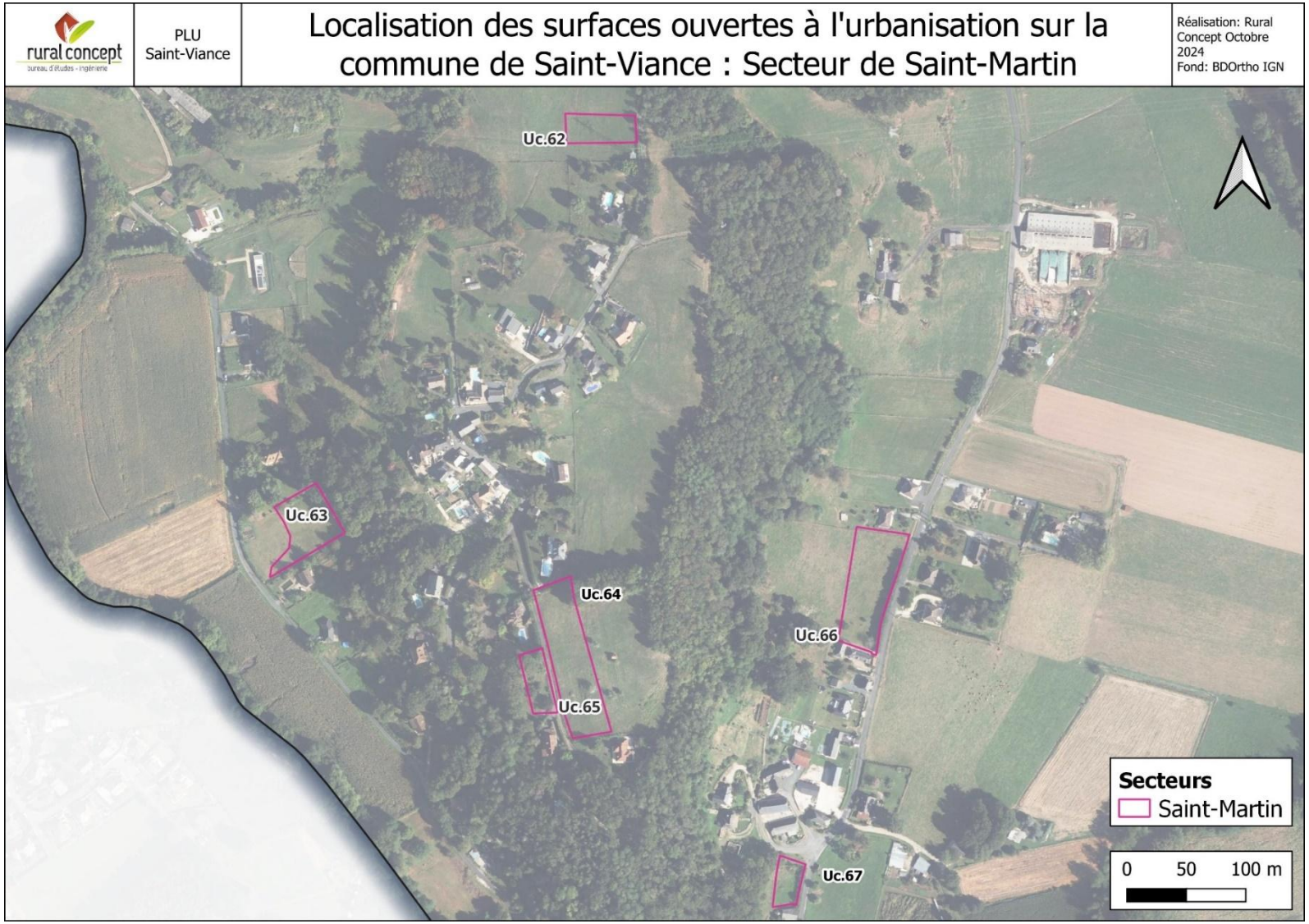
Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur de la Feyrie et des Rebières



Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur de la Bastide



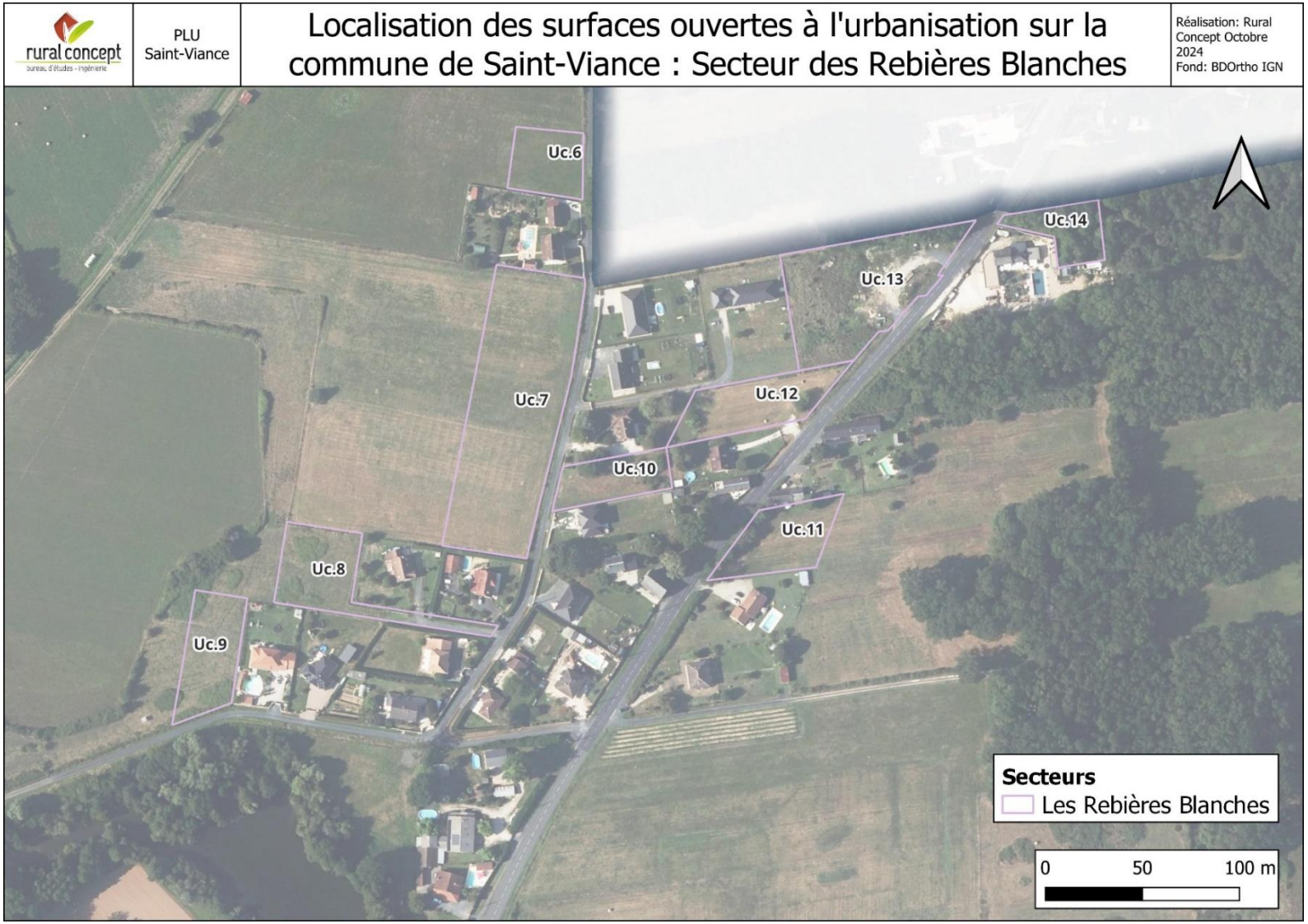
Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur de l'Echamel, de Vincent et des Baysses



Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur de Saint-Martin et de Prach



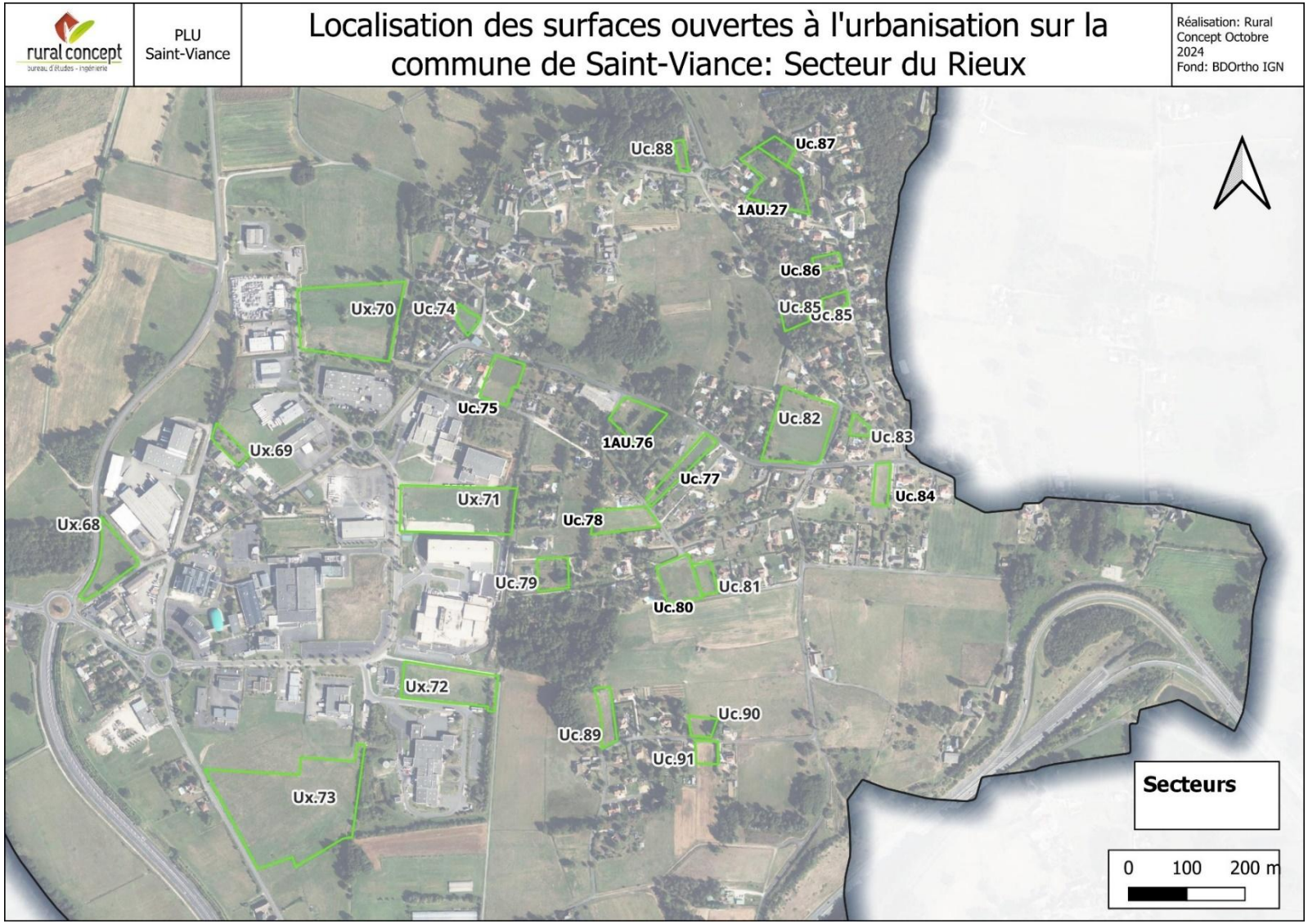
Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le bourg de Saint-Viance



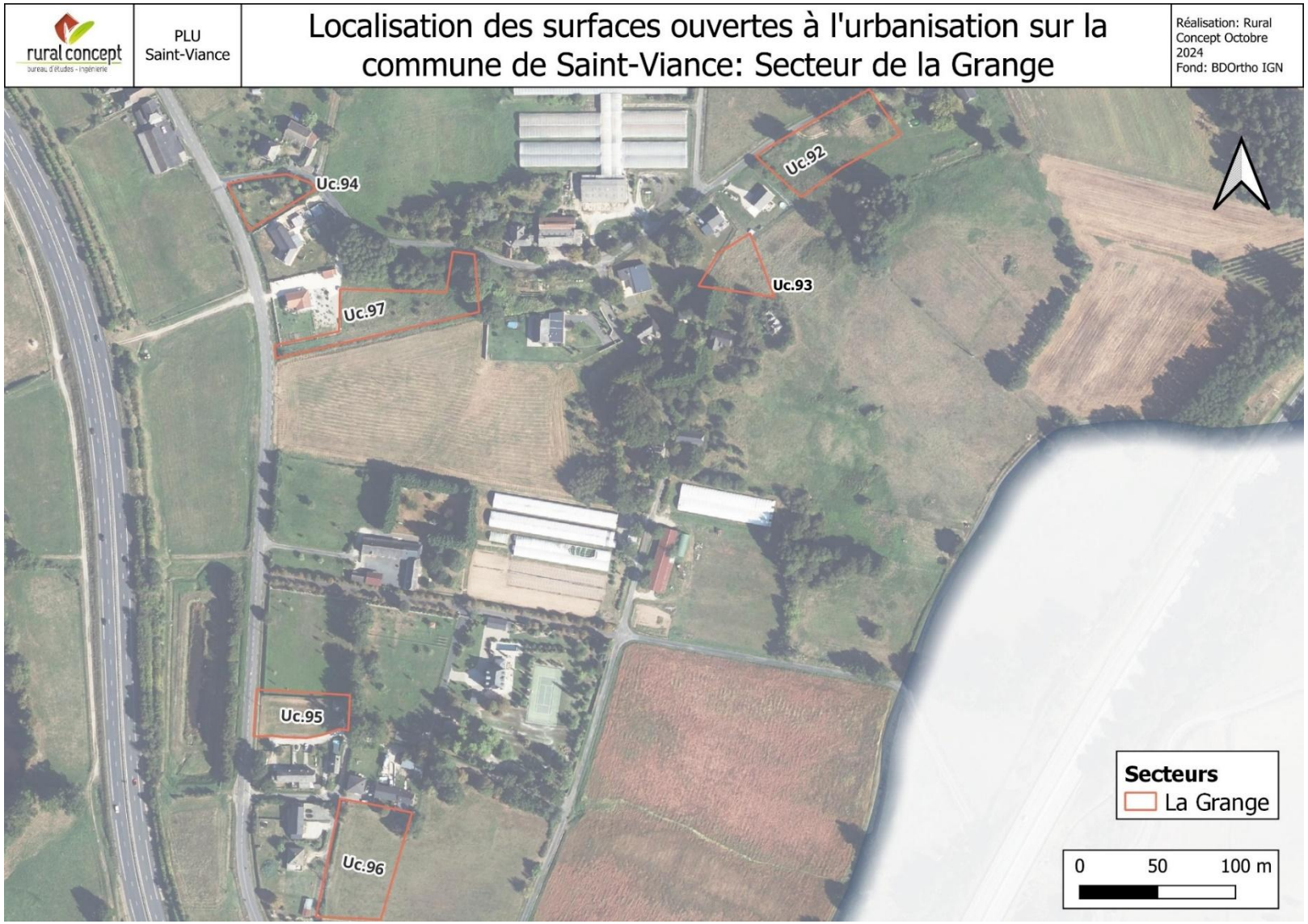
Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur des Rebières Blanches



Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur des Teyres



Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur du Rieux, de la Mijale, de la Nau et des Combes



Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur du Rieux, de la Mijale, de la Nau et des Combes



Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le secteur de la Gratade

4 Caractérisation des enjeux environnementaux sur les parcelles ouvertes à l'urbanisation

Le tableau suivant présente plus spécifiquement les enjeux environnementaux en présence sur l'ensemble des 100 parcelles ouvertes à l'urbanisation. Ces enjeux ont été définis sur la base d'une étude cartographique et d'une visite de terrain réalisée le 17 octobre 2023. Les enjeux agricoles sont présentés dans la partie **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** - **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**.

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
La Bastide	1	U	0,413		Boisement à bon potentiel écologique	G1.A	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Fort Enjeu TVB : Fort Enjeu global : Fort
La Bastide	2	U	0,093		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
La Bastide	3	U	0,272		Prairie de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Bastide	4	U	0,17		Prairie de fauche	E2.2*I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Bastide	5	U	0,253		Culture	I1.1	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Les Rebières Blanches	6	U	0,122		Prairie permanente de pâture et de fauche	E2.1*E 2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Rebières Blanches	7	U	0,69		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Rebières Blanches	8	U	0,213		Prairie en déprise	E2.7	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Les Rebières Blanches	9	U	0,174		Friche, prairie permanente en déprise	E2.7	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen
Les Rebières Blanches	10	U	0,125		Jardin domestique	I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Rebières Blanches	11	U	0,169		Jardin domestique – Permis de construire délivré	I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Les Rebières Blanches	12	U	0,198		Prairie de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Rebières Blanches	13	U	0,419		Décharge sur friche		Enjeu Faune : Nul Enjeu Flore/Habitat : Nul Enjeu TVB : Nul Enjeu global : Nul
Les Rebières Blanches	14	U	0,103		Boisement identifié en réservoir de biodiversité à enjeu écologique très fort	G1.A	Enjeu Faune : Très fort Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Très fort Enjeu global : Très fort

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
La Feyrie	15	U	0,337		Prairie permanente de fauche avec une partie en jardin domestique	E2.2*I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Feyrie	16	U	0,081		Jardin domestique avec vergers		Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Feyrie	17	U	0,167		Jardin domestique	I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
La Feyrie	18	U	0,294		Prairie de fauche et alignements d'arbres	E2.2/F A.4	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen
Les Rebières	19	U	0,152		Prairie de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Rebières	20	1AU	0,891		Prairie temporaire de fauche et haie au Sud	E2.2/F A.3	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
L'Echamel	21	U	0,201		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB/ Faible Enjeu global : Faible
Les Baysses	22	1AU	0,707		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Baysses	23	U	0,388		Prairie permanente de fauche avec haie	E2.2	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Faible à moyen

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Les Baysses	24	U	0,323		Friche à bon potentiel écologique, à proximité immédiate d'un boisement identifié en réservoir de biodiversité	E2.7	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Fort Enjeu global : Très fort
Les Baysses	25	U	0,028		Jardin domestique	I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Baysses	26	U	0,078		Jardin domestique	I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Le Rieux	27	1AU	0,711		Friche à fort potentiel écologique, bien que colonisée par *Robinia pseudoacacia*	E2.7	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Fort Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Fort
Vincent	28	U	0,116		Prairie de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Le Bourg	29	Ua	0,165		Prairie de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Le Bourg	30	Ua	0,138		Prairie de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Le Bourg	31	Ua	0,166		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Garennes	32	U	0,12		Jardin domestique	I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Le Succalet	33	U	0,117		Jardin domestique	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Le Succalet	34	U	0,087		Jardin domestique	I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Jargasses	35	1AU	0,67		Prairie permanente de fauche à proximité immédiate d'un réservoir de biodiversité humide	E2.2	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Très fort Enjeu global : Très fort

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Le Succalet	36	U	0,146		Jardin domestique	E2.2	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen
Le Succalet	37	U	0,219		Prairie de fauche avec haie arbustive	E2.2/F A.3	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Moyen
Le Succalet	38	U	0,174		Prairie de fauche avec haie arbustive	E2.2/F A.3	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Faible à moyen

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Le Succalet	39	U	0,18		Boisement naturel à bon potentiel écologique	G1.A	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Moyen à fort Enjeu TVB : Moyen à fort Enjeu global : Fort
Le Succalet	40	U	0,456		Prairie permanente de pâture avec cours d'eau et ripisylve	E2.2/F A.3	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Très fort
Le Succalet	41	U	0,347		Prairie permanente de pâture et de fauche, avec une haie optimale	E2.1*E 2.2	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Moyen

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Les Jargasses	42	U	0,152		Jardin domestique	I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Gratade	43	U	0,222		Jardin, pas de visibilité	I2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Gratade	44	U	0,143		Prairie de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
La Gratade	45	U	0,234		Cultures sous serres	I1.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Gratade	46	U	0,111		Prairie temporaire de fauche	E2.2	Enjeu Faune ; Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Gratade	47	U	0,157		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Mounac	48	Ah	0,263		Vergers	I1.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Mounac	49	Ah	0,195		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Mounac	50	Ah	0,155		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Lagorse	51	Ah	0,25		Prairie permanente de fauche et écoulement d'eau en bordure	E2.2	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Fort Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Fort
Lartige	52	U	0,283		Prairie permanente de fauche et réservoir avec lisière de réservoir de biodiversité	E2.2*G 1.A	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Fort Enjeu global : Très fort
Lartige	53	U	0,185		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Les Genébriers	54	1AU	0,642		Prairie permanente et prairie temporaire de fauche à proximité immédiate d'un réservoir de biodiversité	E2.2/E 5.43	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Fort Enjeu global : Très fort
Auger	55	U	0,297		Prairie permanente de fauche avec alignements d'arbres	E2.2/F A.4	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen
Auger	56	U	0,262		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Auger	57	U	0,345		Jardin domestique	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Auger	58	U	0,184		Prairie de fauche avec petit alignement de plantes ornementales	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Auger	59	U	0,111		Prairie permanente de fauche avec petit alignement d'arbres	E2.2/F A.4	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Les Teyres	60	U	0,233		Boisement identifié en réservoir de biodiversité à enjeu écologique très fort et petite prairie	E2.2/G 1.A	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Très fort Enjeu global : Très fort
Les Teyres	61	U	0,103		Friche embroussaillée identifiée dans le réservoir de biodiversité	E2.7/G 1.A	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Très fort Enjeu global : Très fort
Prach	62	U	0,141		Prairie permanente de fauche et de pâture	E2.1*E 2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Prach	63	U	0,276		Prairie permanente de fauche et lisière de boisement identifié en réservoir de biodiversité	E2.2/E 5.43	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Très fort Enjeu global : Très fort
Prach	64	U	0,377		Prairie permanente de fauche et haie haute	E2.2/F A.3	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Moyen Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Moyen
Prach	65	U	0,157		Boisement clair identifié en réservoir de biodiversité	G1.A	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Fort Enjeu global : Très fort

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Saint-Martin	66	U	0,378		Prairie permanente de fauche et haie	E2.2/F A.4	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen
Saint-Martin	67	U	0,138		Prairie permanente de fauche avec lisière de boisement identifié en réservoir de biodiversité	E2.2/E 5.43	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Fort Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Fort
La Nau	68	Ux	0,525		Prairie de fauche avec petite zone arbustive au Sud-Est	E2.2/F A.3	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
La Nau	69	Ux	0,181		Prairie de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Nau	70	Ux	2,026		Parcelle en friche avec zone humide et arbres remarquables	E2.7/E 3.4	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Très fort Enjeu global : Très fort
La Nau	71	Ux	1,55		Prairie permanente de fauche de grande surface avec haie	E2.2	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
La Nau	72	Ux	0,952		Prairie de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Nau	73	Ux	3,414		Prairie de fauche en bonne état de conservation et zone humide	E2.2/E 3.4	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Très fort Enjeu global : Très fort

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Le Rieux	74	U	0,115		Prairie permanente de fauche et petite haie champêtre	E2.2/F A.3	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen
Le Rieux	75	U	0,402		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Trinquilles	76	1AU	0,446		Prairie temporaire avec alignements d'arbres et lisière de petit bosquet	E2.2/F A.4/E5. 43	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Faible à moyen

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Les Trinquilles	77	U	0,306		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Trinquilles	78	U	0,401		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Les Trinquilles	79	U	0,287		Prairie permanente de fauche avec haie	E2.2/F A.4	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen
Les Trinquilles	80	U	0,433		Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
Les Trinquilles	81	U			Prairie permanente de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
La Mijale	82	1AU			Prairie temporaire de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Mijale	83	U			Prairie de fauche	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat ; Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Mijale	84	U			Jardin domestique	I2.2	Enjeu faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
La Mijale	85	U			Boisement sec et acide clair	G3	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Moyen Enjeu TVB : Moyen Enjeu global : Moyen
La Mijale	86	U			Chênaie acidophile à bonne naturalité	G3	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Moyen Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Moyen
La Mijale	87	U			Friche évoluant vers un bosquet, fort potentiel écologique	G1.8	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Moyen Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Fort

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Le Rieux	88	U			Prairie de fauche avec lisière de boisement	E2.7*G 1	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Moyen Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Moyen
Les Combes	89	U			Prairie permanente de pâture avec lisière de boisement	E2.2/E 5.43	Enjeu Faune : Faible à moyen Enjeu Flore/Habitat : Faible à moyen Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Faible à moyen
Les Combes	90	U			Prairie permanente de pâture	E2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
Les Combes	91	U			Cultures	E2.1	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Grange	92	U			Prairie humide embroussaillée	I1.1	Enjeu Faune : Fort Enjeu Flore/Habitat : Très fort Enjeu TVB : Faible à moyen Enjeu global : Très fort
La Grange	93	U			Prairie en déprise	E3.4	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat ; Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible à moyen

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques
La Grange	94	U			Jardin domestique	E2.7	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Grange	95	U			Jardin domestique	I2.2	Enjeu Faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible
La Grange	96	U			Prairie permanente de fauche	E2.7	Enjeu faune : Faible Enjeu Flore/Habitat : Faible Enjeu TVB : Faible Enjeu global : Faible

Secteur	Parcelle	Zone	Surface (ha)	Photo	Habitats naturels / Description	Code EUNIS	Enjeux écologiques	
La Grange	97	U			Friche à bon potentiel écologique	E2.2	Enjeu Faune : Moyen Enjeu Flore/Habitat : Moyen Enjeu TVB : Moyen Enjeu global Moyen	
~~Les Teyres~~	~~98~~	~~U~~			~~Prairie permanente de fauche~~	~~E2.7~~	~~Enjeu Faune : Faible~~ ~~Enjeu Flore/Habitat : Faible~~ ~~Enjeu TVB : Faible~~ ~~Enjeu global : Faible~~	*Secteur supprimé à l'approbation du PLU*
~~Les Teyres~~	~~99~~	~~U~~			~~Prairie permanente de fauche et de pâture~~	~~E2.2~~	~~Enjeu Faune : Faible~~ ~~Enjeu Flore/Habitat : Faible~~ ~~Enjeu TVB : Faible~~ ~~Enjeu global : Faible~~	*Secteur supprimé à l'approbation du PLU*

5 Analyse des effets prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'agriculture et l'environnement

5.1 Evaluation des incidences du PADD

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de la commune de Saint-Viance se structure autour de trois axes avec des objectifs clairs :

- **Axe 1 : Encadrer le développement urbain de Saint-Viance dans le but d'enrayer l'image de ville-dortoir**
    - Hiérarchiser l'urbanisation en fonction de la proximité au bourg dans le but de lui redonner vie
    - Encourager une offre de logements diversifiés et répondre qualitativement au besoin en logements
    - Développer l'offre en équipement et faciliter les mobilités

- **Axe 2 : Accompagner le développement des activités économiques du territoire**
    - Donner les possibilités au monde agricole de perdurer
    - Favoriser le développement des activités économiques sur la Nau
    - Promouvoir la dimension touristique de Saint-Viance
    - Encourager le développement d'activités dans le bourg et les secteurs d'habitat, dans une logique de mixité des fonctions

- **Axe 3 : Préserver les singularités paysagères et écologiques de la commune**
    - Maintenir les fonctionnalités écologiques des milieux identifiés dans la Trame Verte et Bleue
    - Valoriser les singularités du paysage de la vallée
    - Conforter l'identité du bourg

Dans la perspective de répondre aux objectifs du développement durable, guidée par les principes de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, le PADD de Saint-Viance décline des actions concrètes tout en étudiant leurs incidences sur l'environnement.

Le tableau suivant résume les orientations du PADD allant des axes aux incidences.

Axe 1 : Encadrer le développement urbain de Saint-Viance dans le but d'enrayer l'image de ville-dortoir

OBJECTIFS	ACTIONS	INCIDENCES
Hiérarchiser l'urbanisation en fonction de la proximité au bourg dans le but de lui redonner vie	✓ Identifier les surfaces libres dans le bourg et optimiser leur aménagement, dans le respect du PPRi Vézère (Plan de Prévention du Risque inondation) ✓ Prioriser le développement des secteurs habités proches du bourg en veillant à prendre en compte les risques inondation et mouvement de terrain ✓ Densifier les villages situés sur les écarts de la commune dans le respect des Enjeu agricoles et environnementaux ✓ Terminer l'urbanisation des hameaux ✓ S'appuyer sur l'existence des réseaux pour développer l'urbanisation ✓ Accompagner la transition énergétique du territoire communal	Milieux biologiques – Périmètres existants Milieux biologiques – Faune / Flore Milieux biologiques – Habitats Milieux biologiques – TVB Risques naturels Risques technologiques Paysage Milieu social – Gestion des espaces agricoles Milieu social – Gestion des espaces à urbaniser Milieu social – Patrimoine culturel, architectural et archéologique Milieu social –Déplacements Ressource en eau – Eau potable Ressource en eau – Assainissement Ressource en énergie Cadre de vie – Humain Cadre de vie - Naturel
Encourager une offre de logements diversifiés et répondre qualitativement au besoin en logements	✓ Promouvoir une croissance démographique maîtrisée ✓ Favoriser un développement urbain basé sur l'optimisation du foncier en gardant un principe de cohérence avec le bâti environnant ✓ Renforcer l'attractivité résidentielle pour les familles et les personnes âgées, afin d'assurer la pérennité des équipements et services communaux ✓ Réfléchir à un site d'accueil pour de l'hébergement à caractère social ou touristique sur la commune	
Développer l'offre en équipement et faciliter les mobilités	✓ Restructurer le groupe scolaire, enjeu majeur dans le dynamisme du bourg ✓ Prendre en compte les équipements existants et poursuivre le développement de l'offre ✓ Mailler le territoire en liaisons douces, en particulier depuis et en direction du bourg ✓ Intégrer le projet de déviation de la RD 901	

Axe 2 : Accompagner le développement des activités économiques du territoire		
Donner les possibilités au monde agricole de perdurer	✓ Favoriser l'installation et le développement des exploitations agricoles ✓ Prendre en compte la présence de bâtiments d'élevage dans les choix de développement de l'urbanisation ✓ Permettre le changement de destination des bâtiments agricoles désaffectés	Milieux biologiques – Périmètres existants Milieux biologiques – Faune / Flore Milieux biologiques – Habitats Milieux biologiques – TVB Risques naturels Risques technologiques Paysage Milieu social – Gestion des espaces agricoles Milieu social – Gestion des espaces à urbaniser Milieu social – Patrimoine culturel, architectural et archéologique Milieu social –Déplacements Ressource en eau – Eau potable Ressource en eau – Assainissement Ressource en énergie Cadre de vie
Favoriser le développement des activités économiques sur la Nau	✓ Poursuivre l'accueil d'entreprises sur la zone d'activités communautaire ✓ Cibler des terrains hors de la ZAC pouvant également accueillir de nouvelles activités ✓ Maintenir les éléments paysagers définis dans la ZAC traitant les interfaces avec les zones d'habitat voisines	
Promouvoir la dimension touristique de Saint-Viance	✓ Intégrer le projet de voie verte de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive ✓ Mettre en valeur le patrimoine bâti du bourg ✓ Envisager la création d'une aire de camping-cars	
Encourager le développement d'activités dans le bourg et les secteurs d'habitat, dans une logique de mixité des fonctions	✓ Dynamiser la centralité historique de la commune en favorisant l'installation de commerces et services à forte valeur ajoutée ✓ Permettre le développement d'activités au sein de toutes les zones d'habitat sous conditions ✓ Prendre en compte les activités disséminées sur le territoire communal	

Axe 3 : Préserver les singularités paysagères et écologiques de la commune	Maintenir les fonctionnalités écologiques des milieux identifiés dans la Trame Verte et Bleue	✓ Préserver et valoriser les espaces naturels et boisés ✓ Protéger les arbres remarquables de la commune ✓ Protéger le maillage dans sa globalité pour l'intérêt des services environnementaux et paysagers	Milieux biologiques – Périmètres existants Milieux biologiques – Faune / Flore Milieux biologiques – Habitats Milieux biologiques – TVB Risques naturels Risques technologiques Paysage
	Valoriser les singularités du paysage de la vallée	✓ Créer un réseau de point de vue en lien avec les sentiers de randonnées ✓ Créer un maillage de mobilités douces ombragées ✓ Favoriser la mise en valeur et la protection du patrimoine bâti identitaire de la commune	Milieu social – Gestion des espaces agricoles Milieu social – Gestion des espaces à urbaniser Milieu social – Patrimoine culturel, architectural et archéologique Milieu social –Déplacements Ressource en eau – Eau potable / Assainissement Ressource en énergie Cadre de vie
	Conforter l'identité du bourg	✓ Requalifier les espaces publics du centre bourg ancien ✓ Qualifier la lisière et les entrées de bourg	

Légende :

+ : incidence positive sur les Enjeu agricoles et/ou environnementaux

- : incidence négative sur les Enjeu agricoles et/ou environnementaux

= : incidence neutre sur les Enjeu agricoles et/ou environnementaux

? : Incidence non clairement établie sur les Enjeu agricoles et/ou environnementaux

5.2 Evaluation des incidences du règlement littéral

En lien avec les milieux naturels, la faune et la flore, le règlement littéral précise que, dans les cas où de nouvelles constructions sont autorisées (Ua, U, Ue, Ux, 1AU, A et N (sous conditions)) :

Usage des sols : Les opérations d'affouillement ou d'exhaussement des sols sont autorisées, sous réserve qu'elles soient liées à la réalisation des voies nouvelles, qu'elles contribuent à l'insertion des ouvrages, installations et des constructions dans le site et qu'elles ne soient pas réalisées en dehors des dits ouvrages, installations et constructions.

- ⇨ **Lorsque les terrains sont situés sur ou au sein du bassin d'alimentation d'une zone humide, les écoulements peuvent être déviés par les travaux du sol et conduire à un assèchement, un remblai ou l'imperméabilisation du milieu (travaux soumis à la loi sur l'eau).**

Inondations : Les projets devront se référer au règlement du PPRi « Bassin de la Vézère ».
La confrontation des enjeux et des aléas a conduit à délimiter :

- Une zone rouge où **l'inconstructibilité est la règle générale**. Il s'agit de la zone d'expansion des crues, c'est-à-dire les zones naturelles et les zones d'urbanisation peu denses (hors centres urbains), si l'aléa est fort.
- Une zone bleu foncé correspondant aux zones de centre urbain où l'intensité du risque peut être forte mais dans laquelle les acteurs locaux ont identifié des Enjeu en matière de gestion et de développement du territoire. **La création de nouveaux logements y est interdite**.
- Une zone bleu clair correspondant à l'aléa faible ou moyen. La **constructibilité sous condition** est la règle générale.

Assainissement :
S'il existe, le branchement sur le réseau public d'assainissement est obligatoire pour toute construction ou installation conformément à l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique. Ce branchement doit respecter le règlement d'assainissement applicable sur le territoire de la commune. Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques (ou assimilables à un usage domestique au sens de la réglementation en vigueur) dans le réseau public doit être préalablement autorisé par le service compétent.

En cas d'absence de réseau public d'assainissement, les rejets d'eaux usées doivent être traités par une installation d'assainissement non collectif conforme aux règles en vigueur.
La fourniture d'une étude de sol démontrant la faisabilité technique d'une filière d'assainissement non collectif et prenant en compte la gestion des eaux pluviales (à traiter de façon à ce qu'elles ne perturbent pas le fonctionnement de l'assainissement non collectif) devra être fournie en amont du dépôt du permis de construire ou du permis d'aménager.
Le rejet d'eaux usées non traitées dans les fossés, rivières ou réseau d'eaux pluviales est interdit.

- ⇨ **Lorsque les terrains sont situés sur ou au sein du bassin d'alimentation d'une zone humide, où le terrain peut être gorgé d'eau tout ou partie de l'année, des risques de pollution existent.**

Eaux pluviales :
Toute installation soumise à autorisation ou à déclaration au titre de la législation sur les installations classées et de la loi sur l'eau, doit s'équiper d'un dispositif de traitement des eaux pluviales adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection efficace du milieu naturel.
Afin de protéger la qualité du milieu récepteur et ne pas surcharger les réseaux hydrauliques existants, les eaux de ruissellement issues des surfaces imperméabilisées (parkings, voiries, toitures, …) doivent obligatoirement être infiltrées sur le site, et des mesures compensatoires de gestion des eaux pluviales doivent être prévues et dimensionnées de telle sorte que le rejet issu du projet ne soit pas de nature à aggraver la situation existante.
Les fossés existants doivent être conservés et le libre écoulement des eaux devra être maintenu.

- ⇨ **Lorsque les terrains sont situés au sein du bassin d'alimentation d'une zone humide, l'infiltration sur le terrain est indispensable.**

Environnement :
Les haies existantes, les boisés et bordures boisées seront conservés sauf en cas d'impossibilité technique, auquel cas la création d'espaces verts relatifs à l'importance des opérations seront à réaliser, et les espaces non bâtis seront végétalisés. Les essences locales sont privilégiées pour les plantations nouvelles.

- ⇨ **Il convient d'éviter au maximum la destruction de haies, de boisés et de massifs forestiers. En effet, même si leur remplacement est prévu, les fonctionnalités des nouvelles plantations n'atteindront jamais celles des boisements et haies détruits (temps de croissance, profondeur des racines, zones refuge pour la faune, caractéristiques du sol…). La plupart des massifs boisés de la commune sont identifiés en réservoirs de biodiversité dans la Trame Verte et Bleue, et de nombreux réservoirs bocagers sont également présents.**

Aucun arbre remarquable identifié sur le document graphique (au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme) ne peut être ni abattu, ni taillé sévèrement, sans raison sanitaire justifiée.

En zone A, les constructions à destination d'habitation, sous conditions et dans les limites suivantes :
- être nécessaires à l'exploitation agricole ;
- être justifiées par la nécessité d'une présence permanente et rapprochée de l'exploitant sur son exploitation.

En zones N, les constructions existantes à usage d'habitation ou agricoles peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que celles-ci ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Légende :
+ : Incidence positive sur les Enjeu environnementaux
= : Incidence neutre sur les Enjeu environnementaux
? : Incidence non clairement établie sur les Enjeu environnementaux
– : Incidence négative sur les Enjeu environnementaux

	Zone humide, bassin d'alimentation des ZH et milieux hydriques associés	Réservoirs de biodiversité et continuités écologiques boisées
Usage des sols	-	=
Inondations	=	/
Assainissement	+	=
Eaux pluviales	+	=
Environnement	-	=
Imperméabilisation des sols	=	=
Trame Verte et Bleue	-	+

Tableau d'analyse des effets notables du règlement littéral sur les enjeux environnementaux pour la commune de Saint-Viance

En synthèse, nous estimons que le règlement littéral du PLU aura une incidence négative sur la biodiversité de la commune, particulièrement sur les zones humides. Aucune mention de leur préservation n'est faîte, ni du terme de « zones humides ». En dehors des mentions liés au plan de zonage, on ne trouve pas de mention concernant la préservation des ripisylves, ou des berges de cours d'eau, ni de la préservation du caractère hydrologique des milieux aquatiques.
Des haies, ripisylve ou espaces boisés sont tout de même identifiés comme protégés dans le zonage.
Le rejet d'eaux usées dans les cours d'eaux est interdit.
Les arbres remarquables sont indiqués comme protégés, mais aucun n'a été identifié dans le zonage.
La perméabilité des clôtures pour le passage de la petite faune n'est pas mentionnée.
Le maintien de la perméabilité des sols artificialisés via les matériaux est toutefois bien mentionné dans le règlement.
La plantation de nouvelles haies devra prioriser l'utilisation d'essences locales.

5.3 Evaluation des incidences du règlement graphique

5.3.1 Présentation des zones et de leurs objectifs

Le PLU de la commune de Saint-Viance distingue plusieurs zones à urbaniser, trois zones agricoles et deux zones naturelles.

- Les zones urbaines (dont l'intitulé commence par « U ») :

Ua	Zone urbaine mixte à dominante d'habitat et de services
U	Zone urbaine spécialisée dans l'accueil des activités
Ue	Zone urbaine à vocation culturelle, sportive, touristique et/ou de loisirs
Ux/Uxn	Zone urbaine à destination d'activités

- Les zones à urbaniser (dont l'intitulé commence par « AU ») :

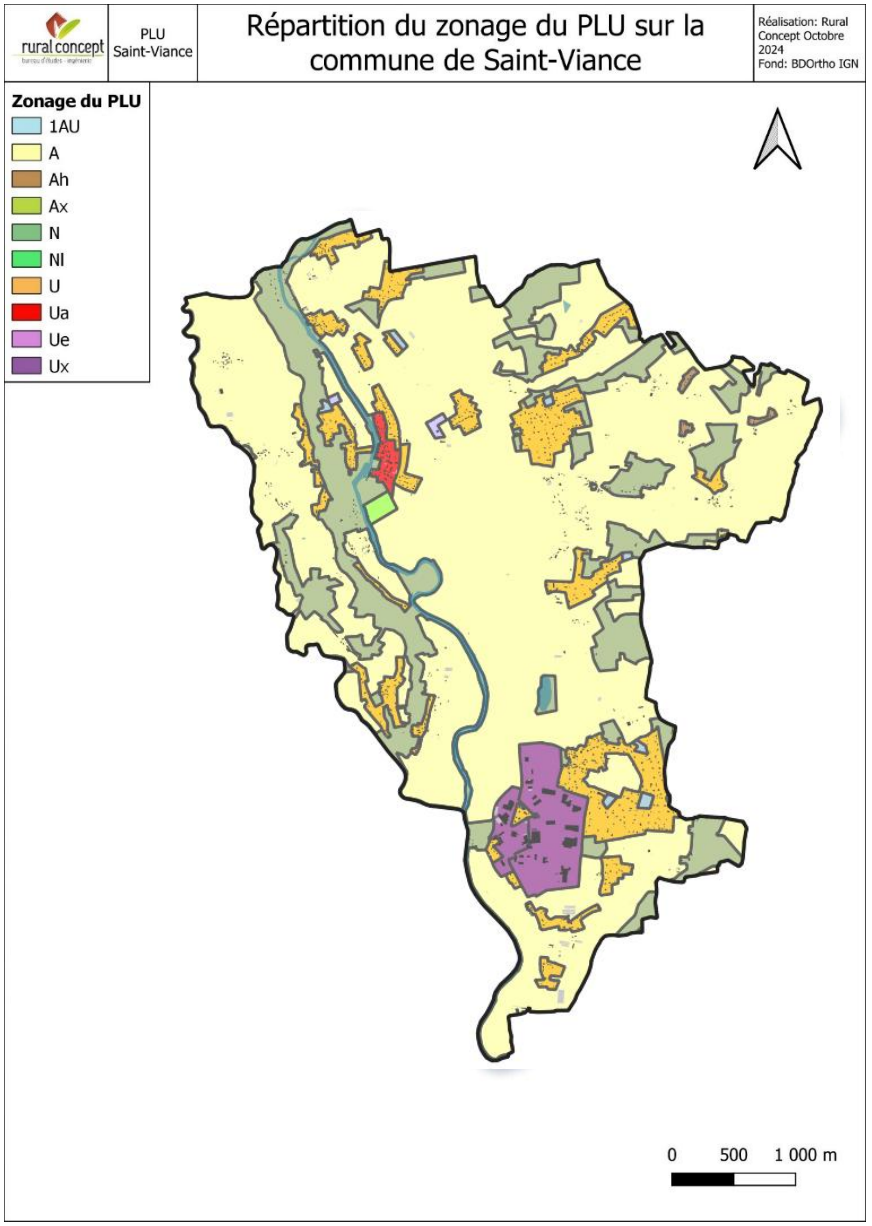
1AU	Zone à urbaniser ouverte à destination principale d'habitation

- Les zones agricoles (dont l'intitulé commence par « A ») :

A	Zone agricole
Ah	Zone agricole à vocation d'habitat
Ax	Zone agricole à vocation d'activités

- Les zones naturelles (dont l'intitulé commence par « N ») :

N	Zone naturelle
Nl	Zone naturelle protégée



Le plan de zonage comprend en outre :

▪ Les **périmètres des secteurs soumis aux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** : il est attendu un rapport de compatibilité des permis avec le contenu des OAP (voir la pièce spécifique du dossier de PLU).

▪ Des **bâtiments agricoles**, désaffectés ou non, identifiés pour permettre un changement de destination. Ils ont été identifiés grâce à leur caractère et leur architecture, sont situés hors zone de risques naturels majeurs et desservis par les réseaux (art. L.151-11 du Code de l'Urbanisme). Le changement de destination est soumis à l'avis conforme de la CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Agricoles, Naturels et Forestiers) en zone A, prévue à l'article L.112-1-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime. En zone N, le changement de destination est soumis à l'avis conforme de la CDNPS (Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites). Les bâtiments concernés sont recensés en annexe du présent règlement.

▪ Des **espaces non bâtis (jardins d'agrément et espaces boisés) et des éléments de patrimonial vernaculaire** identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.

▪ Des **éléments végétaux (haies, espaces boisés, alignements d'arbres et ripisylves)** à préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

▪ Des **emplacements réservés** identifiés au titre de l'article L.151-41 du Code de l'Urbanisme définis pour la réalisation d'ouvrages publics.

▪ Les **retraits générés par les routes à grande circulation** soumises aux dispositions de l'article L.111-6 du Code de l'Urbanisme (Loi Barnier).

▪ **L'enveloppe du zonage réglementaire du Plan de Prévention des Risques Inondation du Bassin de la Vézère** approuvé par arrêté préfectoral du 29 août 2002 et modifié par arrêté préfectoral du 25 octobre 2016.

▪ **L'enveloppe du zonage réglementaire du Plan de Prévention des Risques Mouvement de Terrain de Saint-Viance** approuvé par arrêté préfectoral du 3 novembre 2009.

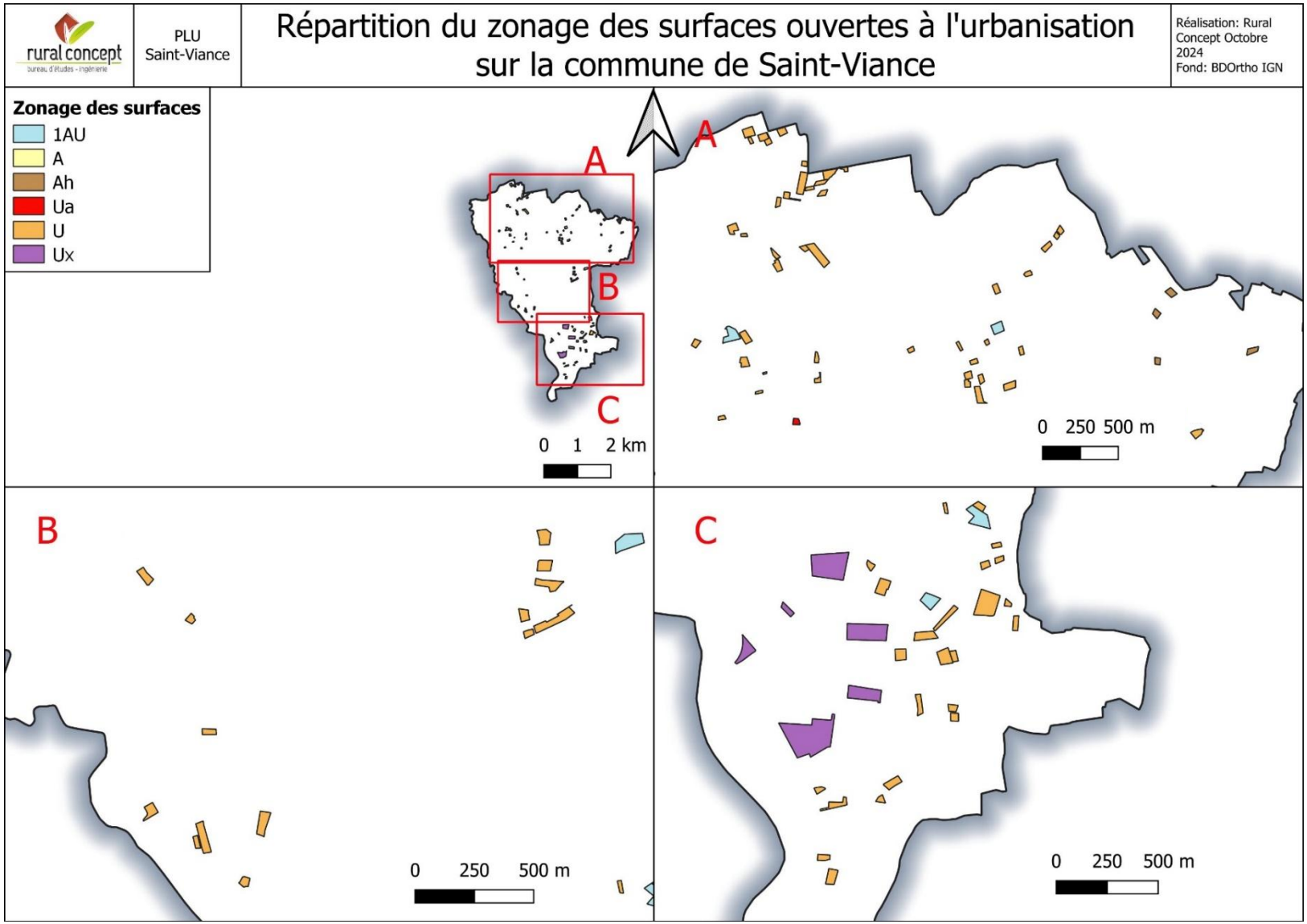
▪ **Les zones de bruits** recensées dans l'arrêté préfectoral portant approbation du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du Département de la Corrèze.

5.3.2 Localisation des zones du PLU et des surfaces ouvertes à l'urbanisation

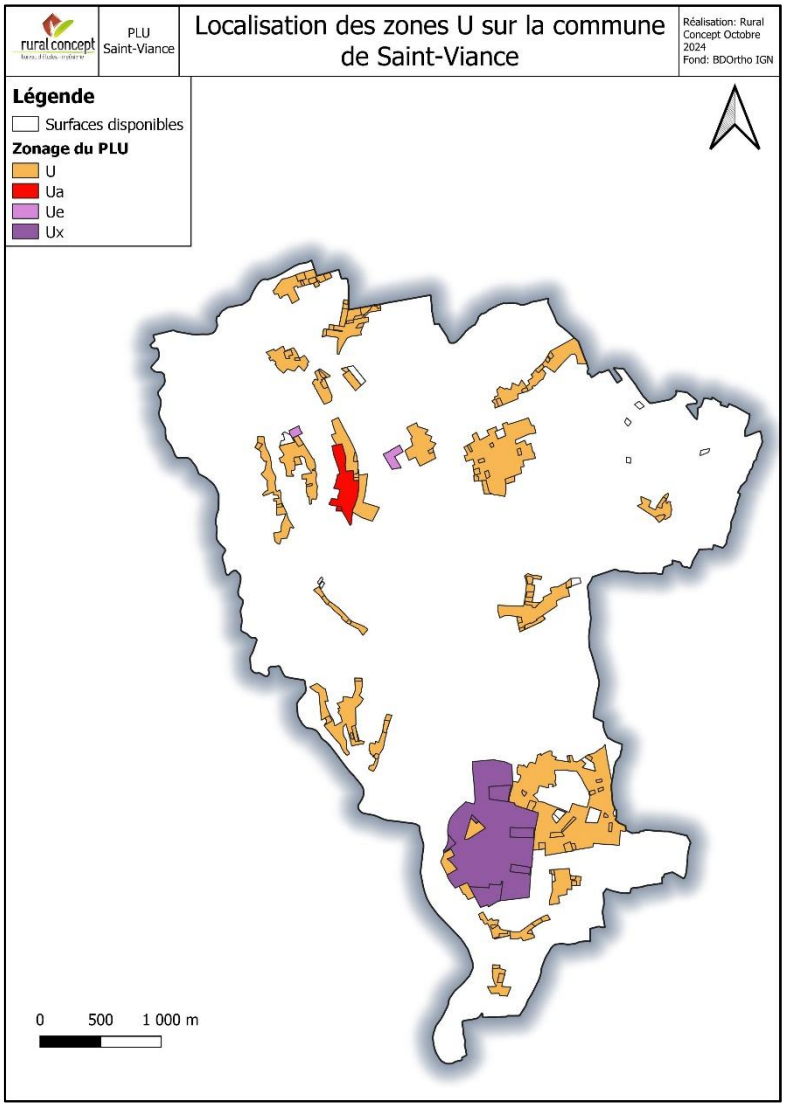
Les surfaces ouvertes à l'urbanisation sur la commune de Saint-Viance représentent une superficie de 30,153 ha. Le territoire communal ayant une superficie de 1648,592 ha, les surfaces ouvertes correspondent à environ 2% de la commune. Le tableau et les cartes suivantes détaillent ces surfaces et indiquent leur emprise sur la commune.

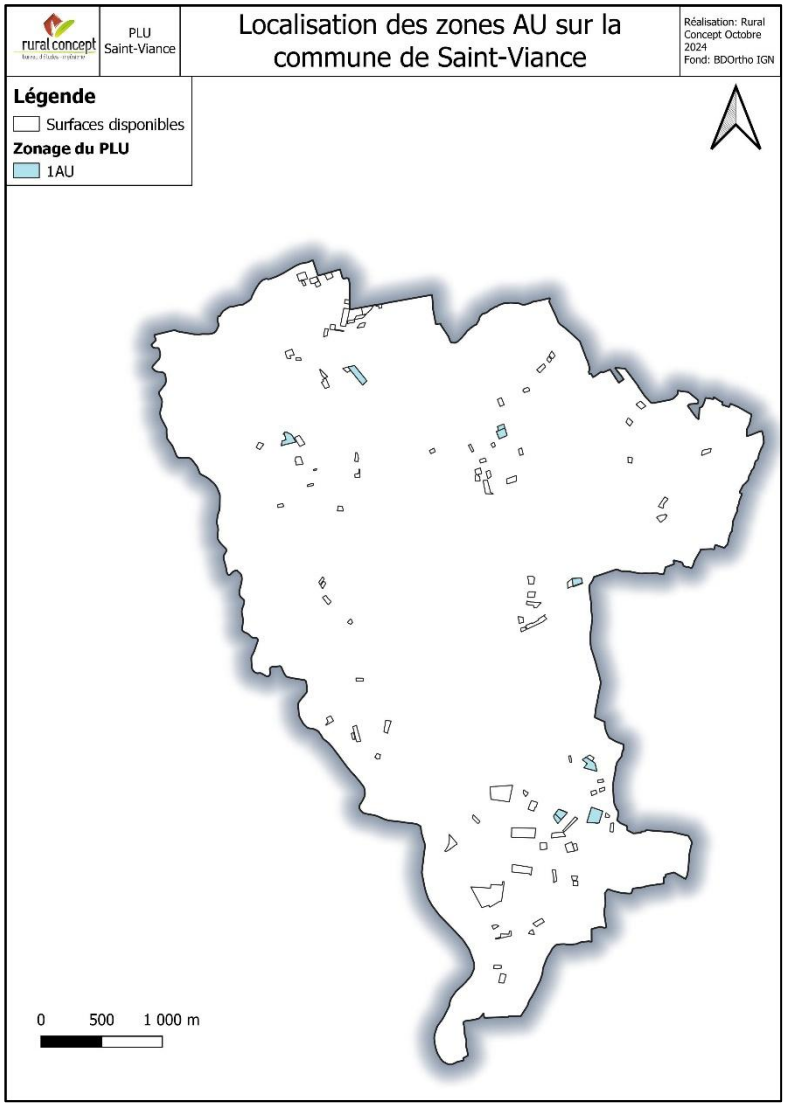
		PLU en cours d'élaboration	***Surfaces ouvertes à l'urbanisation***	
		ha	***ha***	***%***
ZONES URBAINES	**U**	167,121	17,3	10,35%
	Ua	7,803	0,166	2,13%
	Ue	2,251	0	0%
	Ux	61,115	8,648	14,15%
	Total	**238.29**	**26,114**	**10,95%**
ZONES À URBANISER	**1AU**	5,283	3,176	60,12 %
	Total	**5,283**	**3.176**	**60.12%**
ZONES AGRICOLES ET NATURELLES	**A**	1105,185	0	0,0%
	Ah	3,215	0,863	19,02%
	Ax	0,58	0	0%
	N	292,211	0	0%
	Nl	3,828	0	0%
	Total	**1405,019**	**0,863**	**0.06%**
	Total général	**1648,592**	**30,153**	1,82 %

Tableau des surfaces des différentes zones du PLU et des surfaces ouvertes à l'urbanisation

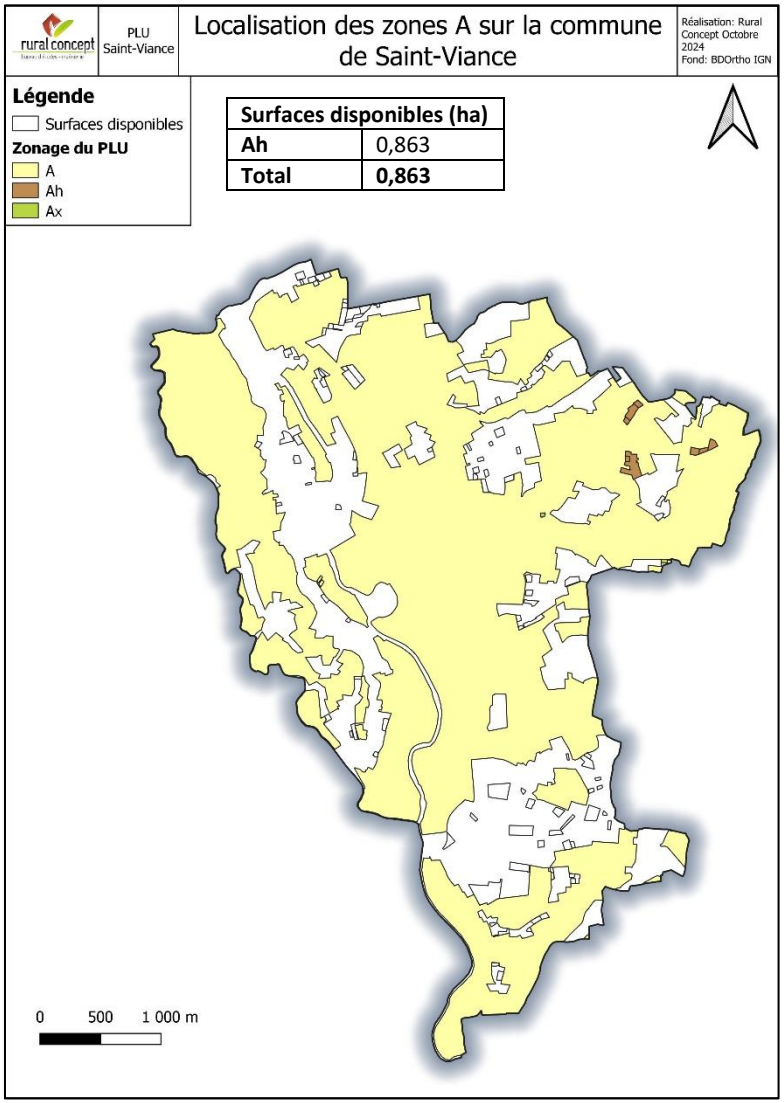


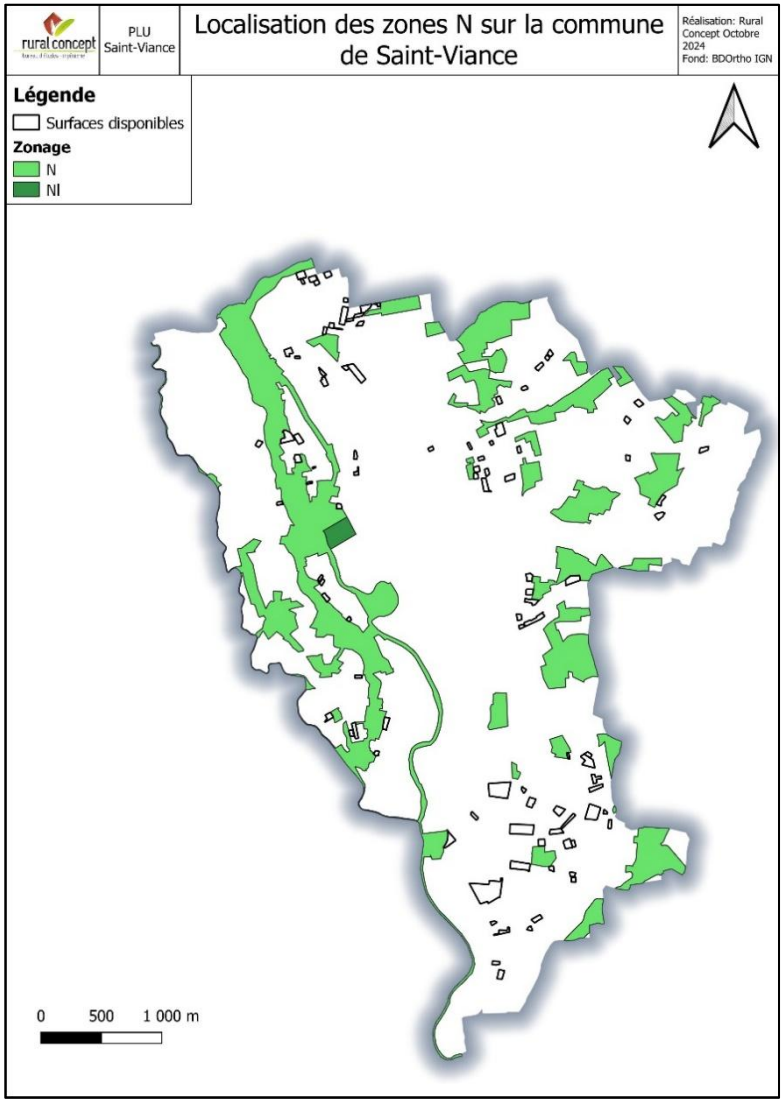
Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation selon le type de zonage sur la commune de Saint-Viance





Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation en zone urbaine (à gauche) et en zone à urbaniser (à droite) sur la commune de Saint-Viance





Localisation des surfaces ouvertes à l'urbanisation en zone agricole (à gauche) et en zone naturelle (à droite) sur la commune de Saint-Viance

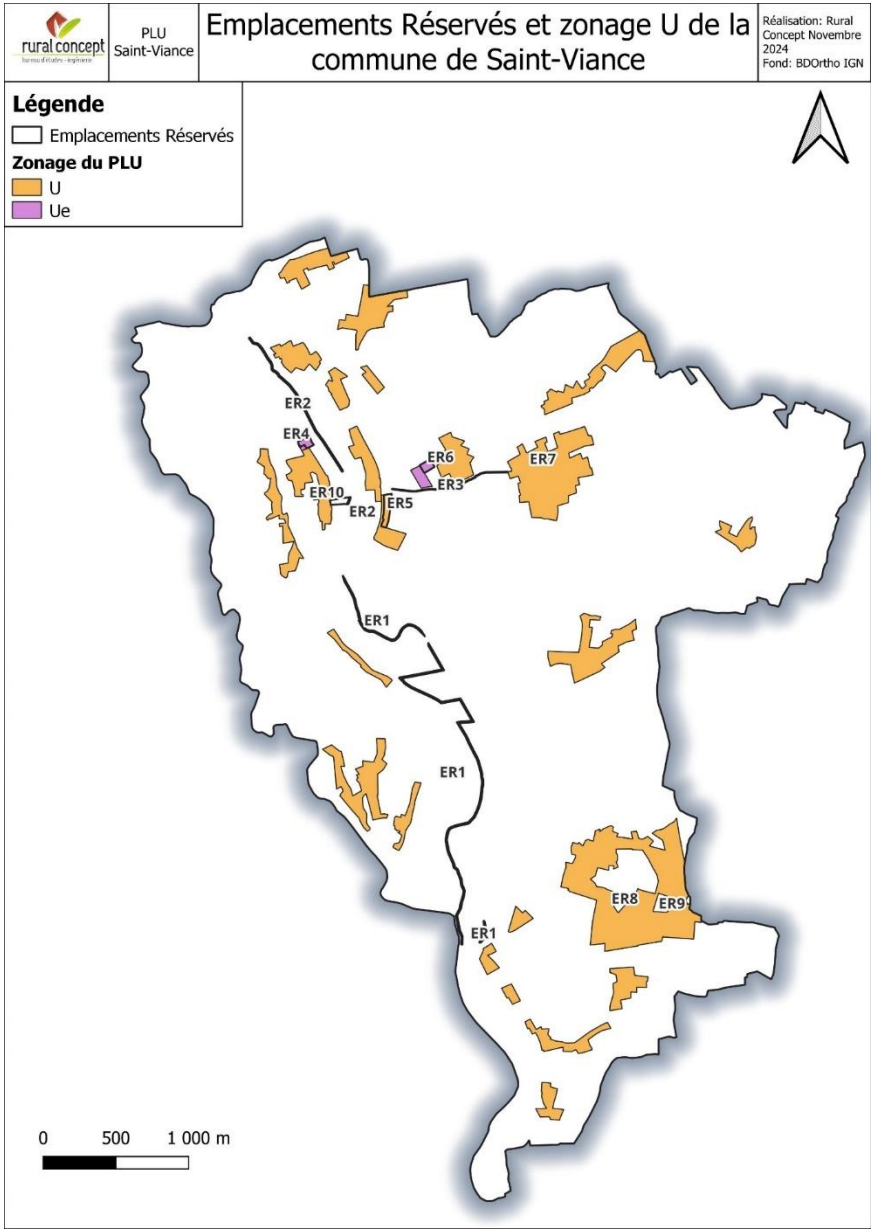
5.3.3 Localisation des surfaces classées en Emplacements Réservés (ER) par rapport au zonage du PLU

Les Emplacements Réservés sont dédiés à la réalisation d'ouvrages publics et peuvent être répartis sur des zonages non-constructibles (zonages A et N) selon le règlement du PLU (Source : Cerema), comme c'est le cas pour le projet de Voie Verte, l'élargissement du chemin de pêcheurs, la voie de circulation douce et l'aire de stationnement.

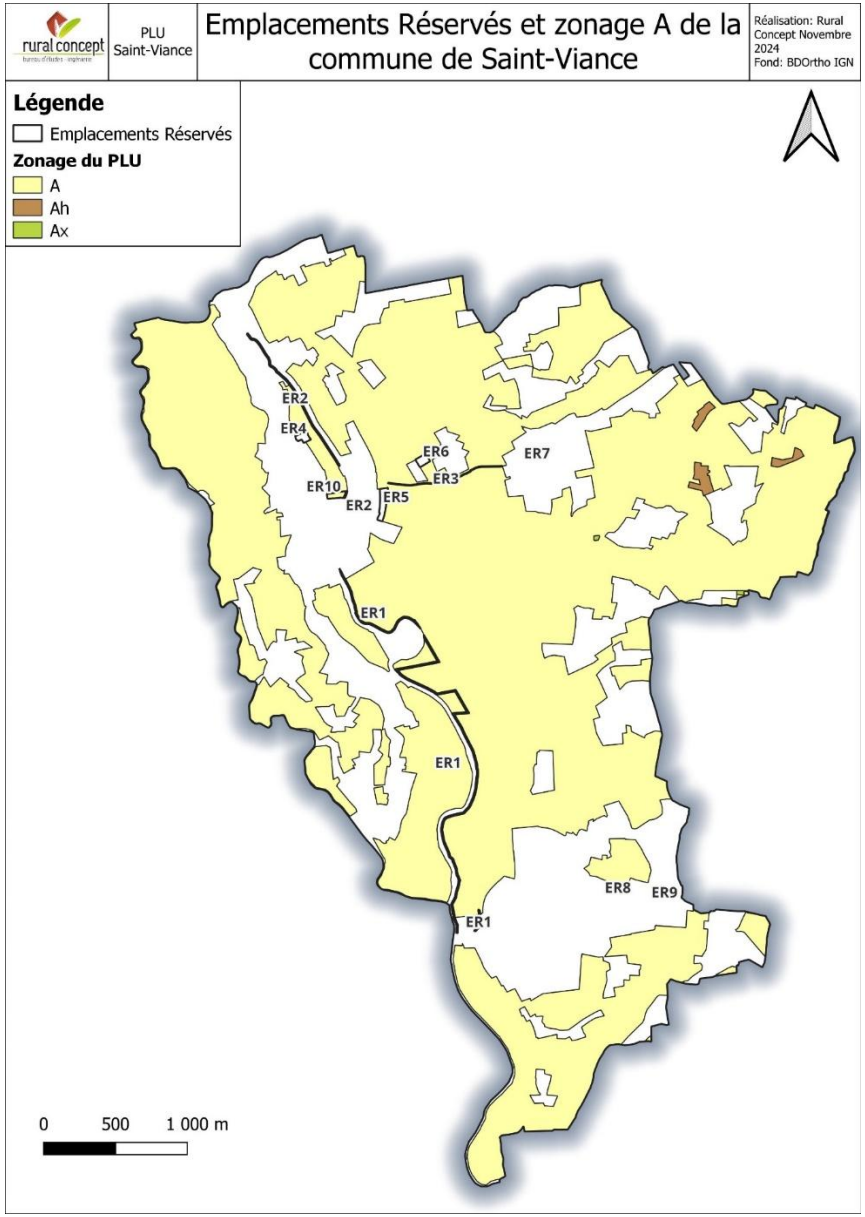
Les Emplacements Réservés, recouvrent une surface de **8,2 ha**.

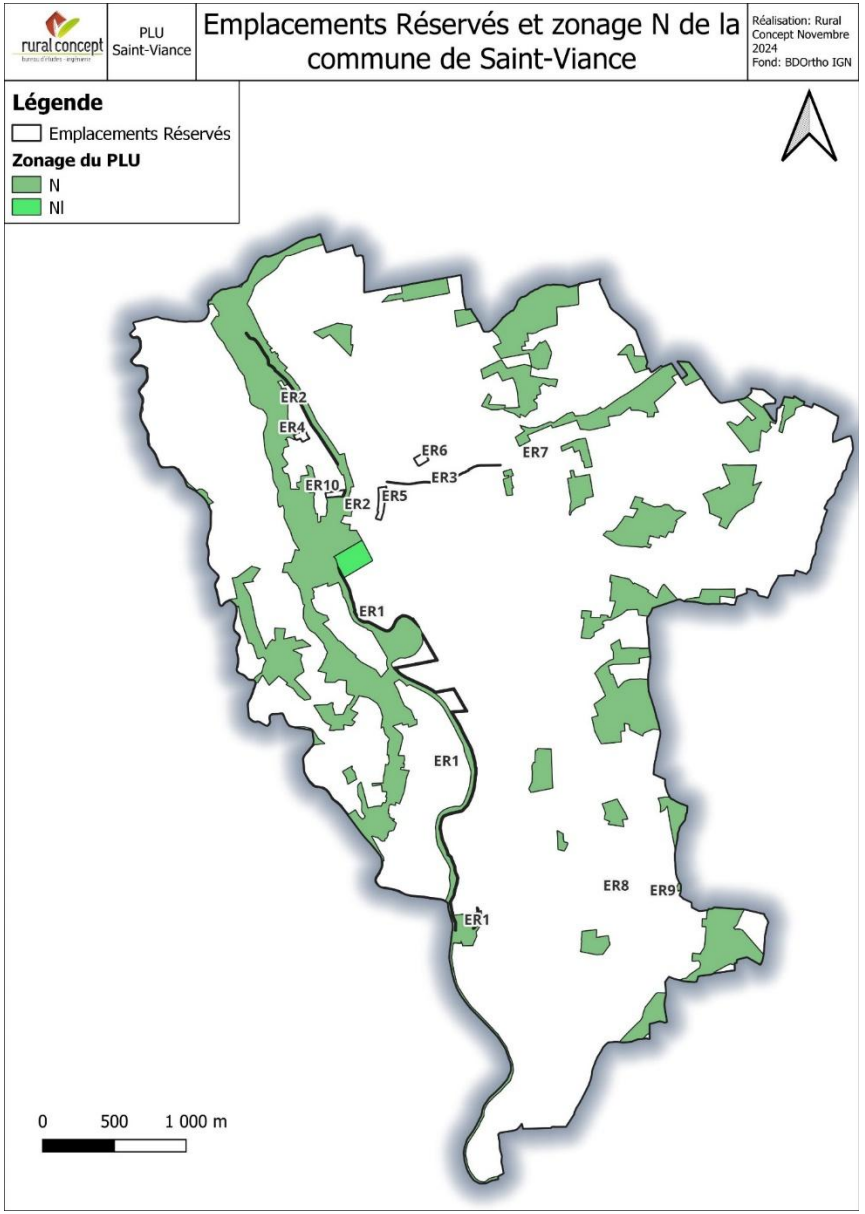
Le tableau suivant ainsi que les cartes présentées ci-après présentent le détail des surfaces de zonages sur lesquelles sont prévus les Emplacements Réservés.

PLU en cours d'élaboration		Emplacements Réservés (ER)	
Zonage	**Surface (ha)**	**Surface (ha)**	**% du PLU**
1AU	5,283	0	0%
Total	**5,283**	**0**	**0%**
A	1105,185	5.286	0.48%
Ah	3,215	0	0%
Ax	0,58	0	0%
N	292,211	0.777	0.27%
Nl	3,828	0.071	1.85%
Total	**1405,019**	**6,134**	**0,44%**
Ua	167,121	1.022	0.62%
U	7,803	0	0%
Ue	2,251	1.025	45,54%
Ux	61,115	0	0%
Total	**238,29**	**2.047**	**0.87%**
Total général	**1648,592**	**8,181**	**0,5%**



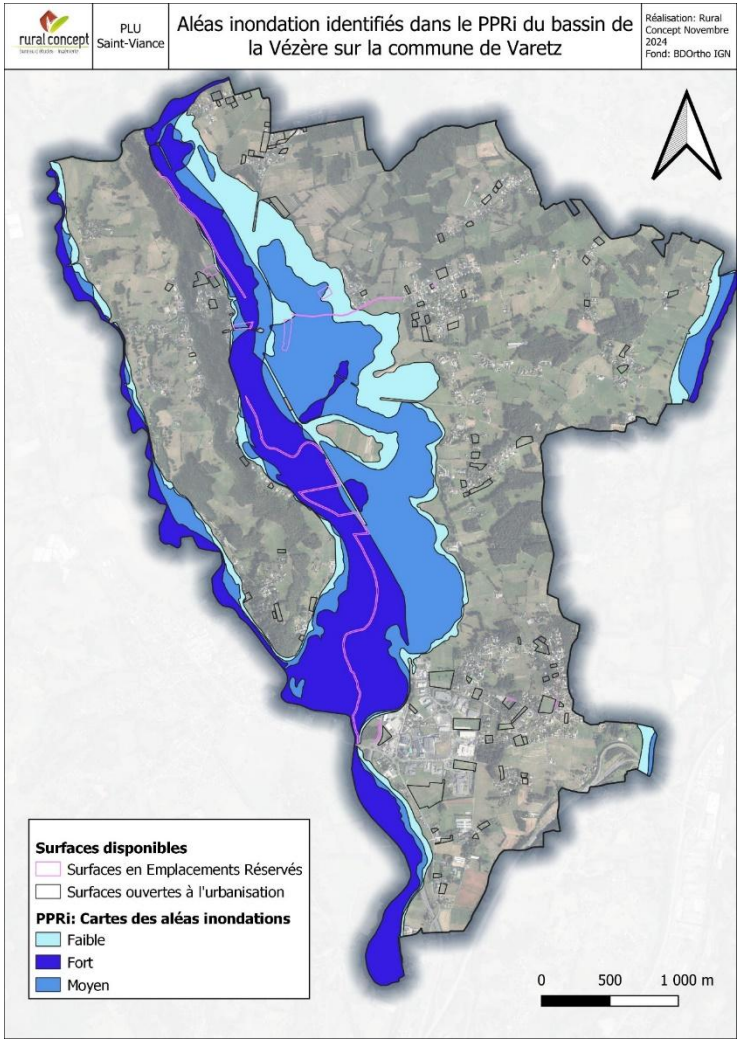
Répartition des Emplacements Réservés (ER) par rapport au zonage du PLU

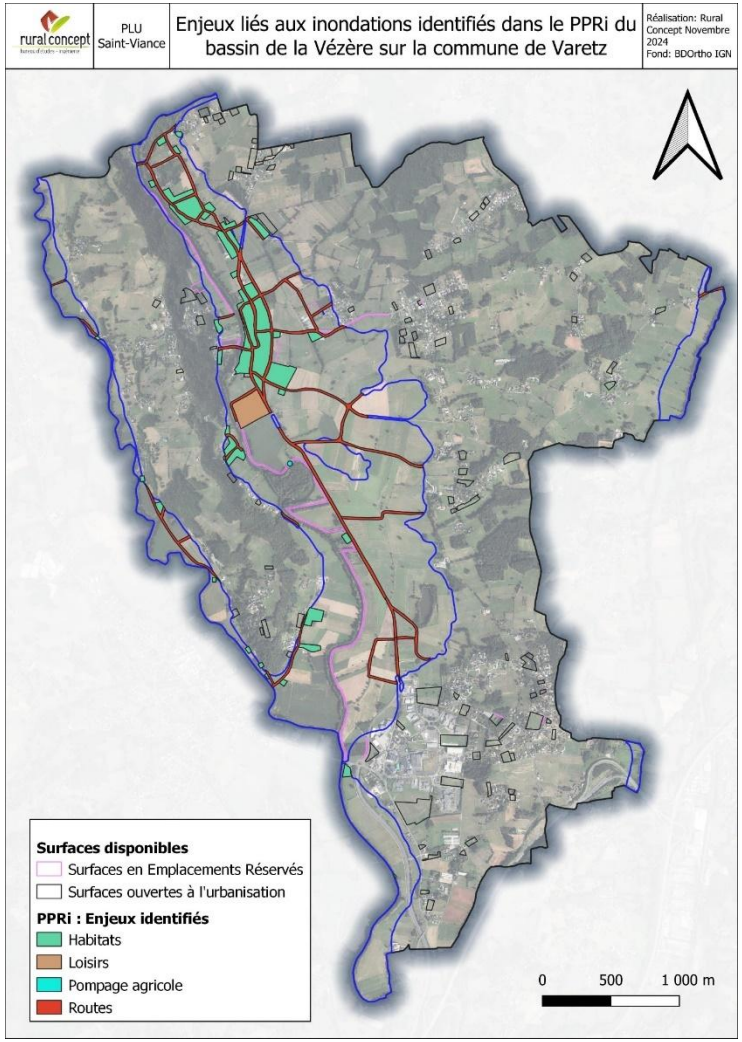

PLU
Saint-Viance
Emplacements Réservés et zonage A de la commune de Saint-Viance
Réalisation: Rural Concept Novembre 2024
Fond: BDOrtho IGN
Légende
Emplacements Réservés
Zonage du PLU
A
Ah
Ax
ER2
ER4
ER6
ER7
ER10
ER2
ER5
ER3
ER1
ER1
ER8
ER9
ER1
0
500
1 000 m


PLU
Saint-Viance
Emplacements Réservés et zonage N de la commune de Saint-Viance
Réalisation: Rural Concept Novembre 2024
Fond: BDOrtho IGN
Légende
Emplacements Réservés
Zonage du PLU
N
Nl
ER2
ER4
ER6
ER7
ER10
ER2
ER5
ER3
ER1
ER1
ER8
ER9
ER1
0
500
1 000 m

5.4 Le Plan de Prévention des Risques inondations sur la commune de Saint-Viance

La commune de Saint-Viance est concernée par le PPRi du bassin de la Vézère.





Cartographie des aléas inondation (à gauche) et des enjeux identifiés en zone inondable sur la commune

- La zone rouge : elle comprend les zones hors centre urbain à aléa fort et champs d'expansion de crues (zones non urbanisées), quel que soit l'aléa

= **l'inconstructibilité y est la règle** (même si certains aménagements peuvent être autorisés sous conditions)

Sont interdits dans la zone rouge :

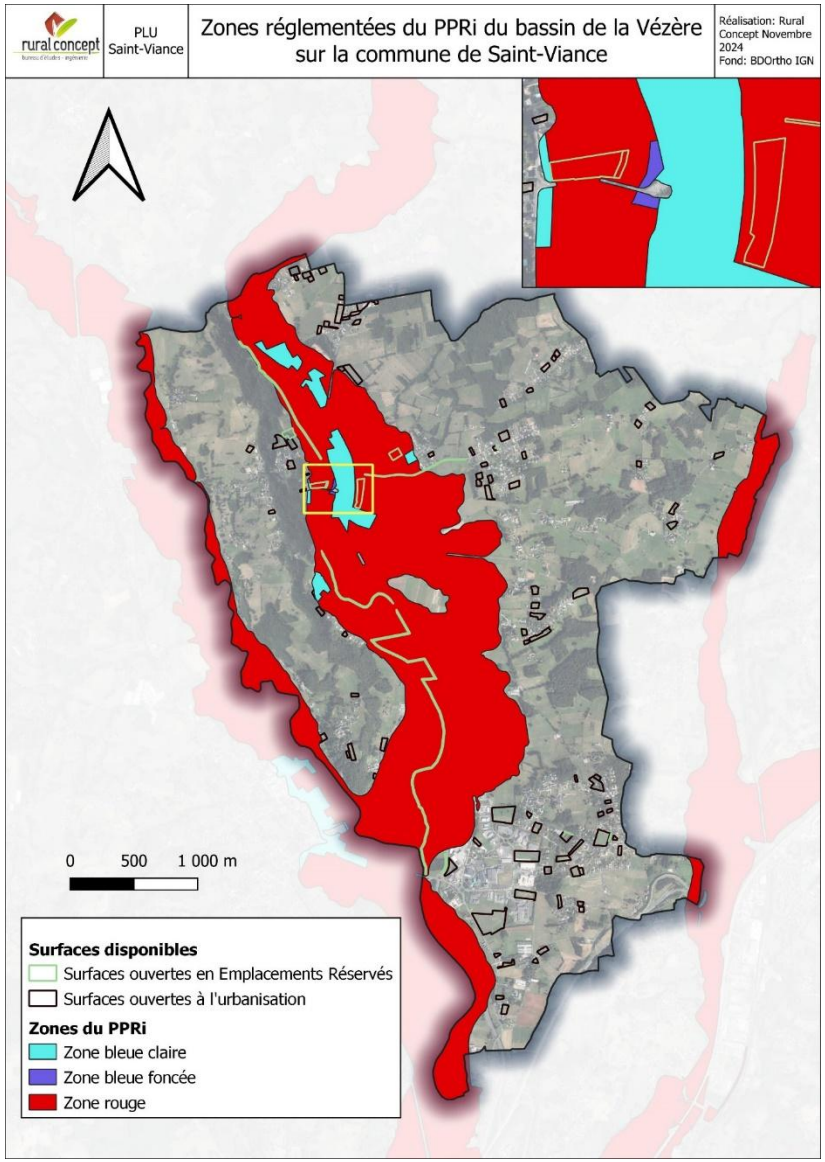
- Création ou aménagement de sous-sol
- Édification de remblai
- Stockage de produits polluants

- La zone bleue foncée : elle correspond aux zones de centre urbain où l'intensité du risque peut être forte mais dans laquelle les acteurs locaux ont identifié des Enjeu en matière de gestion et de développement du territoire.
C'est une zone où toute occupation du sol susceptible de créer des logements nouveaux est interdite.
- La zone bleue claire : zone déjà urbanisées où l'intensité du risque est plus faible (aléa faible ou moyen) **= la constructibilité sous condition y est la règle générale**

Plusieurs parcelles se situent en zone rouge : il s'agit de six Emplacements Réservés destinés à :

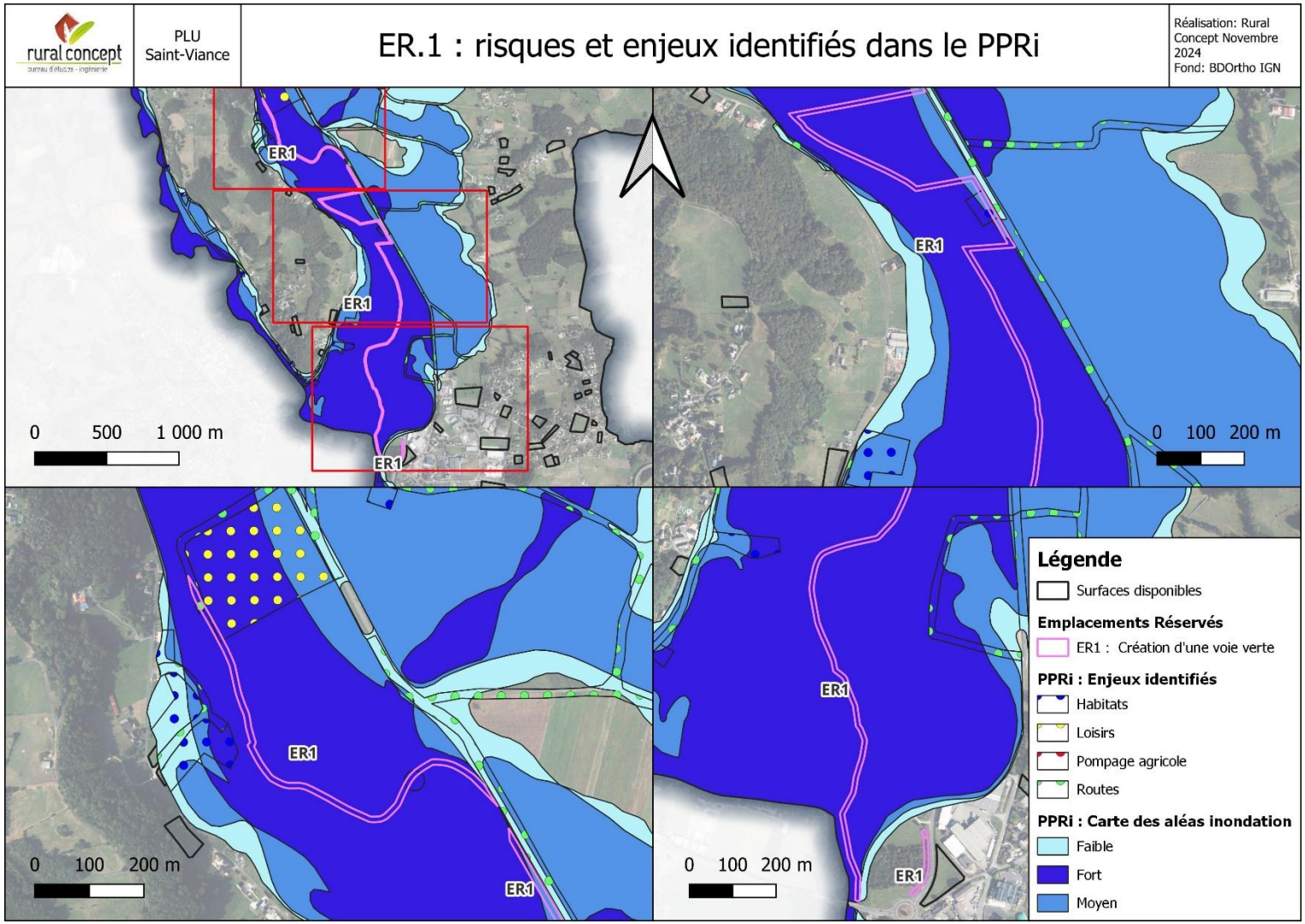
- La création d'une voie verte (ER.1)
- L'élargissement du chemin des pêcheurs (ER.2)
- La création d'une voie de circulation douce le long de la RD133 (ER.3)
- L'aménagement d'une aire de stationnement de covoiturage (ER.5)
- L'aménagement d'une aire de camping-car (ER.6)
- La création d'un arrêt de bus (ER.7)
- La création d'une aire de stationnement (ER.10)

Ces ouvrages publics peuvent être autorisés à condition de respecter le règlement sur la limitation des risques d'inondation énoncés dans le PPRi approuvé le 25 octobre 2016.

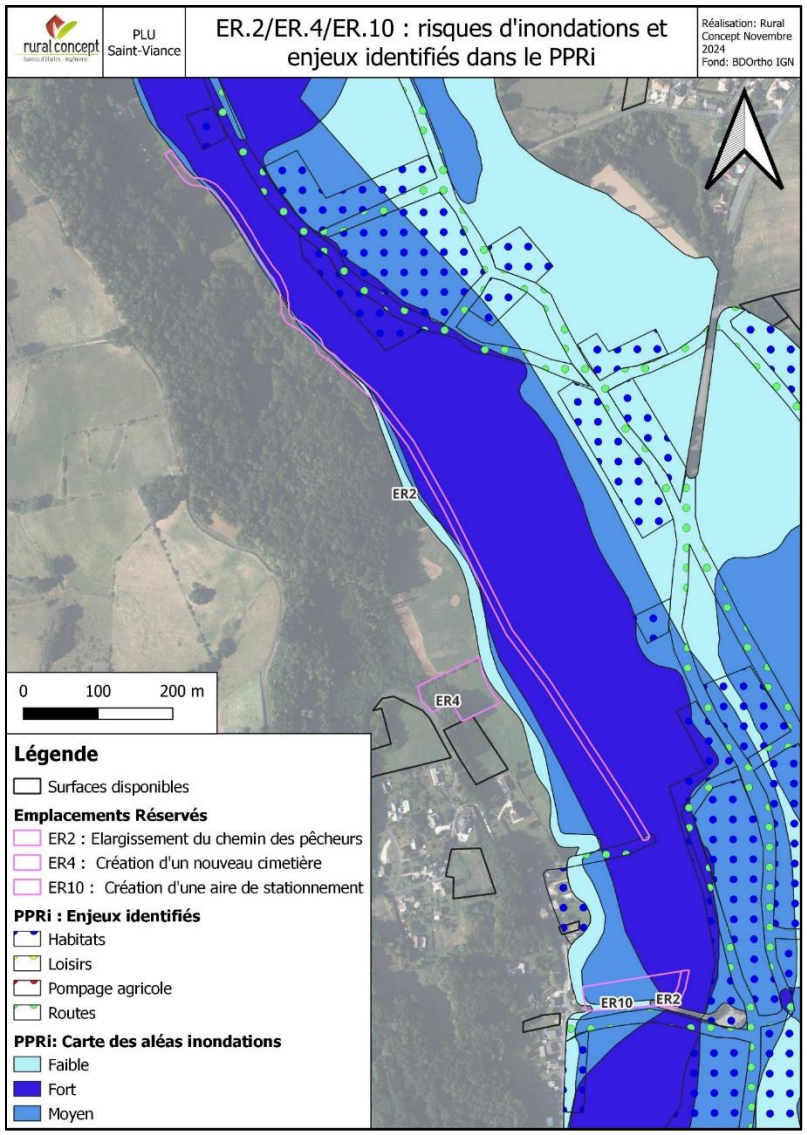


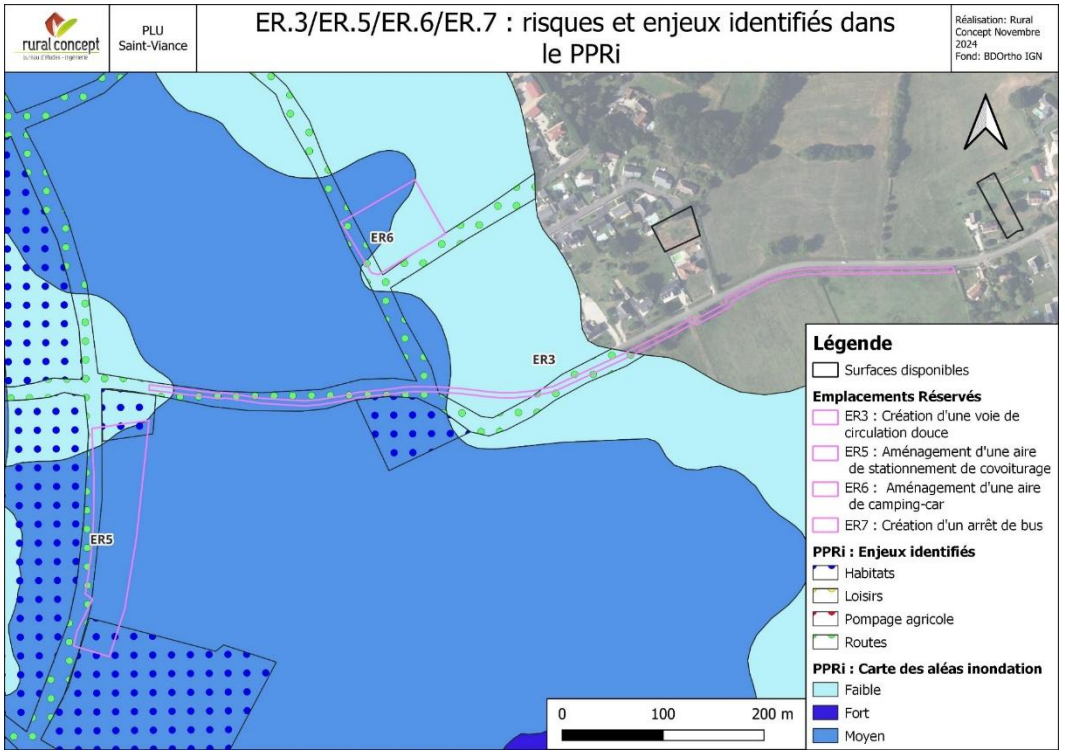
Cartographie des zones réglementées du PPRi de la Vézère sur la commune

Les cartes suivantes présentent les enjeux et risques liées aux inondations sur ces parcelles :



Cartographie des enjeux et risques du PPRi sur l'ER 1





Cartographie des enjeux et risques du PPRi sur les ER 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 10

6 Evaluation des incidences sur les enjeux environnementaux

6.1 Evaluation des impacts bruts

En absence de toute mesure visant à éviter ou réduire les impacts sur les espaces libres, et en considérant que l'ensemble des parcelles seront urbanisées, le PLU pourrait causer les incidences suivantes :

- **Risque de destruction de micro-habitats et éléments paysagers** jouant le rôle de milieux de vie, d'abri, de reproduction et de déplacement pour la faune
- **Destruction de milieux naturels** offrant un milieu de vie pour une certaine diversité d'espèces végétales et animales
- **Destruction / perturbation des continuités écologiques** identifiées dans la Trame Verte et Bleue

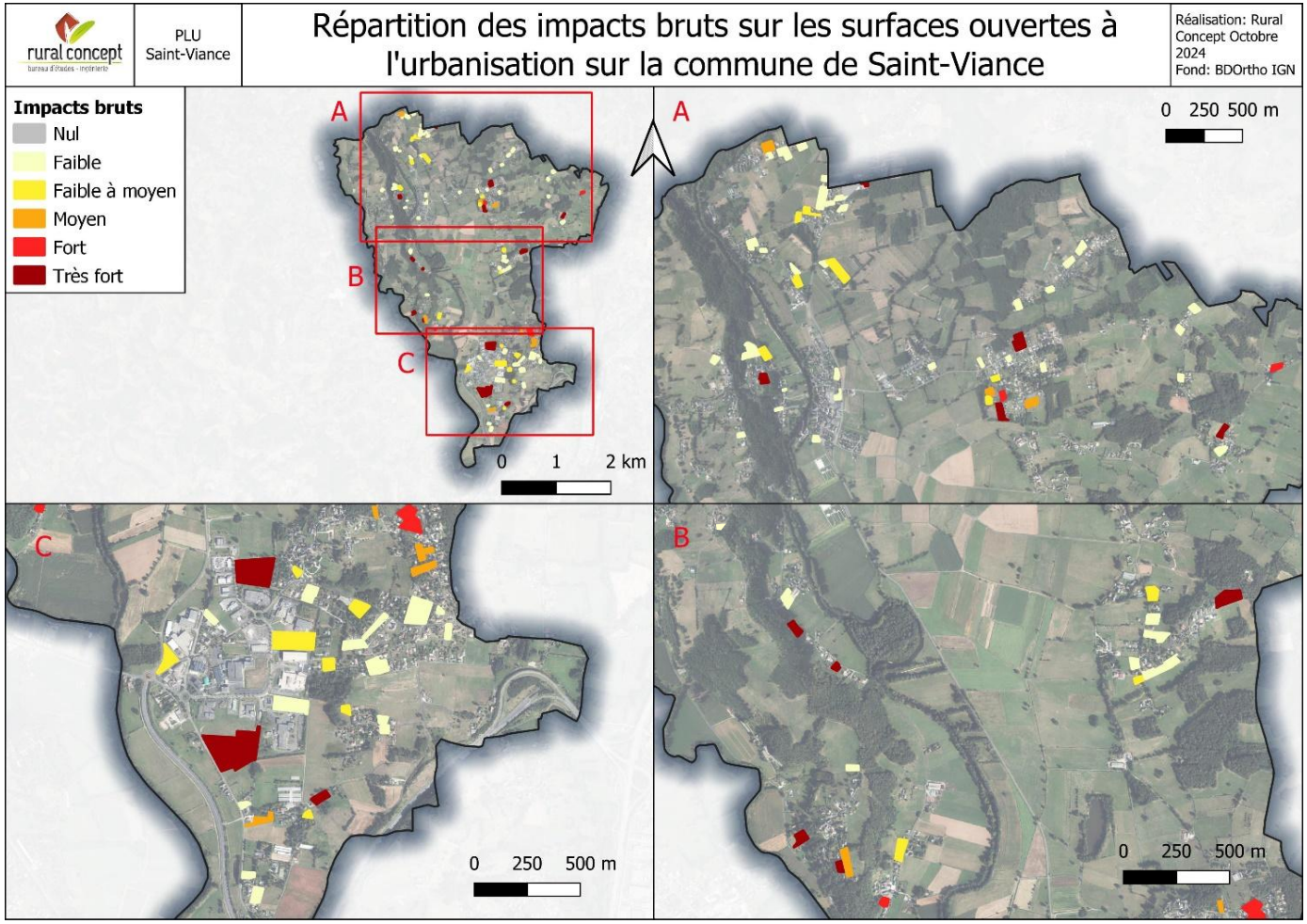
L'évaluation des incidences propose une analyse ciblée sur les surfaces ouvertes à l'urbanisation destinées à accueillir de l'habitat ou du service.
Ces incidences sont évaluées à l'échelle de la parcelle cadastrale et parmi tous les espaces libres (33,02 ha) voués à l'urbanisation. Les impacts bruts décrits en suivant sont alors considérés avant tout mesure d'Évitement, de Réduction, de Compensation (ERC) :

- **0.42 ha à impacts potentiellement nuls**
- **13.57 ha à impacts bruts potentiellement faibles**
- **6.24 ha à impacts bruts potentiellement faibles à moyens**
- **2.39 ha à impacts bruts potentiellement moyens**
- **1.44 ha à impacts bruts potentiellement forts**
- **8.97 ha à impacts bruts potentiellement très forts**

Les impacts bruts correspondent à l'enjeu écologique maximum identifié pour chaque parcelle.

6.2 Mesures d'évitement et de réduction et évaluation des impacts résiduels

Au cours des prospections de terrain en août 2024, un enjeu pour la faune et un enjeu pour la flore ont été identifiés selon plusieurs critères d'évaluation. L'enjeu global (représentant l'impact brut) est le plus fort des deux. Afin de proposer des ajustements ou des modifications du projet de zonage, des mesures selon la méthode ERC (Éviter, Réduire, Compenser) sont alors proposées afin de s'assurer du maintien des enjeux naturalistes identifiés.



Répartition des impacts bruts du projet de zonage du PLU sur les enjeux identifiés lors des prospections de terrain

Secteur	Parcelle	Impact brut	Mesures ERC conseillées	Mesures effectives	Impact résiduel
La Bastide	Uc.1	Moyen	Réduire l'emprise	Aucune	Moyen
	Uc.2	Faible	/	/	Faible
	Uc.3	Faible	/	/	Faible
	Uc.4	Faible	/	/	Faible
	Uc.5	Faible	/	/	Faible
Les Rebières Blanches	Uc.6	Faible	/	/	Faible
	Uc.7	Faible	/	/	Faible
	Uc.8	Faible à moyen	Préserver une partie de la zone buissonneuse	Aucune	Faible à moyen
	Uc.9	Faible à moyen	Préserver la haie arbustive	Aucune	Faible à moyen
	Uc.10	Faible	/		Faible
	Uc.11	Faible	/	Parcelle supprimée – Permis de construire délivré dans le cadre du RNU	Nul
	Uc.12	Faible	/	/	Faible
	Uc.13	Nul	/	/	Nul
	Uc.14	Très fort	Pas d'urbanisation	Aucune	Très fort
La Feyrie	Uc.15	Faible	/	/	Faible
	Uc.16	Faible	/	/	Faible
	Uc.17	Faible	/	/	Faible
	Uc.18	Faible à moyen	Préserver l'alignement d'arbres	Alignement préservé	Faible
Les Rebières	Uc.19	Faible	/	/	Faible
	Uc.20	Faible à moyen	Préserver la haie au Sud	Haie préservée	Faible
L'Echamel	Uc.21	Faible	/	/	Faible
Les Baysses	1AU.22	Faible	/	/	Faible
	Uc.23	Faible à moyen	Préserver la haie	Haie préservée	Faible
	Uc.24	Très fort	Pas d'urbanisation	Aucune	Très fort
	Uc.25	Faible	/	/	Faible
	Uc.26	Faible	/	/	Faible
La Mijale	1AU.27	Fort	Urbanisation partielle, réduire l'emprise pour préserver une partie de l'habitat	Bordures préservées, mais destruction de l'habitat quand même	Fort
Vincent	Uc.28	Faible	/	/	Faible
Le Bourg	Uc.29	Faible	/	/	Faible

	Uc.30	Faible	/	/	Faible
	Ua.31	Faible	/	/	Faible
Les Garennes	Uc.32	Faible	/	/	Faible
Le Succalet/Les Jargasses	Uc.33	Faible	/	/	Faible
	Uc.34	Faible	/	/	Faible
	1AU.35	Très fort	Urbanisation partielle : ne pas impacter la ripisylve	Surface réduite	Moyen
	Uc.36	Faible à moyen	Préserver l'alignement d'arbres	Aucune	Faible à moyen
	Uc.37	Moyen	Préserver la haie	Aucune	Moyen
	Uc.38	Faible à moyen	Préserver la haie	Aucune	Faible à moyen
	Uc.39	Fort	Pas d'urbanisation, une urbanisation partielle résulterait en une fragmentation des habitats et à une incidence élevée	Aucune	Fort
	Uc.40	Très fort	Urbanisation partielle : ne pas impacter la ripisylve	Ripisylve préservée	Faible
	Uc.41	Moyen	Ne pas impacter la haie	Haie préservée	Faible
	Uc.42	Faible	/	/	Faible
La Gratade	Uc.43	Faible	/	/	Faible
	Uc.44	Faible	/	/	Faible
	Uc.45	Faible	/	/	Faible
	Uc.46	Faible	/	/	Faible
	Uc.47	Faible	/	/	Faible
Mounac	Ah.48	Faible	/	/	Faible
	Ah.49	Faible	/	/	Faible
	Ah.50	Faible	/	/	Faible
Lagorse	Ah.51	Fort	Ne pas urbaniser sur l'écoulement d'eau et la bande de flore de zone humide	Aucune	Fort
Lartige	Uc.52	Fort	Urbanisation partielle : éviter la lisière identifiée en réservoir de biodiversité	Aucune	Fort
	Uc.53	Faible	/	/	Faible
Auger/Les Genébriers	1AU.54	Très fort	Réduire l'emprise pour ne pas impacter le boisement	Frange boisée et plantation de haie	Faible à moyen
	Uc.55	Faible à moyen	Préserver l'alignement d'arbres	Aucune	Faible à moyen
	Uc.56	Faible	/	/	Faible

	Uc.57	Faible	/	/	Faible
	Uc.58	Faible	/	/	Faible
	Uc.59	Faible à moyen	Préserver l'alignement d'arbres	Alignement d'arbres préservé	Faible
Les Teyres	Uc.60	Fort	Pas d'urbanisation : impossible d'urbaniser sur une emprise réduite sans avoir un impact sur le réservoir de biodiversité	Aucune	Fort
	Uc.61	Très fort	Pas d'urbanisation : parcelle entière dans le réservoir de biodiversité	Aucune	Très fort
Prach	Uc.62	Faible	/	/	Faible
	Uc.63	Très fort	Urbanisation partielle : ne pas impacter le boisement	Surface réduite	Faible à moyen
	Uc.64	Moyen	Préserver l'alignement d'arbres	Aucune	Faible à moyen
	Uc.65	Très fort	Pas d'urbanisation	Emprise réduite	Moyen
Saint-Martin	Uc.66	Faible à moyen	Préserver la haie	Haie préservée	Faible
	Uc.67	Fort	Urbanisation partielle : réduire l'emprise pour ne pas impacter la lisière	Surface réduite	Faible à moyen
Le Rieux/Les Trinquilles/La Mijale	Ux.68	Faible à moyen	Préserver la zone arbustive	Zone préservée	Faible
	Ux.69	Faible	/	/	Faible
	Ux.70	Très fort	Urbanisation partielle : ne pas impacter la zone humide	Aucune	Très fort
	Ux.71	Faible à moyen	Préserver la haie Est	Haie préservée	Faible
	Ux.72	Faible	/	/	Faible
	Ux.73	Très fort	Urbanisation partielle : ne pas impacter la zone humide	Aucune	Très fort
	Uc.74	Faible à moyen	Préserver la haie	Aucune	Faible à moyen
	Uc.75	Faible	/	/	Faible
	1AU.76	Faible à moyen	Préserver l'alignement d'arbres et ne pas impacter la lisière	Boisé préservé	Faible
	Uc.77	Faible	/	/	Faible
	Uc.78	Faible	/	/	Faible
	Uc.79	Faible à moyen	Préserver la haie	Aucune	Faible à moyen
	Uc.80	Faible	/	/	Faible
	Uc.81	Faible	/	/	Faible

	Uc.82	Faible	/	/	Faible
	Uc.83	Faible	/	/	Faible
	Uc.84	Faible	/	/	Faible
	Uc.85	Moyen	Réduire l'emprise impact résiduel faible	Emprise réduite et boisement partiellement préservé	Faible à moyen
	Uc.86	Moyen	Réduire l'emprise impact résiduel faible	Emprise réduite et boisement partiellement préservé	Faible à moyen
	Uc.87	Fort	Réduire l'emprise pour conserver une partie de la zone	Impact non imputable à ce PLU	Nul
	Uc.88	Moyen	Préserver la lisière	Aucune	Moyen
Les Combes	Uc.89	Faible à moyen	Ne pas impacter la lisière	Emprise réduite	Faible
	Uc.90	Faible	/	/	Faible
	Uc.91	Faible	/	/	Faible
La Grange	Uc.92	Très fort	Pas d'urbanisation : zone humide sur toute la parcelle	Aucune	Très fort
	Uc.93	Faible à moyen	/	/	Faible à moyen
	Uc.94	Faible	/	/	Faible
	Uc.95	Faible	/	/	Faible
	Uc.96	Faible	/	/	Faible
	Uc.97	Moyen	Réduire l'emprise pour conserver une partie de la zone arbustive	Aucune	Moyen
Les Teyres	~~A.98~~	~~Faible~~	~~/~~	~~/~~	~~Faible~~
	~~A.99~~	~~Faible~~	~~/~~	~~/~~	~~Faible~~
Auger	Uc.100	Faible	/	/	Faible

Les impacts résiduels correspondent aux impacts bruts auxquels ont été appliquées la méthode ERC (Éviter, Réduire, Compenser), qu'elles soient inscrites dans le règlement écrit ou proposées par les bureaux d'études.

Il est à noter que si les mesures d'évitement et de réduction ne sont pas appliquées, l'impact résiduel sera, dans la majorité des cas, égal à l'impact brut.

Impacts bruts	*Impacts résiduels*
0.419 ha à impacts potentiellement nuls	0,75 ha à impacts résiduels potentiellement nuls
13.565 ha à impacts potentiellement faibles	19,63 ha à impacts résiduels potentiellement faibles
6.238 ha à impacts potentiellement faibles à moyens	3,14 ha à impacts résiduels potentiellement faibles à moyens
2.386 ha à impacts potentiellement moyens	1,99 ha à impacts résiduels potentiellement moyens
1.441 ha à impacts potentiellement forts	1,59 ha à impacts résiduels potentiellement forts
8.974 ha à impact potentiellement très forts	6,26 à impacts résiduels potentiellement très forts

Plusieurs des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur la commune de Saint-Viance ont des enjeux forts à très forts, dont l'impact de l'urbanisation ne peut être réduit pour certaines des parcelles à enjeux très forts, et concernent notamment des zones humides. Ainsi la préconisation est de ne pas urbaniser ces parcelles, ce qui résulterait en un impact nul.

Concernant les autres parcelles, l'application des mesures d'évitement et de réduction des incidences brutes permettra de limiter au mieux les incidences résiduelles, de maintenir les fonctionnalités écologiques identifiées comme les plus importantes sur les parcelles données.

L'impact du PLU sur les Enjeu écologiques peut être considéré comme moyen à fort, et nous considérons que le PLU aura une incidence négative sur l'environnement et notamment sur les zones humides

6.3 Évaluation des incidences sur les Enjeu écologiques et agricoles des Emplacements Réservés (ER)

6.3.1 Mesures prévues dans le règlement littéral

Le **règlement littéral** prévoit un traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords de constructions. Il est précisé que :
« Chaque opération doit participer au maintien des caractéristiques paysagères des différents espaces ou à la création d'espaces verts correspondant à l'importance de l'opération à réaliser (coupure à l'urbanisation, plantations...). Ainsi tous les espaces qui ne seront pas bâtis et utilisés pour les circulations ou les stationnements doivent être végétalisés.

Les projets doivent respecter les caractéristiques urbaines et paysagères des sites où ils s'insèrent :
- Les boisements et les arbres existants doivent être respectés sauf impossibilité technique,
- Les plantations nouvelles seront de préférence réalisées à partir d'essences locales (cf Annexe : plaquette du CAUE « Osez les haies variées en Corrèze »).

Les accès et parcs de stationnement ne devront pas accentuer l'imperméabilité des sols. Il sera recherché l'aménagement de ces espaces sous forme d'espaces minéraux sablés, de dalles-gazon, de dalles ou pavés, de préférence aux espaces bitumés ou enrobés.

Les haies et alignements d'arbres identifiés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme doivent être préservés. Des accès peuvent néanmoins être créés pour la desserte des terrains constructibles.»

Des **mesures d'évitement et de réduction** supplémentaires ont été formulées, en addition des mesures du règlement littéral, afin de s'assurer du maintien des Enjeu naturalistes identifiés.

En l'absence de toute mesure visant à éviter ou réduire les impacts sur les Emplacements Réservés, et en considérant que l'ensemble des parcelles seront urbanisées, le PLU pourrait causer les incidences suivantes :

- **Risque de destruction de micro-habitats et éléments paysagers jouant le rôle de milieux de vie, abri, reproduction et de déplacement pour la faune** du fait que de nombreuses haies et arbres se situent sur les Emplacements Réservés
- **Destruction de milieux naturels** (zones humides et boisements essentiellement) offrant un milieu de vie pour une certaine diversité d'espèces végétales, ainsi que de faune (abri, reproduction, déplacement, chasse…).
    - *Notons que les zones humides sont protégées depuis 1992 au titre de l'article L. 211-1 du code de l'environnement qui instaure et définit l'objectif d'une gestion équilibrée de la ressource en eaux et des milieux aquatiques et qui vise en particulier les zones humides dont il donne une définition en droit français.*
- **Destruction/perturbation des habitats des espèces protégées** sur la commune et d'intérêt communautaire (proximité avec un site Natura 2000)

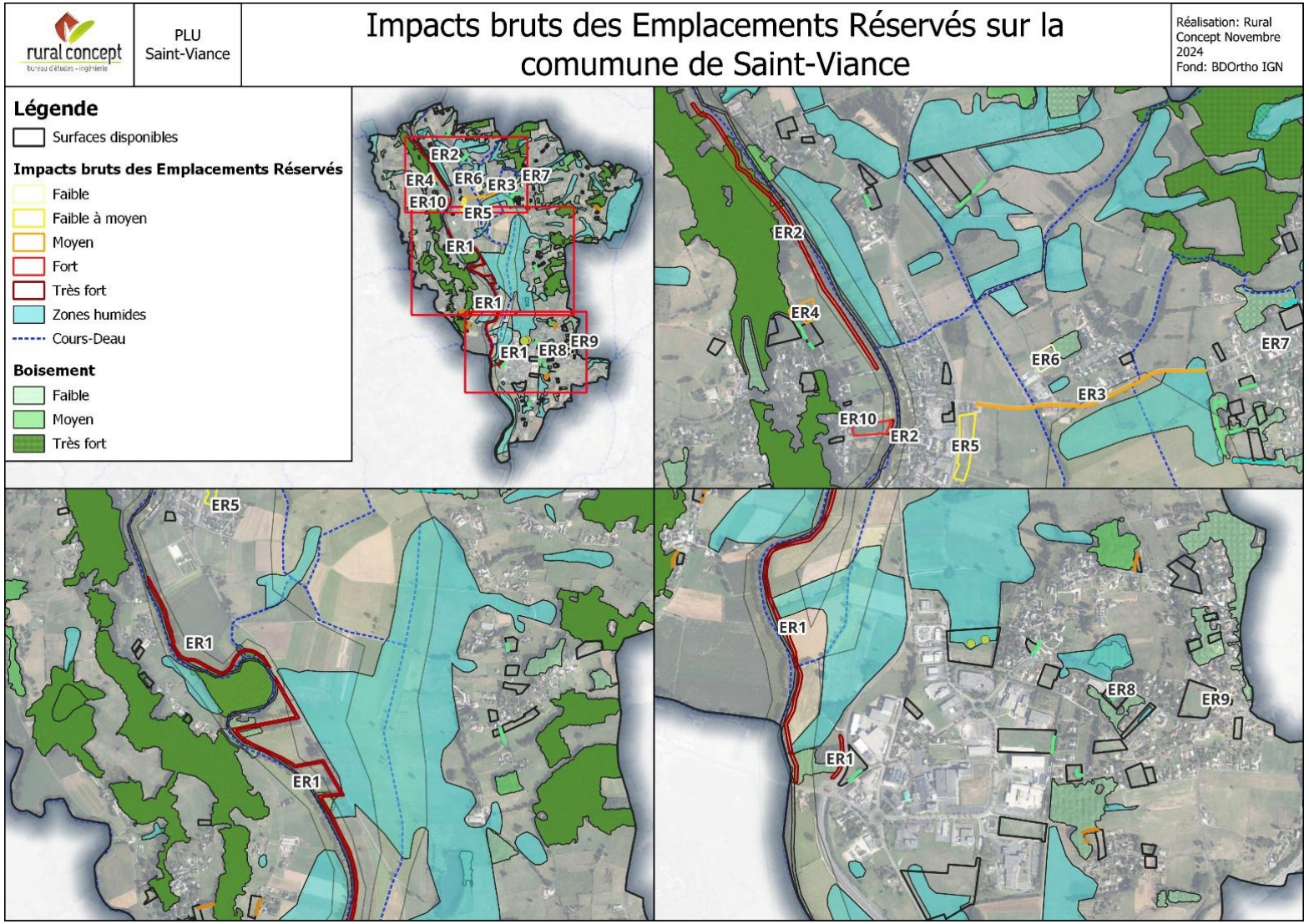
- **Destruction/Perturbation des continuités écologiques** identifiées dans la trame verte et bleue et des **zones d'expansion de crue** identifiées dans le PPRi du bassin de la Vézère

L'évaluation des incidences propose une analyse ciblée sur les « Emplacements Réservés », destinées à accueillir des ouvrages publics.
Ces incidences sont évaluées **à l'échelle de la parcelle** et parmi tous les Emplacements Réservés voués à l'urbanisation, soit **8,21 ha**.
Les impacts bruts suivants sont notés :

- **0,57 à impacts bruts potentiellement faibles**
- **1 ha à impacts bruts potentiellement faibles à moyens**
- **0,92 à impacts bruts potentiellement moyens**
- **0,477 à impacts bruts potentiellement forts**
- **5,24 à impacts bruts potentiellement très forts**

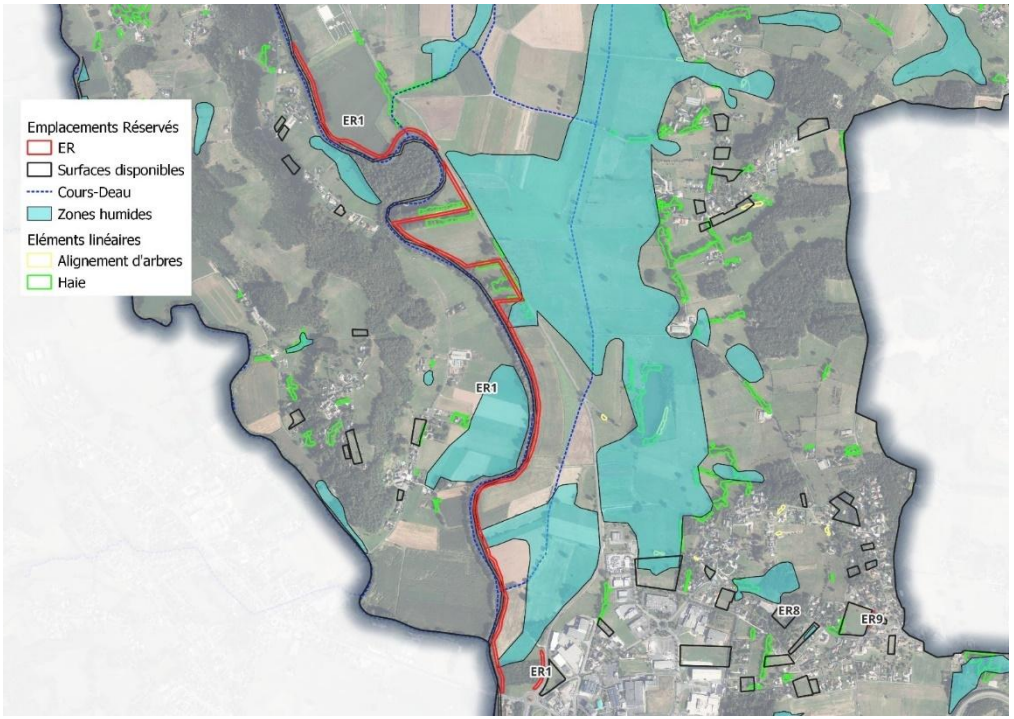
Les impacts bruts correspondent généralement à l'enjeu écologique (Faune, Flore/Habitats, TVB) le plus fort identifié pour chaque parcelle.

Les impacts résiduels décrits dans la partie suivante correspondent aux impacts bruts auxquels ont été appliquées des mesures d'évitement et de réduction, soit inscrites dans le règlement littéral, soit proposées par les bureaux d'étude.

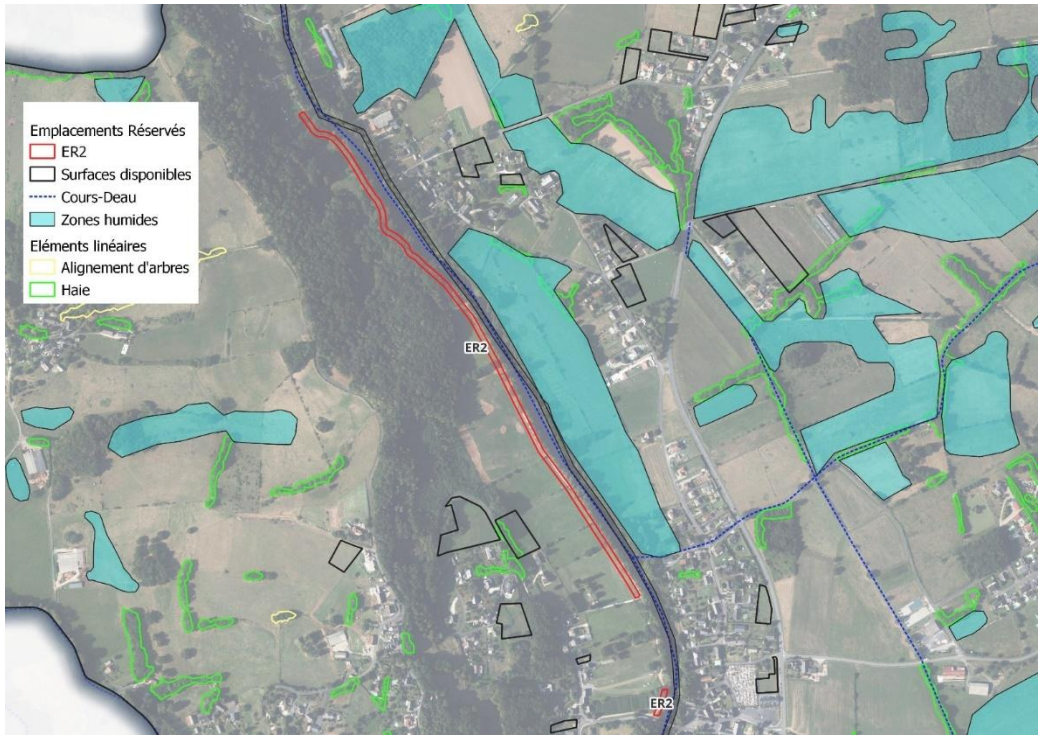


Cartographie des impacts bruts sur les emplacements réservés

Emplacements Réservés	Parcelle	Surface (ha)	Enjeu identifiés	Impact brut	Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral	Impact résiduel
Création d'une voie verte	ER.1	4.04	**Flore/Habitat :** **Très fort** **Faune :** Amphibiens, Chiroptères, Lucane cerf-volant, Cuivré des marais, Loutre d'Europe… recensés dans les périmètres ZNIEFF et Natura 2000 **Fort** **TVB :** Ripisylve, haie **Très fort**	**Très fort**	Ne pas impacter la ripisylve, ne pas impacter les boisements, ne pas imperméabiliser les sols	**Faible à moyen**



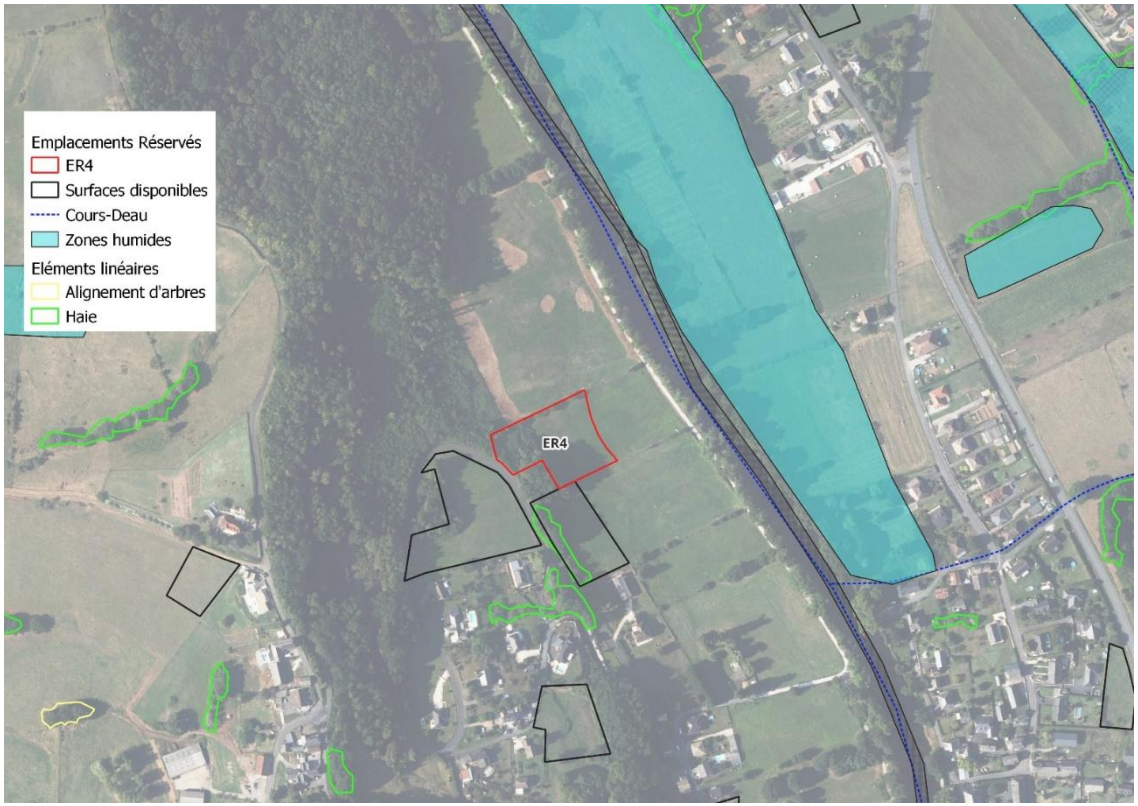
Emplacements Réservés	Parcelle	Surface (ha)	Enjeu identifiés	Impact brut	Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral	Impact résiduel
Élargissement du chemin des pêcheurs	1,2	ER.2	**Flore/Habitat :** **Très fort** **Faune :** Amphibiens, Chiroptères, Lucane cerf-volant, Cuivré des marais, Loutre d'Europe… recensés dans les périmètres ZNIEFF et Natura 2000 **Fort** **TVB :** Ripisylve **Très fort**	**Très fort**	Ne pas impacter la ripisylve, ne pas impacter les boisements, ne pas imperméabiliser les sols	**Faible à moyen**



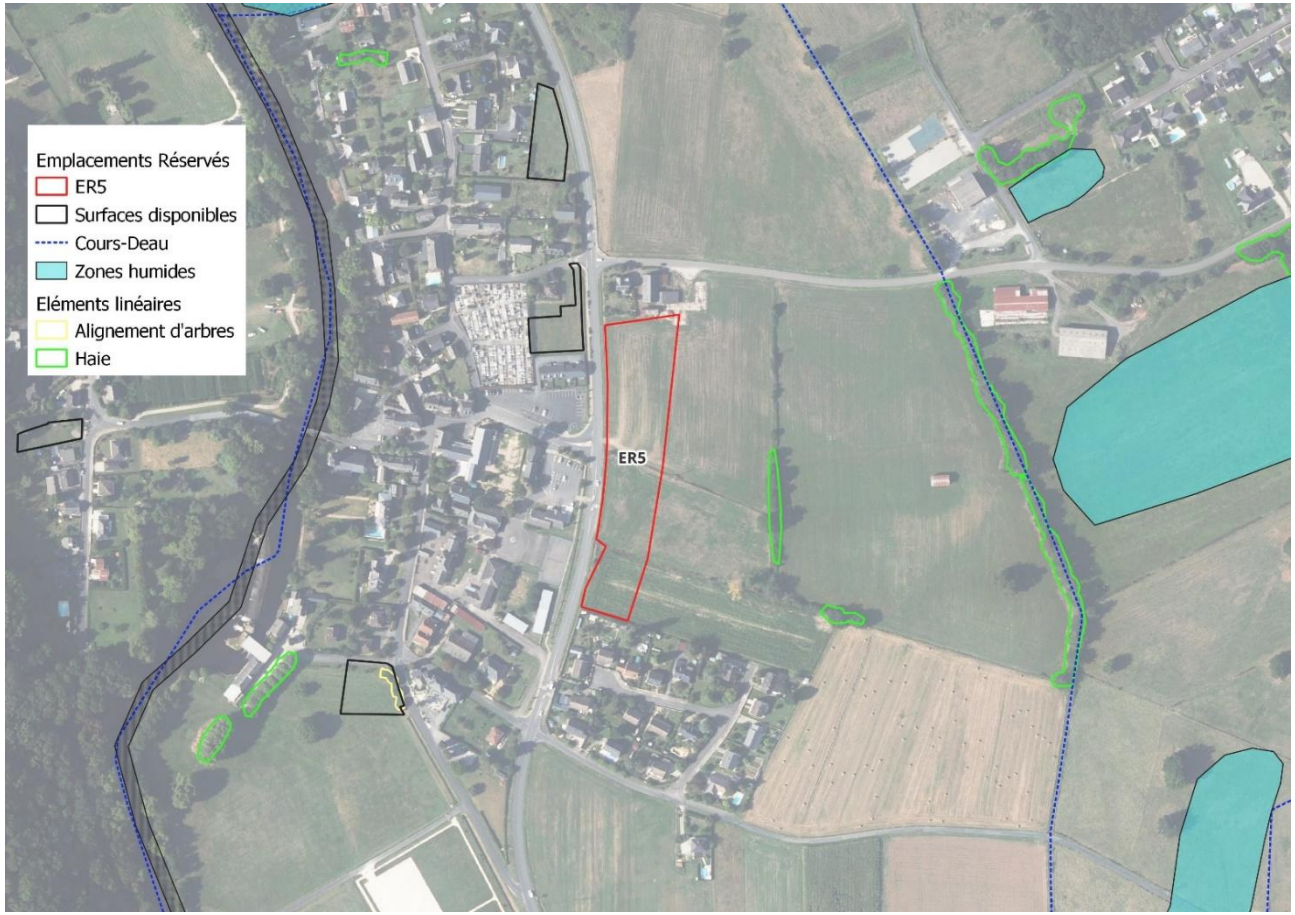
Emplacements Réservés	Parcelle	Surface (ha)	Enjeu identifiés	Impact brut	Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral	Impact résiduel
Création d'une voie de circulation douce le long de la RD 113	ER.3	0.416	**Flore/Habitat :** Chemin empiétant légèrement sur une zone humide **Moyen** **Faune :** **Faible**	**Moyen**	Le chemin finit sur une zone humide à l'Est, ne pas imperméabiliser les sols	**Faible**



Emplacements Réservés	Parcelle	Surface (ha)	Enjeu identifiés	Impact brut	Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral	Impact résiduel
Création d'un nouveau cimetière	ER.4	0.5	**Flore/Habitat :** Bande boisé identifiée en réservoir de biodiversité **Moyen** **Faune :** **Moyen** **TVB :** Réservoir de biodiversité **Moyen**	**Moyen**	Préserver la bande boisée liée au réservoir de biodiversité	**Faible**



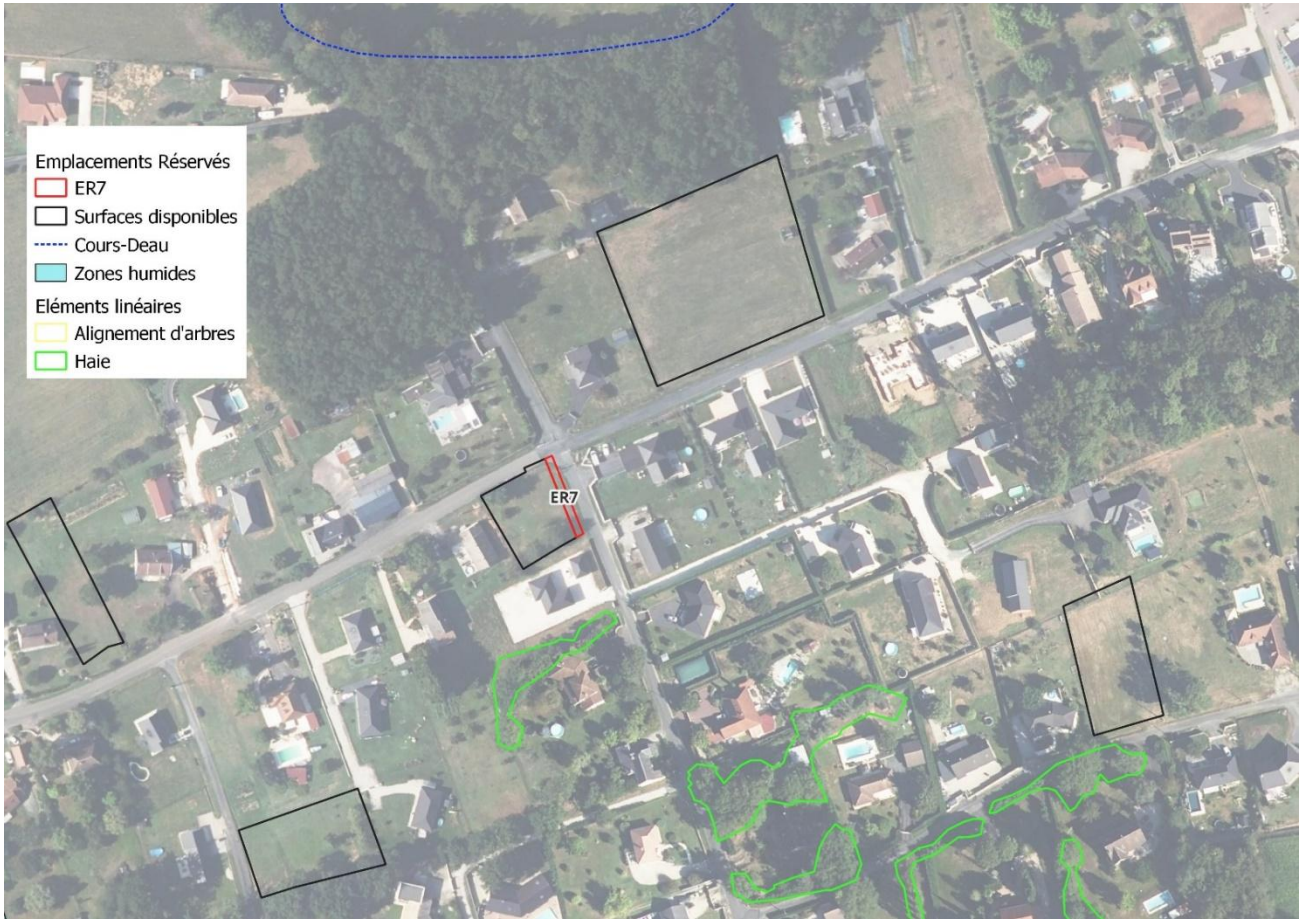
Emplacements Réservés	Parcelle	Surface (ha)	Enjeu identifiés	Impact brut	Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral	Impact résiduel
Aménagement d'une aire de stationnement de covoiturage	ER.5	1	**Flore/Habitat :** **Faible à moyen** **Faune :** **Faible**	**Faible à moyen**	Limiter l'imperméabilisation du sol	**Faible**



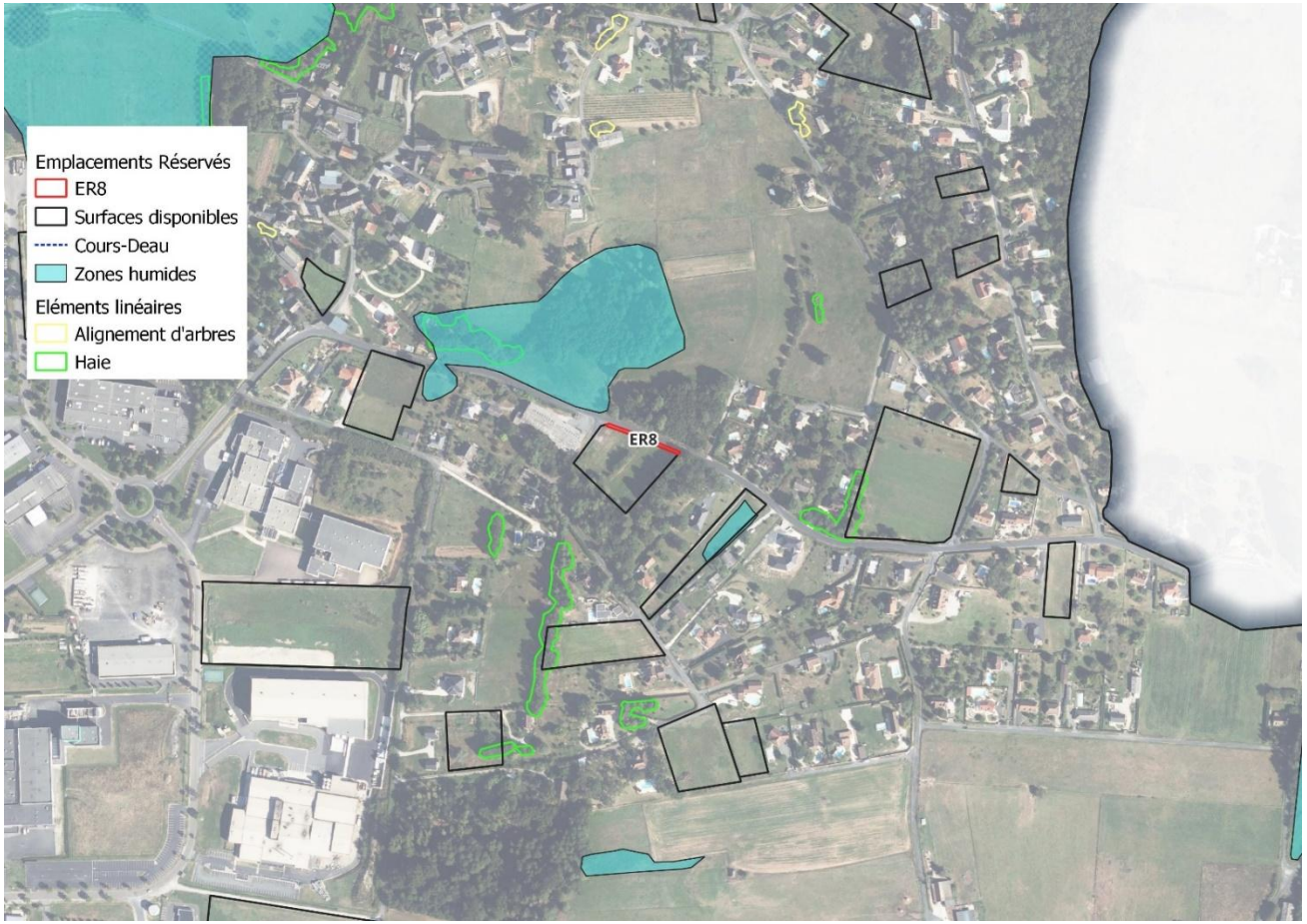
Emplacements Réservés	Parcelle	Surface (ha)	Enjeu identifiés	Impact brut	Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral	Impact résiduel
Aménagement d'une aire de camping-car	ER.6	0.52	**Flore/Habitat :** **Faible** **Faune :** **Faible**	**Faible**		**Faible**



Emplacements Réservés	Parcelle	Surface (ha)	Enjeu identifiés	Impact brut	Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral	Impact résiduel
Création d'un arrêt de bus	ER.7	0.01	**Flore/Habitat :** **Faible** **Faune :** **Faible**	**Faible**		**Faible**



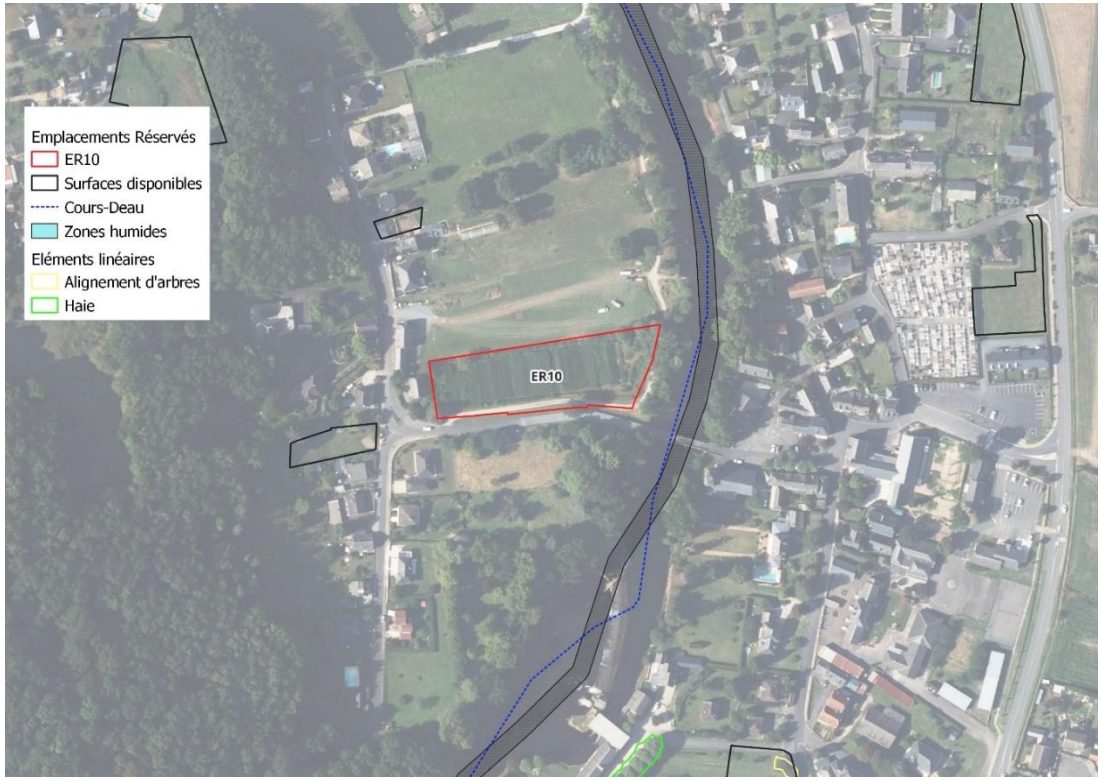
Emplacements Réservés	Parcelle	Surface (ha)	Enjeu identifiés	Impact brut	Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral	Impact résiduel
Création d'un arrêt de bus	ER.8	0.023	**Flore/Habitat :** **Faible** **Faune :** **Faible**	**Faible**		**Faible**



Emplacements Réservés	Parcelle	Surface (ha)	Enjeu identifiés	Impact brut	Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral	Impact résiduel
Création d'un arrêt de bus	ER.9	0.015	**Flore/Habitat :** **Faible** **Faune :** **Faible**	**Faible**		**Faible**



Emplacements Réservés	Parcelle	Surface (ha)	Enjeu identifiés	Impact brut	Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral	Impact résiduel
Création d'une aire de stationnement	ER.10	0.477	**Flore/Habitat :** Bande boisée à l'Est de la parcelle, zone tampon avant le cours d'eau **Fort** **Faune :** **Faible à moyen** **Zones réglementées :** ZNIEFF type II à l'Est **Fort**	**Fort**	Réduire l'emprise afin d'éviter la ZNIEFF à l'Est de la parcelle et préserver la zone tampon	**Faible à moyen**



6.3.2 Bilan des incidences des Emplacements Réservés sur les Enjeu écologiques

Le zonage du PLU prévoit de classer 8,21 ha du territoire communal en Emplacements Réservés, afin de construire des ouvrages publics.

Les Emplacements Réservés présentent des Enjeu écologiques de faible à très fort, notamment dû à la présence de zones humides, de zones réglementées ainsi que de zone aux abords d'un cours d'eau classé.

L'application des mesures du règlement littéral et des mesures d'évitement et de réduction supplémentaires présentées précédemment (limitation de l'imperméabilisation, conservation de haies et de boisés, protection de zones humides, bande tampon...), permet de réduire les impacts et d'estimer des impacts résiduels qui sont très variables selon les secteurs :

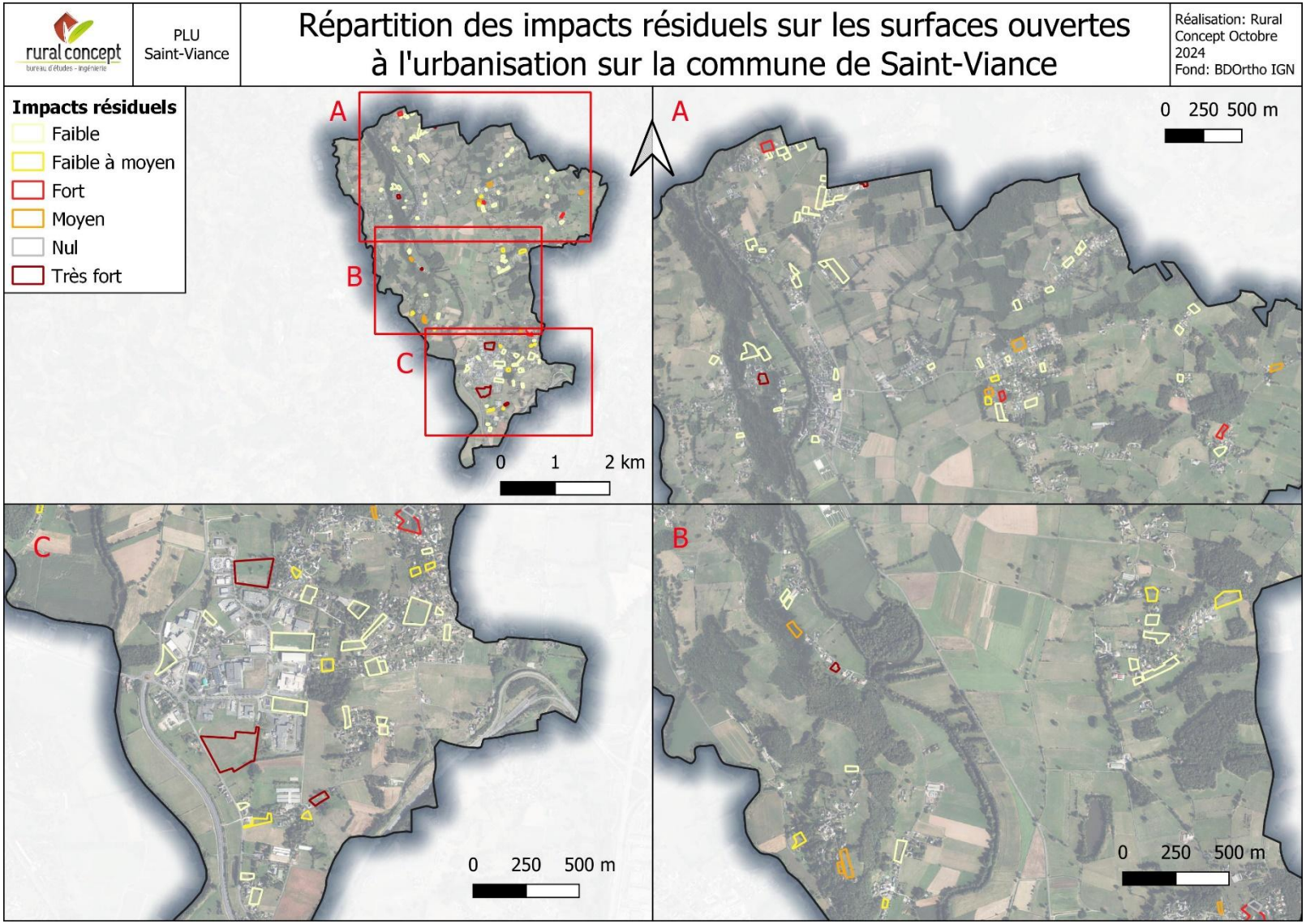
- Pour les créations d'arrêt de bus (ER.7, ER.8, et ER.9), les impacts bruts, et donc les impacts résiduels, sont **faibles** au vu du faible niveau d'Enjeu écologiques présents sur ces parcelles, et leurs faibles surfaces.
- Pour l'aménagement de l'aire de camping-car (ER.6), l'impact résiduel sera également faible sans mesures de compensation, le bosquet proche étant exclus de l'emprise de l'ER.
- Pour l'aire de stationnement de covoiturage(ER.5), l'impact résiduel sera faible tant que l'imperméabilisation des sols est limitée, comme indiqué dans le règlement littéral.
- Pour la création du cimetière (ER.4), l'impact résiduel sera faible si la bande boisée rattachée au réservoir de biodiversité est préservée.
- Pour la création d'une voie de circulation douce le long de la RD 113 (ER.3), l'impact résiduel sera faible si l'imperméabilisation des sols est empêchée, le chemin terminant sur une zone humide à l'Est de sa surface.
- Pour la création d'une aire de stationnement (ER.10), l'impact résiduel sera faible à moyen tant la bande boisée à l'Est, identifiée dans le zonage de la ZNIEFF type II, est préservée afin de fournir une bande tampon entre la parcelle et le cours d'eau, et que l'imperméabilisation des sols est limitée.
- Pour l'élargissement du chemin de pêcheur (ER.2), l'impact résiduel sera faible à moyen, tant qu'il n'y a pas d'imperméabilisation des sols, et que les boisements ainsi que la ripisylve ne sont pas impactés.
- Pour la création de la voie verte (ER.1), l'impact résiduel sera faible à moyen, tant qu'il n'y a pas d'imperméabilisation des sols, et que les boisements ainsi que la ripisylve ne sont pas impactés.

Il est à noter que si les mesures d'évitement et de réduction préconisées dans le PLU ne sont pas appliquées, l'impact résiduel sera égal à l'impact brut.

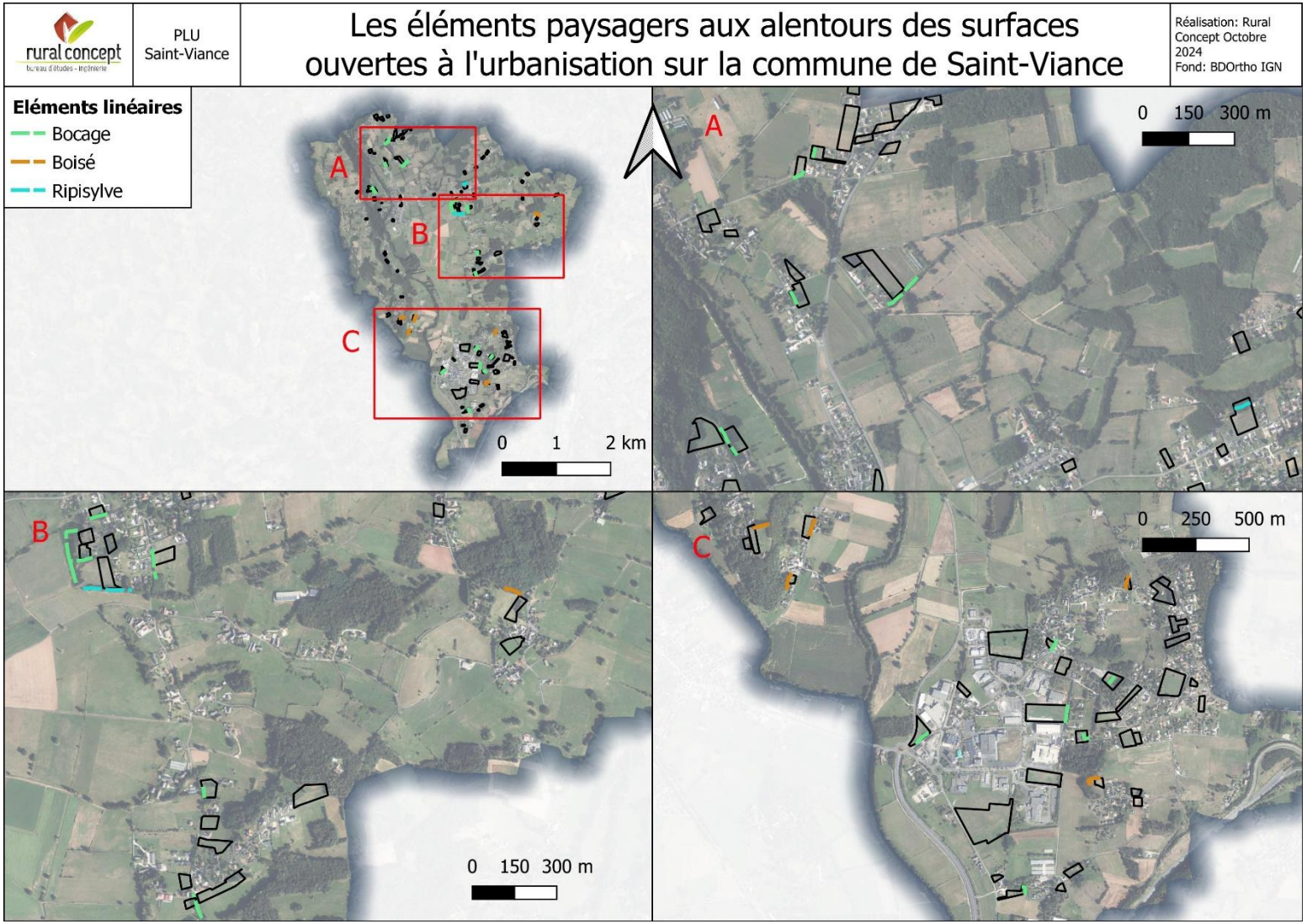
Il est à noter que les ER 1, 2, 3, 5, 6 et 10 sont inclus dans la zone rouge du Plan de Prévention des Risques de la Vallée de la Vézère, soit une zone « où l'inconstructibilité est la règle » mais où certains ouvrages publics sont autorisés à condition de respecter le règlement sur la limitation des risques d'inondation énoncés dans le PPRi approuvé le 25 octobre 2016.). Ainsi, sur les 8,21 ha, 7,23 ha se trouvent en zone rouge, soit 88,06% des Emplacements Réservés, dans des zones ou les aléas d'inondation vont de faibles à forts.

Secteur	Parcelle	Surface initiale (ha)	PPRi : zones d'aléas	PPRi : surface en zone rouge (ha)	Impact brut	Impact résiduel
Voie verte	ER.1	**4.042**	Aléa moyen à fort	**3.883**	Très fort	Faible à moyen
Chemin des pêcheurs	ER.2	**1.196**	Aléa faible à fort	**1.112**	Très fort	Faible à moyen
Voie de circulation douce	ER.3	**0.416**	Aléa faible à moyen	**0.238**	Moyen	Faible
Cimetière	ER.4	**0.503**		**0**	Moyen	Faible
Aire de stationnement de covoiturage	ER.5	**1.001**	Aléa faible à moyen	**1.001**	Faible à moyen	Faible
Aire de camping-car	ER.6	**0.522**	Aléa faible à moyen	**0.522**	Faible	Faible
Arrêt de bus	ER.7	**0.01**		**0**	Faible	Faible
Arrêt de bus	ER.8	**0.023**		**0**	Faible	Faible
Arrêt de bus	ER.9	**0.015**		**0**	Faible	Faible
Aire de stationnement	ER.10	**0.477**	Aléa faible à fort	**0.477**	Fort	Faible à moyen
Total des Emplacements Réservés		**8,21**		**7,233**		

Synthèse des incidences des Emplacements Réservés sur les enjeux environnementaux



Répartition des impacts résiduels du projet de zonage du PLU Saint-Viance sur les Enjeu identifiés lors des prospections de terrain

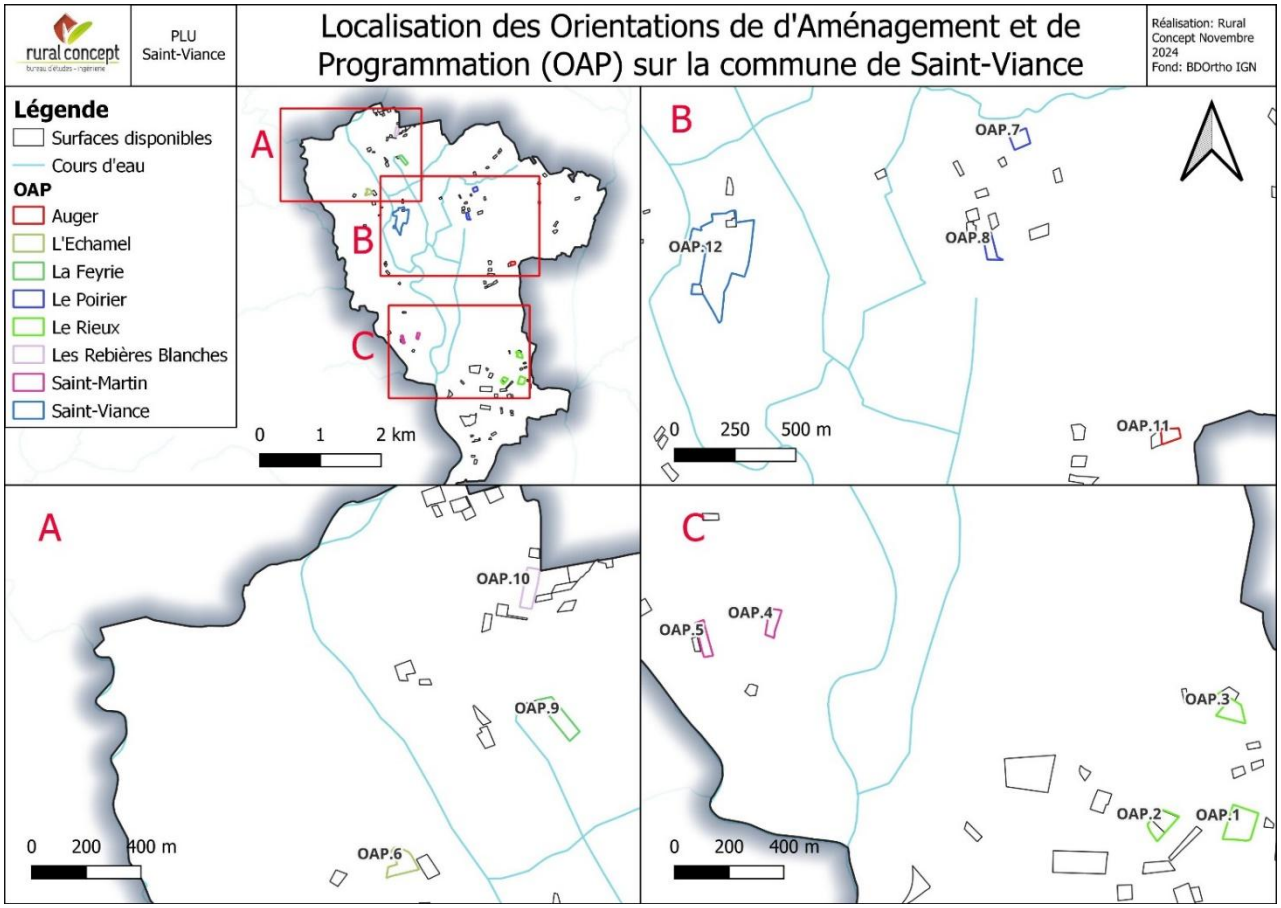


Représentation des éléments du paysage sur ou accolés aux surfaces ouvertes à l'urbanisation

6.4 Incidences, préconisations et analyse des impacts résiduels des OAP sur les enjeux écologiques

12 Orientations d'Aménagement et de Programmation sont prévus sur la commune de Saint-Viance, sur une surface totale de 7 ha. Elles concernent l'implantation de nouveaux logements, la rénovation du groupe scolaire ainsi que l'enrichissement de l'offre en équipements.

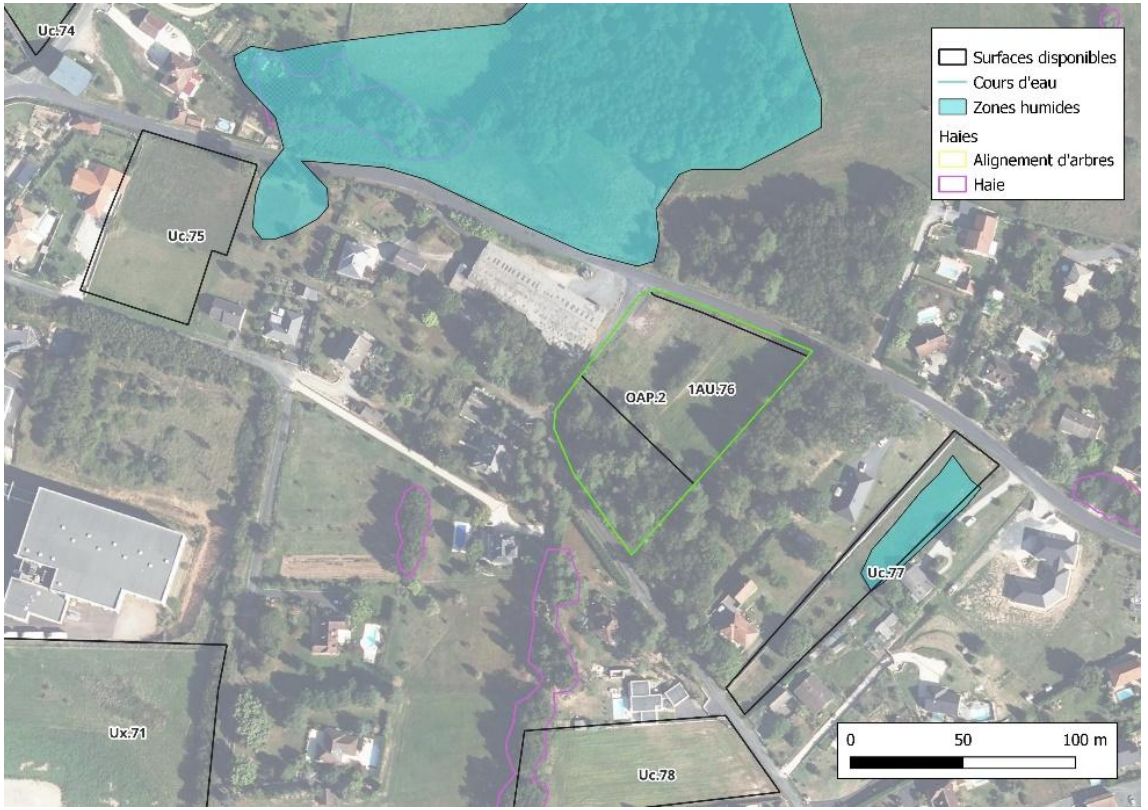
La carte suivante détaille l'emplacement de ces OAP :



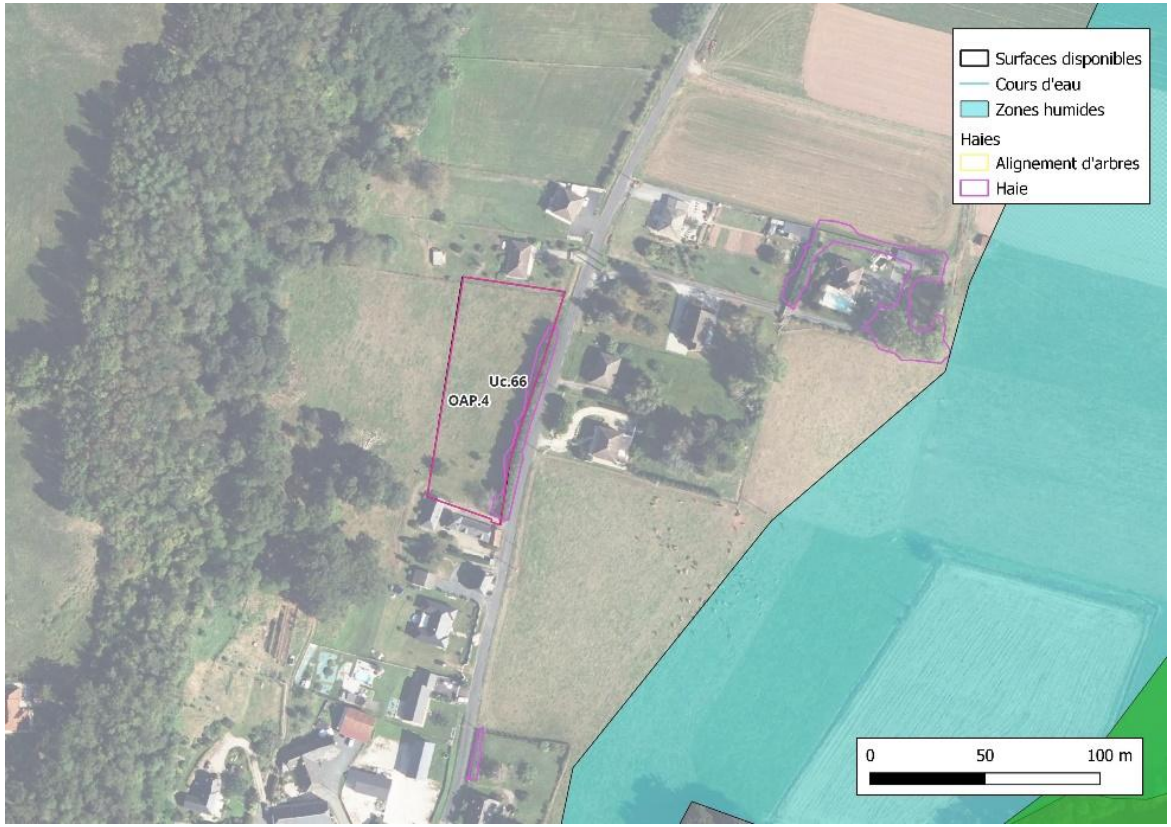
Localisation des OAP sur la commune

<table>
<tr><th colspan="8">Parcelles faisant l'objet d'une OAP</th></tr>
<tr><th>OAP</th><th>Secteur</th><th>Parcelle</th><th>Enjeu naturalistes identifiés</th><th>Surface initiale (ha)</th><th>Impact brut</th><th>Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral</th><th>Surface finale</th><th>Impact résiduel</th></tr>
<tr><td rowspan="2">OAP 1</td><td rowspan="2">Le Rieux</td><td rowspan="2">Uc.82</td><td>Faune :
Faible

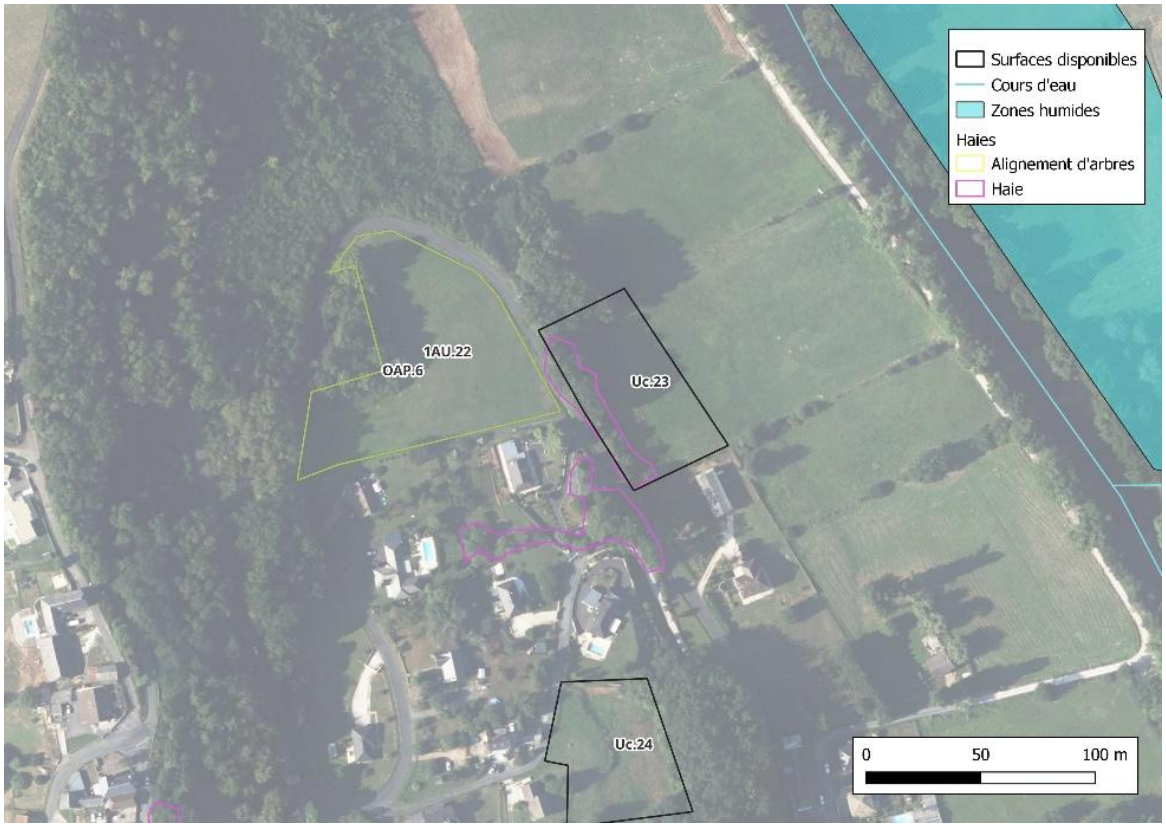
Flore :
Faible</td><td>1.15</td><td>Faible</td><td>Préservation d'une bande végétaliser à préserver et conforter</td><td>1.153</td><td rowspan="2">Faible</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 
</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th colspan="8">Parcelles faisant l'objet d'une OAP</th></tr>
<tr><th>OAP</th><th>Secteur</th><th>Parcelle</th><th>Enjeu naturalistes identifiés</th><th>Surface initiale (ha)</th><th>Impact brut</th><th>Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral</th><th>Surface finale</th><th>Impact résiduel</th></tr>
<tr><td rowspan="2">OAP 2</td><td rowspan="2">Le Rieux</td><td rowspan="2">1AU.76</td><td>Flore :
Faible à moyen
Faune :
Faible à moyen</td><td>0.45</td><td>Faible à moyen</td><td>Préservation de l'espace boisé au Sud de la parcelle et de la lisière</td><td>0.7</td><td rowspan="2">Faible</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 
</td></tr>
</table>

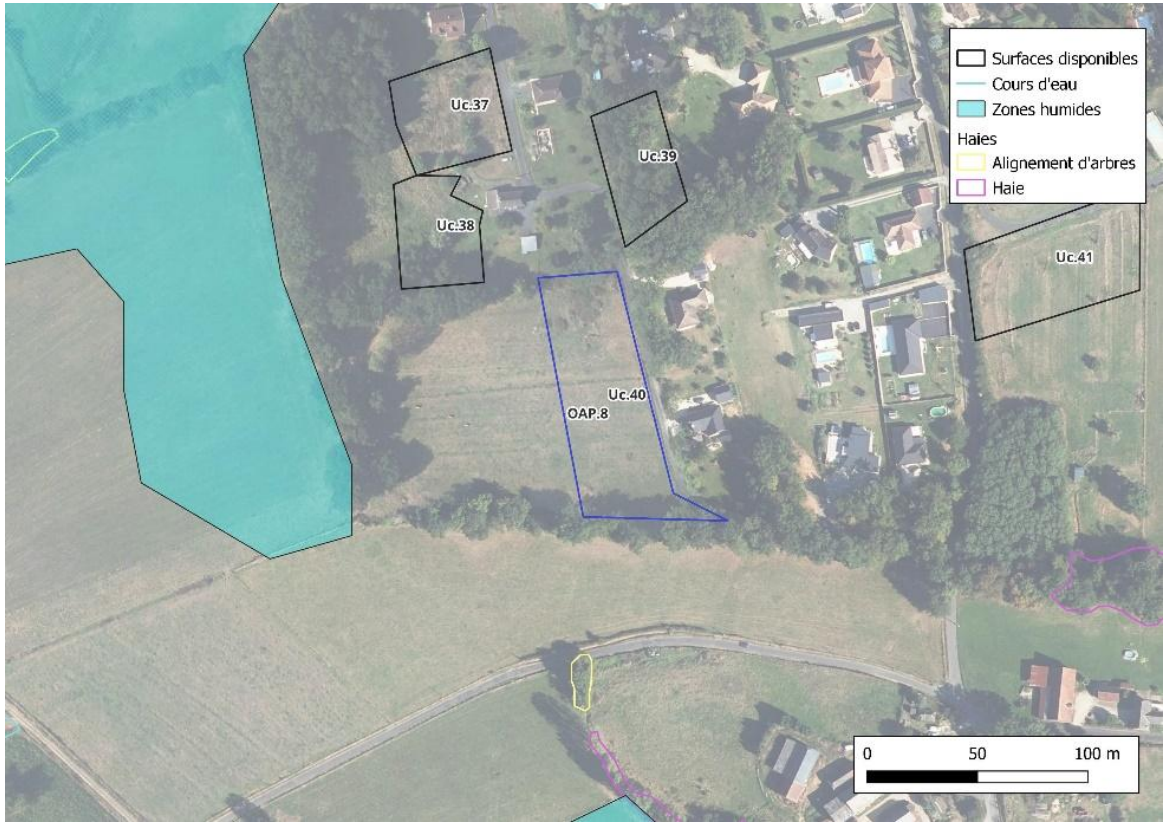
<table>
<tr><th colspan="9">Parcelles faisant l'objet d'une OAP</th></tr>
<tr><th>OAP</th><th>Secteur</th><th>Parcelle</th><th>Enjeu naturalistes identifiés</th><th>Surface initiale (ha)</th><th>Impact brut</th><th>Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral</th><th>Surface finale</th><th>Impact résiduel</th></tr>
<tr><td rowspan="2">OAP 3</td><td rowspan="2">Le Rieux</td><td rowspan="2">1AU.27</td><td>Flore :
Fort
Faune :
Fort</td><td>0.71</td><td>Fort</td><td>Urbanisation partielle afin de préserver une partie de l'habitat
(pas fait)</td><td>0.71</td><td rowspan="2">Fort</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 
</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th colspan="8">Parcelles faisant l'objet d'une OAP</th></tr>
<tr><th>OAP</th><th>Secteur</th><th>Parcelle</th><th>Enjeu naturalistes identifiés</th><th>Surface initiale (ha)</th><th>Impact brut</th><th>Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral</th><th>Surface finale</th><th>Impact résiduel</th></tr>
<tr><td rowspan="2">OAP 4</td><td rowspan="2">Saint-Martin</td><td rowspan="2">Uc.66</td><td>Flore :
Faible à moyen
Faune :
Faible à moyen</td><td>0.38</td><td>Faible à moyen</td><td>Préserver la haie</td><td>0.38</td><td rowspan="2">Faible</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 
</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th colspan="8">Parcelles faisant l'objet d'une OAP</th></tr>
<tr><th>OAP</th><th>Secteur</th><th>Parcelle</th><th>Enjeu naturalistes identifiés</th><th>Surface initiale (ha)</th><th>Impact brut</th><th>Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral</th><th>Surface finale</th><th>Impact résiduel</th></tr>
<tr><td rowspan="2">OAP 5</td><td rowspan="2">Saint-Martin</td><td rowspan="2">Uc.64</td><td>Flore :
Faible
Faune :
Moyen</td><td>0.38</td><td>Moyen</td><td>Préserver la haie</td><td>0.38</td><td rowspan="2">Faible à moyen</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 
</td></tr>
</table>

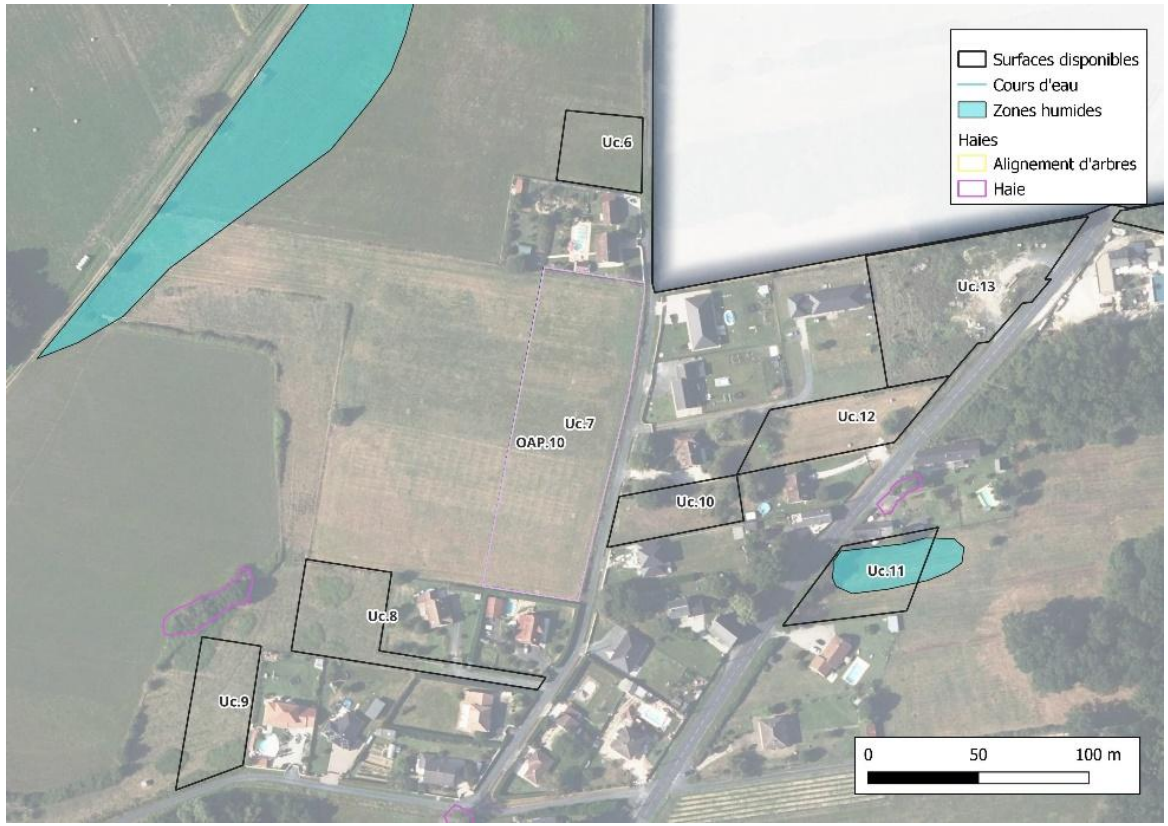
Parcelles faisant l'objet d'une OAP								
OAP	**Secteur**	**Parcelle**	**Enjeu naturalistes identifiés**	**Surface initiale (ha)**	**Impact brut**	**Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral**	**Surface finale**	**Impact résiduel**
OAP 6	L'Echamel	1AU.22	Flore : Faible Faune : Faible	0.71	Faible		0.71	Faible
								

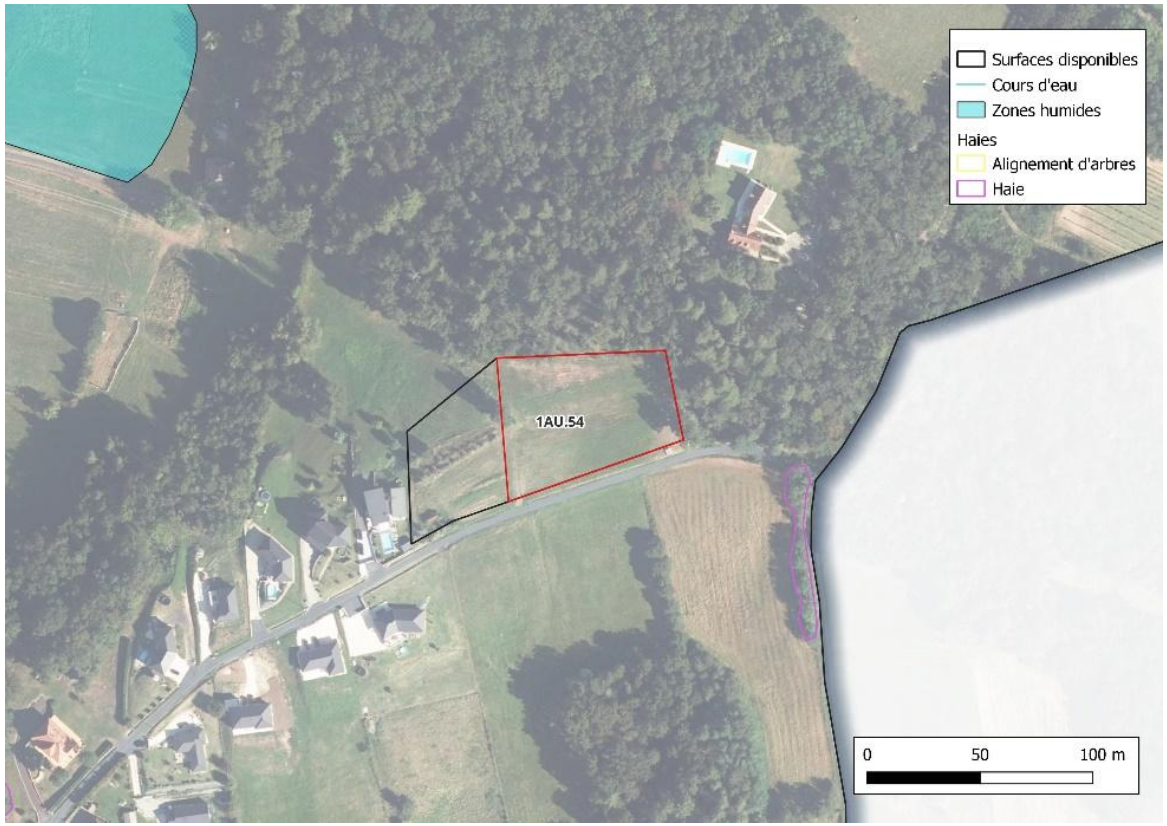
<table>
<tr><th colspan="8">Parcelles faisant l'objet d'une OAP</th></tr>
<tr><th>OAP</th><th>Secteur</th><th>Parcelle</th><th>Enjeu naturalistes identifiés</th><th>Surface initiale (ha)</th><th>Impact brut</th><th>Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral</th><th>Surface finale</th><th>Impact résiduel</th></tr>
<tr><td rowspan="2">OAP 7</td><td rowspan="2">Le Poirier</td><td rowspan="2">1AU.35</td><td>Flore :
Très fort
Faune :
Moyen</td><td>0.67</td><td>Très fort</td><td>Urbanisation partielle : ne pas impacter la ripisylve</td><td>0.48</td><td rowspan="2">Moyen</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 
</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th colspan="8">Parcelles faisant l'objet d'une OAP</th></tr>
<tr><th>OAP</th><th>Secteur</th><th>Parcelle</th><th>Enjeu naturalistes identifiés</th><th>Surface initiale (ha)</th><th>Impact brut</th><th>Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral</th><th>Surface finale</th><th>Impact résiduel</th></tr>
<tr><td rowspan="2">OAP 8</td><td rowspan="2">Le Poirier</td><td rowspan="2">Uc.40</td><td>Flore :
Très fort
Faune :
Moyen</td><td>0.46</td><td>Très fort</td><td>Urbanisation partielle : ne pas impacter la ripisylve</td><td>0.46</td><td rowspan="2">Faible à moyen</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 
</td></tr>
</table>

<table>
<tr><th colspan="8">Parcelles faisant l'objet d'une OAP</th></tr>
<tr><th>OAP</th><th>Secteur</th><th>Parcelle</th><th>Enjeu naturalistes identifiés</th><th>Surface initiale (ha)</th><th>Impact brut</th><th>Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral</th><th>Surface finale</th><th>Impact résiduel</th></tr>
<tr><td rowspan="2">OAP 9</td><td rowspan="2">La Feyrie</td><td rowspan="2">Uc.20</td><td>Flore :
Faible à moyen
Faune :
Faible à moyen</td><td>0.89</td><td>Faible à moyen</td><td>Préserver la haie au Sud</td><td>0.89</td><td rowspan="2">Faible</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 
</td></tr>
</table>

Parcelles faisant l'objet d'une OAP								
OAP	**Secteur**	**Parcelle**	**Enjeu naturalistes identifiés**	**Surface initiale (ha)**	**Impact brut**	**Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral**	**Surface finale**	**Impact résiduel**
OAP 10	Les Rebières Blanches	Uc.7	Flore : Faible Faune : Faible	0.69	Faible		0.69	Faible



<table>
<tr><th colspan="8">Parcelles faisant l'objet d'une OAP</th></tr>
<tr><th>OAP</th><th>Secteur</th><th>Parcelle</th><th>Enjeu naturalistes identifiés</th><th>Surface initiale (ha)</th><th>Impact brut</th><th>Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral</th><th>Surface finale</th><th>Impact résiduel</th></tr>
<tr><td rowspan="2">OAP 11</td><td rowspan="2">Auger</td><td rowspan="2">1AU.54</td><td>Flore :
Très fort
Faune :
Fort</td><td>0.64</td><td>Très fort</td><td>Réduire l'emprise pour ne pas impacter le boisement</td><td>0.64</td><td rowspan="2">Faible à moyen</td></tr>
<tr><td colspan="5"> 
</td></tr>
</table>

Parcelles faisant l'objet d'une OAP								
OAP	**Secteur**	**Parcelle**	**Enjeu naturalistes identifiés**	**Surface initiale (ha)**	**Impact brut**	**Mesures d'évitement et de réduction supplémentaires au règlement littéral**	**Surface finale**	**Impact résiduel**
OAP 12	Bourg de Saint-Viance	Uc.30 Ua.31	Flore : Faible Faune : Faible	Uc.30 : 0.17 UA.31 : 0.14	Faible		6.517 (L'OAP englobe des surfaces déjà urbanisées du bourg, et une prairie sans éléments linéaires, ponctuels ou surfaciques modifiant l'impact brut des surfaces)	Faible
								

7 Evaluation des incidences sur les enjeux agricoles

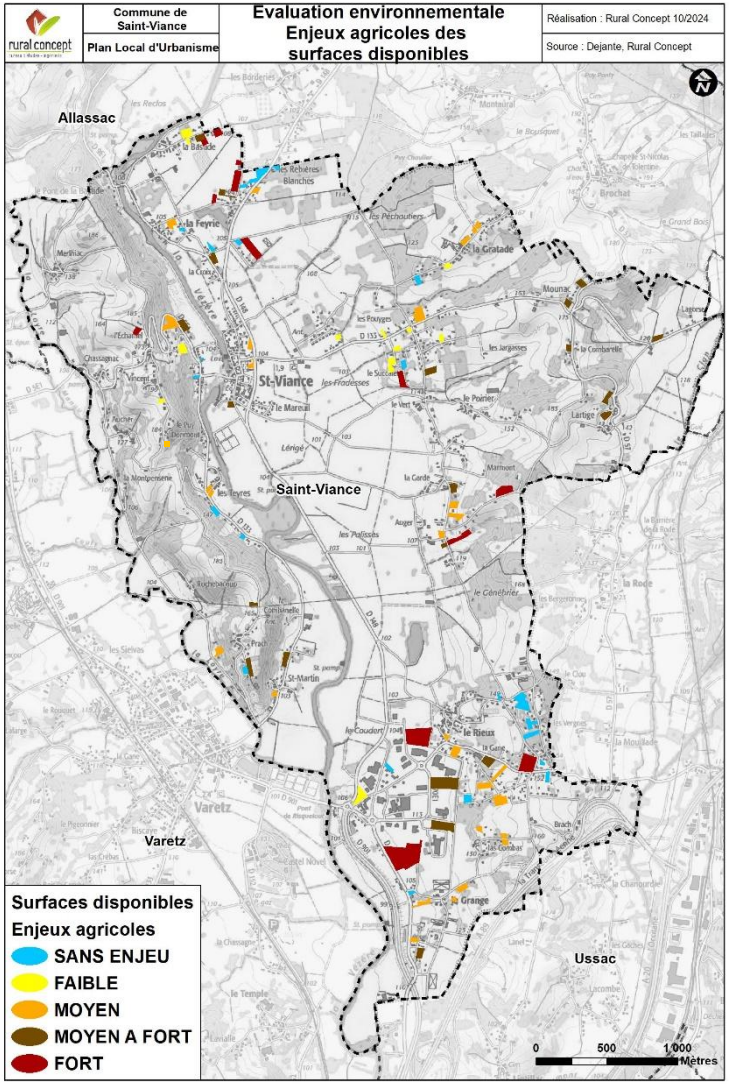
À l'échelle de la commune, la définition de la zone A est largement supérieure aux autres zonages, représentant plus de deux tiers de la superficie de la commune. Cela montre une prise en compte rigoureuse des terres agricoles dans le projet de zonage.

Sur 33.02 hectares ouverts à l'urbanisation, les enjeux agricoles correspondent aux surfaces détaillées dans le tableau suivant.

	Enjeu agricoles				
	Sans enjeu	**Faible**	**Moyen**	**Moyen à fort**	**Fort**
Ua				0.166	
U	3.816	2.103	5.621	3.725	4.663
Ux	0.181	0.525		2.502	5.44
1Au	0.711		1.377	0.446	0.642
A			0.242		
Ah				0.863	
TOTAL	**4.708**	**2.628**	**7.24**	**7.702**	**10.745**

Répartition des enjeux agricoles selon le zonage du PLU Saint-Viance

La majorité des parcelles représentent des enjeux forts ou moyens sur l'agriculture de la commune, avec l'enjeu fort étant le plus présent. En effet, de nombreuses parcelles sont en extension du bâti sur les espaces agricoles, et résultent en des impacts ainsi plus importants. De plus, certaines parcelles entraînent une forte consommation de ces espaces. De nombreuses parcelles étant des extensions sur des espaces irrigables ou liés à des élevages, il sera primordial de veiller à préserver les accès pour ces parcelles, notamment les parcelles présentant des enjeux moyens à forts. Les parcelles urbanisables en dent creuse, mais entraînant une forte consommation d'espace ont un enjeu moyen, tandis que les plus petites parcelles en dent creuse présentent des enjeux moindres.



Cartographie des enjeux agricoles des surfaces ouvertes à l'urbanisation

Il sera nécessaire de réaliser les aménagements nécessaires afin de pas impacter l'irrigation des parcelles, ainsi que l'accessibilité des parcelles, particulièrement celles qui connaitront des extensions urbaines linéaires.

Toutefois, au regard des enjeux agricole présents sur la commune, on peut estimer que le PLU aura une incidence **forte** sur les enjeux agricoles.

Secteur	Parcelle	Surface	Enjeu agricole	Commentaire
La Bastide	Uc.1	0,413	Faible	Extension parcelle boisée
	Uc.2	0,093	Faible	Dent creuse en secteur agricole
	Uc.3	0,272	Moyen à fort	Extension sur espace agricole irrigable enclavé
	Uc.4	0,17	Fort	Extension sur espace agricole irrigable
	Uc.5	0,253	Fort	Forte extension sur espace agricole
Les Rebières Blanches	Uc.6	0,122	Fort	Extension sur espace agricole
	Uc.7	0,69	Fort	Extension linéaire sur espace agricole irrigable - Préserver accès
	Uc.8	0,213	Moyen à fort	Extension sur espace agricole irrigable enclavé - Préserver accès
	Uc.9	0,174	Fort	Extension sur espace agricole irrigable - Préserver accès
	Uc.10	0,125	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Uc.11	0,169	Moyen	Petite parcelle de prairie enclavée
	Uc.12	0,198	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Uc.13	0,419	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Uc.14	0,103	Sans enjeu	Dent creuse en secteur boisé
La Feyrie	Uc.15	0,337	Moyen	Vaste dent creuse
	Uc.16	0,081	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Uc.17	0,167	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Uc.18	0,294	Moyen à fort	Extension sur espace agricole enclavé irrigable - Préserver accès
Les Rebières	Uc.19	0,152	Sans enjeu	Dent creuse en secteur boisé
	Uc.20	0,891	Fort	Extension linéaire sur espace agricole irrigable - Préserver accès
L'Echamel	Uc.21	0,201	Fort	Extension sur vaste espace agricole proche d'élevages - Préserver accès
Les Baysses	1AU.22	0,707	Moyen	Extension linéaire sur espace agricole enclavé
	Uc.23	0,388	Moyen à fort	Extension linéaire sur vaste espace agricole - Préserver accès
	Uc.24	0,323	Faible	Dent creuse en secteur agricole
	Uc.25	0,028	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Uc.26	0,078	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
Le Rieux	1AU.27	0,711	Sans enjeu	Dent creuse boisée
Vincent	Uc.28	0,116	Faible	Dent creuse en secteur agricole
Le Bourg	Uc.29	0,165	Moyen	Extension linéaire sur espace semi-agricole enclavé

Secteur	Parcelle	Surface	Enjeu agricole	Commentaire
Le Bourg	Uc.30	0,138	Moyen	Extension linéaire sur espace semi-agricole enclavé
	Ua.31	0,166	Moyen à fort	Extension linéaire sur vaste espace agricole - Préserver accès
Les Garennes	Uc.32	0,12	Faible	Petite prairie en dent creuse en secteur agricole
Le Succalet/Les Jargasses	Uc.33	0,117	Faible	Petite prairie en dent creuse en secteur agricole
	Uc.34	0,087	Faible	Petite prairie en dent creuse en secteur agricole
	1AU.35	0,67	Moyen	Dent creuse en secteur agricole
	Uc.36	0,146	Faible	Petite prairie en dent creuse en secteur agricole
	Uc.37	0,219	Faible	Petite prairie en dent creuse en secteur agricole
	Uc.38	0,174	Faible	Petite prairie en dent creuse en secteur agricole
	Uc.39	0,18	Sans enjeu	Dent creuse boisée
	Uc.40	0,456	Fort	Extension linéaire - Préserver accès
	Uc.41	0,347	Moyen à fort	Extension linéaire sur espace agricole enclavé
	Uc.42	0,152	Faible	Petite prairie en dent creuse en secteur agricole
La Gratade	Uc.43	0,222	Sans enjeu	Dent creuse boisée
	Uc.44	0,143	Faible	Dent creuse en secteur agricole
	Uc.45	0,234	Moyen	Extension linéaire sur espace enclavé irrigable - Préserver accès
	Uc.46	0,111	Moyen	Dent creuse en secteur agricole
	Uc.47	0,157	Moyen	Dent creuse en secteur agricole
Mounac	Ah.48	0,263	Moyen à fort	Extension sur espace agricole
	Ah.49	0,195	Moyen à fort	Extension sur espace agricole
	Ah.50	0,155	Moyen à fort	Extension linéaire sur espace agricole enclavé - Préserver accès
Lagorse	Ah.51	0,25	Moyen à fort	Extension linéaire sur espace agricole enclavé - Préserver accès
Lartige	Uc.52	0,283	Moyen à fort	Extension linéaire sur espace agricole enclavé - Préserver accès
	Uc.53	0,185	Moyen à fort	Extension linéaire sur espace agricole enclavé - Préserver accès
Auger/Les Genébriers	1AU.54	0,642	Fort	Vaste extension linéaire - Préserver accès
	Uc.55	0,297	Moyen à fort	Extension linéaire sur espace vaste agricole - Préserver accès
	Uc.56	0,262	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
	Uc.57	0,345	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
	Uc.58	0,184	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
	Uc.59	0,111	Moyen à fort	Extension linéaire sur espace vaste agricole - Préserver accès
Les Teyres	Uc.60	0,233	Sans enjeu	Espace boisé
	Uc.61	0,103	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
Prach	Uc.62	0,141	Moyen à fort	Extension sur vaste espace agricole
	Uc.63	0,276	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
	Uc.64	0,377	Moyen à fort	Extension linéaire sur espace agricole enclavé - Préserver accès

Secteur	Parcelle	Surface	Enjeu agricole	Commentaire
Prach	Uc.65	0,157	Sans enjeu	Dent creuse boisée
Saint-Martin	Uc.66	0,378	Moyen à fort	Extension linéaire sur espace agricole enclavé - Préserver accès
	Uc.67	0,138	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
La Nau	Ux.68	0,525	Faible	Dent creuse en secteur agricole
	Ux.69	0,181	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Ux.70	2,026	Fort	Extension sur vaste espace agricole - Préserver accès
	Ux.71	1,55	Moyen à fort	Vaste dent creuse en secteur agricole
	Ux.72	0,952	Moyen à fort	Extension sur espace agricole enclavé
	Ux.73	3,414	Fort	Extension sur vaste espace agricole - Préserver accès
Le Rieux/Les Trinquilles/La Mijale	Uc.74	0,115	Moyen	Vaste dent creuse en secteur agricole
	Uc.75	0,402	Moyen	Vaste dent creuse en secteur agricole
	1AU.76	0,446	Moyen à fort	Vaste dent creuse en secteur agricole
	Uc.77	0,306	Moyen	Vaste dent creuse en secteur agricole
	Uc.78	0,401	Moyen	Vaste dent creuse en secteur agricole
	Uc.79	0,287	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Uc.80	0,433	Moyen	Vaste dent creuse en secteur agricole
	Uc.81	0,161	Moyen	Vaste dent creuse en secteur agricole
	Uc.82	1,153	Fort	Vaste dent creuse en secteur agricole
	Uc.83	0,087	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Uc.84	0,183	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Uc.85	0,335	Sans enjeu	Dent creuse boisée
	Uc.86	0,323	Sans enjeu	Dent creuse boisée
	Uc.87	0,162	Sans enjeu	Dent creuse boisée
	Uc.88	0,083	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
Les Combes	Uc.89	0,142	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
	Uc.90	0,142	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
	Uc.91	0,152	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
La Grange	Uc.92	0,288	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
	Uc.93	0,107	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
	Uc.94	0,11	Sans enjeu	Dent creuse en secteur non agricole
	Uc.95	0,167	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
	Uc.96	0,327	Moyen à fort	Extension sur vaste espace agricole enclavé
	Uc.97	0,289	Moyen	Extension sur espace agricole enclavé
Les Teyres	~~A.98~~	~~0,117~~	~~Moyen~~	~~Petite extension sur vaste espace agricole~~
	~~A.99~~	~~0,125~~	~~Moyen~~	~~Petite extension sur vaste espace agricole~~

Secteur	Parcelle	Surface	Enjeu agricole	Commentaire
Auger/Les Genébriers	Uc.100	0,553	Fort	Vaste extension linéaire - Préserver accès

Les déclarations faites à la PAC et les périmètres de bâtiments d'élevage et de vergers sont des paramètres qui ont été pris en compte dans la détermination des Enjeu agricoles, et les deux tableaux suivants résument l'impact du zonage du PLU Saint-Viance sur ces derniers.

	Elevage	*Vergers*	
Périmètre impacté (ha)	0,63	0,25	**0,88**

Représentation de l'impact du zonage du PLU de Saint-Viance sur les périmètres de vergers et de bâtiments d'élevages, ainsi que sur les déclarations à la PAC

Sur les 33.02 hectares ouverts à l'urbanisation, 0,88 ha sont positionnés sur des périmètres règlementaires ou de sécurité de bâtiments d'élevages ou de bergers.

	Culture annuelle	*Verger*	*Prairies permanentes*	*Prairies temporaires*	
Faible			0,097		
Moyen	0,663		4,753	0,109	
Moyen à Fort	0,589	0,254	5,137	0,17	
Fort	0,38		3,858	2,272	
Surface (ha)	**1,632**	**0,254**	**13,845**	**2,551**	**18,282**

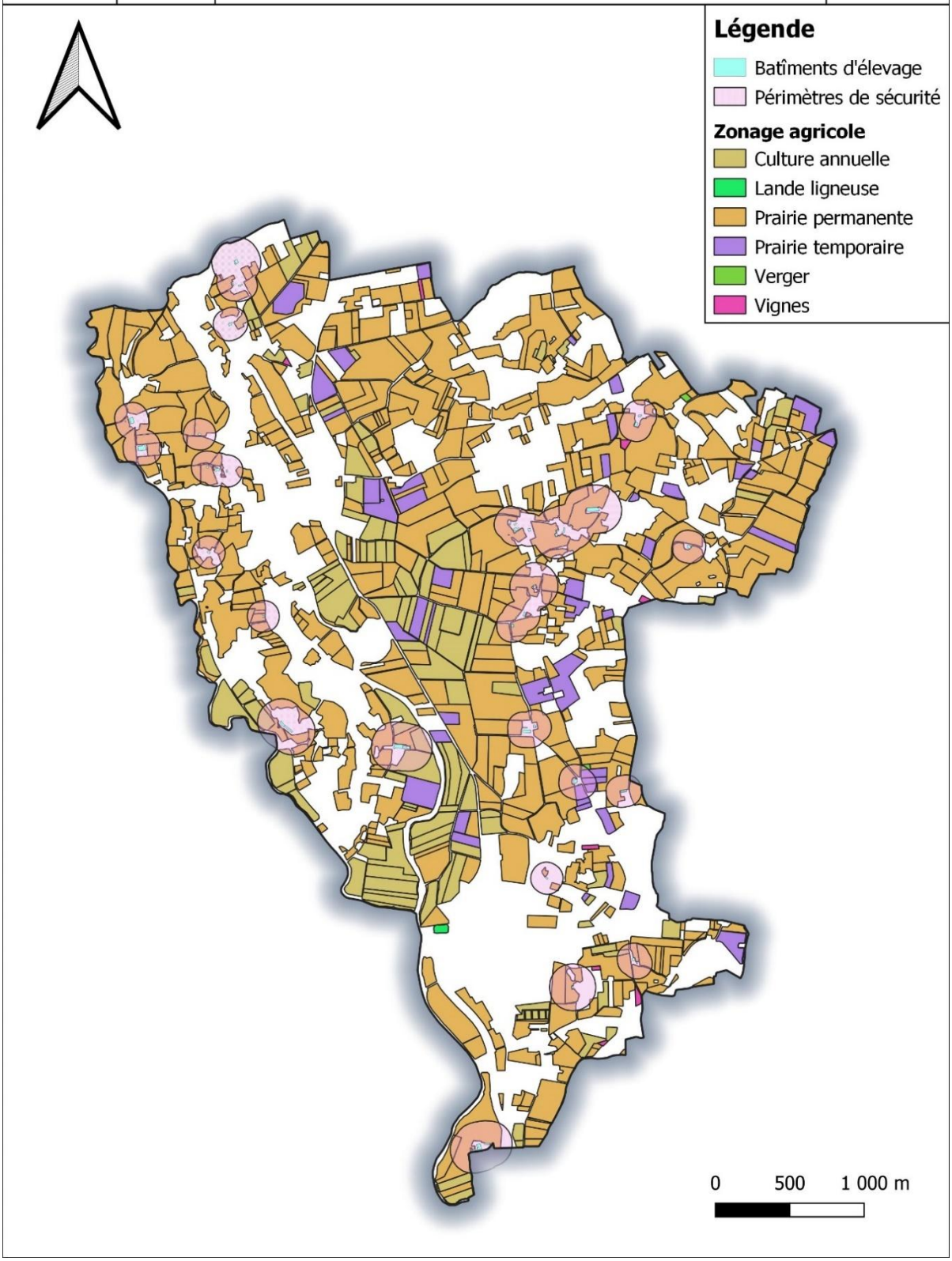
Synthèse des parcelles agricoles impactées par l'urbanisation

Sur les 33,02 ha de surfaces ouvertes à l'urbanisation, et les 18,282 ha ayant des incidences sur l'agriculture de Saint-Viance, 8,9 ha sont des surfaces agricoles déclarées à la PAC.

PLU Saint-Viance

L'impact des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le zonage agricole et les périmètres des bâtiments d'élevage sur la commune de Saint-Viance

Réalisation: Rural Concept Octobre 2024
Fond: BDOrtho IGN



Cartographie des impacts des surfaces ouvertes à l'urbanisation sur le zonage agricole et les périmètres de bâtiments d'élevages et de vergers

8 Analyse des incidences notables sur les sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble cohérent de sites naturels européens terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Il est composé de Zones de Protection Spéciale (ZPS) d'après la directive Oiseaux et de Zones Spéciales de Conservation (ZSC) d'après la directive d'Habitats-Faune-Flore.

8.1 La Directive Oiseaux

La directive 2009/147/CE, dite Directive Oiseaux, du 30 décembre 2009, promeut la protection et la gestion des populations d'espèces d'oiseaux sauvages du territoire européen. Par la mise en place de zones de protection spéciale, importantes pour la protection et la gestion des oiseaux, cette directive consacre également la notion de réseau écologique, en tenant compte des mouvements migratoires des oiseaux.

8.2 La Directive Habitats-Faune-Flore

La directive 92/43/CEE, dite Directive Habitats-Faune-Flore, du 21 mai 1992, concerne la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de faune et de flore sauvages présentes. La directive désigne des Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) qui participent à la préservation d'un ou de plusieurs habitats d'intérêt communautaire, d'une ou de plusieurs espèces de faune et/ou de flore d'intérêt communautaire et/ou contribue de manière significative à maintenir une biodiversité élevée dans la région biogéographique considérée. Ces sites sont ensuite désignés Zones Spéciales de Conservation (ZSC) par arrêtés ministériels. Dès lors, les états membres de l'Union Européenne doivent empêcher la détérioration des habitats naturels et des habitats des espèces présents sur ces sites, au travers de mesures contractuelles, règlementaires ou administratives appropriées.

8.3 Les sites Natura 2000 sur la commune de Saint-Viance

Un Natura 2000 est présent sur la commune de Saint-Viance :

- Vallée de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale 19/24 : FR7401111 à 12 km à l'Ouest

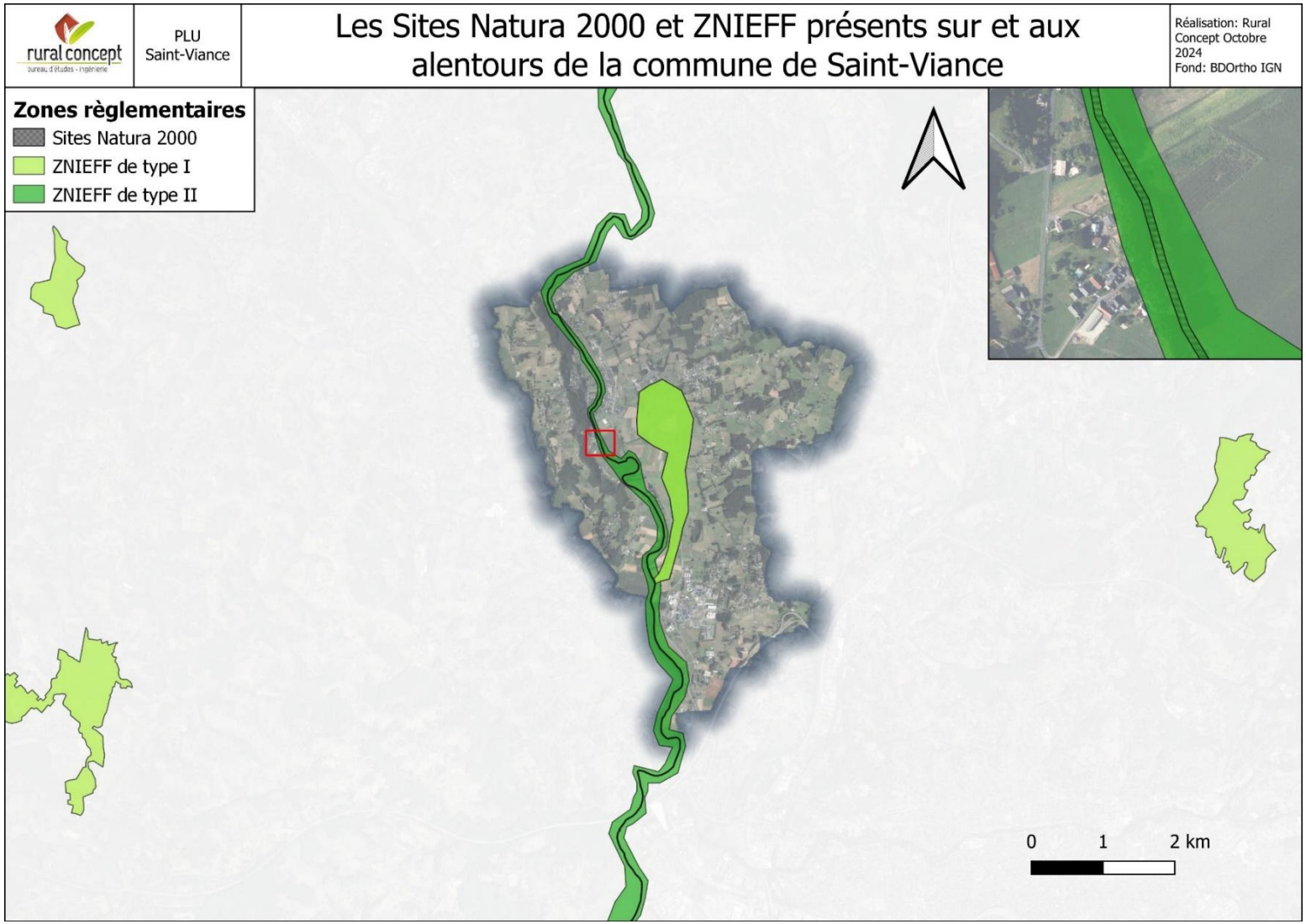
Les autres sites Natura 2000 présents aux alentours de la commune sont les suivants :

- Abîmes de la Fage – FR7401120
- La Vézère – FR7200668
- Pelouses calcicoles et forêts du Causse corrézien – FR7401119
- Vallée du ruisseau du Moulin de Vignols- FR7401121

Le site de la Vézère étant directement connecté à celui de la Vallée de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale, les incidences potentielles sur le second site risque de se répercuter sur le premier. Le site Natura 2000 au sein de la commune ayant été pris en compte lors de l'ouverture à l'urbanisation des parcelles, les incidences potentielles sur ce dernier seront faibles, de même que les répercussions sur le site de la Vézère.

Les autres sites se situant en moyenne à 10km de la commune de Saint-Viance, et n'étant pas directement connecté au réseau écologique de la commune, on peut estimer que le PLU n'aura pas d'influence sur ces sites.

L'impact du PLU sur les sites Natura 2000 peut être considéré comme faible ou nul.



Localisation des sites Natura 2000 autour de la commune de Saint-Viance

Nom et Code	Principaux Enjeu	Surface totale (ha)	Surface sur le territoire du PLU (ha)
ZSC FR740111 Vallée de la de la Vézère d'Uzerche à la limite départementale	**Habitats naturels d'intérêt communautaire** **4030 -** Landes sèches européennes (0.03% du site) **6430** – Mégaphorbiaies hygrophile d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpins (0.07% du site) **8230 -** Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo-albi-Veronicion dillenii (0.01% du site) **91E0 –** Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-padion, Alnion-incanae, Salicion albae) (3.75% du site) **9120 –** Hêtraies acidophiles atlantiques à sous-bois à Ilex et parfois à Taxus (Quercion robori-petraeae ou Ilici-Fagenion) (1.92% du site) **9180 –** Forêts de pente, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion (2.8% du site) **Espèces d'intérêt communautaire** **1041 -** *Oxygastra curtisii* – Cordulie à corps fin **1044 -** *Coenagrion mercuriale* – Agrion de mercure **1060 -** *Lycaena dispar* – Cuivré des marais **1083** - *Lucanus cervus* – Lucane cerf-volant **1088 -** *Cerambyx cerdo* **–** Grand capricorne **1095** - *Petromyzon marinus* – Lamproie marine **1096** - *Lampetra planeri* – Lamproie de Planer **1106** - *Salmo salar* – Saumon de l'Atlantique **1193** - *Bombina variegata* – Sonneur à ventre jaune **1303** - *Rhinolophus hipposideros* – Petit rhinolophe **1304** - *Rhinolophus ferrumequinum* – Grand rhinolophe **1308** - *Barbastella barbastellus* – Barbastelle d'Europe **1310** - *Miniopterus schreibersii* - Minioptère de Schreibers **1324** - *Myotis myotis* - Grand Murin **1355 -** *Lutra lutra* – Loutre d'Europe **5315** - *Cottus perifretum* - Chabot	927 ha	7,86 ha (0.85% du site)

9 Indicateurs de suivi

Lorsqu'un PLU fait l'objet d'une évaluation environnementale, la commune procède à une analyse des résultats de son application, notamment du point de vue de l'environnement et de la maîtrise de la consommation des espaces, au plus tard à l'expiration du délai de 6 ans suite à la délibération portant approbation au PLU. À ce titre, une liste d'indicateurs chiffrés est présentée dans le tableau suivant afin de réaliser l'analyse et quantifier les bons résultats (ou non) de l'application du document d'urbanisme.

Suivi	Indicateur	Fréquence	Source
Habitat – Rythme moyen de construction	Nombre d'habitants supplémentaires Evolution du nombre de ménages Evolution du nombre de logements (catégorie et types)	1 an	INSEE Données DGFIP ADS Fichiers LOVAC
Habitat – Mixité sociale	Evolution des résidences principales selon le statut d'occupation (Propriétaire ou locataire) Nombre de logements à loyer maîtrisé réalisé Densité des logements à l'hectare des opérations nouvelles	1 an	INSEE Données DGFIP ADS
Consommation foncière – Morphologie urbaine	Bilan de l'urbanisation des zones Ua, U et 1AU (les règles de morphologie et de fonctionnement urbain de l'O.A.P. ont-elles permis une bonne insertion des nouvelles constructions) Morphologie urbaine des constructions réalisées (typologie, hauteur, distance entre les constructions, alignement par rapport aux voies et entre les constructions, …) * Les cheminements doux ont-ils été réalisés entre sur les nouveaux secteurs urbains ? * Les voies et accès nouveaux sont-ils suffisants pour répondre aux besoins, notamment en matière de liaison inter-quartiers ?	6 à 9 ans	ADS Travail d'observation et enquête type « sociologie urbaine » évaluant la satisfaction et les usages des habitants des quartiers nouveaux de la commune.

Suivi	Indicateur	Fréquence	Source
	- Les règles de construction définies au sein des autres zones urbaines ont-elles permis la production de bâtiments répondant aux enjeux d'intégration urbaine ?		Analyse de l'augmentation du trafic routier.
Maintien et valorisation des massifs boisés et des haies bocagères existantes	Surface (ha) des réservoirs de biodiversité boisés Linéaires de haies bocagères	Durée du PLU	Rapport de présentation, photo aérienne
Préservation des arbres isolés et bosquets participant à l'identité patrimoniale de la commune	Nombre d'arbres isolés et bosquets faisant partie de l'identité de la commune		Commune
Préservation et valorisation des zones humides et des ripisylves des cours d'eau	Nombre et surface de zones humides sur la commune Absence de construction (nombre de permis de construire) en ZH et en bordure de cours d'eau		Inventaire communal des zones humides
Préservation des zones naturelles de la construction	Nombre et surface des zones N Absence de construction (nombre de permis de construire) en zones N		Commune
Maintien et renforcement de la qualité de l'eau des cours d'eau	État des masses d'eau communales		SIE Adour-Garonne
Maintien de l'ouverture des paysages et des ouvertures visuelles depuis les plateaux	Surface (ha) de milieux ouverts et d'ouvertures visuelles		Commune

Suivi	Indicateur	Fréquence	Source
Repérage et désignation des éléments du petit patrimoine en vue de leur préservation	Nombre d'éléments du petit patrimoine préservés		Commune
Maintien de l'activité agricole et organisation des espaces agricoles	Surface des zones agricoles Surface Agricole Utile (SAU) communale	Durée du PLU	RGA (Recensement Général Agricole) Chambre d'Agriculture 19
Favoriser la pluriactivité et le développement de l'agriculture urbaine	Nombre de permis de construire en lien avec l'activité agricole accordée		Commune
Permettre le changement de destination des bâtiments agricoles désaffectés	Nombre de bâtiments restaurés		Commune

Partie 4 : Compatibilité avec les documents supra-communaux

1 Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires) de la région Nouvelle-Aquitaine

En application de la loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République du 7 août 2015, le « Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires » (SRADDET) se substitue à plusieurs schémas régionaux sectoriels (schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire, schéma régional de l'intermodalité, schéma régional de cohérence écologique, schéma régional climat air énergie) et intégrer à l'échelle régionale la gestion des déchets.

Le projet s'articule autour de quatre grandes thématiques :

- Bien vivre dans les territoires (se former, travailler, se loger, se soigner) ;
- Lutter contre la déprise et gagner en mobilité (se déplacer facilement et accéder aux services) ;
- Consommer autrement (assurer à tous une alimentation saine et durable et produire moins de déchets) ;
- Protéger l'environnement naturel et la santé (réussir la transition écologique et énergétique).

Les ambitions du SRADDET sont fixées pour l'horizon 2030. Ainsi :

- La consommation foncière aura été divisée par deux en Nouvelle-Aquitaine ;
- Il aura été mis fin à un étalement commercial effréné qui dévitalise les centres-villes/bourgs ;
- La consommation énergétique des bâtiments aura été réduite ;
- Des solutions de transport auront été trouvées pour réduire non seulement les pollutions atmosphériques et les émissions de GES mais aussi les coûts de transport et les temps de parcours ;
- Le modèle de développement respectera la nature, les paysages et favorisera la restauration de la biodiversité.

Le PLU de Saint-Viance répond à son échelle aux attentes du SRADDET via la maitrise de son urbanisation en développant principalement le Bourg, les villages les plus proches de ce dernier et densifie les autres villages urbanisés plus éloignés. Cela limite ainsi fortement l'enveloppe foncière ouvert au PLU. La commune contribue à l'objectif de réduction de la consommation d'espace à l'échelle du territoire du SCOT Sud Corrèze de 52% à sa manière. En effet, le PADD a fixé un échéancier de réduction de la consommation de l'espace faisant également écho à la loi Climat & Résilience.

Le projet de PLU prévoit une consommation de 23,9 hectares pour l'habitat et de 8,7 hectares pour l'activités économiques, soit un total de 32,6 hectares.

Sur ces 32,6 hectares, 10,6 hectares sont identifiés en extension urbaine et se caractériseront par de la consommation d'ENAF (Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) d'ici 15 ans (soit 0,7 ha en moyenne par an). Pour rappel, sur la période de référence 2011-2021, 17,4 hectares d'ENAF ont été consommés (1,7 ha par an).

Ainsi, le PLU est vertueux étant donné qu'il permettra une consommation d'ENAF d'environ 8,4 hectares d'ici 2031 (5,7 ha consommés entre 2021 et 2024 + 2,7 hectares consommés avec le PLU de 2025 à 2031) et de 7,9 hectares sur les 9 années suivantes (horizon 2039). La consommation d'ENAF prévue d'ici 2031 sera ainsi réduite de 52%.

Concernant la compatibilité de sa partie environnementale, en l'occurrence l'ex SRCE Limousin, le projet de PLU est compatible notamment à travers les orientations 2 et 3 du PADD qui prévoit une protection des paysages, des espaces naturels, agricoles et forestiers et une préservation ou remise bon état des continuités écologiques. Plus spécifiquement, le PADD et le règlement graphique du PLU prennent en compte la TVB à l'échelle communale par :

- La préservation des grands ensembles boisés par un classement en zone naturelle
- La protection des cours d'eau et zones humides classées en zone agricole ou naturelle en fonction de la nature des terrains.

2 Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Adour-Garonne 2022-2027

Le PLU de Saint-Viance permet de répondre aux orientations des SDAGE Adour-Garonne présentées dans la partie diagnostic du rapport de présentation.

Protection des zones humides

Dans le cadre de l'élaboration de son PLU, notamment dans la définition du zonage, un travail de délimitation des secteurs à forte valeur environnementale, prenant en compte notamment les zones humides inventoriées par l'Etablissement Public Territorial du bassin de la Dordogne (EPIDOR) complété par l'analyse de terrain. Ainsi, ces zones, suivant généralement les axes des cours d'eau du territoire, ont fait l'objet d'un classement en zone N ou A en fonction de la vocation du secteur. A savoir que ces espaces sont pour la plupart identifiés en zone rouge du PPRi Vézère.

Une protection de ces espaces est donc fixée à travers le PLU.

Préservation des cours d'eau

La commune de Saint-Viance a souhaité prendre en compte la préservation des cours d'eau sillonnant son territoire ainsi que de leur ripisylve. De ce fait un classement en zone A ou N a été réalisé.

Les ripisylves situées aux abords des surfaces constructibles (zone U et AU) ont été en plus identifiées et protégées au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Protection de la ressource en eau

La commune est concernée par la prise d'eau du Pigeon Blanc, située sur la commune voisine d'Ussac. La zone de protection a été institué par arrêté préfectoral en avril 2023, sa zone de protection concerne une grande partie de la plaine centrale de la commune, jusqu'au bourg, déjà impacté par le risque inondation. C'est donc un espace déjà très protégé.

Au sein de cette zone, la politique générale de protection de la ressource en eau vise à réduire l'impact des collectivités, des activités agricoles, des industriels, des transports, …

Le captage en activité fait l'objet d'une Servitude d'Utilité Publique (AS1) limitant l'utilisation des sols en leur sein et s'imposant en sus du règlement du PLU.

Gestion de l'assainissement des eaux usées

La délimitation des zones constructibles s'est appuyée en partie sur le zonage assainissement de la commune, repérant la quasi-totalité des terrains constructibles de l'enveloppe agglomérée des zones desservies comme étant raccordables au réseau collectif. Ainsi, les constructions s'implantant sur ces terrains auront l'obligation de se raccorder au réseau d'assainissement public.

De plus, pour les terrains non raccordés actuellement au réseau d'assainissement collectif, ils devront prévoir un dispositif de traitement autonome des eaux usées.

Ce dernier devra être validé par le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif).

Concernant la station d'épuration, celle-ci est certifiée conforme en équipement et en performance et permet d'accueillir de nouveaux raccordements aux vues de ces capacités épuratoires et de la charge entrante.

Ainsi, la question de l'assainissement collectif est traitée dans le PLU et n'engendrera pas de risques pour l'environnement à long terme.

3 Le SCOT (Schéma de Cohérence Territorial) Sud Corrèze

Orientation du SCOT	Intégration des axes dans le PLU
Objectifs et principes pour un aménagement harmonieux associant les différents bassins de vie du territoire du SCOT Sud Corrèze	Le PLU prévoit l'accueil de 400 nouveaux habitants d'ici 15 ans, soit une augmentation annuelle moyenne de 27 habitants par an. Ce scenario d'évolution se veut être dans la continuité de l'évolution de population connue entre 2014 et 2020. Les élus souhaitent ainsi poursuivre le gain de population connu précédemment sans envisager une croissance importante comme la commune a pu connaitre dans les années 2000. Ce scenario de croissance est en phase avec les objectifs du SCOT. La densité nette affichée de 12 logements par hectare en moyenne est compatible avec les objectifs du SCOT. En effet, elle est fixée à 12 lgts/ha sur la période 2019-2024 et à 14 lgts/ha sur la période 2025-2030. Les secteurs à OAP sont favorables à une densification avec une densité minimale allant jusqu'à 17 lgts/ha. Ainsi, en fonction des projets, cette densité pourrait être plus élevée. De manière générale, l'habitat s'établira au sein des enveloppes urbaines existantes suffisamment équipées dans une logique de densification. Le principe du PLU est de réduire l'extension de l'urbanisation par consommation d'espaces agricoles et naturels. L'objectif des 272 logements neufs s'inscrit donc dans une logique de modération de la consommation de l'espace sur Saint-Viance. Ainsi, le PLU est compatible avec les objectifs et principes d'aménagement fixés par le SCOT.
Objectifs et principes relatifs au développement des activités économiques et au positionnement régional du territoire du SCOT Sud Corrèze	La commune de Saint-Viance favorise le développement des activités économiques avec l'élaboration du PLU. En effet, outre l'activité agricole, la municipalité a fait le choix de ne pas inscrire de zones favorables au développement des activités économiques. Il

Orientation du SCOT	Intégration des axes dans le PLU
	s'agit seulement de prendre en compte les activités existantes, dont la zone d'activités de la Nau (zone communautaire). La commune souhaite également redynamiser son bourg avec l'arrivée de commerces et services qui seront profitables à la population. Une OAP a d'ailleurs permis d'afficher des principes d'aménagement allant dans ce sens. De plus, la dimension touristique de la commune au travers du projet de voie verte et par une reconfiguration du bourg est favorisée avec le PLU. Ainsi, le PLU est compatible avec les objectifs de développement économique.
<u>Objectifs et principes pour la protection des espaces agricoles et sites naturels, agricoles, forestiers ou urbains</u>	Le PLU de Saint-Viance intègre les éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue définie à l'échelle du SCOT. Ainsi, un classement en zone A et N des secteurs les plus sensibles écologiquement parlant a été effectué : la Vézère, la Loyre et les ruisseaux affluents couplés aux zones humides. Concernant les espaces agricoles, ils sont protégés et leur surface représente plus des 2/3 de la superficie de la commune. Les sièges d'exploitation et les bâtiments d'élevage ont été pris en compte afin de permettre leur évolution. Les rayons de protection définis ont un rayon de 100 à 150 mètres comme recommandés par le SCOT et sont d'ailleurs retranscrits sur le règlement graphique du PLU. Ainsi, le PLU est compatible avec les objectifs de préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers fixés par le SCOT.

Ainsi, le PLU de Saint-Viance assure sa compatibilité au SCOT Sud Corrèze et le respect de ses orientations principales en matière d'urbanisme et d'environnement.

4 Le PDU (Plan de Déplacement Urbain) de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive

Orientation du PDU	Intégration des axes dans le PLU
Axe 1 : Faciliter le développement des nouvelles pratiques liées à la voiture, moins polluantes	La commune de Saint-Viance est reliée à la ville centre de Brive par une ligne de bus urbain. Cette ligne dessert la partie sud de la commune (Le Rieux et la zone de la Nau). Il s'agit d'un secteur qui doit accueillir de nouveaux habitants ainsi que des entreprises ce qui pourra permettre des déplacements alternatifs à la voiture. En matière de transports scolaires, la commune et la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive ont identifié des emplacements réservés dans le but de sécuriser la dépose des élèves, sur les villages des Trinquilles, de la Mijale et des Jargasses. Le recours à la voiture particulière reste tout de même prépondérant d'autant plus que la plupart des actifs de la commune travaille en dehors de la commune.
Axe 2 : Améliorer le maillage du réseau viaire	La problématique du réseau viaire est intégrée dans l'élaboration du PLU. En effet, les zones 1AU prévoit la réalisation de voies nouvelles pour desservir les nouvelles constructions ainsi que des voies de circulation douce qui créeront du lien social avec la réalisation d'espaces communs, d'espaces verts, … sur le bourg, il y a un vrai enjeu de sécurisation des déplacements doux depuis le secteur du Succalet/des Jargasses notamment. Un emplacement réservé a été défini pour cela. La requalification du centre-bourg passera par une amélioration de sa desserte que ce soit en stationnement mais également en voie et carrefours (cf OAP centre-bourg).

Orientation du PDU	Intégration des axes dans le PLU
Axe 3 : Agir sur l'offre et la gestion du stationnement	La problématique du stationnement sur le bourg de Saint-Viance est un enjeu qui dépasse largement sa fonction première, étant donné qu'il prend aujourd'hui beaucoup de place. Sa position en zone bleu du PPRi en fait des espaces potentiellement constructibles. Ainsi à l'avenir, comme indiqué dans l'OAP, sa situation sera revue, en déplaçant en nombre le nombre de places sur les périphéries du bourg (ouest et est). Cela permettra l'arrivée de constructions d'habitat et d'activités économiques qui viendront dynamiser le bourg. Le stationnement a aussi un rôle important pour la bonne desserte de l'école. Enfin, dans l'ensemble des zones du PLU, la problématique du stationnement doit être traitée à l'échelle des projets en imposant la réalisation de place en dehors du domaine public.
Axe 4 : Développer les transports collectifs et faciliter l'intermodalité, en particulier en milieu rural	La commune de Saint-Viance est reliée à la ville centre de Brive par une ligne de bus urbain. Cette ligne dessert la partie sud de la commune (Le Rieux et la zone de la Nau). Il s'agit d'un secteur qui doit accueillir de nouveaux habitants ainsi que des entreprises ce qui pourra permettre des déplacements alternatifs à la voiture. En matière de transports scolaires, la commune et la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive ont identifié des emplacements réservés dans le but de sécuriser la dépose des élèves, sur les villages des Trinquilles, de la Mijale et des Jargasses. Le recours à la voiture particulière reste tout de même prépondérant d'autant plus que la plupart des actifs de la commune travaille en dehors de la commune.
Axe 5 : Diminuer l'impact environnemental du transport de marchandises	La commune est traversée par des axes importants tels que l'A89 et la RD 901. Le Conseil Départemental a pour projet de dévier la RD 901, dont une partie de cette déviation sera située sur la partie sud du territoire communal.

Orientation du PDU	Intégration des axes dans le PLU
	Ce projet n'aura que peu d'incidences sur la commune de Saint-Viance.
Axe 6 : Permettre le développement des modes actifs	La problématique des modes doux a été réfléchie dans l'élaboration du PLU, plus particulièrement au sein des zones 1AU. Ainsi, la réalisation de cheminement doux est prévue dans les OAP où des continuités douces doivent être créées. Des emplacements réservés ont été définis que ce soit par la commune ou par la CABB pour des projets de liaisons douces, tels que la voie verte entre le bourg et le Pont de Risquetout, dans une optique de relier le Saillant au Lac du Causse (projet communautaire) ou encore en reliant le bourg au secteur du Succalet/des Jargasses. Des cheminements existent sinon déjà sur la commune comme le Chemin des Pêcheurs (tronçon de la voie verte entre le bourg et la Feyrie) ou encore le Chemin des Promeneurs entre le bourg et l'Echamel. Des voies communales peuvent également être utilisées pour des modes doux car elles supportent peu de trafics. C'est le cas des voies dans la plaine, entre le Poirier et le Bourg ou encore entre Auger et le Bourg.
Axe 7 : Promouvoir des actions transversales	Les actions transversales mises en œuvre sont notamment le développement du télétravail permettant de réduire les besoins de déplacements. Cette pratique va s'amplifier à court terme avec la desserte totale du territoire en fibre optique. Les nouveaux projets devront d'ailleurs prévoir le fourreau permettant le raccordement à la fibre optique, comme le stipule le règlement.

5 Le PLH (Programme Local de l'Habitat) de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive 2016-2022

Orientation du PLH	Intégration des axes dans le PLU
<u>Les perspectives d'évolution basées sur les principes du SCOT</u>	Le PLU oriente la production de logements sur Saint-Viance en priorité en densification des principales zones d'habitat. En effet, sur les 272 logements qui seront réalisés sur la commune, plus des 2/3 seront réalisés au sein des espaces bâtis. Il a été recherché une optimisation des espaces libres au sein de la tâche urbaine avant d'impacter les espaces agricoles et naturels. La politique de la commune est de prioriser le développement urbain des secteurs d'habitat proches du bourg afin que ce dernier soit redynamisé. Les secteurs éloignés tels que le Rieux, la Grange ou encore Saint-Martin ne sont destinés qu'à être densifiés. Le scenario d'évolution du PLU inscrit dans le PADD s'est basé sur les principes de densité et de production de logements bien supérieur au PLH, à savoir une densité moyenne de 12 logements/ha et une production annuelle moyenne de 18 logements par an. Cette production est supérieure aux objectifs du PLH (12 logements/an). Pour rappel, la commune s'est vue attribuer des objectifs de production de logements qui se sont appuyés principalement sur la production réelle que la commune a connue. Sachant qu'elle ne dispose plus de document d'urbanisme depuis 2010, elle est soumise au Règlement National d'Urbanisme et à une instruction des services de l'Etat qui freinent considérablement la délivrance des permis de construire. Compte tenu de la dynamique du secteur ouest de l'Agglo de Brive en la matière (Varetz, Ussac, Saint-Pantaléon-de-Larche ou encore Allassac), l'absence de PLU est une conséquence importante dans les objectifs définis sur les PLH successifs.
<u>Recentrer le développement urbain sur le parc existant</u>	La commune dispose d'un taux de logements vacants relativement faible (4,1% du parc). Ce taux est d'ailleurs sans doute surestimé étant donné l'analyse des logements vacants réalisée à partir des fichiers fonciers. Ainsi,

Orientation du PLH	Intégration des axes dans le PLU
	la création de logements neufs permettra d'accroitre le nombre de logements et de fait de favoriser le turn-over.
Prendre en compte le vieillissement de la population	Le vieillissement de la population a été intégré dans le scenario d'évolution du PLU, où est favorisé l'arrivée de jeunes ménages ainsi que le maintien de personnes âgées sur la commune. Les futurs logements seront localisés en priorité sur et autour du bourg de Saint-Viance. Il s'agit de rapprocher la population des commodités, permettant la réduction des déplacements motorisés mais également le non isolement des personnes pouvant être dépendantes (vieillesse, handicap). L'OAP centre-bourg est vouée à créer du logement et des activités qui pourront être adaptés aux seniors. De plus, les OAP sont vouées à favoriser la réalisation de logements de taille plus réduite que ce que la commune a connu précédemment. En effet, les formes urbaines plus compactes ainsi que la taille des lots plus réduites attireront une population jeune et modeste, favorisant la mixité sociale et intergénérationnelle.
Maintenir une offre de logements à coût maitrisé	
Poursuivre le renouvellement urbain	La commune n'est pas concernée par un quartier d'habitat prioritaire.
Faciliter l'accès à l'autonomie des personnes sortant de structure d'hébergements à caractère social et développer l'offre spécifique répondant aux besoins des ménages à parcours atypique	Les OAP encouragent la diversification des types de logements sur les zones 1AU, pouvant favoriser l'accès au logement aux personnes modestes (jeunes, familles modestes, …).
Conduire la politique de l'habitat	Le PLU n'a pas d'incidences sur cette orientation, qui concerne la gouvernance et l'observation du marché de l'habitat sur les territoires.

Ainsi, le PLU de Saint-Viance assure sa compatibilité avec le PLH de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Brive et le respect de ses orientations en matière d'habitat.